

# Le discours sur la langue sous les régimes autoritaires

Cahiers de l'ILSL N° 17, 2004

L'édition des actes de ce colloque a été rendue possible grâce à l'aide financière des organismes suivants :

- *Faculté des Lettres de l'Université de Lausanne*
- *Institut de linguistique et des sciences du langage*
- *Fondation du 450e anniversaire de l'Université de Lausanne*
- *Académie suisse des sciences humaines*
- *Fonds national de la recherche scientifique (Suisse)*

**Ont déjà paru dans cette série :**  
**Cahiers de l'ILSL**

- Lectures de l'image (1992, n°1)  
Langue, littérature et altérité (1992, n° 2)  
Relations inter- et intraprédicatives (1992, n° 3)  
Travaux d'étudiants (1993, n° 4)  
L'Ecole de Prague : l'apport épistémologique (1994, n° 5)  
Fondements de la recherche linguistique :  
perspectives épistémologiques (1996, n° 6)  
Formes linguistiques et dynamiques interactionnelles (1995, n° 7)  
Langues et nations en Europe centrale et orientale (1996, n° 8)  
Jakobson entre l'Est et l'Ouest, 1915-1939 (1997, n° 9)  
Le travail du chercheur sur le terrain (1998, n° 10)  
Mélanges en hommage à M.Mahmoudian (1999, n° 11)  
Le paradoxe du sujet : les propositions impersonnelles  
dans les langues slaves et romanes (2000, n° 12)  
Descriptions grammaticales et enseignement de la grammaire  
en français langue étrangère (2002, n° 13)  
Le discours sur la langue en URSS à l'époque stalinienne  
(2003, n° 14)  
Pratiques et représentations linguistiques au Niger  
(2004, n° 15)  
Langue de l'hôpital, pratiques communicatives et pratiques de  
soins (2004, n° 16)

Les cahiers de l'ILSL peuvent être commandés à l'adresse suivante

ILSL, Faculté des Lettres, BFSH2  
CH-1015 LAUSANNE  
renseignements :  
<http://www.unil.ch/ling/ilsl/pub.html>

# **Le discours sur la langue sous les régimes autoritaires**

Institut de linguistique et des  
sciences du langage

numéro édité par Patrick SERIOT  
et Andrée TABOURET-KELLER

*Illustration de couverture : Ivan Gross*

**Cahiers de l'ILSL, n° 17, 2004**



**Les Cahiers de l'ILSL** sont une publication de  
l'Institut de Linguistique et des Sciences du Langage  
de l'Université de Lausanne (Suisse)

**Institut de Linguistique et des Sciences du Langage**  
**Faculté des Lettres**  
**BFSH2**  
**Université de Lausanne**  
**CH-1015 Lausanne, Suisse**

## Présentation

Andrée Tabouret-Keller, Patrick Sériot

«On sait au reste que de toujours, les dictateurs, de César à Staline, se sont préoccupés de la langue, y reconnaissant l'image la plus fidèle d'un pouvoir nu, qui n'a même pas à dire son nom» (J.-C. Milner : *L'amour de la langue*, 1978, p. 28)

Si les langues étaient de simples «instruments de communication», comme nous l'enseignent souvent les définitions de dictionnaires ou parfois même les manuels d'initiation à la linguistique, on concevrait mal pourquoi dictateurs et pouvoirs autoritaires<sup>1</sup> en général sont intervenus pour épurer, codifier, censurer les langues en usage, pour y déplacer les valeurs sémantiques, pour spéculer, voire délirer en matière de langue ou de linguistique.

Si l'on n'a pas la nostalgie de quelque idéal état de nature, pure sauvagerie où les hommes n'auraient aucune organisation sociale, il faut bien admettre que vivre en société implique des espaces de communication homogènes. Toute institution implique un espace d'intercompréhension linguistique et d'écriture juridique, aucun Etat ne saurait se passer de légi-

---

<sup>1</sup> Nous choisissons l'expression générale *régimes autoritaires*, de préférence à *régimes autocratiques* dont cependant ils tiennent leurs principaux traits. Dans la typologie des systèmes politiques, l'expression *régime autocratique* désigne «un régime dans lequel une personne seule dispose d'un pouvoir souverain, sans être effectivement responsable devant quiconque et sans être soumis à une forme quelconque de contrôle, que ce soit celui exercé par la tradition ou par un groupe d'individus. Historiquement, cette dénomination a été surtout appliquée au régime impérial russe ; à l'époque contemporaine, il peut qualifier les gouvernements de Mussolini, de Hitler, de Staline mais aussi de plusieurs Etats du Tiers-Monde». L'emploi de l'expression *régime autoritaire* n'écarte pas les associations aux réalités politiques voisines exprimées par les expressions *régime oligarchique* – la souveraineté est dévolue, dans les mêmes conditions, à un petit groupe d'individus – et *régime totalitaire* – qui suppose une soumission complète de la société civile à l'espace politique (Badie B., article «autocratie», *Les notions philosophiques. Dictionnaire*, S. Auroux (dir.), Paris : Presses Universitaires de France, 1990, II, p. 195).

férer sur une langue commune. Mais une chose est l'instauration d'un espace de communication homogène, nécessaire à l'établissement d'un pouvoir politique unifié sur un territoire souverain, autre chose est l'entreprise de légitimation de ce pouvoir en prenant appui sur des présupposés linguistiques comme lors des révolutions romantiques du XIX<sup>ème</sup> siècle. Peut-on, dans les faits, séparer ces deux dimensions ? Toute institutionnalisation, toute «grammatisation» d'une langue, ne sont-elles pas des actes éminemment *politiques* de légitimation d'un ordre, d'«un pouvoir qui n'a même pas à dire son nom»?

Au sein d'un questionnement général sur le rapport entre linguistique et politique, il y a un objet de connaissance à construire en précisant les modes de raisonnement et les argumentations qui le circonscrivent, à partir de cas largement différenciés qui puissent ouvrir une perspective comparatiste. D'où le projet de réunir, ne fut-ce que le temps d'un colloque, des chercheurs travaillant sur des époques et avec des points de vue bien différents, dont les regards croisés pourraient dégager des thèmes transversaux et faire apparaître de nouvelles problématiques.

Telles étaient les enjeux du colloque qui s'est tenu au Louverain, dans le Jura suisse, du 2 au 4 octobre 2003. Issu de cette rencontre, le présent recueil témoigne de la complexité du champ ouvert par notre questionnement, et explore les possibilités de mise en pratique de notre ambition comparatiste.

Les cas présentés ouvrent sur un large horizon, avec des incursions dans différentes époques, de l'antiquité gréco-latine (M. Dubuisson) à l'Allemagne du XVIII<sup>ème</sup> siècle (A. Schwarz), et, en plus grand nombre, dans les périodes modernes et contemporaines, avec une grande absente, la Révolution française pour laquelle l'auteur pressenti n'a pu rendre son texte à temps. Parmi ces derniers, les cas déjà classiques de la linguistique sous le nazisme (Ch. Hutton et D. Savatovsky) et sous le régime fasciste italien (G. Klein-Dossou), et un large ensemble de situations de l'époque soviétique : la linguistique soviétique (P. Sériot), le marrisme en Russie (E. Velmezova) mais aussi sous Ata Türk (M. Uzman), l'invention de la langue moldave (A. Lenta), la linguistique albanaise sous Enver Hodxa (M. Samara). Des problématiques strictement actuelles sont présentées : les cas de la Biélorussie (A. Goujon), de l'Algérie (N. Tigziri), du Paraguay (C. Rodriguez) et des Etats Unis (J.-J. Courtine). Enfin un certain nombre d'études abordent des questions d'ordre général, transversales en quelque sorte, comme celle de l'incidence des idéologies dans les théories linguistiques (J. Joseph), la question de savoir s'il est bien fondé de parler de «langue fasciste» (H. Merlin-Kajman) ou de langue maternelle (A. Tabouret-Keller), voire de sainteté d'une langue (P. Larcher). D'autres époques, d'autres situations auraient certes mérité d'être envisagées en particulier celles de la Corée du Nord, du Japon ou encore de la Chine.

Des lignes de force se dessinent à partir de la lecture de ces premiers travaux. On note la persistance, dans la conception du langage, de certaines représentations, de modèles comme celui d'un *organisme vivant*, ou celui d'un objet domestique que l'on peut nettoyer à sa guise, transformer et régir. De même, l'équation entre identité linguistique et identité politique a suscité une littérature gigantesque dont nous recueillons l'écho ; terriblement prégnante dans les régimes totalitaires, elle est aussi largement répandue sous d'autres régimes, y compris ceux dits démocratiques. Son principal support, qui est aussi le principal ressort de son efficacité, tient à son association avec le discours de l'identité nationale et, plus généralement, avec la collusion entre *langue commune* et *langue nationale*. A tel point qu'on peut se demander si cette collusion n'est pas symptomatique de la constitution des Etats dans notre modernité et sans doute un de leurs ingrédients nécessaires.

Le nouage entre langue et nation, déjà solidement tressé, tout particulièrement par le biais identitaire, reçoit un renfort supplémentaire par l'intégration de la référence maternelle. La *langue maternelle* intervient comme agent mobilisateur quasiment indispensable dans le discours militant national, voire nationaliste, lors même que, souvent, la référence maternelle entre en contradiction avec les réalités langagières ; c'est le cas général des Etats qui, abritant des minorités linguistiques, ne leur concèdent pas de place dans leur Constitution (le berbère dans le cas de l'Algérie : N. Tiziri).

Dans le champ de la linguistique elle-même, plus particulièrement dans celui de la sociolinguistique actuelle, le débat indéfiniment répété sur l'opposition entre langue et dialecte, perceptible dans celui sur les définitions de la diglossie et du bilinguisme, est un autre exemple de la résistance, idéologique et politique, à faire une place à l'hétérogène.

Le rapport du pouvoir à la langue a besoin de ces étayages discursifs. Sont-ils suffisants pour que le souverain quel qu'il soit, Roi ou Etat, puisse légiférer en matière de langue ? certes, il le peut – c'est la question qui sous-tend la contribution de H. Merlin-Kajman de même que celle de A. Schwarz – mais cela est-il suivi d'effets, et lesquels ? Comme on le lira dans la contribution de J.J. Courtine, dans une société en proie à la communication médiatisée, le contrôle de la vie de la langue peut trouver d'autres vecteurs que celui de la stricte légalisation.

Le rapport de la linguistique au pouvoir n'est en soi pas direct, encore que, dans l'Allemagne nazie et dans l'URSS, il y eut des tentatives sérieuses dans cette direction, (voir E. Velmezova, C. Hutton et P. Sériot). Ce rapport apparaît clairement quand il s'agit de la mise en œuvre d'une politique linguistique — la plupart des contributions à cet ouvrage l'illustrent —, mais plus difficilement quand il s'agit de la discipline elle-même, fut-ce par le biais de l'idéologie à l'œuvre. Une tentative

d'éclaircissement de cette question pourrait partir des constats suivants. Les régimes autoritaires ont *peur de l'altérité* (voir Savatovsky, Sériot, Klein-Dossou), une telle peur peut-elle, doit-elle être mise en relation avec une passion pour le système de la langue, pour l'homogène, voire la pureté, sous le couvert de la norme, dans le discours au cours du XXème siècle ? Dès que la question est ainsi posée, on s'aperçoit que de tels courants extrémistes en linguistique n'ont pas été le propre de régimes autoritaires mais semblent plutôt faire partie de l'instauration de la discipline elle-même et de son établissement universitaire, du moins dans les pays dits de l'Europe de l'ouest. Mais une discipline en tant que telle n'a pas de passion, ce sont les hommes – les linguistes ici (voir P. Caussat) – qui lui donnent ses atours, les linguistes qui ne sont pas dispensés de la citoyenneté, ni indemnes de la politique.

Nous avons tenté une première exploration de questions certes difficiles, de situations toujours complexes ; il est clair que de nouveaux travaux comparatifs nous attendent dans le domaine des idéologies linguistiques. Ils devront préciser mieux que nous ne l'avons fait, le pouvoir, les moyens et les limites de la légifération en matière de langue. Ils devront suggérer et peut-être permettre de préciser les emplois d'expressions aussi ambiguës que *langue maternelle*, non dans le grand public mais dans les descriptions sociolinguistiques. Préciser aussi l'évolution des emplois de l'expression *langue commune*, avec l'idée qu'une telle langue ne saurait aujourd'hui que comporter de multiples étages : mondial avec l'anglais, national compte-tenu de ce que ce terme recouvre des réalités d'appartenance hétérogènes, régional compte-tenu là encore du caractère en partie illusoire d'une telle entité aujourd'hui, et préciser les modalités de co-existence de ces différents niveaux avec leurs rendements différenciés dans des domaines comme ceux de l'acquisition du langage, de l'écriture, de la lecture, du commerce international, de la finance, etc., tous domaines concrets où interviennent discours, mesures et montages tant naïfs que savants de ce qu'est une langue. La perspective comparatiste devrait aussi éclairer la différence, plus importante qu'un premier aperçu ne permet de le croire, entre les caractéristiques de la linguistique dans l'Allemagne nazie et dans l'URSS, mais aussi la différence avec les caractéristiques de la linguistique dans d'autres régions du monde, à la même époque. Ces travaux devraient surtout établir la pertinence de l'étude de la linguistique, sous l'angle de l'histoire d'une science, pour élucider la question de l'incidence du politique dans la vie d'une langue, voire dans son fonctionnement interne.

## **Langue d'autorité et autorité de langue**

Pierre CAUSSAT  
*Université de Paris-X-Nanterre*

### **INTRODUCTION**

Autant le déclarer sans faux-fuyant : les réflexions qui vont suivre sont portées, nourries par une inquiétude — je devrais employer le pluriel : des inquiétudes buissonnantes — autour de l'«autorité», appréhendée, non dans son concept «en soi», mais dans ses conditions d'exercice telles que, ayant dû avoir, dans le métier d'enseignement, à faire acte d'autorité, je ne cesse pas de voir surgir doutes et questions à son sujet. Autrement dit, en glosant «autorité» et ses dérivés (autoritaire, autorisé), je m'interrogerai sur une expérience et des pratiques à la fois universelles — le maître investi du, ou assigné au, devoir d'enseigner — et singulières — la situation vécue ou affrontée par chacun, en l'occurrence moi, à partir du moment où l'individu-maître ne renonce pas, par fatigue ou lâcheté, à se questionner lui-même en tant que détenteur et dispensateur d'une parole, même parcelaire, dite justement d'«autorité». Qui suis-je, moi, pour prendre, et tenir, une telle parole ? De qui ou de quoi tiendrais-je ce pouvoir ? Interrogation qui pourrait se révéler bénéfique : en me centrant sur moi, je suspens la tentation de me faire vertueux sans risques en stigmatisant l'autoritarisme (le «fascisme») des autres. Il a toujours été, et il sera toujours plus facile de débusquer les vices des autres que de commencer à s'inquiéter des siens. Quant au «concept» qu'un excès de subjectivité paraît compromettre, qui sait s'il ne profitera pas de cette cure d'amaigrissement ? Après tout, l'enseignant de philosophie n'a pu manquer d'être sollicité par le «sans autorité» de Kierkegaard dans la mesure, entre autres, où ce dernier répète la «docte ignorance» de Socrate face à la suffisance des sophistes modernes, c'est-à-dire les prédicateurs officiels de l'Eglise danoise tout comme les

professeurs chevronnés de l'Université allemande, deux variétés de prêcheurs, en somme, parlant avec autorité du haut de leurs «chaires». Qui peut dire alors que la revendication d'une «non autorité» ne constitue pas un détour fructueux, et peut-être la condition indispensable, pour commencer à entendre ce qui se dissimule dans l'exercice spontané, donc vertueux, de l'autorité ?

Avis, par conséquent, aux lecteurs de ces pages : les textes retenus et les analyses qui les bordent sont portés par un questionnement lancinant et doivent être pris comme les fragments d'une confession, incertaine et inquiète, mais irrévocable dans son parti pris d'inquiéter.

Premier témoin : un texte qui manifeste ce qu'on pourrait appeler la «pulsion académicienne», l'obsession des redressements, l'apostolat de la «bonne parole» (ici la bonne langue), traits inhérents à l'«homo academicus», sauf qu'il s'agit ici d'un académicien qui s'institue tel, par une délégation d'autorité spontanément reçue et acceptée, manifestant ainsi le degré zéro, à l'emporte-pièce, du zèle académicien.

*«Lorsque j'arrivai de Paris, je fus extrêmement frappé des mauvaises expressions, des tours vicieux, des phrases singulières, enfin des gasconismes que j'entendais de toutes parts dans la conversation. Je m'étonnais surtout de ce que personne, au moins à ce qu'il me semblait, ne remarquait ces fautes, et n'en était aussi choqué que moi...*

*... Ramasser des gasconismes, le projet pourra paraître bizarre. On observe, on recueille les bonnes choses, on abandonne les mauvaises... Je ne vis d'abord dans mon projet que l'avantage d'être utile aux enfants dont l'éducation m'était confiée ; mais je m'aperçus bientôt qu'il pourrait servir aussi aux personnes de tout âge, soigneuses de bien parler et de bien écrire, et qu'il contribuerait à me préserver moi-même de la contagion.*

*... Je veux seulement rendre les gascons attentifs à des gasconismes qui ne leur sont que trop familiers, et dont il est important qu'ils se corrigent, s'ils veulent éviter ces petites humiliations auxquelles les personnes qui parlent mal sont exposées, surtout à Paris, où ces expressions impropres ne manquent pas de donner lieu à des railleries dont il est toujours désagréable d'être l'objet.*

*Mais pourquoi tombe-t-on dans des gasconismes ? La raison n'est pas difficile à trouver. Tout gasconisme vient du patois, ou langage du pays. Les enfants parlent ce patois avant de parler français. On le parle par nécessité avec les nourrices, avec les sevreuses, les domestiques, avec le peuple à qui on a affaire. Dominé par l'habitude, on ne fait que le*

*traduire lorsqu'on parle français. Beaucoup de gascons, même lettrés, tombent dans ce défaut, sans y prendre garde, sans s'en douter...*

*On pourra lire ce livre comme on lit ces examens de conscience, ces listes de péchés qui sont dans les heures, et qu'on parcourt quand on se dispose à aller à confesse. On n'a pas fait tout ce qu'on lit. On dit : voilà des fautes que je ne commets pas ; en voici certaines qui m'étonnent : je ne savais pas que ce fussent des fautes. C'est ce qui arrivera à ceux qui parcourront ce recueil ; ils n'auront pas fait tout ce qu'ils liront, mais ils y trouveront leur compte ; les uns plus, les autres moins ; et après qu'ils se seront condamnés sur les fautes qui leur échappent, ils s'instruiront de celles dont ils ne se doutent point.» (Desgrouais, 1801 [1997, p. V-VIII]).*

Ce texte s'organise autour d'une opposition majeure — entre le mal et le bien —, relayée par une série d'opposés satellites : entre «pays» (ici gascon, mais ce pourrait être tout autre) et Paris, entre peuple et lettrés, entre patois et français. Il n'y a de bon que de lettres françaises rayonnant de Paris ; tout le reste est marqué du sceau de l'impureté et du vice. Le gasconisme, c'est le mal.

Et le mal règne. C'est que le gasconisme est vicieux, et d'autant plus qu'il contamine jusqu'au parler de ceux qui ne s'en croient pas atteints. Car les mauvaises habitudes se prennent très tôt, dès la toute première enfance happée par une «traduction» insidieuse, ce mauvais patois qui s'infiltré, avec le lait des nourrices, dans le bon français et le corrompt.

Corruption congénitale, autant dire souillure originelle. On ne s'en délivrera pas aisément. Il y faut la venue d'un missionnaire venu de là-haut, du foyer de lumière, porteur de la bonne parole. Il y faut son zèle infatigable à corriger les travers ; corriger, c'est-à-dire combattre et redresser, retordre dans l'autre sens le bois qui a été tordu du mauvais côté ; autrement dit, convertir. Il faut recenser les péchés, et la liste n'est jamais close, elle s'ouvre sur un mauvais infini. Il faut, surtout, amener le pécheur à regarder ses fautes, pour les confesser et se condamner de celles-là mêmes qu'il ne soupçonne pas, auxquelles il est enclin de toute la malignité de sa nature. Immaculé par vocation, le missionnaire lui-même n'est pas infaillible, sa vigilance peut toujours être prise en défaut. Paradoxe bien connu de la lutte pour le bien qui suscite, par son obstination même, la prolifération du mal. Mais celui-ci n'aura pas le dernier mot. Là où le péché a abondé, la grâce a surabondé ; elle soutient le missionnaire dans son combat au service du bien qui ne peut manquer de monter peu à peu vers le triomphe final.

Exégèse survoltée, hypertrophiée, trop tirée vers une sotériologie déplacée ? Peut-être. La sobriété conseillerait ici se s'en remettre à Bourdieu : «Pour s'autoconsacrer comme interprète nécessaire, l'intermédiaire

doit produire le besoin de son propre produit. Et pour cela il faut qu'il produise la difficulté qu'il sera seul à pouvoir résoudre» (Bourdieu, 1987, p. 192). Mais on manquerait la tension sacralisante qui travaille ce texte. L'intermédiaire est ici, littéralement, le médiateur, l'intercesseur, et la «difficulté» porte plus justement le nom d'«habitude vicieuse», la tare qu'il faut convertir en pratique correcte, c'est-à-dire purifier, voire sanctifier. Quant au «produit», ce n'est pas le sien propre, mais bien plutôt la mission qui lui est échue sans qu'il l'ait choisie et à laquelle il doit rester fidèle s'il veut réaliser le salut des «infidèles». Ce qui, notons-le au passage, fait apparaître quelques traits saillants du concept d'autorité : non un pouvoir que j'exerce à partir d'un ordre que je reçois, mais une mission qui m'advient, par le choc d'un événement-scandale, au nom de la pure reconnaissance du bien dont je dois me faire l'exemple et l'agent au service des égarés. Seul a autorité celui qui fait don de sa personne à la force de la vérité (ici la langue de Paris qui est bien plus que langue : qui a la force indiscutable d'un logos).

Ce don est d'autant plus pur que l'auteur n'est «personne» (il n'a même pas de prénom — je n'ai pas réussi à le trouver). Né et mort dans les parages de Paris (1703-1766), il n'a guère eu que la grâce — mais elle a transfiguré sa vie — d'être promu professeur au Collège Royal de Toulouse où il a rencontré sa vocation dont témoigne ce livre, paru l'année même de sa mort, et qui a eu une postérité remarquable puisqu'il a connu onze rééditions jusqu'en 1812, en augmentant régulièrement de volume d'une édition à l'autre (qui s'en est chargé ? Là encore, je n'ai pas de réponse). Par un renversement, à vrai dire peu surprenant, on admirera que la grâce n'a surabondé sur le péché qu'en le faisant surabonder à son tour, dans une course-poursuite où chasseur et chassé se révèlent étroitement complices. On notera alors avec intérêt que le zèle pour la propagation du salut par le français précède et croise celui de l'abbé Grégoire, missionnaire lui aussi, mais à une tout autre échelle, du bon combat pour la propagation de la bonne langue par la destruction des patois, générateurs de préjugés et obstacle au patriotisme national régénérateur.

Deuxième témoin : la consécration scolaire de l'autorité, ou encore la naissance de l'autorité prise à sa racine.

[Le narrateur a reçu de la maîtresse d'école un cahier tout neuf orné d'un «compliment» en reconnaissance de sa valeur d'élève méritant. L'écolier rentre chez lui, impatient de le montrer à ses parents]

*«... Mon plus grand bonheur, c'était la pensée que j'allais pouvoir montrer à mes parents de quoi j'étais capable. Je ne rêvais que du moment où, bien installé sur mon coin de table de cuisine, je remplirais, tout seul, sous leurs yeux, de pleines pages d'écriture.*

.. Aussitôt après le goûter, je m'installais à mon coin de table ; mais le moment venu d'écrire, j'hésitai un peu devant la feuille blanche et, pour ne pas courir le risque de manquer mon effet, je me résolus à demander à maman qu'elle me marque d'abord des modèles. Je lui avais fait une petite place sur le bord de ma chaise, mais, quand je lui tendis le crayon, elle se leva brusquement et me dit, sur un ton qui me surprit beaucoup, qu'il vaudrait mieux que je fasse autre chose. Elle ajouta qu'elle devait aller au pré avant la nuit close, et puis que papa serait content si je l'attendais pour lui faire la surprise. Cette indifférence inhabituelle me blessa profondément et, de colère, j'envoyai mon cartable voler à l'autre bout de la pièce. Maman ne dit rien. Elle ramassa la pochette, rangea le plumier qui s'était ouvert et s'approcha de la table. Elle tenait un crayon dans sa main. Je la tirai par son tablier pour l'obliger à s'asseoir. Elle prit le cahier, le disposa devant elle et, à l'endroit que je lui marquai contre la marge, sous le compliment, elle s'appliqua à tracer un modèle. Ce devait être un «i» ; mais il était tout de travers, débordant l'interligne, curieusement ondulé, le point faisait trou en soulevant une plissure. Mon cahier était abîmé. Je l'arrachai brutalement à ma mère et, trépignant de rage, je lui criai : «Comme la maîtresse ; je veux comme la maîtresse !». Je ne saurais dire si j'éprouvais du mépris ; peut-être y avait-il seulement dans ma voix du dépit et de l'impatience. Je ne voyais pas le visage de maman. Elle restait assise, la tête basse. Sans me regarder, elle me reprit doucement le cahier ; elle l'ouvrit, tourna une page et, comme en se cachant, elle traça un autre modèle. Ce n'était pas mieux.

*De grosses larmes coulaient sur ses joues.*

Il y avait cinq enfants à la maison. Le père était berger ; il rentrait en fin de semaine avec quelques miches de pain et des fromages secs. A l'âge de l'école, maman travaillait en usine. C'était contre la loi ; quand les «messieurs» venaient en visite, elle devait se cacher dans les sous-sols. Elle avait grandi comme ça, le temps des classes était passé et jamais maman ne saurait écrire comme la maîtresse. Jamais non plus elle ne pourrait parler avec moi de ce que j'apprenais. L'ignorance, c'était une misère, l'humiliation ; et l'école, une chance. De mes trois frères, c'est moi qu'on tiendrait aux études. J'étais un élu ; mais je resterais avec les miens et je concevais l'enseignement comme un juste combat.» (Marcy, 1974, p. 92-94).

Cette page décrit une scène classique, la scène «primitive», en quelque sorte, du choc entre mère et maîtresse — et aussi bien entre foyer et école — provoqué par l'enfant-écolier dont la consécration scolaire révèle, en les produisant, l'abîme qui sépare ces deux mondes et le scandale qu'il suscite. Consécration et abîme qui ont pour objet un cahier — mais consacré lui aussi par le «compliment» qu'y a noté la maîtresse — et une de-

mande d'écriture, réduite à un simple élément — la lettre «i» —, mais, il est vrai, investie de la fonction de «modèle». Cas singulier d'une grammatologie inattendue : infiniment fruste, presque résiduelle, et infiniment lourde, accablante. Car cet «i» manqué et le cahier «abîmé» déclenchent une violence qu'on aimerait bien cantonner dans le «symbolique» si elle ne manifestait en même temps des effets physiques aussi ravageurs. Mais ces ravages ont des effets très différents sur les deux acteurs du drame. La mère s'enfonce dans le silence et les larmes ; le fils éructe et tempête, révélant ainsi sa conversion au statut d'écolier, encore apprenti, mais déjà virtuellement maître. Reconnu, chevronné, le fils-maître n'a plus qu'à consigner l'épisode ancien, non sans y trouver de quoi s'apitoyer, mais dans un style trop lisse et appliqué qui refoule une compassion attendue et absente, effacée et supplantée par un constat dont la lucidité corrobore la violence de la scène initiale

Je vais faire ici quelque chose à quoi je me suis toujours refusé et que je persiste à condamner au nom de ce que j'appellerais la «décence intellectuelle». J'ai écrit, il y a plus de dix ans, un commentaire de ce texte. Le relisant aujourd'hui et ne trouvant rien d'essentiel à y redire, je le reproduis tel, à peu près, que l'émotion me l'avait alors soufflé.

«L'écolier est devenu le prof — un degré de plus qu'instituteur — qui revit avec une précision aiguë l'événement infime et intense de son enfance... D'où vient qu'insensiblement la scène se déplace et se disloque ? Ces larmes, cette humiliation, c'est le fils qui les provoque de toute la violence de sa demande «enragée» ; et cette violence ne sera pas questionnée. L'acteur-auteur qui revit la scène en l'écrivant trente ans après n'a de regard que pour le drame de sa mère dont il institue le procès en s'en absolvant entièrement. L'acte d'accusation (la mère tenue hors de l'école) lui sert à dissimuler l'acte de sa propre violence (sa consécration scolaire) ; l'avocat de la défense et de la protestation se dissimule à lui-même qu'il fut, et demeure, l'agent, l'exécuteur, le fauteur du drame ; sa violence, autrefois, a humilié, et sa pitié, aujourd'hui, ne l'absout pas, au contraire, puisqu'elle confirme et consacre l'humiliation infligée. La mère est en proie au négatif, tout entière et sans recours : elle n'est pas allée à l'école ; illettrée donc et, plus encore, déniée dans sa parole même («jamais elle ne pourrait parler avec moi de ce que j'apprenais»). Ce mot est terrible, car il dit le tribunal de référence, la relation unilatérale, la mère exilée de sa propre parole, réduite au silence, à l'ignorance, par l'élection qui convertit le fils en juge absolu. A lui l'école a donné ce droit et le pouvoir de l'exercer sans incertitude ; le passé en sa vie propre et en sa langue indigène se trouve convoqué par un présent souverain qui n'autorise à parler que dans sa langue et à ne paraître que dans sa lumière ; et cette langue rend sourd, comme cette lumière rend aveugle. Trente ans après, l'événement est consigné intact par le jugement qui le fige dans sa cruauté sans appel, dessaisi-

sant définitivement la mère de son histoire de fait et le fils d'une autre écoute possible». (Caussat, 1989, p. 86-87).

Si je devais ajouter quelques mots, ce serait pour revenir sur cette «élection» revendiquée au terme de cette page. Expression d'une suffisance inconsciente, sans doute. Mais le pire est ailleurs. L'élu — sans guillemets — se voit consacré par une triple humiliation : celle qu'il inflige, écolier, et qu'il redouble, devenu maître, en s'interdisant de la reconnaître pour la transférer à l'humiliation ancienne infligée par les «messieurs». Mais peut-être est-ce là la condition exigée par toute élection et le prix à payer pour elle. Peut-être est-il impossible d'accéder à l'élection sans le faire payer à quelqu'un, et aussi bien à soi-même. L'élection intellectuelle (cléricature) serait alors la pire, gagée par l'aveuglement de l'élu qui se proclame «éclairé». Quant au «juste combat», revendiqué lui aussi, comment résister à l'idée d'y voir l'alibi d'une mission salvatrice qui se masque son enfermement dans une profession fonctionnaire au service d'intérêts imposés de plus haut (exigés par l'Etat) ? Les janissaires devaient eux aussi se créditer du statut de «justes combattants» pour la cause et au service du Sultan.

Ainsi le fils doit-il mourir pour qu'advienne le maître. Mais il ne meurt pas seul, il doit rompre ses attaches, faire mourir ses entours, à commencer par l'être le plus proche, victime expiatoire exigée par la transmutation (transsubstantiation) élective. Je peux témoigner de l'absolue sincérité de l'auteur, de sa totale innocence. Peut-elle valoir absolution ? Un doute surgit alors : à quoi bon faire tant d'histoires pour une «affaire» somme toute minime ? Le hasard, comme on dit, me fait alors un clin d'œil, en me mettant sous les yeux une page de Milan Kundera dans laquelle, rapportant une altercation, en principe anodine, entre une mère et son fils (encore, mais, là, ironie, c'est de la mère que procède l'humiliation), il voit se profiler l'épure de drames autrement plus démoniaques. «J'ai regardé, stupéfait, cette scène d'un mini-procès stalinien, et j'ai compris d'emblée que les mécanismes psychologiques qui fonctionnent à l'intérieur des grands événements historiques (apparemment incroyables et inhumains) sont les mêmes que ceux qui régissent les situations intimes (tout à fait banales et très-humaines).» (Kundera, 1986, p. 137). Et c'est là le tragique : de nous jeter impitoyablement à la face, à chacun de nous, l'impossibilité quasi-absolue de mettre en œuvre l'horizon proposé par Nietzsche :

«Qui nommes-tu mauvais ? Celui qui veut toujours faire honte.

Qu'y a-t-il pour toi de plus humain ? Epargner la honte à quelqu'un.» (Nietzsche, 1967, p. 173)

De cette «humanité», qui osera sans faiblir se déclarer capable ? Sur combien de hontes et d'humiliations infligées — et subies — s'édifie le terreau de notre autorité, de toute autorité peut-être ? Sauf à rêver d'une alliance, pour l'heure improbable et utopique, entre autorité et liberté,

d'une liberté qui donne autorité pour enseigner l'œuvre de la liberté. Ce doit être un des sens possibles du «sans autorité» de Kierkegaard ; mais quelle langue saurait être assez pure et assez forte pour en imposer sans imposer, et donc sans s'imposer ?

Troisième témoin : ce sera cette fois moi-même, dans un exercice d'auto-analyse auquel je vais me livrer sans filet – sans doctrine de référence, sans garantie d'objectivité – et qui concerne un acte bien spécifié de mes pratiques enseignantes, acte auquel j'ai délibérément consenti et que j'ai maintenu pendant de longues années, alors que j'aurais pu l'interrompre quand j'en aurais ainsi décidé, parce qu'il m'aurait lassé ou que j'en aurais épuisé les charmes. Il faisait naturellement partie de mon contingent d'obligations, mais je pouvais, à tout moment, y renoncer pour vouer ce contingent à des activités plus classiques et en même temps plus gratifiantes du point de vue de l'autorité professorale (et des profits de carrière qui vont normalement de pair).

J'ai «animé» pendant quinze ans au moins – peut-être davantage – un atelier de préparation à l'une des épreuves requises pour l'oral de l'agrégation de philosophie et qui en est en quelque sorte l'épicentre, destinée à tester les capacités de maîtrise du candidat philosophe (plus strictement : du candidat à l'enseignement de la philosophie) ; maîtrise dans tous les sens du terme : de soi, de sa parole, du sujet (de la «question»), du jury (amener les maîtres patentés à reconnaître le maître virtuel qui parle devant eux). Il s'agit de la «leçon», héritière de la «disputatio» médiévale, comme cette dernière hautement ritualisée, et dont il me faut exposer succinctement quelques caractéristiques notables. Le candidat tire au sort un énoncé dont il doit faire une question à débattre, en tirant de la gangue primaire, telle qu'elle est donnée (le «sujet»), les potentialités discursives que cet énoncé tient en réserve et qui ne se manifesteront qu'en vertu et en fonction de la vigilance critique du «débatteur», à la fois metteur en scène et auteur du procès qui doit être joué. Cet exercice est à la fois solennel, puisqu'il consacre une maîtrise accomplie, et artisanal, puisqu'il met en œuvre, à la manière du «chef d'œuvre» attendu de l'apprenti, un savoir-faire patiemment acquis. Il exige une mobilisation de tout le savoir accumulé qui se monnaie au long d'une série d'interventions contrastées : sélection des autorités de référence (les «auteurs» canoniques), virtuosité dans la construction du parcours d'ensemble, mais sans emphase rhétorique ou effets de manche, art de combiner lenteurs et accélérations, patience éventuellement triviale et subtilités pointues, au risque de la préciosité, exercice de l'oralité où il faut parler «comme un livre», etc. On serait tenté de dire : la liste peut être allongée à plaisir. Mais justement il n'y a pas de liste, pas de règles expresses, sauf les contraintes les plus voyantes (il faut apprendre à

parler sous la loi du «sablier» ; le temps écoulé, la parole est coupée ; face à un jury dont tel membre peut bâiller, voire s'endormir ou simplement manifester ses réticences). L'exercice est, au vrai, sans règles, sauf négatives et qui ne s'apprennent qu'à l'usage ; nulle prescription positive, sauf celle de capter (captiver) le jury ; ou, en se permettant une certaine prétention, l'obligation de pratiquer la loi même de la création divine (selon Leibniz), loi du «rendement» optimal (produire «maximum effectum minimo sumptu» : le plus grand effet au moindre coût).

Cet exercice, il m'a bien fallu l'affronter, après avoir bataillé pour en détenir la capacité, au moins partielle-mais incontestable, forcément, puisque le succès l'a «confirmée». Mais pourquoi y revenir, une fois passé du côté des maîtres, qui plus est, en s'y vouant aussi longtemps ? Compulsion de répétition, désir d'édification, éventuellement caritative, ou, qui sait, sadisme autoritaire ? Je ne me reconnais pas dans ces désignations, ce qui ne les empêche pas d'être applicables. Non, ma pulsion principale s'est nourrie du goût, non de se rejouer les affres (défaites et victoires) des années d'étude, mais de refuser la situation établie du maître arrivé, de reprendre, de réactiver l'expérience du philosophe débutant, étudiant (et j'ai toujours pensé qu'un maître, à quelque hauteur qu'il parvienne, doit toujours rester étudiant, ce qui est plus vrai encore du «philosophe» – qu'est-ce qu'un philosophe sachant ? A tout prendre, un récitant de doctrines). J'ai éprouvé le besoin de revenir à ce qui vaut comme le degré zéro, et en même temps le commencement radical, pris à la racine, de l'expérience philosophique, c'est-à-dire de la réflexion en train de s'inventer, en alerte, en ouverture et en risque. Car, en dépit de tout son rituel fortement et artificieusement stylisé, la «leçon» exige une pensée sous tension, transversale par rapport à la dualité forme/contenu ; où les éléments précontraints – références doctrinales et citations expresses – doivent toujours être insérées dans un discours qui les convoque et les discute (les «dispute»), où l'horizon épouse les variations du chemin ; bref, où, rien n'étant jamais joué, tout se joue dans une suite d'improvisations en rebonds qui donnent forme (littéralement : informent) une pensée en travail et en inquiétude de ses possibles.

Le maître ne peut plus ici exhiber son autorité statutaire (celle qui l'autorise à délivrer son cours du haut de la chaire (ex cathedra). Il doit redevenir apprenti, soumis aux mêmes épreuves que les apprentis qu'il «dirige». Comme eux, il doit produire un «chef-d'œuvre», et dans les mêmes conditions ; sauf que, prenant le risque d'exposer son autorité, il court celui de la voir menacée, en tout cas malmenée. C'est cela que j'ai voulu et je peux dire que je n'ai pas été «déçu». Car le maître intervient sous le regard d'apprentis, incrédules ou narquois, qui ne manquent pas de jauger sa «performance» (enchaînements forcés ou lâches, embarras visibles, licences indues). Mais ces regards ne font que redoubler ses propres appréhensions : question mal engagée, sujet mal «senti», conclusion hâ-

tive ou évasive; bref, l'ai-je bien construit ? Avec, plus d'une fois, l'illumination «de l'escalier» dans les minutes qui suivent : je vois l'articulation qui a manqué ; mais c'est trop tard, la partie est finie.

A sept ans maintenant de distance, qu'est-ce que je retiens de cette expérience ? Tout d'abord, l'impossibilité de la renier. Je ne sais si le maître a été utile aux apprentis ; je sais seulement qu'il ne pouvait pas ne pas vouloir cette mise à l'épreuve de son autorité, cette pratique d'une autorité militante, par conséquent malmenée, donc ramenée à ses conditions initiales de légitimité. Mais cette distance prise à l'égard de l'autorité installée a vite révélé ses limites ; entre une complète subversion (mais suicidaire ou impossible) et une pratique assumée et exercée sans inquiétude, l'espace de jeu demeure incertain et ambigu, tiraillé entre la satisfaction douteuse de s'être fait plaisir sans risque grave et le sentiment lancinant de n'avoir fait que ruser, dans les marges du service dû, avec une autorité qui, au total, n'a pas été remise en question. Qui sait même si le parti pris de distance n'aura pas été qu'un détour factice destiné à consacrer, au bout du compte, l'autorité provisoirement et fictivement suspendue ? Avec l'autorité, ne serait-ce pas tout ou rien, à prendre ou à rendre, sans possibilité, autre que rêvée, de «bon tempérament» ?

## CONCLUSION EN FORME DE PERSPECTIVE SANS BILAN

Dans le dialogue intitulé «Idiota, de sapientia» qu'il écrit dans l'été 1450, aussitôt après avoir été élevé à la dignité de cardinal, Nicolas de Cues met face à face un «profane» (*idiota*) et un «*orator*» (rhéteur ?) qui s'oppose au premier de toute la richesse livresque dont il se targue. Mais c'est le profane qui s'autorise de sa «pauvreté» pour attaquer : «C'est l'opinion de l'autorité qui t'a gonflé, en sorte que tu es comme un cheval qui, libre par nature, se voit attaché par un licou à la mangeoire où il ne consomme que ce qui lui est fourni. Asservi à un fourrage étranger et non naturel, ton entendement se nourrit de l'autorité de gens qui écrivent... C'est ce que je disais : tu te laisses mener par l'autorité et elle te dévoie. Un tel a écrit tel mot auquel tu accordes crédit. Mais je te dis, moi, que la sagesse crie au dehors dans les rues...[par conséquent] partout et dans cette place même (ubique et in hoc foro)» (Nicolas de C., 1988, p. 2-8). Suivent une série de variations sur *sapientia* et *sapere* : un savoir «sage» est celui qui sait *interno gustu sapere*. Car «il ne faut d'aucune manière juger sages ceux qui parlent seulement en parole (*verbo*) et non par saveur (*gustu*)» (*ibid.*, p. 16). Laissons de côté les implications historiques évidentes de cette page qui oppose nettement la sagesse «renaissante», la *via moderna* qu'emprunte hardiment le profane à la voie «antique» des gloses et des commentaires, chasse gardée des clercs. Ce qui retient l'attention, c'est une

rupture dans l'autorité. On serait tenté de dire : entre deux autorités. Mais non : l'autorité est ici tout entière du côté de ce qui la fonde, le livre, qui précisément «fait autorité» de tout le poids d'un passé consolidé et continué de gloses en gloses. Sur l'autre rive, quoi ? Des livres aussi, mais d'une tout autre encre : «livres de Dieu, écrits de son doigt» et qui se livrent «partout», par exemple dans les opérations en cours en ce forum où des hommes s'appliquent à *numerare, ponderare, mensurare* (*ibid.*, p. 8), c'est-à-dire à relayer à leur compte la grammaire de Dieu qui a tout créé *numero, pondere et mensura* ; relais sans contrainte pour lequel n'est requise que la «théorie», littéralement la réflexion capable de pratiquer une sagesse «gustative», un discernement qui sait toucher, palper, manier, mais sans manipuler ni faire violence, en laissant retentir au contraire, en son «for intérieur» les opérations auxquelles cette réflexion ne s'adonne qu'en les savourant et en les dégustant.

Par quoi elle devient inventive, créative à son tour et à son compte. Paradoxe et châtement de l'autorité : celui qui s'en réclame se condamne à réciter les mots des autres, en les enrobant d'un supplément de glose qui l'autorise à faire le fier (*inflare* : enfler, se rengorger) au moment même où il ne fait qu'avouer sa servilité. Et paradoxe en miroir du «sans autorité» : *vera scientia humiliat* ; ramené, réduit à toi-même, te voilà libéré des servitudes et des agenouillements et libre pour des engagements sans limites dont tu ne toucheras jamais le fond, qui ne donnent aucune garantie mais où ta parole court le risque – et la chance – de naître à neuf pour des aventures imprévisibles, à coup sûr incontrôlables et peut-être terrifiantes. On tient ici une humilité sans humiliation qui fait écho à l'horizon dessiné par Nietzsche (cf. *supra*, p.5). Et qui donne un début de contenu au «sans autorité» de Kierkegaard. Contre le «privat-docent bien dressé qui pose les questions et y répond de telle façon que des lecteurs également bien dressés tiennent la réponse pour recevable» (Kierkegaard, 1977, p. 161), le penseur subjectif (sans autorité) reçoit la question comme un tourment et y répond en s'engageant dans une quête infinie, au point qu'il ne pourra jamais disposer de la réponse avec autorité et que la seule proposition qu'il puisse énoncer en toute certitude c'est que «nul ne sait de la vérité plus que ce qu'il est face à la vérité» (Kierkegaard, 1982, p. 182 – tr. modifiée). Ce qu'il est : un témoin, bousculé, inquiété, tarauté par le vrai auquel il tend sans en disposer.

Mais cette dualité, arc-boutée à une binarité tranchée (avec/sans), pourrait bien se révéler réductrice et fallacieuse, dans la mesure où elle occulte une division sans doute constitutive, à condition de la ramener à son point de bifurcation. Ce point – cet écart – s'expose dans la page où Philon d'Alexandrie commente le récit biblique sur l'imposition des noms par Adam :

«(Dieu) fit tout à fait bien d'attribuer au premier homme l'imposition des noms, car c'est une œuvre de sagesse et de royauté ; *sage*, il l'était, cet être qui avait acquis *par lui-même* la science et l'instruction, puisqu'il était né des mains de Dieu ; en outre, il était *roi*. Or il convient au chef de nommer chacun de ses subordonnés. *Une puissance de commandement surabondante s'attachait à ce premier homme...* Dieu poussa tous les animaux vers Adam, voulant voir quels noms il leur imposerait ; non qu'il eût un doute... [mais] parce qu'il savait qu'il avait établi chez les mortels la *nature rationnelle* pour *se mouvoir d'elle-même...* Il mettait l'homme à l'épreuve, comme fait un *maître* avec un *disciple*, en éveillant *sa disposition innée* et en l'appelant à donner un échantillon de ses propres travaux, pour *l'inviter à faire de lui-même* des impositions de noms qui ne fussent ni déplacées ni discordantes, mais entièrement *révélatrices des qualités de leur objet*. La nature rationnelle, qui existe dans l'âme, était encore pure... ; aussi Adam prit-il les *images toutes fraîches des corps et des choses*, et il leur donna les *noms justes*, en visant exactement les réalités qui étaient signifiées, de façon qu'en même temps leur nature soit *énoncée et pensée.*» (Philon, 1961, p. 241-243 – souligné par moi).

Cette page s'articule selon deux couples d'opposés, complémentaires chacun dans son ordre et l'un par rapport à l'autre. Disciple de Dieu, Adam en reçoit une maîtrise éminente : la puissance d'imposer les noms ; et cette imposition s'exerce dans une liberté sans arbitraire puisque le disciple-maître «donne les noms justes» qui énoncent la nature des choses.

Bienheureuse origine où tout se résout harmonieusement, mais qui tient en réserve la dualité, présente au cœur de notre question, entre une autorité docile qui commande par délégation et une autorité qui improvise librement par invention. Tout va se jouer dans la distance à l'égard du Maître originaire. Qu'il demeure proche, et la rationalité native et innocente du disciple va droit au terme juste. Que Dieu s'éloigne, que le disciple empoigne sa liberté, c'est alors une imposition-interprétation qui prolifère, au risque de décisions qui peuvent être prises et mises en défaut. Défection de la liberté ? Il est cruel qu'elle soit exposée à défaillir. Mais comment échapper à ce risque, ou à cette chance, face double de la liberté ? Et que devient alors l'accord entre nature rationnelle et qualités données des choses ?

Le bilan sera dès lors incertain. On n'échappera pas à l'oscillation dérangeante entre ces deux pôles en miroir l'un de l'autre. Il me faudra vivre et agir avec cet inconfort, sans rêver d'une improbable et utopique réconciliation qui signifierait le lâche abandon à l'oubli de mes responsabilités, le besoin de me voir déchargé de l'obligation permanente à des choix gros de violence, quelle que soit la voie retenue. Mais cette inquiétude signifie en même temps le caractère imprescriptible de ma liberté. Si j'opte pour l'autorité de délégation, c'est à moi seul que je dois m'en prendre,

non au maître invoqué qui ne sera plus alors que l'alibi de ma docilité consentie.

© Pierre Caussat

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BOURDIEU Pierre, 1987 : *Choses dites*, Paris : Editions de Minuit.
- CAUSSAT Pierre, 1989 : *De l'identité culturelle*, Paris : Desclée de Brouwer.
- DESGROUAIS, 1997 : *Les Gasconismes corrigés*, Nîmes, C. Lacour (Réimpression de l'édition de 1801).
- KIERKEGAARD Sören, 1977 : *Post-Scriptum aux Miettes Philosophiques* (1846), Paris : Editions de l'Orante (O.C., t. 10)
- — 1982 : *L'école du christianisme* (1850), Paris : Editions de l'Orante (O.C., t. 17).
- KUNDERA Milan, 1986 : *L'art du roman*, Paris : NRF.
- MARCY Guy, 1974 : *Moi, un prof*, Paris : Stock.
- NICOLAS de CUES, 1988 : *Idiota de sapientia* (1450), Hamburg : Felix Meiner.
- NIETZSCHE Friedrich, 1967 : *Le gai savoir* (1881), Paris : NRF.
- PHILON d'ALEXANDRIE, 1961 : *De opificio mundi*, Paris : Editions du Cerf.



## **La prohibition des mots. L'écriture des manuels scolaires en Amérique du Nord**

Jean-Jacques COURTINE  
*Université de Paris-III*

La rédaction du texte qu'on va lire a été pour moi l'occasion de nombreuses hésitations et d'une certaine perplexité. Du fait, tout d'abord, du lien entre la question posée – le discours sur la langue dans les régimes autoritaires – et le problème que Patrick Sériot me suggérerait d'aborder : le «politiquement correct» aux Etats-Unis.

Car s'il y a bien des pratiques et des effets discursifs liés à ce qu'on appelle «*political correctness*» en Amérique du Nord, on n'y trouve guère en revanche de discours sur la langue. Et s'il existe une conception du langage sous-jacente à ces discours et à ces pratiques, elle est entièrement implicite, silencieuse, rarement théorisée. Rien de semblable donc aux politiques de la langue qu'ont pu connaître des régimes autoritaires, dictatoriaux, voire totalitaires. Car c'est bien là la difficulté : quel sens la question qui nous est posée ici aujourd'hui peut-elle bien avoir dans le cadre d'une démocratie politique et d'une économie libérale ? Nul dictateur, pas plus de parti unique, un Etat fédéral sans véritable politique linguistique, et une myriade de gouvernements et de comités locaux abordant, de manière le plus souvent indirecte, dans chaque Etat, comté ou district, des questions linguistiques qui se posent essentiellement dans le contexte de l'école. Et là encore, un marché scolaire éparpillé en une kyrielle d'institutions publiques et privées, laïques ou confessionnelles : difficile dans un tel cadre de pointer du doigt une autorité linguistique quelconque, un pouvoir de légiférer sur la langue, des agents ou des processus de contrôle des discours.

Un seconde difficulté me semblait venir de l'objet lui-même, ce «politiquement correct»<sup>1</sup> qui fait tant couler d'encre, en France particulièrement. Non pas que je doutais de sa réalité : ces quinze dernières années passées aux Etats-Unis, dans diverses universités de la côte Ouest, m'ont sans doute appris à en reconnaître les formes d'existence. Ainsi dans l'univers des questions légitimes dans le monde académique constate-t-on la répétition quasi-infinie des mêmes problématiques quand d'autres questionnements sont devenus pratiquement tabous. Un seul exemple, mais ils sont innombrables : comment expliquer qu'en une quinzaine d'années passées à siéger dans de multiples commissions de recrutement au côté de mes collègues littéraires, et après avoir examiné ainsi des centaines de dossiers, j'ai vu éclore et célébrer tant d'auteurs francophones, sans avoir rencontré un seul candidat assez téméraire pour consacrer sa thèse à Louis-Ferdinand Céline ?

Il n'y a dans la grégarité intellectuelle, pourrait-on objecter, rien de spécifiquement américain. La tendance, cependant, y est particulièrement lourde : conséquence du triomphe du communautarisme dans la sphère universitaire, elle a rendu incontournables les problématiques de la diversité culturelle fondées sur le genre, l'appartenance ethnique, la préférence sexuelle, l'âge ou le handicap, alors que dans le même temps une rhétorique du soupçon venait disqualifier, du simple fait de son origine, tout objet théorique, historique ou littéraire de provenance «mâle» ou «blanche». Autre effet du communautarisme, au plan institutionnel cette fois : la ghettoïsation de l'espace académique, avec ses départements de *women's studies*, *black* ou *chicano studies*, au personnel enseignant et à la clientèle étudiante recrutés sur une base quasi-exclusivement identitaire. Qu'on me comprenne bien : l'existence de tels départements est parfaitement légitime, et l'intention qui a présidé à leur création – combattre les formes de discrimination liées au sexe ou à l'appartenance ethnique – entièrement justifiée. Mais ne saurait-on questionner les formes institutionnelles qu'elles ont pu prendre lorsqu'on les voit reproduire, à leur insu et avec le sentiment d'avoir accompli un progrès intellectuel et social décisif, les ségrégations sociales traditionnelles entre les sexes et les discriminations raciales de l'habitat urbain nord-américain ?

On peut déceler enfin la présence du politiquement correct non plus dans des discours ou dans des lieux, mais dans les silences et les gestes qui accompagnent la tenue de toute réunion académique : dans des formes de consensus implicite, d'acquiescement tacite, dans toutes les variantes de silence approuvateur qui se sont constituées autour de la nature multiculturelle de la société américaine, des bienfaits supposés de sa diver-

---

<sup>1</sup> J'utiliserai désormais l'expression sans guillemets.

sité, et des innombrables règles juridiques qui viennent en assurer le respect dans le fonctionnement des universités. L'intériorisation par chacun de ces pesanteurs consensuelles ne sont bien évidemment pas sans effet sur les esprits et les corps : l'autocensure est la règle et l'on a vu se développer de curieuses formes d'habitus corporel, qui contraignent à accompagner l'énonciation verbale d'une étrange agitation manuelle censée représenter la mise entre guillemets des termes politiquement incorrects dont la mise à distance est de rigueur.

Ces discours et ces pratiques ont une histoire. La domination dans le champ académique de l'idéologie communautariste s'est progressivement développée au cours des années 70 dans le sillage du mouvement égalitariste des droits civiques des années 60. Elle a peu à peu étendu dans les années 80 et 90 son emprise discursive, avec des effets dans le champ de la parole publique que les analystes de discours connaissent bien : d'insistantes formes préconstruites de répétition, des incitations à dire et des effets de censure, une redistribution institutionnelle du champ et des agents du discours.

Le politiquement correct américain relève-t-il pour autant de cette entreprise générale de contrôle des discours que l'on voit si souvent présenter, en France particulièrement, sous des couleurs quasi-totalitaires ? Je ne le pense pas. Et ceci pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, parce que même dans le champ académique, où le politiquement correct est censé régner en maître, sa présence est inégale : elle est fonction de l'histoire de l'institution, de la dynamique interne des départements, des potentialités de résistance de tel ou tel individu. On n'a donc nullement affaire à une domination sans partage, pas plus qu'à un champ homogène de discours : il faut commencer par interroger le «le» dans «le politiquement correct». C'est encore plus vrai dans d'autres lieux de la société américaine : qu'en est-il de sa présence dans tel ou tel secteur du monde du travail, dans la sphère privée, dans tel ou tel groupe ethnique, dans telle ou telle classe sociale ? Nulle part on ne retrouve la perception d'une totalité homogène, de cet ensemble cohérent et organisé de discours dont on soupçonne ici la mainmise sur l'usage de la parole publique aux Etats-Unis.

C'est pourquoi il est indispensable, en préalable à tout examen tant soit peu rationnel de la question, d'interroger les présupposés des questions que l'on pose en France, avec tant d'insistance, à la *political correctness*. Pour remarquer, tout d'abord, qu'il ne s'agit en rien d'une exclusivité américaine : il existe bien une version française du politiquement correct, une pensée unique en matière économique et un prêche moral en matière sociale dont l'omniprésence dans la parole publique n'est guère contestable. Mais surtout : pour discerner, dans cette obsession française de la dénonciation du politiquement correct, une préoccupation locale, une

inquiétude purement hexagonale, que l'exemple américain vient à point éloigner et désamorcer. Comment ne pas entendre en effet — non pas là-bas, mais bien ici — la rumeur de la sourde menace ressentie par une société dont le modèle traditionnel de citoyenneté, jacobin et universaliste, est entré en crise, confronté qu'il est à la montée des séparatismes communautaristes ? Face à l'aggravation de cette crise, la dénonciation du politiquement correct, ce signe ostensible du communautarisme à l'américaine, vient opportunément faire diversion.

Donc : pas de conception explicite de la langue, un contrôle inégal des discours et quelques bonnes raisons d'interroger les origines d'une obsession hexagonale, voilà les premières réponses que l'on obtient si l'on interroge les présupposés linguistiques du politiquement correct *made in USA*. J'ai bien peur cependant d'avoir jusqu'ici esquivé la question initiale et quelque peu usurpé ma place dans un ensemble dévolu à débusquer les formes de dictature linguistique. Et pourtant me revient alors à l'esprit un incident, apparemment anodin, qui témoigne assez bien de la réalité des formes de contrôle verbal qui peuvent s'exercer dans le fonctionnement quotidien d'une institution académique nord-américaine. J'étais, il y a quelques mois, occupé à expédier un message électronique sur un ordinateur qui venait de m'être attribué par l'Université de Californie, lorsque je vis surligné en rouge le mot de «retard» dans le texte français que j'étais en train de taper en même temps que le logiciel de traitement du courrier m'avertissait : «Nous allons être obligés de nettoyer votre clavier au savon», brandissant ainsi la menace que l'on adresse aux enfants coupables d'avoir prononcé un gros mot<sup>2</sup>. Tout d'abord sidéré, je compris finalement la cause de l'admonestation : le technicien qui venait d'installer le système y avait placé un filtre capable de détecter des termes injurieux et de faire planer la menace d'une sanction sur ceux qui les avaient proférés. Le programme, qui n'était pas bilingue, avait confondu le mot français «retard» avec le terme anglais de même orthographe, injure standard qu'adressent volontiers les adolescents américains à leurs condisciples de *high-school* pour les traiter de «débiles». Le programme avait cru que je m'apprêtais à qualifier mon correspondant d'«attardé» et était aussitôt intervenu. Soucieux de trouver les origines de cette surveillance d'une correspondance privée et du nettoyage moral qui m'avait été promis, j'interrogeais le technicien qui confirma bien avoir activé le filtre, mais sans pouvoir m'indiquer d'où venait la consigne de le faire : «procédure de routine», se contenta-t-il d'affirmer. Je poursuivis mes recherches sans plus de succès. Cette police des mots, discrète et ordinaire, semblait dépourvue de sujet.

---

<sup>2</sup> «*We are going to wash your mouth with soap*» : on va te savonner la bouche.

Le souvenir de l'incident me suggéra cependant de reconsidérer l'enquête sur le politiquement correct sous cet angle. Car il en va de l'*American PC* comme de toute idéologie : sa réalité discursive tient probablement moins au débat d'idées et à l'affrontement rhétorique qu'à l'existence de ce que Michel Foucault appelait des dispositifs, c'est-à-dire des agencements matériels de micro-pouvoirs, de petits mécanismes locaux et partiels, mais continus et exhaustifs, anonymes et formels, mais disséminés et tenaces qui s'appliquent à un champ déterminé de discours et s'attachent à en contrôler et éventuellement à en réécrire les contenus. Et dès lors qu'on se met à envisager le politiquement correct dans une telle perspective, se découvre un domaine où de telles procédures ont proliféré au point de régner sans partage : celui de l'écriture des manuels et des tests scolaires aux Etats-Unis, dont je voudrais développer ici l'exemple pour finir. Le monde de l'édition scolaire y est dominé en effet par un système complexe de règles et de normes discursives dont le but est de censurer et de réécrire tout usage linguistique qui puisse être considéré comme «inapproprié» par tel ou tel groupe, quel que soit ce groupe, quelles que soient ses intentions, et quelles que soient la nature des matériaux incriminés.

Ce processus a débuté vers la fin des années cinquante, avec les meilleures intentions du monde : il s'agissait alors d'identifier et de combattre tout préjugé ou stéréotype, conscient ou implicite, jugé discriminatoire envers les minorités ethniques d'une part – et notamment envers les noirs d'Amérique – ainsi qu'envers les femmes. Les autorités éducatives de nombreux Etats, qui décidaient du choix des manuels et des textes scolaires mirent ainsi en place des «Comités d'examen des préjugés et des sensibilités» (*Bias and Sensitivity Review Panels*). Ils furent progressivement pris d'assaut par de multiples groupes de pression, de droite comme de gauche (fondamentalistes chrétiens, majorité morale à droite, avocats de la défense des minorités et du multiculturalisme à gauche), bien décidés à nettoyer les manuels scolaires de toute trace de ce qu'ils pouvaient juger discriminatoire à leur égard<sup>3</sup>.

La résistance des *Boards of Education* de la plupart des Etats, ainsi que celle des grands éditeurs qui entraient en compétition pour s'octroyer une tranche de ce marché scolaire particulièrement lucratif, s'effritèrent rapidement devant ces assauts répétés. On le comprend aisément : la confection d'un manuel scolaire à large diffusion suppose pour les maisons d'édition un investissement d'une quinzaine de millions de dollars, ce qui rend leur position extrêmement fragile face aux menaces de procès et de boycott. D'autant plus que tout se joue, à la manière des campagnes présidentielles américaines, dans les Etats clés de Californie et du

<sup>3</sup> Sur la censure des livres scolaires aux Etats-Unis, voir la bibliographie en fin de l'article.

Texas, énormes marchés du livre scolaire, où le choix des commissions de sélection des ouvrages est donc crucial. Les enjeux y sont d'autant plus considérables que les petits Etats leur emboîtent généralement le pas dans la sélection de leurs propres livres. Ainsi, la grande concentration du marché, comme celle de l'industrie elle-même, dominée par un nombre très restreint de grands éditeurs (Pearson, Reed Elsevier, Mac Graw-Hill,...), a contribué à rendre autorités éducatives et éditeurs extrêmement vulnérables aux menaces brandies par des *lobbies* déterminés à infléchir l'écriture des manuels dans un sens qui leur soit favorable.

Le résultat ne s'est pas fait attendre : partant du principe que mieux vaut prévenir que guérir, le monde de l'édition scolaire a mis en place de manière préventive ses propres comités, et les a dotés d'un système de *guidelines*, de normes discursives destinées aux auteurs. Ces normes visent à expurger les manuels de tout texte, sujet, ou mot dont un groupe de pression quelconque pourrait prendre ombrage. Les éditeurs ont donc mis en place une sorte de police préventive du langage. Il n'existe aujourd'hui pratiquement plus un seul manuel scolaire de langue ou de littérature qui échappe à cette censure.

Permettez-moi d'achever cette présentation en vous livrant quelques morceaux choisis extraits de la production courante d'ouvrages scolaires utilisés aux Etats-Unis. La situation qui vient d'être exposée a fini par y produire des conséquences désastreuses : les narrations proposées aux enfants ont été expurgées, les illustrations corrigées ; certaines œuvres littéraires ont été censurées, ou bien réécrites, subissant le sort peu enviable de ce qui est connu aux Etats-Unis sous le nom de *bowdlerization*, du nom du Dr Thomas Bowdler, qui s'était illustré dans le monde des lettres américaines en publiant en 1807, en compagnie de sa sœur, un *Family Shakespeare* enfin rendu «décent». D'autres classiques se sont même purement et simplement volatilisés, à l'image des aventures de Huckleberry Finn, monument fondateur de la littérature américaine, Mark Twain s'étant entêté à y employer le mot de «*negro*». Plus généralement, l'histoire nord-américaine a été réécrite, et le vocabulaire des manuels soumis à un système de traduction, fourni aux auteurs par les éditeurs, et visant à substituer aux mots impropres les seules expressions autorisées, politiquement correctes. L'ouvrage indispensable de Diane Ravitch<sup>4</sup> offre une compilation exhaustive des mots, expressions et sujets mis à l'index par les plus importantes maisons d'édition et les autorités éducatives de nombreux Etats, accompagnés de leurs équivalents politiquement corrects, lorsque ceux-ci se trouvent disponibles.

---

<sup>4</sup> Ravitch, 2003.

Si les principes qui guident cette étrange traduction intra-linguale ont un mérite, c'est celui de la clarté de leurs intentions. Pour lutter contre le sexisme, effacez toute marque morphologique et lexicale du genre : pourchassez tous les composés en *-man* (c'est ainsi que *manhood* devient *adulthood*, *manpower* : *human energy*, *milkman* : *delivery person*, ...), mais gomez également les traces linguistiques du féminin (*mothering* : *nurturing*, *old wives's tale* : *folk wisdom* *cowgirl* : *cowhand*, ...). Préférez en toute circonstance le neutre et le générique (*Cro-Magnon man* : *Cro-Magnon people*, *The Founding Fathers* : *The Founders*, ...). Défiez-vous des adjectifs substantivés, en particulier lorsqu'ils réfèrent à un groupe ethnique, une classe d'âge, un handicap ; trouvez-leur un équivalent définitionnel dûment euphémisé (*a dwarf* : *a person of short stature*, *Eskimo* : *Native Arctic people*, *old folks* : *persons who are older*, ...).

On a le sentiment, à compulsier cette interminable liste de prescriptions réminiscentes des manuels de «bonne correspondance» du tournant du siècle («N'écrivez pas, mais écrivez»...), que le système s'est emballé jusqu'à l'absurde. Ainsi, il convient d'éviter le «bonhomme» de neige (*snowman*) pour ses connotations sexistes, les termes de «hutte» et de «case», bien trop ethnocentriques, qu'il vaut mieux qualifier de «petites demeures». Prenez garde au monde animal : veillez à ne faire aucune mention de l'existence des dinosaures, car les chrétiens fondamentalistes qui condamnent la théorie de l'évolution pourraient en prendre ombrage et vous traîner en justice. Faites disparaître également la chouette, oiseau tabou pour les Indiens (Pardon ! ... Pour les américains d'origine...) Navajos (ou plutôt «Diné», «Navajo» ayant été depuis peu proscrit pour sa non-authenticité). N'allez surtout pas penser que la description du monde naturel comporte moins de risques sémantiques : dans les histoires que vous racontez aux enfants des écoles, ne pas évoquer les cimes enneigées devant des écoliers de Floride ou bien des plages battues par les flots dans une école de l'Idaho : vous vous rendriez coupable de préjugé «régionaliste». Et veillez, pour finir, à réécrire l'histoire intitulée *A Perfect Day for Ice Cream*, puisque l'Etat de Californie interdit toute mention ou représentation de «*junk food*» dans sa littérature scolaire.

On peut, à partir de là, revenir à la question initiale et tenter de caractériser la conception de la langue qui a présidé à l'élaboration de cette «morphologie» et de ce «lexique» politiquement corrects à l'usage des écoliers américains. Ils sont sous-tendus par une théorie implicite du rapport entre langue, pensée, et réalité, qui est, je le crains, de même nature que celle qu'Orwell vit jadis à l'œuvre dans la pensée politique des années 30 et 40, et qui allait conduire à la confection des langues de bois dont il

livra, avec l'invention du *newspeak* dans 1984, l'impérissable satire<sup>5</sup>. La philosophie qui inspire cette théorie, hier comme aujourd'hui, est aussi simple qu'elle est erronée. Premier principe : celui qui contrôle les mots peut modifier la pensée et transformer le segment de réalité à laquelle ces mots réfèrent. Second principe : tout mot ou expression doit être entendu de manière absolument littérale. Troisième principe : lieu de littéralité absolue, le langage est tout autant un espace de performativité généralisée. Si dire c'est toujours faire quelque chose à quelqu'un, et si tout mot impropre peut faire une victime, toute expression corrigée peut aussi, en fonction du premier principe, soulager d'une oppression.

L'absurdité de ces thèses, les illusions qu'elles manifestent quant aux pouvoirs des mots, ont si souvent été réfutées en linguistique comme en philosophie du langage, leur usage et leurs conséquences politiques calamiteuses sont si présentes à la mémoire historique qu'il ne paraît pas nécessaire ici d'y insister à nouveau, sinon pour s'étonner de la naïveté ou de l'oubli dont la pensée du politiquement correct fait preuve à cet égard. Il nous reste cependant à revenir à la question initiale et à évaluer la nature du pouvoir qui prétend s'exercer à travers les pratiques et les discours politiquement corrects dans l'univers idéologique nord-américain.

Ce pouvoir a sans doute des aspects généraux : le politiquement correct est l'une des conséquences discursives d'une transformation du modèle de citoyenneté américain, qui se déroule sous nos yeux. Elle est elle-même tributaire des profonds changements sociaux, démographiques et culturels qui affectent l'Amérique contemporaine. A travers la redistribution des liens entre l'individu, le groupe restreint ou la communauté, et la société dans son ensemble, s'opère actuellement un rééquilibrage du rapport entre ces deux passions politiques que Tocqueville a situé au cœur même du modèle de démocratie américaine : l'égalité et la liberté. Le politiquement correct est sans conteste l'expression d'une passion égalitaire, ou plutôt égalitariste, dont le développement, cette marche forcée vers l'égalité des conditions, est au fondement de l'intuition tocquevillienne sur la nature du modèle démocratique aux Etats-Unis. Son excès compromet l'exercice de la liberté :

---

<sup>5</sup> Le thème de la langue, et la critique de son usage politique, sont à la fois disséminés et constants dans l'œuvre de George Orwell; ils y apparaissent de manière plus systématique à partir des années 1936-37. On en trouve une forme plus condensée dans les essais suivants, écrits entre 1946 et 1948 : *The Prevention of Literature, Politics & The English Language, Politics Vs Literature...*, *Writers & Leviathan*, dans *Collected Essays, Journalism & Letters*, Londres, Penguin Books, vol. IV, 1970 ; voir également dans le volume III des *Collected Essays : The English Language* (p. 40-46) et *Propaganda & Demotic Speech* (p. 161-168).

La passion de l'égalité pénètre de toutes parts dans le cœur humain, elle s'y étend, elle le remplit tout entier. Ne dites point aux hommes qu'en se livrant aussi aveuglément à une passion exclusive, ils compromettent leurs intérêts les plus chers ; ils sont sourds. Ne leur montrez pas la liberté qui s'échappe de leurs mains tandis qu'ils regardent ailleurs, ils sont aveugles...<sup>6</sup>

Le pouvoir qui s'exerce ainsi, cependant, n'est aucunement un pouvoir total, mais bien plus un pouvoir local, tatillon, réglementaire, volontiers anonyme. Le politiquement correct, qui prétend réglementer ce qu'il faut dire, ne pas dire, et comment le dire dans un champ discursif déterminé, est une forme de contrôle linguistique tout à la fois restreinte et disséminée dans l'espace des discours, et continue en même temps qu'intermittente dans le temps : les enfants des écoles, à qui s'adresse le politiquement correct des manuels, y échappent amplement en dehors du lieu et du temps scolaires, lorsqu'ils regardent la télévision, vont au cinéma, vivent en famille, jouent avec leurs condisciples... C'est pour finir un mode de contrôle qui ne me paraît pas spécifiquement linguistique, ce que l'incursion des comportements alimentaires dans les manuels de langue et de littérature permettait déjà d'entrevoir : le contrôle moral du comportement verbal, la neutralisation des mots, la pasteurisation du langage, répondent à la même préoccupation que la normalisation des comportements corporels, alimentaires, hygiéniques, qui s'est développé dans la même période. C'est un modèle que l'Amérique connaît bien, et qu'elle a rencontré plusieurs fois dans son histoire : ce modèle, c'est celui de la *prohibition*, c'est-à-dire celui de la gestion morale, sur un fond ancien de mentalités puritaines, des changements culturels que réclament les transformations de la société américaine d'aujourd'hui. Cette interprétation peut se prévaloir d'un argument supplémentaire : quel autre type de prohibition a-t-il été parfaitement simultané et parallèle au développement de cette police du langage ? Les interdictions de fumer.

© Jean-Jacques Courtine

---

<sup>6</sup> Tocqueville, 1961, p. 141.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BATES Stephen, 1993 : *Battleground : One Mother's Crusade, the Religious Right, and the Struggle for Control of Our Classrooms*, New-York : Poseïdon Press.
- BURRESS Lee, 1989 : *Battle of the Books : Literary Censorship in the Public Schools, 1950-1985*, New-York : Scarecrow Press.
- CHADWICK-JOSHUA Jocelyn, 1998 : *The Jim Dilemma : Reading Race in Huckleberry Finn*, University Press of Mississippi.
- DELFATTORE Joan, 1992 : *What Johnny Shouldn't Read : Textbook Censorship in America*, New Haven : Yale University Press.
- ORWELL George, 1970 : *Collected Essays, Journalism and Letters*, vol. III et IV, Londres : Penguin Books.
- RAVITCH Diane, 2001 : *Left Back : A Century of Battles over School Reform*, New-York : Simon & Schuster.
- — , 2003 : *The Language Police. How Pressure Groups Restrict What Students Learn*, New-York : A. Knopf.
- TOCQUEVILLE Alexis de, 1961 : *De la démocratie en Amérique*, vol. II, Paris, Gallimard, Folio-Histoire [1835].
- ZIMMERMAN Jonathan, 2002 : *Whose America ? Culture Wars in the Public Schools*, Harvard : Harvard University Press.

Annexe :

***A Glossary of Banned Words, Usages, Stereotypes, and Topics***

This is a compilation of words, usages, stereotypes, and topics banned by major publishers of educational materials and state agencies. They have been collated from various bias guidelines that editors, writers, and illustrators use when preparing textbooks and tests. This list would be even longer if I had been able to obtain the bias guidelines from every publisher, state testing agency, and professional association.

The first section is a dictionary of banned words, along with the recommended alternative when there is one. Each entry ends with a reference to its source, which is identified by its initials; the sources will be found at the end of this document. The sections that follow contain lists of banned usages, stereotypes, and topics.

**Able-bodied** (banned as offensive, replace with *person who is non-disabled*) [SF-AW]

**Able-bodied seaman, able seaman** (banned as sexist, replace with *crew-member*) [HRWi, NES]

**Abnormal** (banned as demeaning to persons with disabilities) [SF-AW ETS2]

**Actress** (banned as sexist, replace with *actor*) [MMH, HM1, HAR2, NES]

**Adam and Eve** (replace with Eve and Adam to demonstrate that males do not take priority over females) [APhilA]

**Afflicted/afflicted with/afflicted by/affliction** (banned as a reference to persons with disabilities, replace with "a person who has ...") [SF-AW, HAR2, ETS2]

**Aged, the** (banned as demeaning to older persons) [HM1]

**Airman** (banned as sexist, replace with *aviator*) [HRW]

**America/Americans** (use with care, because it suggests "geographical chauvinism" unless it applies to all people in North America, South America, and Central America; refer instead to *people of the United States*) [SF-AW, HM1, HAR2, NES]

**American policy, American economy** (replace with *US policy US economy*) [NES]

**Anchorman** (banned as sexist, replace with *anchor person, newscaster*) [HM1, NES]

**Arthritic patient** (banned as offensive, replace with *person who has arthritis*) [SF-AW]

**Authoress** (banned as sexist, replace with *author*) [HM1, HRW3, NES, ETS2]

**Average man** (banned as sexist, replace with *average person*) [MMH, HM1, NES]

- Average working man** (banned as sexist, replace with *the average worker*) [SF-AW]
- Aviatrix** (banned as sexist, replace with *aviator*) [HM1, HAR1, HRW3, NES, ETS2]
- Babe** (banned as sexist) [HM1]
- Backward** (banned as ethnocentric when it refers to a cultural or ethnic group) [HM1, SF-AW, AIR]
- Backward country** (banned as ethnocentric when referring to cultural differences) [SF-AW, ACT]
- Backwoodsman** (banned as sexist, replace with *pioneer*) [HRW1]
- Ball and chain** (banned as sexist, replace with *spouse, wife, partner, mate*) [MMH, ETS2]
- Barbarian** (banned as ethnocentric when it refers to a cultural or ethnic group) [HM1]
- Baseman** (banned as sexist, replace with *infielder*) [HRW1]
- Batsman** (banned as sexist, replace with *batter*) [HRW1]
- Beast** (banned as offensive when it refers to a person) [HM1]
- Bellman** (banned as sexist, replace with *bellhop*) [HRW1]
- Best man for the job, the** (banned as sexist, replace with *best candidate*) [ETS2]
- Better half, the** (banned as sexist, replace with *spouse, wife, partner, mate*) [HRW3, ETS2]
- Biddy** (banned as ageist, demeaning to older women) [SF-AW]
- Birdman** (banned as sexist, replace with *ornithologist*) [HRW1]
- Birth defect** (banned as offensive, replace with *people with congenital disabilities*) [SF-AW]
- Bitch** (banned as reference to female dog) [MMH]
- Black/blacks** (banned as a noun) [HAR2, SF-AW]
- Black** (banned as adjective meaning evil) [CT]
- Blind, the** (banned as offensive, replace with *people who are blind*) [SF-AW, HM1, HAR1, NES, ETS1, ETS2, RIV]
- Blind as a bat** (banned as handicapism) [NYC]
- Blind leading the blind** (banned as handicapism) [NYC]
- Boatman** (banned as sexist, replace with *boat operator*) [NES]
- Bookworm** (banned as offensive, replace with *intellectual*) [HM1]
- Border patrolman** (banned as sexist, replace with *border guard*) [NES]
- Boyish figure** (banned as sexist, replace with *youthfulfigure*) [HM1]
- Boys' night out** (banned as sexist) [NES]
- Brave** (banned as offensive when it refers to a Native American person) [HRW1, HM1]
- Brotherhood** (banned as sexist, replace with *amity, unity, community*) [MMH, SF-AW, HRW3, CT, APhilA]

- Brotherhood of man, the** (banned as sexist, replace with the human family, solidarity, affection, collegiality, unity, congeniality) [APhILA]
- Bubbler** (banned as regional bias, replace with *water fountain*) [AIR]
- Buck** (banned as objectionable when referring to Native American male) [SF-AW]
- Busboy** (banned as sexist, replace with *dining room attendant*) [NES]
- Bushman** (banned as a relic of colonialism, replace with *San*) [NYC]
- Businessman, businesswoman** (banned as sexist, replace with *business person*) [MMH, HM1, HAR1, HRW1, HRW3, NES, ETS2]
- Busman** (banned as sexist, replace with *bus driver*) [HRW1]
- Busybody** (banned as sexist, demeaning to older women) [SF-AW]
- Cabin boy** (banned as sexist, replace with *ship's steward*) [HRW1]
- Cameraman** (banned as sexist, replace with *camera operator, camera technician*) [HAR1, NES]
- Career girl** (banned as sexist, replace with specific occupation) [NES, ETS2]
- Career woman** (banned as sexist, replace with specific occupation) [NES, ETS2]
- Cassandra** (banned as sexist, replace with *pessimist*) [AIR]
- Cattleman** (banned as sexist, replace with *cattle rancher*) [HRW1]
- Caveman** (banned as sexist, replace with *cave dweller*) [HM1, HRW3]
- Chairman** (banned as sexist, replace with *chair* or *chairperson* or *moderator* or *presiding officer*) [MMH, SF-AW, HM1, HAR1, HRW3, NES, ETS2, APA]
- Chick** (banned as sexist) [HM1]
- Chief** (banned as a noun referring to a Native American leader) [HRW1]
- Chief Sitting Bull** (banned as relic of colonialism, replace with *Totanka Iotanka*) [NYC]
- Chippewa** (banned as inauthentic, replace with *Ojibwa* or *Anishinabe*) [SF-AW]
- Cleaning woman, cleaning lady** (banned as sexist, replace with *housekeeper, custodian, janitor*) [HM1, HAR1, NES, ETS2]
- Clergyman** (banned as sexist, replace with *member of the clergy*) [HM1, HAR1, NES]
- Codger, old codger** (banned as demeaning to older men) [SF-AW, HM1]
- Coed** (banned as sexist, replace with *student*) [MMH, NES, ETS1, ETS2]
- Colored** (banned as offensive, refer to specific group) [HM1]
- Confined to a wheelchair** (banned as offensive, replace with *person who is mobility impaired*) [HAR1, ETS2]
- Congressman** (banned as sexist, replace with *member of congress, representative*) [SF-AW, HM1, HAR1, HAR2, HRW3, ETS2]

**Costume** (banned as offensive when referring to the clothing of a specific group, replace with *clothing*) [SF-AW]

**Councilman** (banned as sexist, replace with *council member*) [NES]

**Courageous** (banned as patronizing when referring to a person with disabilities) [ETSa]

**Cover girl** (banned as sexist, replace with *model*) [HRW1]

**Cowboy, cowgirl** (banned as sexist, replace with *cowhand*) [HRW1]

**Craftsman** (banned as sexist, replace with *craft worker, craftperson, artist*) [MMH, NES]

**Craftsmanship** (banned as sexist, no replacement) [NES]

**Crazy, crazy person** (banned as offensive, replace with *person with an emotional disability or a mental impairment*) [SF-AW, HM1, HAR1, NES]

[...]

(RAVITCH Diane, 2001 : *Left Back : A Century of Battles over School Reform*, New-York : Simon & Schuster, p. 171-173)

## **Le pouvoir et la langue : le cas du latin «classique»**

Michel DUBUISSON  
*Université de Liège*

Il sera question ici non tant de l'empire romain, peut-être davantage attendu par les participants à ce colloque dans la mesure où il s'est agi, à certaines époques au moins, d'un «régime autoritaire», que de la République. La Rome républicaine n'a certes jamais été, sauf exception, une dictature au sens moderne du terme, mais elle est tout de même une cité antique, c'est-à-dire un système social et politique à propos duquel bon nombre d'historiens d'aujourd'hui n'hésitent pas à employer le mot «totalitarisme». Le citoyen n'est rien et la cité (l'Etat) est tout ; il lui est impossible de se singulariser et même d'exister en dehors d'elle. Des pressions sociales, voire des mesures politiques difficilement imaginables aujourd'hui interviennent constamment dans ce que nous appellerions sa vie privée, notion qui n'a aucun sens dans l'antiquité : c'est toute la différence entre la liberté des Anciens et la liberté des Modernes, bien mise en lumière par Benjamin Constant dans un essai lumineux et peut-être trop peu connu.

Quant au latin «classique», le terme mérite également une explication. L'adjectif est pris ici dans son sens latin d'origine : un *classicus* est un citoyen qui appartient à la première des cinq classes censitaires, constituées en fonction de la contribution de chacun à l'armée, c'est-à-dire celle qui est formée des citoyens à la fois les plus riches et les plus puissants. Comme elle compte 96 centuries (ou unités de vote) sur un total de 198, le système permet à la caste dirigeante, pour autant qu'elle soit unie, de s'assurer la majorité pratiquement d'office. L'oligarchie donne ainsi au peuple, comme Cicéron s'en félicitera, l'illusion, mais seulement l'illusion, que le pouvoir vient de lui. Les deux ordres supérieurs, sénatorial et équestre, représentent une infime minorité de la population, mais elle a le monopole du pouvoir et de la richesse. Or tous les auteurs de nos textes,

ceux qui constituent le corpus qui fait exister le latin pour nous, appartiennent à ces ordres supérieurs, et même essentiellement à l'ordre sénatorial. Même si l'application mécanique à l'Antiquité de schémas et de concepts marxistes est pour le moins critiquable, on peut donc considérer que le latin littéraire est par excellence une langue de classe. (Il est d'ailleurs amusant de noter que Fronton opposera le *sermo classicus* au *sermo proletarius*, celui de la dernière des classes censitaires.)

Or, à partir du début du II<sup>e</sup> s. av. n. è., (après la fin de la deuxième guerre punique) la classe dirigeante romaine, c'est-à-dire l'ordre sénatorial, exerce sur la langue une action réfléchie et déterminante à la fois du point de vue externe et du point de vue interne.

Du point de vue *externe*, le bilinguisme gréco-latin, encore généralisé dans la Rome de Plaute, sera désormais contrôlé de près et une forte pression sociale (à défaut d'une politique linguistique proprement dite) limitera l'emploi du grec à certains registres et à certaines circonstances. Un texte célèbre de Valère Maxime montre la nostalgie que cet état de choses, qui tombe en désuétude au début du I<sup>er</sup> siècle de notre ère, suscitait à l'époque de Tibère, qui mena précisément une sorte de combat d'arrière-garde afin de le remettre en vigueur :

La façon dont les magistrats d'autrefois veillaient à préserver, dans leur comportement, leur propre majesté et celle du peuple romain ressort des faits suivants. Parmi tous les signes de leur respect des convenances, on peut citer, en particulier, leur souci constant de ne jamais accorder de réponse aux Grecs qu'en latin. Bien plus, on éliminait, chez ces derniers, l'abondance de parole qui constitue leur principal atout en les forçant à recourir à un interprète, et cela non seulement à Rome, mais même en Grèce et en Asie, dans le but, évidemment, de rendre plus respectable et de répandre dans tous les peuples l'honneur de la langue latine. Ces gens ne manquaient pas pour autant de culture, mais ils étaient d'avis que dans tous les domaines sans exception le manteau grec devait être subordonné à la toge ; il était scandaleux, d'après eux, de faire bénéficier les attraites et le charme des lettres du poids et de l'autorité du pouvoir<sup>1</sup>.

J'ai mené autrefois une enquête sur les allusions faites dans nos textes à l'emploi des langues en public ou dans un cadre officiel entre le troisième siècle avant notre ère et le premier après<sup>2</sup> : la vingtaine d'attestations que nous possédons confirme amplement le témoignage de Valère Maxime, en faisant ressortir, notamment, la réprobation attachée à ceux qui, sciemment ou par inadvertance, enfreignaient cette règle non écrite :

<sup>1</sup> Valère Maxime, II, 2, 2.

<sup>2</sup> Dubuisson, 1982.

ainsi Cicéron lui-même, violemment pris à parti par ses adversaires pour avoir pris la parole en grec au Conseil de Syracuse :

Il considère comme un comportement indécent le fait d'avoir pris la parole devant un sénat grec : s'être exprimé en grec devant des Grecs, voilà qui est absolument inadmissible. Je lui ai fait la réponse que je pouvais, que je voulais et que je devais lui faire<sup>3</sup>.

Auguste lui-même, aussi parfait bilingue que Cicéron, et dont la correspondance livre la même gamme de jeux sur les deux codes que celle de l'Arpinate, est contre toute vraisemblance lavé par Suétone de la tache que serait pour ce fondateur du régime impérial une trop bonne connaissance du grec<sup>4</sup>.

Du point de vue *interne*, l'évolution naturelle de la langue sera canalisée voire stoppée à la même époque.

Les traits montrant l'affaiblissement du système phonétique et donc morphologique du latin tardif ou vulgaire, ou, si l'on veut, les traits constitutifs du protoroman, sont bien connus : qu'il suffise de citer les voyelles brèves non accentuées disparaissant ou changeant de timbre (*dóminus* > *domnus* > esp. *Don*), ou les finales morphologiques affaiblies ou même amuies, ce qui est un comble dans une langue flexionnelle.

Ce qui est sans doute moins connu, au moins des non latinistes, c'est que tous ces traits étaient déjà présents au III<sup>e</sup> s. av. n. è., ainsi que d'autres, et pour la même raison, même si l'accent n'était pas alors à la même place<sup>5</sup>. On assistait ainsi au changement des timbres vocaliques, à la chute des brèves non accentuées (*pópulus* > *poplus* [attesté aussi bien chez Plaute que dans les inscriptions], *dedro* = *dédërunt*), à la disparition des géminées, à l'affaiblissement des finales, en particulier -m et même -s (non pris en compte dans la scansion d'Ennius).

Il y a donc eu à ce moment une crise profonde du système, une transformation de la phonétique latine qui s'arrête brusquement, comme stoppée net. A la fin de la deuxième guerre punique, en gros, tout se fige et le latin présente désormais à peu de chose près son visage «classique». Même un phénomène aussi caractéristique de l'évolution du latin que la monophthongaison est partiellement stoppé : *deicere* deviendra bien définitivement *dīcere*, mais le passage de *au* à *ō* est ralenti et en outre, l'opposition est connotée socialement et politiquement, comme le montre

<sup>3</sup> Cicéron, *2Verr.*, 4 [*De signis*], 147

<sup>4</sup> Dubuisson, 2002.

<sup>5</sup> L'accent du latin archaïque frappait systématiquement la première syllabe («intensité initiale»).

le cas de ce patricien passé à la plèbe qui exigera qu'on l'appelle désormais Clodius et non plus Claudius. Quant à la diphtongue [ay], notée *ai* puis *ae*, il semble bien, à l'époque de Cicéron, que si elle est déjà devenue [è] dans le latin courant, la prononciation correcte mais affectée («aristocratique» ? élitiste ?) est encore [aé].

De ce point de vue, la langue et la littérature latine classiques représentent une parenthèse, une suspension de l'évolution naturelle de la langue, qui est en quelque sorte congelée pendant quatre ou cinq siècles, et dotée en outre d'un système accentuel radicalement nouveau, emprunté au grec : la place de l'accent devient variable, elle est déterminée en fonction de la fin du mot et de la quantité des syllabes, et l'accent ne peut pas remonter au-delà de l'antépénultième.

Cela vaut aussi pour le vocabulaire : les dictionnaires latins sont pleins de ces mots qualifiés de non classiques, c'est-à-dire évités par César et Cicéron, mais qu'on trouve à la fois chez Plaute et chez saint Augustin, par exemple, sans que l'hypothèse de l'emprunt soit envisageable.

En fait, l'histoire du latin n'est pas celle d'une évolution chronologique linéaire (en trois stades, grossièrement : archaïque > classique > vulgaire), mais bien celle d'une permanence en quelque sorte souterraine du «vrai» latin recouvert pendant quatre siècles par le latin dit classique. A ce latin vivant, nous n'avons accès que très partiellement et un peu par hasard, par des graffiti de Pompéi, par exemple, ou des témoignages normatifs (des grammairiens mettant en garde contre l'emploi de telle ou telle forme) qui nous montrent un latin plus évolué et plus riche que cette langue classique dont l'une des principales caractéristiques (pour la prose en tout cas) est l'extrême pauvreté du vocabulaire.

La même période classique voit le développement du subjonctif comme mode par excellence de la subordination : caractéristique, s'il en est, de la langue et du style latins, le discours indirect, encore absent de Plaute, apparaît dans le décret de Paul-Emile (189) et dans le sénatus-consulte des Bacchanales (186) : il paraît caractéristique de la langue soutenue des documents officiels.

L. Aimilius L. f. inpeirator decreiuit uti quei Hastensium seruei in turri Lascutana habitarent leiberei essent. Agrum oppidumque, quod ea tempestate *posedisent*, item possidere habereque iousit, dum populus senatusque Romanus *uellet*. Actum in castreis a. d. XII Kal. Febr.<sup>6</sup>

Mais ces textes, à Rome, ne constituent pas des productions à part, isolées de la production écrite générale. Chaque sénateur, après avoir for-

---

<sup>6</sup> *CIL*, I, 5041 (189 a.)

mulé son avis en réponse à la question du consul, était tenu de le rédiger séance tenante afin qu'il puisse être intégré le cas échéant aux considérants du sénatus-consulte établi par des secrétaires de séance qui étaient eux-mêmes sénateurs. Ainsi un Père conscrit doit-il non seulement avoir toujours sur lui de quoi écrire, mais aussi posséder une maîtrise peu banale de l'écriture et du style. Maîtrise peu banale, aussi, au moins pour les écoliers que nous étions, que celle de la transposition en style indirect... Il faut ajouter à cela les décrets, les lettres de magistrats : un ensemble de textes dont la structure et la langue sont parfaitement uniformisés, une uniformisation dont l'épigraphie, à l'époque impériale, montre l'aboutissement et presque la caricature<sup>7</sup>.

C'est aussi à ce moment que se fixe une syntaxe de l'ambiguïté. Un exemple parmi d'autres, l'ablatif absolu. Les grammaires scolaires lui attribuent des valeurs tantôt de cause, tantôt de concession, tantôt de simple circonstance concomitante : cette structure ne sert évidemment pas à exprimer tantôt l'une et tantôt l'autre de ces valeurs sémantiques contradictoires, mais bien à laisser au lecteur ou plus exactement à l'auditeur la liberté, ou la responsabilité, du choix. On pourrait aussi gloser sur les multiples emplois de *ut*, qui est en fait un adverbe de manière (*\*k<sup>w</sup>ut* «comment») devenu une conjonction introduisant à peu près n'importe quel rapport logique : but, conséquence, comparaison et même concession, sans oublier le simple rapport temporel.

Pourquoi le latin littéraire s'est-il accommodé, plus qu'aucune autre langue, d'un tel degré d'indétermination dans sa syntaxe ?

On a comparé cela à la courtoisie hautaine de cercles très fermés et très élitistes comme les clubs anglais, où il serait du dernier mauvais goût d'expliquer par le menu et pesamment les choses à son interlocuteur, au risque de mettre en doute son intelligence ou sa subtilité : en somme, une culture de l'understatement.

C'est bien pour cela, soit dit en passant, que le grec, contrairement à une image répandue, est bien moins ambigu et plus facile, en réalité, à lire couramment que le latin dont les grands textes, même et surtout s'ils présentent une apparence de trompeuse limpidité, sont le plus souvent autant de rébus qu'il convient de regarder de très près, mot par mot, de déchiffrer en quelque sorte avant d'être sûr de les avoir bien compris : la lecture de César réserve bien plus d'écueils et de chausse-trapes que celle de Xénophon.

Le latin est la langue d'une caste fermée, celle-là même à laquelle appartiennent tant les auteurs que les lecteurs de nos textes, celle qui dé-

---

<sup>7</sup> Toute cette partie de l'exposé doit beaucoup à Michel, 1998.

tient les leviers du pouvoir. Jamais peut-être le mot «oligarchie» n'a eu un sens aussi net. L'origine de cette situation peut être datée d'une manière relativement précise. On constate une simultanéité frappante entre trois éléments :

- un verrouillage de la langue évoqué plus haut et dans lequel le politique intervient directement ou non d'une manière à la fois attestée et datable : qu'on songe à la réforme de l'orthographe (et particulièrement la notation des géminées alors même qu'elles ne se prononcent plus), dans laquelle Ennius, le poète «sponsorisé» par Caton le Censeur, joue un rôle déterminant, au rhotacisme, consacré par le censeur Ap. Caecus vers 300, ou encore à l'introduction du g dans l'alphabet, due à Sp. Carvilius vers 240.

- le surgissement artificiel d'une littérature (qui a une date, 240, et un acte de naissance : Livius Andronicus écrivant sur commande de l'Etat la première pièce de théâtre).

- la fermeture du système politique : l'ordre sénatorial consolide et ferme à la fois son pouvoir ; les *homines novi*<sup>8</sup> deviennent rarissimes, et leur entrée dans un système aussi figé est chaque fois due à des circonstances exceptionnelles.

Le changement linguistique marquant, l'apparition d'une littérature, le changement politique : les trois sont contemporains ; entre les trois apparaissent de nombreux liens. Ce n'est pas un hasard. L'étonnante stabilité du latin classique, langue presque figée, s'explique par la pression sociale et aussi largement politique.

Qu'en est-il de César ?

En tant qu'homme politique, il mettra fin, comme chacun sait, à la domination de l'oligarchie sénatoriale (dont il était pourtant l'un des plus éminents représentants) et il ouvre la voie à un système largement nouveau, le césarisme. Mais il y a aussi un César bien différent du conquérant des Gaules ou du fossoyeur de la République. Il avait écrit bien d'autres choses que les fameux «commentaires» (*commentarii*, c'est-à-dire aide-mémoire) sur la guerre des Gaules et la guerre civile, ou bien que l'*Anticaton*, pamphlet destiné à annuler l'effet de propagande du suicide de Caton. Suétone cite de lui non seulement une *Correspondance*, dont Aulu-Gelle et Appien feront encore l'éloge, mais un poème (*Iter*, le Voyage), un *Eloge d'Hercule* également versifié et une tragédie intitulée *Œdipe*, que son fils adoptif Auguste cherchera à faire disparaître en usant du moyen que lui avait laissé César lui-même et qui était partie intégrante du nouveau

---

<sup>8</sup> «Hommes nouveaux» : on appelle ainsi quelqu'un qui parvient à se faire élire à une charge politique alors qu'aucun de ses ascendants récents ne l'a exercée.

régime, le strict contrôle du pouvoir sur les bibliothèques et la production littéraire.

César était aussi, et surtout, considéré comme l'un des meilleurs orateurs de son temps et la référence absolue en matière de correction et de pureté de la langue (*elegantia*) : le jugement émane de Cicéron lui-même, dont un célèbre passage du *Brutus*<sup>9</sup> énumère les qualités de langue et de style qui l'amènent à recourir lui-même à l'occasion à ses services et à attendre impatiemment son jugement, comme on le voit entre autres dans une étonnante lettre à son frère<sup>10</sup>.

Or les deux César ne sont pas si différents, en réalité.

Lui aussi s'impose évidemment le strict compartimentage entre grec et latin dont j'ai parlé en commençant : si sa langue maternelle, ou plus exactement sa langue première, celle dans laquelle on continue à jurer et à laisser échapper des énoncés inspirés par un sentiment profond ou violent, est le grec (comme pour tous les représentants de la classe dirigeante romaine)<sup>11</sup>, si c'est donc en grec et non en latin qu'il dira au bord du Rubicon, en continuant à mi-voix un long monologue intérieur, «le dé est jeté» ou, au moment suprême, «toi aussi, mon fils»<sup>12</sup>, c'est évidemment en latin, en revanche, qu'il fait tous ses discours et toutes ses interventions officielles.

Mais surtout il poursuit de plus belle les efforts de contrôle de la langue, en les asseyant même sur des fondements théoriques. Le *De analogia* dédié à Cicéron n'est pas qu'un traité de grammaire ; c'est une réflexion sur la langue.

C'est un bien vieux débat que celui qui porte sur l'origine et donc la nature du langage. Il remonte au moins au *Cratyle* : naturel (donc reflétant la diversité des choses et soumis à l'usage) ou conventionnel (soumis à la logique) ? Les érudits hellénistiques s'étaient constitués en deux écoles dont la rivalité s'exerçait d'ailleurs sur bien d'autres plans, les analogistes (Aristarque et en général les Alexandrins) et les anomalistes (Chrysippe puis l'école de Pergame, Cratès de Mallos). Pour les analogistes, dès lors que la langue était pure convention, il n'y avait pas de raison de ne pas en faire un système aussi clair et aussi logique que possible, en en supprimant toutes les «exceptions». Les anomalistes, au contraire, pour qui la langue était le reflet fidèle de la nature, s'interdisaient évidemment d'y toucher.

---

<sup>9</sup> Cic., *Brut.*, 261-2.

<sup>10</sup> *Q. fr.*, II, 15, 3-5 (fin août 54).

<sup>11</sup> Dubuisson, 1992.

<sup>12</sup> Dubuisson, 2000.

César est le premier à Rome à prendre nettement parti pour l'analogie. Il n'est pas impossible qu'il s'agisse d'une réaction contre un anomalisme romain tacitement en vigueur jusque-là, si l'on songe que l'initiateur des Romains en matière de philologie et de grammaire, d'après la tradition romaine elle-même, n'était autre que l'anomaliste Cratès venu à Rome au milieu du II<sup>e</sup> s. av. Cicéron, à qui César adressait son traité, dit de son côté on ne peut plus clairement : «Pour parler un langage pur, il faut le soumettre au contrôle d'un principe rationnel qui demeure immuable ; il est impossible de s'en rapporter à l'usage, la plus mauvaise des règles»<sup>13</sup>.

Dès lors le *De analogia*, dont nous n'avons malheureusement plus que 31 fragments, est plein non seulement de «ne dites pas mais dites», mais de propositions dont certaines révèlent un étonnant sens de la langue. Je me bornerai ici à trois exemples<sup>14</sup>.

1. *Mortuus* (participe parfait de *mori* «mourir») est en latin une forme isolée et aberrante, puisque tous les participes parfaits sont en *-tus* (ou en *-sus*) ; *uus*, c'est une finale d'adjectif, comme *ingenuus*, *arduus*. Il faudrait donc, dit César, dire *mortus*. Or c'est sur cette forme, attestée chez Pétrone, que reposent fr. *mort*, it. *morto*, esp. *muerto*. Il est évidemment fort improbable que l'évolution de la langue sur ce point soit due à l'influence ou au prestige de César. L'analogie au sens moderne du terme a joué son rôle et fait disparaître la forme isolée ; il reste que notre grammairien faisait montre ici d'une étonnante conscience linguistique.

2. *Esse* n'a pas (ou plus) de participe présent en latin classique. Les philosophes médiévaux devront le créer, parce qu'ils ont besoin de l'étant à côté de l'être ; le français technique en a gardé «entité». Là aussi, c'était déjà une idée de César, avec un raisonnement typiquement analogique même au sens moderne du terme : puisque *posse* fait *potens*, pourquoi *esse* ne ferait-il pas *ens* ?

3. D'accord en cela avec Cicéron<sup>15</sup>, César proposait un retour en arrière dans l'évolution de la langue, en préconisant *memordi* et non *momordi* comme parfait de *mordere* «mordre». La forme est en effet morphologiquement correcte ; c'est un phénomène phonétique, l'assimilation régressive, qui a donné la forme classique.

Plus intéressant encore : César prêche d'exemple dans ses propres œuvres. Il faut, disait-il, «éviter comme un écueil tout mot inusité et

<sup>13</sup> *Brut.*, 258.

<sup>14</sup> Fr. 27 et 28 Funaioli.

<sup>15</sup> Fr. 30 F : *M. Tullius et C. Caesar mordēo memordi pungo pepugi spondeo spondi dixerunt.*

inhabituel»<sup>16</sup>. On constate effectivement chez lui (dans les *Commentaires*) un appauvrissement volontaire du vocabulaire, non seulement en quantité mais en qualité (recherche du mot banal). Cicéron le confirme et c'est une impression qu'on éprouve à la lecture, mais rien de tel que les dépouillements exhaustifs et les analyses statistiques que permet la technique moderne. Deux exemples :

1. «Avant que» se dit aussi bien, a priori, *antequam* que *priusquam* ; mais *quam* introduit un deuxième terme de comparaison : la seule forme «correcte», conforme à l'étymologie, est donc *priusquam*. C'est aussi celle que César emploie de préférence, contrairement à Cicéron ou Tite-Live.

2. La prose latine dispose, pour désigner le cours d'eau, de trois mots dont aucun n'est particulièrement rare ou marqué (*flumen*, *fluuius* et *amnis*). On les trouve tous trois chez Cicéron, dans cet ordre de fréquence décroissante. César, lui, se limite exclusivement au premier, *flumen*, qui est aussi le plus neutre (ce qui coule)<sup>17</sup>.

Quant à la syntaxe, il en accentue encore une rigidité dont on a vu plus haut l'origine : on songe aussitôt aux fameux discours indirects du *Bellum Gallicum* – dont on s'accorde aujourd'hui à penser qu'il résulte de la mise bout à bout des rapports d'activité annuels destinés au Sénat, et dès lors rédigés dans un style qui est le même que celui des *sententiae* et des sénatus-consultes.

César le «dictateur démocrate»<sup>18</sup> a donc vis-à-vis de la langue la même politique dirigiste et réactionnaire (au sens propre du terme) que l'oligarchie sénatoriale qu'il a renversée. C'est que l'origine de cette politique se situe dans la société romaine elle-même, où, à travers les différents régimes politiques, les mêmes 2% de la population lisent et écrivent<sup>19</sup>, ont le pouvoir et la richesse, se connaissent entre eux et pratiquent une culture de la connivence.

Mais son statut particulier, sa double activité, l'amène à instaurer ou à incarner une confusion des genres, entre autorité en matière linguistique et autorité politico-militaire, qui trouve encore des échos plus de deux cents ans après, chez les érudits et les grammairiens.

<sup>16</sup> *Vt tamquam scopulum fugias inauditum atque insolens uerbum* (cité par Aulu-Gelle, *Nuits attiques*, I, 10, 4).

<sup>17</sup> Il est certes aussi le plus fréquent ; mais la comparaison avec Cicéron est éloquente : *flumen* 60 fois, *amnis* 18, *fluuius* 11 ; César : *flumen* 158 fois, *fluuius* et *amnis* non attestés.

<sup>18</sup> Pour reprendre le titre provocateur de sa plus récente biographie, par L. Canfora, tr. Par C. Paul-Maier, Flammarion, 2001.

<sup>19</sup> Voir Dubuisson, 1989.

Un texte d'Aulu-Gelle, trop long pour être cité ici en entier, en est un superbe exemple<sup>20</sup>. Un poète renommé parle devant Fronton, grammairien à ses heures, de *harenae calentes*, au pluriel, à propos du «sable chaud» auquel il doit la guérison de son hydropisie. Il se fait aussitôt reprendre de volée : *harena* ne peut pas se mettre au pluriel parce que c'est un collectif, ou plutôt parce que César l'a dit : «Gaius César, le dictateur à vie, le beau-père de Pompée, celui à partir de qui la famille et le nom des Césars se sont prolongées dans la suite, un homme d'un talent remarquable et d'un style particulièrement pur même en comparaison avec ses contemporains, pense, dans l'ouvrage sur l'analogie qu'il a dédié à Cicéron, que *harenae* est une faute, parce que ce mot ne se met jamais au pluriel» (et de citer une série d'autres exemples, ainsi que l'exemple contraire des mots qui ne s'emploient ou ne s'emploieraient qu'au pluriel, comme *quadrigae*, le char à quatre chevaux).

Le supposé fautif entreprend évidemment de contester et d'ergoter – c'est la règle du jeu. Il est si sûr de son fait qu'il en vient non pas à contester l'autorité de César – cela ne lui vient pas un instant à l'esprit, pas plus qu'à aucun des participants à cette joute –, mais à douter qu'il ait pu écrire cela. Et de sommer Fronton de lui montrer le passage : «Fais donc apporter, si tu l'as sous la main, l'ouvrage de C. Caesar». Ce qui est fait, et donne l'occasion à Fronton d'allonger la citation avec d'autres exemples avant de conclure : «Te semble-t-il que sur ce point les affirmations de César qui contredisent ta thèse sont assez nettes et assez fermes ? – Alors le poète, impressionné par l'autorité (*auctoritas*) du livre : 'si l'on avait le droit de faire appel (*prouocandi*) de César, je le ferais maintenant, contre ce livre de César. Mais puisqu'il s'est dispensé de justifier lui-même son avis, nous te demandons pourquoi *quadriga* d'une part, *harenae* de l'autre sont incorrects.» La discussion philologico-linguistique continue dès lors ; elle se conclut de la manière suivante : «Mais je n'ai pas dit cela pour me faire le garant (*fundus*) et le partisan (*subscriber*) de cet avis et de cette loi, mais pour ne pas laisser inexplicite l'opinion de César, qui était un savant.»

Tout le passage joue donc, non sans une ironie un peu amère, sur le mélange des genres. César, dont va être invoquée l'autorité en matière linguistique, est d'abord présenté (comme si c'était nécessaire) par un rappel des sources de son autorité politique : il a été dictateur ; il est le fondateur du régime et (au sens large) de la dynastie. Mais surtout, le vocabulaire employé est technique. Il renvoie d'abord au domaine politico-judiciaire : l'*auctoritas* est un mot-clé du système politique républicain (l'*auctoritas senatus* est indispensable pour valider les décisions tant des assemblées

---

<sup>20</sup> Aulu-Gelle, *Nuits attiques*, XIX, 8.

que des magistrats) avant de devenir le pivot de l'idéologie augustéenne<sup>21</sup> ; la *prouocatio*, qui permettait au citoyen d'être rejugé, s'adressait sous la République au tribun de la plèbe ; sous l'empire, elle s'adressait à l'empereur, au *Caesar* : comment faire appel devant l'empereur d'un jugement rendu par lui-même ? Quant à *fundus* et *subscriptor*, il s'agit au départ de termes relevant du jargon des campagnes électorales (le bailleur de fonds et le distributeur) ; ils permettent à Fronton une superbe pirouette finale : je ne suis pas en train de faire campagne pour lui, puisque... non pas, comme on l'attendrait, il est déjà élu et bien élu, mais parce que c'est un savant.

© Michel Dubuisson

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- DUBUISSON Michel, 1982 : «Y a-t-il une politique linguistique romaine ?», dans *Ktèma*, 7, p. 187-210.
- — 1991 : «Lettrés et illettrés à Rome. L'importance sociale et politique de l'écriture», dans *Phoinikeia grammata. Actes du congrès de Liège (1989)*, éd. par Cl. Baurain-C. Bonnet-V. Krings, Liège-Namur, p. 633-647.
- — 1992 : «Le grec à Rome à l'époque de Cicéron. Extension et qualité du bilinguisme», dans *Annales ESC*, 47, p. 187-207.
- — 2000 : «*Verba volant*. Réexamen de quelques 'mots historiques' romains», dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, 78, p. 147-169.
- — 2002 : «Le grec d'Auguste : notes pour un réexamen», dans *Homages à Carl Deroux*, t. II, Bruxelles, p. 152-163.
- MICHEL J.-H., 1998 : «L'ordre sénatorial et la formation du latin classique», dans *Synthèses romaines. Langue latine, Droit romain, Institutions comparées*, éd. par Gh. Viré, Bruxelles, p. 144-157.

---

<sup>21</sup> Cf. le «rapport d'activités» d'Auguste à la fin de sa vie (les *Res gestae diui Augusti*, 34) : «je l'ai emporté sur tous en autorité (*auctoritas*), mais je n'ai jamais eu de pouvoir légal (*potestas*) supérieur à celui de chacun des autres magistrats, mes collègues.» Le terme a d'autant plus de force évocatrice qu'il est senti comme formé sur la même racine que *Augustus*, celle de *augere*, «accroître» (la valeur, la prospérité...)



## **Bilinguisme et populisme en Biélorussie**

Alexandra GOUJON

*Institut d'Etudes Politiques, Paris*

L'accès de la Biélorussie à l'indépendance avait engagé le pays dans une politique de biélorussianisation qui, à la différence de celle menée dans les années 1920 puis abandonnée à la fin des années 1930, avait pour objectif non pas de rallier la population à la cause communiste mais de la dé-soviétiser et de la nationaliser<sup>1</sup>. Les méthodes employées ont pourtant été critiquées dès le début des années 1990 en raison des changements importants que la biélorussianisation entraînait dans les usages et les représentations linguistiques. La biélorussianisation post-soviétique est, en effet, largement le produit d'une volonté politique qui ne trouve pas de fondements populistes voire populaires puisqu'elle repose, au contraire, sur une attitude volontariste de la part des citoyens et surtout sur une remise en cause des stéréotypes idéologiques sur les langues et notamment sur la supériorité du russe. Elle est liée à une politique indépendantiste qui ne souhaite pas nécessairement plaire au peuple, mais qui cherche à forger une identité nationale et à définir les intérêts nationaux du pays. Cette nationalisation de l'espace politique biélorussien va s'éloigner progressivement du discours indépendantiste pour être intégrée, à partir du milieu des années 1990, à un populisme autoritaire dans lequel la langue russe est valorisée non pas tant pour montrer la dépendance historique et économique du pays à l'égard de la Russie que pour souligner l'inscription du passé et du futur de la Biélorussie dans un espace de civilisation slave qui, pendant un temps, fut aussi soviétique.

---

<sup>1</sup> Sur les développements linguistiques contemporains, voir Goujon, 1999 ; Ioffe, 2003.

## 1. LE POPULISME LINGUISTIQUE

La politique linguistique sous la présidence de Loukachenka se comprend à travers la mise en place d'un populisme autoritaire. Dans les Etats post-soviétiques, le populisme est inhérent à la transition autoritaire : il en représente à la fois un mode de légitimation et une ressource politique. Il correspond au «populisme-régime» défini comme «un régime autoritaire ou semi-plébiscitaire dans lequel un chef charismatique s'adresse directement aux 'masses', tirant sa légitimité de ce qu'il incarne le peuple, la volonté ou l'âme profonde du peuple»<sup>2</sup>. Parmi les républiques occidentales d'ex-URSS, le régime biélorussien constitue la forme la plus représentative et la plus exacerbée du populisme autoritaire<sup>3</sup> depuis l'accession au pouvoir d'Alexandre Loukachenka, directeur de sovkhoze et député, au poste de président à plus de 80% des voix en 1994<sup>4</sup>. Il repose sur un rejet des formes de médiation politique (partis, groupes parlementaires) et une valorisation des relations directes entre le chef de l'Etat et le peuple. Il s'appuie sur un mode de domination charismatique, qui entretient la croyance en l'existence de qualités extraordinaires du président, qui se présente, par ailleurs, comme un homme issu et proche du peuple. Il emprunte également au système soviétique certaines de ses propriétés, telles que le culte de la personnalité, la prééminence du rôle de l'Etat dans toutes les sphères d'activité et l'usage d'une idéologie fondée sur l'existence d'ennemis intérieurs (opposants politiques, minorités religieuses) et extérieurs (Occident, financiers étrangers).

Le régime biélorussien induit donc la production d'un discours à la fois populiste et autoritaire sur la langue. Ce discours cherche à montrer que la politique linguistique émane du peuple puisque le peuple a, d'une part, choisi le retour au bilinguisme en s'exprimant lors d'un référendum en mai 1995 et qu'il a, d'autre part, prouvé à travers ses usages linguistiques le bien-fondé de ce choix. Parallèlement, les discours de Loukachenka apportent un jugement de valeur sur les langues : une valorisation du russe au détriment du biélorussien. Ce jugement est présenté comme étant le reflet de convictions populaires que le Président est le mieux à même d'incarner de par ses origines sociales et sa perspicacité :

---

<sup>2</sup> Taguieff, 2002, p. 100.

<sup>3</sup> Sur le populisme autoritaire en Biélorussie, voir Eke & Kuzio, 2000 et Goujon, 2002 ; 2004.

<sup>4</sup> Loukachenka a été réélu à 75% des voix en septembre 2001.

Concernant le bilinguisme, si la présidence comme institution n'avait pas existé ou si le Président n'avait pas possédé des pouvoirs aussi importants, le Président n'aurait jamais pu dire si catégoriquement 'oui' à la langue russe au même niveau que le biélorussien. Souvenez-vous à quelle période cela s'est passé. Quand on considérait tout le monde comme des traîtres et des *délateurs*. Le peuple a eu la possibilité de s'exprimer et de 'trancher' grâce au référendum. (Lukašenko, 2003b)<sup>5</sup>

Le bilinguisme repose sur deux argumentaires populistes. Le premier est politique : il renvoie à la méthode employée pour instaurer le bilinguisme en 1995, à savoir le référendum, et à la signification idéologique de la notion de bilinguisme. L'usage du référendum est en effet un moyen de montrer que la prise de décision politique repose sur l'expression d'une volonté populaire. Il s'inscrit dans une démarche populiste qui met l'accent sur les bienfaits de la démocratie directe au détriment de la démocratie représentative et qui valorise les relations directes que le Président entretient avec le peuple biélorussien. Le bilinguisme est ainsi présenté comme l'émanation d'une volonté populaire au caractère irréprochable dans la mesure où 83,1% des votants répondent favorablement à la question : «êtes-vous d'accord pour donner à la langue russe un statut d'égalité avec la langue biélorussienne?»<sup>6</sup>. Cet énoncé devait favoriser un tel résultat : il contient l'idée d'une égalité entre les langues, d'un choix possible entre l'usage de l'une ou de l'autre langue et donc d'une absence de déterminisme linguistique. Il marque une rupture théorique avec l'idée d'un monopole ou de l'exclusivité d'une langue par rapport à l'autre.

Le second argumentaire est de nature sociologique. Il s'appuie sur les pratiques linguistiques pour confirmer que l'usage de la langue russe est majoritaire en Biélorussie. En l'absence d'études linguistiques et sociologiques approfondies, c'est l'introduction d'une question sur la langue parlée lors du recensement de 1999 qui permet d'apporter une réponse, *a priori* incontestable, à l'interrogation sur les usages linguistiques : 62,8% des personnes recensées indiquent parler russe dans leurs foyers contre 36,7% pour le biélorussien<sup>7</sup>. Ces chiffres n'ont toutefois pas fait l'objet d'une grande publicité de la part des autorités : le nombre important de biélorussianophones ne permet pas de justifier la politique de dé-biélorussianisation engagée depuis le milieu des années 1990. Ces chiffres sont toutefois difficiles à interpréter : ils sont le produit de représentations linguistiques qui dépendent de la subjectivité identitaire et des discours sur la lan-

---

<sup>5</sup> Texte traduit du russe. Les expressions en italique sont en biélorussien.

<sup>6</sup> Markus, 1995, p. 78.

<sup>7</sup> *Itoji*, 2001, p. 215.

gue, et ils ne tiennent pas compte des usages bilinguistes ou de mélanges linguistiques. Une étude sur les conditions de production des argumentaires populistes sur la langue, qu'ils soient sociologiques, politiques ou juridiques, est donc nécessaire pour comprendre le discours sur le bilinguisme dans le régime autoritaire de Loukachenka.

## 2. LES INEGALITES LINGUISTIQUES

La notion d'égalité entre le russe et le biélorussien est au centre de l'introduction d'une nouvelle politique linguistique en Biélorussie au milieu des années 1990. Présente dans la question référendaire de 1995, elle suppose une plus grande justice dans la réalisation de cette politique et le respect des droits de deux catégories de la population, les biélorussianophones et les russophones. Pourtant, l'égalité de statut entre les deux langues, prônée au moment du référendum, se révèle inopérante : la mise en place du bilinguisme entraîne des modifications juridiques qui rendent légitimes les inégalités de fait entre l'usage du russe et du biélorussien. Ces inégalités sont corroborées par un discours politique valorisant le russe au détriment du biélorussien, qui trouve sa traduction pratique dans la dé-biélorussianisation de plusieurs secteurs d'activité, et notamment du secteur éducatif.

### 2.1. INEGALITE JURIDIQUE ET INEGALITE DE FAIT

Si la question référendaire reposait sur l'égalité des deux langues, les amendements apportés en juillet 1998 à la loi sur les langues, adoptée en 1990, rendent possible un bilinguisme inégalitaire en Biélorussie. Suite au référendum de 1995, il s'agissait d'amender la loi pour y introduire la langue russe dans tous les paragraphes qui mentionnaient uniquement le biélorussien auparavant. La langue russe est alors rajoutée au moyen de deux conjonctions («et» et «ou»), qui sont utilisées soit séparément, soit conjointement. L'article 7 indique, par exemple, que «les actes des plus hauts organes du pouvoir de l'Etat et de l'administration sont adoptés et publiés en biélorussien et (ou) en russe»<sup>8</sup>. Cette formule est utilisée une quinzaine de fois dans le texte concernant notamment les publications (art. 8), les congrès, réunions et autres manifestations publiques (art. 11), l'enseignement (art. 21, 22, 23), la culture (art. 26) et les médias (art. 27). Dans les faits, elle est difficilement différenciable de l'utilisation de la conjonction «ou», encore plus fréquemment employée dans le texte, pour définir l'usage respectif des langues. Concernant les élections, il est par

---

<sup>8</sup> *O vnesenii*, 1998.

exemple précisé que «la documentation pour l'élection des députés [...] se réalise en langue biélorussienne ou en langue russe»<sup>9</sup>. Il en est de même pour la production judiciaire (art. 13), les travaux scientifiques (art. 25), les affiches, la publicité (art. 29). La conjonction «et» n'est utilisée qu'à deux reprises : elle concerne non pas l'usage des langues, mais leur maîtrise. L'article 4 indique que «les dirigeants et autres employés des organes d'Etat, des organes administratifs locaux, des entreprises, des établissements et des associations doivent maîtriser (*vladet'*) le biélorussien et le russe dans le cadre nécessaire de l'exécution de leurs obligations professionnelles»<sup>10</sup>. Il en est de même pour les employés du système éducatif.

Les amendements apportés à la loi sur les langues montrent que, d'un point de vue légal, le bilinguisme correspond, d'une part, à la maîtrise des deux langues pour les agents de l'Etat et, d'autre part, au choix de l'usage de l'une ou de l'autre langue aussi bien par les autorités que par les citoyens. Sur le premier point, il n'existe pas, à notre connaissance, de mécanisme de contrôle concernant la maîtrise des langues et, dans la mesure où l'usage de l'une ou de l'autre langue est ensuite laissé à l'appréciation des locuteurs, dont plupart comprennent les deux langues, cette exigence devient caduque, et ce d'autant plus qu'elle intervient dans un climat d'homogénéisation linguistique par le russe. Dans ce contexte, à partir du moment où la loi donne aux dirigeants politiques le choix d'utiliser l'une ou l'autre langue, l'égalité prônée au moment du référendum est une égalité de statut qui ne correspond à aucune égalité de fait. Les défenseurs de la langue biélorussienne, dont la Société de la langue biélorussienne est la principale représentante<sup>11</sup>, utilisent depuis plusieurs années cet argument pour montrer que la prééminence du russe dans certains secteurs (banque, transport, assurance...) est un facteur de discrimination linguistique, puisqu'elle rend impossible l'accès de certains documents ou informations en biélorussien et viole ainsi le principe d'égalité entre les deux langues affirmé dans la Constitution<sup>12</sup>.

L'inégalité de fait entre les deux langues, à l'appui des documents fournis par la Société de la langue biélorussienne, a été reconnue en décembre 2003 par la Cour constitutionnelle, qui a adopté une décision «Sur l'usage des langues biélorussienne et russe dans le domaine des services, de la production de cartes bancaires et dans le système des assurances d'Etat» et qui a demandé au Parlement d'amender la loi sur les langues ainsi que

---

<sup>9</sup> *Ibid.* (art.12).

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> *Tavarystva*, 1999.

<sup>12</sup> Sur les revendications linguistiques et la question de la discrimination linguistique en Biélorussie, voir *Anjamenne*, 2000.

les autres actes normatifs concernés pour que ceux-ci garantissent «l'égalité de fait entre les langues d'Etat»<sup>13</sup>. La Société de la langue biélorussienne a salué cette décision qui intervenait pourtant quelques semaines avant que les autorités locales de Minsk ne lui demandent de quitter son siège social<sup>14</sup>. Cette annonce s'inscrit dans une campagne de dissolution des associations non loyales, ou critiques, à l'égard des autorités<sup>15</sup>. Elle témoigne de la poursuite d'une politique d'éradication des lieux de défense de la biélorussianophonie, qui s'est concrétisée en 2003 par la liquidation du Lycée des humanités biélorussien, seul lycée à proposer un enseignement intégralement en biélorussien<sup>16</sup>. Toutes ces actions rejoignent la volonté du président Loukachenka de consolider un autoritarisme qui, depuis 2003, est orienté vers une reprise en main du système éducatif et vers une activation du travail idéologique<sup>17</sup>.

Dans ce contexte, il est fort probable que la décision de la Cour constitutionnelle reste sans suite. Alors qu'en avril 2003, un député de la Chambre des représentants de Biélorussie interpellait le Président biélorussien sur la question de la production parlementaire en deux langues, celui-ci répondait :

Le problème de la production en deux langues émerge à nouveau. Est-il nécessaire que je m'implique dans ces questions? Vous savez, braves gens, faites comme vous voulez. Je vous demande seulement de ne pas spéculer sur les choses qui fâchent. Il vous faut absolument produire dans les deux langues? Si quelqu'un ne connaît pas la langue russe, *produisez en biélorussien*. Mais, parlons franchement : nous allons adopter la *langue biélorussienne* et demain vous allez passer du temps à traduire plusieurs termes en russe. [...] Croyez-moi, nous allons mettre de l'argent dans cette question et vous ne recevrez rien en retour – ni pour la *conscience du peuple biélorussien*, ni pour sa santé mentale. A propos, les actes normatifs du Président qui concernent les décorations, l'éducation, la culture sont pour moitié en biélorussien et pour moitié en russe. Pourquoi encore agiter ce spectre qu'agite depuis longtemps notre 'intransigeante' opposition? (Lukašenko, 2003c)<sup>18</sup>.

<sup>13</sup> *Večernij Minsk*, 29 décembre 2003.

<sup>14</sup> *Charter 97*, 13 janvier 2004 et 9 février 2004.

<sup>15</sup> «Persecution and Ban on Activities of Non-governmental organizations» in *Review-Chronicle*, 2004, p. 21-50.

<sup>16</sup> «Closure of Yakub Kolas National State Humanitarian Lyceum» in *Review-Chronicle*, 2004, p. 154-160.

<sup>17</sup> Voir les articles sur la mise en place d'une idéologie d'Etat en Biélorussie dans *Belaruskij Rynok*, n°30, 32, 37, 2003 et n°6, 2004.

<sup>18</sup> Texte traduit du russe. Les expressions en italique sont en biélorussien.

Cette réponse qui souligne, dans un premier temps, l'autonomie des députés en matière linguistique, vise, dans un second temps, à les dissuader de travailler sur les questions linguistiques. Elle met en évidence qu'un usage plus important du biélorussien au Parlement n'est pas nécessaire, dans la mesure où il n'apportera aucune satisfaction morale aux députés et ne pourra que conduire à des désagréments en terme de temps de travail. Le président cherche aussi à mettre en garde les députés face à des interrogations linguistiques dont la teneur rejoint les revendications de l'opposition, et qui pourraient ainsi rendre illégitime leur travail législatif. Depuis son arrivée au pouvoir, Loukachenka cherche d'une part à déprécier la langue biélorussienne, en l'assimilant à l'opposition, et d'autre part à promouvoir la langue russe. Cette attitude, combinée à la violation régulière de la liberté d'expression, est au centre des arguments politiques justifiant une inégalité linguistique entre le biélorussien et le russe.

## 2.2. LES ARGUMENTS POLITIQUES DE L'INEGALITE LINGUISTIQUE

Pour justifier le retour au bilinguisme, le Président Loukachenka a accusé la virulence de la politique précédente de biélorussianisation tout en discréditant la langue biélorussienne elle-même. Si la loi de 1990 sur les langues n'est pas critiquée, le programme lié à sa réalisation est dénoncé pour avoir été imposé par le haut et appliqué avec force :

En son temps, le Soviet suprême a adopté une loi sur l'introduction graduelle du biélorussien. Tout se passait normalement, mais lorsqu'arriva au pouvoir Chouchkevitch et avec lui, des personnes aux orientations très particulières, on chercha à accélérer ce processus par la force. Notre peuple aime la langue biélorussienne, mais il s'opposa à la biélorussianisation forcée... Ma proposition à propos du référendum est de sauver la langue biélorussienne tout en calmant le peuple, en lui donnant la possibilité de s'exprimer et de dire dans quelle langue il souhaite s'exprimer. (Lukašenko, 1995)<sup>19</sup>

Au moment du référendum, l'objectif est de faire un amalgame entre le Front populaire (principal parti d'opposition)<sup>20</sup>, la violence et la langue biélorussienne. Lié à la thématique de l'illusion du Front populaire au

---

<sup>19</sup> Texte traduit du russe.

<sup>20</sup> Sur la situation politique en Biélorussie, voir notamment Korosteleva et al., 2002.

pouvoir, cet amalgame présent dans l'expression «*bèènfàuskaja mova*»<sup>21</sup> participe de l'identification d'un ennemi intérieur. Quelques jours avant le référendum est diffusé un documentaire faisant le parallèle entre le Front populaire et les collaborateurs biélorussiens pendant la Deuxième Guerre mondiale au prétexte qu'ils utilisent les mêmes symboles, parlent la même langue et défendent la même indépendance de la Biélorussie<sup>22</sup>. Par un procédé visuel et discursif, les personnes parlant biélorussien sont, à nouveau, assimilées à des adversaires politiques et culturels. La langue biélorussienne est alors présentée comme la langue de l'ennemi et symbolise la violence, au même titre que la politique du début des années 1990 qui favorise son développement. Le président Loukachenka oppose à cette politique celle du choix démocratique, dans son acception populiste, notamment à travers le référendum.

Parallèlement à la dénonciation des locuteurs biélorussiens d'opposition, les arguments de Loukachenka rejoignent les fondements de la politique linguistique soviétique qui, bien que fondée sur un bilinguisme juridique dans les républiques fédérées, était de fait une politique d'inégalité à travers sa promotion du russe au détriment de toutes les autres langues nationales<sup>23</sup>. En dehors de sa promotion dans les domaines de l'enseignement et de l'édition, le russe était le symbole d'une appartenance sociale élevée<sup>24</sup> contrairement à la langue dite nationale, reléguée au rang de langue familiale, traditionnelle, inséparable de ses origines rurales. Dans l'imaginaire collectif, le biélorussien représente la langue archaïque et rurale qui ne peut pas, intrinsèquement, être élevée au rang d'une langue de haute culture, à l'exception de quelques intellectuels qui s'appuient sur son histoire littéraire et théâtrale pour en montrer les attributs. Le président Loukachenka s'est, à plusieurs reprises, appuyé sur ces stéréotypes linguistiques pour montrer la faible valeur de la langue biélorussienne :

Les gens qui parlent en biélorussien ne peuvent rien faire, excepté parler en biélorussien, parce qu'il n'est pas possible d'exprimer quelque chose de grand en biélorussien. La langue biélorussienne est une langue pauvre. Il n'existe que deux grandes langues dans le monde : le russe et l'anglais.  
(*Annjamene*, 2000, p. 276)<sup>25</sup>

---

<sup>21</sup> De l'abréviation BNF (Belaruskij Narodnij Front – Front populaire biélorussien), Muxin, 1999.

<sup>22</sup> *Svaboda*, n°19, 13 mai 1995.

<sup>23</sup> Sur la politique linguistique en URSS, voir Lewis, 1973 ; Kirkwood, 1989.

<sup>24</sup> Sériot, 1982.

<sup>25</sup> Texte traduit du russe.

Cette déclaration met en évidence que le bilinguisme prôné par Loukachenka au moment du référendum de 1995 ne vise pas tant à corriger la biélorussianisation qu'à y mettre un terme, parce qu'elle est aussi le vecteur d'une opposition à la politique présidentielle. L'enseignement est le premier domaine visé. La proportion d'écoles élémentaires où existe un enseignement du biélorussien passe de 75% en 1993/1994 à 28% en 1997-1998 dans tout le pays, et de 58% à 4,7% dans la seule ville de Minsk<sup>26</sup>. En 2003, l'interdiction du Lycée des humanités de Minsk symbolise la cessation de la biélorussianisation après une longue période de menaces et de pressions de la part des autorités sur les enseignants, les élèves et les parents d'élèves du lycée. Les publications en biélorussien sont aussi progressivement menacées : en 1999, seuls 10,6% des livres publiés sont en langue biélorussienne<sup>27</sup>. En 1996, la radio indépendante 101.2 qui émet en langue biélorussienne est suspendue pour raisons techniques. En 1997, le journal *Svaboda*, créé en 1990, est interdit.

Les dirigeants biélorussiens cherchent à diminuer l'utilisation et les lieux d'expression de la langue biélorussienne, et surtout de la langue biélorussienne dite de Taraškevič utilisée par le Front populaire et des intellectuels biélorussiens en opposition à la langue biélorussienne dite soviétique. La langue de B. Taraškevič, homme politique et auteur de la première grammaire biélorussienne, représente la langue du mouvement de renaissance nationale, alors que la langue biélorussienne soviétique correspond à la langue académique et soviétisée issue de la réforme de 1933<sup>28</sup>. Appelée aussi «langue d'avant la réforme de 1933», cette «langue de Taraškevič» est le symbole suprême d'opposition au régime du Président Loukachenka. C'est dans ce cadre qu'en 1998 les autorités s'attaquent au journal *Naša Niva*, un des principaux journaux d'opposition publié en langue de Taraškevič. La rédaction du journal reçoit un avertissement du Comité d'Etat à la presse pour avoir dévié des «normes linguistiques généralement admises»,<sup>29</sup> ce qui rend le journal passible d'interdiction. Les poursuites seront pourtant abandonnées grâce à un rapport de l'Institut de linguistique de l'Académie des sciences qui précise qu'il n'existe pas de «normes linguistiques généralement admises» en Biélorussie, la commission linguistique créée à cet effet en 1993 n'ayant jamais statué sur la question<sup>30</sup>.

---

<sup>26</sup> Ioffe, 2004, p. 1030.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 1032.

<sup>28</sup> Sur la réforme de 1933 en Biélorussie, voir Symaniec, 1999 et 2003 ; Woolhiser, 2003.

<sup>29</sup> Sur cette question, voir *Naša Niva*, n° 11, 13, 14, 15, 16 et 18, 1998 ainsi que Maksymiuk, 1998.

<sup>30</sup> Vjačorka, 1998.

En décembre 2002, le *præsidium* de l'Académie des sciences a adopté un projet scientifique de nouvelle rédaction des «Règles d'orthographe et de ponctuation du biélorussien», qui doit être analysé par les ministères de l'Education, de la Culture et de l'Information, et l'Union des écrivains avant d'être définitivement adopté par le président<sup>31</sup>. Alors que le projet n'a pas été rendu public, Alexandre Podlužnij, directeur de l'Institut de linguistique, a indiqué qu'il ne proposait que de petits aménagements par rapport au biélorussien soviétique<sup>32</sup>. Si l'objectif avoué est de ne pas aller à l'encontre des pratiques actuelles, la normalisation du biélorussien pourrait justifier une politique de répression des publications et des locuteurs en biélorussien de Taraškevič. L'autoritarisme linguistique pourrait ainsi se renforcer sous couvert d'une légitimité scientifique.

Parallèlement à la débiélorussianisation, la politique linguistique de Loukachenka est orientée vers une promotion de la langue russe qui est présentée comme une langue prestigieuse et surtout comme une langue de communion : la langue des Slaves et des Soviétiques. Les différents propos de Loukachenka visent à montrer que la langue russe n'est pas la propriété du peuple russe, mais qu'elle est celle des Slaves et qu'à ce titre les Biélorussiens peuvent en être fiers :

Notre 'bilinguisme' a des origines très anciennes. La langue russe sur les terres biélorussiennes ne se comprend pas comme étrangère [*čužoŭ*] mais comme la langue littéraire des gens cultivés, la langue de communication avec les principautés voisines qui n'a pas importuné le développement, l'utilisation parallèle et la formation de la langue biélorussienne [...].

Je me souviens [...] avoir entendu Boris Eltsine dire : 'chez vous, les langues biélorussienne et russe sont des langues d'Etat – nous vous en remercions'. Je lui ai répondu : mais de quoi me remerciez-vous? Vous voulez dire que la langue russe est la vôtre – celles des Russes [*rossiskij*] ? Mais non, Boris Nikolaevitch, c'est la nôtre, c'est aussi la nôtre parce que pendant des décennies nous y avons mis de notre âme. (Lukašenko, 2003a.).

La promotion de la langue russe s'inscrit dans un discours slavophile qui vise, d'une part, à légitimer une politique étrangère orientée vers une intégration avec la Russie et, d'autre part, à valoriser le sentiment patriotique des Biélorussiens. L'inscription du régime de Loukachenka dans l'histoire slave et soviétique n'a pourtant pas pour but d'occulter toute spécificité biélorussienne. Le peuple biélorussien y est, au contraire, présenté comme le plus pur représentant d'un âge d'or soviétique déchu et le

<sup>31</sup> *Sovetskaja Belorussija*, 4 mars 2003.

<sup>32</sup> *Belorusskie novosti*, 27 décembre 2002.

seul survivant authentique de la civilisation est-européenne<sup>33</sup>. La promotion de la langue russe n'est pas contradictoire avec cette présentation historique de la Biélorussie, puisqu'elle s'inscrit dans un dessein politique qui cherche à valoriser le développement potentiel du modèle biélorussien à d'autres Etats post-soviétiques. La biélorussianisation constituerait un frein à ce développement, contrairement à la russification, qui permet son épanouissement. Dans ce cadre, la langue russe, bien que considérée comme prestigieuse est dissociée de la société russe qui, selon Loukachenka, a perdu ses valeurs.

### 3. L'ECONOMIE DES PRATIQUES LINGUISTIQUES

Le populisme linguistique de Loukachenka s'appuie sur l'évaluation des pratiques linguistiques, qui renvoie à un avis communément admis, issu de l'observation quotidienne, sur l'usage prépondérant de la langue russe dans la société biélorussienne. Cette évaluation, qui était toutefois largement imprécise, s'est vue confirmée par les résultats du recensement de février 1999, qui lui donnèrent une légitimité scientifique<sup>34</sup>. En effet, dans sa tâche de produire une photographie objective, exhaustive et universalisante des caractéristiques de la population, le recensement suppose d'écarter toute forme de contestation sur ses conditions de production et toute forme de discussion visant à nuancer les interprétations. Les résultats du recensement de 1999 n'ont provoqué aucune protestation de la part de l'opposition, qui dénonce de manière systématique les actions des autorités biélorussiennes. Cette croyance dans les chiffres du recensement est liée au poids de la démarche quantitative en sciences sociales dans les Etats post-soviétiques, mais aussi aux résultats eux-mêmes concernant la biélorussianophonie.

La question 5b du recensement de 1999, «quelle est la langue que vous parlez habituellement dans votre foyer?», introduit la catégorie de la langue parlée comme nouvelle catégorie linguistique au côté de la langue maternelle. Lors du recensement test de 1997, elle est destinée à supplanter la question sur la langue maternelle, dont la faible utilité cognitive est soulignée<sup>35</sup>. Cette dernière est toutefois introduite dans le formulaire défi-

---

<sup>33</sup> Lukašenko, 2001 et 2003b.

<sup>34</sup> Goujon, 2001.

<sup>35</sup> La catégorie de la langue maternelle (*rodnoj jazyk*) est une catégorie traditionnelle des recensements soviétiques. Certains analystes ont souligné que les résultats relatifs à la langue maternelle n'étaient pas très fiables. La langue maternelle, qui est censée représenter la première langue apprise et comprise par l'individu, c'est-à-dire la langue

nitif (question 5a)<sup>36</sup> en raison des difficultés posées par la question sur la langue utilisée et à laquelle plusieurs individus ont répondu russo-biélorussienne<sup>37</sup>. La présence de deux questions sur la langue (langue maternelle / langue parlée) vise donc à résoudre les problèmes liés aux langues mixtes et aux usages bilinguistes. L'objectif de catégorisation et de quantification du recensement biaise ainsi, dès le départ, l'évaluation des pratiques linguistiques : de la pratique d'une langue russo-biélorussienne ou de deux langues (russe et biélorussienne), il est ainsi possible d'obtenir le biélorussien comme langue maternelle et le russe comme langue parlée ou inversement.

La catégorie de la langue parlée est toutefois vivement critiquée par les défenseurs de la langue biélorussienne, selon lesquels la question 5b est politique, puisqu'elle vise à prouver qu'il existe une majorité de russophones en Biélorussie et à justifier ainsi la politique de russification menée par les autorités<sup>38</sup>. Elle entraîne un débat sur sa valeur scientifique et sociologique dans un pays comme la Biélorussie, où le bilinguisme et la politique assimilationniste de la période soviétique et post-soviétique ont eu des effets notables sur les pratiques linguistiques. Les résultats relatifs à cette questions ne donnent, en effet, aucune indication sur les langues mixtes comme la *trasianka*<sup>39</sup> – nom donné aux mélanges linguistiques entre le biélorussien et le russe – parce qu'il requiert l'inscription d'une seule langue dans chaque catégorie linguistique. Pourtant, la plupart des observateurs et des linguistes s'accordent à dire que la majorité de la population ne parle ni le russe, ni le biélorussien correctement, mais que la langue parlée la plus répandue est la *trasianka*<sup>40</sup>. La pratique de la *trasianka* est également un phénomène reconnu par la population, si l'on se réfère au recensement test de 1997 ou aux témoignages des agents recenseurs :

Les relations de la population à l'égard du recensement furent positives dans l'ensemble. Les principales difficultés furent liées à la question 'dans

---

de son enfance, peut, en effet, être conçue comme langue transmise héréditairement par les parents même si elle n'est utilisée ni pendant l'enfance, ni au cours de la vie de cet individu. Elle est alors souvent assimilée à la nationalité. Sur ces questions, voir Silver, 1986 ; Arel & Kertzer, 2002.

<sup>36</sup> Pour une analyse des résultats relatifs à la langue maternelle, voir Goujon, 2001.

<sup>37</sup> *Belorusskaja Delovaja Gazeta*, n°170, 8 février 1999.

<sup>38</sup> *Belapan*, n°1230, 12 décembre 1998.

<sup>39</sup> Cyxun, 1998.

<sup>40</sup> *Litaratura i Mastactva*, 12 février 1999.

quelle langue parlez-vous habituellement dans votre foyer?'. Très souvent, la réponse était : 'dans un mélange linguistique [*smešannoj*]'<sup>41</sup>.

Dans ce contexte, la catégorie de la langue parlée ne peut être qu'un indicateur biaisé du nombre de biélorussianophones et de russophones que la réponse à la question 5b était censée évaluer. Le principe d'auto-détermination qui prévaut au moment du recensement de 1999 et qui est destiné à prouver l'objectivité des résultats ne fonctionne pas dans le cadre de la langue parlée. En connaissance de cause, les personnes interrogées ayant le sentiment de parler une langue hybride se voient refuser la possibilité de l'indiquer et sont amenées à choisir, le plus souvent entre le biélorussien et le russe. Les représentations collectives sur la valeur des langues jouent donc un rôle majeur. Si l'interprétation des résultats liés à la question de la langue parlée reste délicate, c'est aussi parce que les critères d'évaluation de la russophonie ou de la biélarussophonie sont flous et variables. Le recensement permet en effet de confirmer certains jugements d'appréciation comme le fait qu'une majorité de la population en Biélorussie se considère, avant tout, comme russophone (62,8%)<sup>42</sup>.

Les résultats du recensement ont aussi conduit à rompre avec certains préjugés sur l'usage de la langue biélorussienne, puisque 36,7% de la population ont déclaré parler biélorussien, ce qui est un chiffre élevé par rapport aux estimations formulées avant le recensement<sup>43</sup>. Après sa publication, ce chiffre fut rapidement utilisé par la Société de la langue biélorussienne pour prouver l'existence d'un fort mouvement de résistance à la politique de russification et le renforcement d'un sentiment national en Biélorussie<sup>44</sup>. En s'appuyant sur la valeur absolue de ce chiffre (3,7 millions d'habitants), le président de la Société annonça que les biélorussianophones étaient aussi nombreux que la population de la Lituanie, dont l'identité de faisait aucun doute<sup>45</sup>. La répartition des biélorussianophones déclarés par nationalité souligne toutefois que seulement 41,3% des Biélo-

<sup>41</sup> Extrait du rapport d'un agent recenseur collecté par A.M. Gussakova, responsable du recensement dans la ville de Minsk. Entretien, 22 février 2001.

<sup>42</sup> *Itogi*, 2000, p. 215. Les propos d'un journaliste sont éloquentes à cet égard : «Il n'est un secret pour personne que, selon des raisons bien connues, dans les familles biélorussiennes, on parle russe (tout du moins, dans une langue que la majorité considère comme russe)», *Belorusskij rynok*, n°51, 12 décembre 1999.

<sup>43</sup> Selon un journaliste, les responsables du recensement pensaient que seuls les plus fervents nationalistes déclareraient le biélorussien comme langue parlée. *Ibid.*

<sup>44</sup> *Zvarot Sakratoryjata TBM (z pryčyny apublikavannja aficyjnyx vynikaŭ perapisu naselnictva 1999)*, 23 décembre 1999 in *Anjamenne*, 2000, p. 79-80.

<sup>45</sup> *Zvjazda*, n°17, 26 janvier 2000.

russiens déclarent parler la langue biélorussienne dans leur foyer<sup>46</sup>. La répartition géographique entre population rurale et population urbaine offre également une appréciation sur les pratiques linguistiques et leurs représentations : la langue russe est principalement parlée dans les villes (79,8% de la population),<sup>47</sup> à la différence du biélorussien, parlé dans les campagnes (74,7%)<sup>48</sup>. Ces résultats peuvent contribuer à alimenter les discours qui présentent le biélorussien comme une langue de la ruralité et le russe comme une langue de la modernité.

Les résultats relatifs à la langue parlée ne reflètent pas l'état des pratiques linguistiques. La répartition géographique suppose même un report de la *trasianka* sur le biélorussien dans les campagnes et sur le russe dans les villes ce qui conduirait à relativiser la part des biélorussianophones et des russophones dans le pays. La pratique de la *trasianka* est en effet plus répandue dans les campagnes que dans les villes,<sup>49</sup> où elle est souvent assimilée à la langue russe<sup>50</sup>. Dans ce contexte, la catégorie de la langue parlée n'est pas tant le moyen de fournir une photographie précise des usages linguistiques que de révéler l'attachement à une «communauté linguistique imaginée»<sup>51</sup>. Les représentations collectives sur la langue invitent les personnes à s'identifier à la communauté biélorussianophone ou à la communauté russophone alors que la communauté de la «troisième langue»<sup>52</sup> – la langue que les gens parlent – n'est pas censée former un groupe identitaire. Le report de la langue parlée par les personnes utilisant la *trasianka* sur les langues institutionnalisées (biélorussien, russe ou polonais) s'est réalisé par rapport à un imaginaire de significations véhiculées à propos de ces langues. Le report sur la langue russe semble correspondre au statut de cette langue notamment comme langue de prestige, mais aussi comme «langue de communication entre les peuples». Le report sur la langue biélorussienne semble répondre à la corrélation langue/nationalité dans les campagnes et à l'allégeance citoyenne et étatique dans les villes (19,8% de biélorussianophones).<sup>53</sup> L'évaluation des réponses à la question 5b reste

---

<sup>46</sup> *Itoji*, 2000, p. 215.

<sup>47</sup> *Itoji*, 2000, p. 217.

<sup>48</sup> *Itoji*, 2000, p. 219.

<sup>49</sup> Bulyko & Krysin, 1999, p. 95.

<sup>50</sup> *Imja*, n°187, 5 février 1999 ; *Naša Slova*, 20 janvier 1999.

<sup>51</sup> Nous reprenons ici l'expression «imagined communities» formulée par Benedict Anderson à propos de la nation (Anderson, 1983).

<sup>52</sup> Nous reprenons ici le titre d'un article de presse : «Tretij jazyk — razgovornyj», *Belorusskij Rynok*, n°6, 15 février 1999.

<sup>53</sup> *Itoji*, 2000, p. 217.

toutefois problématique, en raison de l'absence d'éléments comparatifs dans les recensements antérieurs.

## CONCLUSION

Dans un article sur la question linguistique en Biélorussie, Grigory Ioffe souligne que «les affirmations attestant que la situation linguistique actuelle est liée au régime de Loukachenka et qu'une de ses causes profondes est la russification forcée ne sont pas justifiées».<sup>54</sup> S'il est exact que l'usage omniprésent du russe en Biélorussie est une réalité qui pré-existe à l'arrivée au pouvoir d'Alexandre Loukachenka, il est aussi vrai que les pratiques linguistiques ne sont jamais le pur produit de leurs propres développements, mais celui de politiques linguistiques qui sont souvent dépendantes de changements politiques, économiques et sociaux. La formation des Etats-nations est souvent un élément déterminant dans l'élaboration de ces politiques, comme le révèlent le cas relativement ancien de la France et celui plus récent de l'Ukraine, pour ne prendre que des exemples européens. Ces exemples soulignent que les politiques et les pratiques linguistiques s'accommodent assez mal de la démocratie, et donc de la démocratisation, parce qu'elles s'inscrivent dans des objectifs politiques, économiques et sociaux qui les dépassent et qu'elles sont censées servir. Les travaux de Louis-Jean Calvet qui mettent l'accent sur le rôle du pouvoir dans les actions sur les langues, et dont la formule «la politique linguistique est la forme civile de la guerre des langues»<sup>55</sup> est représentative, sont éclairants à ce sujet. De ce point de vue, le populisme autoritaire de Loukachenka ne cherche pas uniquement à entériner une situation linguistique de fait, mais utilise aussi l'idée d'une guerre entre le biélorussien et le russe pour justifier sa politique linguistique.

© Alexandra Goujon

---

<sup>54</sup> Ioffe, 2003, p. 1041.

<sup>55</sup> Calvet, 1999, p. 283.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

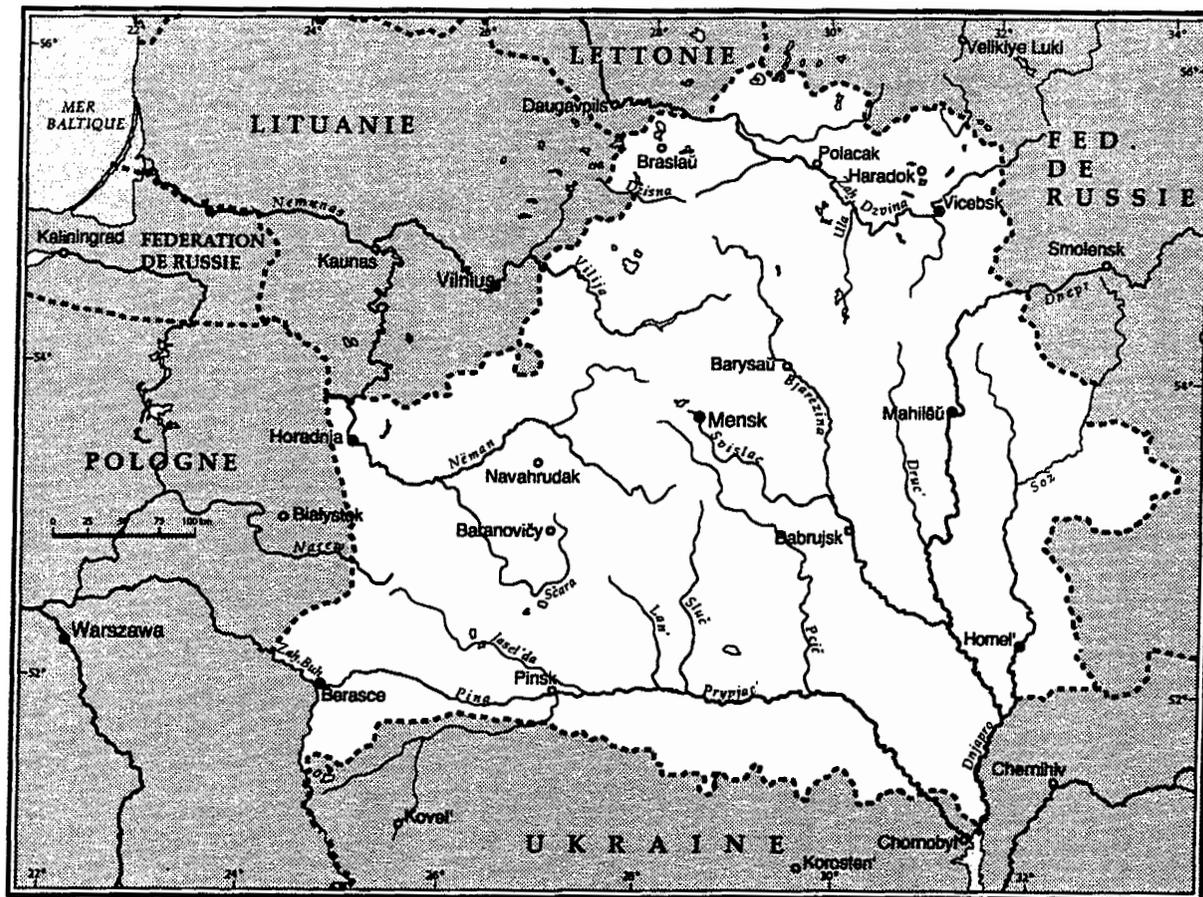
- ANDERSON, Benedict, 1983 : *Imagined Communities*, London : Verso.
- Anjamenne, 2000 : *Anjamenne. Z xroniki znižennja belaruskaj movy*, Vilnia : Gudas, Tavarystva belaruskaj movy. [La mutilation. Chroniques sur l'extermination de la langue biélorussienne]
- AREL, Dominique & KERTZER, David (eds.), 2002 : *Census and Identity : The Politics of Race, Ethnicity, and Language in National Censuses*, Cambridge, UK : Cambridge University Press.
- BULYKO, A.N. & KRYSIN, L.P., 1999 : *Tipologija dvujazyčija i mnogojazyčija v Belarusi*, Minsk : Belaruskaja Navuka. [Typologie du bilinguisme et du plurilinguisme en Biélorussie]
- CALVET Louis-Jean, 1999 : *La guerre des langues et les politiques linguistiques* (1987), Paris : Hachette.
- CYXUN, H.A., 1998 : «'Trasyanka' jak abekt lingvistyčnaga dasledavannja» in M. R. Pryhodzič (ed.) *Belaruskaja mova u drugoj palove XX stagoddzja. Materyjaly Mižnarodnaj navukovaj kanferencyi (Minsk, 22-24.11.1997)*, Minsk : Belaruskii Džjaržaŭny Universitet, Nacyjanalnaja Akademiya Navuk Belarusi, pp. 83-89. [La «trasianka» comme objet d'étude linguistique]
- EKE Steven M. & KUZIO Taras, 2000 : «Sultanism in Eastern Europe : The Socio-Political Roots of Authoritarian Populism in Belarus», *Europe-Asia Studies* 52 (3), p. 523-547.
- GOUJON, Alexandra, 2004 : «Un cas de populisme post-soviétique : la Biélorussie» in Pierre-André Taguieff (dir.), *Le retour du populisme. Un défi pour les démocraties européennes*, Paris : Encyclopædia Universalis, Collection «Le tour du sujet», p. 73-82.
- — 2002 : «Le loukachisme ou le populisme autoritaire en Biélorussie», *Politique et sociétés*. Revue de la société québécoise de science politique, vol. 21, n° 2, p. 29-50.
- — 2001 : «National Identification in Post-Soviet Belarus. Nationality and Language Categories in the 1999 Census», Article non publié, présenté au VI<sup>ème</sup> Congrès de the Association for the Study of Nationalities, New York, 5-7 avril 2001.
- — 1999 : «Language, Nationalism, and Populism in Belarus», *Nationalities Papers*, vol. 27, n°4, p. 661-677.
- IOFFE, Grigory, 2003 : «Understanding Belarus : Questions of Language», *Europe-Asia Studies*, vol. 55, n° 7, p. 1009-1043.
- Itogi, 2001 : *Itogi perepisi naselenija Respubliki Belarus 1999 goda. Nacional'nyj sostav naselenija Respubliki Belarus i rasprostranennost' jazykov. Statističeskij Sbornik. Tom 1/Results of the 1999 Popu-*

*lation Census conducted on the Republic of Belarus. National Composition of Population of the Republic of Belarus and Languages used by the Population. Statistical Book. Volume 1, Minsk : Ministerstvo Statistiki i Analiza Respubliki Belarus'.*

- KIRKWOOD, Michael (ed.), 1989 : *Language Planning in the Soviet Union*, Houndmills, London : The MacMillan Press Ltd.
- KOROSTELEVA Elena, MARSH Rosalind J, LAWSON Colin (ed.), 2002 : *Contemporary Belarus : Between Democracy and Dictatorship*, Richmond : Curzon.
- LEWIS, Glyn E., 1973 : *Multilingualism in the Soviet Union. Aspects of Language Policy and Its Implementation*, Paris : La Hague, Mouton.
- LUKAŠENKO, Aleksandr, 1995 : «Ja byl sovetskim belarusom», *Imja*, 17 mai 1995. [J'étais un Biélorussien soviétique. Entretien]
- — 2001 : «Za sil'nuju i procvetajuščuju Belarus'». Doklad Prezidenta A.G. Lukašenko na vtorom Vsebelorusskom narodnom sobranii», *Sovetskaja Belorussija*, 22 mai 2001. [Pour une Biélorussie forte et prospère! Rapport du Président A.G. Loukachenko à la Seconde réunion pan-biélorussienne]
- — 2003a : «Lekcija 'Istoričeskij vybor Respubliki Belarus' v Belorusskom gosudarstvennom universitete», 14 mars 2003. <http://www.president.gov.by/rus/president/speech/2003/lect/>. [Conférence sur 'le choix historique de la République de Biélorussie' à l'université d'Etat de Biélorussie]
- — 2003b : «Doklad na seminare rukovodjaščix rabotnikov respublikanskix i mestnyx gosudarstvennyx organov po voprosam soveršestvovanija ideologičeskoj raboty. 27 marta 2003», *Respublika*, 29 mars 2003. [Rapport au séminaire des responsables des organes locaux et républicains d'Etat sur la question de l'amélioration du travail idéologique. 27 mars 2003]
- — 2003c : «Poslanie Prezidenta Respubliki Belarus Aleksandra Lukašenko k belorusskomu narodu i Parlamentu Respubliki Belarus, 16 aprelja», *Sovetskaja Belorussija*, 17 avril 2003. [Message du président de la république de Biélorussie, Alexandre Loukachenka, au peuple biélorussien et au Parlement de la république de Biélorussie]
- MAKSYMIUK, Jan 1998 : «Belarus : Language Goes On Trial», *RFE/RL Newline*, vol. 2, n° 152, Part II, 10 août 1998.
- MARKUS, Ustina, 1995 : «Lukashenka's Victory», *Transition*, 1 (14), 11 août 1995, p. 75-78.
- MUXIN, Viktor, 1999 : «Beenefauskaja mova», *Naša Niva*, n° 3. [La langue du BNF (Front populaire biélorussien)]
- *O vnesenii*, 1998 : «O vnesenii izmenenij i dopolnenij v zakon respubliky Belarus' 'O jazykax v respubliky Belarus'», 13 ijulja 1998»,

- Zvjazda*, 17 juillet 1998. [Sur l'introduction d'amendements et de compléments à la loi sur les langues de la République de Biélorussie]
- *Review-Chronicle*, 2004 : *Review-Chronicle of Human Rights Violations in Belarus 2003*, Minsk : Human Rights Centre 'Viasna'.
  - SERIOT, Patrick, 1982 : «Pourquoi la grande langue russe est-elle grande?», *Essais sur le discours soviétique* (Grenoble), n°4, p. 57-92.
  - SILVER, Brian D., 1986 : «The Ethnic and Language Dimensions in Russian and Soviet Censuses», in Ralph S. Clem (ed.), *Research Guide to the Russian and Soviet Censuses*, Ithaca, Londres : Cornell University Press, p. 70-97.
  - SYMANIEC, Virginie, 1999 : «Biélorussie : langues et politique», in Jean-Charles Lallemand (dir.), *Les confins de l'OTAN. L'espace mer Baltique — mer Noire, Nouveaux Mondes*, Paris : CRES, L'Inventaire, n° 9, p. 61-80.
  - — 2003 : «L'académisation du biélorussien : une question politique», in Patrick Sériot (éd.) : *Le discours sur la langue en URSS à l'époque stalinienne (épistémologie, philosophie, idéologie)*, Lausanne : Cahiers de l'Institut de linguistique et des sciences du langage, n° 14, p. 209-228.
  - TAGUIEFF, Pierre-André, 2002 : *L'illusion populiste. De l'archaïque au médiatique*, Paris, Berg International.
  - *Tavarystva*, 1999 : *Tavarystva belaruskaj movy imja Franciška Skaryny. Dakumenty i materyjaly 1989-1997*, Minsk : GMF 'Trascjanec', 1999. [La Société de la langue biélorussienne Francisk Skarina. Documents et matériaux 1989-1997]
  - VJAČORKA, Vincuk, 1998 : «Agul'naprynjatyja normy», *Naša Niva*, n° 11. [Les normes généralement admises]
  - WOOLHISER, Curt, 2003 : «Discours sur la langue, idéologie et 'édification linguistique' dans la RSS de Biélorussie, 1920-1939» in Patrick Sériot (ed.) : *Le discours sur la langue en URSS à l'époque stalinienne (épistémologie, philosophie, idéologie)*, Lausanne : Cahiers de l'Institut de linguistique et des sciences du langage, n° 14, p. 299-337.

# Biélorussie





## **Linguistique et anthropologie raciale en Allemagne nazie : sciences contradictoires ou sciences complémentaires ?**

Christopher HUTTON  
*Université de Hong-Kong*

La nature de la diversité humaine a été et reste l'une des questions intellectuelles fondamentales de la modernité, et elle offre une série fascinante d'études de cas concernant l'interaction entre science, idéologie et politique d'Etat. Il y a un grand intérêt à lire ensemble les histoires de l'anthropologie physique ou raciale et de la linguistique, puisque ces sciences ont proposé des taxinomies de la diversité humaine en partie complémentaires et en partie rivales. Dans le cadre de ce recueil, on pourra préciser les choses en considérant l'état des théories de la diversité physique et linguistique de l'humanité au sein de structures étatiques autoritaires. La question centrale que l'on se posera dans cet article est la façon dont les relations perçues entre la diversité physique et la diversité linguistique de l'espèce humaine ont été comprises dans le contexte du national-socialisme. On soutiendra que, même en Allemagne nazie, où l'idéologie raciale a joué un rôle si fondamental, il y avait un rôle potentiellement significatif pour une conception de l'identité humaine reposant sur le langage ou la langue maternelle.

Un des éléments-clés de l'idéologie nazie était l'accent mis sur la différence. Les théories universalistes d'une égalité humaine, de droits et de valeurs partagés, étaient rejetées au profit d'un relativisme qui considérait la diversité humaine comme l'ordre naturel du monde. Toute théorie politique, sociale ou biologique qui promouvait l'effacement des différences était rejetée. La crise intellectuelle qui a amené le nazisme était le fait de croire que, puisque la modernité s'accélérait, les différences raciales et culturelles allaient s'estomper. La civilisation de masse était sur le point de triompher de l'hérédité et du lignage, et les groupements naturels de l'hu-

manité en tribus et races étaient en train de fusionner en des formes inorganiques, déformées et abâtardies d'une vie urbaine moderne. Ces idées étaient largement partagées par des intellectuels européens de tendances politiques et sociales différentes, tant de gauche que de droite. Parmi les écrivains et penseurs britanniques modernistes, des discussions informelles concernant l'élimination des membres criminels ou malades du corps social étaient répandues<sup>1</sup>.

Il serait faux de présenter l'Allemagne nazie comme un exemple d'une totale subordination de la science au contrôle politique et idéologique. La question de ce qui était scientifique n'était pas totalement absorbée par la question de ce qui était idéologiquement acceptable. Dans les premières années du régime, les dirigeants étaient aussi préoccupés par l'acceptation internationale de leur politique et de leur idéologie, et l'importance des Etats-Unis en tant que pionniers dans les politiques eugéniques était constamment mise en avant. Cela signifiait qu'il y avait une véritable tension aussi bien qu'une interaction entre science et idéologie. Il sera soutenu ici qu'une logique scientifique particulière était à l'œuvre durant le Troisième Reich, et que cette logique œuvrait vigoureusement contre l'emploi de la race anthropologique comme un élément-clé dans l'idéologie nazie. Alors que l'anthropologie raciale était importante pour définir qui était étranger au *Volk* (par exemple, ceux d'ascendance juive ou africaine), elle avait beaucoup moins à offrir en termes d'une définition positive de ce qui devait être 'allemand'. Il ne s'agit pas de nier le caractère central des idéologies raciales et racialistes dans le phénomène du nazisme dans sa totalité. Mais le soutien scientifique au concept anthropologique de race provoqua, il est clair, une quantité de problèmes méthodologiques et politiques extrêmement entremêlés, pour lesquels il n'y avait pas de solution claire dans les termes de la théorie raciale de l'époque. L'anthropologie raciale était politiquement problématique là où la linguistique ne l'était pas, et cela laissa aux linguistes un espace théorique libre pour compenser les imperfections méthodologiques de l'anthropologie raciale.

Un exemple des confusions entre les concepts linguistiques et raciaux est le statut du terme 'aryen'. Dans le cas de ce terme, la relation entre l'anthropologie raciale et la linguistique fut élevée au rang de question centrale, et un examen plus minutieux du problème démontre des contradictions méthodologiques et intellectuelles au cœur de l'Etat nazi. Il a souvent été avancé qu'une théorie particulière de la diversité physique humaine popularisée par des anthropologues raciaux était la clé des mesures de l'Allemagne nationale-socialiste, et cela est souvent résumé dans la notion de la supériorité d'une 'race aryenne'. Dans son livre *In Search of*

---

<sup>1</sup> Carey, 1992.

*the Indo-Europeans*, Mallory parle de «l'appropriation erronée d'un concept linguistique et de son utilisation dans un cadre déjà existant de préjugés, spéculations et aspirations politiques»<sup>2</sup>. Comas<sup>3</sup> déclare que «[l'] erreur fondamentale de l' 'aryanisme' et du 'nordisme' dans toutes ses formes réside dans une confusion d'idées qui est très répandue mais totalement non-scientifique : le terme *race* est employé indifféremment comme un synonyme de *langue* et de *nation*».

Dans le discours savant de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et du début du XX<sup>ème</sup>, il était devenu largement accepté que c'était un péché intellectuel que de confondre les catégories raciales et les catégories linguistiques. Ces commentaires étaient essentiellement des polémiques contre une imprécision antérieure concernant la classification de la diversité humaine, dans laquelle le linguistique, le géographique, le racial et le politique étaient amalgamés. Dans le discours scientifique du début du XX<sup>ème</sup> siècle, il n'était pas scientifique de confondre la classification par la langue et la classification par la race. Si nous pouvons prouver que le national-socialisme confondait ces deux catégories, alors nous aurons un modèle simple pour illustrer comment une idéologie d'Etat s'est imposée au-dessus de la sagesse scientifique admise.

Cependant, il est presque impossible de trouver une occurrence du terme spécifique *arische Rasse* ('race aryenne') dans les publications officielles et scientifiques de l'Allemagne nazie. L'aryanisme en tant que formation idéologiquement raciste se reflétait dans les usages populaires ou propagandistes, dans l'opposition idéologique entre l'Aryen et le Juif, mais la notion d'une race aryenne, et l'emploi du terme 'aryen' pour désigner des différences raciales, étaient considérés comme posant des problèmes politiques et intellectuels. Le terme était trop vague et englobait une série potentiellement très grande de peuples. De la même manière, 'non-aryen' en tant que synonyme de 'juif', qui devint profondément enraciné dans les pratiques linguistiques quotidiennes du Troisième Reich, avait, en cas de stricte interprétation du terme, un potentiel extrêmement large de référents. De plus, la notion d'une race aryenne s'opposait maladroitement au concept politique fondamental de la pensée nazie, celui du *Volk*, qui ne distingue pas clairement entre 'aryen' et 'allemand'. Dès 1935, le terme 'aryen' fut reconnu officiellement comme faisant référence à une famille de langues et n'ayant aucune signification raciale propre. Pendant les deux premières années du régime nazi, les documents officiels et les lois faisaient référence à une 'origine aryenne', généralement sous la forme négative 'd'origine non-aryenne' (*nicht arischer Abstammung*), évitant l'emploi

---

<sup>2</sup> Mallory, 1989, p. 282.

<sup>3</sup> Comas, 1961, p. 49.

du terme 'race'. Cependant, dès la fin de 1935, la méfiance envers le terme aryen amena son remplacement par 'de sang allemand ou apparenté' (*deutschen oder artverwandten Blutes*).

Si les notions de race aryenne ou même d' 'origine aryenne' étaient écartées, car inadaptées pour servir de base scientifique à l'idéologie et à la politique d'Etat nazies, quelle était l'unité fondamentale sur laquelle le nazisme devait être fondé ? Le concept-clé dans les discours populaires et académiques était celui du *Volk*. On peut dire que ce terme est le concept central de l'idéologie nazie, mais son emploi pose une série de questions difficiles. Quelle était la relation entre *Volk* et *Rasse* (race) ? Est-ce que *Volk* était une unité raciale ? Si oui, quelle était la nature de cette unité ? Y avait-il une race allemande ?

Dans les termes des discours scientifiques des années 1920-1930, en lien avec la discussion du terme 'aryen', il était reconnu que la notion de *Volk* devait être clairement distinguée de celle de race. Il n'y avait pas de relation bi-univoque entre *Volk* et *Rasse*. Un *Volk* était défini par une langue, une histoire et une culture communes ; une race était caractérisée par une similarité dans les caractéristiques corporelles et génétiques, et aussi – pour certains théoriciens – par des attributs psychologiques partagés. Il était généralement admis que tous les peuples, ou tout du moins tous les peuples avancés ou civilisés (*Kulturvölker*), étaient composés de plusieurs races. Le *Volk* allemand était le résultat d'une hybridation raciale entre des races d'Europe centrale et d'Europe du nord. Les anthropologues raciaux proposèrent diverses terminologies et étaient d'avis différents quant à l'analyse de ce mélange, mais ils étaient d'accord qu'il n'était pas scientifique de parler de race allemande ou, pour la même raison, de race juive. Un des anthropologues raciaux influents fut Hans F. K. Günther, dont la classification atteignit un statut semi-officiel. Il divisait le peuple allemand entre les races nordique (*nordisch*), méditerranéenne (*westlich*), dinarique (*dinarisch*), orientale (*ostisch*), balte (*ostbaltisch*), phalienne (*fälisch*) et sudète (*sudetisch*), et décrivait ces races en termes de types corporels et de caractéristiques psychologiques. De plus, il y avait eu plus récemment en Europe d'autres influences raciales 'étrangères', de la part des races asiatique (mongoloïde), orientale et négroïde. Les Juifs se caractérisaient par un mélange d'éléments raciaux orientaux (*orientalisch*) et d'Asie mineure (*vorderasiatisch*).

Puisqu'il n'y avait pas moyen de présenter le *Volk* allemand comme racialement pur, cela posait la question de ce qui distinguait les éléments raciaux essentiellement allemands de ces autres influences raciales extérieures ou étrangères. Günther désignait le premier groupe de races sous le terme de races 'européennes' puisqu'elles étaient présentes en Europe depuis les temps préhistoriques, mais cette utilisation de la présence historique et de la patrie raciale n'était pas sans poser de problèmes, puisque cela

impliquait que quelques-uns des éléments raciaux du peuple allemand étaient plus vieux ou 'plus originels' que d'autres<sup>4</sup>.

Si le *Volk* allemand était racialement hybride, cela ne signifiait-il pas qu'il l'était aussi physiquement et spirituellement ? Qu'est-ce qui rendait le peuple allemand *allemand*, en opposition à ce méli-mélo de traits raciaux partagés par les autres peuples européens ? C'était une question politique et idéologique cruciale pour un régime qui mettait l'accent sur les qualités uniques du peuple allemand, avec ses expériences historiques partagées et sa destinée commune.

L'anthropologue Eugen Fischer mettait en avant que, outre le fait qu'utiliser un critère linguistique pour déterminer les classifications raciales était une profonde erreur<sup>5</sup>, la race était en fait d'une grande importance pour déterminer le *Volk*, puisque ses membres étaient forcément des individus d'une race particulière ou d'un mélange racial. Biologiquement, chaque *Volk* est racialement mélangé, mais la nature de ce mélange est essentielle. Le plus grand mélange racial a lieu quand deux peuples fusionnent, soit à la suite de la conquête de l'un par l'autre, soit à la suite d'une assimilation graduelle, et, en pareils cas, le rapport de la race au *Volk* est d'une importance fondamentale. Quand, par exemple, un *Volk* en conquiert un autre, l'interaction consécutive entre les deux peut prendre plusieurs chemins selon leurs relations raciales. Les deux cultures peuvent entrer en lutte pour leur survie, et un des résultats pourrait être le remplacement de la langue du groupe inférieur, sans que cela implique nécessairement un mélange racial immédiat. Ce mélange racial est empêché si le groupe supérieur a de sérieux tabous culturels ou religieux contre le mélange, mais, à long terme, même dans ces conditions, il y aura un processus graduel d'interfécondation. De plus, les conquérants de l'extérieur pourraient être inadaptés au climat ou à d'autres facteurs environnementaux, et subir un processus de déclin. Si la couche supérieure de la société subit ce processus graduel de désélection, alors le peuple originel conquis pourrait émerger à nouveau en tant que type (avec peut-être malgré tout quelques marqueurs génétiques en provenance du peuple qui a perdu les avantages de sa conquête), mais avec maintenant une langue et une culture différentes. L'exemple-type de cette interaction particulière est l'Inde ancienne<sup>6</sup>.

Un autre résultat possible était qu'une conduite conquérante biologiquement bien adaptée chasse le peuple conquis, mais intègre quelques formes culturelles du peuple défait<sup>7</sup>. Le destin d'un peuple peut être in-

---

<sup>4</sup> Günther, 1933, p. 47

<sup>5</sup> Fischer, 1923, pp. 128-129 et 133-134.

<sup>6</sup> Fischer, 1923, pp. 128-130.

<sup>7</sup> Ibid., p. 131.

fluencé par une multitude de facteurs environnementaux ou autres. Le plus crucial de tous était cependant la qualité de sa composition raciale, étant donné les grandes différences de qualité entre les races, en particulier en ce qui concerne leurs capacités mentales<sup>8</sup>. Si la couche conquérante est plus ou moins compatible avec la couche conquise et est capable de jouer un rôle de leader, alors le nouveau *Volk* peut connaître une brusque poussée de son énergie économique, politique ou créative. Cela suggérerait que la force du peuple allemand résidait dans son caractère hybride. Ce n'est qu'après coup que l'on peut discerner si telle ou telle combinaison particulière a fonctionné ou non.

Cette vision biológico-historique du destin de chaque *Volk* particulier portait en elle un fort avertissement. Dans le contexte de la montée du nazisme, des eugénistes, des anthropologues raciaux et des biologistes évoquèrent les dangers raciaux qui se trouvaient devant le peuple allemand. Même si l'analogie entre la vie d'un individu et la vie d'un *Volk* était trompeuse, il était néanmoins possible pour un *Volk* de tomber dans le déclin et la dégénération (*Entartung*)<sup>9</sup>. Les peuples pouvaient croître et décliner et ce qui déterminait cela par-dessus tout, c'était la qualité de leur composition raciale. Un *Volk* peut subir un processus vieillissant, mais chaque race reste inchangée et fixe dans sa nature, comme les espèces de plantes ou d'animaux, à moins qu'elle ne soit détruite, c'est-à-dire qu'elle «meurt d'une mort non-naturelle»<sup>10</sup>. Dans le but d'assurer la survie du *Volk* allemand, il était essentiel de comprendre la nature de sa composition raciale et des règles qui régissaient l'interaction entre la différence raciale, l'individu et le *Volk*<sup>11</sup>.

Pour Fischer, la population de l'Europe était en majorité constituée de quatre races de base : la race nordique, la race méditerranéenne, la race alpine et la race dinarique<sup>12</sup>. La race nordique était le vecteur des langues indo-européennes, et sa patrie d'origine était le nord de l'Europe, à partir d'où elle se dispersa par vagues migratoires, ce qui amena la race nordique à se mélanger à d'autres groupes raciaux. Le type slave était ainsi un mélange entre les nordiques et les mongoloïdes, et c'était la mission historique des peuples slaves que de former un tampon entre les tribus mongoles

---

<sup>8</sup> Ibid., pp. 131-132.

<sup>9</sup> Baur & Fischer & Lenz, 1923, p. 1.

<sup>10</sup> Fischer, 1923, p. 132.

<sup>11</sup> Baur & Fischer & Lenz, 1923, p. 2.

<sup>12</sup> Fischer, 1923, p. 134-140.

et germaniques<sup>13</sup>. Plus ce peuplement nordique était éloigné de sa patrie, plus il avait de chances d'être submergé par d'autres races<sup>14</sup>.

La réponse apportée par Hans Günther et d'autres à la question du caractère racial du *Volk* allemand était que l'élément nordique avait non seulement contribué avec ses caractéristiques raciales particulières (pensées généralement en termes de leadership et de créativité) au mélange racial du *Volk*, mais était aussi l'élément racial principal au sein du peuple allemand. Ce modèle était basé sur deux concepts de base. Premièrement, la supériorité de la race nordique et deuxièmement le fait que la vigueur de la race nordique dépendait de la proximité de sa patrie originelle. Plus la race nordique était éloignée de sa patrie, plus elle avait de chances d'être anéantie soit par un mélange racial indésirable, soit par des facteurs environnementaux ou climatiques.

Dans ce modèle était implicite un continuum racial au sein du peuple allemand, entre les nordiques et les non-nordiques. Le *Volk* allemand était le produit d'une dépréciation raciale à partir de la pureté nordique, et sa survie dépendait de façon cruciale de la défense de l'élément nordique. La conclusion évidente était que certains Allemands étaient racialement supérieurs aux autres. On ajoutait à cela un puissant pessimisme concernant l'actuelle évolution raciale du peuple allemand, et en fait de tous les 'peuples civilisés' (*Kulturvölker*), et la crainte de voir les éléments supérieurs du *Volk* être progressivement submergés par une vague croissante de médiocrité génétique.

Avec la prise du pouvoir par les nazis, la question de la composition raciale du peuple allemand devint un problème politique sérieux dans les tentatives du régime de mettre en avant une idéologie cohérente. La compréhension du nazisme comme une émanation du mouvement nordique était répandue en Allemagne dans les premières années du régime. Eugen Fischer fut critiqué pour avoir soutenu une représentation racialement hybride du *Volk* allemand et pour avoir minimisé le caractère central de la race nordique, une accusation qu'il contesta<sup>15</sup>.

Cependant, beaucoup tirèrent l'évidente conclusion qui s'imposait, à savoir que ceux qui étaient physiquement plus proches de l'idéal nordique étaient dans un certain sens de meilleurs Allemands. Cela provoqua une augmentation considérable de commentaires et de débats, quand on se rendit compte de ce que cela impliquait. Le régime nazi allait-il mettre en pratique des mesures raciales eugéniques contre les éléments non-nordiques

---

<sup>13</sup> Fischer, 1923, p. 142.

<sup>14</sup> Ibid., p. 144.

<sup>15</sup> Fischer, 1934.

et inférieurs du peuple allemand, comme le préconisaient certains apologistes nordiques dans les années 1920-1930 ?

Martin Otto Johannes déclara en 1934 que la question devait être appréhendée avec tact et sensibilité, et que l'objectivité requise pour discuter de choses si profondément personnelles était très rare. La propagation d'idées concernant la race fut parfois maladroitement traitée, provoquant une augmentation de discussions mal informées dans des contextes éducatifs, que le Parti cherchait justement à contrôler. Il fallait souligner que la composante nordique était le lien unificateur entre les éléments raciaux du peuple allemand et que les dispositions (*Anlagen*) physiques et corporelles pouvaient être héritées séparément des dispositions mentales ou psychologiques, et donc que l'apparence phénotypique d'un individu (*Erscheinungsbild*) n'était pas le premier critère pour évaluer la valeur de cet individu. Il était aussi important de mettre en avant les qualités des races non-nordiques et leur importante contribution au peuple allemand ; la contribution de l'élément racial oriental (*ostisch*) ne devrait pas être sous-estimée, vu qu'il avait apporté «l'énergie, la persévérance, la docilité et la loyauté dans des petites choses»<sup>16</sup>.

Néanmoins, pour Johannes, la supériorité de l'élément nordique restait incontestée, et cet élément devait être encouragé par un processus d'*Aufnordung*, de «nordification». Cela pouvait être fait en créant, en lieu et place des conditions défavorables actuelles, les conditions sous lesquelles l'élément nordique s'épanouirait, en protégeant les souches paysannes et en favorisant une politique de colonisation, et en mettant l'accent sur l'esprit guerrier dans les structures éducatives. Il était aussi nécessaire d'abolir l'argent et l'«état d'esprit mercantile» (*Gelddenken*). En vue de la possible accusation qu'il était simplement en train de promouvoir une absurdité de race politisée à laquelle le *Führer* avait donné son approbation, ou une espèce superficielle de nordification, Johannes notait qu'il avait lui-même les cheveux bruns et que son approche «objective» de la race avait été critiquée par quelques membres de la faction «pro-blonds», mais qu'il savait très bien que «la couleur et la forme corporelle» n'étaient pas décisives et que le facteur le plus important était «l'esprit nordique, l'âme nordique et l'état d'esprit nordique»<sup>17</sup>.

Mais cela soulevait un problème supplémentaire. S'il n'y avait pas de connexion nécessaire entre le type corporel et l'esprit ou l'âme d'un individu, d'où venait alors l'importance actuelle des caractéristiques corporelles ? Il y avait une étrange connotation chrétienne à cette conclusion, avec son accent mis sur la personne intérieure plutôt que sur l'apparence

---

<sup>16</sup> Johannes, 1934, p. 111.

<sup>17</sup> Johannes, 1934, p. 112.

extérieure. Quel pourrait être le rôle de l'anthropologie raciale pour étayer l'idéologie raciale de l'Etat, si on ne pouvait pas faire une évaluation cohérente des types physiques humains ?

L'anthropologie raciale était donc dans une impasse méthodologico-politique. Si l'élément nordique est supérieur, alors quelques Allemands sont plus égaux que d'autres. Cela impliquait que pour élever le niveau du peuple allemand, il était nécessaire d'éliminer les éléments non-nordiques qui, sur certains points, étaient les résidus des populations slaves indigènes. Cela mettait la population non-nordique à seulement un degré au-dessus des Juifs et des Africains dans la hiérarchie raciale allant du désirable à l'indésirable, et cela créait une division nord-sud dans l'unité du *Volk* allemand. Les adversaires du national-socialisme remarquaient allégrement que l'anthropologie raciale présentait le peuple allemand comme un mélange abâtardi, un *Mischvolk*.

D'un autre côté, si la valeur supérieure d'un individu réside dans l'esprit nordique plutôt que dans le type corporel, alors à quoi servait donc le recours à l'anthropologie raciale, étant surtout donné le scepticisme largement répandu même parmi les anthropologues raciaux concernant l'identification des soi-disant types psychologiques de races ?

Une solution était de dire que les différentes races du *Volk* allemand avaient toutes individuellement contribué à la composition du peuple allemand et que le résultat était un mélange racial unique, différent par sa nature de toutes les autres nations européennes. Mais le diagnostic de la différence entre les Allemands et les autres Européens avait à nouveau tendance à être fait sur la base du pourcentage plus élevé de sang nordique chez les Allemands. Une deuxième solution était de dire que le sang nordique s'était répandu et baignait le *Volk* tout entier. Ainsi, Ludwig Ferdinand Clauss refusait l'idée que le sang nordique était associé à une aire géographique, comme l'Allemagne du Nord. Il affirmait qu'il était aussi dominant dans le sud de l'Allemagne et qu'il était «le porteur de la germanité»<sup>18</sup>. Carl Schuchardt<sup>19</sup> écrivait que chaque race avait un rôle à jouer, selon ses talents, au sein de l'union fraternelle du *Volk* en tant que tout.

Mais cela soulevait à nouveau le problème de savoir quelle valeur accorder aux caractéristiques physiques, et l'idée du sang nordique imprégnant le *Volk* allemand, toute tentante qu'elle fût pour la propagande, n'était manifestement pas scientifique, même selon les standards de l'anthropologie raciale elle-même.

Une troisième solution était simplement de dire que les Allemands étaient une unique race unifiée, que le *Volk* était en fait une *Rasse*. L'idée

---

<sup>18</sup> Clauss, 1936, p. 32.

<sup>19</sup> Schuchardt, 1941, p. 345.

d'une 'race allemande' était cependant considérée comme scientifiquement et politiquement inacceptable. Dans une circulaire confidentielle émanant du *Rassenpolitisches Amt* (RPA) *der NSDAP*, le département de la politique raciale du parti ouvrier national-socialiste à Berlin, datée du 2 octobre 1934<sup>20</sup>, Walter Gross mettait les choses au clair en disant que toute discussion concernant l'existence d'une race allemande était à la fois «dans les faits et politiquement erronée et nuisible». Gross (1904-1945), qui avait rejoint le parti nazi en 1925, était médecin et activiste au sein de l'Union des Médecins Nazis (*NS-Ärztbund*). Le RPA s'occupait de la clarification, de la promotion et de la supervision de l'idéologie raciale, et Gross, qui en 1935 soutint une habilitation en science raciale et fut professeur honoraire à Berlin, était un formidable activiste à l'intersection de la politique et de la science raciale.

Gross reconnaissait que la propagation de l'idée d'une race allemande était motivée par un désir d'atténuer ce qui paraissait être la rhétorique exagérée et bornée du «mouvement pour une race nordique» (*nordische Rassenbewegung*). Mais la notion était scientifiquement défectueuse. Alors que l'idéologie nationale-socialiste n'avait pas besoin d'une preuve académique, il était nécessaire que la science jouât un rôle dans la dispute intellectuelle avec les ennemis du national-socialisme. Dans ce contexte, il aurait été désastreux que les découvertes scientifiques sur lesquelles se basaient les théories raciales des nazis pussent être mises de côté pour le bien de la convenance politique, permettant ainsi aux ennemis du national-socialisme de dénier la réalité des lois d'hérédité. Il y avait une langue allemande, un peuple allemand, mais le *Volk* était un mélange de races, et toute description raciale des Allemands devait en tenir compte. Le concept de 'race' était ainsi défini par les sciences naturelles et devait être strictement distingué du sens dans lequel on pouvait parler d'une personne allemande ou du peuple allemand. Gross disait que cet emploi du terme 'race' était caractéristique des ennemis du national-socialisme, en particulier des «Juifs libéraux et ultramontains», qui donnaient la prééminence, sur la lignée du sang, à des facteurs extérieurs, tels qu'une histoire commune, une langue ou une nationalité, permettant ainsi aux Juifs et aux tsiganes d'être inclus dans une race autrichienne ou allemande.

Le quatrième point de la circulaire de Gross concernait la question de l'idéal nordique et de son impact potentiellement diviseur et préjudiciable pour l'unité de la communauté nationale (*Volksgemeinschaft*). Gross ne rejetait cependant pas l'idéal nordique, mais suggérait de ne pas parler du fait de la mixité raciale des Allemands, ou au moins de la sous-estimer, afin d'éviter toutes ces malheureuses conséquences. Parler d'une race alle-

---

<sup>20</sup> Poliakov & Wolf, 1983, pp. 411-413.

mande pouvait être discrètement admis dans les écoles ou d'autres institutions, mais sans en faire une affaire publique. S'il devait y avoir des déclarations publiques à faire, elles devaient émaner de Gross lui-même.

Alors que la circulaire de Gross se préoccupait avant tout d'éviter de faire de la différence raciale du *Volk* allemand une affaire publique, elle ne résolvait pas un problème théorique incontournable. Si le *Volk* allemand était un mélange de races nordiques et non-nordiques, alors il était évident que, étant admis que l'élément nordique exprimait l'idéal racial le plus élevé, le mélange d'éléments au sein du *Volk* avait conduit à un déclin racial, et qu'il serait donc légitime de ranger tous les membres individuels du *Volk* selon leur proximité par rapport à l'idéal nordique. D'un autre côté, si l'élément nordique n'avait ni plus ni moins de valeur que les autres éléments raciaux qui composaient le peuple allemand, alors comment était cet idéal racial qui devait être défini, puisqu'il n'y avait rien de racial pour distinguer les Allemands de leurs voisins européens immédiats qui avaient aussi une composante nordique ?

Gross proposa une solution fondamentalement politique, qui impliquait de réduire le profil public de l'anthropologie raciale. Il y avait au moins deux niveaux au discours sur la race. Il y avait l'entière complexité de la théorie raciale, avec ses controverses et débats scientifiques inhérents, mais au sein de laquelle le modèle de Günther de la composition raciale du *Volk* avait acquis un statut canonique. Il y avait ensuite le discours public ou populaire concernant la race, dans lequel le *Volk* était présenté comme une communauté à la fois morale et biologique. Le problème de Gross n'était pas tant de réconcilier ces deux niveaux de doctrine raciale que de les empêcher d'interagir dans le domaine public et de jeter le trouble dans les esprits du peuple allemand. La conséquence de ceci était que l'anthropologie raciale, en tant que discours académique ou intellectuel, était un domaine beaucoup plus sensible politiquement que la plupart des autres domaines de la recherche académique, même là où un discours émanait d'idéologues approuvés ou dévoués aux nazis.

Les anthropologues raciaux étaient donc sujets à un contrôle politique beaucoup plus grand que les autres universitaires ou intellectuels et l'anthropologie raciale devait s'abstenir d'une participation trop active dans le domaine public. Gross demanda à Günther de ne pas se faire remarquer publiquement ; Ludwig Clauss entra en conflit avec Gross et fut finalement exclu du parti nazi. Les anthropologues raciaux qui étaient partisans de l'existence d'une race allemande furent renvoyés de leurs postes universitaires (par exemple Karl Saller). De même que pour d'autres questions intellectuelles susceptibles de diviser le *Volk*, tel que le débat concernant le statut de la minorité sorabe (les Sorabes étaient-ils des Slaves germanisés

ou des membres slavophones du *Volk* allemand ?), la réponse du régime fut de dépassionner ou même d'oublier les discussions ouvertes<sup>21</sup>.

Dans ce survol il est vrai schématique ou abstrait du destin de l'anthropologie raciale sous le Troisième Reich, on peut voir qu'il y avait un rôle clairement idéologique et politique pour une science du langage. La langue allemande peut être comprise comme le lien qui unit le peuple allemand qui l'a portée avec lui tout au long de son histoire et qui l'a façonnée par ses expériences collectives et ses luttes. Une fois que l'anthropologie raciale a clairement démontré, et les linguistes accepté, que les Juifs germanophones n'étaient pas des membres du *Volk*<sup>22</sup>, alors il n'y avait plus d'obstacle politique ou intellectuel majeur pour empêcher les linguistes universitaires de servir l'Etat nazi.

Il y avait un problème parallèle à celui du rapport entre *Volk* et *Rasse*, à savoir celui de la diversité dialectale de la langue allemande. Les identités régionales du *Volk* allemand étaient généralement fondées sur l'identité dialectale, en plus de la division confessionnelle nord-sud. Pourtant, le rapport entre langue et dialectes était beaucoup plus facilement conciliable que celui entre *Volk* et *Rasse*, surtout parce que le modèle de l'arbre généalogique de l'histoire des langues suggérait que les dialectes avaient un ancêtre commun, alors qu'il n'y avait pas d'accord général concernant le fait que les races européennes avaient une origine raciale commune. L'idée d'une langue allemande unique était, dans les termes de l'époque, moins sujette à une remise en cause méthodologique que celle d'un peuple allemand racialement uni, même si au niveau des dialectes il y avait des continuums avec d'autres langues, comme le néerlandais ou le danois.

La prise du pouvoir par les nazis offrit à l'anthropologie raciale un rôle potentiellement central, mais ce fut un rôle qu'elle fut incapable de jouer à fond, à cause de la faiblesse manifeste de sa méthodologie et de ses bases théoriques. La linguistique, dans ce cas la linguistique 'de la langue maternelle' de Leo Weisgerber et d'autres, jouissait de plusieurs avantages déterminants sur l'anthropologie raciale. Les linguistes tendaient à dessiner les frontières sur les mêmes lignes que les frontières subjectives utilisées par les locuteurs ordinaires. Ainsi, la limite entre les langues germaniques et les langues slaves était clairement reconnue aussi bien par les spécialistes que par les simples gens. Il est vrai que les linguistes, si on insiste, accepteront le fait que les langues sont des constructions et mettront en évidence les effets de continuum, mais cela a habituellement très peu d'effet sur la pratique descriptive réelle, à moins que l'objet de la recherche soit précisé-

<sup>21</sup> Cf. Geisenhainer, 2002, pp. 296-325.

<sup>22</sup> Tabouret-Keller, 1996.

ment le continuum. Les anthropologues raciaux, quant à eux, ne travaillaient que partiellement avec des stéréotypes reconnaissables (par ex. l'idéal nordique) et le système de classification d'un théoricien comme Günther était considérablement éloigné, et même à l'opposé, des catégories profanes ordinaires. Cela créa de sérieux problèmes pour la présentation de l'anthropologie raciale dans les écoles et les médias. La linguistique se fondait sur le prestige de l'écrit et sur le caractère culturel établi des systèmes d'écriture ; elle avait un poids culturel plus important que la sémiotique visuelle des anthropologues raciaux. Alors que la langue ne permettait pas un diagnostic direct de l'identité raciale, dans beaucoup de cas elle en était un substitut effectif ; ce fut par exemple, le cas des Allemands ethniques et des autres minorités d'Europe de l'est. Ces groupes étaient présumés ne pas être touchés par les tendances assimilatrices de la modernité, puisque la langue pouvait être un indice des ancêtres, comme elle l'avait été dans la pré-modernité (ou préhistoire) idéalisée, quand les catégories raciales et linguistiques étaient isomorphes.

La langue pouvait parler et exhiber sa relativité telle que représentée par le linguiste. Elle pouvait traiter avec plus de succès que l'anthropologie raciale de la question du caractère relatif des valeurs. Elle apportait une réponse beaucoup plus cohérente que l'anthropologie raciale à la question de savoir ce qui différenciait les Allemands de leurs voisins. En anthropologie raciale, le relativisme consistait à dire que chaque race avait ses propres valeurs, qui n'étaient valables que pour elle seule, de même que des races différentes ont des notions différentes du corps parfait (*Schönheitsideal*). Mais c'était intellectuellement faible et peu convaincant, en comparaison avec l'argumentation sophistiquée que l'on trouvait en linguistique concernant les différences de cultures et de visions du monde. La langue pouvait non seulement réunir les races disparates du *Volk*, elle pouvait aussi donner une contenance au caractère unique du *Volk* et à la vision qu'on en avait.

D'un autre côté, l'anthropologie raciale avait prouvé qu'elle était une sérieuse gêne politique, dans le sens qu'elle ne pouvait apporter aucune réponse scientifiquement satisfaisante à la question de savoir ce qui unifiait le *Volk*. De plus, l'explication du sens linguistique était une pratique culturelle essentielle (lexicographie), contrairement à l'examen des particularités physiques qui évoquait les superstitions 'caractérologiques' populaires comme la chiromancie. La race ne disait rien par elle-même, elle avait besoin d'un anthropologue racial pour être interprétée, procédure qui appelait des objections relatives à l'arbitraire et au parti pris idéologiques.

Au début, la politique étrangère du régime nazi tendait à la réunification de la communauté détruite des gens dont la langue maternelle était l'allemand, et non pas à la réunification de la race nordique. Durant ses premières étapes, le nazisme prit la forme d'un nationalisme linguistique.

On ne trouve pratiquement aucune mention sérieuse de ce fait en tant que partie du caractère idéologique du nazisme, en partie parce qu'il est admis que les idéologies linguistiques sont dans un certain sens en désaccord avec le 'racisme biologique', ou du moins plus 'soft', et en partie parce qu'il nous a été dit que le nazisme était basé sur la notion de race aryenne.

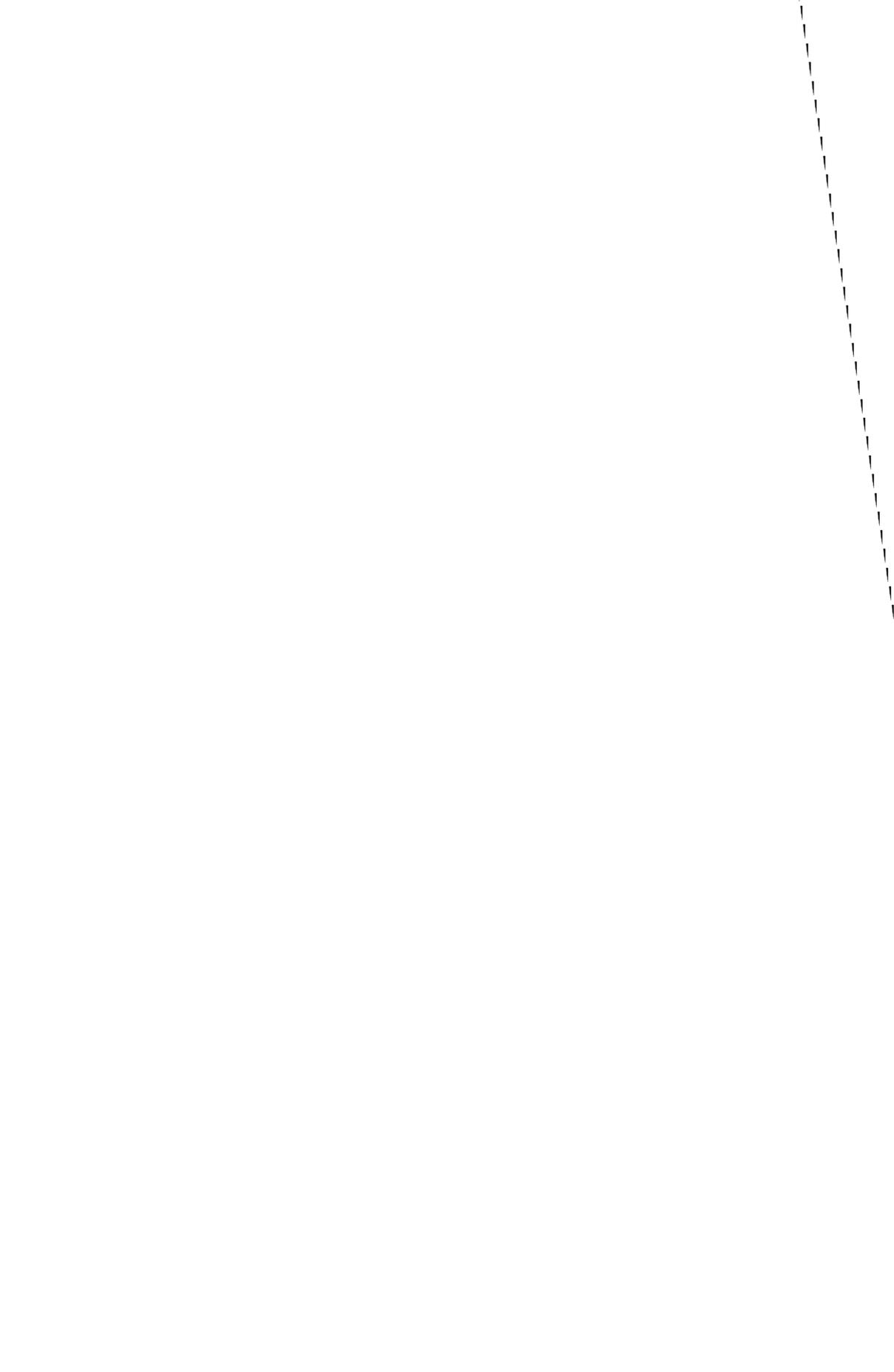
L'objection à cela sera que les Juifs allemands ont aussi l'allemand comme langue maternelle. Mais à bien des égards là est la clé. Les Juifs étaient vus par les anthropologues raciaux et les idéologues nazis comme un peuple 'non naturel'. Ils étaient capables de conserver leur identité raciale dans les villes modernes, et leur identité en tant que *Volk* ne nécessitait pas une langue maternelle. Dans ce sens, ils pouvaient endosser l'identité d'un germanophone sans perdre leur vision du monde juive et sans absorber la vision du monde linguistique qu'ont façonnée l'auto-compréhension des Allemands et leurs relations à la nature. A cet égard, les Juifs étaient distincts du type nordico-allemand, pour qui la modernité était nocive, mais qui était semble-t-il fatalement attiré par le péché racial et sexuel que représentait la modernité.

Une fois que l'anthropologie raciale eut défini le *Volk* négativement, elle put être mise de côté en faveur de disciplines qui expliquaient le concept du *Volk* comme une unité positive. Avec la science de la génétique des populations qui offrait un modèle du *Volk* en tant que population biologique nécessitant une protection eugénique, les linguistes universitaires jouèrent un important rôle de soutien. Ce concept biologique du *Volk* était complémentaire, plutôt qu'en conflit avec les disciplines des sciences humaines ou *Geisteswissenschaften*. Enfin, le nazisme a collaboré avec des courants plus larges dans la pensée européenne à rien moins que faire triompher la génétique des populations moderne face à l'anthropologie raciale dans l'étude de la diversité humaine.

© Christopher Hutton

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAUR, E., FISCHER, E., LENZ, F., 1923 : *Menschliche Erblchkeitslehre*, 2<sup>ème</sup> édition révisée, München : J. F. Lehmann. [Génétique humaine]
- CAREY, J., 1992 : *The intellectuals and the masses : pride and prejudice among the literary intelligentsia 1880-1939*, London : Faber and Faber.
- CLAUSS, L., 1936 : *Die nordische Seele : eine Einführung in die Rassenseelenkunde*, München : J. F. Lehmann. [L'âme nordique : une introduction à la psychologie des races]
- COMAS, J., 1961 : «Racial myths», in *Race and Science*, New-York : Columbia University Press/Unesco, pp. 13-55.
- FISCHER, E., 1923 : «Die Rassenunterschiede des Menschen», in Baur, E., Fischer, E., Lenz, F., 1923, pp. 82-154. [Les différences raciales humaines]
- — 1934 : «Rassenkreuzung», *Volk und Rasse*, t. IX, fasc. 8, pp. 247-251. [Croisement racial]
- GEISENHAINER, K., 2002 : 'Rasse ist Schicksal'. *Otto Reche (1879-1966) – ein Leben als Anthropologe und Völkerkundler*, Leipzig : Evangelische Verlagsanstalt. ['La race est un destin'. *Otto Reche (1879-1966) – la vie d'une anthropologue et folkloriste*]
- GÜNTHER, H., 1933 : *Kleine Rassenkunde des deutschen Volkes*, 3<sup>ème</sup> édition, München : J. F. Lehmann. [Petite anthropologie raciale du peuple allemand]
- JOHANNES, M., 1934 : «Aufordnung», *Volk und Rasse*, t. IX, fasc. 4, pp. 111-112. [Nordification]
- MALLORY, J., 1989 : *In search of the Indo-Europeans : language, archeology and myth*, London, Thames & Hudson.
- POLIAKOV, L., WULF, J., 1983 : *Das dritte Reich und seine Denker*, Frankfurt am Main : Ullstein. [Le troisième Reich et ses penseurs]
- SCHUCHARDT, C., 1941 : *Alteuropa : die Entwicklung seiner Kulturen und Völker*, 4<sup>ème</sup> édition révisée, Berlin : Walter de Gruyter. [L'ancienne Europe : le développement de ses cultures et de ses peuples],
- TABOURET-KELLER, A., 1996 : «Le mot *Volk* dans la presse à destination des maîtres d'écoles primaires des populations allemandes à l'étranger (*Auslandsdeutsche Volksschule*) entre 1890 et 1939», in P. Sériot (éd.), *Langue et nation en Europe centrale et orientale du XVIIIème siècle à nos jours*, Lausanne : Institut de Linguistique et des Sciences du Langage de l'Université de Lausanne, pp. 329-347.



## Créativité linguistique, interprétation et contrôle de l'esprit selon Orwell et Chomsky\*

John E. JOSEPH  
*Université d'Edimbourg*

### 1. DICTATEURS ET DIALOGUE

Dans l'usage contemporain un dictateur est quelqu'un au pouvoir qui ne me plaît pas et qui me paraît narguer, supprimer ou ne tenir aucun compte de la volonté de son peuple. La clé de cette définition est «qui ne me plaît pas», car quelqu'un que j'apprécie et qui gouverne de la même façon n'est pas un dictateur mais un leader fort, un brave type dont on n'a pas assez, malheureusement.

Les Romains ont inventé le mot *dictator* pour dénoter les fonctions d'un souverain absolu, et cette invention suppose deux choses : une culture dans laquelle, normalement, on construit et exécute les lois d'une manière dialogique; mais aussi une culture qui considère le dialogue comme le luxe des temps de paix, qu'il faut suspendre sous la menace d'un ennemi commun. Le dialogue connote, après tout, le dissentiment et la division, et la guerre demande une unique structure de commandement si l'armée doit se présenter comme une force cohérente. Le chef de l'armée doit être dictateur — ses paroles ont force de loi en vertu du fait qu'il les a prononcées. La paix venue, les dissidents n'accepteront pas si promptement la dictature; mais le chef, ayant goûté au pouvoir absolu, ne tolérera pas le dissentiment. Il y a plusieurs moyens de l'éliminer, dont les deux les plus en vogue sont les suivants. D'abord, convaincre le peuple qu'on est toujours en guerre, une guerre perpétuelle. Deuxièmement, le persuader d'échanger la démocratie contre la bureaucratie, où le principe d'opération est que l'on

---

\* Je voudrais exprimer ma profonde gratitude à Laura Gressani, qui a collaboré à la rédaction de cet exposé.

doit confier le gouvernement à ceux qui, grâce à leur formation spécialisée, savent le mieux gouverner. Certes, Platon croyait quelque chose de semblable lorsqu'il envisageait sa République gouvernée par un roi-philosophe. La Commission Européenne n'est pas disposée à protester.

## 2. ORWELL

Le dictateur comme négateur du dialogue trouve son expression littéraire parfaite dans *1984*, le roman satirique de George Orwell (né Eric Arthur Blair, 1903-1950). Big Brother, chef du Parti qui règne sur l'Océanie (en fait, le monde anglophone), n'est pas une personne, mais un symbole. Par définition, un symbole est incapable de dialoguer. Le dictateur est, dans un certain sens, toujours un personnage symbolique, quasi-divin, et le contredire est un acte de lèse-majesté. Un symbole existe simplement pour être perçu et interprété. Mais cette interprétation même est un problème pour le Parti, étant trop indéterminée. Les Prolos de l'Océanie, avec leur langage traditionnel (qu'on appelle 'Oldspeak'), peuvent **chicaner** sur les paroles de Big Brother et mettre en doute ce que leur dit le Parti. Voilà pourquoi le Parti a créé une vaste opération linguistique chargée de la reconstruction du langage pour éliminer l'indétermination de l'interprétation.

La Nov-langue, la langue officielle de l'Océanie, fut créée pour satisfaire les besoins idéologiques de l'Ingsoc, ou le Socialisme Anglais. [...] Le but de la Nov-Langue était non seulement de fournir un moyen d'expression pour les conceptions et habitudes mentales propres aux adeptes de l'Ingsoc, mais aussi de rendre impossible tout autre mode de pensée. (Orwell, 1989 [1949], p. 312)

En pensant au langage des régimes dictatoriaux, on est enclin à se concentrer sur leurs tentatives pour former les «conceptions et habitudes mentales» du peuple en leur faveur, autrement dit pour manipuler la pensée des citoyens au moyen de la propagande et du lavage de cerveau. Et quoique ces traits soient caractéristiques du langage dictatorial, ils ne suffisent pas pour le définir, étant employés par tout régime, dictatorial ou non — régimes gouvernemental, commercial, religieux, pédagogique etc. C'est ce qu'on appelle la rhétorique. Je ne nie pas qu'il y ait dans la rhétorique des degrés d'intention de tromper — car il y en a. Et l'art de déterminer l'intention de quelqu'un d'autre, aussi utopique que soit son but, est un art nécessaire. Je maintiens simplement — et je serais étonné si tout le monde n'était pas d'accord — que nous subissons tous, tous les jours, de toute part, des tentatives de manipuler notre façon de penser; et nous ne les appe-

lerions pas toutes «dictatoriales». Car si on appliquait ce mot avec tant de facilité, il perdrait toute signification forte et distinctive.

Mais en soulignant la manipulation active de la pensée, on ferme les yeux sur ce que dit Orwell à la fin de la citation, «rendre impossible tout autre mode de penser». C'est ici qu'entre le besoin de restreindre l'interprétation — et la thèse que je pose est que le trait distinctif du dictateur est précisément son intention de restreindre l'interprétation. Il doit imposer une seule interprétation de sa parole. Désir utopique, oui, parce que c'est dans la nature de l'esprit humain de considérer diverses interprétations d'un énoncé et de choisir entre elles. Ce qu'on peut faire, faute de mieux, c'est empêcher les gens de *prononcer* une interprétation alternative, par menace, torture ou meurtre. Mais un vrai dictateur, comme tout artisan de qualité, ne s'inquiétera pas de la nature utopique de son but ultime. La question importante est celle-ci : que faire pour contrôler l'esprit des gens qu'on commande?

S'appuyant sur sa vaste expérience intime des régimes impérialistes, communistes et fascistes, Orwell a déterminé que la meilleure méthode, du moins pour les intentions satiriques de *1984*, est une forme de standardisation linguistique.

On a accompli cela en partie par l'invention de mots nouveaux, mais surtout en éliminant des mots et en dépouillant les mots qui restent de toute signification peu orthodoxe, et, autant que possible, de toute signification secondaire. Un exemple: le mot *libre* continuait à exister en Nov-langue, mais ne pouvait être employé que dans des phrases telles que 'Les toilettes sont libres' [...]. On ne pouvait pas l'employer dans l'ancien sens de 'politiquement libre' ou 'intellectuellement libre', puisque la liberté politique et intellectuelle n'existait plus, même pas en tant que concept, et donc devait être sans nom. [...] La Nov-langue a été construite non pas pour étendre mais pour diminuer l'étendue de la pensée. La réduction au minimum du choix de mots a aidé indirectement à l'accomplissement de cette fin. (Orwell 1989 [1949], p. 313.)

La Nov-langue représente le point culminant des opinions développées par Orwell pendant les cinq ans précédents (voir Orwell 1944, 1946, 1947). Elle est avant tout une satire du Basic English, cet «Anglais fondamental» de 850 mots créé par Ogden et Richards à la suite de leur livre *The Meaning of Meaning* (1923), et offert comme une langue auxiliaire internationale<sup>1</sup>. Selon eux, la Première Guerre Mondiale fut elle-même le résultat de l'abus de mots abstraits et complexes tels que *démocratie* et *liberté* dans un but de propagande, et tout espoir de paix mondiale dépendait de la capacité des gens à contrôler la signification de tels mots pour en éviter

---

<sup>1</sup> Voir Ogden 1930; Courtine 1984; Joseph 1999a; Joseph *et al.* 2001, chap. 3.

l'abus. Ogden et Richards croyaient que la réduction de la langue à 850 mots, dont une grande partie se rapportait à des choses concrètes, rendrait presque impossible l'emploi du langage pour tromper les gens et leur imposer une propagande.

Au début Orwell s'intéressait au Basic English et correspondait avec Ogden à propos de cette langue réduite. Mais finalement il s'est rendu compte qu'elle risquait de produire des effets tous contraires à ceux prévus par ses créateurs. On ne peut combattre la propagande qu'avec l'analyse rationnelle et le raisonnement. Cela demande qu'on réexprime des énoncés propagandistes sous une autre forme. Si la possibilité d'une telle réexpression disparaissait à cause de la perte de mots, peut-être qu'on ne pourrait plus mettre en doute aucun énoncé. Dans *1984*, le Parti soutient que deux et deux font cinq. Le protagoniste du roman, Winston Smith, se rend compte de l'erreur par l'évidence de ses propres yeux. Mais le Parti exerce déjà tant de contrôle sur sa pensée et son langage qu'il ne peut pas construire le raisonnement qui en prouverait la fausseté, bien qu'il le comprenne instinctivement. Il en va de même pour le grand projet que le Parti soutient pour réécrire l'histoire — le projet sur lequel travaille Winston lui-même — et pour les trois slogans du Parti :

*WAR IS PEACE  
FREEDOM IS SLAVERY  
IGNORANCE IS STRENGTH*

Katherine, la femme de Winston, «n'avait en tête aucune pensée qui ne soit pas un slogan», p. 69 — c'est-à-dire, une suite de mots et de pensées préemballée par le Parti. En réduisant le nombre de mots et de leurs collocations possibles, le Parti limite strictement la possibilité de pensée originale, fondée soit sur l'observation empirique, soit sur le raisonnement individuel. Cet étranglement de la réception sensorielle et de la possibilité de combiner des mots d'une façon inventive, voilà ce qui pour Winston est le plus pervers et le plus oppresseur dans le Parti.

Le Parti vous dit de rejeter le témoignage de vos propres yeux et oreilles. C'était son commandement final, le plus essentiel. Le coeur lui manquait quand Winston pensait aux forces énormes déployées contre lui, à la facilité avec laquelle n'importe quel intellectuel du Parti le démolirait dans un débat, aux arguments subtils qu'il ne pourrait ni comprendre ni contester. Et néanmoins il avait raison! [...] Les pierres sont dures, l'eau est mouillée, des objets sans soutien tombent vers le centre de la terre. Avec le sentiment de [...] promulguer un axiome important, il écrivit:

*La liberté, c'est la liberté de dire que deux et deux font quatre. Si cela est permis, tout le reste suit.* (p. 84)

C'est parce que le Parti avait enlevé son pouvoir de langage qu'il ne pouvait espérer ni en comprendre ni en contester les arguments. A la fin du roman, Winston, l'esprit cassé sous la torture, indique sa soumission totale aux doctrines du Parti en traçant «presque inconsciemment» dans la poussière sur la table:  $2 + 2 = 5$  (p. 303).

### 3. CHOMSKY

Selon Barsky (1998), la grande passion intellectuelle du jeune Chomsky fut Orwell, surtout son *Hommage à la Catalogne*, dont Chomsky prétend avoir tiré

les fondations de beaucoup de son travail ultérieur sur la propagande, les médias, et les moyens par lesquels, dans la société occidentale, on discrédite des groupes tels que les anarchistes espagnols [...]. «Le langage au service de la propagande» figure parmi ses nombreux articles ultérieurs qui font appel aux écrits de George Orwell et à la réception de son œuvre [...]. (Barsky, 1998, p. 31)

Dans son livre *Knowledge of Language* (1986), l'un de ses efforts les plus réussis pour faire une synthèse abordable de sa théorie linguistique, Chomsky conclut par un bref chapitre intitulé «Notes on Orwell's Problem» (p. 276-287). Après une discussion sur la Nov-langue, Chomsky cite Harold Lasswell (1902–1978), un savant américain qui a beaucoup étudié la propagande et qui a conclu qu' «on doit éviter les 'dogmatismes démocratiques', tels que l'idée que le peuple soit 'le meilleur juge de ses propres intérêts'»<sup>2</sup>. Selon Chomsky, «La propagande est pour la démocratie ce que la violence est pour le totalitarisme», (*ibid.*).

Dans ses critiques de la politique, Chomsky a insisté sur l'existence d'une conspiration entre les gouvernements et les médias pour «fabriquer le consentement»<sup>3</sup>. Dans Chomsky (1992) on trouve des chapitres intitulés «Language in the Service of Propaganda» et «Terrorism: The Politics of Language» — bien que dans ce livre il repète plusieurs fois son hésitation à attribuer trop d'importance au lien entre la langue et la pensée. Son interviewer, Barsamian, le pousse à accepter un lien profond, et dans la citation suivante on voit que Chomsky est prêt à aller assez loin dans ce sens:

Il y a un lien ténu, en fait des liens de plusieurs sortes. Je pense pour ma part qu'on exagère leur importance. Il y a d'abord la question posée, par

<sup>2</sup> Chomsky, 1986, p. 286

<sup>3</sup> Voir le titre de Chomsky, 1985 et de Herman et Chomsky, 1988.

exemple, par Orwell et autres, de l'abus du langage, sa torture, sa distorsion, pour renforcer des buts idéologiques. [...]

Des expressions telles que 'le monde libre' et 'l'intérêt national' etc. sont de pures expressions de propagande. On ne doit pas les prendre au sérieux. Elles ont été construites, souvent très consciemment, afin de bloquer la pensée et la compréhension. (Chomsky 1992, p. 1-3)

Barsamian comprend, mieux que Chomsky, le pouvoir que ces points de vue procurent du fait que celui qui les prononce est le plus grand théoricien du langage de la seconde moitié du vingtième siècle. Ses désaveux initiaux sont poussés dans l'oubli par le torrent rhétorique qui suit — surtout puisque peu de gens lisent ses livres qui ne soient pas déjà convaincus d'une conspiration de forces obscures pour contrôler leur esprit.

La communication qu'a faite Chomsky en 1962 au Congrès International des Linguistes, où il a établi sa réputation internationale, dit sur sa première page que

Le fait central auquel doit s'adresser toute théorie linguistique qui prétend être importante est ceci: une personne linguistiquement mûre peut énoncer dans sa langue une nouvelle phrase quand l'occasion le demande, que d'autres gens peuvent comprendre immédiatement, bien qu'elle leur soit non moins nouvelle. La plus grande partie de notre expérience linguistique, en parlant et en écoutant, est faite de phrases nouvelles. Une fois que nous avons maîtrisé une langue, la gamme de phrases avec lesquelles nous pouvons opérer couramment et sans difficulté ou hésitation est si vaste que, en pratique, (...) on peut la considérer comme infinie.<sup>4</sup>

Les opinions de Chomsky sur la créativité ont connu un succès énorme, non seulement au cours du Congrès de 1962 mais encore dans le *Zeitgeist* entier des années 60. L'implication était que tout être humain est infiniment créatif, dès l'enfance. La créativité alors ne serait pas limitée aux «créateurs» intellectuels, que personne n'aime vraiment, les gens de gauche les associant à la décadence bourgeoise, les gens de droite au socialisme. Mais l'idée plaisait à tout le monde que nous tous, surtout les enfants, possédions une créativité infinie, et donc égale.

Néanmoins une asymétrie curieuse se cache derrière la surface de la créativité chomskyenne. La citation précédente semble parler de la production des sujets parlants et la compréhension par les auditeurs comme s'il s'agissait de deux phénomènes égaux. L'auditeur, comme le sujet parlant, possède une créativité infinie dans le sens où les sujets parlants peuvent produire une infinité de phrases, et les auditeurs peuvent comprendre chacune de ces phrases, pourvu qu'ils appartiennent à la même communauté

---

<sup>4</sup> Chomsky 1964c, p. 7. Sur les quatre versions de cet exposé, Chomsky, 1962 et 1964 a, b et c, voir Joseph, 2002, Chap. 6.

linguistique. Mais une ruse subtile et intéressante s'opère dans l'emploi que fait Chomsky du mot «créativité». Sa signification est différente selon qu'on l'applique au sujet parlant ou à l'auditeur. Le sujet parlant a bien la liberté de «créer» des phrases nouvelles à volonté, dans le sens du mot «créer» plus ou moins proche de son sens ordinaire. Mais ce n'est pas le cas pour l'auditeur, qui ne fait qu'enregistrer passivement ce que le sujet parlant a créé.

La différence sera manifeste lorsque Chomsky (*ibid.*) remarque que la maîtrise d'une langue entraîne avec elle «la capacité d'identifier des phrases déviantes», telles que *Colorless green ideas sleep furiously*, et «parfois, y imposer une interprétation [...] si on peut construire un contexte dans lequel cette interprétation peut être imposée». On connaît ce contexte célèbre construit par le poète John Hollander:

Curiously deep, the slumber of crimson thoughts:

While breathless, in stodgy viridian,

Colorless green ideas sleep furiously.

(«Coiled Alizarine (for Noam Chomsky)», from *The Night Mirror*, 1971)

C'est un exemple évident de «l'imposition» d'une interprétation pour Chomsky. Mais aucune imposition n'est nécessaire pour interpréter une phrase telle que *Revolutionary new ideas appear infrequently*.<sup>5</sup> La grammaire mentale de l'auditeur produit une analyse structurelle reconnaissant cette phrase comme «bien formée». Puis l'interprétation procède automatiquement de la grammaire mentale.

Il y a donc deux mécanismes complètement différents pour l'interprétation, l'un pour les phrases bien formées, l'autre pour les phrases déviantes. Le premier est simple et automatique. L'autre est beaucoup plus complexe: d'abord, la grammaire assigne une description structurelle qui indique de quel manière la phrase dévie de l'état de bonne formation. Ensuite, «une interprétation peut souvent être imposée en vertu de relations formelles à des phrases de la langue engendrée», p. 9). Mais l'interprétation ne s'en suit pas forcément — si c'était le cas, on ne pourrait pas y appliquer le mot *imposée*. L'interprétation de la phrase bien-formée est *générée* par la grammaire, mais celle de la phrase déviante doit être imposée *par quelqu'un*, John Hollander, par exemple.

Alors, de ces deux processus, lequel pourrait-on dénommer «créatif» dans le sens ordinaire du mot? Evidemment l'interprétation créative est celle de la phrase déviante, l'interprétation «imposée». Et c'est précisément à cause de sa créativité — c'est-à-dire le rôle actif d'un agent linguistique, l'auditeur — que Chomsky la marginalise. Elle s'oppose à cette «créativité

---

<sup>5</sup> Chomsky, 1964c, p. 7-8, n. 2.

linguistique» chomskyenne où le rôle «créatif» de l'auditeur se limite à laisser sa grammaire mentale engendrer une interprétation.

Pendant des années je me creusais la tête pour comprendre comment Chomsky pouvait reconcilier la fabrication orwellienne du consentement avec la créativité linguistique infinie. On ne s'attendrait pas à ce que des esprits linguistiques infiniment souples, opérant sur des principes innés, soient si sujets au contrôle verbal, comme des rats dans une boîte de Skinner. La solution de cette énigme se trouve, je crois, dans un autre coin curieux de l'histoire de Chomsky, sa répudiation en série de ses propres termes et collocations. Dans les premières phases de son travail, il s'agissait surtout de collocations — il n'invente pas une terminologie, mais combine des mots existants d'une manière qui leur prête une nouvelle signification spécialisée dans le contexte particulier où il les emploie. Après quelques années, toutefois, il les abandonne, citant les malentendus qu'ils ont suscités — «structure profonde» interprétée comme un niveau universel de structure qui est identique pour toute langue humaine, une interprétation que Chomsky a toujours déniée. Il a dû remplacer «structure profonde» par «D-structure», puis par «DS», puis il a cessé d'en parler, de peur qu'on déforme ses théories au point qu'elles soient méconnaissables.

C'est le même Chomsky qui croit si profondément en la liberté absolue de la pensée qu'il a fait beaucoup pour soutenir la cause des négateurs de l'Holocauste, bien qu'il n'en soit pas un<sup>6</sup>. Là où il s'agit de ses propres collocations, c'est tout à fait autre chose — leur signification n'est pas ouverte à l'interprétation libre, comme c'est le cas pour quelque chose d'«hypothétique» comme Auschwitz. Mais il y a une certaine logique ici: Chomsky a déclaré sans ambiguïté que pour lui toute interprétation est un acte *politique*, pouvu qu'elle ne soit pas générée directement par la grammaire. C'est précisément ce qu'il dit à propos du contraste entre *Revolutionary new ideas appear infrequently* and *Colorless green ideas sleep furiously*. Pour ce dernier, il faut «imposer» une interprétation, et l'imposition est toujours un acte politique potentiel. Si deux personnes interprètent cette phrase d'une façon différente l'une de l'autre, celle qui fournit le raisonnement le plus puissant pour son interprétation réussira à l'imposer. Par contre, la phrase parfaitement bien formée est fermée à l'interprétation politique par l'unique interprétation engendrée par la grammaire dans le cerveau de l'auditeur. Ainsi, la créativité linguistique que Chomsky appelle «infinie» ne l'est que du côté du sujet parlant. Normalement, l'interprétation par l'auditeur est limitée, et dans les autres cas, là où l'auditeur fait

---

<sup>6</sup> Voir Joseph, 1999b.

quelque chose de créatif, Chomsky préfère l'appeler alors une 'imposition'.<sup>7</sup>

Tous les gens séduits par les idées de Chomsky sur la créativité parce qu'ils les entendaient signifier que les énoncés de tout le monde sont «créatifs» dans un des sens ordinaires de ce mot — plutôt que dans le sens spécialisé qu'il acquiert chez Chomsky — auraient pu éviter ce malentendu s'ils avaient lu avec plus d'attention les exemples linguistiques fournis. Car si l'on croit qu'il dit que tout le monde possède une créativité intellectuelle, son propre exemple linguistique nous dit que *Revolutionary new ideas appear infrequently*. Et si l'on croit qu'il soutient que tout le monde possède une créativité linguistique profonde, on se doit d'observer que *Colorless green ideas sleep furiously* ne peut pas avoir un «vrai» sens.

#### 4. CONCLUSION

La peur contemporaine d'un contrôle linguistique de l'esprit, dont Chomsky est le saint patron, représente la culmination de plusieurs mouvements. L'idée de la «fabrication du consentement» est le résultat de la perte de foi en la volonté humaine individuelle, en faveur de la peur qu'une oligarchie impose sa volonté à la masse des gens, qui sont comme des automates sous le contrôle de cette oligarchie. Cette peur se développe depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Dans mon livre de 2002 j'ai décrit un moment où elle s'est glissée dans la traduction anonyme de la *Vie du langage* du linguiste américain William Dwight Whitney (1827-1894). Là où le texte original dit d'une langue que

To the great mass of its speakers, it exists consciously for communication alone; this is the use that exhibits and commends itself to every mind. (Whitney, 1875, p. 149)

— le traducteur l'a mutilé pour produire ceci:

Pour la masse humaine, elle n'existe même que pour cela, et les hommes qui pensent ont seuls conscience du rôle que le langage joue au fond de l'esprit. (Whitney, 1877 [1875], p. 124)

Il est difficile d'imaginer comment un lecteur aurait pu comprendre cela autrement que de supposer que Whitney divisait l'humanité en une vaste «masse» de gens qui ne pensent pas et qui vivent dans l'illusion que la langue n'existe que pour la communication, et un *happy few* qui pensent

---

<sup>7</sup> Pour un autre exemple de la pratique de Chomsky à cet égard, voir Joseph, 2003, p. 136-138.

et qui se rendent compte de la vérité : que c'est la langue qui fournit la base à l'esprit même. Evidemment le traducteur ne pouvait pas imaginer qu'un auteur citerait l'opinion de la «masse humaine» pour *soutenir* son analyse, comme fait Whitney. Le traducteur (qui à mon avis n'était ni Whitney lui-même, ni Michel Bréal — les candidats préférés — mais quelqu'un engagé pour peu d'argent par l'éditeur) présuppose que la masse doit toujours être perdue dans l'ignorance, et que les savants seuls ont accès à la vérité, et il lit Whitney comme s'il disait précisément cela.

Pour Whitney, la langue elle-même est une démocratie, une institution dans l'emploi de laquelle les sujets parlant — c'est-à-dire, tout le monde — exercent leur volonté. La dualité du traducteur entre les «hommes qui pensent», l'élite intellectuelle, et la 'masse humaine', est précisément la dualité derrière l'angoisse chomskyenne de la fabrication du consentement. C'est essentiellement une forme de la répugnance bourgeoise pour la masse populaire, ceux qui ne sont pas assez intelligents pour reconnaître qu'on leur contrôle l'esprit. Personne n'exprime jamais son angoisse que *lui-même* soit sous le contrôle d'une force extérieure. Il semble que, si on se rend compte de l'existence de la «fabrication du consentement», on est immunisé contre ses effets. Mais on est certain que la vaste majorité des êtres humains ne s'en rendent pas compte, et sont donc les pions de l'oligarchie.

La déclaration par Chomsky que la créativité linguistique infinie doit être le point de départ de la linguistique a reçu beaucoup d'attention pour le message politique qu'elle semblait comporter sur la possibilité, voire la nécessité logique, de la liberté humaine. Mais cette impression était erronée. Chomsky limitait sa «créativité» à la production linguistique, et la bannissait du champ beaucoup plus important de la *signification* de cette production. Voici précisément le modèle du langage à la base de l'angoisse à propos de la propagande : les gens ordinaires acceptent automatiquement tout ce qu'on leur dit, sans interprétation critique. C'est comme ça que la Nov-langue devait opérer — et cela parce qu'Orwell s'est rendu compte que notre langage, «Oldspeak», n'opère pas de cette façon, sauf peut-être pour les intellectuels. La première génération des étudiants de Chomsky, la génération brillante des «sémanticiens générativistes», essayait de corriger cette erreur — jusqu'à ce que Chomsky les arrête en imposant la seule vraie interprétation de sa théorie, d'une façon qui mérite l'adjectif impérieux sinon dictatorial<sup>8</sup>. C'est dommage, car la théorie qui lui restait ne peut pas rendre compte du fait que les gens ordinaires n'acceptent pas tout simplement ce que leur dit le gouvernement. Ils le

---

<sup>8</sup> Voir Harris, 1993; Joseph, 1995.

mettent en doute, leur résistent, se l'approprient pour leurs propres fins. Et voilà la vraie créativité linguistique infinie.

© John Joseph

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARSKY, Robert, 1998 : *Noam Chomsky : A Life of Dissent*, Cambridge, Mass. : MIT Press.
- CHOMSKY, Noam, 1962 : «The Logical Basis of Linguistic Theory», in *Preprints of Papers from the 9th International Congress of Linguists, 27-31 August 1962*, Cambridge, Mass., p. 509-574.
- —, 1964a : «The Logical Basis of Linguistic Theory», in *Proceedings of the 9th International Congress of Linguists*, ed. by Horace Lunt, The Hague : Mouton, p. 914-978.
- —, 1964b : «The Logical Basis of Linguistic Theory», in *The Structure of Language : Readings in the Philosophy of Language*, ed. by J. A. Fodor & J. J. Katz, Englewood Cliffs, N. J. : Prentice-Hall, p. 211-245.
- —, 1964c : *Current Issues in Linguistic Theory*, The Hague : Mouton.
- —, 1985 : «The Manufacture of Consent in Democracy», *Philosophy and Social Action* 11, 1, pp. 21-39. [Cf. Herman & Chomsky, 1988]
- —, 1986 : *Knowledge of Language : Its Nature, Origin and Use*, New York : Praeger.
- —, 1992 : «Language in the Service of Propaganda», «Terrorism : The Politics of Language», in *Chronicles of Dissent : Noam Chomsky, Interviews with David Barsamian*, Stirling, Scotland : AK Press, p. 1-22, 47-60.
- COURTINE, Jean-Jacques, 1984 : «George Orwell et la question de la langue», *L'Arc* 94, Sept., p. 54-60.
- HARRIS, Randy Allen, 1993 : *The Linguistics Wars*, London & New York : Oxford University Press.
- HERMAN, Edward S., & Noam CHOMSKY, 1988 : *Manufacturing Consent : The Political Economy of the Mass Media*, New York, Pantheon.
- JOSEPH, John E., 1995 : «The Structure of Linguistic Revolutions», *Historiographia Linguistica* 22, p. 379-399.
- —, 1999a : «Basic English and the 'Debabelization' of China», in *Intercultural Encounters: Studies in English Literatures: Essays Presented*

- to Rüdiger Ahrens on the Occasion of his Sixtieth Birthday, ed. by Heinz Antor & Kevin L. Cope, Heidelberg, Carl Winter, p. 51-71.
- , 1999b : Review of *Chomsky no Brasil/Chomsky in Brazil* (*Revista de Documentação de Estudos em Linguística Teórica e Aplicada* 13, n°. especial, 1997), *Historiographia Linguistica* 26, p. 421-428.
- , 2002 : *From Whitney to Chomsky : Essays in the History of American Linguistics*, Amsterdam & Philadelphia, John Benjamins.
- , 2003 : «Rethinking Linguistic Creativity», in *Rethinking Linguistics*, ed. by Hayley Davis & Talbot J. Taylor, London, Routledge Curzon, p. 121-150.
- , Nigel LOVE & Talbot J. TAYLOR, 2001 : *Landmarks in Linguistic Thought II : The Western Tradition in the Twentieth Century*, London & New York : Routledge.
- OGDEN, C. K., 1930 : *Basic English: A General Introduction with Rules and Grammar*, London : Kegan Paul.
- OGDEN, C. K. & I. A. RICHARDS, 1923 : *The Meaning of Meaning : A Study of the Influence of Language upon Thought and of the Science of Symbolism*, London : Kegan Paul, Trench, Trubner & Co.; New York : Harcourt, Brace & Co.
- ORWELL, George, 1944 : «Propaganda and Demotic Speech», *Persuasion* 2, n°. 2 (Summer). (Repr. in *The Complete Works of George Orwell*, vol. 16: *I Have Tried to Tell the Truth: 1943-1944*, ed. by Peter Davison, London : Secker & Warburg, 1998, p. 310-316.)
- , 1946 : «Politics and the English Language». *Horizon* 13, n° 76 (April), pp. 252-265. (Repr. in *The Complete Works of George Orwell*, vol. 17: *I Belong to the Left : 1945*, ed. by Peter Davison, London : Secker & Warburg, 1998, p. 421-432.)
- , 1947 : *The English People*, London, Collins. [Written 1944] (Repr. in *The Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell*, ed. by Sonia Orwell & Ian Angus, vol. 3, London : Secker & Warburg, 1968, p. 1-38.)
- , 1949 : *Nineteen Eighty-Four*, London : Martin Secker & Warburg. (New edn 1987; repr. Harmondsworth, Penguin Twentieth Century Classics, in association with Martin Secker & Warburg, 1989.)
- WHITNEY, William Dwight, 1875 : *The Life and Growth of Language : An Outline of Linguistic Science*, New York, D. C. Appleton & Co.; London, Henry S. King. Traduction française anonyme, *La vie du langage*, Paris : Germer Baillière & cie, 1875, 2<sup>e</sup> éd. 1877.)

## **De la langue unitaire à la langue autarcique : le discours sur la langue pendant le fascisme en Italie**

Gabriella B. KLEIN  
*Université de Perugia*

Pendant les années 1920-1940 avec l'époque fasciste (1922-1945) en Italie, le discours sur la langue (et aussi sur les langues) et les différentes variétés linguistiques se développe en différentes étapes :

- une langue unifiée : contre les dialectes et les dialectismes (plus accentué à partir des années 1920)
- une langue – un peuple - une nation: unification linguistique pour une unification nationale (plus accentué à partir des années 1930)
- une langue autarcique : contre les exotismes et pour une autarcie linguistique (plus accentué à partir des années 1940, vers la fin du régime)

Voyons précisément quels sont les discours formulés autour des questions linguistiques tant de la part des représentants du gouvernement fasciste que de la part des scientifiques (linguistes, écrivains, personnages influents de la culture). Les termes caractérisant ces discours sont mis entre guillemets pour souligner le style idéologisant avec lequel, à l'époque, on développait le débat autour des questions linguistiques.

A partir des années 1920 (cf. Klein, 1982), sur l'onde du fascisme, il se développe une nouvelle «question de la langue» qui sera dénommée «néopurisme» (l'auteur du concept est le linguiste Bruno Migliorini, 1935 et 1938) en se distinguant du purisme (la distinction explicite est due à Migliorini, 1940). Le néopurisme, par rapport au purisme italien du 19<sup>ème</sup> siècle, s'applique non seulement aux néologismes, mais distingue entre «néologismes» et «exotismes» (*esotismo* ou *forestierismo*) : le concept de «néologisme» s'applique au nouveau mot qui s'est développé à partir du système linguistique italien; le concept de l'«exotisme» est défini en tant que nouveau mot qui s'est développé sur la base d'un système linguistique étranger (Bertoni, 1938, p. 125), en particulier l'anglais, le français et, plus

tard, aussi l'allemand (à savoir les langues de l'«ennemi»). Le néopurisme se concentre spécialement sur la «langue de l'usage» (*lingua dell'uso*) et non tellement sur la langue littéraire – contrairement au purisme du passé. Cela se justifie avec l'argumentation que la langue de l'usage doit être élevée à un «rang national» (Bertoni, 1938, p. 131).

En 1939 les linguistes et historiens du langage Bruno Migliorini et Giacomo Devoto fondent la revue *Lingua Nostra* laquelle réserve explicitement de l'espace aux aspects normatifs de la langue à côté des aspects historiques et descriptifs. Cela devait contribuer à former une conscience linguistique parmi les sujets parlants et en particulier parmi les enseignants. Le débat qui se déroule dans la revue est défini comme «bataille» pour l'établissement de la norme linguistique, une bataille qui, dans la pratique, se réalise surtout contre les éléments définis comme «dérangeants» et qui doivent, donc, être «expulsés». La base pour cette conception est due à l'idée d'une «autarcie linguistique», d'un côté, et l'équation historiquement non démontrée entre langue et nation (Bertoni, 1938), de l'autre côté. Ainsi, l'affirmation d'une «unité nationale de la langue» aboutit à la suppression totale de l'usage des dialectes dans des situations formelles et publiques.

Si, jusqu'à ce moment, le modèle de norme linguistique était représenté par la langue littéraire florentine, maintenant ce sont les linguistes Giulio Bertoni et Francesco A. Ugolini – définis dans la revue *Lingua Nostra* comme «progressistes» – qui inventent et théorisent ce qu'on appelle l'«axe linguistique Rome-Florence» (*asse linguistico Roma-Firenze*), entendant par «langue de Rome» la «langue civilisée» (*lingua colta*) et sûrement pas le dialecte romain (Bertoni & Ugolini, 1939a, p. 26). Ils expriment le désir que «la belle et chaude prononciation romaine se répande en Italie et hors de l'Italie» en considérant cela «la meilleure façon d'élever l'affaire au niveau de l'empire» (Bertoni & Ugolini, 1939a, p. 27).

En général, l'équation «peuple – nation – langue» devait être assurée tant vers l'intérieur que vers l'extérieur : vers l'intérieur contre l'usage en particulier des dialectes mais aussi du jargon et d'une «langue moyenne collective» (*lingua media collettiva*) et des langues minoritaires dans des situations publiques; vers l'extérieur contre les influences des langues étrangères.

Mais dès les années 1920 (et même avant) on constate (cf. Klein, 1984a) que la langue «unitaire» (*lingua unitaria*) est menacée par la «plaie» (*piaga*) de l'analphabétisme. Le régime et – pour le régime – les linguistes s'engagent dans une «lutte contre l'analphabétisme» (*lotta contro l'analfabetismo*). Cette lutte passe aussi à travers la répression des dialectes, répression au début (années 1920) faible, puis toujours plus forte. Pour cela on propose à l'école (11 novembre 1923) la «méthode du 'dialecte à la langue'». En distinguant entre dialecte régional et dialecte local,

cette méthode devrait prendre comme base le dialecte régional et en particulier le dialecte littéraire, retenu esthétiquement plus valable. Cela est critiqué par plusieurs linguistes et pédagogues car l'élève saurait souvent seulement son dialecte strictement local (cf. Camilli, 1925, p. 487; Lucaroni, 1926, p. 37; Marsili, 1928). Aussi serait-il critiquable de ne s'appuyer que sur l'existence d'un dialecte régional unique ou au moins d'un dialecte typique de la région (cf. Marsili, 1928; cf. aussi Lucaroni, 1926, p. 37). En réalité, les défenseurs de la méthode «du dialecte à la langue» opposent plutôt le dialecte littéraire à un usage linguistique superrégional de style littéraire. D'autre côté, les dialectes sont considérés comme «un élément indispensable à la chance de la langue officielle» (Fichera, 1929, p. 62). Telle conviction de la nécessité du dialecte pour la réussite de la langue superrégionale est surtout des années 1920, alors que dans les années 1930 la littérature dialectale est définie comme *Cendrillon* (Camillo Pariset, 1931, p. 378) et toujours en 1931 Trabalza, dans l'*Enciclopedia Italiana* (XII, p. 734-735), rédige encore un bref chapitre sur le dialecte dans l'enseignement de la langue définie comme «nationale»; mais en 1934 l'entrée «dialecte» manque totalement dans la nouvelle *Grammaire des Italiens* (*Grammatica degl'Italiani*) de Trabalza et Allodoli. Dans la même année 1934 sous le ministre de l'Education Nationale, Ercole, le dialecte est banni des programmes scolaires. En même temps, cette méthode, soutient-on, pourrait servir à éviter les dialectismes dans l'usage linguistique. En revanche, l'italien est considéré être une langue unitaire dont l'expansion pourrait contribuer à l'unification du peuple italien dans une nation unie.

C'est surtout la petite bourgeoisie instruite qui poursuit l'idée d'une patrie, d'une Italie unie (Chabod, 1961, p. 63 et p. 65). Jusqu'à la rupture définitive entre régime et peuple en 1938, ce sentiment de l'unification constitue la base du consensus politique et idéologique. C'est, sans doute, ce sentiment qui alimente la théorisation sur l'unification linguistique de l'Italie dans laquelle divers linguistes (et aussi d'autres personnages influents de la culture) s'identifient non sans contradiction. D'un côté, ils affirment l'unification comme déjà donnée, de l'autre côté, ils s'engagent dans la purification de la langue soi-disant «nationale» de tous les éléments «dérangeants» et, en même temps, dans une campagne d'hostilité envers toutes les variétés linguistiques différentes de la langue définie comme «nationale»: c'est à elle seule que le monde académique et politique attribue le «droit» de représenter la norme linguistique à l'intérieur des frontières politiques du pays (cf. Klein, 1984b).

Comme déjà mentionné, le débat sur ces questions s'insère dans la «question de la langue» née au 19<sup>ème</sup> siècle sur la base idéologique des vieilles convictions puristes et nationalistes concernant l'équivalence (historiquement fausse) entre langue et nation, entre langue et peuple. Le fas-

cisme donne un nouvel élan à ce débat qui se déroule autour de trois sujets :

- le premier est caractérisé par l'hostilité non seulement envers les dialectes en tant que tels mais aussi envers toute sorte de dialectisme se propageant dans la langue considérée «commune»;
- le second sujet est déterminé par l'hostilité envers les langues des minorités;
- le troisième regarde la xénophobie qui vise à éliminer tout élément linguistique étranger.

Dénominateur commun de ces trois sujets est la défense de la «langue nationale», de la «langue de la patrie» (*idioma patrio*) dans sa «pureté» et dans son «unité» (Gigli, 1933, p. 253; Tittoni, 1926; De Luca, 1926). Mais en réalité, à l'époque, il n'existe aucune variété linguistique partagée par tous les Italiens; l'affirmation de l'existence d'une telle «unité nationale de la langue» (*unità nazionale della lingua*) n'a donc rien de scientifique et ne peut qu'avoir comme conséquence la suppression des dialectes, entendus comme variétés italiennes locales et régionales, d'abord, et des langues minoritaires, ensuite, jusqu'à la suppression des expressions étrangères. La «défense de la langue nationale» aboutit ainsi dans une «guerre aux barbarismes» (Gigli, 1933, p. 254), «barbarismes» appelés aussi mots «exotiques» ou, tout court, «exotismes» qui se concrétise dans des efforts, soutenus par linguistes et non-linguistes, de purger (*purgare*) la langue italienne des barbarismes (Monelli, 1933; Gigli, 1933, p. 254; la «Commission pour l'italianité de la langue» — *Commissione per l'italianità della lingua* — de l'Académie Royale d'Italie — *Reale Accademia d'Italia*) et on commence à parler de l'«autarcie» dans le vocabulaire (*autarchia nel vocabolario*; cf. p. ex. Confederazione Fascista dei Professionisti e Artisti, 1941). Pour la réalisation de l'autarcie linguistique c'est Bruno Migliorini qui propose une «glottotechnique» (*glottotecnica*), une sorte de linguistique appliquée qui devrait fournir les principes selon lesquels il faut «italianiser» les mots étrangers, appelés «exotismes».

Surtout dans les années 1930-1940 les linguistes cherchent à trouver un concept de norme linguistique sur lequel pouvoir baser et ainsi justifier (scientifiquement) les pratiques de politique linguistique réalisées par le régime dès les années 1920: Ettore Allodoli (Trabalza & Allodoli, 1934); Giovanni Battista Angioletti (1942); Giulio Bertoni (1938); Bruno Migliorini (1940, 1941, 1942a, 1942b, 1942c), père spirituel de la Commission de l'italianité de la langue et défenseur principal du néopurisme; Paolo Monelli (1942); Alfredo Panzini (1942<sup>8</sup>); Alfredo Schiaffini (1941); Ciro Trabalza (Trabalza & Allodoli, 1934); Francesco A. Ugolini (Bertoni & Ugolini, 1939a et 1939b).

Dès 1925 (cf. Klein, 1981) dans la culture linguistique il se répand «l'idée de la défense de la langue et de la guerre aux barbarismes» («l'idea

della difesa della lingua e della guerra ai barbarismi», Gigli, 1933, p. 254), distinguant entre «néologismes bons» et «néologismes mauvais» (Rigutini, 1926), et on déclare «le parler et écrire italiennement» (*il parlare e scrivere italianamente*) être une «action nationale» (*azione nazionale*) (Tittoni, 1926, p. 387).

Le problème de la «norme» linguistique est l'un des plus centraux du débat néopuriste; cette norme devait être établie pour la «langue de tous» (*lingua di tutti*) autrement définie comme «langue de l'usage» y compris les «langues spéciales» (*lingue speciali*). Sur la délimitation entre cette langue et la langue littéraire se développe finalement une discussion pendant les années 1941-1942 entre linguistes et écrivains publiée dans la revue *La Ruota*. Dans ce débat, les linguistes définissent la langue littéraire comme une «langue personnelle» (*lingua personale*) et la langue de l'usage comme «langue de tous» (*lingua di tutti*). Cette définition n'est pas partagée par les écrivains (à l'exception de l'écrivain Carlo Emilio Gadda, 1942, p. 38-39). Les efforts des linguistes visent à une norme «idéale» dans la langue de l'usage, y compris les langues spéciales (*lingue speciali*), en soutenant que cette norme idéale serait inhérente à la majorité des sujets parlants (cf. Migliorini, 1942, p. 18). Afin d'établir la norme linguistique on essaye principalement d'identifier les éléments «dérangeants» (*elementi disturbatori*) pour pouvoir les éliminer. Comme déjà souligné, en ceci on se base sur deux principes essentiels: premièrement le principe de l'équation langue=nation=peuple et deuxièmement le principe de l'autarcie linguistique.

Alfredo Panzini, dans la huitième édition de son *Dizionario moderno* (1942<sup>8</sup>), ajoute à la fin de son œuvre un appendice «Forestierismi da eliminare» (p. 881-895; «mots étrangers à éliminer») où il se réfère explicitement aux deux lois les plus importantes de la politique linguistique du régime (cf. Klein, 1981, p. 642). Ces lois établissent que les «barbarismes entrés clandestinement» (*Bollettino d'informazione della R. Accademia d'Italia* I, 1-3, p. 5) dans la langue italienne devaient être «expulsés» (à noter le lexique militariste caractérisant le langage de Mussolini post-socialiste; cf. les analyses de Leso, 1973 et 1977 sur le langage de Mussolini). Avec la guerre, pourtant, la campagne pour une italianisation plus complète de la langue italienne («campagna per una più completa italianizzazione della nostra lingua», Menarini, 1943, p. 18) s'affaiblit.

Réellement, l'intervention puriste contre l'usage de matériau linguistique étranger existe depuis le dix-neuvième siècle (Raffaelli, 1983); ses promoteurs sont non seulement des linguistes et des littéraires mais aussi l'Etat même. Mais pendant les vingt ans fascistes la xénophobie assume un relief particulier (cf. Klein, 1987) en culminant dans l'autarcie linguistique vers la fin du régime (fin années 1930 – début années 1940).

En conclusion, le discours sur la langue des linguistes, des écrivains, des journalistes et, en général, des personnages de la culture et de la politique d'un côté promeut et de l'autre côté justifie (dans un rapport dialectique) une politique linguistique du régime caractérisée par trois nœuds fondamentaux:

- à travers l'instruction publique le régime tente de réaliser une unification linguistique jusqu'à aboutir à une véritable dialectophobie;
- à la même époque — mais d'une manière plus accentuée vers le début des années 1930 — il se répand l'idée de l'équivalence entre langue — peuple — nation qui donne lieu à une politique de répression envers les langues des minorités ethniques sur le territoire italien d'abord dans l'instruction scolaire, puis dans les situations publiques en général et finalement même dans quelques secteurs de la vie privée;
- l'effort de maintenir l'idéal de l'unité linguistique atteint son apogée dans l'autarcie linguistique qui se concrétise, à travers le remplacement — scientifiquement discutable — des mots étrangers (appelés «exotismes») par des mots italiens, dans l'«italianité» de la langue (*italianità della lingua*) selon la devise de l'Académie d'Italie (l'*Accademia d'Italia*) «l'italianité de la langue est l'italianité de la pensée. La langue est la nation» (*Italianità di lingua è italianità di pensiero. La lingua è la Nazione*).

© Gabriella B. Klein

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANGIOLETTI Giovanni Battista, 1942 : «Lingua, dialetto e gergo», *Primato* III, 9 (1 mag.), p. 172.
- BERTONI Giulio, 1938 : «La vecchia e nuova 'questione della lingua'», *Nuova Antologia* (16 nov.), p. 121-131.
- BERTONI Giulio & UGOLINI Francesco A., 1939a : «L'asse linguistico Roma-Firenze», *Lingua Nostra*, I, p. 25-27.
- — 1939b : *Prontuario di pronunzia e di ortografia*, Torino : E.I.A.R.
- CAMILLI Amerindo, 1925 : «Lingua e dialetto», *I Diritti della Scuola*, 26, p. 478-488.
- CHABOD Federico, 1961 : *L'Italia contemporanea (1918-1948)*, Torino : Einaudi.
- Confederazione Fascista dei Professionisti e Artisti, 1941 : «Autarcia nel vocabolario», *Bibliografia Fascista* (suppl. dic.), 9 pages.

- DE LUCA Pasquale, 1926 : «Per la difesa della lingua italiana», *Nuova Antologia* (1 nov.), p. 118-121.
- FICHERA Filippo, 1929 : «Il dialetto e la cultura : II. Il dialetto elemento vitale della lingua nazionale», *Rivista Italiana di Letteratura Dialettale*, 1, p. 57-62.
- GADDA Carlo Emilio, 1942 : «Lingua letteraria e lingua dell'uso», *La Ruota*, (3<sup>a</sup> serie) III, 3/4, p. 35-39 (repris in Carlo Emilio Gadda: *I viaggi la morte*, Milano : Garzanti, 1977, p. 81-86).
- GIGLI Torquato, 1933 : «Rec. di Monelli Paolo, 'Barbaro dominio'. Processo a 500 parole esotiche», Milano (Ulrico Hoepli) 1933; pag. 358», *L'Italia Dialettale* IX, p. 251-261.
- KLEIN Gabriella, 1981 : «L'italianità della lingua' e l'Accademia d'Italia. Sulla politica linguistica fascista», *Quaderni Storici* 47, p. 639-675.
- 1982 : «Zur italienischen Sprachpolitik : der Normbegriff des Italienischen während des Faschismus», *Linguistische Berichte*, 79/82, p. 53-62.
- 1984a : «La lotta contro l'analfabetismo e il posto del dialetto nei programmi scolastici : sulla politica linguistica del fascismo», *Rivista Italiana di Dialettologia. Scuola società territorio*, VIII, p. 7-39.
- 1984b : «Le tendenze di politica linguistica nel fascismo e nel nazional-socialismo : il tentativo di un confronto», *Annali della Facoltà di Lettere e Filosofia – Università degli studi di Perugia XIX, nuova serie V, 1981-1982 – Studi linguistico-letterari*, Rimini: Magioli Editore, p. 39-53.
- 1986 : *La politica linguistica del Fascismo*, Bologna: il Mulino.
- 1987 : «Censure linguistiche. La politica linguistica del regime fascista : inutili pratiche censorie in nome di una mitica 'italianità'», *Italia-no e oltre*, II, 1 (gen.-feb. 1987), p. 28-31.
- LESO Erasmo, 1973 : «Aspetti della lingua del fascismo. Prime linee di ricerca», in Maurizio Gnerre, Mario Medici & Raffaele Simone (éds.), *Storia linguistica dell'Italia nel Novecento. Atti del V Convegno internazionale di studi della Società di linguistica italiana (Roma, 1-2 giugno 1971)*, Roma : Bulzoni, p. 139-158.
- — 1977 : «Osservazioni sulla lingua di Mussolini», in Erasmo Leso, Michele A. Cortelazzo, Ivano Paccagnella & Fabio Foresti, *La lingua italiana e il fascismo*, Bologna : Consorzio Provinciale Pubblica Lettera, p. 15-62.
- LUCARONI G., 1926 : «Il dialetto a scuola», *L'Educazione Nazionale*, 8 (dic.), p. 36-37.
- MARSILI Evaristo, 1928 : «Il dialetto nella scuola elementare», *La scuola fascista*, 5, 3, p. 4.

- MENARINI Alberto, 1943 : «Appunti sull'autarcia della lingua», *Lingua Nostra* V, p. 18-22.
- MIGLIORINI Bruno, 1935 : «Il tipo *radiodiffusione* nell'italiano contemporaneo. *Archivio Glottologico Italiano*, XXVII, p. 13-39 (repris sous le titre : «I prefissoidi. Il tipo 'aeromobile', 'radiodiffusione'», in Bruno Migliorini : *Saggi sulla lingua del Novecento*, Firenze : Sansoni, 1941<sup>3</sup>, p. 7-54).
- 1938 : *Lingua contemporanea*, Firenze : Sansoni (1937<sup>1</sup>)
- 1940 : «Purismo e neopurismo», *Lingua Nostra*, II, p. 47.
- 1941 : «Lingua letteraria e lingua dell'uso», *La Ruota*, 3<sup>a</sup> serie, II, 10-12, p. 223-228.
- 1942a : «Lingua letteraria e lingua dell'uso», *La Ruota*, 3<sup>a</sup> serie, III, 11-12, p. 138-141.
- 1942b : «Divagazioni sulla norma linguistica», *Lingua Nostra*, IV, p. 16-21 (1<sup>ère</sup> éd. in Migliorini, 1938, p. 205-229).
- 1942c : «Primi lineamenti di una nuova disciplina : La linguistica applicata o glottotecnica», *Scienza e tecnica* VI, f.12, p. 609-619.
- MONELLI Paolo, 1933 : *Barbaro dominio. Cinquecento esotismi esaminati, combattuti banditi dalla lingua italiana con antichi e nuovi argomenti*, Milano, Hoepli.
- 1942 : «Lingua, dialetto e gergo», *Primato*, III: 13 (1 lug.) , p. 244.
- PANZINI Alfredo, 1942<sup>8</sup> : *Dizionario moderno delle parole che non si trovano nei dizionari comuni*, 8e éd. postuma éditée par Alfredo Schiaffini et Bruno Migliorini. Avec un «Appendice di cinquemila voci e gli elenchi dei forestierismi banditi dalla R. Accademia d'Italia a cura di B. Migliorini». Milano : Hoepli (l'appendice a été repris in Alfredo Schiaffini & Bruno Migliorini : *Appendice al "Dizionario moderno" di Alfredo Panzini, Accademico d'Italia*. Milano : Allegretti di Campi, 1942).
- PARiset Camillo, 1931 : «La letteratura dialettale nei libri scolastici», *Rivista Italiana di Letteratura Dialettale*, 3, p. 375-378.
- RAFFAELLI Sergio, 1983 : *Le parole proibite. Purismo di stato e regolamentazione della pubblicità in Italia (1812-1945)*, Bologna : il Mulino.
- RIGUTINI Giuseppe, 1926 : *I neologismi buoni e cattivi*, Firenze.
- SCHIAFFINI Alfredo, 1941 : «Sui prestiti linguistici», *Primato*, II, 6 (15 mar.), p. 7-8.
- TITTONI Tommaso, 1926 : «La difesa della lingua italiana», *Nuova Antologia* (16 marzo), p. 377-387.
- TRABALZA Ciro, 1931 : «Il dialetto nell'insegnamento della lingua nazionale», in *Enciclopedia Italiana*, XII, p. 734-735.
- TRABALZA Ciro & ALLODOLI Ettore, 1934 : *Grammatica degli Italiani*, Firenze : Le Monnier.

# **Théologie et philologie dans l'islam médiéval : Relecture d'un texte célèbre de Ibn Fâris (X<sup>e</sup> siècle) \***

Pierre LARCHER  
*Université de Provence et IREMAM*

## **INTRODUCTION**

Le monde musulman, aujourd'hui comme hier, doit être pris pour ce qu'il est : un univers dogmatique où l'on ne peut penser ceci ou cela, mais, au contraire, où l'on doit penser ceci et non cela. S'agissant du présent, une actualité triste et parfois sinistre vient le rappeler, même si les commentateurs, par ignorance ou complaisance, attribuent à l'«islamisme» ce qui appartient, dans ses textes fondateurs comme dans la réalité de son développement historique, à l'islam lui-même<sup>1</sup>. S'agissant du passé, l'histo-

---

\* Pour des raisons techniques, la transcription utilisée ici est non académique : *dh* et *th* notent les interdentes, *sh* et *j* les chuintantes, *w* et *y* les glides, *r* la vibrante apicale, *gh* et *kh* les vélares, *q* l'uvulaire, *h'* et ' les pharyngales, ' et *h* les laryngales, *d'*, *t'*, *s'* et *z'* les emphatiques, *â*, *î* et *û* les voyelles longues, *aw* et *ay* les diphtongues. Je remercie mes collègues Claude Gilliot et Fatima Mezyane pour leurs conseils et leur aide.

<sup>1</sup> Pour un linguiste, l'opposition islam/islamisme est le type même de l'artefact, dont l'histoire mérite d'être contée : jusqu'il y a peu, islamisme appartenait au même paradigme que judaïsme et christianisme et désignait le religion musulmane. Puis les islamologues ayant réussi à imposer en ce sens le mot arabe islam, islamisme est devenu disponible pour un changement de paradigme (celui des idéologies en -isme), créant ainsi l'illusion (qui n'est pas sans précédents !) d'un islamisme comme déviation malheureuse de l'islam «vrai». Contrairement à ce qu'on peut lire un peu partout, le programme islamiste ne repose nullement sur une «mauvaise» interprétation du

riographie arabisante et islamisante postcoloniale a cru soigner ses états d'âme masochistes, générateurs d'aveuglements proprement pathétiques, dans une réécriture idéologique de l'histoire. Un cas typique est celui d'Averroès (Ibn Rushd), m. 595/1198<sup>2</sup>, que l'on nous présente comme un grand libéral, victime de ses idées, alors qu'il était un *cadi* au service du régime almohade, allant jusqu'à rédiger un commentaire sur le *credo* (*'aqîda*) du mahdî Ibn Tumart que le régime obligeait ses sujets à réciter...<sup>3</sup>. On fait évidemment mieux en matière de libéralisme...

Rappeler cela, c'est rappeler que, dans un tel univers, ceux qui font profession de penser sont généralement et *mutatis mutandis* ce qu'au XXe siècle le marxiste italien Antonio Gramsci (1891-1937) appellera des «intellectuels organiques», c'est-à-dire organiquement liés au groupe dominant ou aspirant à le devenir...<sup>4</sup>: *mutatis mutandis*, car si, pour Gramsci lui-même, il s'agissait des «intellectuels organiques de la classe ouvrière» (c'est-à-dire en fait du parti qui prétend l'incarner), il s'agit ici d'intellectuels liés non pas tant à l'état qu'à la personne même des souverains et autres grands personnages qui l'incarnent et auxquels ils doivent grâces et disgrâces (ces dernières, moins pour leurs idées que pour des motifs plus personnels ou d'opportunité : ainsi Averroès qui, en fait d'«emprisonnement», connut un bref «exil» dans une petite ville d'Andalousie<sup>5</sup>, où il continuait d'exercer ses fonctions de magistrat, avant d'être rappelé par les Almohades...).

Ibn Fâris était un intellectuel de ce type. D'origine iranienne (comme beaucoup des philologues dits «arabes»)<sup>6</sup>, il est né au IVe siècle de l'Hégire = Xe siècle de notre ère (la date précise est inconnue). Il étudia à Qazwîn, Zanjan et Bagdad. Il fit le pèlerinage de La Mecque, avant de

---

Coran, mais seulement sur une interprétation littérale de celui-ci. Si l'on peut faire dire au Coran ce qu'il ne dit pas (les exégètes sont là pour cela), on ne peut pas ne pas lui faire dire ce qu'il dit ! C'est d'ailleurs pourquoi les états musulmans, selon qu'ils sont «radicaux» ou «modérés», ne signent pas ou signent «avec réserves» sur tel ou tel point en contradiction explicite avec la lettre du Coran les différentes conventions internationales en matière de droits de l'homme (pour le détail, cf. Edzard, 1998).

<sup>2</sup> La première date est celle du calendrier hégirien, la seconde celle de notre calendrier.

<sup>3</sup> Cf. Urvoy (1998 : 57-60).

<sup>4</sup> La chose mérite d'autant plus d'être soulignée que le même Gramsci appelait les autres intellectuels «intellectuels traditionnels» ou «clercs».

<sup>5</sup> Moins d'un an et demi à Lucena (Urvoy, 1998 : 174-191).

<sup>6</sup> Les «grammairiens arabes» ne sont rien d'autre que les gens qui font la grammaire de l'arabe en arabe. Il en allait de même des «grammairiens latins» (e.g. Priscien).

s'établir à Hamadhân où il eut pour élèves le futur vizir al-Sâh'ib ibn 'Ab-bâd (et futur dédicataire du *S'âh'ibî*) et Badî' al-zamân al-Hamadhânî, l'auteur des *Maqâmât*. D'abord attaché à Hamadhân à l'ancienne famille vizirale, il était mal vu à Rayy de la nouvelle, celle d'Al-S'âh'ib. Mais quand sa renommée le fit appeler à Rayy comme précepteur du fils du souverain bouyide, il devint le protégé du vizir auquel il dédia l'ouvrage dont est extrait le texte ici proposé à la traduction et au commentaire <sup>7</sup>. C'est à Rayy qu'il mourut en 395/1004 <sup>8</sup>.

Cet ouvrage est l'un des deux plus célèbres ouvrages de Ibn Fâris, l'autre étant le *Maqâyis al-lugha*, qui est en fait un grand dictionnaire. Le *S'âh'ibî* porte en sous titre *fî fiqh al-lugha wa-sunan al-'Arab fî kalâmihâ*. Dans ce sous-titre se reconnaissent deux mots, *fiqh* et *sunan*, pluriel de *sunna*, qui n'appartiennent pas au vocabulaire linguistique, mais juridique. Le *fiqh*, c'est la «science» par excellence (sens même du mot), c'est-à-dire celle du droit, ce que l'on appelle parfois la jurisprudence ; la *sunna*, c'est la Tradition de Mahomet, c'est-à-dire l'ensemble de ses faits et gestes et propos transmis par le *h'adîth* (je reviens dans un instant sur celui-ci) et qui constitue, après le Coran, la seconde des sources ('*as'l*) de la législation islamique (*sharî'a*). La présence de ces mots vient rappeler l'étroite connexion qui existe, dès le départ, pour cause d'exégèse en général et d'herméneutique juridique en particulier (dérivation de normes à partir des textes fondateurs), entre sciences linguistiques et sciences théologico-juridiques. L'expression *fiqh al-lugha* est parfois traduite de manière tout à fait inadéquate par «philologie» : en fait, il s'agit de transférer à l'étude de la «langue» (*lugha*, mais le terme a bien d'autres sens) les principes et méthodes du droit <sup>9</sup>. Ainsi, et de manière très caractéristique, notre texte s'ouvre-t-il par ce qu'on appelle en science du *h'adîth* un '*isnâd*, c'est-à-dire une chaîne d'autorités garantissant l'authenticité de la tradition rapportée. Ce sont les verbes '*akhbara* («rapporter») et '*addatha* («raconter») figurant dans le '*isnâd* qui expliquent le nom de la chose rapportée : '*h'adîth* ou '*khobar*. Mon collègue d'Aix, Claude Gilliot, islamologue de classe internationale, pense qu'il faut prendre ces '*isnâd*-s au sérieux et qu'on peut, même si c'est un travail de bénédictin, en identifier le plus souvent les différents chaînons : c'est le cas ici, où entre Ibn Fâris et la tradition rapportée, il y a trois personnages, tous identifiables, et dont le plus ancien, Ismâ'îl b. Abî 'Ubayd Allâh, est le fils d'un vizir du calife 'abbâsside al-

<sup>7</sup> Ce texte est également cité, avec quelques variantes, dans le *Muzhir* (t. 1, p. 209-210) de Suyût'î (m. 911/1505).

<sup>8</sup> Cf. article IBN FÂRIS, dû à Henri Fleisch, de *EL2*.

<sup>9</sup> Ainsi que l'avait déjà bien vu l'orientaliste hongrois Ignaz Goldziher (1850-1921) dans un ouvrage de jeunesse (Goldziher 1994[1878]).

Mahdî (qui régna de 775 à 785). Ismâ'îl est donc mort au plus tard dans la lère moitié du IIIe/IXe siècle, donc un siècle et demi avant Ibn Fâris, ce qui n'est pas sans importance ici.

## 1. LA THESE THEOLOGIQUE ET SA JUSTIFICATION DOGMATIQUE

Ce texte propose en effet une formulation définitive de la thèse théologique en ce qui concerne la langue coranique. Cette formulation est souvent attribuée à Ibn Fâris lui-même, mais on voit qu'elle est assise en fait sur des idées beaucoup plus anciennes.

Cette thèse<sup>10</sup> se résume en une double équation. La première se fonde sur le texte même du Coran, et notamment sur Cor. 14, 4 *wa-mâ 'arsalnâ min rasûlin 'illâ bi-lisâni qawmihi* («Et nous n'avons envoyé d'envoyé que dans la langue de son peuple»). Ce verset sert de prémisse à un raisonnement de type syllogistique, amenant à la conclusion (Mahomet étant l'«envoyé d'Allah» *rasûlu llâh*) que la langue du Coran est la langue même de Mahomet : celui-ci étant né à La Mecque, située dans le Hedjâz et territoire de la tribu de Quraysh, cette langue est appelée en arabe *al-lughat al-Hijâziyya* («la langue du Hedjâz») ou *lughat Quraysh* («langue de ou des Quraysh»).

Mais à cette première identification s'en ajoute une seconde, qui, elle, ne se fonde pas sur le texte coranique lui-même, mais sur la conception islamique du Coran (certes elle-même fondée sur ce que le Coran dit de lui-même), à savoir que le Coran est l'éternelle «parole d'Allah» (*kalâm Allâh*). Il faut souligner ce point : la conception que l'islam se fait du Coran n'est pas semblable à celle que judaïsme et christianisme se font de leurs Ecritures respectives. Il y a des mots, appartenant au vocabulaire de la théologie, pour décrire la différence. Pour qualifier la conception que le judaïsme et le christianisme se font de la Bible et des Evangiles, on parle de conception «théandrique». Mais pour qualifier celle que l'islam se fait du Coran, on parle de conception «théurgique»<sup>11</sup>. Ce serait un contresens que de voir en Mahomet l'auteur du Coran. Le Coran contient certes la prédication de Mahomet, mais cette prédication est vue comme n'étant rien d'autre que la «récitation» (sens même du mot *Qur'ân*) du Livre céleste

<sup>10</sup> Cf. également Gilliot et Larcher (2003).

<sup>11</sup> Cf. Gilliot (1983 : 109).

qu'Allah «fait descendre» sur lui (*tanzîl* : on traduit, par une analogie trompeuse, par «révélation» : c'est en fait catagogie qu'il faudrait dire) <sup>12</sup>.

On comprend alors que la seconde identification devient théologiquement nécessaire, celle de *lughat Quraysh* comme *al-lugha al-fus'h'â*, qui jusqu'au jour d'aujourd'hui fait le nom arabe de ce que les arabisants appellent l'arabe classique : mais même si les deux expressions désignent la même chose, on ne saurait dire qu'elles la signifient de la même façon.

Dans le Coran même n'apparaît ni *lugha* ni *fus'h'â*, mais seulement le masculin de ce dernier terme en 28, 34 : *wa-'akhî Hârûnu 'afs'ahu minnî lisânan* «Et mon frère Aaron parle mieux que moi», litt. est plus *fas'îh'* que moi en matière de langue. Ce verset montre toutefois : 1) que la *fas'âh'a* (la qualité de *fas'îh'*) est d'abord une propriété de celui qui parle, 2) qu'il y a des degrés dans la *fas'âh'a* et 3) que c'est par une métonymie, dont le *tamyîz* («spécificatif») *lisânan* est le pivot, qu'on passe du locuteur *fas'îh'* à la langue *fas'îh'a*. On trouve un écho direct de la formulation coranique dans celle de la tradition rapportée par Ibn Fâris *Quraysh 'afs'ah' al-'Arab 'alsinatan wa-'as'fâhum lughatan*. Si, dans le Coran, Aaron parle mieux que Moïse, ici les Quraysh sont ceux des Arabes qui parlent le mieux : on est passé du comparatif au superlatif, le passage d'un individu à un groupe entraînant celui du singulier *lisân* à son pluriel *'alsina*. Le fait que *'afs'ah' al-'Arab alsinatan* soit redoublé par *'as'fâhum lughatan* montre que *lisân* et *lugha* sont ici à peu près synonymes, correspondant à ce que nous appelons «langue» (même si *lisân*, c'est d'abord la langue comme organe de la parole avant d'être le langage articulé au moyen de cet organe) <sup>13</sup> et à peu près synonymes aussi *'afs'ah'* et *'as'fâ*, signifiant «pur». On n'occultera pas, au nom d'un islamiquement correct, que dans la tradition arabe une corrélation très nette est faite entre pureté du sang et pureté de la langue. Ibn Fâris s'appesantit sur la pureté des Quraysh, avec un vocabulaire non équivoque : ils sont «la pure (*s'arîh'*) descendance d'Ismâ'îl» — allusion à l'interprétation islamique du récit biblique (Genèse, XXI) à savoir qu'Agar, chassée par Abraham, est arrivée à La Mecque avec son fils, ancêtre des Arabes —, «en rien mélangés» (*lam tashûbhum shâ'iba*), qu'«aucune vicissitude n'a fait déchoir de leurs lignages» (*lam tanqulhum 'an manâsibihim nâqila*). Inversement, on a vu qu'il y avait des degrés dans la pureté et l'arabe sera vu comme de moins en moins pur au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre (le Hedjâz et plus particulièrement

<sup>12</sup> Est ainsi centrale en islam une conception de la «Parole de Dieu» purement marginale ailleurs : cf., par exemple, la citation éloquent que fait Lester (1999 : 45) d'un fondamentaliste américain du XIXe siècle, à propos de la Bible.

<sup>13</sup> Cf. Larcher (2003).

La Mecque) vers la périphérie, où le mélange (*mukhâlat'a*) avec les Non-Arabes ('*ajam*) entraîne la «corruption» (*fasâd*) de la langue. Cette idée est formulée de manière particulièrement claire par Ibn Khaldûn (m. 808/1406) dans la *Muqaddima* (p. 1072) *wa-li-hâdhâ kânat lughat Quraysh 'afs'ah' al-lughât al-'arabiyya wa-as'rah'ahâ li-bu'idihim 'an bilâd al-'ajam min jamî' jihâtihim* («et c'est pourquoi la langue de Quraysh était le plus châtié et le plus pur des parlers arabes du fait de leur éloignement, de tous côtés, des pays habités par les non-Arabes»).

Dans l'expression '*afs'ah' al-lughât al-'arabiyya*, on voit à l'oeuvre la métonymie locuteur -----> langue, qui aboutit à l'expression *al-lugha al-fus'h'â*. Celle-ci se rencontre à date ancienne chez le grammairien Ibn Jinnî, contemporain de Ibn Fâris (il est mort en effet en 392/1002), dans son grand oeuvre, les *Khas'â'is'* (I, 260), voire chez Sîbawayhi (m. 177/793 ?) lui-même, dans le *Kitâb* (III, 278), mais chez ce dernier il peut s'agir d'une interpolation d'un copiste ultérieur.

La thèse théologique ne reçoit pas d'autre justification que dogmatique. Le fait qu'Allah ait choisi (*ikhâtara*) et élu (*'is't'afâ*) parmi les Quraysh son prophète pour servir de truchement à la catagorie du Livre est une preuve suffisante de l'excellence de leur langue.

## 2. L'HYPOTHESE PHILOLOGIQUE ET SA JUSTIFICATION SOCIOLINGUISTIQUE

Et, pourtant, Ibn Fâris ne s'en tient pas là. Aussitôt après avoir asséné la thèse théologique et sa justification dogmatique, il développe le thème de l'«élection» de Quraysh : les Quraysh sont les habitants (*qut'tân*) du territoire sacré (*h'aram*) de La Mecque, ils sont les voisins protégés (*jîrân*) et protecteurs (*wulât*) du sanctuaire (*al-bayt al-h'arâm*). A ce titre, ils reçoivent des délégations (*wufûd*) des Arabes de toutes les tribus, qui les prennent, en raison du prestige que leur confère ce titre, comme arbitres dans leurs affaires. Et à leur langue, déjà excellente, ils ajoutent encore le meilleur de chaque parler arabe. Le résultat est qu'on ne trouve dans leur langue aucun des traits spécifiques des autres tribus. Ces traits sont décrits dans le chapitre suivant (*al-lughât al-madhmûma*), dont le titre même indique qu'ils sont considérés comme «blâmables» (*madhmûm*). Il s'agit de la '*an'ana* des Tamîm, c'est-à-dire le fait de prononcer ['] le /' et donc de dire '*an(na)* au lieu de '*an(na)*<sup>14</sup> ; la *kashkasha* des Asad, c'est-à-dire le fait de

<sup>14</sup> '*an* et '*anna* sont les opérateurs, équivalents du français *que*, que l'on applique à une phrase à tête verbale ou nominale pour transformer celle-ci en constituant d'une autre phrase.

prononcer *-ki* en finale (e.g. *'alayki*) soit *'alaykish*, soit *'alayshi*<sup>15</sup>; la *kaskasa* des Rabî'a, qui est la même chose que la *kashkasha*, mais avec *s* au lieu de *sh*; la vocalisation *i* (*kasr*), également appelé *taltala*, des Asad de la première consonne de verbes ou de noms vocalisée *a* en arabe classique<sup>16</sup>; la *'ajrafîyya* (raucité ?) des Qays.<sup>17</sup>

Mais là encore l'idée n'est pas neuve. L'énumération des traits spécifiques des autres tribus est une citation littérale d'un autre grammairien, de beaucoup antérieur, al-Farrâ' (m. 207/822), dans un texte découvert dans un manuscrit arabe (MS Arab 705 datant de 525/1130) de la collection Chester Beatty par Paul Kahle (1875-1964) et publié par ses soins (Kahle: 1959[1947])<sup>18</sup>.

Si l'on compare brièvement les deux textes entre eux, on constatera que celui d'al-Farrâ' est, sur le plan historique, plus intéressant que celui d'Ibn Fâris : non seulement parce qu'il est de beaucoup plus ancien, mais encore parce qu'il exhibe le caractère «dialectique» de l'explication, que gomme entièrement le second. Il ressort du texte d'al-Farrâ', en effet, que la question de la *lugha fus'h'â* faisait l'objet d'une controverse entre deux groupes : d'une part celui des «lecteurs» du Coran (*'ahl al-qirâ'a*)<sup>19</sup> et des

<sup>15</sup> Dans le second cas, on pense évidemment à la réalisation de /k/ comme une affriquée [tsh], en général. On peut également rapprocher d'un phénomène attesté dans certains dialectes arabes modernes, à savoir la réalisation du pronom affixe de 2ème personne féminin singulier (*-ki*, en arabe classique) comme une affriquée par opposition à celle du pronom masculin (*-ka* en arabe classique) comme une palatale *k* (cf. Levin, 1999 : 217).

<sup>16</sup> La plupart des dialectes arabes modernes pratiquent la *taltala*.

<sup>17</sup> Les Asad occupent le Nord de l'Arabie, les Tamîm et les Rabî'a l'Est, les Qays le Centre, cf. cartes données par Rabin (1951 : 14) et Blachère (1964 : 248-9). Au demeurant, ces localisations sont approximatives. Sur ces traits, outre Rabin (1951), voir Blachère (1952 : 66-84) et Versteegh (1997 : 37-52).

<sup>18</sup> Dans le catalogue dressé par Arberry de cette collection, le manuscrit figure sous le n° 4788 et le titre *'adad 'ây al-Qur'ân* («Sur le nombre des versets du Coran») et fait l'objet du commentaire suivant «A treatise on the text of the Qur'ân, perhaps to be attributed to Abû Zakariyâ' Yahyâ b. Ziyâd 'Abd Allâh AL-FARRÂ' al-Dailamî al-Bâkilî (d. 207/822)» (Arberry, 1963 : 91). Cf. églit. Sezgin (1984 : 133). Suyûtî (*Muzhir*, I, p. 211) donne, d'après les *'Amâlî* de Tha'lab (m. 291/904), une version plus précise de cette énumération de traits.

<sup>19</sup> L'écriture arabe archaïque est déficiente : elle ne note ni les voyelles brèves ni, systématiquement, les voyelles longues. En conséquence, il s'est développé des traditions de «lecture» du ductus consonantique représentant le texte coranique. Ces traditions ont été fixées canoniquement au nombre de sept, au IVe/Xe siècle (mais certains en ajoutent trois après les sept et encore quatre après les dix). Leur interprétation est délicate : s'agit-il du simple reflet de l'équivocité graphique liée à l'écriture déficiente et/ou d'une variation

traditionnistes, qui voient la *fas'âh'a* dans le premier et d'autre part celui des spécialistes de la poésie et de l'histoire des Arabes qui la voient au contraire chez les Bédouins. On voit ainsi que la question que se posent les arabisants de savoir quels rapports entretiennent la langue coranique, la langue poétique et la langue classique s'origine dans la tradition arabomusulmane elle-même. Mais on voit aussi que cette question, chez Ibn Fâris, n'est plus objet de controverse : la tradition qu'il rapporte attribue au second groupe l'opinion qui chez al-Farrâ' est attribuée au premier groupe ! On relèvera de même la très grande netteté avec laquelle les gens du second groupe soulignent le caractère théologique de la position des gens du premier groupe et l'aspect purement dogmatique de sa justification : «Ceux qui proclament la supériorité du Coran, leur fait dire al-Farrâ', ne le font qu'à cause de l'obligation faite par Allah de magnifier le Coran» (*'innamâ fad'd'ala al-Qur'ân man fad'd'ala-hu li-mâ 'awjaba llâhu min ta'z'îm al-Qur'ân*). Cette imputation amène les gens du premier groupe à se défendre. Ils le font de deux manières. D'abord (la meilleure défense étant l'attaque) en s'en prenant à la position des gens du second groupe. Leur contestation se fait sur le mode ironique. Si les gens du second groupe voient la *fas'âh'a* chez les Bédouins, ils ne sont pas d'accord entre eux sur sa localisation précise, la voyant en fait chez les Bédouins géographiquement les plus proches d'eux (Kûfa et Basra, mais aussi Médine et La Mecque, selon l'endroit où se trouvent les partisans de la *fas'âh'a* bédouine)<sup>20</sup>. Ce qui amène à la conclusion implicite suivante : si la *fas'âh'a* est partout, elle n'est nulle part ! Ensuite, en proposant une explication, autre que purement dogmatique, à la *fas'âh'a* de Quraysh. Cette explication revêt un caractère «dialectique», au sens littéral du terme, en ce sens qu'elle s'articule en un dialogue des deux groupes. Le premier fait reconnaître au second la supériorité physique des Quraysh et la raison de cette supériorité : ils sont les plus beaux, parce que la circumambulation (*t'awâf*)<sup>21</sup>, à visage découvert, des femmes de toutes les tribus venant pour le pèlerinage leur permet de choisir les plus belles d'entre elles. Ils posent alors, analogiquement, la supériorité linguistique des Quraysh et la raison de cette supériorité : leur langue est la meilleure, parce que la venue de délégations de toutes les tribus leur permet de sélectionner le meilleur de chaque parler arabe !

---

linguistique inhérente à une langue polydialectale, liée à la diversité des origines des «lecteurs» ?

<sup>20</sup> Si La Mecque et Médine sont deux cités du Hedjâz et le berceau historique de l'islam, Basra et Kûfa sont deux cités du 'Irâq (Mésopotamie) et les métropoles des études philologiques au IIe/VIIIe siècle.

<sup>21</sup> Autour de la Ka'ba, à La Mecque, rite récupéré par l'islam.

Notons qu'Ibn Fâris ne reprend pas le parallèle qu'al-Farrâ' fait entre perfection physique des Quraysh et perfection de leur langue. Ce parallèle ajoute, à la conception de la pureté comme absence de mélange, l'idée qu'elle s'obtient par «sélection» (*takhayyur*). Notons également que Kahle cite le texte d'al-Farrâ' à l'appui de sa propre hypothèse sur la langue du Coran et qui est en fait une variante atténuée de celle de Karl Vollers (1857-1909) (Vollers, 1906[1981]). Selon l'hypothèse Vollers-Kahle, le Coran a d'abord été énoncé et écrit en langue vernaculaire de La Mecque, avant d'être réécrit dans la langue véhiculaire de la poésie (Vollers), à tout le moins adapté (Kahle) à cette langue. Pour Vollers, le vernaculaire de La Mecque est un parler ouest-arabique, dépourvu, entre autres, de flexions désinentielles (*'i'râb*), alors que la langue véhiculaire de la poésie est un parler est-arabique, caractérisé, entre autres, par l'existence de ces flexions.

Pourquoi des grammairiens comme Ibn Fâris et, avant lui, al-Farrâ' optent-ils pour une telle «explication» ? Parce que, comme grammairiens, ils sont mieux placés que d'autres pour savoir que la thèse théologique ne tient pas linguistiquement la route.

Les grammairiens arabes, en tout cas les plus anciens d'entre eux, sont les premiers «dialectologues» de l'arabe, pour faire allusion au titre d'un article d'un collègue, A. Levin (Levin, 1999). «Dialectes» traduit ici *lughât*, pluriel de *lughâ*, qu'on a déjà rencontré dans l'expression '*afs'ah' al-lughât al-'arabiyya*. Une telle expression suffit à exclure une interprétation de *lughât* au pluriel comme «dialectes», par opposition à *lughâ*, au singulier, comme «langue». S'il est clair qu'il s'agit des différents dialectes d'une seule et même langue, il ne s'agit pas pour autant de variétés autonomes, mais plutôt de variantes, bonnes ou mauvaises, de cette langue. Ce qui fait parfois présenter les plus anciens grammairiens arabes comme des «variationnistes» avant l'heure. Mais comme la variation inclut évidemment ici une hiérarchie, il ne faut pas pousser la comparaison trop loin, sauf à verser dans l'anachronisme.

Or une compilation des données conservées par les grammairiens sur les *lughât*, à laquelle a procédé Rabin (1951), montre qu'on pouvait distinguer en Arabie deux grandes zones, occidentale (où se trouve le Hedjâz) et orientale. Ce qu'on appelle arabe classique ne coïncide exactement ni avec l'une ni avec l'autre, tout en étant globalement plus proche de la zone orientale. Autrement dit l'arabe classique, à tout le moins la langue qui sert de base à l'arabe classique, si l'on réserve ce nom à l'arabe standardisé par les grammairiens à partir du II<sup>e</sup> siècle de l'Hégire/VIII<sup>e</sup> siècle de notre ère, tout en ayant pour base des dialectes du Centre et du Nord de l'Arabie, n'est identique à aucun d'eux, mais est (ou serait) une *koinè*. Cette *koinè* est (ou serait) le véhicule de la poésie dite préislamique (et plus largement archaïque), d'où le nom que lui donnent les arabisants de «*koinè* poétique». Elle est (ou serait), éventuellement à quelques «hedjazismes» près, la lan-

gue du Coran (d'où le nom de *koinè* poético-coranique que l'on trouve également sous la plume des arabisants).

Or ce que décrit Ibn Fâris (et avant lui al-Farrâ') de manière négative, c'est-à-dire un parler où l'on ne trouve aucun des traits spécifiques des autres parlers, c'est très précisément une *koinè*. Va d'ailleurs dans le même sens l'observation suivante : Ibn Fâris se garde bien de rappeler le trait donné comme caractéristique des gens du Hedjâz et qui est l'«allégement de la hamza» (*takhfif al-hamza*), par opposition à sa «réalisation effective» (*tah'qîq al-hamza*) par les autres Arabes<sup>22</sup>. Ce trait commun aux Arabes, sauf aux gens du Hedjâz, est évidemment le trait «classique». L'existence de ce seul trait phonologique suffit tout à la fois à refuser une identification pure et simple entre langue du Hedjâz et langue classique et est sûrement un bon argument pour considérer celle-ci comme une *koinè*, incluant ce qui appartient à tous, mais excluant ce qui n'appartient qu'à quelques-uns.

## CONCLUSION

On le voit, il est théologiquement nécessaire de poser l'équation langue du Coran = *lughat Quraysh* = *al-lugha al-fus'h'â*, mais il est linguistiquement impossible de le faire. Des grammairiens comme Ibn Fâris, ou, avant lui, al-Farrâ', se livrent alors à un véritable tour de passe-passe. Ils présentent la langue de Quraysh comme la base d'un processus de *koinéisation* justifié par le fait que La Mecque était un centre de pèlerinage intertribal. Si la conception de la langue de Quraysh comme une *koinè* les rapproche objectivement de la conception que se font les arabisants de l'arabe classique, l'identification de la *lughat Quraysh* avec la *lugha al-fus'h'â* revient à opérer un déplacement soit chronologique (hypothèse Vollers-Kahle), soit géographique (hypothèse de la plupart des arabisants).

© Pierre Larcher

---

<sup>22</sup> La hamza est le nom arabe de la laryngale occlusive ici notée /ʔ/. L'orthographe coranique porte la marque de l'adjonction de la hamza. C'est l'un des faits (incontournables) sur lesquels Vollers (1906) fondait son hypothèse.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARBERRY, Arthur J., 1963 : *The Chester Beatty Library. A Handlist of the Arabic Manuscripts*, Vol VI. MSS 4501-5000. Dublin : Hodges, Figgis & Co.
- BLACHERE, Régis, 1952-1964-1966 : *Histoire de la littérature arabe des origines à la fin du XVe siècle de J.C.*, I, II et III. Paris : Adrien-Maisonneuve.
- EDZARD, Lutz, 1998 : *Language as a Medium of Legal Norms. Implications of the Use of Arabic as a Language in the United Nations System*, Schriften zum Völkerrecht, Band 131, Duncker & Humbolt, Berlin.
- *EI2 = Encyclopédie de l'Islam*, nouvelle édition, 1960. Leiden : Brill.
- GILLIOT, Claude, 1983 : «Parcours exégétiques : de T'abarî à Râzî (sourate 55)», *Analyses-Théorie* 1983/1, p. 87-116. Presses et Publications de l'Université de Paris VIII-Vincennes à Saint-Denis.
- GILLIOT, Claude et LARCHER, Pierre, 2003 : «Language and Style of the Qur'ân», dans Jane Dammen McAuliffe (éd) *The Encyclopaedia of the Qur'ân*, t. III, J-Q, p. 109-135. Brill : Leiden.
- GOLDZIHNER, Ignaz, 1994 : *On the History of Grammar among the Arabs. An Essay in Literary History*, translated and edited by Kinga Dévényi et Tamás Iványi, Studies in the History of the Language Sciences, 73. Amsterdam/Philadelphia : John Benjamins Publishing Company.
- IBN FÂRIS, *S'âh'ibî* = Abû l-H'usayn Ah'mad Ibn Fâris *al-S'âh'ibî fî fiqh al-lugha wa-sunan al-'arab fî kalâmihâ*, éd. Moustafa El-Chouémi, Coll. Bibliotheca philologica arabica, publiée sous la direction de R. Blachère et J. Abdel-Nour, vol. 1. Beyrouth : A. Badran & Co. 1383/1964.
- IBN JINNÎ, *Khas'â'is* = 'Abû l-Fath' 'Uthmân Ibn Jinnî, *al-Khas'â'is*. Ed. par Muh'ammad 'Alî al-Najjâr, 3 vols. Beyrouth : Dâr al-Hudâ li-l-t'ibâ'a wa-l-nashr. S.d.
- IBN KHALDÛN, *Muqaddima* = Walî l-dîn 'Abd al-Rah'mân b. Muh'ammad Ibn Khaldûn. *al-Muqaddima*, t. I du *Kitâb al-'ibar*. Beyrouth: Maktabat al-madrasa et Dâr al-kitâb al-lubnânî, 1967.
- KAHLE, Paul, 1947, 1959 : *The Cairo Geniza*, First Edition 1947, Second Edition 1959. Oxford : Basil Blackwell.
- LARCHER, Pierre, 2003 : «Language (Concept of)», dans Jane Dammen McAuliffe (éd) *The Encyclopaedia of the Qur'ân*, t. III, J-Q, p. 108-109. Brill : Leiden.
- LESTER, Toby, 1999 : «What is the Koran?», in *The Atlantic Monthly*, January 1999, pp. 43-56.
- LEVIN, Aryeh, 1999 : «The first book of Arabic dialectology : Sîbawayhi's al-Kitâb», *Jerusalem Studies on Arabic and Islam* 23, p. 208-220.

- SEZGIN, Fuat, 1984 : *Geschichte des arabischen Schriftums, Band IX. Grammatik bis ca. 430H.* Brill : Leiden.
- SĪBWAYHI, *Kitâb* = 'Abû Bishr 'Amr b. 'Uthmân b. Qanbar SĪbawayhi, *al-Kitâb*. Ed. par 'Abd al-Salâm Muh'ammad Hârûn, 5 vols. Le Caire, 1966-1977. [Réimp., Beyrouth: 'Âlam al-kutub, s.d.].
- SUYÛT'Î, *Muzhir* = 'Abd al-Rah'mân Jalâl al-dġn al-Suyût'ġ *al-Muzhir fġ 'ulûm al-lugha wa-'anwi'ihâ*, éd. Muh'ammad Ah'mad Jâr al-Mawlâ, 'Alġ Muh'ammad al-Bajâwġ et Muh'ammad Abû l-Fad'l Ibrâhġm, 2 vols. Le Caire : 'Īsâ al-Bâbġ al-H'alabġ. S.d.
- URVOY, Dominique, 1998 : *Averroès. Les ambitions d'un intellectuel musulman.* Paris : Flammarion.
- RABIN, Chaġm, 1951 : *Ancient West-Arabian.* London : Taylor's Foreign Press.
- VOLLERS, Karl, 1906[1981] : *Volksprache und Schriftsprache im alten Arabien*, Strasburg [réimp. Amsterdam, APA-Oriental Press, 1981].
- VERSTEEGH, Kees, 1997 : *The Arabic Language.* Edinburgh University Press.

## ANNEXE I. TEXTE DE IBN FÂRIS

باب القول في أفصح العرب  
أخبرني أبو الحسن أحمد بن محمد بن مولى بني هاشم بقزوين قال  
: حدثنا أبو الحسن محمد بن عباس الخشكي قال : حدثنا  
إسماعيل بن أبي عبيد الله قال : أجمع علماؤنا بكلام العرب  
والرواة لأشعارهم والعلماء بلغاتهم وأيامهم ومحالهم أن قريشا  
أفصح العرب السنة وأصفاهم لغة. وذلك أن الله - جل ثناؤه -  
اختارهم من جميع العرب واصطفاهم واختار منهم نبي الرحمة  
محمدًا - صلعم - ، فجعل قريشا قطان حرمه وجيران بيته  
الحرام وولاته. فكانت وفود العرب من حجاجها وغيرهم يفدون  
إلى مكة للحج ويتحاكمون إلى قريش في أمورهم . وكانت قريش  
تعلمهم مناسكهم وتحكم بينهم. ولم تزل العرب تعرف لقريش  
فضلها عليهم، وتسميها أهل الله لأنهم الصريح من ولد إسماعيل  
- عليه السلام - ولم تشبهم شائبة، ولم تنقلهم من مناسبتهم ناقلة،  
فضيلة من الله - جل ثناؤه - لهم وتشريفًا، إذ جعلهم رهط نبيه  
الأدنين وعترته الصالحين. وكانت قريش مع فصاحتها وحسن  
لغاتها ورقة أسنتها إذا أنتهم الوفود من العرب تخيروا من  
كلامهم وأشعارهم أحسن لغاتهم وأصفى كلامهم. فاجتمع ما  
تخيروا من تلك اللغات إلى نحائزهم وسلانقهم التي طبعوا  
عليها، فصاروا بذلك أفصح العرب. ألا ترى أنك لا تجد في  
كلامهم عننة تميم، ولا عجرفية قيس، ولا كشكشة أسد، ولا  
كسكسة ربيعة، ولا الكسر الذي تسمعه من أسد وقيس، مثل :  
تعلمون ونعلم، ومثل : شعير وبغير

## ANNEXE II. TRADUCTION DU TEXTE DE IBN FÂRIS

## Des plus châtiés des Arabes

Abû l-H'asan Ah'mad b. Muh'ammad, client des Banû Hâshim à Qazwîn, m'a transmis la tradition suivante qu'il tenait de Abû l-H'asan Muh'ammad b. 'Abbâs al-Khushkî qui la tenait lui-même d'Ismâ'îl b. Abî 'Ubayd Al-lâh : nos savants en matière de langage des Arabes, les transmetteurs de leurs poésies, les savants dans les domaines de leurs manières de parler, de leurs journées, de leurs campements sont unanimes sur le fait que les Quraysh sont les plus châtiés et les plus purs des Arabes en matière de langue : c'est qu'Allâh —qu'il soit hautement louagé— les a choisis, entre tous les Arabes, et les a élus : c'est parmi eux qu'il a choisi le prophète de miséricorde, Muh'ammad —Allâh étende sa bénédiction et sa protection sur lui ! ; il a fait des Quraysh les habitants de son territoire sacré, les voisins protégés et protecteurs de son sanctuaire. Les délégations d'Arabes, pèlerins et autres, venaient à La Mecque pour le pèlerinage et s'adressaient aux Quraysh pour qu'ils arbitrent entre eux dans leurs affaires. Les Quraysh leur apprenaient leurs dévotions et arbitraient entre eux. Toujours, les Arabes reconnaissent aux Qurasch une supériorité sur eux et les nomment la gent d'Allâh : ils sont en effet les purs descendants d'Ismâ'îl —sur lui le salut!—, en rien mélangés, que nulle vicissitude n'a fait déchoir de leurs lignages, par une grâce venue d'Allâh —qu'il soit hautement louagé—, et pour les honorer, quand il a fait d'eux la parentèle de son prophète vertueux et de sa pieuse famille. Mais, les Quraysh, malgré le caractère châtié de leur langue, la qualité de leurs manières de parler, la délicatesse de leur langage, quand les délégations des Arabes venaient chez eux, choisissaient dans leur parler et dans leurs poésies les meilleures manières de s'exprimer et le langage le plus pur. Tout ce qu'ils avaient choisi parmi ces manières de parler s'ajouta à leur nature et à l'empreinte dont ils étaient marqués et ils devinrent ainsi les plus châtiés des Arabes. On ne trouve dans leur parler, n'est-ce pas, ni la *'an'ana* des Tamîm, ni la *'ajrafiyya* des Qays, ni la *kashkasha* des Asad, ni la *kaskasa* des Rabî'a, ni la vocalisation *i* qu'on entend chez les Asad et les Qays, par exemple *ti'lamâna* [vous savez] et *ni'lam* [nous savons] et, autre exemple, *shi'îr* [orge] et *bi'îr* [chameau].

*Kitâb al-S'âh'ibî fî fîqh al-lugha*, éd. Chouémi, Beyrouth, 1383/1964, pp. 52-53

## **L'invention de la langue moldave à l'époque soviétique**

Anatol LENȚA  
*Université de Chișinău*

Nous n'avons pas besoin de l'avis des linguistes sur la dénomination de la langue que nous parlons. C'est la langue moldave, qui est beaucoup plus ancienne que la langue roumaine.  
(V. Voronin, Président de la République de Moldova, décembre 2003)

La propagation sous toute forme d'une langue moldave, différente de la langue roumaine, est une fraude d'un point de vue scientifique, une absurdité et une utopie d'un point de vue historique et pratique et du point de vue politique c'est l'annulation de l'identité ethnique et culturelle d'un peuple et, donc, un acte de génocide ethno-culturel. (E. Coșeriu, 2002, p. 3)

### **INTRODUCTION**

Il ne semble pas très aisé de trouver une autre langue en Europe que le roumain parlé des deux côtés du Nistru (Dniestr<sup>1</sup>) dont l'histoire soit en même temps tout aussi claire et complexe, facile à expliquer et difficile à accepter, illuminée par la réalité des faits linguistiques et souvent assombrie par les ambitions personnelles des uns et les prétentions territoriales des autres.

---

<sup>1</sup> Nistru est le nom roumain du fleuve connu en français sous son nom russe : Dniestr.

Intimement liée au destin des Roumains de cette région géopolitique, la langue roumaine a connu des périodes où elle était envahie d'unités et structures d'expression slaves, étrangères à son esprit, mais restait sensible aux mots et expressions latines qui n'ont cessé d'ennoblir son caractère. Les particularités historiques de son vocabulaire, les traits distinctifs de sa morphologie et de sa syntaxe, et surtout ses diversités territoriales convergeant pour souligner son unité, ont fait l'objet d'étude des grands romanistes (C. Tagliavini, A. Lombard, V. Šišmarev, E. Michalci, R. Piotrowski, et d'autres), et en même temps ont servi d'éléments de spéculation aux amateurs et aux personnes malavisées.

Après l'écroulement de l'URSS on a vu se créer des conditions favorables pour une étude objective de la politique linguistique dans ce qui fut l'espace soviétique. Les spécialistes peuvent aujourd'hui mettre en pleine lumière les multiples facettes des contacts entre les langues dans un Etat multinational, l'influence d'une langue devenue avec le temps dominante sur une langue dominée; ils peuvent examiner les causes et les conditions dans lesquelles s'exerçait cette influence, mais aussi constater en détail l'ampleur des changements qualitatifs et quantitatifs dans les systèmes des langues dominées par suite de la politique linguistique du pouvoir soviétique, de sa politique de dénationalisation, manifeste ou masquée.

Dans ce qui suit, nous allons essayer de montrer quels étaient les arguments linguistiques qui permettaient de parler d'une langue moldave, distincte du roumain, comment l'aspect linguistique s'est vu instrumentalisé par le politique, par le désir du pouvoir soviétique de créer une nouvelle langue, par quelles voies changeaient les formes d'expression linguistiques et, partant, la sensibilité linguistique de la population autochtone de la République de Moldova.

Nous proposons d'envisager ces moments dans le contexte de la vie politique de la Moldavie de l'Est. De ce point de vue, l'histoire de la langue roumaine parlée dans ce territoire se laisserait diviser en trois époques<sup>2</sup>. La première époque correspond à l'espace géo-politique de la

---

<sup>2</sup> Dans sa division triadique de l'histoire du roumain de cette région le linguiste S. Berejan vise principalement l'aspect linguistique de l'impact de la langue russe, langue dominante, sur la destinée d'une langue dominée, le roumain de la République de Moldova. Il semble toutefois difficile de ne pas envisager aussi l'aspect politique de ce problème, l'intérêt des autorités soviétiques à rendre très claire la supériorité de la langue russe sur les langues des autres peuples de l'URSS.

D. Deletant examine la politique linguistique dans la République Socialiste Soviétique de Moldavie et parle de trois périodes, sans limites chronologiques distinctes; ces périodes reflètent la position des linguistes russes et moldaves à ce sujet (dont M. Sergievskij, V. Šišmarev) et vont du moldave, langue indépendante, à l'hybride russo-moldave ayant comme source principale d'enrichissement la langue russe, puis à l'identité glottique moldavo-roumaine, basée sur l'héritage linguistique commun. C'est dans cette dernière opti-

RASSM<sup>3</sup> (1924-1940). C'est la période où l'on a commencé l'entreprise d'invention de la langue moldave : on a écrit les premières grammaires de langue moldave, on a défini les bases de son orthographe et on a défini les caractéristiques invariantes de son vocabulaire.

La deuxième s'étend sur environ 50 ans (1940-1990) et va jusqu'à l'effondrement de l'URSS. C'est l'espace de la RSSM<sup>4</sup>. C'est l'époque du bilinguisme russe - langue nationale, quand l'Union Soviétique avait besoin d'une seule langue d'Etat, d'une langue dominante qui ne pouvait être que le russe. La langue du peuple moldave, langue dominée, est assaillie de mots et expressions russes et voit se rétrécir sensiblement ses sphères d'emploi ; sa synergie (sa cohérence interne), ses mécanismes synergétiques d'auto-réglage arrivent à se déséquilibrer graduellement.

Et, enfin, la troisième époque, qui coïncide avec l'existence de la République de Moldova d'aujourd'hui. Le retour en 1989 à l'alphabet latin a réduit sensiblement la portée de la thèse suivant laquelle le moldave serait différent du roumain. Dans cette période on se soucie moins d'apporter des preuves linguistiques «convaincantes» à l'appui de l'individualité et de l'originalité de la langue parlée dans l'espace entre les rivières Prut et Dniestr. On veut plutôt essayer de garder le syntagme *langue moldave* (dans la Constitution de la République, dans le fonctionnement des institutions d'Etat) et l'investir d'une forte charge identitaire et politique : on parle de *langue moldave* et de *nation moldave*, de *citoyens de l'Etat* qui est la République de Moldova.

Remarquons que le syntagme *limba moldovenească* ['langue moldave'] a une signification floue, voire ambiguë et cela parce que le sémantisme de ses constituants n'est pas suffisamment clair. Compte tenu de l'aire sémantique du politonyme *Moldova* (pays ; principauté indépendante ; province de la Roumanie ; territoire occupé par l'empire russe ; république dans l'empire soviétique), l'adjectif *moldovenesc* [moldave]

---

que que s'inscrivent les quelques recherches théoriques des années 50 sur la langue moldave où l'on affirmait :

«Partir de l'identité moldave-roumaine signifie accepter l'évidence que les deux langues possèdent le même fond lexical, le même système grammatical, morphologique et syntaxique» (Deletant, 1994, p. 7).

Importante nous semble l'idée de l'auteur sur les perspectives théoriques d'une prise en compte des registres de la langue parlée dans la République Socialiste Soviétique de Moldavie : le moldave «de tous les jours», le moldave officiel employé dans les institutions et le moldave des écrivains de ce territoire.

<sup>3</sup> RASSM : République autonome socialiste soviétique de Moldavie, établie sur la rive gauche du Dniestr, à l'intérieur du territoire de l'Ukraine, entre 1924 et 1945, à l'époque où la Bessarabie faisait partie de la Roumanie.

<sup>4</sup> RSSM : République socialiste soviétique de Moldavie, correspondant à l'ancienne province de Bessarabie (entre Dniestr et Prut), plus l'ancienne RASSM, de 1945 à 1991, qui devint ensuite la République (indépendante) de Moldova, dans les mêmes frontières.

prend différentes valeurs de contenu dans la dénomination des habitants de tout cet espace géographique et de leur langue.

Le substantif *limbă* [langue] est, lui aussi, fortement polysémique ; il a pour signifié différentes entités linguistiques : langue (langue française, anglaise, etc.) ; dialecte ; patois, etc., et peut ainsi provoquer bien des équivoques.

## 2. LA RASSM : FANTASMES LINGUISTIQUES

Il est important de remarquer dès le début que la notion de «langue moldave» nous vient de loin, elle s'employait assez souvent bien avant le XX<sup>ème</sup> siècle. Déjà D. Cantemir, l'érudit prince moldave, les chroniqueurs du XVII<sup>e</sup> – XVIII<sup>e</sup> siècles, dont Gr. Ureche, I. Neculce, M. Costin et d'autres, l'utilisaient souvent dans leurs œuvres lorsqu'ils parlaient du peuple de la Moldavie. Quand on l'utilisait, on le faisait principalement soit pour dénommer la variante parlée de la langue roumaine, en opposition à la variante écrite, soignée, soit pour souligner certaines particularités du parler local, moldave, notamment sa prononciation à caractère plutôt rustique, un peu plus rude qu'ailleurs<sup>5</sup>.

Mais à la suite de l'occupation par la Russie tsariste du territoire de la Bessarabie, la notion et le glottonyme *langue moldave* prennent d'autres connotations de nature non linguistique. Soucieux d'éradiquer la mémoire ethnique des habitants de ces territoires et de les opposer aux autres Roumains, l'administration coloniale tsariste a imposé au syntagme un contenu politique bien prononcé, le considérant comme *langue*, déclarée *langue officielle*, à côté du russe<sup>6</sup> et l'opposant à la langue qu'on parlait sur la rive droite du Prut. Cette interprétation du glottonyme a connu tout son épanouissement sur la rive gauche du Dniestr, qui avait vécu de longues décennies d'occupation.

La RASSM a été créée en octobre 1924 sur la rive orientale du Dniestr, en Ukraine; cette formation étatique n'était pas pensée comme l'expression concrète des aspirations du peuple moldave à une vie meilleure, comme on l'affirmait à cor et à cri; les Soviets laissaient eux-mêmes voir clairement leurs intentions :

La création de notre République doit montrer à nos frères de l'autre rive, séparés par la main armée des occupants roumains, comment s'autodéterminent les peuples de l'Union Soviétique, comment ils peuvent proclamer la République dans toute la Roumanie.

<sup>5</sup> Negru, 2000, p. 11

<sup>6</sup> Cincilei, 1996, p. 80

Et comme l'appétit vient en mangeant, dans le *Mémoire concernant la nécessité de créer la RASSM*, on stipulait déjà:

La République Moldave pourrait jouer le même rôle politique (par rapport à la Roumanie) que la République de Biélorussie par rapport à la Pologne et la République de Carélie par rapport à la Finlande. La réunification des territoires des deux côtés du Nistru pourrait servir de couteau stratégique à l'URSS dans les Balkans (par la Dobroudja) et en Europe Centrale (par la Bucovine et la Galicie); l'URSS pourrait les utiliser comme tête de pont dans des buts militaires et politiques. (Negru, 2000, p. 14)

Bien que les frontières occidentales de la RASSM passaient le long du Dniestr, les propagandistes soviétiques incluait en fait toute la Bessarabie dans la nouvelle formation étatique. L'existence de la RASSM permettait aux autorités soviétiques de taire l'évidence que les Moldaves de cette région constituaient une partie de la nation roumaine et d'imposer l'idée que les Moldaves et les Roumains formaient deux groupes ethniques totalement distincts.

Déjà en 1926 le Comité Exécutif de la RASSM prend la décision de créer le Comité Scientifique Moldave (*Комитету Штиинцьийник Молдовнеспк*<sup>7</sup>) auquel on a imposé la tâche de veiller à la création et au développement de la culture socialiste moldave, de la langue, de l'histoire, de la littérature et des arts. A partir de cette époque la roumanophobie, la propagation suivie de l'idée que les Moldaves et les Roumains seraient deux peuples essentiellement différents parlant des langues différentes prennent une ampleur sans précédent et s'inscrivent dans le spectre général de la politique nationale de l'Etat Soviétique<sup>8</sup>.

La Commission philologique, partie intégrante du Comité Scientifique Moldave, a proposé une série de mesures à réaliser : établir les normes grammaticales de la langue moldave, restructurer son vocabulaire, élaborer l'alphabet et l'orthographe en acceptant les «lettres russes»<sup>9</sup>. Le

<sup>7</sup> [A titre exceptionnel dans ce recueil, nous laissons ici l'original en écriture cyrillique, pour faire apparaître la différence entre le moldave cyrillisé et le roumain en alphabet latin. Ainsi le nom propre Chior est cyrillisé en Кїор, ce qui en (re)transcription latine donnerait K.jor. (*Note des éditeurs*)]

<sup>8</sup> Bien entendu, les débuts de cette politique roumanophobe sont à chercher dans l'occupation russe de la Bessarabie en 1812, qui a interrompu le vaste processus d'occidentalisation romane de la vie culturelle et de l'activité linguistique dans ce territoire (cf. Cincilei, 1996) et a imposé le glottonyme *langue moldave* en lui donnant des connotations politiques.

<sup>9</sup> On pourrait comprendre la raison des tentatives des spécialistes linguistes de cette époque de proposer des solutions appropriées, à condition, évidemment, «que l'on [...] s'occupe du volontarisme linguistique, qui, lui, a fabriqué des coupures de façon, sinon artificielle, du moins, politique» (Sériot, 1996, p. 300).

processus de la moldovanisation prenait tout son essor. Et voilà quelles étaient ses grandes directions :

Nous sommes appelés à former notre jeune intelligentsia moldave dans l'esprit de la culture russe et ukrainienne, qui est la culture du prolétariat victorieux, elle se développe et se perfectionne à mesure que se développe notre système socio-politique. La même chose est valable pour l'alphabet de notre langue: les caractères latins sont difficiles pour les Moldaves, leur emploi ne fera qu'entraver notre activité. (Dîrul A., Eşcu I, 1996, p. 151)

Pavel Chior, qui était à cette époque le Président du Comité Scientifique (*Комисару Народник ди Лунинари а РАССМ шы Пришэдинтили Комитетулуй Штиинцьийник Молдовнеск*) a essayé d'élaborer l'orthographe de la langue moldave en prenant en considération «les aspects linguistiques, ethnographiques et sociaux»<sup>10</sup> de la région. Comme l'alphabet russe, dont s'inspirait l'auteur, l'alphabet moldave devait se composer de 33 signes graphiques et comprendre les lettres russes [й], [э], [ю], [я] et le signe de mouillure [ь]. C'est de cette manière qu'on envisageait d'élaborer une orthographe демократикы ымпроститы шы штиинцьийникы кари дэ ла фиштикари сунит а лингий жий о сэмнуири графикы, о буки диосэгиты (démocratique, simplifiée et scientifique, qui attribue à chaque son de la langue vivante un signe graphique, une lettre particulière)<sup>11</sup>.

Les lettres russes changeaient entièrement l'image graphique des mots roumains et constituaient une condition favorable pour rapprocher le parler de cette région de la langue russe. C'est dans cet esprit que le Comité espérait réussir à

дизляга пэн ла капэт ынтребаря яста принципиалы (résoudre définitivement ce problème de principe) et à éviter les difficultés des autres peuples унди домнешти буржуазыя шы сынт аша орфографий кари-с тари ынкуркати шы грели (où le pouvoir est à la bourgeoisie et les orthographes sont très embrouillées et difficiles). (Кйор / Kјor, 1929, p. 6)

<sup>10</sup> Кйор / Kјor, 1929, p. 3.

<sup>11</sup> Кйор/ Kјor, 1929, p. 6. La coloration fortement macaronique de ce texte est malheureusement perdue dans la traduction.

Quelques exemples de «corrections orthographiques».

La lettre [я] devait représenter le groupe de sons [ua] et [ÿa], comme dans les mots [картя] pour [cartea]; [жьюя] pour [joia]; ainsi que [ьа] : [луня] pour [lunea].

## ГРАМАТИКА

A son tour la lettre [ю] allait représenter le groupe de sons [uy] et [ÿy], comme dans [аюря] pour [aiurea]; [маю] pour [maiu], ainsi que [ьу] : [окою] pour [ochiu].

Le son [e] au début du mot ou précédé d'une autre voyelle (qui donne des informations importantes sur l'étymologie des unités lexicales) perdait dans l'écriture le son [i] qui est prononcé : [енуре] pour [ierure]; [бэет] pour [băiat]; [нуе] pour [nuia].

Dans la conception des protagonistes de l'élaboration de la langue moldave, le vocabulaire devait subir, lui-aussi, des changements de large envergure. On condamnait surtout l'emploi des mots roumains «francisés introduits jadis par les ennemis du peuple travailleur»<sup>12</sup>. Avant de recommander l'emploi de telle ou telle unité lexicale, de telle ou telle forme d'expression, les auteurs des œuvres littéraires et des manuels «sont appelés à demander conseil aux kolkhoziens, aux camarades qui sont plus avisés dans les problèmes linguistiques»<sup>13</sup>.

Aujourd'hui il est possible de voir comment on projetait d'effectuer les changements dans le vocabulaire, quelles voies les auteurs proposaient de prendre pour arriver à cerner les limites du vocabulaire de la langue moldave.

L'on pourrait parler, dans ce sens, de deux grandes directions nettement distinctes qui étaient l'épuration du vocabulaire moldave des unités lexicales dites roumaines et aussi son enrichissement par l'emprunt à la langue du grand peuple russe.

Partant du principe qu'on doit prendre à la base de la langue moldave le parler vivant moldave et que «la langue roumaine est étrangère à notre langue», les adeptes de la nouvelle théorie déclenchent une vaste campagne d'exclusion, voire d'anathématisation des éléments dits roumains. On affirmait que ces mots «doivent être remplacés par des mots

<sup>12</sup> Negru, 2000, p. 22.

<sup>13</sup> *Ibid.*

nouveaux, meilleurs»<sup>14</sup>, qui expriment à notre manière la réalité extralinguistique. Citons quelques exemples d'unités qu'on demandait de bannir du système lexical moldave comme étrangères à son esprit. Ainsi, pour les mots *exemplu, expoziție, dicționar, experiență, observație, a poseda, etc.*, on proposait respectivement *арэтэрь, вэзопунири, арэториш, кувынтелник, шеркари, ынсемнари, а' нстэпыни, etc.*

Les calques lexicaux devait, eux aussi, «enrichir» le vocabulaire de la langue : le mot *oxigen* était remplacé par *аеронэскэтор* [rus. *водород*]; *avion* par *сынгурэзбурэтор* [rus. *самолет*]; *termometru* par *кэлдуромэсурэтор*, etc; beaucoup d'unités lexicales venaient directement du russe: les mots *задании, география, ыркуль, а сы ошыги* allaient être employés au lieu des mots, respectivement, *lucrare, geografie, compas, a greși, etc.*

Pour se faire une idée de l'ampleur des changements qu'on était censé réaliser, prenons une seule phrase tirée d'un manuel scolaire édité à cette époque :

*Пинтру а гаранта механизаря индустриий зыдитоари шы продуширя материаллор ди зыдири, сы организазы продуширя бетоныиместикаторилор, кятрофэрмэторилор, машынилор друмниши, локомобилурилор вагонетшилор шы а. м. д.*

On est saisi d'effroi quand on pense au destin des élèves auxquels les auteurs imposaient une telle langue... et quand on a devant soi des manuels qui employaient un métalangage comme celui qu'on voit ci-contre.

## ЫНВЭЦЭЛНИК

### ПЫ ОБЩЕШКОЛЬНИК

ТЕМАТИЧЕШЕ ЗАДАНИЕ СЪИДИМЫСТИ

СЪИДИМЫСТЕ А. МАДАН

ПИНТРУ АНУ'А МЪ ДЪ ПИИДИМЫСТЕ

Молдова, р. 11. Кишинэу

Съидайышты адеварат молдовняскы сы чии кыт май ынцэлясы шы кыт май фолосытоари пинтру паишый ынченэторь ын дисфэшураря културый соцыалисти молдовнешть

Титул ае глумэтышты ае П. П. МАДАН



ЦЕНТРА СТАТИСТИК А РОСЪТИИШЕ

Dans ce contexte on devrait réserver une place à part à la grammaire de L. Madan, adressée à tous ceux qui «construisent une nouvelle société, basée sur la non exploitation de l'homme». Dans l'introduction de sa grammaire, l'auteur précise :

*цынта диобшти а граматичий ди фацы стэ ынтр'ачея кы ынтыя граматикы адеварат молдовняскы сы чии кыт май ынцэлясы шы кыт май фолосытоари пинтру паишый ынченэторь ын дисфэшураря културый соцыалисти молдовнешть*

[Мадан, 1929: XVII].

<sup>14</sup> Pascari, 2000, p. 20.

(‘le but essentiel de la présente grammaire est que la première grammaire réellement moldave soit le plus compréhensible possible, et utile à ceux qui font les premiers pas dans le déploiement de la culture socialiste moldave’).

Une telle grammaire, conçue dans cet esprit, allait représenter «le document fondamental qui prouvait sans contredit que la langue moldave est une langue indépendante, différente de la langue roumaine» [*ibid*].



La grammaire de L. Madan, comme d'ailleurs les autres qui lui ont succédé, est une traduction fidèle des grammaires de Kiev et de Moscou, elle a été inventée et réalisée sur le modèle des grammaires de ces langues. La grammaire moldave de Ia. Cușmăunsă, par exemple, les grammaires de I.D. Ceban, suivent de très près la conception grammaticale proposée par S.G. Barxudarov<sup>15</sup>. La répartition des mots par parties du discours est faite conformément à la tradition grammaticale russe, formée sur une réalité linguistique différente de celle de la langue roumaine. Pour L. Madan, pour ne prendre que cet auteur, le système grammatical

du moldave est composé de neuf parties du discours, dont l'article est exclu. L'article n'apparaît que dans les grammaires des années suivantes<sup>16</sup>.

L'on doit souligner que les exemples cités dans ces grammaires sont empruntés aux écrivains et poètes russes et ukrainiens : L. Tolstoï, A. Pouchkine, L. Ukrainka, etc, ainsi qu'aux écrivains prolétariens M. Gorki, Serafimovič, etc. Les écrivains et poètes de langue roumaine, même ceux qui sont nés sur le territoire de la Bessarabie (A. Mateevici, A. Donici, B.P. Hașdeu et d'autres) ne trouvaient pas de place dans ces grammaires, car «les larges masses populaires ne comprennent pas leur langue», et puis leurs œuvres «ne peuvent pas contribuer à l'épanouissement de la jeune culture moldave»<sup>17</sup>, «nationale par la forme et socialiste par le contenu»<sup>18</sup>.

Les adeptes de L. Madan, dont P. Chior, Ia. Cușmăunsă, D. Milev affirmaient haut et fort:

<sup>15</sup> Cf. Cușmăunsă, 1939 ; Cioban, 1941.

<sup>16</sup> Cioban, 1941, p. 182.

<sup>17</sup> Madan, 1929, p. XVII.

<sup>18</sup> Къор / Kjor dans Madan, 1929, p. IX.

Ноауы ну ни требуи граматикы литерары ромыняскы кэч ку ашэ граматикы ной ом ынэдушы ди тэт лимба ноастры молдовиняскы.  
(Nous n'avons pas besoin d'une grammaire littéraire roumaine, car une telle grammaire viendra étouffer complètement notre langue moldave)<sup>19</sup>.

Bien qu'on ait toléré dans une certaine mesure l'emploi des mots roumains pendant la période des années 1932-1938, quand on avait accepté l'alphabet latin, la politique d'hostilité envers ces expressions n'a pas perdu de son ampleur. On continuait à encourager les formations lexicales moldaves qu'on écrivait en caractères cyrilliques, si bien que la langue moldave devenait inévitablement un mélange illisible de russe, d'ukrainien et d'éléments à caractère dialectal moldave.

### 3. LA RSSM : VAINS EFFORTS LINGUISTIQUES

La politique linguistique de la RSSM est évidemment une continuation des théories élaborées pendant les années précédentes. Encouragés par les écrits de M. Sergievskij, N. Deržavin, A. Udal'cov, par l'avis des autres spécialistes endoctrinés, les linguistes soviétiques de Chişinău, dont I. Ceban, A. Borşci, vitupéraient contre ceux qui «roumanisent» la langue moldave, qui nient les origines slaves du peuple moldave.

Après l'année 1940 la langue littéraire roumaine et son alphabet sont interdits dans la RSSM. I. D. Ceban publie des articles où il appelle la population

сэ лупте фэрэ круцаре ши сэ нимишыскэ тендинцеле буржезо-националисте ын лимба молдовеняскэ  
(à lutter sans merci et à liquider les tendances bourgeoises nationalistes dans la langue moldave).

Borşci conseillait aux lexicographes

сэ евите сериоаса ши перикуроаса боалэ а поклонирый фацэ де лингвистика бургезэ (d'éviter la maladie sérieuse et contagieuse de présenter des requêtes devant la linguistique bourgeoise).

Le jeune lexicographe se pose la question de savoir s'il est obligatoire d'employer des mots roumains du type *complot*, *premişă*, *interogatoriu*, quand il y a leurs équivalents russes *заговор*, *предпосылка*, *приговор*, qui s'accordent plus facilement avec les «lois internes du développement de la langue moldave».

<sup>19</sup> Pascari, 2000, p. 20.

Il n'y a pas de raison d'employer des mots du type *alianță, celulă*; il est plus pratique, plus facile et plus naturel de les remplacer par leurs synonymes sémantiques, empruntés au russe, cette langue si riche, qui sert d'exemple non seulement à tous les peuples de l'URSS, mais aussi à toute l'humanité progressiste<sup>20</sup>.

Les mots *igienă, general, aritmetică* et d'autres *противоречат историческим политическим и практическим требованиям предъявляемым к языку нашим народом* (contredisent les exigences historiques, politiques et pratiques avancées de notre peuple à l'égard de la langue. La langue moldave doit être faite moldave)<sup>21</sup>.

Les mots qui exprimaient des réalités soviétiques ou des notions propres à cette époque étaient directement empruntés à la langue russe ou ukrainienne. Citons seulement quelques exemples pour voir quel abîme on essayait de creuser entre une langue littéraire, soignée et une langue faite de toutes pièces :

<i>russe</i>	<i>moldave</i>	<i>roumain</i>
староста	старосте	șef de echipă
важный	важник	important
пропуск	пропуск	permis
путевка	путьовкэ	foaie de drum
прописка	пропискэ	viză de reședință
утренник	утреник	matineu
голосовать	а глэсуи	a vota

Les noms propres étrangers devaient s'écrire à la manière russe : *Испания, Париж, Рим, Швеция, Франция, etc,*

car une telle écriture est en correspondance étroite avec les nécessités pratiques du peuple moldave. Lequel des deux principes (d'écriture – A.L.) exprime le plus fidèlement l'esprit de la langue moldave – l'alphabet latin ou l'alphabet russe? A-t-on besoin de donner encore des preuves que le principe linguistique russe est plus juste? [Ceban, 1951].

On ne voulait pas voir que l'alphabet russe n'arrivait pas à traduire toutes les caractéristiques phonétiques des mots de notre langue. Ainsi, par exemple, les mots commençant par le phonème russe [z] devaient garder la prononciation et l'orthographe. On devait lire et écrire : *mold. генерал,*

<sup>20</sup> Ceban, 1951, p. 3.

<sup>21</sup> Ceban, 1951, p. 2.

*география, гимнастикэ*; la lettre russe [ж] ne représentait pas fidèlement le phonème roumain [ge] et [gi], c'est-à-dire l'affriquée [dʒ] et les mots qui présentaient ce phonème étaient cruellement mutilés: on écrivait et prononçait [jenunchi], [jenerație] pour [genunchi] et [generație], [jinjită] et [jîmnastică] pour [gingită] et [gîmnastică]. Les mots commençant par [w] et [y], bien que peu nombreux, perdaient complètement leur aspect, les [w] et [y] étant remplacés par les [v] et [u] russes. On a dû attendre la fin des années 60 pour que soit acceptée l'introduction dans l'alphabet moldave de la lettre [\_,] pour qu'on respecte la réalité linguistique et qu'on redonne la prononciation correcte des mots ayant ce phonème.

L'onomastique roumaine, les anthroponymes et les toponymes, propre à notre région du Prut – Dniestr mérite une place à part. On a changé l'orthographe des noms propres afin d'effacer toute trace d'élément autochtone: *Ion* est passé évidemment en *Иван*; *Ciobanu* a ainsi plusieurs variantes: *Чѣбан, Чабан, Чѣбану, Чьобан, Чьобану*.

Certains noms de famille sont devenus méconnaissables: *șaptecâini*, par exemple, est allé si loin dans son évolution phonétique et orthographique qu'il s'est transformé en *șeptichin*, donc, en un mot éminemment russe.

Les noms doubles étaient prohibés: on n'entendait ni *Ana-Maria*, *Maria-Mirabela*, ni *Ion-Constantin*, *Sorin-Dumitru*.

Il faut dire que l'afflux massif des mots russes dans le parler des Roumains de ce territoire a déformé aussi le paradigme morphologique et syntaxique de la langue: la postposition de certains pronoms relatifs: *casa ferestrele căreia dau în stradă* pour *casa a cărei ferestre dau în stradă* (rus. дом окна которого...); le régime syntaxique des verbes: *el conduce cu întreprinderea aceasta* pour *el conduce întreprinderea aceasta* (rus. он руководит предприятием), ce qui a rendu possible l'emploi de structures syntaxiques monstrueuses du type *la mine mama este bolnavă* pour *mama mea este bolnavă* (rus. у меня мама больная).

La situation de la langue parlée dans la République de Moldova à cette époque — sa position marginale dans ses sphères d'emploi, la pression toujours croissante de la langue russe, exprimée par la pénétration inquiétante des formes d'expression dans le parler de la population autochtone, par l'afflux de calques à partir du russe — a inévitablement posé le problème du statut accordé à la langue de cette région. Les uns prenaient en compte le grand nombre des mots d'origine slave dans le système lexical et soutenaient la thèse du caractère slave du moldave, animant de cette façon les efforts de ceux qui menaient une lutte tout aussi bizarre que ridicule contre «l'influence roumaine» et qui continuaient à encourager les emprunts au russe.

Nombreux étaient néanmoins les spécialistes qui défendaient le caractère latin, ou roman, du moldave, qui plaidaient pour l'identité du moldave et du roumain, et parlaient de différences de nature dialectale entre les deux. Par exemple, Gh. Bogaci et V. Coroban de l'Institut de Linguistique, mettaient en garde contre l'identification intentionnelle de la structure grammaticale et du lexique moldave avec la structure et le lexique de la langue russe<sup>22</sup>. La communication du romaniste C. Tagliavini au Congrès International de Florence en 1956 a été d'une importance toute particulière pour les débats ultérieurs et pour la défense de la langue roumaine du territoire à l'Est du Prut.

Pourtant les discussions qui ont suivi n'ont fait que déplacer le problème : si l'on n'insistait plus tellement sur l'influence «heureuse» du russe, sur le processus de slavisation du moldave, on mettait davantage l'accent sur le caractère spécifique du contexte historique et étatique dans lequel s'était développée cette langue. Le moldave, langue romane, indépendante du roumain, devait être envisagée comme la langue d'une nouvelle nation socialiste, opinion qui n'a pas cessé d'être discutée et qui cherche encore aujourd'hui des partisans.

La pénétration massive des russismes dans le parler des Roumains bessarabiens a entraîné des changements sensibles de la structure phonétique des mots par le déplacement de l'accent, des changements de la structure sémantique des unités significatives, des paradigmes morphosyntaxiques de la langue des autochtones et, par conséquent, a sensiblement affecté la cohérence interne de la langue roumaine utilisée dans la République de Moldova, ses mécanismes fonctionnels «d'autoréglage et d'autoorganisation», connus aujourd'hui sous le terme de synergétique, ou synergie<sup>23</sup>. Les cas tératologiques de phrases dénaturées, ces calques excessifs dont nous avons parlé plus haut, sont l'expression claire du triste état de la langue roumaine dans cet espace géo-linguistique comme conséquence inévitable du «bilinguisme unilatéral langue nationale - russe», quand l'impact du russe, langue dominante (impériale) sur le roumain moldave, langue dominée (indigène) était très important.

Le prestige de la langue russe pourrait nous faire penser à un «virus linguistique» qui arrive à paralyser la synergie «immunitaire» de la langue indigène, le roumain : ce «virus linguistique» pénètre premièrement dans le lexique, puis dans la phonétique et la phonologie de la langue, pour entrer ensuite dans le domaine de la syntaxe et la morphologie.

La domination de la langue russe a eu de lourdes conséquences sur le psychisme des locuteurs de langue roumaine : au lieu de pouvoir s'exprimer librement dans leur langue maternelle, ils préfèrent le silence

---

<sup>22</sup> Ceban, 1951, p. 3.

<sup>23</sup> Cf. Piotrowschi, 1997 ; Berejan, 2002.

quand il s'agit de parler correctement, ce qui leur crée de sérieux complexes d'infériorité personnelle, voire d'infériorité nationale, ou ethnique, allant jusqu'à la renonciation à la langue maternelle et à l'acceptation de la langue dominante, du russe, comme moyen de communication<sup>24</sup>.

#### 4. LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA : LA «LANGUE MOLDAVE», UNE IMPASSE LINGUISTIQUE

A notre avis, deux événements sont particulièrement importants dans cette troisième période : le retour de la langue à l'écriture latine en 1989 et le message du Président de la République Mircea Snegur présenté au Parlement moldave le 27 avril 1995. Ces deux moments sont le résultat d'un long parcours jalonné de débats assez souvent pauvres en arguments probants de nature linguistique, de tâtonnements et de prises de position tapageuses.

Les fantaisies linguistiques proposées par les inventeurs d'une autre langue sans roumanismes et slavonismes morts, de la langue du peuple travailleur, ont échoué; les tentatives pour créer une nouvelle orthographe, «plus proche du parler populaire», et le vif désir de

réunir tout le peuple moldave des deux côtés du Nistru, du Prut et du Danube. (Kjor, 1929, p. 10)

ont été oubliés. Les théories sur le caractère slave du roumain à l'Est du Prut ont perdu considérablement de leur force explicative.

Peu nombreux sont aujourd'hui ceux qui restent fascinés par les avantages du bilinguisme socialiste, par les effets de l'influence salutaire du russe sur la langue des Moldaves.

Après août 1989, quand la langue de la République de Moldova est revenue à l'écriture latine, on a vu disparaître le dernier argument en faveur de la «langue moldave», différente du roumain. Les mots écrits en caractères latins ont retrouvé leur vrai visage. Le syntagme *langue roumaine*, petit à petit, a cessé de faire peur, car on voit qu'il redonne les dimensions nécessaires à la notion de correction du langage, d'expression linguistique correcte, qu'il impose de choisir entre le bon et le mauvais terme à employer, qu'il rallume le désir de mieux parler et de mieux écrire. On voit donc que ce syntagme est contraignant.

On mesure aujourd'hui l'évidence du fait que la volonté d'imposer le glottonyme *langue moldave* et de l'opposer à la *langue roumaine* aurait des conséquences graves sur le développement naturel de la langue litté-

<sup>24</sup> Berejan, 2002, p. 55.

raire, de la langue cultivée. Accepter et encourager l'essor de la théorie de la «langue» moldave signifierait sans aucun doute renoncer aux «innovations lexicales, aux créations terminologiques qui sont appelées à enrichir la langue littéraire contemporaine, ce qui conduirait avec le temps à faire du roumain de Moldavie une langue primitive, archaïque, dont la force explicative serait très réduite»<sup>25</sup>.

Dans son discours devant le Parlement de la République de Moldova, le Président Mircea Snegur soulignait toute l'importance du problème de la dénomination correcte de notre langue et soulignait les conclusions qui en découlaient :

Sous tous les aspects – linguistique, culturel, moral, idéologique – l'officialisation du glottonyme *langue moldave* est une action dénuée de fondements, antinationale et antimoldave. (*ibid.*)

Une fois que le syntagme *langue roumaine* arrive à s'étendre dans le langage et la conscience des locuteurs de la République, le problème de la langue moldave prend des dimensions idéologiques : la notion et le terme *langue moldave* sont véhiculés comme expression de l'essence nationale, comme indice révélateur et trait distinctif du *peuple moldave*, comme élément concourrant à assurer l'existence de la République de Moldova en tant qu'Etat souverain et indépendant. Le terme *moldovean* [moldave] devient le politonyme-clef dans le vocabulaire des animateurs de *l'Etat moldave* et le syntagme *langue moldave* devient l'élément définitoire de la *nation moldave*, indépendante de la *nation roumaine*. Renoncer au glottonyme *langue moldave* serait perdre inévitablement sa nationalité.

M. Vasile Stati, l'idéologue d'aujourd'hui de la «langue» moldave, écrit :

Si nous liquidons le glottonyme, [...], nous contribuons à la dénationalisation des Moldaves, nous privons la communauté de l'élément coagulant, unificateur, en la transformant en une foule hétérogène [...] qu'on peut priver de tout, y compris d'Etat. (Stati, 2003, p. 6)

## 5. CONCLUSION

Le problème de la «langue» moldave a toujours eu un soubassement politico-idéologique.

---

<sup>25</sup> Snegur, 1996, p. 21.

Au début, ses promoteurs choisissaient ou inventaient eux-mêmes des mots pour créer *la langue du peuple travailleur* et pour l'opposer à la langue de la bourgeoisie roumaine.

Après l'annexion de la Bessarabie en 1940, on reprend l'idée d'opposition du moldave à la langue littéraire roumaine. L'accent est toujours mis sur le maintien du lexique régional, rustique, sur le maintien des traits pertinents du parler populaire moldave. L'argumentation de la «langue» moldave, initiée et puissamment soutenue par des romanistes soviétiques, est axée a) sur l'importance des facteurs extralinguistiques (construction d'une nouvelle société, formation du citoyen soviétique) qui influençaient directement le lexique et la structuration de la parole et justifiaient les calques excessifs et les emprunts au russe et b) sur la nécessité du développement de la langue littéraire de la «nation socialiste moldave».

La «langue» moldave des dernières décennies du XXe siècle, le moldave littéraire, est appelée à justifier les particularités distinctives du peuple moldave et à consolider la République de Moldova comme Etat souverain et indépendant. Le leitmotiv de ces années était que la discrimination du glottonyme *langue moldave* poursuit le but de dénationaliser les Moldaves<sup>26</sup>.

Depuis l'année 1989 le nombre des personnes qui opposent ladite langue moldave à la langue roumaine s'est sensiblement réduit; on parle plus souvent de l'unité de la langue des deux côtes des rivières en cherchant la place des variantes régionales dans le vaste massif glottique roumain.

Le syntagme «langue moldave» garde toujours sa charge politique, alors que les différences propres au parler des Roumains des deux côtés du Prut changent d'interprétation.

© Anatol Lența

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

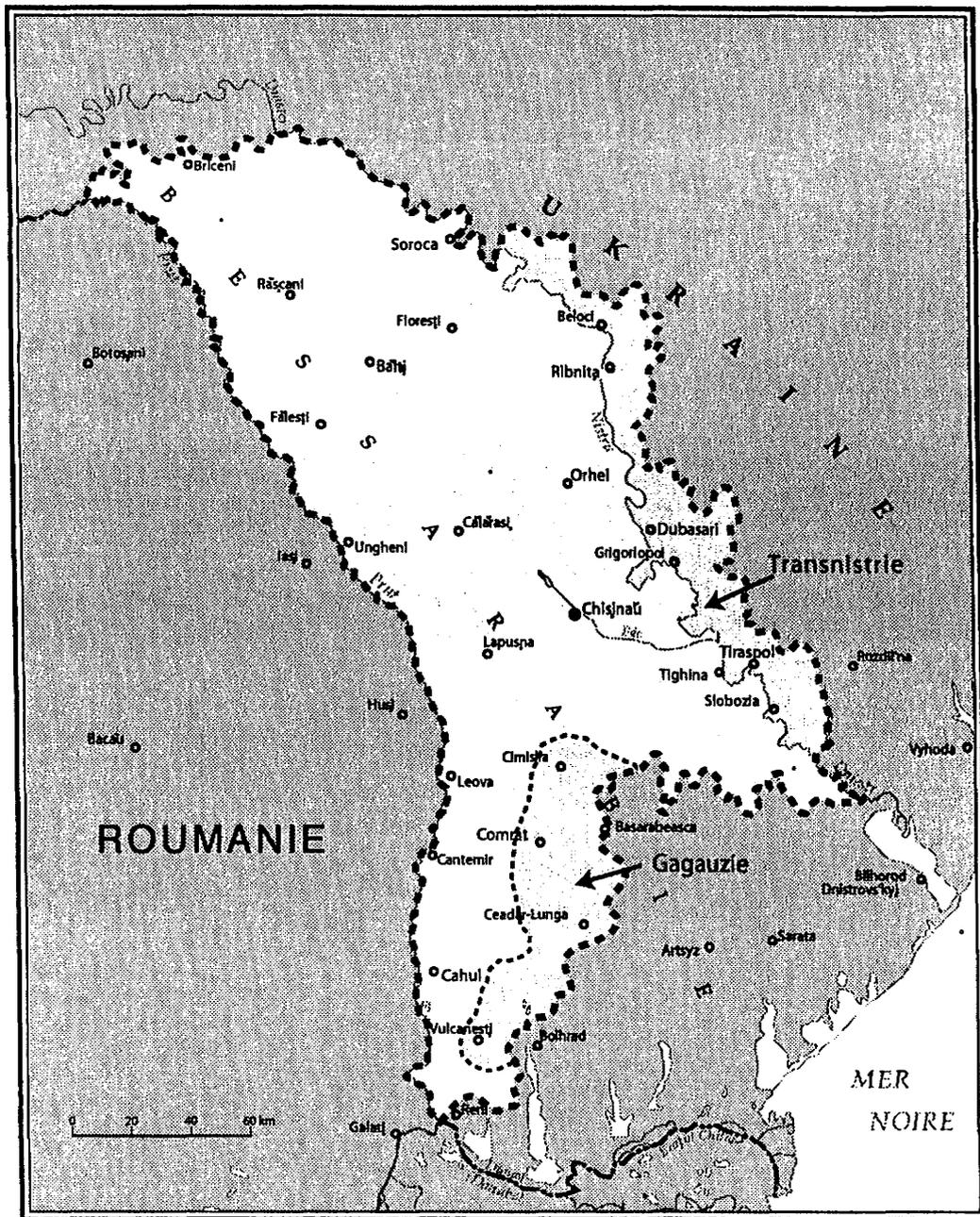
- AVRAM, M., 1992 : «Considerații asupra situației limbii române în Republica Moldova», *Limba română*, XLI, n° 5, p. 249-260. [Considérations sur la situation de la langue roumaine dans la République de Moldova]

<sup>26</sup> Cf. Stati, 2003, p. 6.

- BEREJAN, S., 2002 : «Despre cauzele pierderii identității lingvistice și etnice într-o regiune ruptă din întreg», in *Identitatea limbii și literaturii române în perspectiva globalizării*, Iași : Ed. Trinidad, p. 53-60. [Sur les causes de la perte de l'identité linguistique et ethnique dans une région coupée d'un tout]
- — 2003 : «De ce limba exemplară din uzul oficial al Republicii Moldova nu poate fi numită moldovenească?», *Limba Română*, n° 6-10, p. 49-54. [Pourquoi la langue exemplaire de l'usage officiel dans la République de Moldova ne peut pas être nommée moldave?]
- CEBAN / ČEBAN, I., 1945 : *Osnovnye pravila orfografii i orfoepii moldavskogo jazyka*, Kișinev. [Les règles essentielles de l'orthographe et de l'orthoépie de la langue moldave]
- — 1951 : «Nekotorye voprosy razvitija moldavskogo jazyka v svete učenija I. V. Stalina», *Sovetskaja Moldavia*, 4 octobre. [Quelques questions sur le développement de la langue moldave dans la lumière de la doctrine de I. V. Staline]
- — 1953 : «Sovremennoe sostojanie naučnoj razrabotki moldavskogo jazyka i ego istorii», in *Voprosy moldavskogo jazykoznanija*, Moskva. [L'état actuel de l'élaboration théorique de la langue moldave et de son histoire]
- CINCILEI, Gr., 1996 : «Les notions de langue et nation roumaine à l'Est du Prut», in Patrick SERIOT (éd.) : *Langue et nation en Europe centrale et orientale du XVIIème siècle à nos jours*, Cahiers de l'ILSL (Université de Lausanne), n° 8, p. 75-92.
- CIOBANU, A., 1994 : «Limba română în învățământul din Republica Moldova», *Limba Română*, n° 3, p. 57-64. [La langue roumaine dans l'enseignement de la République de Moldova]
- COȘERIU, E., 2002 : «Identitatea limbii și poporului român» [L'identité de la langue et du peuple roumains], *Limba română*, n° 10, p. 2-3.
- ČIOBAN / ЧЬОБАН, И., 1941 : *Граматика лингуй молдовенешть*, ед. а II-а, Кишинэу Тирасполь : Ед. де Стат а Молдовей. [Grammaire de la langue moldave]
- DELETANT, D., 1994 : «Care limbă moldovenească, domnilor?», *Literatura și arta*, n° 36. [Quelle langue moldave, messieurs?]
- DÎRUL, A., Eșcu, I., 1996 : «Cum a fost impusă denumirea 'limba moldovenească' la Est de Prut», in *Limba română este patria mea. Studii. Comunicări. Documente*. Chișinău, 1996. [Comment on a imposé la denomination 'langue moldave' à l'Est du Prut]
- GUȚU ROMALO, V., 2003 : «Evoluția limbii române în Republica Moldova», *Limba română*, n° 6-10, p. 119-128. [L'évolution de la langue roumaine dans la République de Moldova]

- KJOR / КЙОР, П., 1929 : *Диспри орфография лингий молдовенешть*, Бырзу. [Sur l'orthographe de la langue moldave]
- KUŠMAUNSA / КУШМАУНСА, Я., 1939 : *Граматика линдвий молдовенешть*, партя II, Синтаксису, Тирасполь. [Grammaire de la langue moldave]
- MADAN / МАДАН, Л., 1929 : *Граматика лингий молдовенешть*, Тиришполя : Ед. статники а Молдовий. [Grammaire de la langue moldave]
- NEGRU, Gh., 2000 : *Politica etnolingvistică în RSS Moldovenească*, Chișinău : Prut Internațional. [La politique ethno-linguistique de la RSS Moldave]
- PASCARI, Gh., 2000 : *Scurtă schiță istorică despre neam, limbă și grafie*, Chișinău : Museum. [Courte esquisse historique sur la nation, la langue et la graphie]
- PIOTROWSKI, R., 1997 : «Sinergetica și ocrotirea limbii române în Republica Moldova», *Revistă de lingvistică și știință literară*, n° 3, p. 92-94. [La synergie et la défense de la langue roumaine dans la République de Moldova]
- — 2003 : «Ocrotirea limbii și culturii naționale», in *Probleme de lingvistică generală și romanică*, vol. 1, Chișinău : CE USM, p. 227-242. [La défense de la langue et de la culture nationales]
- SERIOT, P., 1996 : «La linguistique spontanée des traceurs de frontières» in P. Sériot (éd.), *Langue et nation en Europe centrale et orientale du XVIIIème siècle à nos jours*, Cahiers de l'ILSL, Université de Lausanne, n° 8, p. 277-305.
- SNEGUR, M., 1996 : «Oficializarea glotonimului 'limba moldovenească' este o acțiune falimentară», in *Limba română*, n° 1, p. 20-22. [L'officialisation du glottonyme 'langue moldave' est une action injustifiée]
- STATI, V., 2003 : *Dicționar moldovenesc-românesc*, Chișinău : Pro Moldova. [Dictionnaire moldave-roumain]
- TURCULEȚ, A., 1997 : «Limba română din Basarabia» [La langue roumaine de Bessarabie], in *Limba română*, n° 5-6, p. 34-49.
- VINTILĂ-RĂDULESCU, I., 2003 : «Limba moldovenească și limba română» [La langue moldave et la langue roumaine], *Limba română*, n° 6-10, p.113-119.

# Moldavie





## **Langue, souveraineté, civilité : l'usage contre l'autorité**

Hélène MERLIN-KAJMAN

*Université de Paris III – Sorbonne nouvelle*

Quoique anachronique, l'expression «régime autoritaire» paraît assez pertinente pour désigner la monarchie absolue du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup> issue des guerres civiles de religion, de cette quarantaine d'années à peu près ininterrompues marquées par des événements-chocs : massacre des protestants lors de la Saint-Barthelémy (1572), assassinat d'Henri III (1594), auquel on peut rattacher celui d'Henri IV (1610). Elle se restaure et se développe autour de ce dernier pour se poursuivre sous Louis XIII (et Richelieu), puis sous la minorité de Louis XIV avec Mazarin, enfin sous le règne personnel de Louis XIV, et se situe entre plusieurs dates significatives.

En 1614 a lieu la dernière réunion des Etats Généraux avant celle de 1789, alors qu'ils avaient été constamment réunis au XVI<sup>e</sup> siècle. Quelque chose est arrivé aux pratiques langagières : l'interdit du débat politique. Ce seul fait suffit certainement à justifier qu'on puisse qualifier la monarchie absolue de «régime autoritaire» : alors que, sous Henri III notamment, on avait cru voir se développer une forme consultative de la monarchie (présentée du reste par ses défenseurs comme la forme traditionnelle du gouvernement monarchique français, entouré du Parlement et du conseil des pairs), l'absolutisme se définit au contraire à partir de la souveraineté d'un seul, le roi, dont la volonté est source de la loi, définition qui a pour corollaire la pratique du secret d'Etat. Du reste, les contemporains, y compris ceux qui ont soutenu l'absolutisme monarchique, ont vécu le refoulement

---

<sup>1</sup> A condition de se souvenir que, comme l'écrivent Fanny Cosandey et Robert Descimon dans un ouvrage essentiel pour poser cette question dans toute sa complexité, «l'Ancien Régime lançait un appel permanent à un roi libre qui fasse libéralement des sujets libres. 'C'est le bonheur des monarchies que ceux qui les commandent soient tous libres quand ils sont tous bienfaisants', disait le chancelier Séguier à Louis XIII.» (Cosandey & Descimon, 2002, p. 280)

de la grande éloquence délibérative, historiquement associée aux républiques antiques, comme une perte de liberté, une menace de servitude.

Mais il faut introduire un correctif important à cette première approximation. Deux autres dates encadrent en effet le XVII<sup>e</sup> siècle : l'Edit de Nantes est promulgué en 1598 et révoqué en 1685. Or, la liberté de conscience, liberté non publique mais reconnue par l'Etat quoique combattue par les dévots, est indissociable de la définition de la monarchie absolue, et de ce point de vue, la Révocation pourra apparaître comme un acte de tyrannie caractérisé à ceux mêmes qui pouvaient accepter la perte d'un certain type de liberté précisément parce qu'un autre type de liberté était gagné en contrepartie. Perte de liberté publique et abandon de la décision politique à l'autorité royale d'un côté, mais garantie de la liberté du for intime de l'autre, telle est, schématiquement, le dispositif politique sur lequel repose la paix civile acquise par l'Edit de Nantes. Et ce dispositif, qui scinde l'individu lui-même en deux côtés, un sujet «public» soumis et un «particulier» libre, s'accompagne d'un déplacement symétrique du rapport à la parole. Les discours à vocation publique doivent être unanimement au service de la monarchie absolue ; mais l'autorité politique, en principe, n'a pas à surveiller le discours des particuliers, même s'il est publié, dès lors qu'il ne concerne ni l'Etat ni la religion. On comprend le formidable développement de la littérature (théâtre tout particulièrement, sorte de compromis entre fiction et parole délibérative) et de la *conversation* dans une telle conjoncture.

Et pourtant, nous héritons d'un autre jugement porté sur la monarchie absolue, à qui l'on impute, dès François Ier et l'ordonnance de Villers-Cotterets (1539), une volonté de normalisation de la langue, de contrôle *général* des pratiques langagières. «Ce n'est pas seulement la langue qui est mise en coupe réglée, mais tout le langage des Français<sup>2</sup>», écrit, dans la *Nouvelle histoire de la langue française*, Jean-Pierre Seguin à propos des lettres patentes créant l'Académie française<sup>3</sup>. Autoritaire, la monarchie française le serait donc d'autant plus totalement qu'elle jouerait son autorité sur deux plans convergents mais très différents dans leurs moyens : côté «public», elle serait fondée sur le monopole du glaive et de la décision politique ; côté «particuliers», elle instaurerait une police des esprits en s'occupant du langage lui-même, reprenant ainsi d'un côté ce qu'elle sem-

---

<sup>2</sup> Seguin, 1999, p. 234.

<sup>3</sup> Bien plus nuancés sur les effets politiques de cette institutionnalisation de la langue, André Collinot et Francine Mazières voient cependant dans l'activité de l'Académie française le résultat d'une véritable «commande d'Etat», celle de «la fixation de la langue», et dans la publication du *Dictionnaire* en 1694, le moment (et le monument) où s'identifient «le corps de la langue» et le «corps du roi». Pour pertinente que soit cette analyse, elle ne me paraît pas exacte (Collinot & Mazière, 1997, p. 14 et p. 31).

blait concéder de l'autre ; elle conjuguerait en somme les deux formes de pouvoir notées par Foucault dans *La volonté de savoir* : l'ordre juridique de la loi souveraine et l'ordre disciplinaire de la norme, inaugurant l'âge moderne.

## SOUVERAINETE OU NORME ?

De fait, dans son grand livre *Le normal et le pathologique*, Canguilhem donnait déjà la théorie du bon usage de Vaugelas en exemple de ce qu'est une *norme* :

Quand François Ier, par l'édit de Villers-Cotterets, prescrit la rédaction en français de tous les actes judiciaires du royaume, il s'agit d'un impératif. Mais une norme n'est pas un impératif d'exécution sous peine de sanctions juridiques. Quand les grammairiens de la même époque entreprennent de fixer l'usage de la langue française, il s'agit de normes, déterminant la référence et définissant la faute par l'écart, par la différence. [...] Les travaux de Vaugelas se situent dans le sillage des travaux de l'Académie française fondée précisément pour l'embellissement de la langue. En fait, au XVII<sup>ème</sup> siècle, la norme grammaticale, c'est l'usage des bourgeois parisiens cultivés, en sorte que cette norme renvoie à une norme politique, la centralisation administrative au profit du pouvoir royal. (Canguilhem, 1966, p. 181)

L'opposition faite par Foucault entre la souveraineté de la loi et le pouvoir de la norme joue déjà ici à plein, et seule la création de l'Académie française (associée aux «travaux de Vaugelas») est rattachée à l'aspect normalisateur de la monarchie absolue.

Dans un article consacré à «Michel Foucault et la norme», François Ewald va encore plus loin dans cette illustration privilégiée du pouvoir normatif par un certain dispositif de langue. Pour lui, le «système de la langue» est en effet le modèle même de «l'individualisation normative» qui «ne vise pas à déceler les qualités que l'individu posséderait par lui-même et qui seraient caractéristiques de son genre ou de sa nature» :

[...] l'opposition des signifiants ne renvoie jamais qu'à des différences, sans qu'on puisse s'arrêter sur une substance du signifiant. C'est un pur rapport. Un rapport sans support. L'individualisation normative est elle aussi diacritique, latérale et relative [...]. Elle est purement comparative. Ne font sens que les écarts (et non les exploits). (Ewald, 1992, p. 208)

Il ne paraît pas illégitime de repérer ici encore l'opposition entre norme et souveraineté : qu'est-ce qu'un «exploit» sinon l'expression spectaculaire d'un geste souverain ? Le soupçon critique de François Ewald sort

la définition saussurienne de la langue de son statut épistémologique pour la forcer à révéler quelque chose d'une formation discursive, avec les effets d'assujettissement qui y sont attachés. Aussi problématique que soit ce geste théorique d'un point de vue linguistique – des linguistes n'ont cependant pas hésité à le faire<sup>4</sup> –, il me permettra d'installer les analyses qui suivent dans une perspective non seulement historique, mais en quelque sorte paradigmatique. La langue est-elle fatalement un instrument privilégié d'individualisation normative, et cet instrument se serait-il trouvé mobilisé, au XVII<sup>e</sup> siècle, par le pouvoir souverain dans une superposition des genres qui marquerait le trait distinctif d'un régime autoritaire<sup>5</sup> ?

## LA CREATION DE L'ACADEMIE FRANCAISE

Pour comprendre l'événement que représente, à n'en pas douter, la création de l'Académie française<sup>6</sup>, il faut la replacer dans le contexte, tout à fait inédit, de cette scission du public et du particulier caractéristique de l'absolutisme postérieur à l'Edit de Nantes, qui défait l'ancien modèle organiciste du corps politique, et dans la séquence historique qui va de l'affaire «Théophile de Viau» (1619-1625) à la querelle des *Lettres* de Guez de Balzac (1624-1630). Sous l'influence active des «dévots» qui n'acceptent ni la désincorporation du corps politique, ni, par conséquent, la liberté des particuliers, Théophile, poète libertin, a été accusé, puis condamné à mort par contumace et enfin «simplement» banni par le Parlement de Paris, pour des écrits «littéraires» incriminés comme des documents biographiques. Guez de Balzac en revanche, protégé par Richelieu, a été également accusé de libertinage et donc pointé du doigt comme un danger public lui aussi, mais au motif que ses écrits constituaient un poison moral, non les pièces à conviction d'actions délictueuses : contrairement à Théophile, il n'a pas été cité à comparaître devant la justice. Mais la succession des deux conflits a montré la menace qu'une liberté non garantie institutionnellement faisait peser sur ceux qui s'y adonnaient, puisque son exercice était loin de faire l'unanimité.

---

<sup>4</sup> Je pense notamment aux travaux de Michel Pêcheux : Pêcheux, 1975 ; et Gadet & Pêcheux, 1981.

<sup>5</sup> Milner voit dans le «différentiel» inhérent à la langue, tel qu'il se décline par exemple dans le couple langue/parole, un phénomène facilitant les projections imaginaires, notamment politiques : «On sait au reste que de toujours, les dictateurs, de César à Staline, se sont préoccupés de la langue, y reconnaissant l'image la plus fidèle d'un pouvoir nu, qui n'a même pas à dire son nom» (Milner, 1978, p. 27-28).

<sup>6</sup> Sur la question, cf. mon livre, Merlin-Kajman, 2001.

La création de l'Académie répond autant à une demande sociale d'institution destinée à protéger les activités lettrées qu'à un besoin de l'Etat, dont la structure implique en effet la garantie d'une certaine immunité lettrée. La scission du public et du particulier se rejoue dans les pratiques langagières : le roi se réserve les *choses* et abandonne les *mots* aux particuliers<sup>7</sup>. Justifiées comme ornement public utile à tous, les activités langagières sont également revendiquées comme des jeux de l'esprit littéralement *innocents* à condition de respecter l'interdit du débat politique : l'éloquence publique est ainsi désarticulée (décapitée), puisque l'invention cesse d'être libre tandis que la charge publique de l'élocution est abandonnée aux particuliers. Nulle remise en cause par le pouvoir politique, donc, de la maîtrise collective sur la langue, proclamée (dans des formules cependant variées, dont la variation fait sens, on va le voir) depuis au moins Quintilien<sup>8</sup>. Le purisme correspond à l'investissement actif de cette liberté limitée, au point d'en transformer les enjeux, notamment par le renversement de la hiérarchie traditionnelle entre invention et élocution : « car l'invention est bien souvent commune avec les ignorants et la disposition n'est qu'un effet d'une médiocre science », affirme le *Projet de l'Académie* de Faret qui a servi de document préparatoire à la rédaction des statuts, tandis que sans l'élocution, « la rhétorique serait un art bien populaire, puisque si elle possède quelque chose de sublime et de divin, elle ne le fait éclater qu'en la pompe des sentences, en la richesse des figures, en la magnificence des paroles et en l'harmonie du nombre et des cadences, qui toutes dépendent de cette dernière partie que nous considérons.<sup>9</sup> » Ce *reste* ornemental abandonné à la compétence des particuliers est devenu le terrain même des transformations du langage.

La création de l'Académie française marque de ce fait une importante rupture par rapport au XVI<sup>e</sup> siècle, où les rois humanistes parta-

---

<sup>7</sup> Et Richelieu, dira-t-on? A l'occasion de la querelle des *Lettres*, Richelieu avait essayé, vainement, d'exercer une autorité directe sur les activités lettrées, notamment pour contrôler l'éloquence épideictique et s'en rendre le principal objet. En débattant très précisément des figures et des conditions de possibilité de l'éloge, les hommes de lettres dénoncent allusivement sa tyrannie et éduquent le lecteur à en reconnaître les signes discursifs : de ce point de vue aussi l'on peut donc considérer que la création de l'Académie marque davantage un coup d'arrêt à un abus de pouvoir que sa manifestation, car Richelieu ne pourra plus intervenir *directement* sur les affaires de langue et de littérature.

<sup>8</sup> «*Consuetudo vero certissima loquendi magistra, utenumque plane sermone, ut nummo, cui publica forma est.*» ('L'usage, toutefois, est le maître le plus sûr du parler et on doit traiter le langage comme une monnaie marquée au coin du public') (Quintilien, 1975, I, 6, 3, p. 106 – j'ai légèrement modifié la traduction, qui portait «au coin de l'Etat»).

<sup>9</sup> Faret, 1983, p. 10.

geaient avec les doctes la croyance néo-platonicienne en la vertu immédiatement politique des Lettres, ce qui rendaient les écrivains et orateurs co-responsables avec le roi et tous les membres du royaume du bien public. Autour des derniers Valois, les lettrés de l'Académie du Palais avaient cherché à allier les pouvoirs de l'éloquence, faculté reine, faculté royale selon eux, et la puissance publique, jusqu'à espérer former un *roi éloquent* : un souverain qui non seulement détiendrait une puissance aussi absolue dans sa sphère que celle de Dieu sur la création, mais qui, tel Hercule gaulois tenant les sujets attachés à sa langue par une chaîne d'or menant à leurs oreilles, saurait aussi y faire adhérer son peuple et le cimenter par la persuasion.

Mais l'exemple d'Henri III, le roi le plus éloquent de la monarchie française, qui, en fait d'adhésion mystique, avait traitreusement ordonné le meurtre des Guise dans son propre château lors des Etats généraux de Blois, était devenu un modèle *répulsif*, l'exact opposé d'Henri IV, roi à la parole «brève»<sup>10</sup>, exécutoire, roi conquérant, hostile à la persuasion. Le monarque absolu détient la puissance silencieuse du glaive. La création de l'Académie française manifeste un décrochage : la langue n'est plus qu'ornementale, elle ne doit plus avoir de fonction politique, sauf celle de faire l'éloge du roi.

Or, entièrement écrite sur fond de métaphores juridiques<sup>11</sup>, la préface de Vaugelas à ses *Remarques sur la langue française* (1647), qui seront finalement publiées en 1705, grossies de ses *Observations*, par l'Académie française à la place de la grammaire qu'elle n'a pas réussi à produire, réinscrit la question de la puissance (publique ?) au cœur de la définition de la langue :

Ce ne sont pas ici des lois que je fais pour notre langue de mon autorité privée. Je serais bien téméraire, pour ne pas dire insensé; car à quel titre et de quel front prétendre un pouvoir qui n'appartient qu'à l'*Usage*, que chacun reconnaît pour le maître et le souverain des langues vivantes? (Vaugelas, 1981 : «Préface», p. 9.)

## LA LANGUE ET LE ROI

Au XVIIe siècle, quels que soient les débats qui tournent autour de la détermination concrète de cet «usage», la proposition signifie clairement l'impossibilité que la langue relève d'un droit de souveraineté royale. Inlassablement reproduite, une anecdote venue de Suétone le confirme :

<sup>10</sup> Cf. Zuber, 1997.

<sup>11</sup> Cf. Weinrich, 1989 ; et Merlin-Kajman, 2003.

Il n'est permis à qui que ce soit de faire de nouveaux mots, non pas même au souverain; de sorte que M. Pomponius Marcellus eut raison de reprendre Tibère d'en avoir fait un, et de dire qu'il pouvait bien donner le droit de bourgeoisie romaine aux hommes, mais non pas aux mots, son autorité ne s'étendant pas jusque là. (Suétone, 1993, p. 22-23.)

Vaugelas, qui fonde donc sur elle l'interdit du néologisme, caractéristique du purisme, ce dont les précédents commentateurs ne s'étaient pas avisés, la commente précisément :

Ce n'est pas qu'il ne soit vrai que si quelqu'un en peut faire qui ait cours, il faut que ce soit quelque souverain ou un favori ou un principal ministre, non pas que de soi pas un de ces trois ait le pouvoir, comme nous venons de dire avec ce grammairien romain : mais cela se fait par accident, à cause que ces sortes de personnes ayant inventé un mot, les courtisans le recueillent aussitôt, et le disent si souvent que les autres le disent aussi à leur imitation, tellement qu'enfin il s'établit dans l'usage, et est entendu de tout le monde, car puisqu'on ne parle que pour être entendu et qu'un mot nouveau, quoique fait par un souverain, n'en est pas d'abord mieux entendu pour cela, il s'ensuit qu'il est aussi peu de mise et de service en son commencement que si le dernier homme de ses Etats l'avait fait. (Vaugelas, 1989, p. 29)

Le raisonnement est clair. Vaugelas distingue le droit et le fait, ce qui arrive occasionnellement sous l'effet de causes parasites, à savoir la servilité des courtisans. Ce n'est pas l'autorité royale qui peut créer un mot : la souveraineté de l'usage n'a aucun rapport avec la souveraineté monarchique. Et il faut prendre au sérieux le passage des *Femmes savantes* où Molière, anti-puriste convaincu, montre Philaminte chassant sa servante Martine pour avoir utilisé un «mot sauvage et bas / Qu'en termes décisifs condamne Vaugelas<sup>12</sup>» :

Quoi ? toujours, malgré nos remontrances,  
Heurter le fondement de toutes les sciences,  
La grammaire, qui sait régenter jusqu'aux rois,  
Et les fait la main haute obéir à ses lois?  
(Molière, *Les femmes savantes* (1672), II, 6, 463-466)

La parodie ne doit pas donner lieu à méprise : ce qui est risible, c'est l'arrogance de Philaminte, c'est la tyrannie que cette *évidence somme toute banale* lui permet d'exercer. Car nul, au XVII<sup>e</sup> siècle, ne songe à rendre le roi arbitre des mots, et si l'idée selon laquelle la langue pourrait

---

<sup>12</sup> Molière, *Les femmes savantes* (1672), II, 6, 460-461.

relever de la puissance publique a été évoquée par Bodin dans sa *République*<sup>13</sup>, ce droit de souveraineté «douteux» n'est plus mentionné par les juristes ultérieurs. Le débat est ailleurs.

## LA LANGUE ET LE PEUPLE

Dans la tradition humaniste, que l'usage soit le maître des langues signifie deux choses à la fois : d'abord, que la langue orale est co-extensive au peuple qui la parle, et l'on peut de ce point de vue citer la phrase par laquelle Ramus défend sa réforme de l'orthographe au nom de sa conformité à l'oralité de la langue ordinaire :

Le peuple est souverain seigneur de sa langue, il la tient comme un fief de franc alleu et n'en doit reconnaissance à aucun seigneur. L'école de cette doctrine n'est point ès auditoires des professeurs hébreux, grecs et latins en l'Université de Paris: elle est au Louvre, au Palais, aux Halles, en Grève, à la place Maubert [...]<sup>14</sup>

Ensuite, que *par conséquent* la liberté la plus grande y règne. Cette liberté est à leurs yeux la condition de la leur. Les anti-puristes défendent l'éloquence délibérative des orateurs antiques dont ils associent la liberté à l'énergie souveraine. L'idée que l'éloquence peut faire sur les cœurs ce que le fer réalise dans un conflit armé est un topos courant : souveraineté du glaive et souveraineté de l'éloquence sont de même nature, et c'est ce qui avait justifié les espoirs mis par les humanistes en la figure d'un roi éloquent. Ce topos résume l'estime dans laquelle les antipuristes tiennent la rhétorique et la place qu'ils accordent au peuple et à l'usage. Car si l'usage commande l'élocution, en revanche, cette dernière obéit à l'invention, seul aspect vraiment noble et souverain du discours. Souvent comparée à un habit, l'élocution ne relève donc pas de la royauté de l'éloquence : car l'orateur doit au contraire savoir la négliger dans le feu de l'action, l'urgence de la situation. Indifférente à l'invention dont elle est, du point de vue de l'éloquence, la *servante*, elle constitue la partie la plus humble de l'art rhétorique. C'est ainsi que dans ses *Considérations sur l'éloquence française de ce temps* où il s'attaque aux puristes, La Mothe le Vayer célèbre l'éloquence des «Etats populaires [...] où elle ne trouve rien qui ne ploie sous ses volontés» :

<sup>13</sup> Bodin I, 10, 1986, p. 306.

<sup>14</sup> Ramus (Pierre La Ramée, dit), *Grammaire*(1572), dans *Gramere. Grammaire. Dialectique*, Genève, Slatkine Reprints, 1972, p. 30.

Il ne faut pas penser qu'une vertu si élevée et si majestueuse s'aïlle abaisser servilement jusques aux moindres règles de grammaire et de rhétorique [...] Longinus, qui veut que les démocraties soient les mères nourrices de l'éloquence, se fonde sur ce que la servitude est son ennemie mortelle, et sur ce qu'il y a une opposition formelle entre la condition d'un homme serf qui tremble toujours, et celle d'un orateur dont tous les mouvements doivent être hardis et généreux. (La Mothe Le Vayer, 1638, p. 186-188.)

La dernière phrase renvoie à l'opposition aristotélicienne entre le domaine domestique et le domaine politique, entre l'*oikos* et la *polis*. Et c'est en effet ce refoulement des énergies dans le particulier qu'opère la monarchie. La scission du public et du particulier, qui décroche la souveraineté royale de la souveraineté de l'éloquence, prive le locuteur (vu par les anti-puristes sous les traits de l'orateur) de toute souveraineté en le cantonnant dans l'usage commun du langage, dont il interdit la transfiguration «hardie» sous l'effet de l'invention.

Car seule l'éloquence qualifie l'homme vraiment libre. En revanche, *commune* aux espaces privé et public, la langue est par conséquent sans qualité en elle-même, et c'est d'elle que le peuple est le maître : «le peuple [...] fait valoir les dictionnaires nouvelles et discrédite celles que bon lui semble.<sup>15</sup>» Aussi est-il «besoin d'y prendre garde d'autant plus attentivement, que n'y ayant rien de variable à l'égal de ce peuple, à qui tous les sages ont donné la souveraine juridiction des langues, les mots changent si souvent que les feuilles des arbres ne tombent point plus ordinairement selon le dire du poète latin.<sup>16</sup>» Etrange souveraineté que cette souveraineté populaire qui ne confère aucune loi à la langue, placée tout entière du côté de la nécessité physique et corruptible des choses naturelles. La maîtrise du peuple sur elle est totale, mais indistincte, *informe*, ce qui autorise La Mothe le Vayer à réaffirmer avec d'autant plus de conviction la nécessité d'une autre souveraineté, celle des orateurs, y compris sur l'usage :

Mais pourquoi les habiles hommes n'auront-ils point de part en cela? Pourquoi ne leur sera-t-il pas permis au moins de présenter à ce peuple les paroles dont ils croiront que le public aura besoin? Elles ne peuvent pas lui être fournies de meilleure main, et en tous cas ce monstre à tant de têtes ne perd rien de son droit, n'approuvant que celles qui lui agréent. (La Mothe Le Vayer, 1638, p. 42)

Contrairement à Vaugelas, La Mothe Le Vayer défend, comme tous les antipuristes, le droit au néologisme. C'est l'orateur qui, sur ce terrain

---

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 42.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 15.

d'une liberté populaire imprescriptible, peut conduire le peuple parce qu'il connaît les besoins du «public». Quoique attribuant au peuple la maîtrise sur la langue, La Mothe Le Vayer la lui attribue comme à une *force aveugle*, inconsciente, incapable de penser la langue en fonction du bien *public*. Les anti-puristes conçoivent «le peuple» comme une sorte de réservoir énergétique de mots vrais parce que «francs», c'est-à-dire libres : l'usage est ce trésor où l'élocution doit puiser pour réaliser l'*exploit* oratoire en direction de ce destinataire populaire qu'il faut en fait littéralement *subjuguer*, pour le meilleur en principe, *ou pour le pire*.

Car dès la fin du XVIème siècle, le modèle de l'éloquence est en crise. Pour les humanistes, elle avait pour fin le bien public, la fusion des volontés, leur réunion en un seul corps monarchique harmonieusement composé, accordé. Mais elle a servi à la guerre civile. Illustrée par les sermons des prédicateurs — qui deviennent une figure noire au tournant du XVIIème siècle, ce qui explique en partie la mise en coupe réglée de la parole publique au XVIIème siècle, la minoration de l'éloquence délibérative au profit de l'éloquence d'apparat et de louange —, elle a mobilisé une véhémence haineuse, insultante, ironique, mordante, appelant aux massacres et au tyrannicide. Et telle a été son *énergie*.

## LA LANGUE ET LE PUBLIC CIVIL

Au XVIIème siècle, la méfiance est donc grande à l'égard de «l'éloquence populaire» : et ceci concerne la complémentarité, encore défendue par les anti-puristes quoique sur un mode essentiellement défensif, entre l'orateur et le peuple. Or, l'affirmation de la souveraineté de l'usage par Vaugelas laisse la langue au peuple, mais cette fois, horizontalement, si l'on peut dire. D'où l'opération de Vaugelas, qui consiste à diviser l'usage lui-même en «bon» et «mauvais» pour arracher la langue à «la façon ordinaire de parler» et réintroduire là de l'excellence. Mais c'est une excellence collective : le bon usage ne relève pas de la décision hardie de l'orateur<sup>17</sup>.

<sup>17</sup> On cite toujours cette définition du bon usage, qui semble confisquer cette souveraineté de l'usage au profit d'une élite sociale : «*C'est la façon de parler de la plus saine partie de la Cour, conformément à la façon d'écrire de la plus saine partie des Auteurs du temps*. Quand je dis *la Cour*, j'y comprends les femmes comme les hommes, et plusieurs personnes de la ville où le Prince réside, qui, par la communication qu'elles ont avec les gens de la Cour participent à sa politesse.» (*op. cit.*, p. 10) Mais en fait, la cour fonctionne ici pour Vaugelas comme un lieu public plutôt abstrait, une fiction juridique, ce qui est conforme à l'orientation juridique de toute sa réflexion. Le bon usage du reste n'est jamais pour lui un donné, mais le résultat d'un effort. Il faut, pour y atteindre, conjuguer en fait «trois moyens» : fréquenter la cour en sachant distinguer ses meilleurs locuteurs, consulter «les gens savants en la langue», enfin vérifier en

Est-ce à dire qu'en recueillant les «lois» du bon usage, ce bon usage qui permet de passer du «peuple» au «public» sans l'intervention d'un souverain absolu, Vaugelas (et le purisme) édictent des règles propres à s'enfoncer comme des normes dans la conscience du locuteur pour l'individualiser *par* le pouvoir ?

Nullement.

Si les *Lettres* de Balzac par exemple, auteur sans doute plus important que Malherbe dans la diffusion d'un purisme parlé, ont fait scandale, c'est parce que le discours y est entièrement soutenu, non par la vérité des «matières» ni l'énergie des «mots», mais par l'évidence du style : et le style, c'est à la fois «un certain petit art d'arranger les mots ensemble, et de les mettre en leur juste place», «l'usage des particules dont parle si souvent le cher Monsieur de Vaugelas»<sup>18</sup>, comme il l'écrira plus tard, *et l'autorité immanente de l'énonciation*. Balzac ne parle pas «au nom du *public*» mais en son propre nom, et ses hyperboles enflent son propre moi, comme le lui ont reproché ses adversaires, qui l'ont surnommé Narcisse.

Or, la force de l'énonciation se trouve quasiment théorisée par Balzac. D'une part, s'il lui arrive d'évoquer lui aussi la royauté de l'éloquence, c'est pour la distinguer fermement «de l'éloquence des rois, qui prend force de leur autorité et se colore de l'éclat de leur fortune» : «Il s'agit de la royauté de l'éloquence, qui tombant en partage à une personne privée, se doit soutenir de sa propre force et luire de ses propres rayons.»<sup>19</sup> D'autre part, le modèle de cette souveraineté «privée» lui est fournie par Jésus-Christ, et son *ego sum* :

Comment est-ce donc que l'*EGO SUM* de Jésus-Christ, sorti de sa bouche sans effort, sans qu'il élève seulement le ton de sa voix, porte par terre des hommes fermes et vigoureux; met à ses pieds une troupe de soldats qui étaient venus se saisir de lui? Il n'est rien en apparence de si doux et si tranquille que cet *EGO SUM*. Deux paroles le composent; paroles courtes, simples et vulgaires; qui n'ont rien d'éclatant ni de figuré [...] rien qui présage et qui signifie le coup qu'elles vont frapper. (Balzac : *Socrate chrétien*, dans Balzac, 1665, p. 215)

---

suite dans les bons auteurs les observations recueillies de la sorte : «Ce n'est donc pas une acquisition si aisée à faire que celle de la pureté du langage, puisqu'on n'y saurait parvenir que par les trois moyens que j'ai marqués, et qu'il y en a deux qui demandent plusieurs années pour produire leur effet». Bien parler ne s'apprend que par une décision, c'est-à-dire par un contrôle de soi et Vaugelas va pouvoir même conclure que son livre est plus savant que lui-même (*op. cit.*, p. 11).

<sup>18</sup> Balzac, 1665, p. 394.

<sup>19</sup> Balzac : «De la grande éloquence», *Dissertations critiques*, dans Balzac, 1665, p. 528-529.

Au XVII<sup>ème</sup> siècle, l'énonciation se construit, dans le sillage de Montaigne, puis de Descartes, avec Balzac et Vaugelas. Car Balzac – et c'est ce qu'illustre la scène épistolaire – prête à tout énonciateur une souveraineté analogue, si bien qu'elle ne s'exerce plus d'un orateur *sur* un peuple, mais dans la vivacité de l'interlocution. Et l'on peut citer à ce propos la satire qu'il fait du pédant, «fléau de la société civile», dans son livre intitulé *Le Barbon*, à qui il faut apprendre, dit-il,

qu'un honnête homme propose toujours ses opinions de la même sorte que ses doutes et n'élève jamais le ton de sa voix pour prendre avantage sur ceux qui ne parlent pas si haut [...] Qu'il faut fuir les gestes qui paraissent des menaces et les termes qui sentent le style des Edits [...] Finalement, que la conversation a plus de rapport à l'Etat populaire qu'au gouvernement d'un seul, et que chacun y a droit de suffrage et y jouit de la liberté. (Balzac : *Le Barbon*, dans Balzac, 1665, p. 712-713)

«Parler» plutôt que «prêcher» comme le résume encore Balzac dans un autre passage, telle est la fin, *démocratique*, de la conversation civile. Cela suppose à la fois un art de la conception et de la politesse, car il faut savoir se faire «entendre» d'autrui. Et c'est en ce nouveau sens que l'on louera souvent le style «populaire» de Balzac. L'*Apologie pour M. de Balzac* (écrite sans doute par Balzac lui-même dans la circonstance de la querelle des *Lettres*), insiste par exemple sur le fait que les *Lettres* sont écrites en termes empruntés à l'usage<sup>20</sup>, puis affirme :

Tous les hommes sont également suffisants et habiles au moment qu'ils lisent ses ouvrages, et les choses qui sont si hautes que lui seul les pouvait penser, sont si clairement écrites, que tout le peuple les peut entendre. Son style s'accommode tellement à la capacité des esprits, et rend toutes sortes de sujets si agréables, que ses maximes politiques peuvent être pour les femmes et ses lettres d'amour pour les philosophes.<sup>21</sup>

On comprend pourquoi le conflit peut se cristalliser sur les mots : car investir les mots est la dernière liberté concédée par la monarchie absolutiste aux particuliers. Les puristes et les anti-puristes ne conçoivent pas la liberté de la même manière. Les mots énergiques sont pour les seconds les dernières traces de la souveraineté de l'éloquence, de la liberté de l'orateur. En revanche, les puristes luttent contre cette conception énergétique de la langue, notamment en précisant le sens conventionnel des mots, en priviliégiant les figures d'euphémisation, enfin en déplaçant le centre de gravité

<sup>20</sup> Balzac : *Apologie pour M. de Balzac*, dans Balzac, 1665, p. 125.

<sup>21</sup> *Ibid.*, loc. cit., p. 133.

des pratiques langagières vers les «particules» (c'est-à-dire le soin de la syntaxe) et vers l'énonciation : c'est tout cet appareil puriste qui garantit la réversibilité *horizontale* de la parole en «conversation».

### «MOTS ENERGIQUES», «MOTS HONNETES»

Quoique paru en 1651, un texte de Scipion Dupleix, *De la liberté de la langue française*<sup>22</sup>, écrit lui aussi contre Vaugelas, photographie assez bien la position *traditionnelle* des antipuristes et met en lumière les enjeux du débat. Il commence par s'excuser de ce livre qui porte sur des «bagatelles de grammaire<sup>23</sup>» indignes de sa qualité d'auteur. A «l'abjection» de l'objet correspond du reste l'abjection du résultat, puisque ces «critiques syllabaires, raffineurs de style, énervent et affaiblissent notre langue sous prétexte de la polir et de l'épurer : et même la détruisent par le retranchement de plusieurs termes de forte et énergique expression.»

En fournissant un exemple, Scipion Dupleix va produire une théorie implicite de l'énergie. C'est à propos de «mademoiselle» et d'«hirondelle», qui remplacent «Mademoiselle» et «Arondelle» selon Vaugelas<sup>24</sup> :

Certes la plupart des hommes doctes, et surtout les plus judicieux trouvent cette nouveauté aussi efféminée qu'irrégulière: et tiennent cet adoucissement ou plutôt ramollissement de langage pour une preuve du relâchement de la générosité et vigueur mâle des Français : vu même que de tout temps et encore aujourd'hui les nations martiales affectent le langage mâle et grave, qui paraît plus sans doute avec l'*a* qu'avec l'*e*. (*Ibid.*, p. 115)

Pour Vaugelas, cet adoucissement de la langue est au contraire le signe de son perfectionnement<sup>25</sup>. Du reste, jusque-là focalisé sur un peuple viril conçu comme l'ombre masculine de l'orateur, l'usage public, avec les puristes, se met à comprendre les femmes, comme le prouve la phrase de l'*Apologie pour M. de Balzac* ou la section des *Remarques* intitulée «Que dans les doutes de la langue il vaut mieux pour l'ordinaire consulter les

<sup>22</sup> Dupleix (Scipion), 1951.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>24</sup> Cf. à ce propos Denis, 2003.

<sup>25</sup> A *Damoiselle, madamoiselle*, Vaugelas affirme : «L'on ne parle plus ni l'on n'écrit plus ainsi, il faut dire *demoiselle* et *mademoiselle* avec un *e* après le *d*. C'est que l'*e* est beaucoup plus doux que l'*a*, et comme notre langue se perfectionne tous les jours, elle cherche une de ses plus grandes perfections dans la douceur», et il fait une remarque analogue à *Arondelle, hirondelle, erondelle*, où il se prononce pour *erondelle*, «le meilleur et le plus usité des trois» (*op. cit.*, p. 114 et p. 307).

femmes et ceux qui n'ont point étudié, que ceux qui sont bien savants en la langue grecque et en la latine<sup>26</sup>», ce qui rend Dupleix particulièrement furieux. Ce dernier poursuit en retraçant une généalogie de l'humanité qui fait l'ellipse du sexe féminin :

Le langage des premiers hommes, qui fut inspiré de Dieu à Adam, en fait preuve : puisque ce même grand-père de tous les hommes a son nom composé de deux syllabes avec *a* : et *Abraham*, le père des croyants, de trois syllabes aussi en *a* [...] (*Ibid.*, p. 115 et 117)

Or, toute cette réflexion s'appuie en fait sur une définition explicitement cratylle du langage ; et, comme La Mothe Le Vayer, Dupleix affirme le droit au néologisme, pourvu qu'il soit réservé aux «sages» :

Car puisque les noms doivent exprimer les choses dont ils sont les marques, il n'appartient qu'à ceux qui ont connaissance de la nature des choses, de leur imposer leurs noms, afin qu'ils soient, le plus qu'il se pourra, convenables à leur nature. [...] L'Écriture Sainte [...] nous apprend qu'Adam, qui avait une parfaite connaissance des choses, je dis une science et intelligence infuse dès sa création, *imposa les noms à toutes les espèces d'animaux, à chacune suivant sa propre nature*. [...] Platon discourant excellemment bien sur ce sujet en son *Crsatyle*, entend toujours par ce mot de *sages* [...] ceux qui sont parfaitement versés en la connaissance des choses. (*Ibid.*, p. 95-97.)

L'énergie d'un mot, c'est donc sa signification en tant qu'elle provient de la chose elle-même. Le mot est une empreinte de la chose, sa marque : la marquant autant que marqué par elle. Cette co-implication du mot et de la chose aimante la conception que les anti-puristes se font du langage : la verueur du style découvre au peuple *le vrai*, et seul l'orateur sait ainsi souverainement *nommer*.

Telle n'est pas du tout la fonction du mot chez les puristes. Celui de *huguenot* nous en fournira une illustration. Car avec *huguenot*, nous sommes bien en face d'un néologisme, imposé par la nouveauté de la «chose». Le mot fait l'objet d'un long commentaire d'Etienne Pasquier dans ses *Recherches de la France*. Il n'est pas rare que Pasquier loue les mots pour leur énergie. Mais ici, l'énergie est toute négative. Le chapitre s'ouvre sur une déploration :

Le plus grand malheur qui puisse advenir en une république, c'est lorsque, soit par fortune, soit par discours, l'on voit un peuple se bigarrer en mots

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 303.

de partialités. (Pasquier, 1996, livre VIII, chapitre LV «Du mot, *Huguenot*», p. 1670.)

C'est sous ce signe d'un tel malheur que Pasquier va passer en revue les étymologies proposées pour rendre compte de *huguenot*, c'est-à-dire tout à la fois l'origine et le vrai sens, raison pour laquelle les deux partis se battent sur la question. «Si ceux qui ont favorisé ce parti-là [...] ont voulu soutenir qu'ils étaient appelés *Huguenots*, parce qu'ils avaient pris la protection et défense du roi et de la maison de Valois qui était extraite de la ligne de Hugues Capet<sup>27</sup>», les catholiques en revanche lui donnent des étymologies toutes plus péjoratives les unes que les autres, générant, à côté de ce mot, d'autres sobriquets ; et l'ensemble finit par engendrer une cacophonie de néologismes pour dénommer les différentes factions, rendant manifestes la désunion et la décomposition grandissantes du royaume.

Mais ici, ce n'est pas exactement la «chose», l'être des «huguenots» qui est marquée par le mot *huguenot*, que du reste Pasquier refuse d'employer<sup>28</sup>. Car voici le point de départ de son *usage* :

Le semblable s'est presque pratiqué de notre temps en cette France, quand les courtisans se cuidant moquer voulurent appeler *Huguenots* ceux qui adhéraient à l'opinion de Calvin, introduisant deux sectes d'hommes entre nous, l'un *Papiste*, et l'autre *Huguenot*, mots certes d'un très pernicieux présage et que tout homme d'entendement pouvait pronostiquer lorsqu'ils furent premièrement mis en usage ne pouvoir rien apporter qu'une entière désolation de tout ce royaume, laquelle nous avons depuis éprouvée.

Si le nom est bien encore un «présage» (en vertu du vieil adage latin, *nomen omen*), c'est parce qu'il est né d'une énonciation insultante, révélant ainsi la volonté haineuse qui habitait déjà les esprits. Pasquier voit dans le mot la trace de cette énergie pragmatique, et non plus ontologique, et c'est pour cette raison qu'il refuse de l'utiliser.

Un demi-siècle plus tard, Guez de Balzac se livre à son tour à un commentaire sur les mots servant à désigner les calvinistes. *Huguenot* est passé dans l'usage, cette fois au sens puriste du terme, et c'est cette seule considération qui le lui fait adopter, après avoir écarté les termes «partiaux» comme *doctrinaire, hérétique, schismatique, ennemi de l'Eglise, déserteur*

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 1671.

<sup>28</sup> «En premier lieu, Messieurs, d'entrer ici sur le mérite des religions, comme je vois avoir été pratiqué par quelques-uns, il me semble que tant s'en faut que ce soit apporter remède à la maladie qui s'offre, qu'au contraire, c'est un rengrègement et reverdissement de la plaie. La comparaison des religions du Romain et Protestant (*j'aime mieux choisir ces deux termes pour le présent que d'user d'autres noms de pernicieuse conséquence*) n'apporte autre commodité, sinon une pique taisible, dont sourdent les séditions, auxquelles nous voulons obvier» (Pasquier, 1966, p. 40. Je souligne).

et *rebelle de l'Eglise*, où «la passion de la cause paraît à découvert». Il y aurait eu pourtant une solution encore meilleure qu'*huguenot*, adoptée par l'Eglise grecque «qui employait en pareilles occasions un terme extrêmement doux» et se contentait d'appeler «ceux qui s'étaient séparés d'elle» «les gens de l'autre opinion». Et Balzac donne alors un exemple français d'une telle «civilité» à l'égard des calvinistes : celui de Monsieur de Foix, qui avait évoqué, devant le pape, «ceux de la nouvelle opinion»<sup>29</sup>.

A la fin du siècle, le dictionnaire de Furetière atteste qu'un tel terme existait cependant :

HETERODOXE. adj. m. & f. Qui est d'une croyance contraire. C'est un nom honnête qu'on donne à des hérétiques. Calvin, Beze, Melancton, ont été des docteurs *hétérodoxes*.

En le *dénonçant* pour «honnêteté», Furetière révèle en fait à la fois son anti-purisme et sa haine des huguenots, qu'il tient partout, dans tout ce *Dictionnaire* qui l'a violemment opposé à l'Académie française, pour des ennemis de l'Eglise et de l'Etat<sup>30</sup>. Et contrairement à Balzac, qui raisonne en dehors de toute interrogation sur l'origine (sur «l'imposition du nom»), Furetière rapporte, à HUGUENOT, toutes ses étymologies connues (y compris celle d'Hugues Capet). Car Furetière adhère très vraisemblablement à la doctrine cratyllique de l'origine du langage, et il est instructif à cet égard de comparer l'article NOM du dictionnaire de l'Académie avec le sien. Pour l'Académie, c'est simplement un «terme de grammaire qui se décline avec le secours de l'article» ; et il «signifie aussi le terme dont on a accoutumé de se servir pour désigner chaque personne». Aucun des exemples qu'elle donne ne mentionne ni Adam, ni la théorie cratyllique, au contraire de Furetière :

Dieu donna pouvoir à Adam de donner le *nom* aux animaux, aux oiseaux & à toutes les bêtes de la terre que pour cet effet il fit paraître devant luy, Genese Chap. II. L'imposition du *nom* est de l'institution des hommes. On dit qu'elle appartient aux Sages, c'est à dire, aux Philosophes. Ce mot vient du Latin *nomen*, que Festus dit avoir été fait de *nopimen*, à *noscendo*, parce qu'il donne la connoissance d'une chose ; ou de *notamen*, parce qu'il désigne la chose ; ou du Grec *onoma* qui signifie la même chose, en ôtant l'*o*.

<sup>29</sup> Balzac, *Socrate chrétien*, op. cit., p. 247

<sup>30</sup> Un exemple parmi d'autres : «Pendant les guerres des Huguenots, tout le Royaume étoit en feu, des prédicateurs séditeux mettaient le feu par tout.»

## CONCLUSION

Les débats sur le langage au XVII<sup>ème</sup> siècle peuvent se lire comme un conflit entre une conception souveraine du langage – à la fois royale et adamique – et une conception réglée, où la souveraineté de l’usage, diffuse, n’est plus la volonté de personne, mais une coutume contrôlée. Ainsi le purisme articule souveraineté et règles d’une façon qui finalement interdit de se contenter de l’opposition notée par Foucault entre pouvoir souverain et pouvoir normatif, aussi utile qu’elle puisse être. D’abord, parce que la monarchie n’y a pas de responsabilité directe ; ensuite, parce que la conversation – mot qui, au XVII<sup>ème</sup> siècle, signifie approximativement le «vivre-ensemble», pas seulement la parole – est plus un art et une éthique qu’une pratique normative, et s’accompagne de ce que Foucault a appelé ultérieurement «souci de soi».

De ce fait, il est particulièrement faux d’écrire, comme Jean-Pierre Seguin le fait :

Quant au pouvoir politique, s’il a agi naguère avec François Ier, c’est à Richelieu que nous devons la première, principale et emblématique confusion entre autorité politique et force interne de la langue. (Seguin, 1999, p. 232.)

Certes, c’est bien là une confusion qui guette toujours, mais elle était assumée telle quelle par plus d’un humaniste au XVI<sup>ème</sup> siècle, et elle se trouve défendue bien plus souvent par les anti-puristes que par les puristes. Le «purisme», on l’a vu, est au contraire une entreprise de désamorçage de la «force interne» de la langue, afin qu’elle ne puisse plus prendre au corps, faire effet verticalement, subjuguier (le peuple), stigmatiser autrui. L’interdit du néologisme n’est pas une tyrannie, mais procède d’une réflexion sur la civilité de l’énonciation. A certains égards, on peut rapprocher ces pratiques de la *political correctness* étudiée ici même par Jean-Jacques Courtine. Mais, sous réserve de plus ample analyse, il me semble repérer deux différences majeures entre la police du discours américaine et le purisme que j’ai essayé de décrire ici. Le purisme s’accompagne d’un processus *réfléchi* de subjectivation : le locuteur devient un «je» qui se réfléchit parlant à un autre. Et, dans cette attention extrême prêtée au discours, le purisme dégage une passion singulière, à la fois presque idolâtre (comme l’antipurisme ne cessera de la dénoncer, du XVII<sup>ème</sup> siècle à nos jours), et en même temps *éminemment critique* : la passion pour la langue.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BALZAC, Jean-Louis Guez de, 1665 : *Dissertations chrétiennes et morales*, dans *Les Œuvres*, t. II, Paris : T. Jolly.
- BODIN, Jean, 1986 : *Six livres de la République* [1576], Paris : Fayard.
- CANGUILHEM, Georges, 1966 : *Le normal et le pathologique*, Paris : PUF.
- CHAURAND, Jacques (dir.), 1999 : *Nouvelle histoire de la langue française*, Paris : Seuil.
- COLLINOT, André & MAZIERE, Francine, 1997 : *Un prêt à parler : le dictionnaire*, Paris : PUF.
- COSANDEY Fanny & DESCIMON Robert, 2002 : *L'absolutisme en France. Histoire et historiographie*, Paris : Seuil.
- DENIS Delphine, 2003 : «La douceur, une catégorie critique au XVIIe siècle», dans *Le doux aux XVIe et XVIIe siècles. Ecriture, esthétique, politique, spiritualité*, textes réunis par M.-H. Prat et P. Servet, Cahiers du GADGES n° 1, Université Jean Moulin Lyon 3, p. 239-260.
- DUPLEIX (SCIPION), 1951 : *Liberté de la langue française dans sa pureté*, Paris : D. Bechet.
- EWALD, François, 1992 : «Michel Foucault et la norme», in GIARD.
- FARET, Nicolas, 1983 : *Projet de l'Académie pour servir de préface à ses statuts*, publié par J. Rousselet, Saint-Etienne : Université de Saint-Etienne.
- GADET, Françoise & PECHEUX, Michel, 1981 : *La langue introuvable*, Paris : Maspéro.
- GIARD, Luce, 1992 (dir.) : *Michel Foucault. Lire l'œuvre*, Grenoble : Jérôme Millon.
- LA MOTHE LE VAYER, François de la, 1638 : *Considérations sur l'éloquence française de ce temps*, Paris : Cramoisy.
- MERLIN-KAJMAN, Hélène, 2001 : *L'excentricité académique. Littérature, institution, société*, Paris : Les Belles Lettres.
- — 2003 : *La langue est-elle fasciste ? Langue, pouvoir, enseignement*, Paris : Seuil.
- MILNER, Jean-Claude, 1978 : *L'amour de la langue*, Paris : Seuil.
- MOLIERE, 1672 : *Les femmes savantes*.
- PASQUIER, Etienne, 1996 : *Les Recherches de la France*, éd. Marie-Madeleine Fragonard & François Roudaut, Paris : Champion. [première édition : 1621]
- — , 1966 : *Exhortation aux Princes et Seigneurs du Conseil privé du Roi, pour obvier aux Séditions qui semblent nous menacer pour le Faict de la Religion* (1561), dans *Ecrits politiques*, éd. D. Thickett, Paris : Droz.

- 
- PECHEUX, Michel, 1975 : *Les vérités de La Palice*, Paris : François Maspero.
  - QUINTILIEN, 1975 : *Institution oratoire*, texte établi et traduit par Jean Cousin, Paris : Belles Lettres.
  - SEGUIN, Jean-Pierre, 1999 : «La langue française aux XVIIe et XVIIIe siècles», in CHAURAND, 1999.
  - SUETONE, 1993 : *Grammairiens et rhéteurs*, XXII, 1, éd. M. C. Vacher, Paris : Les Belles Lettres.
  - VAUGELAS Claude Favre de, 1981 : *Remarques sur la langue française*, Paris : Champ Libre.
  - WEINRICH Harald, 1989 : *Conscience linguistique et lectures littéraires*, Paris : Ed. de la Maison des sciences de l'homme.
  - ZUBER Roger, 1997 : «La brièveté d'Henri IV», dans *Les émerveillements de la raison*, Paris : Klincksieck.



## D'une contradiction interne : l'espéranto, langue *neutre* ou langue *de l'autre* ?

Sébastien MORET  
*Université de Lausanne*

### INTRODUCTION

Quand il s'agit de parler de la réussite ou de l'échec de l'espéranto, c'est souvent une question de point de vue ou d'évidence. Voici comme exemples deux textes homonymes.

En 1931 paraît à Leipzig une petite brochure intitulée *Kial venkis Esperanto* ?<sup>1</sup>. Cette étude d'une quarantaine de pages est l'œuvre du Professeur L. Žirkov<sup>2</sup> et se veut bilan : bilan des projets de langues artificielles élaborés depuis plusieurs décennies. L'auteur s'arrêtera sur le volapük et l'ido, mais c'est l'espéranto qui occupera la majeure partie de ses propos<sup>3</sup>. En effet, « parmi toutes ces langues, une se démarque [...] qui a vaincu toutes les autres par son expansion »<sup>4</sup>. Et cette langue, c'est l'espéranto.

---

<sup>1</sup> Žirkov, 1931 : *Pourquoi l'espéranto a-t-il vaincu ?* Il s'agit de la traduction en espéranto de l'original russe (*Počemu pobedil èsperanto ?*) paru à Moscou une année plus tôt.

<sup>2</sup> Lev Ivanovič Žirkov (1885-1963), linguiste soviétique spécialiste des langues caucasiennes et iraniennes, également interlinguiste (spécialiste des langues internationales).

<sup>3</sup> Ces trois langues, le volapük, l'espéranto et l'ido, sont, pour Žirkov, les trois seuls projets de langue artificielle à avoir abouti pratiquement. Mais il ne méprise pas pour autant les projets antérieurs qui n'ont pas eu de succès : pour lui, c'est leurs échecs et les enseignements qu'on en a tirés qui ont permis la réalisation de projets « relativement parfaits ». Žirkov, 1931, p. 9.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 6.

Les raisons qui amènent l'auteur à affirmer la victoire de l'espéranto sont résumées dans l'introduction rédigée par la commission linguistique de SEU<sup>5</sup> :

Le fait principal dans lequel Žirkov voit fort justement une preuve de l'absolue robustesse de l'espéranto et de sa victoire, est le dépassement de la crise interne de l'année 1908, liée avec la tendance réformatrice, connue sous le nom de 'Ido', et aussi de la scission en classes du mouvement espérantiste après la guerre mondiale. En effet, ces deux événements déterminent non seulement la stabilité de l'espéranto et sa capacité à vivre, fortifiée par presque un demi-siècle de lutte pour son existence, mais aussi sa potentielle force interne, qui permet de parler avec une pleine conviction de l'inévitable victoire définitive de l'espéranto.<sup>6</sup>

Autrement dit, la victoire de l'espéranto se justifie par la capacité de sa communauté à résister aux événements. Mais en aucun cas par le nombre de ses locuteurs ou par son importance sur le plan international. A ce sujet, Žirkov est franc et clair :

Est-ce qu'il est déjà introduit comme langue auxiliaire pour la communication internationale des affaires ? – Non ! – Est-ce qu'on l'apprend déjà largement dans les écoles ? Est-ce qu'on peut grâce à lui être compris partout lors d'un voyage ? — Non et non ! Presque nulle part il n'a été officiellement accepté ou introduit à l'école, être compris grâce à lui lors de voyages n'est possible que parmi des espérantistes qu'il faut savoir trouver.<sup>7</sup>

Devant ces constatations, Žirkov n'en demeure pas moins optimiste : pour lui, une victoire n'arrive jamais d'un seul coup, petit à petit, elle grignote du terrain<sup>8</sup> et celle de l'espéranto prendra le temps qu'il faut.

---

<sup>5</sup> *Sovetlanda Esperantista Unuiĝo* ou parfois *Unio* : fondée en 1921, l'Union espérantiste des pays soviétiques deviendra dès 1927 l'Union espérantiste des républiques soviétiques, sans que le sigle espéranto ait besoin d'être modifié (*Sovetrespublikara Esperantista Unuiĝo*). En russe, SÈSS puis SÈSR : *Sojuz Ĕsperantistov Sovetskix Stran*, puis *Respublik*.

<sup>6</sup> Žirkov, 1931, pp. 3-4. Dans cette citation, il est question de deux événements de l'histoire du mouvement espérantiste. En 1908, un petit groupe d'espérantistes présente une version soi-disant améliorée de l'espéranto, l'ido ; cette nouvelle langue provoque une crise au sein du mouvement et des espérantistes se font idistes. Après la Première guerre mondiale, le mouvement espérantiste se scinde en deux tendances : une tendance «bourgeoise» et une tendance «prolétarienne», qui ne s'entendent que très moyennement entre elles.

<sup>7</sup> Žirkov, 1931, p. 7.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 7.

dra... On le voit, pour Žirkov, la victoire de l'espéranto est avant tout une question de point de vue.

Plus de quarante ans après l'étude de Žirkov, en 1979, paraît dans la revue française *Critique* un article homonyme, sous la plume de J. Cl. Michéa. Là encore, il s'agit de déterminer les raisons qui ont fait que l'espéranto «s'est finalement imposé comme la seule langue artificielle plausible»<sup>9</sup>. Si, pour Michéa, la «supériorité linguistique» de l'espéranto est le premier élément à expliquer son «succès singulier»<sup>10</sup> — mais néanmoins «relatif»<sup>11</sup> —, elle ne suffit pas. En effet, «tel qu'il est, l'espéranto n'est pas dépourvu de défauts, comme on peut s'y attendre s'agissant d'un système édifié par un seul individu». Il faut donc aller au-delà de «ses seules qualités linguistiques»<sup>12</sup>. Et de retrouver dans cet article de la fin des années septante, la même idée que chez Žirkov : «loin de décomposer la communauté en formation, les luttes permanentes<sup>13</sup> [...] eurent bien plutôt pour effet de la renforcer»<sup>14</sup>. Plus encore, ces luttes internes sont les preuves que l'espéranto vit :

Petit chef-d'œuvre anthropologique, la communauté espérantiste reconfirme aussi, par son ingéniosité même, ces quelques vérités de base : qu'une société ne vit que des contradictions qu'elle peut développer et donc que l'absence d'un consensus est la condition de son accord avec elle-même.<sup>15</sup>

Contrairement à son prédécesseur soviétique, J.-Cl. Michéa reconnaît tout de même en passant qu'il existe «des limites qu'une telle entreprise [l'espéranto] ne pouvait manquer de rencontrer»<sup>16</sup>, mais n'en explicite aucune.

C'est à une de ces limites que nous voulons consacrer le fond de ces propos. Si Michéa a cherché dans son article les «conditions de possibilité»<sup>17</sup> de l'espéranto, nous nous intéresserons à une «condition d'im-

<sup>9</sup> Michéa, 1979, p. 664.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 663.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 662.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 664.

<sup>13</sup> Michéa prend aussi comme exemples la crise idiste de 1908 et la scission entre une mouvance prolétarienne et une mouvance bourgeoise.

<sup>14</sup> Michéa, 1979, p. 667.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 673.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 662.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 663.

possibilité» : pourquoi, à notre avis, l'espéranto n'a pas pu se répandre plus largement et surtout plus officiellement. Pourquoi, en 1931, Žirkov est-il amené à brosser un tableau plutôt sombre de la situation pratique de l'espéranto ? Pourquoi, quelques années plus tôt, Antoine Meillet devait-il constater que l'espéranto n'était pas «entré dans l'usage pratique»<sup>18</sup> ? Dans le but de proposer un début d'explication, nous analyserons brièvement les arguments contre l'espéranto tels qu'ils étaient formulés en Europe dans l'entre-deux-guerres, et plus particulièrement dans deux régimes autoritaires de l'époque : l'Allemagne nazie et l'URSS. Il en ressortira une contradiction interne à ce qui aurait dû, au contraire, permettre à l'espéranto d'être largement accepté : son caractère de langue neutre. L'espéranto sera en effet souvent considéré comme la langue de l'autre, c'est-à-dire la langue de l'ennemi. Associée à cela, l'ambiance de l'époque, totalement décalée par rapport aux buts de l'espérantisme, aura aussi un rôle à jouer.

## 1. L'ESPERANTO : UNE LANGUE NEUTRE

En 1900, dès le mois d'avril, le Tout-Paris se presse, sur l'esplanade des Invalides, à l'Exposition Universelle qui ouvre le siècle nouveau. A l'occasion de cette exposition, la Ville lumière accueille également toute une série de conférences et de congrès, tous estampillés du sceau de l'universalisme<sup>19</sup>. Les partisans d'une langue internationale sont là aussi. Ainsi, pour le congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, L. L. Zamenhof, le créateur de l'espéranto, écrit un petit texte intitulé *Essence et avenir de l'idée d'une langue internationale*<sup>20</sup>. C'est à partir des contacts et des discussions qui eurent lieu alors dans le Paris de la Belle Epoque que fut fondée en janvier 1901 la *Délégation pour l'adoption d'une langue auxiliaire internationale*, regroupant des membres de divers congrès ou sociétés savantes<sup>21</sup>. Le programme d'action de cette *Délégation* est formulé dans une «Déclaration» en huit points<sup>22</sup>. Au point deux de ce texte, il est question des conditions que la future langue internationale auxiliaire devra remplir. C'est la troisième et dernière condition qui va nous intéresser : cette langue ne devra pas être «une des langues nationa-

---

<sup>18</sup> Meillet, 1928, p. 278.

<sup>19</sup> Kuznecov, 1987, pp. 114-115.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 115.

<sup>21</sup> Pour plus de détails concernant cette *Délégation*, on peut consulter la préface de Couturat & Leau, 1903 ; Kuznecov, 1987, pp. 114-135 ou Large, 1987, pp. 80-84.

<sup>22</sup> Le texte de la déclaration se trouve dans Couturat & Leau, 1903, pp. XIX-XX.

les»<sup>23</sup>. Autrement dit, il s'agira soit d'une langue artificielle, soit d'une langue morte qui aura été ressuscitée<sup>24</sup>. En se déclarant opposée au choix d'une langue nationale comme langue internationale auxiliaire, la *Délégation* ne se distingue pas franchement. La plupart des interlinguistes sont du même avis<sup>25</sup>. Ce refus d'adopter une langue nationale témoigne d'une volonté de neutralité. En effet, le choix d'une langue nationale serait une solution «non équitable»<sup>26</sup> et «donnerait d'énormes avantages culturels, et par suite, politiques et économique au pays dont la langue serait choisie»<sup>27</sup>. Les membres de cette nation élue auraient ainsi en effet tout le loisir d'utiliser le temps que passeraient les autres nations à apprendre la langue adoptée pour faire des affaires ou asseoir leur domination. Dans ces conditions, il semble certain qu'aucune langue nationale ne ferait l'unanimité pour être choisie comme langue internationale, l'«orgueil des nations»<sup>28</sup> provoquant le fait que les «grandes langues naturelles se combattent et se neutralisent mutuellement»<sup>29</sup>. Ainsi, en théorie, une langue neutre qui ne ferait aucun privilégié serait beaucoup plus équitable, et aurait beaucoup plus de chance d'être acceptée<sup>30</sup>.

Pour Zamenhof aussi, la future langue internationale sera neutre ou ne sera pas. Enfant, dans la ville de Białystok où il grandit, il ressent avec force la division linguistique de l'humanité :

A Białystok, la population se compose de quatre éléments différents : Russes, Polonais, Allemands et Juifs ; chacun d'eux parle une langue à part et entretient des rapports hostiles avec les autres. Dans une ville de ce genre plus qu'ailleurs, une nature sensible souffre sous le poids du malheur causé par la diversité des langues et se persuade à chaque pas que cette diversité est, sinon la seule, du moins la principale source de dissensions au sein de la famille humaine ainsi divisée en clans ennemis.<sup>31</sup>

---

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. XX.

<sup>24</sup> Sur ce dernier point, on peut entre autres se référer à Monnerot-Dumaine, 1960, p. 18 ou Drezen, 1991, p. 69.

<sup>25</sup> Voir par exemple Monnerot-Dumaine, 1960, pp. 2-3 ; Drezen, 1991, pp. 68-69 ; Isaev, 1981, p. 10 ou Couturat & Leau, 1903, p. X.

<sup>26</sup> Couturat & Leau, 1903, p. X.

<sup>27</sup> Monnerot-Dumaine, 1960, p. 18.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>29</sup> Burney, 1966, p. 75.

<sup>30</sup> Large, 1987, p. vii.

<sup>31</sup> Dans une lettre à l'espérantiste russe Nikolaj Afrikanovič Borovko (1863-1913) de 1895. La traduction française se trouve chez Janton, 1977, pp. 29-30 ; pour un extrait de l'original en espéranto, voir Lins, 1988, p. 15.

C'est donc dans cette ville de la province balte de Lituanie, alors partie intégrante de l'empire russe, qu'il grandit, persuadé que, une fois adulte, «rien ne [l'] empêcherait d'éliminer ce mal»<sup>32</sup>.

Le remède le plus efficace pour réconcilier cette humanité linguistiquement divisée ne peut passer que par «une langue humainement neutre et anationale»<sup>33</sup>. Zamenhof en explique les raisons dans le discours qu'il prononce le 5 août 1905 à Boulogne-sur-Mer, devant les délégués du Premier congrès espérantiste de l'histoire. Depuis l'épisode de la Tour de Babel, un temps «qui depuis longtemps déjà a disparu de la mémoire de l'humanité»<sup>34</sup>, les hommes ne se comprennent plus et se font la guerre ; et quand un dialogue est rendu possible par le fait qu'un des interlocuteurs maîtrise une ou des langues étrangères, la communication se fait alors sur une base «non naturelle, offensante et injuste»<sup>35</sup>. En effet, dans ce cas, celui qui fait l'effort de parler une autre langue que la sienne «s'abaisse devant le membre de l'autre nation» ; en parlant la langue de l'autre, il «humilie sa propre langue» et, ne maîtrisant pas totalement l'autre langue, «il balbutie et rougit et se sent gêné devant son interlocuteur, pendant que ce dernier se sent fort et fier»<sup>36</sup>.

Rien de tel au sein de la communauté espérantiste ! Quand deux espérantistes ayant des langues maternelles différentes se rencontrent et se parlent en espéranto, tout se fait sur un pied d'égalité :

Il n'existe pas dans notre réunion de nations fortes et de nations faibles, des privilégiées et des non privilégiées, personne ne se soumet, personne ne se gêne ; nous tous nous nous trouvons sur une base neutre, nous tous sommes totalement égaux en droits.<sup>37</sup>

Grâce à un moyen de communication neutre, deux interlocuteurs de langues maternelles différentes ne se sentent plus «comme des étrangers, ni comme des concurrents, mais comme des frères»<sup>38</sup>.

---

<sup>32</sup> *Id.*, dans Janton, 1977, p. 30.

<sup>33</sup> Dans une lettre à son ami avocat Alfred Michaux du 21 février 1905, citée par Janton, 1977, p. 30.

<sup>34</sup> Zamenhof, 1997, p. 6.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 8. U. Lins (1988, p. 48) mentionne le fait que cette égalité linguistique fut crainte au temps de l'Allemagne impériale. Ainsi, pour un certain A. Geiser, négociier commercialement au moyen d'une langue neutre «serait un suicide économique» puisque les deux interlocuteurs seraient à égalité.

Ce premier congrès, à Boulogne, aboutira à une déclaration sur l'espéranto qui, pour Zamenhof, devait être un des documents fondamentaux du mouvement. Dès ses premières lignes, cette déclaration insistera sur le caractère neutre de la langue :

L'espérantisme s'efforce de répandre à travers le monde l'emploi d'une langue neutre qui, sans s'immiscer dans la vie intérieure des peuples et en n'ayant aucunement l'intention de supplanter les langues nationales existantes, fournirait aux membres des différentes nations les moyens d'une compréhension mutuelle.<sup>39</sup>

L'année suivante, Zamenhof réitérera sa conviction en une langue neutre dans un article anonyme publié dans la revue *Ruslanda Esperantisto* :

Je crois que tous les peuples sont égaux, que chacun a le droit de parler la langue qu'il veut et de pratiquer la religion de son choix, mais que, pour communiquer avec son prochain, il devrait, autant que faire se peut, employer une langue neutre, toute tentative d'imposer à d'autres ses propres langue et religion étant un acte de barbarie.<sup>40</sup>

Dès son apparition, et maintenant encore<sup>41</sup>, l'espéranto est considéré comme une langue neutre. Et il faut bien se rendre compte que le caractère neutre de l'espéranto n'est pas en contradiction avec ce que Zamenhof appelait l'«idée interne»<sup>42</sup> du mouvement espérantiste. Cette idée interne<sup>43</sup>, c'est son «aspect idéologique»<sup>44</sup>. L'espéranto n'a pas seulement un aspect pratique, il ne doit pas «servir uniquement et exclusivement les buts du commerce et de l'utilité pratique»<sup>45</sup> ; derrière lui se cachent des buts beaucoup plus nobles. Zamenhof déclare lors du Congrès de Genève, le 28 août 1906 :

---

<sup>39</sup> Cité par Large, 1987, p. 77.

<sup>40</sup> Cité par Centassi & Masson, 2001, p. 115. L'article de Zamenhof s'intitulait «Dogmoj de Hilelismo» ['Les dogmes de l'hilléisme']. Sur l'hilléisme, on peut consulter Centassi & Masson, 2001, p. 113-116 ou Janton, 1977, p. 35-40.

<sup>41</sup> Cf. par exemple Joguin, 1998, p. 10.

<sup>42</sup> Il utilise le terme «interna ideo» notamment dans son discours prononcé devant les délégués du deuxième congrès espérantiste international, à Genève en 1906. Cf. Zamenhof, 1997, pp. 23-24.

<sup>43</sup> Pour plus de détails concernant cette idée interne, on peut consulter entre autres Centassi & Masson, 2001, pp. 161-179 ou Janton, 1977, pp. 42-45.

<sup>44</sup> Janton, 1977, p. 42.

<sup>45</sup> Zamenhof, 1997, p. 25.

Il faut détruire, détruire les murs entre les peuples, il faut leur donner la possibilité de se connaître librement et de communiquer entre eux sur une base neutre, et seulement ainsi ces brutalités que nous voyons en divers endroits pourront disparaître.<sup>46</sup>

Et plus loin, il définit cette «sainte, grande et importante idée, que la langue internationale contient en elle» : «Cette idée [...], c'est la fraternité et la justice entre les peuples»<sup>47</sup>.

Cet idéal, mélange d'internationalisme, d'amour et d'égalité, n'est pas en contradiction avec la neutralité affichée de la langue espéranto. La langue neutre n'est que le moyen, l'outil servant à propager l'idée interne. Le seul envisageable d'ailleurs : en utilisant autre chose qu'une langue neutre, il n'y aurait pas d'égalité possible entre les hommes et c'est alors qu'il y aurait une contradiction.

## 2. EN ALLEMAGNE : LA LANGUE DES JUIFS ET DES BOLCHEVIQUES

En se référant au fait que Zamenhof était de confession juive, on peut facilement comprendre l'amalgame qui s'est régulièrement fait entre sa religion et la langue qu'il avait inventée : pour beaucoup, l'espéranto a été la langue des Juifs. Ainsi Adolf Hitler.

Avant même son arrivée officielle au pouvoir, Hitler avait explicité dans *Mein Kampf*, en 1924, les fondements de ses idées. Dès l'ouvrage de référence du Troisième Reich, on trouve une mise en cause de l'espéranto :

Tant que le Juif n'est pas devenu le maître des autres peuples, il faut que, bon gré mal gré, il parle leur langue ; mais sitôt que ceux-ci seraient ses esclaves, ils devraient tous apprendre une langue universelle (l'espéranto, par exemple), pour que, par ce moyen, la juiverie puisse les dominer plus facilement.<sup>48</sup>

Quelques années plus tard, alors que le régime nazi sera bien installé, on retrouvera régulièrement dans la presse l'idée que l'espéranto est la langue des Juifs. Ce fut le cas lors de la violente campagne anti-espéranto qui eut lieu dans la presse nazie à la fin de 1935 et au début de 1936, lors

---

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 25.

<sup>48</sup> Hitler, 1934, p. 307.

de laquelle, par exemple, la revue *Der Weltkampf* parla de l'espéranto comme de l'«allié de la juiverie mondiale»<sup>49</sup>.

Cet amalgame est confirmé par une lettre de lecteur parue dans la revue espérantiste *Sennaciulo* du 25 juin 1933<sup>50</sup> : là, un correspondant qui signe M. S. et qui dit avoir eu la chance d'avoir pu quitter l'Allemagne pour 48 heures parle de ces «Allemands bruns idiots» qui ne sont pas favorables à l'espéranto et qui «le nomment langue juive, qui mérite d'être propagée parmi les sauvages d'Australie».

Dans les sphères officielles, les déclarations ne varient pas. Un rapport de l'Office central du Reich pour la sécurité, daté de juin 1940 est tout aussi clair :

Considérer l'«espéranto» uniquement comme une langue auxiliaire pour la communication internationale est faux. La langue artificielle espéranto est une part de l'espérantisme, une des armes des Juifs.<sup>51</sup>

Dans ces conditions, un régime, qui avait fait sienne l'idée que les Juifs appartiennent à «une race inférieure»<sup>52</sup> qui, tel «un bacille nuisible, s'étend toujours plus loin, sitôt qu'un sol nourricier favorable l'y invite»<sup>53</sup>, ne pouvait manquer finalement d'interdire l'espéranto. Le décret, émanant du bureau du Führer, est daté du 3 juin 1939 : «la propagation de l'espéranto en Allemagne est interdite»<sup>54</sup>.

Si pour Hitler, l'espéranto est considéré comme la langue des Juifs, il en va différemment chez un de ses contemporains et compatriotes, le linguiste Karl Vossler<sup>55</sup> (1872-1949) : pour lui, l'espéranto est la langue des bolcheviques<sup>56</sup>.

Dès 1923, dans un texte intitulé «Die Grenzen der Sprachphilosophie» [‘Les limites de la philosophie du langage’], Vossler s'en prend aux langues artificielles et à l'espéranto, tout en reconnaissant qu'il est la lan-

<sup>49</sup> Cité par Lins, 1988, p. 116.

<sup>50</sup> *Sennaciulo*, 9, N° 406, 25 juin 1933, p. 95-96.

<sup>51</sup> Cité par Lins, 1988, p. 127.

<sup>52</sup> Hitler, 1934, p. 320.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 304.

<sup>54</sup> Cité par Lins, 1988, p. 126.

<sup>55</sup> Pour des précisions concernant ses activités académiques, ainsi que ses relations avec le pouvoir national-socialiste, cf. Hutton, 1999, pp. 67-69.

<sup>56</sup> Il est à noter que, aux Etats-Unis, en plein maccarthysme, l'espéranto sera aussi considéré comme la langue des communistes.

gue artificielle qui a le mieux réussi<sup>57</sup>. Comparé aux langues naturelles, l'espéranto est comme un tapis tissé à la machine face à un ancien tapis persan : sa régularité, sa simplicité, sa stricte symétrie, en font quelque chose de terne, voire de mort. L'on trouve, certes aussi dans les langues naturelles, comme dans les anciens tapis persans, une certaine symétrie, mais cette dernière n'est pas stricte, elle est «mouvante» (*beweglich*), «vivante» (*lebendig*)<sup>58</sup> : parfois, des irrégularités, que l'on nomme exceptions dans les langues naturelles, apparaissent. Ces exceptions sont la preuve que les langues vivent et qu'il y a derrière elles tout un développement historique qui explique ces irrégularités. Dans ce texte, Vossler passera rapidement sur le lien entre l'espéranto et les bolcheviques en mentionnant le fait que depuis plusieurs années certains journaux évoquent l'introduction probable de l'espéranto comme branche d'enseignement dans les écoles soviétiques<sup>59</sup>.

Le lien sera beaucoup plus évident en 1925, dans son livre *Geist und Kultur in der Sprache* ['Esprit et culture dans la langue'] :

Le bolchevisme international, le socialisme, le communisme se sont installés depuis peu dans la grammaire et les mots de l'espéranto et sont sur le point de non seulement les animer avec leur conviction et leur atmosphère, leurs tonalités de sentiments et leurs accentuations significatives, avec leurs voix de prolétaires, mais aussi de faire de la propagande pour eux.<sup>60</sup>

Ces deux conceptions de la langue de Zamenhof cohabiteront au sein même du pouvoir nazi. Ainsi, U. Lins mentionne<sup>61</sup> le fait que, selon certains espérantistes allemands ayant eu maille à partir avec le pouvoir nazi, les membres des SA parlaient de l'espéranto comme d'une «langue juive», tandis que, pour la Gestapo, il s'agissait de la «langue secrète des communistes».

Les persécutions contre l'espéranto en Allemagne nazie se justifiaient ainsi par le fait que c'était la langue des ennemis de l'Etat.

---

<sup>57</sup> Vossler, 1923, p. 247.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 249.

<sup>59</sup> Vossler, 1923, pp. 247-248. Cette information a régulièrement circulé dans la presse espérantiste européenne au début des années 1920.

<sup>60</sup> Vossler, 1925, p. 187.

<sup>61</sup> Lins, 1988, pp. 101-102.

### 3. EN URSS : LA LANGUE DES BOURGEOIS ET DES INTERNATIONALISTES

L'histoire de l'espéranto en Union Soviétique peut se diviser en deux périodes. Avant le virage idéologique des années 1930 — ce que les historiens ont appelé le «Grand tournant» — qui vit Staline renoncer à la révolution mondiale, l'espéranto fut rapidement perçu par les dirigeants de l'URSS comme un bon moyen pour transcender les barrières linguistiques et ainsi entrer plus facilement en contact avec les camarades de l'étranger dans le but de favoriser et d'accélérer la révolution mondiale. La correspondance en espéranto avec des ouvriers anglais ou français<sup>62</sup> fut d'abord souhaitée avant d'être officiellement encouragée, puis prise en mains<sup>63</sup>. A partir des années 1930, dès que Staline eut décidé que la révolution ne se ferait plus que dans un seul pays, l'espéranto vit planer sur lui le soupçon et la méfiance. Voici quelques exemples.

En 1932 sont publiés des textes dans lesquels l'espéranto n'est plus présenté comme un outil utile à la révolution et aux prolétaires. Désormais, ces textes relèvent avant tout le côté bourgeois, et par conséquent négatif, de la langue de Zamenhof. Dans un recueil intitulé *Contre la contrebande bourgeoise en linguistique*, l'on trouve un article qui s'en prend aux conceptions de deux célèbres interlinguistes de l'époque, E. Spiridovič et E. Drezen. Face à leur volonté de faire passer l'espéranto pour la langue du prolétariat, on peut lire :

Le premier petit groupe d'espérantistes vit le jour dans la ville commerçante et industrielle de Nuremberg en 1888. Par son origine, l'espéranto est une utopie petite-bourgeoise.<sup>64</sup>

C'est la même idée qui sera publiée dans la revue *Meždunarodnyj Jazyk*, dans un article intitulé «Thèses sur la langue internationale». L'espéranto «est né dans les milieux bourgeois» et par conséquent :

Les nobles aspirations du Dr Zamenhof et des propagandistes espérantistes bourgeois pour la fraternité des peuples et pour l'harmonie mondiale sont

---

<sup>62</sup> Un des buts de cette correspondance était de rétablir la vérité sur l'URSS à une époque où, selon les dirigeants soviétiques, les journaux bourgeois de l'étranger imprimaient le plus souvent des contre-vérités.

<sup>63</sup> Pour une histoire détaillée et bien documentée de cette correspondance (*mežrabsvjaz'*) en espéranto dans l'URSS des années 1920 et après, cf. Lins, 1988, pp. 217-241 et 410-433.

<sup>64</sup> Gorbačenko, Sinel'nikova & Šub, 1932, p. 139.

objectivement, comme toutes les illusions petites-bourgeoises, un auxiliaire de l'impérialisme.<sup>65</sup>

Quelques années plus tard, au plus fort de la paranoïa de Staline, lors des grandes purges de 1937-1938, c'est l'orientation internationaliste de l'espéranto qui sera mise à l'index et la majorité des espérantistes arrêtés se verront signifier leur mise en détention pour appartenance à une organisation internationale d'espionnage<sup>66</sup>. A ce sujet, certaines directives du NKVD, la police secrète, sont claires. Ainsi, un ordre secret émanant du commissaire du peuple pour les affaires intérieures de la République Socialiste Soviétique de Lituanie comporte une liste des différentes catégories de personnes pouvant être arrêtées en tant qu'«éléments anti-soviétiques et socialement étrangers»<sup>67</sup>. Parmi les quatorze catégories, une concerne les espérantistes :

j) Les personnes qui ont des contacts personnels et une activité de correspondance avec l'étranger, avec des légations étrangères et des consulats, les espérantistes et les philatélistes.<sup>68</sup>

Quand le régime soviétique n'eut plus vraiment l'utilité de l'espéranto, quand celui-ci ne coïncida plus vraiment avec l'idéologie alors dominante, les autorités reprochèrent à la langue de Zamenhof d'être la langue des ennemis de l'Etat, comme cela se produisit en Allemagne nazie.

## CONCLUSION : LES ESPACES VIDES SONT A LOUER

Pour les régimes totalitaires de l'entre-deux-guerres que sont l'Allemagne nazie et l'URSS, l'espéranto semble cumuler les tares. Langues des juifs, des bolcheviques, des bourgeois, des internationalistes : chacun semble lui attribuer l'étiquette de son ennemi. Pourquoi l'espéranto a-t-il été trop souvent considéré, à cette époque, comme la langue de l'autre, la langue de l'ennemi ? La réponse tiendra en deux temps.

Il faut commencer par mettre en avant le caractère neutre de l'espéranto, voulu par Zamenhof. Cela sonnera comme une évidence, mais puisque l'espéranto se présentait comme n'étant la langue de personne en particulier, chacun pensait pouvoir lui attribuer un propriétaire.

---

<sup>65</sup> Cité par Lins, 1988, p. 374.

<sup>66</sup> Lins, 1988, p. 393.

<sup>67</sup> Cité par Lins, 1988, p. 397.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 397.

Le linguiste allemand K. Vossler, dont il a déjà été question ici, utilise une métaphore parlante pour expliquer ce processus : selon lui, l'espéranto est semblable à un espace vide, et comme tous les «espaces vide» (*leere Räume*), il est «à louer»<sup>69</sup>. Mais pour lui, la vacuité de l'espéranto ne provient pas de son caractère de langue neutre. L'espéranto est un pur produit de l'«époque du technicisme» (*Zeitalter des Technizismus*), caractérisée par l'«affaiblissement de l'élémentaire et spirituel intérêt pour la vie»<sup>70</sup>. C'est l'époque de l'utilitarisme pur, où tout est «par essence achetable», où tout «se prostitue»<sup>71</sup>. L'espéranto ne déroge pas à la règle et, au moment où Vossler écrit, ce sont les bolcheviques qui, selon lui, en ont pris possession<sup>72</sup>. Si l'explication de Vossler diffère de celle que nous voulions proposer ici, il n'en demeure pas moins que l'idée est la même : au cours de son histoire, l'espéranto est, pourrait-on dire, passé de main en main. Après avoir été pensé et voulu comme la langue de personne en particulier — ce qui aurait dû lui valoir un avantage certain —, l'espéranto finit par devenir la langue de tout le monde, et notamment la langue de l'ennemi.

Et justement, pourquoi la langue de l'ennemi, la langue de l'autre ? Cela s'explique par le contexte de l'époque. Il ne faut en effet pas oublier que l'entre-deux-guerres, et tout le début du XX<sup>ème</sup> siècle, est une période marquée par la peur de l'autre, la montée des nationalismes et le repli sur soi. Par conséquent, les aspirations internationalistes et pacifistes inhérentes au mouvement espérantiste firent de lui quelque chose de décalé, voire de suspect : pour reprendre une expression de U. Lins, on peut dire que «l'espéranto touchait [aux] tabous»<sup>73</sup> du moment. Le succès de l'espéranto semblait donc compromis. En effet :

L'imagination populaire était effectivement beaucoup plus captivée par des idéaux nationalistes qu'internationalistes, et le mouvement des langues artificielles s'était en fin de compte avéré impuissant face à un appel national aux armes.<sup>74</sup>

Dans une ambiance fortement nationaliste, l'espéranto, avec son idéal de fraternité mondiale, son désir d'internationalisme, faisait peur. Il semblait menacer les entités nationales, les identités nationales. Le polito-

---

<sup>69</sup> Vossler, 1925, p. 187.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 186.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 187.

<sup>72</sup> Cf. la troisième partie du présent article.

<sup>73</sup> Lins, 1988, p. 57.

<sup>74</sup> Large, 1987, p. 89.

logue Claude Lefort a souligné à plusieurs reprises<sup>75</sup> l'incompatibilité qu'il y avait entre les régimes totalitaires et l'autre, l'étranger ; le refus de l'internationalisme inhérent à l'espéranto ne doit donc pas nous surprendre. Malheureusement pour l'espéranto, c'est toute l'époque qui est marquée par cette peur de l'autre. A ce propos, nous pouvons citer un passage significatif de la circulaire Bérard<sup>76</sup> du 3 juin 1922 qui limita drastiquement pour un temps l'enseignement de l'espéranto en France. L'espéranto est porteur de «dangers» pour la France, car son but est de séparer «la langue et la patrie»<sup>77</sup>, autrement dit de nier le lien langue/nation, et, partant, de faire disparaître la France comme entité nationale particulière. Dans ces conditions, on ne doit pas s'étonner qu'il finit par être considéré trop souvent comme la langue de l'ennemi, qui lui aussi se faisait menaçant pour l'intégrité nationale. C'est ce qui explique l'absence de soutien officiel de la part des gouvernements de l'époque, et, partant, l'échec de l'espéranto. Pour beaucoup de gens en effet, l'intervention officielle des gouvernements et des politiques en faveur de l'espéranto constituait la seule façon pour faire de lui ce pour quoi il avait été créé : une langue internationale<sup>78</sup>.

Au début du XXème siècle, de nombreux auteurs<sup>79</sup> justifiaient la nécessité d'une langue internationale auxiliaire par le fait que, désormais, de nombreuses découvertes et avancées technologiques (le télégraphe, les liaisons trans-atlantiques, entre autres) rendaient les relations internationales et les contacts beaucoup plus aisés. Mais, cette *possibilité* de rentrer plus facilement en contact avec d'autres ne fut pas accompagnée par la *volonté* d'entrer en contact. Ce n'était pas dans l'air du temps. On était méfiants et plus enclins à rester chez soi qu'à aller vers l'autre.

Est-ce à dire que l'espéranto est apparu à un mauvais moment ? Y aurait-il eu une époque beaucoup plus propice à la réussite de l'espéranto ? Nous ne saurions faire ici de l'uchronie. Néanmoins, il faut dire que notre époque, marquée par la construction européenne, dominée par les termes globalisation et mondialisation, à la recherche d'une solidarité rassurante face aux événements, semble plus concernée par le problème.

© Sébastien Moret

---

<sup>75</sup> Lefort, 1981, pp. 102 et 166.

<sup>76</sup> Du nom du ministre français de l'instruction publique Léon Bérard (1876-1960), qui occupa ce poste par deux fois : du 27 novembre 1919 au 20 janvier 1920, puis du 16 janvier 1921 au 30 mars 1924.

<sup>77</sup> Cité par Lins, 1988, p. 65.

<sup>78</sup> Par exemple : Burney, 1966, p. 119 ; Janton, 1977, p. 126 ; Meillet, 1928, pp. 282-285 ou Monnerot-Dumaine, 1960, p. 161.

<sup>79</sup> Par exemple, Couturat & Leau, 1903, pp. VII-VIII ; Meillet, 1928, p. 1 ; ou Monnerot-Dumaine, 1960, pp. 23-24.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BURNEY P., 1966 : *Les langues internationales*, Paris : PUF, «Que sais-je ?», (1<sup>ère</sup> édition : 1962).
- CENTASSI R. & MASSON H., 2001 : *L'homme qui a défié Babel*, Paris [etc.] : L'Harmattan, (1<sup>ère</sup> édition : 1995).
- COUTURAT L. & LEAU L., 1903 : *Histoire de la langue universelle*, Paris : Hachette.
- DREZEN E., 1991 : *Historio de la Mondlingvo*, Moscou : Progreso, (1<sup>ère</sup> édition : 1928-1930). [Histoire de la langue mondiale]
- FORSTER P. G., 1982 : *The Esperanto Movement*, The Hague [etc.] : Mouton.
- GORBAČENKO G. I., SINEL'NIKOVA N. P. & ŠUB, T. A., 1932 : «Vylazka buržuaznoj agentury v jazykoznanii», in *Protiv buržuaznoj kontrabandy v jazykoznanii*, Leningrad : GAIMK, 1932, pp. 129-140. [Un raid des agents de la bourgeoisie en linguistique]
- HITLER A., 1934 : *Mon combat*, trad. par J. Gaudefroy-Demombynes et A. Calmettes, Paris : Nouvelles Editions Latines, (1<sup>ère</sup> édition : 1924).
- HUTTON Ch. M., 1999 : *Linguistics and the Third Reich*, London & New York : Routledge.
- ISAEV M. I., 1981 : *Jazyk èsperanto*, Moskva : Nauka. [La langue espéranto]
- JANTON P., 1977 : *L'espéranto*, Paris : PUF, «Que sais-je ?», (1<sup>ère</sup> édition : 1973).
- JOGUIN J., 1998 : *Parlons Espéranto*, Paris [etc.] : L'Harmattan.
- KUZNECOV S. N., 1987 : *Teoretičeskie osnovy interlingvistiki*, Moskva : Izd. Universiteta družby narodov. [Les bases théoriques de l'interlinguistique]
- LARGE A., 1987 : *The Artificial Language Movement*, NY : Basil Blackwell (1<sup>ère</sup> édition : 1985).
- LEFORT Cl., 1981 : *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris : Fayard.
- LINS U., 1988 : *La danĝera lingvo : Studo pri la persekutoj kontraŭ Esperanto*, Gerlingen : Bleicher. [La langue dangereuse : étude sur les persécutions contre l'espéranto]
- MEILLET A., 1928 : *Les langues dans l'Europe nouvelle*, Paris : Payot, (1<sup>ère</sup> édition : 1918).
- MICHEA J.-Cl., 1979 : «Kial venkis Esperanto ?», *Critique*, n° 387-388, août-septembre 1979, pp. 661-673. [Pourquoi l'espéranto a-t-il vaincu ?]

- 
- MONNEROT-DUMAINE M., 1960 : *Précis d'interlinguistique générale et spéciale*, Paris : Maloine.
  - VOSSLER K., 1923 : «Die Grenzen der Sprachphilosophie», *Sprachphilosophie*, München : Max Hueber, pp. 210-260. [Les limites de la philosophie du langage]
  - — 1925 : *Geist und Kultur in der Sprache*, Heidelberg : Carl Winter. [Esprit et culture dans la langue]
  - ZAMENHOF L. L., 1997 : *Paroladoj de D-ro L. L. Zamenhof*, Japana Esperanta Librokooperativo. [Discours du Dr. L. L. Zamenhof]
  - ŽIRKOV, L., 1931 : *Kial venkis Esperanto?*, Leipzig : Ekrelo. [Pourquoi l'espéranto a-t-il vaincu ?]

# **La construction imaginaire de la nation paraguayenne par le discours sur le guarani langue nationale**

Carolina RODRÍGUEZ-ALCALÁ  
*Université de Campinas*

## **1. PRESENTATION**

Ce travail porte sur les discours nationalistes concernant la langue guarani au Paraguay pendant les dictatures militaires dans ce pays à partir des années 1940, plus particulièrement pendant la dictature du général Alfredo Stroessner (1954-1989). Ces discours ont soutenu les formes institutionnelles de «promotion» de cette langue d'origine indienne, clairement opposées aux politiques officielles antérieures, qui avaient toujours exclu cette langue des institutions publiques et avaient eu systématiquement pour but de l'éradiquer même de l'usage oral et informel<sup>1</sup>. Entre autres mesures

---

<sup>1</sup> En tant que fait social, le guarani du Paraguay possède une dimension particulière en comparaison avec les autres langues indiennes encore parlées dans d'autres pays latino-américains, où leur usage est restreint à la campagne et toujours à des minorités ethniques et sociales. Au Paraguay, il s'agit d'une langue parlée par environ 90% de la population et son usage traverse les frontières ethniques, géographiques et sociales – même si ces facteurs ne sont pas sans intérêt pour définir la situation linguistique, notamment en ce qui concerne le monolinguisme, puisque le monolinguisme espagnol se concentre dans les élites et le monolinguisme guarani dans les classes les plus pauvres. Le guarani prédomine de façon absolue à la campagne (où le monolinguisme guarani n'est jamais inférieur à 25%, pouvant même atteindre 79% dans certaines régions), mais il est aussi amplement parlé dans les villes, aussi bien par ceux qui ont de lointaines origines indiennes que par de nombreux descendants d'immigrés européens et asiatiques (voir Rodríguez-Alcalá, 2002). Par conséquent, quand nous parlons du guarani du Paraguay, il ne s'agit pas de la langue des Indiens, qui constituent à l'heure ac-

adoptées durant la période étudiée, nous pouvons citer : la fondation de l'*Académie de la langue et de la culture guarani*, en 1942, et de l'*Association des écrivains guaranis*, en 1950 ; l'introduction graduelle du guarani dans les écoles et les universités à partir de 1956 ; l'appui officiel à diverses publications qui promouvaient l'«acceptation» du guarani, comme par exemple la revue *Aca'ê*, publiée entre 1956 et 1961 ; la reconnaissance légale du guarani comme langue nationale, aux côtés de l'espagnol, par la constitution de 1967.

Plusieurs travaux sociolinguistiques ont analysé ces discours au travers du concept d'*attitude linguistique*, dont les plus connus ont été réalisés entre les années 1950 et 1960. Il s'agit des travaux désormais classiques de Paul Garvin & Madeleine Mathiot, *The Urbanization of Guarani Language. The Problem of Language and Culture* (1956) ; de José Pedro Rona *The Social and Cultural Statutes of Guarani Language in Paraguay* (1966) ; et le plus vaste de tous, de Joan Rubin, *National Bilingualism in Paraguay* (1968). Dans leurs analyses, ces recherches reprennent certains concepts d'auteurs comme Joshua Fishman, Uriel Weinreich et Paul Garvin. Jusqu'à présent, ces ouvrages constituent non seulement la principale référence sur la situation linguistique particulière du guarani mais ils servent aussi d'exemples paradigmatiques amplement cités dans les manuels d'enseignement universitaire illustrant l'application de concepts sociolinguistiques.

Tous ces travaux analysent les discours nationalistes sur le guarani comme les signes d'une attitude nationaliste positive par rapport à la langue, qui serait généralisée chez les Paraguayens, attitude caractérisée par des sentiments d'«amour», d'«orgueil» et de «loyauté» envers elle :

Throughout our interviews with Paraguayans runs a current of appreciation and love for Guarani. [...] There is no question but that Paraguayans are proud of having Guarani. (Garvin & Mathiot, 1968, p. 372)

An important manifestation of the national feeling is the national pride which is embodied in the language. This becomes evident through countless expressions of Paraguayans writers. [...] In other respects, too, we find the same fantastic attitude of pride. (Rona [1966] 1975, p. 287)

Si l'on considère l'héritage colonialiste à l'égard de la tradition culturelle indigène, ces discours assument un caractère de revendication anticolonialiste et populaire de la langue originaire de la société locale (bien qu'au Paraguay la question linguistique ne délimite pas, comme nous l'avons dit, de frontières sociales ou ethniques bien nettes). Or, ce caractère

a fini par s'étendre aux politiques de «promotion» du guarani adoptées pendant la dictature militaire, ce qui conduit à caractériser le Général Stroessner comme quelqu'un ayant contribué au dépassement des «préjugés colonialistes» historiques contre la langue indienne de la part des «classes aisées» de la société paraguayenne :

Guarani remains, however, an object of considerable disdain to some members of the upper class. Therefore, the present government has appointed itself the defender of Guarani. (Rubin, 1968, p. 48)

This attitude [of neglecting or despising Guarani] has now disappeared [...]; the reaction came through a political change [...]. (Rona, 1966, p. 280)

Notre travail vient contester cette dernière interprétation et souligner le rapport que l'on peut établir entre ces discours sur la langue et un nationalisme dogmatique et xénophobe, appuyé sur une définition ethnoculturelle de nation d'origine romantique.

Les formulations nationalistes des idéologues de l'*Asociación Nacional Republicana*, ou *Parti Colorado*, l'un des deux partis traditionnels du Paraguay, qui, pendant la période étudiée, a fonctionné comme le bras politique de la dictature militaire, présentent une relation spécifique avec les auteurs traditionalistes français de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle. Parmi les plus notables de ces idéologues, nous pouvons citer Natalicio González, qui a également été le principal représentant de l'indigénisme local. González a proposé, en 1934, une réforme du programme du parti, originellement d'idéologie libérale, pour le rapprocher des idées national-socialistes à leur apogée à l'époque. Cet auteur a publié toute une série d'ouvrages d'histoire culturelle, mais c'est dans son ouvrage le plus expressément politique *El Paraguay Eterno*, publié en 1935, qu'il reprend, bien que de manière contradictoire, certains éléments d'auteurs comme Hyppolite Taine, Ernest Renan et, principalement, Charles Maurras, fondateur du *nationalisme intégral* et l'un des principaux inspirateurs du fascisme<sup>2</sup>. Quelques-unes des idées traditionalistes reprises par González et par d'autres nationalistes paraguayens de cette époque sont : la compréhension de l'histoire en tant que *continuité* d'une *tradition*, associée à un fort militarisme et à l'apologie des *grands leaders* qui, à différentes époques, *ont interprété* et *défendu* la nation du *danger étranger* ; l'exaltation des *racines* et de la campagne ; la figure de l'homme du peuple

---

<sup>2</sup> Selon les mots d'un disciple de Maurras : «Maurras expliquait [...] la belle étymologie du 'fascisme', de toutes les forces de la nation réunies. Nous n'ignorons pas que Mussolini, à son tour, saluait notre vieux maître comme l'un de ses précurseurs.» (Bernanos *apud* Weyembergh, 1992, p. 99).

en tant que *soldat-agriculteur*, qui synthétise ces éléments ; et la conception des liens sociaux en tant que *solidarité ethnoculturelle*.

Néanmoins, si ces formulations plus directement politiques ont vu leur circulation se restreindre, d'une certaine manière, au discours du parti, marquant des postures plus ouvertement réactionnaires, d'autres, concernant la langue, ont fini par extrapoler ce cadre et par caractériser les discours critiquant cette idéologie soutenus par des personnes modérées et même progressistes. C'est le cas des énoncés exaltant le guarani comme *essence de la nation*, qui constitue jusqu'à nos jours l'un des principaux lieux communs sur la langue et qui continue à soutenir les politiques instituées après la fin de la dictature militaire.

Pour ce qui est des travaux sociolinguistiques réalisés, nous pouvons dire que, lorsqu'ils analysent les énoncés sur le guarani comme réflexe d'une attitude psychologique (psychoculturelle) «des Paraguayens», ils naturalisent le nationalisme qui les détermine, ignorant ainsi sa filiation politique. Non seulement ils produisent une explication du phénomène à nos yeux insuffisante du point de vue académique, mais ils finissent également par reproduire et légitimer les discours qui ont soutenu la dictature militaire, ce qui n'est pas sans conséquences politiques graves si nous pensons que ces études sont contemporaines de la répression et des assassinats politiques qui ont caractérisé cette période sombre de l'histoire paraguayenne. L'hypothèse que nous voulons soutenir ici est que cette naturalisation n'est pas le résultat d'un problème spécifique de ces auteurs dans leur analyse de la situation particulière du guarani, mais d'une caractéristique du dispositif théorico-méthodologique adopté, qui est ancré – comme nous chercherons à le montrer – sur une conception ethno-culturelle de la nation semblable à celle qui soutient les discours nationalistes sur le guarani.

À nos yeux, il s'agit d'un point crucial qui va constituer la toile de fond de la discussion que nous proposons. Notre propos ultime, dans ce travail, est de déterminer le fonctionnement discursif (politique) de la définition ethnoculturelle de nation qui est à la base de tous ces énoncés sur la langue, pour déterminer en quelle mesure et à travers quels mécanismes cette définition romantique rend possibles des formulations dogmatiques et xénophobes et permet, quand les conditions politiques y sont favorables, de légitimer des pratiques autoritaires.

La notion centrale à discuter ici est celle de *communauté naturelle*, sur laquelle Herder faisait reposer sa définition de la nation, en ce qu'elle permet de construire une représentation homogénéisante de la société, fondée sur une vision naturaliste de la nature. Nous pourrions alors établir une continuité entre la vision romantique et les formulations postérieures, qui ont en commun l'effacement des limites entre les classes sociales. Les discours sur le guarani, qu'ils soient du registre politique, scientifique, ou

du discours commun, sont un bon exemple de cette idéologie. Quant aux travaux de sociolinguistique que nous étudions, ils reposent sur la même notion de nation, ce qui nous autorise à les faire entrer dans notre corpus d'analyse.

C'est pourquoi on peut mettre en relation les discours sur le guarani avec les autres discours nationalistes en Amérique latine, en Europe occidentale ou orientale, où se manifeste une mise en relation comparable entre langue, nation et identité. Dans tous les cas envisagés, un fonctionnement commun peut être mis en évidence : la notion de *culture* joue un rôle central de cohésion sociale dans l'identification à un Etat et dans la formation de l'Etat.

## 2. CULTURE ET ETAT NATIONAL

Ce que nous entendons de nos jours par *culture* doit beaucoup aux sens cristallisés à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, moment crucial d'un long processus historique par lequel cette notion a gagné une importance croissante dans la vision des phénomènes sociaux, qui s'étendrait aussi bien au sens commun qu'aux théories scientifiques, notamment à l'anthropologie. Ce processus est contemporain de la constitution et de la consolidation des Etats nationaux à partir de la fin du Moyen-Age et s'explique par la fonction centrale de l'appel à la culture en tant que mécanisme de légitimation du pouvoir de l'Etat sur les sujets et sur son territoire, qui est venu remplacer le rôle que la religion avait joué jusqu'alors.

A l'intérieur de la pensée religieuse médiévale, l'Etat construisait sa légitimité sur l'appel à Dieu, que le Souverain représentait sur la Terre. Les vassaux devaient s'identifier à leur Souverain, obéir à ses desseins, car il exprimait la volonté divine. Avec le déclin de la pensée religieuse médiévale et la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le fait que ce que les rois font est bien fait et qu'il faut leur obéir ne va plus de soi ; l'Etat doit trouver d'autres moyens pour susciter l'adhésion de ses sujets. L'«amour pour Dieu» a alors commencé à être remplacé par l'«amour de la patrie», «de la nation» qui doit se traduire par la subordination à l'Etat, au travers de lois instituées. Mais s'il s'agit là d'une injonction caractéristique des Etats nationaux, en général, qu'est-ce qui permet plus spécifiquement de particulariser ce processus ? C'est précisément là que la culture intervient : c'est au travers de la culture nationale, en tant que phénomène de caractère particulier et différencié, que les sujets sont interpellés pour s'identifier à un Etat, au travers de ses lois, et non pas à un autre. Les lois doivent se montrer *appropriées* à la culture de la nation à laquelle les sujets s'identifient, et c'est cette adéquation qui justifie qu'ils s'y subordonnent. C'est dans cette confluence de l'identification des sujets et des politiques instituées

autour de la nation, au travers de la culture, que l'Etat construit sa légitimité.

Outre ce fonctionnement interne, qui met en jeu le lien entre l'Etat et les citoyens, la culture intervient également dans la constitution de la relation entre les Etats et leur souveraineté sur leur territoire. Le caractère universel de la religion, qui traverse les frontières, servait aux finalités et au fonctionnement des empires multinationaux expansionnistes, et les questions locales et de nationalité s'y posaient de manière différente ; rappels, par exemple, qu'un étranger comme Charles Quint a pu être le souverain de l'empire espagnol. On peut penser que le recours à la divinité supraterrestre permettait de justifier l'unité politique construite sur des territoires très vastes et discontinus, promouvant l'identification au souverain d'individus de cultures et de langues extrêmement hétérogènes. Avec la constitution des Etats nationaux territoriaux, le caractère régional, local de la culture gagne de l'importance en raison du besoin qui surgissait de démarquer de nouvelles frontières.

Dans ce contexte politique, la culture assume une signification nationale, qui vient se substituer à la signification religieuse qu'elle possédait antérieurement. Cela ressort clairement, par exemple, de la politique européenne en Amérique au début de la colonisation : la langue, les coutumes et les traditions indigènes représentaient un lien avec leurs « croyances païennes », fait qui justifiait leur élimination. Quant à la langue, ce qui était en jeu était la discussion de la capacité (ou non) des langues indiennes à exprimer les préceptes de la *véritable religion* et à éviter le problème crucial de l'*hérésie* qu'une déviation d'interprétation ou une erreur de traduction de la doctrine posaient. Ce lien entre la culture et la foi s'est progressivement affaibli et a cédé le pas à un lien avec la nation que la culture maintient jusqu'à nos jours : les habitudes, coutumes et traditions sociales sont devenues des indices d'appartenance à une nationalité, non plus à une religion ; la langue a commencé à exprimer non plus les *mystères de la foi*, mais la *culture d'une nation*. Nous pouvons voir dans les polémiques actuelles autour de l'usage de *mots étrangers* dans la langue un résultat de ce processus historique : le problème du contact linguistique et de la traduction n'est plus celui de l'adaptation des termes d'une autre langue à la doctrine chrétienne, mais à la culture nationale, au système (phonologique, morphosyntaxique, sémantique) de la langue qui *exprime* cette culture. Au cours des siècles, la question mobilisée par les politiques de la langue est passée de la *défense de la doctrine*, de la *foi véritable*, à la *défense de la nation*, de sa *culture authentique* ; du besoin de la *christianisation* des termes de la langue à leur *nationalisation* ; du risque de l'*hérésie* à celui de l'*invasion étrangère*, déviations qui sont toujours l'objet de contrôle des politiques de l'Etat. Il n'y a pas de consensus dans ces politiques, mais il ressort de ces discussions que l'appel à la culture est devenu un moyen

fondamental de cohésion et de différenciation sociopolitique dans le fonctionnement des Etats nationaux, différent des mécanismes de cohésion et de différenciation établis auparavant, ou de nos jours dans quelques sociétés, autour de la religion.

Les formulations romantiques ont marqué un moment charnière dans la consolidation de ce processus. La reconfiguration (redivision) de l'espace produite par l'émergence de ces Etats nous pousse à nous demander quels facteurs déterminent les nouveaux découpages nationaux, produisent leur unité politique interne et établissent les frontières entre eux. Comme nous le savons, la réponse romantique attribue à la culture l'*origine* de ce phénomène politique. Le dessin des nations serait calqué sur un *contraste ethnoculturel* préexistant entre différents groupes sociaux, conçus en tant que *communautés naturelles* ; leur unité aurait surgi du fait que leurs membres partagent une langue, des croyances, des coutumes, des habitudes, des souvenirs et des traditions communs, accumulés et transmis au long de l'histoire. Les nations seraient le résultat du *développement naturel* de ces communautés, un mode d'*auto-organisation* politique issu de leurs *caractéristiques ethnoculturelles originaires*. La culture n'y est plus un reflet de l'*esprit individuel*, de l'*âme* de l'individu, son *essence divine*, mais le reflet d'un *esprit collectif*, communautaire, du *Volksgeist*, son *essence naturelle*, exprimée fondamentalement par la langue, l'*âme* de la nationalité, son *véhicule* et son *incarnation*.

Il convient ici de nous demander : quelles sont les conséquences de cette réponse herderienne ? Quelles portes laisse-t-elle ouvertes ?

Dans notre lecture, ce qui est central pour la conception romantique de la nation est que la culture, définie comme phénomène naturel, devient le principe explicatif de la société (puisque la nation ne serait que le résultat de son développement naturel). Cela signifie qu'il n'existe pas une opposition réelle entre nature et société, mais qu'entre l'ordre naturel et l'ordre social il existe une continuité, que l'un est l'extension de l'autre ; les processus sociaux, tout ce que les individus «cultivent» socialement — les institutions, l'art, la science, la technique, mais aussi les habitudes, les coutumes, la manière d'être, de penser et d'agir des individus dans la société — représenteraient le développement de processus naturels. Or, toutes les sociétés ne sont pas égales ; la culture s'inscrit dans l'histoire en tant que diversité de cultures, particulières et distinctes, qui différencient les sociétés entre elles. Si nous adoptons cette vision naturelle, il nous faut en conclure que les différences entre les sociétés correspondent à des différences *naturelles*.

Une fois l'ordre social naturalisé, il est parfaitement cohérent de se demander : quelle est la réalité naturelle de la société, en tant qu'ensemble d'êtres humains ? Force est de répondre : la biologie. Et encore : quels traits biologiques «collectifs» permettent de distinguer différents groupes

d'individus ? La race, les traits physiologiques communs (hauteur, couleur de la peau, cheveux, yeux...). Mais alors, quelle est la réalité naturelle de l'espace dans lequel les groupes humains vivent ? Le milieu naturel (la géographie, le climat, etc.). Et finalement, quel est le principe naturel de la vie ? L'évolution naturelle, qui commande le développement des espèces. Pousser la conception naturelle de la réalité humaine et des différences sociales à un extrême cohérent enjoint de considérer que le caractère particulier des sociétés, des individus qui l'intègrent et de ce qu'ils «cultivent» socialement répond à des déterminations de *race*, de l'influence du *milieu naturel* et du *moment évolutif* où ils se trouvent ; cela présuppose de situer la culture à l'extrême d'un *continuum* bio-psycho-social et de concevoir l'histoire en termes d'évolution naturelle.

Nous reconnaissons là le pas, non pas nécessaire mais induit, ou pour le moins cohérent, franchi dans le contexte scientiste de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle à partir de cette vision culturelle de la société. Le problème est que non seulement les sociétés sont différentes, mais encore qu'elles sont inégales, asymétriques, et que cette asymétrie se voit justifiée en termes naturels. Puisqu'elle est naturelle, elle est nécessaire et ne saurait être modifiée par l'action de l'homme : «L'inégalité est écrite dans la nature», disait Renan ; «Le nègre, par exemple, est fait pour servir aux grandes choses voulues et conçues par le blanc»<sup>3</sup>. Cela recoupe également Maurras qui, à propos de sa *politique positive*, disait qu'elle devrait se fonder sur les principes de l'«inégalité sans mesure» et de la «nécessité sans réserve», comme seuls principes appropriés au «bien suprême» de la nation<sup>4</sup>. Cette nécessité concerne les relations aussi bien à l'intérieur des sociétés qu'entre elles : s'il existe des individus aux «caractéristiques supérieures» dans une société, qui doivent gouverner la majorité, il existe également des sociétés ayant des «cultures supérieures», qui doivent s'imposer sur les autres ; cela explique le ton à la fois dogmatique, raciste et expansionniste que ces formulations finiraient par atteindre.

Ces idées ont été reformulées de différentes manières dans les nationalismes qui se sont constitués ; l'on attribue au nazisme un caractère plus explicitement raciste qu'au fascisme et «un mélange» incohérent aux nationalismes latino-américains. On peut pourtant dire que ces nationalismes ont en commun un mécanisme similaire de légitimation du pouvoir appuyé sur une définition de la nation qui doit beaucoup à la conception romantique.

La question centrale pour comprendre ce mécanisme est la notion de *communauté naturelle* sur laquelle Herder fonde sa définition de *die Na-*

<sup>3</sup> Renan, 1890 et s/d, respectivement.

<sup>4</sup> Maurras, 1937.

tion. Comme le terme lui-même l'indique, la nation y est conçue comme une unité-commune qui, comme elle est naturelle, est nécessaire, essentielle ; la politique serait une extension des *intérêts naturels* de la communauté, pour développer son *essence ethnoculturelle*, son *Volksgeist*. Or, les politiques qui expriment l'*essence* d'une nation n'admettent pas de dissension, au risque de se désintégrer ; ceux qui les instituent peuvent exiger une subordination *totale*, au nom des intérêts naturels qu'ils représentent. La *convergence* de l'identification des individus et des politiques instituées autour de l'idée de nation qui caractérise le fonctionnement des Etats modernes prend la forme, dans ces versions extrêmes, d'une *coïncidence totale*. L'Etat *totalitaire* est précisément ce qui par opposition au *fragmentaire* exprime la *volonté totale* de la société (la «*feroce volontà totalitaria*» de l'Etat dont parlait Mussolini), *interprète, organise* ses intérêts nationaux et permet le développement de son *essence*. Et cette coïncidence s'appuie sur la définition de la nation comme unité-commune naturelle, dont l'essence est la culture, car c'est cette définition qui permet une telle homogénéisation des intérêts sociaux.

Il est clair que le passage des idées romantiques à ces formulations nationalistes n'est ni direct ni automatique, et que nous ne pouvons pas confondre les instances culturelles, politiques et juridiques qui y sont en jeu, ni les simplifier ou les réduire les unes aux autres ; il est possible néanmoins de comprendre l'articulation entre elles. Ainsi, nous pouvons affirmer que les sens de culture cristallisés dans la tradition romantique par la naturalisation (homogénéisation) de la société jettent les bases d'un mécanisme de légitimation du pouvoir élaboré et mis en pratique par les nationalismes d'extrême droite et expansionnistes postérieurs. Cela ne revient pas à dire que Herder aurait été d'accord avec ce développement postérieur de ses idées, car l'on ne saurait oublier qu'il se déclarait antiraciste, anti-impérialiste et antidogmatique, et qu'il affirmait que la nation n'est pas une essence immuable, que toutes les cultures ont une valeur égale et que le culte aux traditions peut «être un danger quand il devient excessivement mécanique et agit comme un narcotique»<sup>5</sup>. Néanmoins, comme nous le savons, le développement historique des idées ne dépend pas de l'intention des auteurs. D'un autre côté, chez Herder déjà, nous retrouvons quelques éléments proches ou pour le moins très perméables aux formulations dogmatiques et xénophobes postérieures, comme les idées de *patriotisme linguistique*, de *défense de la langue* et l'accent mis sur le *contraste avec les communautés étrangères*, qui occupent une place importante dans son œuvre. Il est très symptomatique que, au début, Her-

---

<sup>5</sup> Herder [1772] 1987 et *apud* Berlin, 1976, p. 160.

der lui-même, comme le remarque Isaiah Berlin<sup>6</sup>, ait eu une posture cosmopolite, humanitaire et pacifiste, en tant que défenseur typique des idéaux illuministes, mais ait fini par adopter une posture plus réactionnaire, caractérisée par le nationalisme, la francophobie et la croyance sans critiques en la tradition, posture qui peut être observée dans des phrases comme : «Réveille-toi, Allemagne ! Ne laisse pas violer ton Palladium» ou «Allemands, parlez allemand ! Vomissez la fange répulsive de la Seine !». Cela a été, selon Berlin, la réaction de nombreux illuministes allemands que, dans un premier temps, la Révolution avait enthousiasmés, mais qui, confrontés au déroulement postérieur des événements et aux déroutes militaires allemandes face à la France se sont transformés en patriotes, réactionnaires et irrationalistes romantiques. Nous pourrions dire que, dans des conditions politiques adverses, Herder est tombé dans son propre piège.

### 3. LA NATION, SON « ESSENCE » ET SES « INTERPRETES »

Dans les discours sur le guarani, nous constatons des nuances semblables, car nous y trouvons des énoncés qui vont d'une défense plutôt romantique de la langue comme «essence de la nationalité» à une justification plus directe du militarisme et à l'exaltation patriotique. Voyons-en quelques exemples :

[Le guarani] est la langue nationale par excellence. C'est celle qui se parle du seul fait d'être né sur le territoire paraguayen. (Valdovinos, 1940, p. 8)

[...] [le guarani] est une expression de notre âme nationale, une vraie indication de notre '*paraguayenneté*'. (Benítez *apud* Rubin, 1968, p. 49)

Les explications sociolinguistiques se contentent de paraphraser ces énoncés :

Since Guarani is the national language, it is the main distinctive feature of the nation itself. (Rona, 1975, p. 277)

Guarani is what makes them into a distinct Paraguayan nation, rather than just another group of South Americans. (Garvin et Mathiot, 1968, p. 369-70).

Ce nationalisme n'est pas analysé, mais simplement pris comme une donnée qui «se constate» historiquement :

---

<sup>6</sup> Berlin, 1976.

In summary, it appears from the available historical data that Guarani has continued to play an important role in Paraguay since Independence and on into the twentieth century for [...] a positive association between Guarani and Paraguayan nationalism *demonstrated* during two major crisis situations — the War of 1865 and the Chaco War. (Rubin, 1968, p. 29) (nous soulignons)

Du fait qu'ils ne remettent pas en cause la nature de ce nationalisme ni la position idéologique des sources ou des «informateurs» sur lesquels ils ont basé leurs recherches, ces auteurs homogénéisent la société, et attribuent aux «Paraguayens» des énoncés qui appartiennent à un discours donné qui, bien que dominant à l'époque en question puisque c'était le discours officiel de la dictature, affrontait une résistance de la part des critiques du régime et de l'idéologie qui le soutenait. Et ils le font, entre autres mécanismes, par le recours au discours rapporté et à l'indétermination verbale, qui permettent d'effacer l'énonciateur de ces discours («*Ils considèrent*», «*on dit que...*», etc.) :

*They do not consider anyone as Paraguayan who fails to master the tongue. There is an attitude of complete identification between the language and the nation itself. (Rona, 1975, p. 286) (nous soulignons)*

*It is claimed that the use of Guarani made the troops feel that they were defending the essence of what was uniquely Paraguayan and it helped mold them together against all opposition (Revista de Turismo, 1942, p. 9, and private conversations) (Rubin, 1968, p. 29) (nous soulignons)*

*One of the rallying forces of this war is said to have been the use of Guarani as a symbol of Paraguayan unity in the face of the enemy. (Rubin, 1968, p. 27) (nous soulignons)*

Les sources sont parfois spécifiées, comme c'est le cas de la revue citée par Rubin dans l'un des passages ci-dessus ou encore dans cet autre passage de son ouvrage :

[...] data for the historical chapter was collected both in National Archives and in government offices. (Rubin, 1968, p. 15)

Mais ces sources ou informateurs ne sont en aucun cas abordés de manière critique, et ces auteurs préfèrent leur appliquer le dicton *vox populi, vox Dei* — pas même le fait de recueillir des informations auprès des «bureaux du gouvernement», sachant de quel genre de gouvernement il s'agissait, ne les pousse à établir une certaine distance au moment de les interpréter. Ces analyses reproduisent ainsi des énoncés marqués par la xénophobie et l'apologie fasciste de la guerre, comme nous le voyons dans

l'exaltation des *bons patriotes* qui *meurent pour la patrie pleins d'enthousiasme* et la répudiation des *traîtres* qui veulent la livrer à l'*ennemi étranger* :

[Le guarani] joue un rôle important en tant qu'ingrédient du patriotisme paraguayen. *Selon nos informateurs*, les troupes paraguayennes qui, pendant la guerre du Chaco, n'auraient répondu que de manière léthargique aux ordres en espagnol, obéissaient aux ordres en guarani avec enthousiasme et sans crainte de la mort. (Garvin et Mathiot [1956] 1968, p. 372-373) (nous soulignons)

A frequent line of attack is to call the attacker a foreigner. In *ACAE* of April 7, 1958, an editorial criticized those who did not see the need of reading Guarani. Such individuals *were called* traitors or gringos, who wanted to hand the country over the enemy, and though these people were decreasing in number, *they* still brought in mind those who favored the abolishment of Guarani after the Triple Alliance War. (Rubin, 1968, p. 51) (nous soulignons)

Au travers de la politique «pro-guarani», la dictature militaire est présentée, comme un *défenseur de la patrie*; or, comme il s'agissait d'une dictature personnaliste, cela revient à inclure le Général Stroessner au rang des *bons patriotes*, *loyaux* envers la nation et *interprètes* de son caractère et de ses *intérêts* :

There is no doubt that at present Guarani is under less attack than it was twenty years ago. This is partly due to the present government identification of Guarani with the national interest and national character. (Rubin, 1968, p. 47)

Mais la légitimation de la figure personnelle du général Stroessner est encore plus directe dans d'autres passages, où il est présenté comme quelqu'un «apprécié» de «*tous les Paraguayens*» (!!), qui auraient pour lui un sentiment de «solidarité», malgré son «origine allemande»:

It [a standard language] thus can serve as a powerful symbol of separate national identity [...].

This is the case with Paraguayans. Guarani is what makes them into a distinct Paraguayan nation, rather than just another group of South Americans. *To all of them*, those who speak Guarani are *fellow Paraguayans*, those who speak only Spanish — although they may live in Paraguay — are not; they are foreigners and they are called 'gringos'. [...]

Thus, the President of the Republic, in spite of his German name, is 'paraguayo' because he speaks Guarani. (Garvin et Mathiot, 1968, p. 369-70) (nous soulignons)

#### 4. LE DISPOSITIF SOCIOLINGUISTIQUE

Les travaux sociolinguistiques sur le guarani sont absolument «calqués», comme nous venons de le voir, sur les discours qu'ils analysent. Ce manque de distance critique résulte du dispositif théorico-méthodologique qu'ils mobilisent, fondé sur la même définition de nation et de son rapport à la langue comme quelque chose d'«essentiel», d'anhistorique, et sur le nationalisme, vu comme un «sentiment naturel», donc, apolitique.

Voyons la définition de la nation chez Fishman :

History consists of names and dates and places but the essence of a nationality is something which is merely implied or adumbrated by such details. This essence exists over and above dynasties and centuries and boundaries; this essence is that which constitutes the *heart* of the nationality and which leads to its greatness; this essence of nationality is its spirit, its individuality, its soul. (Fishman, 1972, p. 46)

La relation entre langue et nation est décrite par l'auteur comme «*the God-given link between language and nationality*» (voir Fishman 1972: 48-49). Passons à un autre extrait définissant cette relation :

This soul is not only reflected and protected by the mother tongue but, in a sense, *the mother tongue is itself an aspect of the soul*, a part of the soul, if not the soul made manifest. (Fishman, 1972, p. 46)

Nous trouvons chez Fishman une forte empreinte traditionaliste dans son exaltation de la tradition et du passé, de l'héritage des ancêtres, où se retrouverait non seulement l'«authenticité» nationale :

While it is true that nationalism both seeks out and cultivates the Little Tradition of an ostensible past — with its folksongs, folktales, proverbs, folk dances, costumes, pastimes, and expressions — it finds not only purity and authenticity in the past but also (and particularly) greatness. [...] greatness rooted in authenticity [...]. (Fishman, 1972, p. 8)

[...] it is the past, in all its authenticity and glory, that constitutes the main storehouse from which nationalism derives its dynamism for changing the present and creating the future. (Fishman, 1972, p. 8)

mais aussi l'idée de la langue comme moyen pour «défendre» cette tradition :

[...] the surest way of individuals to safeguard [...] the authenticity they had inherited from their ancestors [...]. (Fishman, 1972, p. 46)

La proximité de ces formulations avec l'extrait suivant de Renan est à remarquer :

La nation, comme l'individu, est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire [...], voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent [...]. (Renan, 1882, «Qu'est-ce qu'une nation ?» )

Chez Weinreich, le nationalisme est également défini en termes de «sentiments» qui, en première instance, sont naturels, apolitiques :

Language loyalty, like nationalism, can be 'an *idée-force* which fills man's brain and heart with new thoughts and sentiments and drives him to translate his consciousness into deeds of organized action'. (Weinreich [1953] 1974, p. 99)

Mais c'est la définition que l'auteur présente de son concept de «loyauté linguistique» qui révèle les conséquences directement xénophobes de cette conception :

The sociolinguistic study of language contact needs a term to describe a phenomenon which corresponds to language approximately as nationalism corresponds to nationality. The term LANGUAGE LOYALTY has been proposed for this purpose. A language, like a nationality, may be thought of as a set of behavior norms; language loyalty, like nationalism, would designate the state of mind in which the language (like the nationality), as an intact entity, and in contrast to other languages, assumes a high position in a scale of values, a position in need of being 'defended'. (Weinreich [1953] 1974, p. 99)

L'auteur se demande ensuite quelle peut être l'explication de ces «sentiments», qu'il qualifie d'«inertie naturelle» :

What are the roots of language loyalty ? One would suspect that a rudiment of this feeling is natural in every user of language, because *the inescapable emotional involvement* with one's mother tongue as one learned in child-

hood [...] makes any *deviation* seem *repugnant*. (Weinreich [1953] 1974, p. 99)

L'association faite au long de ces passages se passe de commentaires : la *langue* y est associée à la *nationalité* et considérée comme une *réalité élevée à défendre*, et l'inclusion d'éléments *étrangers* est définie comme une *déviaton* qui, par *inertie naturelle* produit de la *répugnance*.

Nous trouvons un ton semblable chez Garvin et Mathiot, quand ils définissent le concept de «loyauté linguistique» de Weinreich et font référence à l'inclusion de l'élément étranger comme à une « usurpation », « invasion » («encroachment») :

[language loyalty is] the name given to the desire of a speech community to retain its language and, if necessary, to defend it against foreign encroachment. (Garvin & Mathiot [1953] 1968)

## 5. LA SITUATION ACTUELLE

Les travaux sociolinguistiques sur le guarani analysés ici, ainsi que les formulations théoriques qui leur servent de base, ont été écrits entre 1950 et 1970. Il en va de même des énoncés sur la langue analysés, qui datent de la période déjà dépassée de la dictature militaire au Paraguay. Toutefois, la conception nationaliste qui y est mobilisée est toujours en vigueur, bien que les formulations les plus radicales soient moins communes.

Dans les discours sur le guarani, la définition de la langue comme «essence» de la nation continue à soutenir les discussions sur la politique linguistique, comme cela a été le cas lors des polémiques déclenchées par son officialisation par la dernière Constitution nationale, de 1992, comme le montre l'opinion de l'un des défenseurs de cette mesure :

Son (du guarani) éventuelle érosion ou détérioration entraînerait *le risque de perturbations ou même de perte identitaire*. Et il est logique qu'il en soit ainsi, car les codes de communication sont profondément liés aux *caractéristiques essentielles de la société* où ils sont en vigueur. (Rubén Ba-reiro Saguier, *Hoy*, 22 mars 1992) (nous soulignons)

Quant aux travaux sociolinguistiques, des auteurs comme Weinreich, Fishman et Garvin constituent toujours les références de toute une ligne d'analyses de la relation entre langue, nation et identité et leurs ouvrages sur le guarani continuent à être utilisés comme des exemples illustratifs des concepts qui y sont formulés. Fishman lui-même, dans un article de 1997, a recours aux discours sur le guarani pour illustrer le concept

de «conscience ethnoculturelle» ou «conscience ethnolinguistique» qui caractérise la relation des locuteurs avec les langues «ethniquement favorisées», c'est-à-dire qui ont fait l'objet d'un «rejet, d'insultes et d'injures», comme le guarani, en opposition à celles qui sont «ethniquement non marquées», comme l'anglais ou le français :

Guarani [...] is viewed as 'the index of our nationality and the distinctive individuality of the Paraguayan people'. (Fishman, 1997, p. 332-3)

Dans *The Sociolinguistics of Society*, de Ralph Fasold, un ouvrage qui constitue l'une des principales références de l'enseignement universitaire, l'auteur s'appuie sur Fishman dans son chapitre sur le nationalisme :

In order to understand what multilingualism means to a society, it will be helpful to have certain concepts in mind. The ones we will use are those developed by Joshua Fishman [...].  
In Fishman's words 'the mother tongue is an aspect of the soul', or the essence of a nationality. (Fasold, 1990, p. 2, 3)

En outre, comme la situation linguistique du Paraguay est l'un des exemples (avec celui de l'Inde) qui illustrent ces questions, cet aspect est traité sur la base des travaux sociolinguistiques qui l'abordent :

[...] Guarani fills the unifying and separatist function of Garvin and Mathiot (the same as Fishman's 'contrastive self-identification'); in fact Guarani was the language they used to illustrate these functions. (Garvin & Mathiot 1956, Rona 1966, p. 286)

It seems to be a common attitude that anyone who does not know Guarani is not really Paraguayan (Rona, 1966, p. 282), thus excluding out the small-group immigrants, the unassimilated Indians, and even monolingual Spanish speakers. (Fasold, 1990, p. 15)

Les «attributs sociolinguistiques requis» pour qu'une langue ait, selon Fasold, une «fonction nationaliste» sont une synthèse des éléments traditionalistes présents chez Fishman, et que nous avons exposé ci-dessus :

The nationalist function is concerned with *nationalist* motivations, the unifying and separatist functions, the link with the glorious past, and authenticity. (Fasold, 1990, p. 73)

C'est de nouveau la situation du Paraguay qui sert d'exemple pour illustrer une *formule qualitative d'analyse* (cf. Fasold, 1990, p. 78-79) :

Groupe sociopolitique : Paraguay	
Fonction : Nationaliste	
Langue : Guarani	
<i>Attributs requis :</i>	<i>Attributs possédés</i>
Symbole d'identité nationale	+
[...]	
Symbole d'authenticité	+
Lien avec le passé glorieux	(+)

## 6. CULTURE, SCIENCE ET POLITIQUE

C'est la méconnaissance du fonctionnement politique (idéologique) de l'appel à la culture, dans lequel s'insèrent les discours nationalistes sur la langue, qui produit les équivoques signalées dans les travaux sociolinguistiques analysés. Il s'agit d'un problème assez généralisé dans les études «ethnoculturelles» et «anthropologiques», dont une bonne partie naturalisent la culture et, par conséquent, la société, ce qui a de fortes conséquences politiques. En ce qui concerne la situation linguistique du Paraguay, ces travaux ont contribué à fixer et maintenir en vigueur, jusqu'à nos jours, le legs idéologique de la dictature militaire dont le pays essaie de se libérer, et ce, il est bon de le rappeler, en dépit des bonnes intentions ou des postures politiques effectives et démocratiques que ces auteurs peuvent assumer dans la pratique.

© Carolina Rodriguez

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BERLIN I., 1976 : *Vico and Herder : Two Studies in the History of Ideas*, Londres : The Hogarth Press.
- FAYE J. P., 1972 : *Théorie du récit. Introduction aux 'Langages totalitaires'*, Paris : Herman.

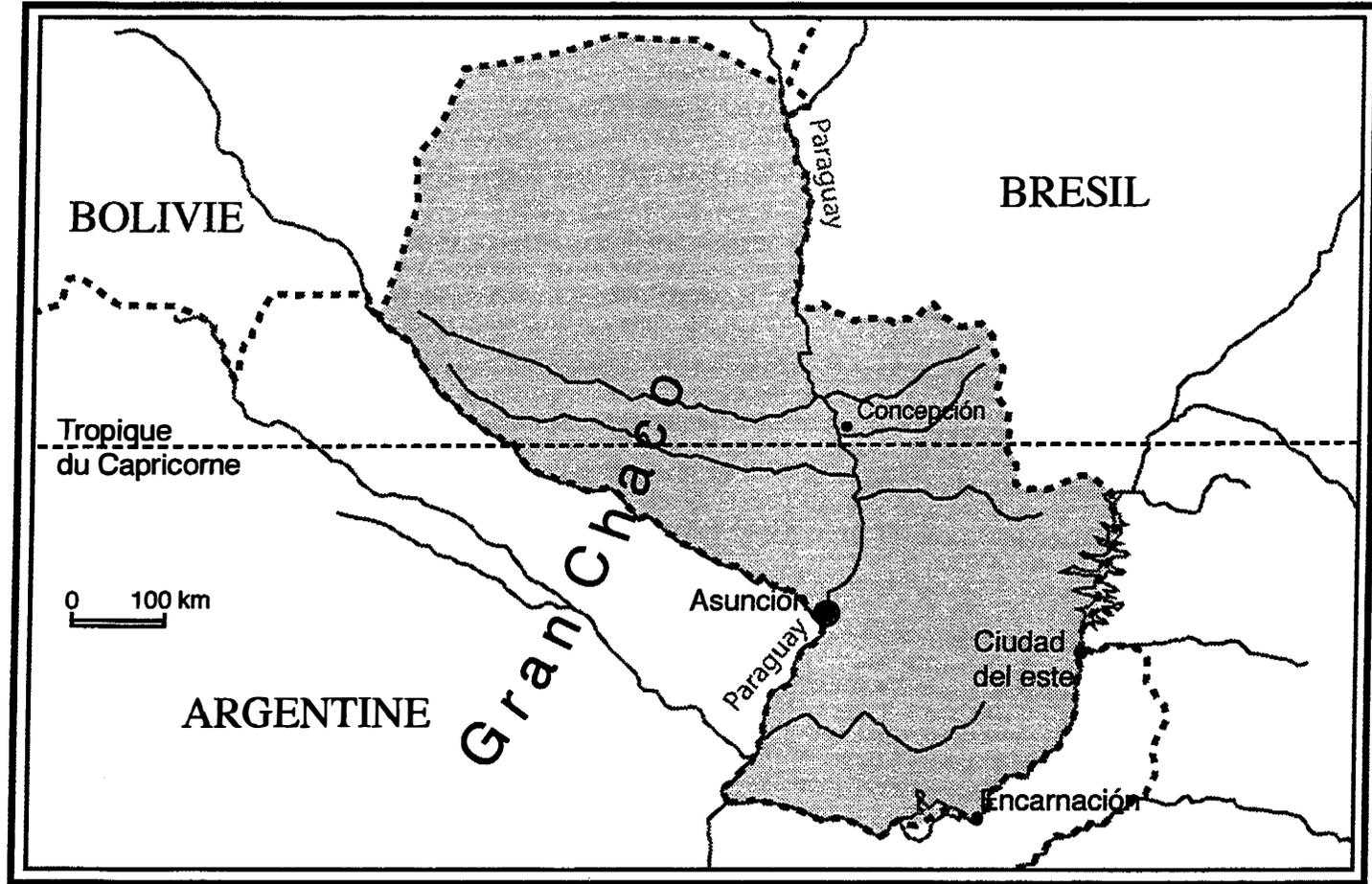
- GONZÁLEZ J. N., 1958 : *Ideología guaraní*, México : Instituto Indigenista Americano.
- — 1983 : *El milagro americano*, Asunción : Cuadernos Republicanos.
- — 1986 : *El Paraguay eterno*. Asunción : Cuadernos Republicanos (1ère. éd. 1935).
- — 1988 : *Proceso y formación de la cultura paraguaya*, Asunción : Cuadernos Republicanos (1ère éd. 1940).
- HERDER, J. G., 1987 : *Ensaio sobre a Origem da Linguagem*, Lisboa : Ed. Antígona (Traduction de *Abhandlung über den Ursprung der Sprache*, 1772).
- HOBBSAWM E. J., 1990 : *Nations and Nationalism since 1780. Programme, Myth, Reality*, Cambridge.
- MAURRAS Ch., 1937 : *Mes idées politiques*, Paris : Fayard.
- RENAN E., 1890 : *L'avenir de la science*, Paris : Calmann Lévy.
- — (s/d) : *Diálogos filosóficos*, Buenos Aires : Editorial Tor.
- — RODRÍGUEZ ALCALÁ G., 1987 : *Ideología autoritaria*, Asunción : RP Ediciones.
- — RODRÍGUEZ ALCALÁ C., 2000 : *Língua, Nação e Nacionalismo. Um Estudo sobre o Guarani no Paraguai*. Thèse de doctorat soutenue au Département de Linguistique de l'Instituto de Estudos da Linguagem de l'Universidade Estadual de Campinas – UNICAMP, Brésil, en juin 2000.
- — 2001 : «Terminologie sociolinguistique et nationalisme : analyse des analyses du statut actuel de la langue guarani au Paraguay», in : *Métalangage et terminologie linguistique. Orbis/Suplementa*, 17, Louvain : Peeters.
- — 2002 : «La langue comme problème urbain : le guarani à la campagne et dans l'espace public de la ville», in : *Langage et société* 101, Paris : Maison des sciences de l'homme.
- — WEYEMBERGH M., 1992 : *Charles Maurras et la révolution française*, Paris : Librairie Philosophique J. Vrin.

### Sociolinguistique

- AGHEYISI R. & FISHMAN J. A. 1970 : «Language Attitude Studies: A Brief Survey of Methodological Approaches», in : *Anthropological Linguistics*, 12 (5): 137-157.
- FASOLD R., 1990 : *The Sociolinguistics of Society*, Oxford : Basil Blackwell (1ère. éd. 1984).
- FISHMAN J. A. (éd.), 1968 : *Readings in Sociology of Language*, The Hague : Mouton.
- — (éd.), 1971a : *Advances in Sociology of Language*, The Hague : Mouton. Vol I.
- — 1972 : *Language and Nationalism. Two Integrative Essays*, Rowley, MA : Newbury House.

- 1997 : «Language and Ethnicity : The View from Within», in : COULMAS, Florian (éd.), 1997 : *The Handbook of Sociolinguistics*. Oxford : Blackwell, p. 327-343
- GARVIN, P. L. et MATHIOT M. 1956 : «The Urbanization of Guarani Language : A Problem in Language and Culture», in FISHMAN J.A., 1968 : *Readings in the Sociology of Language*, Haia : Mouton, 365-374.
- RONA, J. P., 1975 : «The Social and Cultural Status of Guarani in Paraguay», in BRIGHT William (ed.), 1975 : *Sociolinguistics. Proceedings of the UCLA Sociolinguistics Conference, 1964*, The Hague : Mouton (1ère éd. 1966).
- RUBIN, Joan, 1968 : *National Bilingualism in Paraguay*, The Hague : Mouton.
- WEINREICH, U., 1974 : *Languages in Contact*, New York : Mouton (1ère. éd. 1953).

# Paraguay



## Sur la politique linguistique et le travail des linguistes sous le régime autoritaire en Albanie (1945 - 1990)

Miço SAMARA  
*Institut de Linguistique et de Littérature*  
*Académie des Sciences, Tirana*

Il n'est guère facile d'analyser et d'apprécier de manière critique, dans le cadre d'une communication comme celle-ci, toute la politique linguistique et le travail des linguistes albanais pendant une longue période, de presque 50 ans, sous le régime autoritaire ou totalitaire en Albanie (1945-1990) ; c'est pourquoi, dans cet exposé sommaire, je me concentrerai sur la politique linguistique de cette époque, principalement sur la standardisation de l'albanais littéraire, en tâchant de mettre au jour les bases théoriques et philosophiques sur lesquelles elle s'appuyait, et de démontrer comment se matérialisait ou s'appliquait cette politique dans la pratique, quelle voie l'on suivait pour résoudre les problèmes de la langue littéraire unifiée, en rappelant très brièvement certains des résultats obtenus dans le domaine de la linguistique albanaise pendant cette période difficile et assez complexe de l'histoire de la nation et du peuple albanais.

Pour rédiger cette communication, je me suis servi d'une bonne partie des documents administratifs et officiels du parti, alors au pouvoir, des discours publiés dans les *Œuvres* de E. Hoxha, des études et d'articles de recherches, etc.<sup>1</sup>

On sait que dans toute société, aucun Etat et aucun régime ne peut demeurer indifférent à sa langue – l'un des traits essentiels de la nation, l'élément le plus important pour l'organisation de la production, pour le développement de la société et de la pensée humaine; par conséquent, le régime autoritaire en Albanie aussi devait absolument avoir (et il l'a eue) une politique linguistique, tout comme tous les autres Etats socialistes

---

<sup>1</sup> Voir la *Bibliographie* à la fin de cet exposé.

(dictatoriaux) de l'Europe de l'Est, bien que ce régime et cette politique en Albanie eussent un caractère ou des traits spécifiques, que je vais essayer de mettre en évidence et de traiter ci-dessous.

La libération de l'Albanie (en novembre 1944) et l'établissement de l'ordre socialiste (communiste), de type plus ou moins soviétique, étaient certainement les facteurs qui ont créé les conditions propices à l'élaboration et l'application d'une politique linguistique qui exprimait les intérêts du parti au pouvoir. Cette politique visait à ce que, à l'aide d'une superstructure fondée sur une économie centralisée et sous l'inspiration d'une idéologie dominante, ce parti dirigeât toute l'activité économique, politique et culturelle. D'ailleurs, ce parti, avec son idéologie, a fait des efforts pour étendre son influence également sur la littérature, sur les arts et sur la science, et par-là même sur la linguistique. Cela veut dire qu'à la base ou dans les fondements de la politique linguistique réside, tout comme l'ont souligné ses idéologues et tous ceux qui ont écrit sur ce sujet (même de façon critique)<sup>2</sup>, la philosophie marxiste-léniniste, c'est-à-dire les leçons de Marx, Engels, Lénine et Staline, sur la langue, la nation et la société, ainsi que les idées de E. Hoxha sur la science, publiées en deux volumes à part (1988)<sup>3</sup>.

1. Le premier problème important que cette politique devait résoudre était la question de l'albanais littéraire standard, lequel selon les dirigeants du parti au pouvoir, devait devenir la tâche première de la science et de la culture nationales. Lors d'un entretien avec l'intelligentsia de la capitale (en 1962), E. Hoxha assignait à la linguistique albanaise le devoir d'aider par ses recherches au développement de la langue, à la scolarisation massive du peuple et à la question de l'édification du socialisme en standardisant l'albanais littéraire, en demandant «l'élaboration le plus vite possible de la grammaire scientifique et du dictionnaire de type moyen à orientation normative»<sup>4</sup>. Donc, c'était lui, en personne, «qui a mis au centre des problèmes de la politique linguistique la standardisation ou l'unification de la langue littéraire nationale»<sup>5</sup>. Concernant ce problème, sous sa recommandation, l'on a organisé, en 1952, deux sessions scientifiques dont la première a apprécié la publication en albanais de l'ouvrage de Staline *Mbi çështjen e marksizmit në gjuhësi* ('Sur la question du marxisme en linguistique') (1951) et la deuxième a traité le rapport «Mbi gjuhën letrare kombë-

<sup>2</sup> Hoxha, 1974, Alia, 1985, Shuteriqi, 1952, Kostallari, 1973, 1985, Byron, 1976, Pipa, 1989, Luka, 1993, etc.

<sup>3</sup> Hoxha, 1988.

<sup>4</sup> Hoxha, 1977, p. 584.

<sup>5</sup> Kostallari, 1985, p. 72.

tare shqipe» ('Sur la langue littéraire nationale albanaise') présenté par le célèbre philologue et écrivain Dhimitër Shuteriqi (ancien président de la Ligue des Ecrivains d'Albanie)<sup>6</sup>. Dans cet exposé Shuteriqi a soutenu l'idée que le dialecte tosque doit être accepté comme base de la langue littéraire standardisée, même «par une intervention d'en-haut». Entre autres il a écrit qu'«accepter la thèse de la non-intervention dans la question du développement de la langue veut dire accepter que le parti et l'Etat n'ont pas le droit de guider également le développement de la langue, tout comme ils guident le développement de tout»<sup>7</sup>. C'est ainsi qu'ont été comprises et interprétées l'«Œuvre»<sup>8</sup> de Staline et la théorie marxiste-léniniste sur la langue littéraire et ses relations avec la société, en donnant à la société et à l'homme, donc à l'élément subjectif, un rôle plus grand qu'il ne fallait dans les relations entre eux (entre la langue, la société et l'individu), puisque l'on croyait que de la sorte l'on matérialisait aussi l'idée de Marx et d'Engels que «les hommes prendront totalement sous contrôle même ce produit du genre (il s'agit de la langue)»<sup>9</sup>. Le problème de la langue standard albanaise sur la base du dialecte tosque n'a pas réussi à être résolu officiellement lors des sessions de l'année 1952, puisqu'ont été exprimées aussi des idées prudentes et désapprobatrices par les linguistes éminents A. Xhuvani et E. Çabej, qui, en contestant la politique linguistique prêchée par les représentants du gouvernement pour élever le tosque directement et le plus tôt possible au niveau de la langue standard, ont conseillé que «les écrivains peuvent continuer d'écrire en leur dialecte»<sup>10</sup> et que «l'on ne peut pas considérer comme un malheur le fait que les Albanais n'écrivaient pas tous leur langue en une seule forme, mais en deux formes dialectales»<sup>11</sup>.

On peut dire que les sessions de 1952 étaient les premières réunions scientifiques où l'on a fait des efforts pour appliquer dans la pratique une politique qui visait à élargir ou à étendre son influence sur le développement linguistique, respectivement donner le droit à la société socialiste (et à l'Etat) d'intervenir dans le processus de la standardisation de l'albanais, à un moment où la solution de ce problème était réellement précoce.

Les décisions de ces sessions ont été approuvées en général, en dépit des contestations ci-dessus, manifestées sous diverses formes par d'au-

---

<sup>6</sup> Shuteriqi, 1952.

<sup>7</sup> Cité d'après Beci, 1993, p. 5.

<sup>8</sup> Staline, J., 1951.

<sup>9</sup> Cité d'après Kostallari, 1985, p. 71.

<sup>10</sup> Xhuvani, 1952, p. 67-73.

<sup>11</sup> Çabej, 1952, p. 114-119.

tres aussi, dont Tuk Jakova, ex-secrétaire du CC, qui a considéré la préparation des textes scolaires, et de l'abécédaire aussi (sous-entendu en tosque) comme une sorte d'intervention par «décret» d'en haut. C'est ce qui a forcé E. Hoxha de démentir, au XIII<sup>e</sup> plénum du CC du Parti des Travailleurs Albains, la promulgation d'un tel décret, disant que «le Bureau politique ne s'est pas pressé de prendre une telle décision concernant cette question, car cela ne se fait pas par décret. Naturellement, cela sera fait au mieux. Même dans le rapport il est dit que le problème de la langue officielle sera étudié, discuté, tandis que, Tuk bien que connaissant le problème, le pose ici dans un esprit qui n'est pas du tout juste»<sup>12</sup>. Cette idée de Tuk concernant la langue littéraire a été attaquée au XIV<sup>e</sup> plénum aussi, où il a été condamné comme «régionaliste»<sup>13</sup>.

Je suis d'avis que la critique de certains linguistes d'aujourd'hui qui mettent un signe d'égalité entre les Sessions scientifiques de 1952 et le Congrès de l'orthographe (1972), semble hâtive, car, bien que celui-ci ait confirmé le dialecte tosque comme la base de la langue littéraire standard, comme on va le constater ci-dessous, il marque un événement de valeur importante dans l'histoire de la langue et de la linguistique albanaise.

2. Il est vrai que lors du Congrès de l'orthographe il a été dit que «son inspirateur et idéologue était E. Hoxha»<sup>14</sup>, car il était également «l'architecte de la politique linguistique»<sup>15</sup>. Il est aussi vrai que, au cours de ce Congrès, on a soutenu la thèse assez discutable que «la ligne directrice, essentielle, décisive à l'unification de l'albanais littéraire standard a été la convergence et la coopération des variantes littéraires du Sud et du Nord et des dialectes respectifs»<sup>16</sup> ou «l'éloignement de toutes sortes de base monodialectale»<sup>17</sup>, c'est pourquoi la formation de la langue littéraire standard, a-t-on dit, avait un «caractère *sui generis*»<sup>18</sup>. Cette thèse, exprimée de cette façon, mettait en doute sa réelle base tosque. Mais cela ne veut pas dire que le «Congrès de l'orthographe avait pour but d'écartier le guègue littéraire» ou qu'«il était un acte de violence ou de vengeance du tosque vis-à-vis du guègue»<sup>19</sup> ou bien «un impérialisme linguistique colonial»<sup>20</sup>.

---

<sup>12</sup> Hoxha, 1972, p. 313-314.

<sup>13</sup> *Mendime* [*Idées...*], 1985, p. 45.

<sup>14</sup> Kostallari, 1985, p. 76.

<sup>15</sup> *Id.*, p. 99.

<sup>16</sup> *Id.*, p. 78.

<sup>17</sup> *Ibid.*.

<sup>18</sup> Kosatllari, 1973, p. 42.

<sup>19</sup> Pipa, 1989, p. 192.

Pourtant, on ne peut pas nier la politisation faite à la décision ou à la résolution du Congrès, en louant le rôle de la direction du parti, à tel point que l'on disait que le succès du Congrès était «un succès de la politique prudente et clairvoyante du Parti»<sup>21</sup> au pouvoir. Le chef du Parti, en personne, en considérant ce succès comme «une victoire inimaginable parmi tant d'autres victoires grandioses remportées»<sup>22</sup>, naturellement s'est efforcé de se servir de cette occasion ou de ce succès pour des intérêts et des buts politiques.

Une telle interprétation des décisions et du succès du Congrès de l'orthographe semble compromettre le succès ou le résultat même obtenus en effet non pas par le parti au pouvoir, ni par une seule personne, si importante fût-elle, mais grâce aux efforts faits à travers les siècles par plusieurs générations<sup>23</sup>, où se fait remarquer le travail des figures les plus éminentes de la littérature et de la philologie nationales albanaises, depuis Buzuku, Bogdani, Veqilharxhi, Kristoforidhi, les frères Frashëri, Vasa, Mitko, Gurakuqi, Mjeda, Xhuvani, Konica, Noli, Fishta, Koliqi etc. et jusqu'à Çabej, Domi, Kostallari, Demiraj, Ajeti, Bokshi, Shuteriqi, Kadare, Agolli, Qosja, Bihiku, Dodbiba, Ferrari, Nesimi, etc. qui étaient délégués et participants actifs au Congrès, et d'autres venant d'Albanie, du Kosovë, du Monténégro et de Macédoine. C'était aussi l'opinion de la majorité des linguistes présents au Congrès – une œuvre historique commune de tous les Albanais ; c'est pourquoi même Enver Hoxha, en tant qu'homme politique, ne pouvait pas oublier et ne pas saluer à cette occasion «en particulier les savants éminents, les frères du Kosovë, de Macédoine et du Monténégro, qui ont apporté une précieuse contribution à la langue standard»<sup>24</sup>.

3. En réalité les circonstances pour poser et résoudre le problème de l'albanais littéraire standardisé en faveur du tosque étaient créées dès la Renaissance, où ce dialecte était constitué comme une koinè littéraire ou comme la principale variante littéraire de l'albanais. C'est ce qu'avait aussi remarqué la Commission de Shkodra (en 1917), qui, dans de bonnes intentions, avait décidé de rapprocher l'orthographe du guègue de celui du tosque<sup>25</sup>. Mais un événement et en même temps un facteur encourageant, qui a pré-

---

<sup>20</sup> *Id.*, p. 93, 210.

<sup>21</sup> Kostallari, 1985, p. 76.

<sup>22</sup> Hoxha, 1974, p. 187.

<sup>23</sup> Samara, 2000, p. 100.

<sup>24</sup> Hoxha, 1974, p. 188.

<sup>25</sup> Osmani, 1997, p. 29.

cédé le Congrès de l'orthographe et qui a assuré son succès, peut-on dire, a été la Consultation de Prishtina (en 1968), où l'on a décidé d'appliquer au Kosovë aussi la norme de la langue littéraire que l'on pratiquait officiellement en Albanie, sur la base du principe «une nation - une langue»<sup>26</sup>.

Cette vérité allait à l'encontre du jugement critique fait à la langue littéraire standard par A. Pipa dans son ouvrage *The politics of language in socialist Albania* (1989). Ce jugement critique, selon Xh. Lloshi, «n'est pas un regard scientifique sur la politique linguistique, mais simplement une politique dans le sens populaire du mot»<sup>27</sup> ou mieux encore «un piège» où «l'on cherchait ouvertement que nous suivions le modèle serbo-croate»<sup>28</sup> de la division en deux langues standards et cela – selon Pipa – doit l'être ainsi, parce que «le Nord et le Sud, les Guègues et les Tosques ... représentent deux orientations culturelles contraires, deux mentalités incompatibles jusqu'à la haine»<sup>29</sup>, puisque – toujours selon son opinion – «les Guègues qui sont surtout musulmans ou catholiques, sont orientés vers l'Occident... tandis que les Tosques sont orientés vers l'Est»<sup>30</sup>. Cependant, en ce qui concerne les écrivains et les linguistes du Kosovë, Pipa écrit : «la littérature du Kosovë est un stratagème, ou un embrouillage du dialecte guègue tosquisé»<sup>31</sup> et que «ce que les Kosovars écrivent aujourd'hui n'est ni langue tosque, ni guègue, mais un méli-mélo des modèles du Kosovë, mélangé de clichés empruntés à l'albanais officiel et également du serbo-croate»<sup>32</sup>. C'était le meilleur encouragement qu'on faisait à la politique linguistique serbe au Kosovë, où, suivant cette politique, on devait employer deux langues : *albanski jezik* c'est-à-dire l'albanais d'Albanie et *shiftarski jezik* c'est-à-dire l'albanais de Kosovë<sup>33</sup>. Ce jugement critique extrêmement négatif concernant le Congrès de l'orthographe et la standardisation de l'albanais sur la base du dialecte tosque n'est pas identique à la critique que fait J. Byron, laquelle affirme que «le tosque a été depuis longtemps le noyau initial de l'albanais standard ... résultant du développement et de l'élargissement de ses fonctions»<sup>34</sup>, c'est-à-dire l'attribution d'une nouvelle valeur à cette variante littéraire.

---

<sup>26</sup> Ismajli, 2003, p. 13.

<sup>27</sup> Lloshi, 1997, p. 3.

<sup>28</sup> *Id.*, p. 4.

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> Pipa, 1989, p. XII.

<sup>31</sup> *Id.*, p. 206.

<sup>32</sup> *Id.*, p. 255.

<sup>33</sup> Ismajli, 2003, p. 10.

<sup>34</sup> Byron, 1976, p. 63.

Le jugement critique sur la langue littéraire standardisée a trouvé écho dans certains articles publiés par un petit groupe de défenseurs, qui ont formulé même une «Déclaration»<sup>35</sup>, où l'on réclamait la révision des décisions du Congrès de l'Orthographe ou plutôt la révision de la base dialectale de l'albanais standard et enfin, après la ferme opposition de la majorité des participants à la Conférence *Gjuha letrare kombëtare e bota shqiptare sot* ('La langue littéraire nationale et le monde albanais aujourd'hui', 1992), et de beaucoup d'autres personnalités éminentes des lettres albanaises<sup>36</sup>, aujourd'hui l'on demande l'acceptation des deux variantes littéraires standards (ayant pour base le tosqe et le guègue)<sup>37</sup>. C'est à ce propos qu'a été publié dans la revue *The Economist* un article intitulé «The great ethnic Albanian taboo»<sup>38</sup>. Ces attitudes ont apporté, dans les années 1991-1992, «un souffle ou un esprit de type proletcult»<sup>39</sup> dans le domaine de la langue, qui a été accompagné par un désintérêt pour l'albanais dans les média écrits et électroniques, en raison du manque d'une politique linguistique claire à l'époque.

4. Comme le temps lui-même l'a témoigné, la politique linguistique pendant le régime autoritaire en Albanie et les contestations ou les polémiques qui l'ont suivie plus tard (après les années 1990) concernant la question de la standardisation de l'albanais, n'ont pas réussi à ternir les résultats positifs ou les valeurs nationales obtenus dans le domaine de la langue et de la linguistique albanaises, en dépit des restrictions de cette dernière à l'époque. Pendant ces années, en particulier après la fondation de l'Académie des Sciences (1972), il a été publié une série d'œuvres importantes à valeur scientifique nationale, comme : *Rregullat e drejtshkrimit* ('Les règles de l'orthographe') (1973), *Fjalori drejtshkrimor* ('Dictionnaire d'orthographe') (1976), *Gramatika e gjuhës shqipe – Morfologjia* ('Grammaire de la langue albanaise – Morphologie') (1976), *Fjalori i gjuhës së sotme shqipe* ('Dictionnaire de la langue albanaise contemporaine') (1980) et *Fjalori i shqipes së sotme* ('Dictionnaire de l'albanais contemporain') (1984) ; on commença la publication en série de *Studime etimologjike* ('Etudes étymologiques') de Çabej, ainsi que la préparation de l'*Atlas dialektologjik* ('Atlas dialectologique') ; la publication des revues périodiques *Studime filologjike* ('Etudes philologiques') et *Gjuha jonë* ('Notre langue') à Tirana

<sup>35</sup> *Deklaratë e gjuhëtarëve të Shkodrës [Déclaration des linguistes de Shkodra]*, 1992.

<sup>36</sup> Lloshi, 1991, Domi-Ajetë, 1992, Çeliku, 2001, Kadare, 1994, Prifti, 1993, etc.

<sup>37</sup> Kelmendi, 2002.

<sup>38</sup> *The Economist*, 2000.

<sup>39</sup> Lloshi, 1997, p. 81.

et *Gjurmime albanologjike* ('Recherches albanologiques') et *Gjuha shqipe* ('La langue albanaise') à Prishtina ; il a été mené un grand travail pour la standardisation de la terminologie (plus de 30 dictionnaires de la terminologie technique et scientifique ont été publiés), qui a justifié et complété la standardisation de l'albanais littéraire du point de vue structurel et fonctionnel. Une série d'activités scientifiques ont eu lieu, comme les Conférences albanologiques (en 1965, 1968 et en 1972), la conférence *Gjuha letrare kombëtare shqipe dhe epoka jonë* ('La langue littéraire nationale albanaise et notre époque') (en 1984) à Tirana ainsi que 14 séminaires internationaux sur les questions de la langue, de la littérature et de la culture nationale à Prishtina.

C'est sous le mot d'ordre «Enrichissement et épuration» qu'a démarré «l'action massive pour la collecte du lexique» sur le terrain. Mais, en dépit des prétentions des linguistes pour s'appuyer sur la langue du peuple de toute contrée, pour y trouver la douceur et la fraîcheur, la simplicité et la clarté du langage et du discours, pour élever le niveau de la culture du parler par l'emploi le plus possible des moyens expressifs émotionnels, en assimilant et maîtrisant au mieux la stylistique de la langue, dans les discours des dirigeants du parti au pouvoir, surtout, et des dirigeants de la base, l'on remarquait un discours sec, monotone, plein de redondances, de slogans, de clichés, qui lui donnaient les caractéristiques d'un discours ou d'une «langue en bois»<sup>40</sup> comme P. Sériot appelle le discours des rapports des dirigeants soviétiques avant 1990.

En conclusion, la politique linguistique, pendant le régime autoritaire en Albanie, était une expression de la situation et de la voie complexe, pleine de zigzags, de succès et d'échecs, par laquelle a dû passer une bonne partie de l'histoire de la nation et du peuple albanais. En marchant dans cette voie, la linguistique albanaise n'a pas pu non plus échapper aux défauts, à la politisation, et même, parfois à l'idéologisation, pourtant l'on ne peut absolument pas nier les efforts menés par la majorité des linguistes, qui, suivant leur doctrine saine et réaliste, par leurs comportements responsables et par leur travail inlassable ont contribué à faire concorder les résultats dans le domaine de la langue et de la linguistique avec la voie du développement objectif, qui a mené de manière naturelle à la standardisation de l'albanais littéraire, lequel, bien qu'en processus de développement et de perfectionnement, est devenu aujourd'hui une partie intégrante des valeurs réelles de la culture nationale albanaise.

Il est vrai que sur le processus de la standardisation de l'albanais ont influé des facteurs politiques aussi, tout comme l'on a constaté des tendances et des orientations diverses. Aujourd'hui aussi et même à l'avenir

<sup>40</sup> Sériot, 1989, p. 50; Samara, 1996, p. 272.

continueront d'influer sur ce processus divers facteurs sociolinguistiques, psycholinguistiques et ethno-linguistiques. On ne peut nier non plus que pendant la période du monisme l'Etat, ses représentants particuliers, ont exploité pour leurs propres intérêts ce fruit précieux. Mais, à ce qu'il semble, c'est là le malheur que subissent la peine et les fruits de l'intellect des linguistes et de l'âme du peuple sous un régime autoritaire ; c'est le coût que doit payer le peuple sous une dictature.

En ce qui concerne la polémique faite à propos de la standardisation de l'albanais même après le rétablissement de la démocratie en Albanie (après 1990), nous sommes d'avis que la meilleure solution en serait l'établissement ou la reconstitution d'une politique linguistique laquelle laisserait ouvert le processus vers le perfectionnement de la standardisation confirmée dans le Congrès de l'orthographe, en donnant ainsi à tout individu la possibilité de parler et écrire dans son parler ou dans la variante littéraire qu'il préfère, selon la situation, s'il le juge convenable. Mais nous sommes d'avis qu'on ne peut permettre que l'Etat, les médias et l'école publique n'appliquent pas la langue littéraire, déjà unifiée, 31 ans après sa standardisation.

Une telle politique linguistique, selon cette conception, pose devant les linguistes albanais des tâches pour étudier les tendances du développement et du perfectionnement ultérieurs de cette langue, pour son élaboration, mais aussi pour sa protection contre les érosions inutiles, pour faire d'elle une partie constituante de l'identité culturelle albanaise, avec laquelle la nation et le peuple albanais souhaitent fermement s'intégrer dans la famille culturelle européenne et mondiale.

© Miço Samara

#### REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

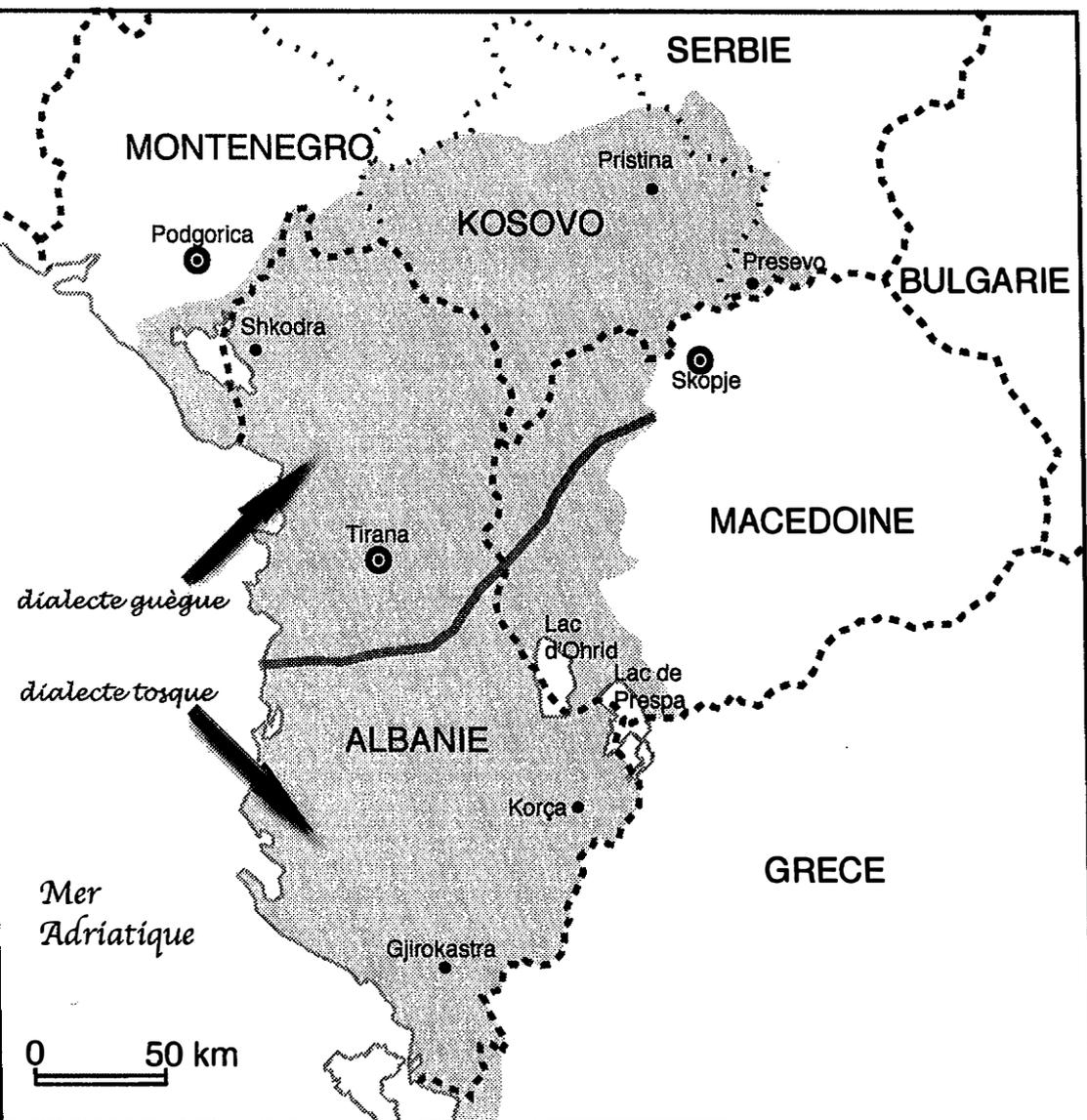
- ALIA, R., 1985 : «Fjala në mitingun e madh të përmortshëm në Tiranë», *Zëri i Popullit*, 17.04.1985. [Discours prononcé au grand meeting funèbre à Tirana]
- BECI, B., 1993 : «Probleme të formimit të gjuhës letrare standarde shqipe», *Studime filologjike*, 1-4, Tiranë. [Problèmes de la standardisation de la langue littéraire albanaise]
- BYRON, J. 1976 : *Selection among alternates in language standardization : The case of Albanian*, The Hague - Paris : Mouton, (Editor : Joshua A. Fishman).

- ÇABEJ, E. 1952 : «Detyrat e gjuhësisë shqiptare në lidhje me gjuhën letrare kombëtare e probleme të tjera», *Buletin i shkencave shoqërore*, IV, Tiranë. [Objectifs de la linguistique albanaise concernant la langue littéraire nationale albanaise]
- ÇELIKU, M., 2001 ; *Çështje të shqipes standarde*, Tiranë. [Problèmes de la langue standard]
- «Deklaratë e gjuhëtarëve të Shkodrës» (1992), *Besa*, n° 27. [Déclaration des linguistes de Shkodra]
- DOMI, M. & Ajeti I., 1992 : «Gjuha letrare kombëtare dhe bota shqiptare sot», *Zëri i Popullit*, 21.11.1992. [La langue littéraire nationale et le monde albanais aujourd'hui]
- HOXHA, E., 1972 : *Vepra 12*, Tiranë. [Œuvres, 12]
- — 1974 : *Raporte e fjalime 1972-1973*, Tiranë. [Rapports et discours, 1972-1973]
- — 1977 : *Vepra 23*, Tiranë. [Œuvres, 23]
- — 1988 : *Për shkencën*, I-II, Tiranë. [Sur la science, I-II]
- ISMAJLI, R., 2003 : «Rreth shqipes standarde, kodeve të tjera e kontestimeve», *Studime filologjike*, 1-2, Tiranë. [Sur l'albanais littéraire, son code et la contestation]
- KADARE, I., 1994 : «Fitorja më e madhe e vendit – përkujdesja ndaj gjuhës», *Dita informacion*, 17.02.1992. [La plus grande victoire du pays — l'attention envers la langue]
- KERMENDI, M., 2002 : «Letër e hapur», *Korrieri*, 13.11.2002. [Lettre ouverte]
- KOSTALLARI, A., 1973 : «Gjuha e sotme letrare shqipe dhe disa probleme themelore të drejtshkrimit të saj», Rapport présenté au Congrès de l'Orthographe, Tirana. [L'albanais littéraire d'aujourd'hui et certains problèmes essentiels de son orthographe]
- — (1985), «Mësimet e shokut E. Hoxha – baza e politikës gjuhësore të Partisë dhe të shtetit tonë socialist», *Studime filologjike*, 2, Tiranë. [Les leçons d' E. Hoxha sont la base de la politique linguistique du Parti et de notre Etat socialiste]
- LUKA, D. (1993), «Përse ithtarët e Kongresit të Drejtshkrimit nuk pranojnë debatin shkencor?», *Hylli i dritës*, 2-3. [Pourquoi les adeptes du congrès de l'orthographe n'acceptent pas le débat scientifique?]
- LLOSHI, Xh. (1991), «Kultura shqiptare para shqetësimesh të reja», *SOT*, 5-6, Tiranë. [La culture albanaise devant des inquiétudes nouvelles]
- — (1997), *Mbështetje për gjuhën letrare*, Tiranë. [Soutien pour la langue albanaise]
- MARKS, K. & ENGELS, F. (traduction albanaise 1983), *Ideologjia gjermane*, Tiranë. [L'idéologie allemande]

- OSMANI, T., 1997 : «Komisia letrare shqipe në Shkodër», *Komisia letrare shqipe në Shkodër*, Shkodër. [La Commission littéraire albanaise à Shkodra]
- «Mendime te shokut Enver Hoxha për gjuhën shqipe dhe gjuhësinë shqiptare», *Studime fililogjike*, 1985, 2. [Les idées d'E. Hoxha sur la langue albanaise et sur la linguistique albanaise]
- PIPA, A., 1989 : *The politics of language in Socialist Albania*, New York.
- PRIFTI, P., 1993 : «Gjuha letrare është organizëm i gjallë», *Arbëria*, n° 11. [La langue albanaise est un organisme vivant]
- SAMARA, M., 2000 : *Historia e gjuhës letrare shqipe (shek. XV-XX)*, Université de Tirana. [Histoire de la langue albanaise, XVe-XXe siècles]
- — 1996 : «Problèmes de la langue et de la nation albanaises», in P. Sériot (éd.) : *Langue et nation en Europe Centrale et Orientale, Cahiers de l'ILSL*, n° 8, Lausanne.
- SERIOT, P., 1989 : «Langue de bois, langue de l'autre et langue de soi», *M.O.T.S.*, n° 21.
- STALIN, J., 1951 : *Mbi çështjen e marksizmit në gjuhësi*, Tiranë. [Sur la question du marxisme en linguistique]
- SHUTERIQI, Dh., 1952 : «Mbi gjuhën letrare kombëtare shqipe», *Bulletin i shkencave shoqërore*, IV, Tiranë. [Sur la langue littéraire nationale albanaise]
- *The Economist*, 08.01.2000.
- XHUVANI, A., 1952 : «Rreth gjuhës letrare kombëtare dhe rreth ortografisë», *Buletin i shkencave shoqërore*, IV, Tiranë. [Sur la langue littéraire nationale et sur son orthographe]



# La langue albanaise et ses dialectes





## Philologie d'une nov-langue, la *LTI* de Victor Klemperer

Dan SAVATOVSKY  
CNRS (Paris)

Cet article est consacré au type de «philologie» mis en œuvre par Victor Klemperer (1881-1960) dans l'ouvrage qui l'a rendu célèbre : *LTI. Carnet[s] [de notes] d'un philologue*<sup>1</sup>. Dans ces *Carnets* parus en 1947, Klemperer réunit et réorganise l'ensemble des remarques sur le langage en vigueur dans l'Allemagne nazie qu'il consignait régulièrement dans son *Journal* (dorénavant *TB*) depuis 1933. Publié trente-cinq ans après la mort de son auteur<sup>2</sup>, le journal éclaire de manière indispensable les conditions dans lesquelles les notes philologiques ont été rédigées : les conditions faites par le régime nazi à un universitaire juif allemand, progressivement privé de ses droits civiques et civils, de son statut professionnel, peu à peu isolé, coupé de tout contact avec ses pairs (avec ses concitoyens, de manière générale), échappant à l'extermination parce qu'il avait une femme «aryenne», devenu manœuvre dans une usine, bientôt parqué dans une *Judenhaus*<sup>3</sup>, «ce jardin zoologique des Juifs en cage» (*LTI*, p. 34), et qui trouve dans l'écriture, dans la langue (et dans la réflexion sur la langue) un

---

1 *Lingua Tertii Imperii* : Klemperer (1947) – dorénavant : *LTI* – cité ici dans la traduction française (1996).

2 Klemperer (1995-96), édité d'après les manuscrits conservés à la Sächsische Landesbibliothek de Dresde, que nous citons aussi dans la traduction française (2000). Cette édition avait été précédée par celle de *Curriculum Vitae* (Klemperer, 1987), une autobiographie consacrée aux années de formation et aux premières années de la vie professionnelle sous le Reich wilhelminien et la République de Weimar. La fin du journal (années 1945-1959) est également parue (Klemperer, 1999).

3 Les derniers Juifs de Dresde, ceux qui étaient jusque là protégés par un mariage mixte, sont à leur tour convoqués le 13 février 1945. La destruction de Dresde par l'aviation alliée, qui survient le soir même, permet à Klemperer de s'enfuir. Il trouve refuge en Bavière avant de pouvoir regagner Dresde en juin 1945.

ultime refuge contre la barbarie, «le balancier sans lequel (il) serai(t) cent fois tombé.» (*ibid.*)

*SPRACHE, DIE FÜR DICH DICHTET UND DENKT...*

Du travail de Klemperer, on a surtout retenu l'idée selon laquelle les nazis seraient parvenus à prescrire les normes linguistiques de tout discours, qu'il soit privé ou public. Que la nazification de la pensée et des conduites ait d'abord été rendue possible par la nazification de la langue, voilà qui paraît trouver son illustration dans un vers de Schiller, maintes fois cité dans le journal et dans le *Carnet : Sprache, die für dich dichtet und denkt*<sup>4</sup>. Nous aurions affaire, avec *LTI*, à l'adoption d'un déterminisme linguistique strict, assorti à un exercice de socio- ou d'ethnolinguistique plus ou moins spontané, qui conduirait en quelque sorte à vérifier (en toute méconnaissance de cause) l'hypothèse Sapir-Whorf.

De nombreux passages du livre se prêtent en effet à une telle lecture: «je tentais de me saisir de ces modèles (de discours) et, dans un certain sens, c'était excessivement simple, car tout ce qu'on imprimait et disait en Allemagne était entièrement normalisé par le Parti; ce qui, d'une manière quelconque, déviait de l'unique forme autorisée ne pouvait être rendu public; livres, journaux, courrier administratif et formulaires d'un service – tout nageait dans la même sauce brune, et par cette homogénéité absolue de la langue écrite s'expliquait aussi l'uniformité de la parole» (*LTI*, p. 34); et plus loin: «le nazisme s'insinua dans la chair et dans le sang<sup>5</sup> du grand nombre, à travers des expressions isolées, des tournures, des formes syntaxiques qui s'imposaient à des millions d'exemplaires » (*LTI*, p. 38).

Produit de la répétition incantatoire<sup>6</sup>, cette uniformité de parole est d'autant plus saisissante que les opposants, les victimes du nazisme elles-mêmes, n'ont guère pu s'y soustraire — les Juifs pas plus que les autres<sup>7</sup>. Des Juifs que la doctrine raciale nazie et la langue qui en était le vecteur avaient fini en quelque sorte par surjudaïser, y compris ceux qui, comme

4 «La langue qui poétise et qui pense à ta place» (voir notamment *LTI*, p. 38)

5 La chair et le sang : l'expression renvoie à l'un des thèmes favoris de la doctrine nazie, le *Blut und Boden* (*Blu u. Bo*, sous sa forme abrégée). Sur le mythe du sang, cf. *TB*, II, 4-06-42, p. 107.

6 «La répétition constante semble être un effet de style capital dans leur langue» (*LTI*, p. 58).

7 Voir les chapitres «Les lunettes juives», «La langue du vainqueur» et «Sion» : *LTI*, p. 237-275.

Klemperer, ne se reconnaissent pas comme juifs tout simplement<sup>8</sup>. L'*Aufjüdung* [le-rendre-plus-juif], un mot construit sur le modèle de (et par opposition à) *aufnorden* [rendre plus nordique]<sup>9</sup>, se signale notamment par l'obligation faite aux Juifs d'ajouter à leur état-civil un prénom hébraïque ou réputé tel : occasion d'enrichir la philologie de la nov-langue d'un «chapitre onomastique» (*LTI*, p. 108)<sup>10</sup>. Victor Klemperer doit ainsi s'appeler désormais Victor *Israel* Klemperer<sup>11</sup>. Le mot *Juif* devient à son tour comme une marque de *civilité*<sup>12</sup> – il peut être utilisé sans déterminant ou sous une forme abrégée – ou bien une sorte de nom propre qu'on porte sur la poitrine et qu'il convient d'énoncer en toute circonstance. Ce sont là les moyens les plus ordinaires, pour l'Allemagne nazie, d'extirper de son corps fantasmé cette part inextricable d'elle-même que sont les Juifs: «quand on parle de moi officiellement, on dit toujours 'le Juif Klemperer'; quand je dois me présenter à la Gestapo, les coups pleuvent si je n'annonce pas avec assez de *mordant*<sup>13</sup> : 'le Juif Klemperer est là'. On peut encore aggraver l'offense en remplaçant à l'aide de l'apostrophe la forme déclarative par celle de la sommation autoritaire : ainsi je lus un jour au sujet de mon cousin musicien<sup>14</sup> (...) : 'Juif [*Jud* au lieu de *Jude*] Klemperer évadé de l'asile et repris'» (*LTI*, p. 113).

Que le nazisme ait renvoyé, puis réduit les Juifs allemands, et parmi eux les assimilés (les *Juifs non-juifs*, selon la formule de Deutscher), à leur plus stricte judéité, sans aucun autre statut social et juridique, sans aucune autre identité que celle-là – une identité déniée jusqu'alors par la

8 Klemperer faisait partie de ceux que le dispositif juridico-administratif nazi classait parmi les «chrétiens non-aryens» (voir Essner, 1995) jusqu'à ce que, cette catégorie ayant disparu, ils soient réduits au sort commun.

9 L'un des topoi de la purification ethnique en vigueur sous le Troisième Reich (*LTI*, p. 243-244)

10 A l'inverse, les «Aryens» qui risqueraient d'être pris pour des Juifs au seul vu de leur nom sont autorisés à en changer. Sanctionnés juridiquement, ces changements donnent l'occasion d'étymologies fantastiques. Ainsi un conseiller municipal nazi dénommé Israel est autorisé à «repandre, 'avec l'autorisation du ministère', l'ancien nom de sa famille. Elle portait, au XVI<sup>e</sup> siècle, le nom d'Oesterhelt, qui a évolué en Lusace, de Ue-sterhelt, Isterhal (et aussi Isterheil et Osterheil) en passant par Istraël, Isserel, entre autres, jusqu'à Israel, par des déformations successives» (*LTI*, p. 108).

11 «Comme on ne doit pas seulement protéger le Volksgenosse allemand des noms juifs mais bien plus encore de tout contact avec les Juifs eux-mêmes, ceux-ci sont soigneusement mis à l'écart. Et l'un des moyens essentiels d'une telle mise à l'écart consiste à rendre ces Juifs reconnaissables par leurs noms.» (*LTI*, p. 112)

12 Une forme extrême et paradoxale de la civilité, conçue comme règlement du conflit des identifications (voir Balibar, 1995, p. 443).

13 «Avec mordant» (= *zackig*), le mot appartient à la LTI (*LTI*, p. 101).

14 Le chef d'orchestre Otto Klemperer.

plupart d'entre eux –, le fait est bien connu<sup>15</sup>. Mais qu'au delà de l'obligation d'employer les désignations administratives du lexique nazi qui les concernaient (*LTI*, p. 248), les Juifs aient eux-mêmes contribué à cette réduction en adoptant – à leur insu – la «langue du vainqueur», voilà une des leçons les plus troublantes de *LTI*<sup>16</sup>.

## ENTRE PHILOLOGIE, ANALYSE DU DISCOURS ET SEMIOLOGIE

A supposer qu'il faille l'admettre sans plus d'examen, le caractère totalitaire de la *LTI* (*total* en est un mot clé)<sup>17</sup> tient cependant moins à ses propriétés qu'à ses usages<sup>18</sup>, à ce que, d'une part, elle pénètre tous les aspects de la vie quotidienne, et d'autre part, elle excède, par la diversité de ses manifestations, la simple pratique de la langue parlée ou écrite<sup>19</sup>. Il est en effet deux acceptions du terme *langue*, s'agissant de la *LTI*: la «langue propre

---

15«La chose la plus lamentable entre toutes, c'est que je sois obligé de m'occuper constamment de cette folie qu'est la différence de race entre Aryens et Sémites, que je sois toujours obligé de considérer tout cet épouvantable obscurcissement et asservissement de l'Allemagne du seul point de vue de ce qui est juif. Cela m'apparaît comme une victoire que l'hitlérisme aurait remportée sur moi personnellement. Je ne veux pas la lui concéder» (*LTI*, p. 56). Et en miroir: dans la *LTI*, «le fait d'être allemand ou pas, cela a un rapport avec tout» (*LTI*, p. 145).

16 L'usage par les Juifs de cette surlangue, de ce surallemand qu'est la *LTI*, n'est pas noté sans une ironie amère par Klemperer qui estimait faire partie de ceux dont la langue allemande était la vraie patrie. Une des premières manifestations de l'ostracisme nazi à l'endroit des universitaires juifs avait été l'affichage de ce slogan dans les universités allemandes, en mars 1933: «Quand le Juif écrit en allemand, il ment» (*LTI*, p. 54). Pour Klemperer, la forme la plus perverse de la soumission des Juifs à la *LTI* est l'adoption du discours sioniste. Il note après la lecture de Herzl: «Incroyable parenté avec l'hitlérisme. Sauf que Herzl élude soigneusement la question du sang» (*TB*, 23-06-42, p. 136).

17 Totalitaire n'a pas de véritable équivalent en allemand. *Total* (il s'agit d'abord de «l'Etat total» [*totaler Staat*]) finit par s'appliquer aux objets ou aux situations les plus ordinaires: voir *TB*, II, p. 477 (à propos d'un «damier total» aperçu dans la vitrine d'un magasin de jouets)

18 «Expédition punitive [*Strafexpedition*], (...) le tout premier mot qui s'est imposé à moi comme spécifiquement nazi, non d'après sa formation, mais d'après son nouvel emploi»: *LTI*, p. 69)

19 Indication intéressante sur la genèse de l'ouvrage: «En tant que *LTI* uniquement, l'opus que j'ai en vue ne contiendrait guère plus qu'une bonne vingtaine de termes et de tournures. Je dois élargir le champ – mais dans quelle direction? Peut-être que tout converge, les données de langue, les études, le vécu, vers ce volume unique, le quatrième, de mon Curriculum» (*TB*, II, 9-06-42, p. 114). Cette difficulté à séparer dans l'analyse de la *LTI* les faits proprement linguistiques et le vécu quotidien dans toutes ses dimensions demeure entière au moment de la rédaction du *Carnet*: «[J]our[n]a] et *LTI* sont inséparables» (*TB*, II, 26-07-45, p. 837).

(au sens philologique) au Troisième Reich» (*LTI*, p. 33) et la langue à prendre «métaphoriquement». «Le Troisième Reich parle avec une effroyable homogénéité à travers toutes ses manifestations et à travers l'héritage qu'il nous laisse, à travers l'ostentation démesurée de ses édifices pompeux, à travers ses ruines<sup>20</sup>, et à travers le type de ses soldats, des SA et des SS, qu'il fixait comme des figures idéales sur des affiches toujours semblables, à travers ses autoroutes et ses fosses communes. Tout cela est la langue du Troisième Reich, et c'est de tout cela, naturellement, qu'il est question dans ces pages.» (*LTI*, p. 32)

Cette extension maximale des manifestations de la LTI, qui exige à la fois une approche globale (totale?) de cette langue et une extension de la notion même de langue, conduit Klemperer à un type d'analyse que sa formation de philologue ne l'avait certainement pas préparé à mettre en oeuvre. Une analyse qui appartient à la fois à ce que nous nommerions une sémiologie et une analyse du discours, et dans laquelle il est question bien sûr des mots, mais également des gestes (le salut nazi), des postures ou des rituels engendrés par le Troisième Reich. Une analyse qui, par ailleurs, s'agissant des mots (la *langue propre*, cette fois), mène Klemperer à utiliser des documents que son expérience de savant ne l'avait pas davantage prédisposé à considérer comme dignes d'une analyse philologique: textes administratifs, affiches, tracts, faire-part de naissance ou de décès: «je lis tout ce qui me tombe sous la main.» (*LTI*, p. 190)

Sans doute Klemperer n'était-il pas un linguiste professionnel. Les enseignements (à Munich, puis à Dresde) et les travaux scientifiques de ce professeur de philologie romane relèvent de ce que l'organisation des disciplines nous inciteraient plutôt à identifier comme le domaine de l'histoire de la littérature, avec pour spécialité la littérature française des Lumières. Mais le spectre des compétences exigibles d'un romaniste allemand au début du 20<sup>e</sup> siècle était très large, s'agissant de cours dispensés dans le vaste cadre des *Geisteswissenschaften*, et le conduisait à aborder aussi bien les littératures espagnole ou italienne<sup>21</sup> que l'ancien français, en liaison avec ses cours d'histoire de la littérature médiévale. A côté d'un doctorat de romanistique<sup>22</sup>, Klemperer avait entrepris en 1913 une thèse de germanistique. Bref, s'il n'avait ni enseigné, ni proprement produit jusqu'alors dans le domaine de la linguistique, son savoir linguistique était certainement solide: il l'avait acquis au cours de ses années d'études à Berlin, auprès des néogrammairiens qui dominaient alors la place.

20 Et ses runes : en regard des caractères «runiques» de l'emblème SS figurent les caractères pseudo-hébraïques prescrits pour broder le mot *Jude* sur l'étoile juive.

21 Il avait mis Dante au programme de ses cours à la Technische Hochschule de Dresde.

22 Soutenu à Munich, en 1914, sous la direction de Karl Vossler. Sur le travail de Klemperer romaniste, voir Nerlich (ed.), 1996.

Quels éléments de ce savoir Klemperer parvient-il à mobiliser dans *LTI*? Voilà qui n'est pas aisé à déterminer. Il n'y pratique pas cette linguistique de terrain préconisée par les néogrammairiens. L'enquête vivante à laquelle il se livre, menée pendant plus de douze ans, aussi soutenue et étendue soit-elle, ne procède d'aucune méthode clairement définie: le recueil des données est le fruit du hasard et si d'insistantes régularités se font jour, elles tiennent davantage à la nature même de cette langue de propagande qu'est la LTI («la réclame», comme il la nomme aussi), qui s'impose à lui – comme à toute une population – sur un mode obsédant et à laquelle il est pour ainsi dire impossible d'échapper, qu'à la mise en place d'une étude systématique, conduisant à rechercher, établir, classer et analyser des observables de langue. Une linguistique par défaut, en quelque sorte (il n'a rien d'autre à se mettre sous la dent et la fréquentation des bibliothèques lui est interdite), et par nécessité en même temps.

Il est d'autre part assez peu question d'histoire de la langue dans *LTI*: «toutes les déformations et toutes les corruptions s'étaient déjà trop attachées à cette phraséologie avant le Troisième Reich. C'est pourquoi (la lignée [*Sippe*] des mots) n'est évoquée qu'en marge, dans l'introduction» (*LTI*, p. 29). Pas plus que la méthode linguistique, la méthode proprement historique, procédant par l'identification des sources et des emprunts, pourtant plus familière encore à Klemperer, n'y est véritablement sollicitée<sup>23</sup>. A supposer qu'elle soit assignable de manière cohérente, l'origine des mots de la LTI devrait être cherchée du côté du jargon militaire ou de la phraséologie en vigueur dans les sources livresques du nazisme: *Mein Kampf*, *Les fondements...* de Chamberlain ou *Le mythe du XX<sup>e</sup> siècle* de Rosenberg<sup>24</sup>. Des domaines de savoir, comme la zootechnie (*LTI*, p. 398), des mouvements littéraires ou esthétiques – le romantisme, l'expressionnisme – (*LTI*, p. 98) apparaissent aussi comme étant à l'origine de certains usages. Ainsi *Weltanschauung*, employé par un petit commerçant au sens d'une «forme supérieure de dévouement à des convictions [*Gesinnungstüchtigkeit*]» (*LTI*, pp. 137 sq et 189-196), nous renvoie sans doute à l'avant-garde littéraire du début du XX<sup>e</sup> siècle, qui avait mis ce terme à la mode. De même la racine *Bruch*- évoque le romantisme allemand; le lexique de l'*Aktion* (un mot d'origine étrangère), de la vitesse et du mouvement est

23 «Je ne me soucie jamais d'établir la première apparition d'une expression linguistique ou d'une valeur linguistique donnée...» (*LTI*, p. 77)

24 La lecture (tardive) de Rosenberg est surtout l'occasion pour Klemperer de vérifier la prégnance de certaines pratiques langagières déjà notées par lui comme faisant partie des manifestations de la LTI (principalement dans la presse): les guillemets sarcastiques ('peuple' des Juifs), l'usage de mots étrangers «pour se donner un air scientifique (...), la fierté de certaines formes germanisées, alors que chaque fois le mot étranger est répété entre parenthèses, etc. Ainsi, une bonne douzaine de fois: 'wuchshaft (organique)» (*TB*, II, 13-06-42, p. 123).

emprunté au futurisme. Mais il s'agit là de remarques ponctuelles, qui ne participent pas d'une véritable généalogie. Y manquent ces reconstructions idéologico-sémantiques que Klemperer, formé à l'école de Vossler, sait pourtant mettre en oeuvre dans son travail d'historien de la littérature du XVIII<sup>e</sup> siècle.

L'objet d'étude échappe en fin de compte à l'analyse historique: l'approche se veut synchronique, ou du moins ne porte que sur la courte durée de vie de la LTI. Si historicité il y a, elle détermine la LTI elle-même, les changements qui l'affectent, l'usure rapide des formes ou des expressions qu'elle consacre – laquelle épouse au plus près l'usure rapide des situations politiques, militaires<sup>25</sup>, idéologiques dont procèdent ces formes et ces expressions.

Les résultats de la recherche philologique sont donc maigres; mais ils sont surtout peu significatifs au regard du projet d'ensemble de Klemperer: identifier la LTI comme le principal instrument d'un endoctrinement et d'un asservissement global de la société allemande qui vise à produire un homme nouveau, et donc une langue nouvelle. La LTI se caractérise à cet égard par un mécanisme d'autoengendrement, largement indépendant de ce que serait le résultat d'une politique linguistique<sup>26</sup>. Elle se définit plutôt comme une quasi-langue, un ersatz linguistique qui circule entre les mots de la langue naturelle<sup>27</sup>. Sans doute, cette circulation obéit-elle à un régime qui lui est propre. Ainsi, le surgissement et le développement de la plupart des termes et des usages de la LTI suivent généralement trois étapes. «La LTI a commencé sur le mode lyrique et extatique, puis elle devenue langue de guerre, puis elle a glissé vers le mode mécaniste et matérialiste» (*TB*, I, 2-08-34, p. 137). Une fois émoussés ses emplois hystériques (*LTI*, p. 57), la LTI rentre dans le droit commun, c'est-à-dire qu'elle devient la langue de bois des bureaux du Reich et, bientôt, de la conversation quotidienne.

## UNE CACOLANGUE

Il est pourtant un aspect, le seul sans doute, sous lequel la méthode philologique peut avoir prise sur la LTI, si l'on considère qu'au cœur de toute

---

25 A propos de *Blitzkrieg* : *TB*, II, 21-06-42, p. 133.

26 S'il y a eu des linguistes nazis (voir Hutton, 1999), si l'on peut parler de linguistique nazie, partie intégrante de la discipline nazie par excellence, les *Sippeforschungen*, ou encore de police linguistique du Troisième Reich, il est en revanche beaucoup plus malaisé d'identifier une politique linguistique nazie cohérente, du type de celle qui a eu cours sous l'Italie fasciste.

27 Voir Faye, 1972.

discipline philologique se trouve le projet de reconstruire des archétypes de langues gouvernés par un ensemble de règles formelles grâce à la mise en œuvre d'une critique orthodoxe des textes et où l'erreur partagée sert de critère pour regrouper les sous-familles de textes dans une même tradition éditoriale. Car si la LTI est une fausse langue (une langue fictive), elle est aussi une langue fausse (une langue fautive), une cacolange, qui mime la vraie, mais sur un mode parodique et dévoyant, un monstre de langue, une erreur de l'évolution linguistique, et elle relève davantage à ce titre d'une linguistique fantastique que d'une linguistique en bonne et due forme. Avec les langues artificielles, produits de l'invention langagière propres aux fictions politiques (à la Orwell), la LTI partage un certain nombre de traits.

Tout d'abord, elle exagère ou surdimensionne les formes linguistiques. L'usage immodéré de certains suffixes ou préfixes dans les procédés de composition les plus fréquents de la LTI mène ainsi Klemperer à remarquer que «souligné avec une telle insistance, le suffixe prend un sens nouveau» (*TB*, II, 4-06-42, p. 107). C'est le cas du suffixe *-art* qui en vient à revêtir un sens presque exclusivement racial, ou du préfixe de distanciation *ent-*, doté d'un sens désormais élargi et qu'on utilise aussi bien dans la vie de tous les jours (le marron amer est *désamérisé* [*entbittert*], l'accès à un grenier doit être désencombré [*entrümpelt*]), que dans la presse, à propos de la politique de déportation massive: la Pologne occidentale doit être *dépolonisée* [*Entpolonisierung*] <sup>28</sup>.

En second lieu, la LTI resémantise le lexique ordinaire plus qu'elle ne néologise. «Le Troisième Reich n'a forgé, de son propre cru, qu'un très petit nombre des mots de sa langue, et peut-être même vraisemblablement aucun» (*LTI*, p. 39). C'est de ce travail de resémantisation que la LTI tire une large part de sa puissance. Parce qu'elle change la valeur des mots et leur fréquence, elle «transforme en bien général ce qui, jadis, appartenait à un seul individu ou à un groupuscule, elle réquisitionne pour le Parti ce qui, jadis, était le bien général et, ce faisant, elle imprègne les mots et les formes syntaxiques de son poison, elle assujettit la langue à son terrible système, elle gagne avec la langue son moyen de propagande le plus puissant, le plus public et le plus secret» (*LTI*, p. 38-39). Comme langue spéciale, la LTI peut bien alors s'apparenter à un argot, qui procède de manière analogue par le détournement accéléré des significations – l'argot des mal-

---

28 Le procédé perdure après la guerre: «Pour désigner globalement la tâche qui s'impose actuellement (i.e. en 1947), on a introduit dans la langue courante un mot formé de manière analogue : l'Allemagne a failli mourir du nazisme; l'effort qu'on fait pour la guérir de cette maladie mortelle se nomme aujourd'hui 'dénazification' [*Entnazifizierung*]. Je ne souhaite pas, et je ne crois pas non plus, que ce mot abominable vive longtemps. Il disparaîtra pour ne plus exister que dans les livres d'histoire dès lors que sa mission présente aura été accomplie.» (*LTI*, p. 21)

fauteurs ou, mieux encore, celui des prisons ; mais c'est à condition de rappeler alors que la nation tout entière est en régime pénitencier (*LTI*, p. 118).

Enfin, au delà des finalités traditionnelles du langage (expression du sentiment, organisation de la pensée, acte de langage, etc.), c'est celle du classement (politique, administratif, etc.) qui prédomine dans la *LTI*, et révèle sa véritable nature: derrière la phraséologie religieuse ou guerrière, c'est très vite (surtout à partir de 1942-1943) le jargon administratif qui recueille les principales marques de l'influence de la *LTI*. Les Juifs sont ainsi classés en Juifs complets (*Volljuden*), demi-juifs, métis au premier degré, Juifs de souche, Juifs privilégiés (dont le privilège est d'être exemptés du port de l'étoile (*LTI*, p. 223)<sup>29</sup>.

## PURETE LINGUISTIQUE ET GENEALOGIE

Que par ses usages et par ses formes la *LTI* puisse relever d'une téra-tologie linguistique, cette thèse est bien au centre de la démonstration de Klemperer. Il s'agit de retourner contre l'idéologie nazie l'un des ses *topoi* favoris: la recherche obsessionnelle de la pureté. La pureté de la race, mais aussi la pureté de la langue, qui va de pair : la langue maternelle est donnée comme l'instance dépositaire par excellence de la germanité<sup>30</sup> – lointain héritage de Herder<sup>31</sup> ou de Fichte, détourné par le nationalisme allemand avec l'aide d'une certaine germanistique, dont Rudolf von Raumer se réjouissait de constater, en 1930, qu'elle était enfin devenue davantage qu'une science, c'est-à-dire «la connaissance la plus profonde de l'âme et de l'homme» qui puisse exister pour les Allemands<sup>32</sup>. Klemperer n'a de cesse de montrer qu'en réalité les rares innovations lexicales de la *LTI* sont constituées d'emprunts aux langues latines, qui viennent doubler des formes germaniques (*Garant* au lieu de *Bürge* [caution]), *diffamieren* au lieu de *schlechtmachen* [dire du mal] ou *diskrimieren*, *liquidieren*, etc. L'introduction de ces termes, qui signale chez les porte-parole du nazisme un fort sentiment d'insécurité linguistique<sup>33</sup>, rend manifeste la tension qui traverse

29 Dans la bouche des Juifs de Dresde, cette taxinomie s'enrichit, sur le mode de la dérision, de nouvelles catégories: les Juifs motorisés (*Fahrjuden*), qui sont autorisés à prendre le tramway, les Juifs à pied (*Laufjuden*) qui ne le sont pas, etc. : *LTI*, p. 251.

30 Sous le nazisme, on faisait chanter aux enfants des écoles: «Deutsche Sprache, wenn ich dich so höre - Mutter ! Leben ! Dann kommt Glaube her» [ô langue allemande !, quand je t'entends - ô mère ! ô vie ! Alors vient la foi.]

31 Sur la référence nazie à Herder, voir notamment *TB*, II, p. 533.

32 Voir von Polenz, 1967.

33 «Mots étrangers favoris : nous ne nous laissons pas discriminer ni diffamer. Il [Hitler] dit *diskrimieren*, il dit aussi *Versailles* avec un *s* sonore comme 'zizanie' et *Her-*

la conception nazie de la langue. D'un côté, le dessein de préserver l'allemand de toute falsification, de l'autre l'incapacité de l'en préserver réellement.

Loin d'incarner ce que ses promoteurs prétendent, la pureté germanique, la LTI se révèle donc une langue foncièrement bâtarde, bâtarde par ses formes, bâtarde en tant que langue. Il s'agit d'un assemblage ou d'un bricolage linguistique, ou plus précisément, d'un *montage*, auquel convient particulièrement bien l'un des termes les plus répandus de la LTI : l'*Aufziehung*. «Alors qu'elle met partout l'accent sur l'organique, sur ce qui pousse naturellement, (la LTI) est envahie d'expressions mécaniques et ne sent pas la rupture de style et l'indignité de combinaisons telles qu'une 'organisation montée [*aufgezogen*]'» (LTI, p. 77). L'automatisation du vivant, propre au cérémonial nazi, confirmée ici par l'usage linguistique, ne manque pas alors de produire ses effets comiques (LTI, p. 75).

#### LTI, LQI ET LANGUE DE BOIS.

L'étude de la LTI ne s'achève pas avec la fin du Troisième Reich. Très vite, Klemperer observe que la LTI ne disparaît pas aussi vite qu'elle est apparue : «il faut que je commence peu à peu à observer systématiquement la langue du Quatrième Reich (LQI). Elle me paraît parfois se différencier moins de celle du Troisième que, par exemple, le saxon de Dresde de celui de Leipzig» (TB, II, 25-06-45, p. 801). Bientôt, à l'Ouest, comme à l'Est de l'Allemagne occupée, surgissent deux nouveaux parlers qui, tout en se substituant à la LTI, héritent de la plupart de ses traits. La *Sprachzerreibung*, l'écart grandissant entre les pratiques linguistiques en vigueur dans les deux zones d'occupation et, à terme, la désintégration de l'allemand en deux formes régionales politiquement déterminées d'un point de vue lexical et sémantique (l'*Ostdeutsch* et le *Westdeutsch*) est l'occasion de revenir sur l'analyse de la LTI en l'enrichissant de remarques contrastives, de placer sous un jour nouveau les propriétés déjà dégagées de la LTI, d'insister sur les constantes d'une efficace politique de la langue, tous régimes autoritaires confondus.

La LTI et la LQI partagent trois caractéristiques principales : l'appauvrissement du vocabulaire; l'axiologisation des termes; la tendance à la nominalisation<sup>34</sup>.

---

riot avec un h aspiré. Comme il se doit pour un homme du peuple.» (TB, I, 23/03/33, p. 249)

34 Voir LTI, p. 123. Cette dernière tendance paraît caractériser toutes les langues de bois. Cf. Sériot, 1985, 1986.

L'appauvrissement du vocabulaire, «qualité foncière de la langue», fait l'objet du troisième chapitre de *LTI* : «la LTI est misérable. Sa pauvreté est une pauvreté de principe; c'est comme si elle avait fait vœu de pauvreté» (*LTI*, p. 43). «La raison de cette pauvreté paraît évidente. On veille avec une tyrannie organisée dans ses moindres détails, à ce que la doctrine du national-socialisme demeure en tout point, et donc aussi dans sa langue, non falsifiée» (*LTI*, p. 466). Mais cette raison évidente, corrélative, on l'a vu, du fantasme de pureté, n'est qu'une raison apparente. La raison profonde de l'appauvrissement de la langue tient à sa fonction, ou plutôt à la réduction de la diversité des fonctions ordinaires du langage à une seule, l'*invocation* : «la LTI sert uniquement à l'invocation» (*LTI*, p. 47). Cette réduction est rendue possible parce que la LTI ne fait pas de différence entre sphère privée et sphère publique, entre langue écrite et langue parlée : tout est discours et tout est propagande ('réclame'). Cette hypertrophie du rhétorique dans un discours qui ne s'adresse jamais à l'individu, mais toujours aux masses, fait de la LTI la langue du fanatisme de masse. D'essence religieuse, elle associe pour les promouvoir les deux principes que la philosophie de l'*Aufklärung* avait déjà associés pour les stigmatiser : le fanatisme et l'imposture religieuse (*LTI*, p. 48).

Le second trait, l'axiologisation des termes, est intimement lié au premier, à condition d'en comprendre le véritable mécanisme: l'axiologie nazie repose sur une inversion des valeurs. Ainsi, si la langue peut se faire le vecteur du fanatisme, c'est que «fanatisme» et «fanatique» [*fanatisch*], et d'autres termes connotés négativement dans la langue ordinaire, sont dotés dans la LTI d'une valeur positive. C'est aussi le cas de «montage» / «monter» (*auziehen*), ou de «haine» dont Klemperer notera que la connotation positive s'est conservée dans la LQI. *Die Sippe* [la lignée] est elle aussi passée grâce à la LTI du péjoratif au mélioratif. L'inversion des valeurs, procédé fréquent des langues totalitaires en général, est aussi, on le sait, une caractéristique de la nov-langue imaginée par Orwell. Tendante à rabattre l'expression des sentiments et des idées contraires sur un seul paradigme axiologique, elle concourt puissamment à l'appauvrissement de la langue : «In the end we shall make thoughtcrime literally impossible, because there will be no words in which to express it» (Symes, in Orwell, 1949).

Cet appauvrissement, qui procède par neutralisation des valeurs sémantiques oppositives caractérise, selon le même procédé, certains mots connotés positivement dont la LTI fait un usage immodéré, les constituant ainsi en surmots. C'est le cas des mots de la série *Volk* [peuple], *völkisch*, etc., qui donnent cours, par composition, à une multitude de dénominations nouvelles<sup>35</sup>. Avant que le mot de *Führer* n'ait totalement supplanté

35 «*Volk* est maintenant, dans tout discours ou écrit, aussi souvent employé que le sel dans un repas, il y a pour tout une pincée de *Volk*...» (*TB*, I, p. 165). Dans *Le mythe du*

celui de *Kanzler* [chancelier], Hitler est appelé le *Volkskanzler* (première occurrence notée par Klemperer, in *TB*, 30-06-33, p. 49). On ne dit pas *Kamerade* (appellation en vigueur dans l'idiome militaire)<sup>36</sup>, mais *Genosse* [camarade]<sup>37</sup>, et bientôt *Volksgenosse* (*TB*, 16-02-34, p. 97), réservé aux seuls Allemands, dignes d'appartenir à la *Volksgemeinschaft* [communauté du peuple], la communauté de sang et de corps (*Blu u. Bo*) et, dans un sens plus restreint, le membre *fanatisch* du parti nazi, dressé par l'exercice paramilitaire, communiant avec le *Volkskanzler* dans les grandes messes du parti (parades, congrès, commémorations), conscient de faire partie de la même lignée et qui en arbore les emblèmes et les symboles. *Völkisch*, dont la signification en LTI est un héritage du discours nationaliste allemand d'après 1918<sup>38</sup>, est, en tant que tel, proprement indéfinissable, et partant intraduisible<sup>39</sup>, ou plutôt ne se définit que par exclusion. «Est *völkisch* tout ce qui est allemand» (*TB*, II, 25-06-45, p. 801).

## CONCLUSION.

*LQI*, la langue du *Quatrième Reich*, la suite – esquissée dans le *Journal* – que Klemperer entendait donner à sa *LTI* ne verra jamais le jour. On imagine aisément pourquoi. Demeurait cependant ouverte la question de savoir si la langue des nazis, le langage en général, pouvaient être conçus comme jouissant d'une efficace propre dans la sphère sociale ou politique – ce que soutenait Klemperer. La parution de l'opuscule de Staline, *Marxisme et*

---

*XXe siècle*, Rosenberg, l'idéologue officiel du nazisme, reprenait à son compte ce lieu commun de la germanistique allemande : *deutsch* vient de *Teutsch*, qui signifie 'peuple', en vieux haut-allemand. Les Allemands seraient le seul peuple à ne pas porter de nom propre. Cas singulier parmi les peuples, il se considère (et il faut donc le considérer) comme le peuple par excellence (le peuple élu).

36 Les premières études allemandes sur le langage des soldats remonte à Horn (1898). Klemperer y a recours pour montrer que, pour une part significative, la *LTI* puise dans le vocabulaire de la *Heeresprache*, le jargon officiel du Haut Commandement et de la bureaucratie militaire (*LTI*, p. 250). Werner Krauß, qui a étudié lui aussi la langue des nazis, insiste en revanche sur la filiation avec la *Landsersprache*, l'argot de la troupe. En montrant que le langage des SA doit être compris comme un exemple typique d'argot, c'est-à-dire de langage visant à préserver la solidarité d'un groupe, Krauß le considère comme un mécanisme de défense contre les exigences de la hiérarchie (s'agissant des soldats), du parti et de l'Etat (s'agissant des SA de base) (Krauß, 1947, p. 47-52). Voir Watt (2000, p. 429).

37 Utilisée d'abord par les sociodémocrates et les communistes, cette marque de civilité, récupérée par les nazis, se conservera en RDA.

38 Faye, 1972, p. 531-541.

39 Les traducteurs de *LTI* le traduisent par 'populaire', 'raciste' ou 'allemand', selon les cas.

*questions de linguistique*, immédiatement traduit en allemand (1951), décidera de la question<sup>40</sup>. Destiné à réfuter les thèses de Marr sur la convergence des langues nationales vers une langue unique dans la société sans classes, cet écrit s'est imposé, on le sait, comme la référence de toute réflexion sur le langage en URSS et dans les démocraties populaires pendant la première moitié des années cinquante. A l'encontre de Marr, qui fait de la langue un élément central de la superstructure idéologique, devant évoluer avec l'infrastructure économique-sociale dont elle est le reflet, Staline considère la langue comme un simple instrument (analogue à une machine) utilisable de la même manière par toute société, quelle qu'elle soit. Cette neutralisation du rôle social ou politique du langage rendait hétérodoxes des analyses comme celle de Klemperer, qu'il s'agisse de la LTI, conçue comme principal vecteur de conformation idéologique sous le nazisme, ou – a fortiori – d'une LQI dont la description est envisageable sur le même modèle. Après une tentative pour concilier ses propres conceptions avec l'orthodoxie stalinienne<sup>41</sup>, Klemperer finira par renoncer à publier le résultat de ses ultimes recherches philologiques.

© Dan Savatovsky

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BALIBAR Etienne, 1996 : «Emancipation, transformation, civilité», *Les Temps modernes*, n° 587, p. 409-449.
- ESSNER Cornelia, 1995 : «Qui sera 'juif' ? La classification 'raciale' nazie, des lois de Nuremberg à la conférence de Wannsee», *Genèses* n° 21, *Le nazisme et les savants*, p. 4-28.
- FAYE Jean-Pierre, 1972 : *Les langages totalitaires*, Paris, Hermann.
- HUTTON Christopher M., 1999 : *Linguistics and the Third Reich. Mother-tongue Fascism, Race and the Science of Language*, London-New York, Routledge.
- KLEMPERER Victor, 1947 : *LTI – Notizbuch eines Philologen*, Leipzig, Reclam Verlag. [*LTI, la langue du Troisième Reich - Carnets d'un philologue*. Trad. française E. Guillot, Paris, Albin Michel, 1996].
- — 1953 : «Zur gegenwärtlichen Sprachsituation in Deutschland», Berlin, Aufbau-Verlag (Vorträge zur Verbreitung wissenschaftlicher Kenntnisse, 17).

---

40 Voir Watt, 2001.

41 Klemperer, 1953.

- — 1995-1996 : *Ich will Zeugnis ablegen bis zum letzten (1933-1941; 1942-1945) — Tagebücher*, Berlin, Aufbau-Verlag GmbH, 1995, 2 vol. *Und so ist alles schwankend (Tagebücher, Juni bis Dezember 1945)*, Berlin, Aufbau Taschenbuch-Verlag GmbH, 1996, 1 vol. [Trad. fr. par G. Riccardi sous les titres *Mes soldats de papier — Journal 1933-1941. Je veux témoigner jusqu'au bout - Journal 1942-1945*, Paris, Editions Du Seuil, 2000, 2 vol.].
- — 1999 : *So sitze ich denn zwischen allen Stühlen — Tagebücher 1945-1959*, W. Nojowski (ed), Berlin, Aufbau Taschenbuch-Verlag GmbH.
- KRAUß Werner, 1947 : «Die Flucht ins Argot. Über die Zustand unserer Sprache», *Die Gegenwart*, n° 2 (3/4). [Repris in : Werner Krauß, *Die Wissenschaftliche Werk*, Band VIII, Sprachwissenschaft und Wortgeschichte, B. Henschel (ed), Berlin, de Gruyter, 1997].
- NERLICH Michael (ed). 1996 : «Victor Klemperer Romanist», *Lendemains* n° 21 (82-83), p. 3-222.
- ORWELL George, 1949 : *Nineteen Eighty-Four*, London, Martin Secker & Warburg.
- SERIOT Patrick : *Analyse du discours politique soviétique*, Paris , I.E.S.
- — 1986 : «Langue russe et discours politique soviétique : analyse des nominalisations», dans *Langages*, n°81, mars 1986, p. 11-41.
- VON POLENZ Peter, 1967 : «Sprachpurismus und National-Socialismus», in *Germanistik, eine deutsche Wissenschaft*, Franckfurt-am-Main, Suhrkamp, p. 111-165.
- WATT Roderick H., 2000 : «Landsersprache, Heerensprache, Nazisprache ? Victor Klemperer and Werner Krauss on the Linguistic Legacy of the Third Reich», *Modern Language Review*, n° 95-2, p. 424-436.
- — 2001 : «*Du liegst schief, Genosse Klemperer : Klemperer and Stalin on the Language of a Divided Germany in the 1940s and 1950s*», *Forum for Modern Language Studies*, n° 27-3, p. 252-271.

## La linguistique du roi et du fou du roi

Alexander SCHWARZ  
*Université de Lausanne*

En tant que linguiste de l'allemand avec prédilection pour la linguistique textuelle et la linguistique historique, je me suis mis à la recherche d'un monarque allemand qui aurait publié des propos sur la langue. Je suis tombé sur Frédéric II, *Friedrich der Große*, de 1740 à 1786 Roi de Prusse (incluant le Neuchâtel prussien), qui est l'auteur d'un pamphlet de 1781, intitulé *De la littérature allemande*. Premier constat : ce texte, comme tous les textes du roi, est écrit en français. Il a limité l'usage de l'allemand aux entretiens avec ses chevaux. Avant de nous mettre à la lecture, il faut poser la question de la méthode.

### HOW TO DO THINGS WITH KINGS

Le discours sur la langue précède de loin la linguistique institutionnalisée dans les universités à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle. Le méta n'est pas seulement une stratégie langagière acquisitionnelle et conversationnelle, il est un but en soi, qui prévient que l'homme reste assujéti à la langue préexistante à son existence individuelle sans pouvoir la dominer dans un autre sens que de savoir suivre les règles qu'elle impose.

Comment caractériser, comment classifier tout discours sur la langue ? John Austin a proposé de distinguer trois genres, qu'il a baptisés *locutoire*, *illocutoire* et *perlocutoire*. Je peux me référer à un objet linguistique, donc par exemple – et c'est son exemple – à l'énoncé

*Tire sur elle!*

en formulant de manière locutoire :

*Il m'a dit: «Tire sur elle!»*

ou de manière illocutoire :

*Il me conseilla de tirer sur elle.*

ou encore de manière perlocutoire :

*Il me persuada de tirer sur elle.*<sup>1</sup>

Austin tire de l'idée que chaque énoncé peut être commenté de trois manières, la conclusion que l'objet du méta, la langue, a en même temps ces trois aspects. Ce qui m'intéresse ici, ce sont plutôt les différences entre les trois types de discours parmi lesquels chaque énonciateur de méta doit faire son choix. Je me base sur deux autres philosophes qui, consciemment l'un, et l'autre à son insu, ont médité sur la classification d'Austin. Le premier, Jürgen Habermas, a fait la distinction entre, d'un côté, une manière de parler qui favorise la communication, le commun entre les locuteurs, manière qu'il appelle *communicative* ou *illocutoire* et, de l'autre côté, une manière de parler qui cherche à s'imposer, à gagner le match de la conversation, manière qu'il appelle *stratégique* ou *perlocutoire*.<sup>2</sup> Peter Sloterdijk, quant à lui, oppose *cynisme* et *kynisme* de telle manière que le cynisme correspond parfaitement au perlocutoire chez Habermas tandis que le kynisme correspondrait à une manière d'y répondre qui n'est ni le perlocutoire de Habermas parce qu'elle sabote le perlocutoire du cynique sans chercher à s'imposer ou à le remplacer, ni l'illocutoire parce qu'elle fait éclater le dialogue au lieu de vouloir convaincre le cynique qu'il devrait abandonner son attitude perlocutoire et donc immorale.<sup>3</sup> Cette troisième voie ne peut être que le locutoire, la langue *locca*, folle, la langue des fous. Cette interprétation est confirmée par les exemples que donne Sloterdijk, mais aussi par un dialogue très populaire au Moyen-Age qui confronte les propos illocutoires du monarque biblique parfait Salomon aux propos non-pertinents donc rien que locutoires du paysan Marcolphe. Cette opposition s'inscrit parfaitement dans le triangle *héros – scélérat – fou* que Peter Burke a identifié comme base de l'imaginaire collectif européen.<sup>4</sup>

Sloterdijk, dans ses exemples, rattache le cynique, donc le perlocutoire, aux dictateurs et le kynique, donc le locutoire, aux philosophes dans la tradition de Diogène. Habermas n'attribue ni l'illocutoire (d'ailleurs utopique) ni le perlocutoire à des sujets parlants précis. Cela à juste titre, parce que locutoire, illocutoire et perlocutoire caractérisent des types de discours et non pas des types de personnes. Je peux imaginer le désir du souverain d'être vu comme héros et non pas comme scélérat. Le sujet du colloque nous demande de nous concentrer sur le méta des dictateurs, mais en bon structuraliste je ne peux ni m'attendre à un dictateur rien que perlo-

<sup>1</sup> Austin, 1970, p. 114.

<sup>2</sup> Habermas, 1988, vol. 1, p. 396.

<sup>3</sup> Sloterdijk, 1983, vol. 1, p. 38.

<sup>4</sup> Burke, 1981, p. 162ss.

cutoire ni à un fou rien que locutoire ou à un philosophe sérieux rien qu'illocutoire, ni définir ou décrire aucun d'entre eux sans les autres.

Mon corpus se prête bien à faire valoir ces cavéats. Le côté dictateur de Frédéric, dont la première action royale fut l'invasion de la Silésie, est indéniable. Pour l'impératrice Marie-Thérèse, il représentait l'incarnation du Mal, son dernier biographe Rudolf Augstein, ancien éditeur du *Spiegel*, parle de son «cynisme tout rongéant»<sup>5</sup>, et son biographe français Pierre Gaxotte dit de son *Antimachiavel*, deuxième œuvre Frédéricienne que nous allons discuter, que «Sous les déclamations de l'*Antimachiavel* court [...] en sourdine une autre théorie qui est, elle, du machiavélisme véritable».<sup>6</sup>

En même temps, Frédéric aimait être appelé *le philosophe sur le trône* ou *le philosophe de Sans-Souci*. Le philosophe ne fait pas seulement partie de notre dictateur, il y avait en plus de vrais philosophes dans son entourage, dont Voltaire, éditeur et probablement co-auteur de l'*Antimachiavel*. Frédéric était en même temps le dernier monarque à tenir des bouffons ou fous du roi autour de lui, tout en se réservant le droit de déclarer tels tous ceux qu'il lui plaisait de nommer ainsi. Parmi eux, on trouve des professeurs comme Gundling ou Fassmann, et des savants comme le Marquis d'Argens ou comme Rousseau. Même à propos de Voltaire, Frédéric s'est permis des remarques du genre : «il est plaisant comme un arlequin»<sup>7</sup> ou «jamais un bouffon de grand seigneur n'eut de pareils gages». <sup>8</sup> Gaxotte raconte que Frédéric a joué le même tour et à Voltaire et à d'Argens quand ils avaient, l'un et l'autre, quitté Potsdam pour la France. Avec des indiscretions ou même des mensonges il chercha, comme il avoua lui-même dans le cas de Voltaire, à «brouiller si bien Voltaire en France qu'il ne lui reste de parti à prendre que celui de venir chez moi». <sup>9</sup>

## DE LA LITTÉRATURE ALLEMANDE

Commençons notre lecture austinienne du texte du roi auquel j'ai fait allusion :

*De la Littérature allemande ; des défauts qu'on peut lui reprocher ; quelles en sont les causes ; et par quels moyens on peut les corriger.* Berlin (G.J. Decker, Imprimeur du Roi) 1780.

<sup>5</sup> Augstein, 1968, p. 177.

<sup>6</sup> Gaxotte, 1972, p. 212.

<sup>7</sup> Gaxotte, 1972, p. 342.

<sup>8</sup> Gaxotte, 1972, p. 259.

<sup>9</sup> Gaxotte, 1972, p. 333, pour d'Argens, p. 493.

Tout au début, Frédéric quitte son sujet littéraire pour celui de la langue :

Je suis convaincu qu'un auteur ne sauroit bien écrire, si la langue qu'il parle n'est ni formée, ni polie. (p. 5)

L'exemple type – vous l'auriez deviné – est l'allemand :

Je trouve une langue à demi-barbare, qui se divise en autant de dialectes différents que l'Allemagne contient de Provinces. (...) Il n'existe point encore de recueil muni de la sanction nationale, où l'on trouve un choix de mots & de phrases qui constitue la pureté du Langage. (...) Il est donc physiquement impossible qu'un auteur doué du plus beau génie, puisse supérieurement bien manier cette langue brute. (pp. 6-7)

La conséquence s'impose :

Il faut commencer par perfectionner la Langue : elle a besoin d'être limée et rabotée; elle a besoin d'être maniée par des mains habiles. (p. 18)

Les mains habiles n'appartiennent à personne d'autre qu'aux grands auteurs. Frédéric parle langue pour parler littérature et littérature pour parler langue.

Je fais des recherches pour déterrer nos Homères, nos Virgiles, nos Anacréons, nos Horaces, nos Démosthenes, nos Cicérons, nos Thucydides, nos Tites-Lives; je ne trouve rien, mes peines sont perdues. (p. 9)

D'un côté, Frédéric propose l'imitation des Français :

venons aux Corneilles, aux Racines, aux Despréaux, aux Bossuets, aux Fléchiers, aux Pascals, aux Fénétons, aux Boursaults, aux Vaugelars, les véritables peres de la langue Françoise; ce sont ceux qui ont formé le style, fixé l'usage des mots, rendu les phrases harmonieuses, & qui ont donné de la force & de l'énergie au vieux jargon barbare & discordant de leurs ancêtres. (p. 32)

De l'autre, il faudrait corriger la langue elle-même :

Il sera plus difficile d'adoucir les sons durs dont la plupart des mots de notre langue abondent. Les voyelles plaisent aux oreilles; trop de Consonnes rapprochées les choquent, parce qu'elles coûtent à prononcer, & n'ont rien de sonore: nous avons de plus quantité de verbes auxiliaires & actifs dont les dernières Syllabes sont sourdes & désagréables, comme sagen, geben, nehmen: Mettez un a au bout de ces terminaisons & faites en sarena, gebe-

na, nehmena, & ces sons flatteront l'oreille. Mais je sais aussi, que quand même l'Empereur avec ses huit Electeurs dans une Diette solemnelle de l'Empire, donneroit une loi pour qu'on prononçat ainsi, les Sectateurs zélés du Tudesque se moqueroient d'eux & crierioient partout en beau latin: Caesar non est supra grammaticos, et le Peuple qui décide des Langues en tout pays, continueroit à prononcer sagen & geben comme de coutume. (pp. 37-38)

Frédéric s'avère être quelqu'un qui veut changer ce qui ne lui plaît pas – tout en étant réaliste. J'aimerais parler de perlocutionnaire éclairé.

## LES REACTIONS

Parmi ceux qui ont répondu au roi – Erich Kästner, l'auteur allemand célèbre pour ses livres pour enfants en a fait la liste dans sa thèse – il y a ceux qui prennent au sérieux la proposition de voyellisation. Cornelius von Ayrenhoff, dans son *Schreiben an den Herrn Grafen Max von Lamberg*, propose de biffer en même temps les *-en* des verbes allemands. *Sagen* deviendrait alors *saga* au lieu du *sagena* proposé par Frédéric.<sup>10</sup> Comme nous savons, l'histoire de la langue allemande a suivi son cours prognostiqué par le réalisme de Frédéric.

Goethe, critiqué par Frédéric pour son style sauvage, défend la critique linguistique et littéraire du roi : «il ne me semble pas qu'un roi devrait avoir un goût tolérant, c'est plutôt l'exclusif qui convient aux Grands».<sup>11</sup>

Lessing, dans ses *Schlussbetrachtungen und Einfälle*, semble suivre Goethe, mais de manière ouvertement ironique, manière qu'il défend en même temps au roi : «Dieu n'a pas d'esprit, et les rois n'en devraient avoir non plus. Car si un roi a de l'esprit, qui nous protège contre ses sentences injustes qui lui permettent de placer un bon mot ?»<sup>12</sup>

En revanche, Johann Michael Af sprung, dans ses *Bemerkungen über die Abhandlung über die deutsche Litteratur, Frankfurt 1781*, est formel qu'un roi n'a pas le droit de se mêler de questions linguistiques :

....même si l'Empereur en personne avec tous ces électeurs ordonnait lors d'un Reichstag solennel d'écrire et de dire *gebena*, l'Empereur et les élec-

<sup>10</sup> Ayrenhoff, 1771, p. 377 ; Kästner, 1972, p. 29.

<sup>11</sup> dans une lettre à Voigts, 1781, cité après Kästner, 1972, p. 60 ; traduction A.S.

<sup>12</sup> *Gotthold Ephraim Lessings sämtliche Schriften*, hg. Karl Lachmann, (3) bes. Franz Muncker, Bd. 16, Leipzig (Göschen) 1902, p. 537.

teurs n'ont pas le droit de décider sur la langue parce qu'ils n'ont en revanche aucune obligation de faire des études linguistiques. <sup>13</sup>

Johann Friedrich Wilhelm Jerusalem, à peine plus connu que von Ayrenhoff – si ce n'est pour le triste fait qu'il s'agit du père du jeune homme dont Goethe raconte l'histoire dans son *Werther* –, répond dans sa *Lettre sur la littérature allemande*. Berlin, Decker (Imprimeur du Roi) 1781, à Frédéric en toute sérénité illocutoire :

Je ne suis pas en état de juger de l'harmonie musicale qui distingue une langue d'une autre. Comme la musique est pour moi plutôt un objet de sentiment, que d'analyse, j'ai toujours attribué ce qu'elle me faisait éprouver moins aux sons de la langue, qu'à l'expression énergique du poète & du compositeur. Il est vrai qu'on préférera toujours pour le chant la langue qui a le plus de voyelles, parce que le musicien pourra le mieux y développer la molle flexibilité & la force des ses organes. Mais aussi dans une langue trop molle la Musique doit perdre beaucoup, ne pouvant exprimer avec assés de succès un grand nombre de sentiments tendres ou forts que notre langue paroît savoir rendre très bien, pourvu que le poète la possède suffisamment & ait l'oreille assés délicate, & qu'aussi le compositeur saisisse bien le sens des expressions du poète. <sup>14</sup>

Il parvient à combiner son rejet des propos du roi sur la langue et la littérature allemandes avec des flatteries byzantines :

Mais c'est à l'époque à jamais mémorable dans les annales de l'Allemagne pour la gloire & la liberté de notre patrie, où Sa Majesté monta sur le throne que commence aussi l'époque heureuse de la Littérature allemande. La protection & les faveurs extraordinaires dont ce grand Prince avoit déjà honoré les sciences, encouragea le génie de notre nation à redoubler d'efforts pour les mériter, & depuis ce temps il a fait malgré les difficultés que son développement rencontroit encore, par la seule vigueur & la constance qui lui sont propres & au moyen d'une application infatigable, des progrès si rapides, que peut-être aucune autre nation avec toutes ses prérogatives n'en a fait de semblables en un pareil espace de temps; en sorte que notre langue n'est plus ce qu'elle étoit autrefois, une langue pauvre, rude & peu formée; mais peut être comparée à toutes les autres pour sa richesse & le leur disputer peut-être pour la force. <sup>15</sup>

---

<sup>13</sup> Afsprung, 1781, p. 7 cité après Kästner, 1972, p. 68.

<sup>14</sup> Jerusalem, 1781, pp. 27-28.

<sup>15</sup> Jerusalem, 1781, pp. 11-12.

Le père Jerusalem renonce à l'attitude perlocutoire du roi pour une illocutivité presque austinienne de différencier les fonctions de langue et parvient à réserver à l'allemand une place assez flatteuse et inattendue :

Suivant l'esprit de l'église protestante les chaires ne sont pas [...] le véritable lieu de l'éloquence véhémement & fleurie. [...] la simplicité, la clarté, une douce chaleur nous conduisent plus sûrement à (un véritable amour de Dieu) & touchent le cœur davantage que cette éloquence véhémement & fleurie qui échauffe l'imagination, mais dont les effets disparaissent aussi plus vite que les impressions que le cœur a reçues. <sup>16</sup>

### MACHIAVEL OU ANTI-MACHIAVEL ?

Le deuxième texte de Frédéric qui nous intéresse ici est son pamphlet déjà mentionné contre le texte perlocutoire type, son *Anti-Machiavel ou Essai de critique sur le Prince de Machiavel, publié par Voltaire. La Haye 1740*, donc datant d'une époque où il était dauphin et avait 28 ans. Ce livre met en parallèle son texte (pages paires) et celui de Machiavel (pages impaires).

Du point de vue linguistique, la question posée par Machiavel au ch. 17 est la plus intéressante,

de savoir, lequel vaut mieux d'être aimé, ou d'être craint. Je répons, qu'il faudroit être l'un & l'autre, mais d'autant que cela est difficile, & que par conséquent il faut choisir, il est plus sûr d'être craint. Car il est vrai de dire, que tous les hommes sont ingrats, inconstans, dissimulés, timides, intéressés. (...) Et tu périras pour avoir fait fond sur leurs paroles, & n'avoir pas pris de meilleures assurances. (...) D'où je conclus, que les hommes aimant à leur fantaisie, & craignant selon que le Prince veut-être craint, un Prince sage doit compter sur ce qui dépend absolument de lui. <sup>17</sup>

Frédéric y répond :

Je ne nie point qu'il y ait des ingrats, je ne nie point que la crainte ne soit dans quelques momens très puissante: mais j'avance que tout Roi, dont la politique n'aura pour but que de se faire craindre, regagnera sur de vils Esclaves; qu'il ne pourra point s'attendre à de grandes actions de ses Sujets; [...] qu'un Prince qui aura le don de se faire aimer, regnera sur les cœurs, puisque les Sujets trouvent leur propre intérêt à l'avoir pour Maître. <sup>18</sup>

<sup>16</sup> Jerusalem, 1781, pp. 16-17.

<sup>17</sup> Frédéric, 1740, pp. 109-113.

<sup>18</sup> Frédéric, 1740, p. 110.

Notre constat du perlocutionisme éclairé se confirme. Comme le dit Machiavel, la différence entre se faire craindre et se faire aimer est une différence de degré de difficulté : se faire craindre est du perlocutoire simple pour un monarque, se faire aimer et convaincre les sujets que leur statut est dans leur propre intérêt est du perlocutoire beaucoup plus délicat et raffiné – mais du perlocutoire néanmoins.

## DES FOUS ET DES SUISSES

Tournons-nous, pour mieux comprendre la langue et la linguistique du roi, maintenant vers l'entourage philosophico-fou du roi et vers leurs textes.

Commençons avec Voltaire. Dans ses *Mensonges imprimés*<sup>19</sup>, il écrit :

Il y a un homme dans l'Europe qui se leve à cinq heures du matin pour travailler à répandre la félicité sur quatre cens lieues de terrain : il est roi, législateur, ministre et général : il a gagné cinq batailles, et dans le sein de la victoire, il a donné la paix. Son pays a été enrichi, policé et éclairé par lui : il a fait ce qu'à peine d'autres princes ont tenté : il a terminé dans ses états l'art d'éterniser les procès, et a forcé la justice a être juste : il donne au moindre de ses sujets la permission de lui écrire, et si la lettre est digne d'une réponse, il daigne la faire (illo!). Ses délassements sont les occupations d'un homme de génie : je ne crois pas qu'il y ait en Europe un meilleur métaphysicien ; et s'il étoit né le contemporain et le compatriote des Chapelle, des Bachaumont, des Chaulieu, ces messieurs n'auroient pas eû la vogue. Philosophe et monarque, il connaît l'amitié ; enfin s'il persiste, il fera voir qu'il est possible que l'univers ait eu un Marc-Aurèle : ce que je dis-là n'est pas un mensonge imprimé.

Voltaire se montre beaucoup trop virtuose dans le jeu avec les illocutions pour être soupçonné de folie dans le sens d'impuissance illocutoire. Le troisième candidat après Voltaire et d'Argens est Poellnitz, le (seul) fou officiel du roi.

Gaxotte, le biographe français de Frédéric, imite le roi en faisant de Poellnitz un fou, un fou naturel qui ne le jouait pas mais l'était :

Si d'Argens aimait le repos, le vieux Poellnitz s'agitait pour dix. Né riche, il avait été page et gentilhomme de la chambre sous Frédéric Ier, puis il avait quitté la Prusse pour courir le monde, magnifique, besogneux, trépi-

---

<sup>19</sup> Voltaire, 1892, pp. 266-267.

dant, chéri des dames. Voltigeant de capitale en capitale, il laissa dans les tripots d'Amsterdam, de Londres et de Vienne la fortune de ses pères et l'argent qu'il gagna en écrivant des histoires secrètes. On le vit à Paris au temps du système, converti au catholicisme et conspirant avec Cellamare. Ensuite, il devint colonel en Espagne et se fit tonsurer en Italie pour obtenir un canonicat. Il reparut à Berlin luthérien et entrepreneur de fiacres. Il savait conter, amusait le roi par ses histoires et finissait toujours par tirer de lui l'argent nécessaire au paiement de ses dettes. En 1744, comme la somme était grosse, il se fit catholique et parla d'entrer au couvent. Frédéric, pour ne pas le perdre, apaisa les créanciers, mais en imposant au baron une capitulation en règle: 'Toutes les fois que vous serez à ma table, trouvant les convives de très bonne humeur, vous éviterez avec soin de prendre mal à propos le visage d'un cocu et vous chercherez plutôt [...] à soutenir et à augmenter leur joie.' Poellnitz avait inventé une omelette; il portait le titre de premier chambellan et il était membre de l'Académie.<sup>20</sup> A soixante-cinq ans, il brodait des bourses de satin et les envoyait aux dames dans l'espoir qu'elles les lui retourneraient remplies d'écus. Mais, sur ses vieux jours, il était moins recherché, parce qu'il s'oubliait parfois dans sa culotte.

21

La Préface au volume II des *Mémoires de Charles-Louis Baron de Pöllnitz*, 3 Bde. Lüttich: Demen (1734) montre clairement qu'il avait des problèmes avec les actes illocutoires demandés par ce type de texte :

On m'assure qu'une Préface est destinée à rendre compte au Public, des raisons qui ont engagé l'Auteur à composer son ouvrage. Qu'ensuite il doit avertir ce même Public, que c'est par complaisance pour ses Amis, & parce qu'il court des Copies très difformes de son Manuscrit, qu'il s'est résout de le mettre sous la presse. Et qu'enfin il doit conclure par un Placet, dans lequel il demande grace pour ses productions. Voilà ce qu'on m'a assuré être le plan d'une Préface : voyons maintenant si je pourrai le remplir.

Frédéric et son père Frédéric Guillaume I adoraient les fous savants. L'un d'entre eux, Salomon Jacob Morgenstern (†1785), rapporte le bon mot de Frédéric Guillaume : «Si l'on cherche un bouffon, on le trouve à l'université». <sup>22</sup>

A l'entourage de son père, le dauphin Frédéric a pu rencontrer deux de ces bouffons universitaires en même temps. L'un était Jacob Paul Freiherr von Gundling (1668-1731 ; frère du prof. Nicolaus Hieronymus Gundling à Halle), professeur d'histoire à l'Académie des chevaliers et lecteur du

---

<sup>20</sup> Le premier était le titre officiel du fou et le deuxième n'y contredisait pas.

<sup>21</sup> Gaxotte, 1972, pp. 329-330

<sup>22</sup> Nick, 1861, p. 248.

roi, qui se faisait le plaisir de le mettre en concurrence et en querelle permanente avec David Fassmann (1683-1744 ; ancien secrétaire du célèbre Prof. Franke à Halle).<sup>23</sup> C'est à Fassmann que le roi commanda un livre satirique *Le fou savant*<sup>24</sup>, livre pour lequel Fassmann se servit ouvertement de Gundling comme modèle.

Dans ce livre, il fournit une liste de caractéristiques du fou savant, dont plusieurs soulignent son penchant locutionnaire : «il aime citer, il adore les titres, il favorise la tradition écrite au détriment de l'expérience personnelle, il aime disputer sur des matières sans existence physique et il préfère le possible au réel (pp. E3v-E4r). Il n'a toute la vie jamais une opinion sur quelque chose car il ne s'occupe que des mots» (p. 26).

Gundling était, en somme, un lettreux comme nous, probablement plus érudit que spirituel – quoi qu'il me semble falloir de l'esprit pour savoir étudier ce qui échappe à l'empirie –, mais bon, cela nous arrive aussi, sans que cela soit considéré comme péché mortel dans nos académies.

Fassmann, quant à lui, était célèbre pour avoir transplanté en Allemagne le genre *Entretiens au Royaume des morts* auquel il a consacré une vingtaine de volumes épais.

Dans une série parallèle, les *Neu=entdeckten Elisäischen Felder*, il n'hésite pas à faire parler feu Gundling de lui-même et de ses malchances avec Fassmann. Il faut s'imaginer la chose : un fou du roi fait dire dans ses livres à son concurrent comment il faut voir l'un et l'autre. Peu surprenant, ce Gundling Fassmannien fait de l'autocritique et appelle l'auteur «l'homme que j'ai toujours considéré comme mon ennemi juré, avec quoi je lui ai fait tort».<sup>25</sup>

Aucun des professeurs faits bouffons par les rois de Prusse ne mérite ce traitement vu sa compétence illocutoire. Frédéric s'est donc attribué le titre de philosophe de Sans-soucis en disqualifiant ses concurrents. – Laissons le dernier mot au Professeur Fassmann, tout en revenant au sujet du début de ma petite contribution, la Suisse. Une Suisse longtemps avant Blocher, sans ambition ni de dictature ni de perlocutoire.

<sup>23</sup> cf. Karl Friedrich Flögel : *Geschichte der Hofnarren*, Liegnitz und Leipzig (Siegert) 1789.

<sup>24</sup> Der gelehrte Narr, Oder Gantz natürliche Abbildung Solcher Gelehrten, Die da vermeynen alle Gelehrsamkeit und Wissenschaften verschlucket zu haben, auch in dem Wahn stehen, dass ihres gleichen nicht auf Erden zu finden, wannhero sie alle andere Menschen gegen sich verachten, einen unerträglichen Stoltz und Hochmuth von sich spüren lassen; in der That aber doch selber so, wie sie in ihrer Haut stecken, Ignoranten, Pedanten, ja Ertz=Fantasten und tumme Gumpel sind, die von der wahren Gelehrsamkeit, womit die Weisheit verknüpfet seyn muss, weit entfernt. Freyburg 1729.

<sup>25</sup> Fassmann, 1735, p. 275.

Dans les *Gespräche zu dem Reiche derer Todten*, Fassmann fait le roi de France Louis XI se fâcher qu'on exige des princes de devenir esclaves de leurs mots. Selon lui, un souverain qui n'a à craindre personne ni à rendre compte à personne, n'a pas d'autre profit de n'avoir qu'une parole que le fait qu'on dira de lui qu'il tient ses promesses.

Son interlocuteur, le sultan Zizim, fait justement l'éloge de cette éloge – qu'il réserve aux Suisses. Louis n'est pas (con)vaincu :

Les Suisses en parlent à leur aise, ils ont l'habitude de tirer profit de leurs alliances, donc cela leur est facile de les tenir. Cependant, on pourrait se demander si c'est juste qu'une nation reformée cède à une puissance de religion contraire des soldats pour argent pour faire la guerre à une autre nation reformée.

Zizim:

Ce n'est pas cela notre sujet, mais seulement la question s'il faut tenir la parole, attitude à laquelle les Suisses doivent leur gloire.

Louis:

Soit! Qu'ils gardent cette gloire, et moi pour ma part consens que dorénavant chacun qui tient sa parole porte le nom de Suisse.<sup>26</sup>

© Alexander Schwarz

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AFSPRUNG, Johann Michael, 1781 : *Bemerkungen über die Abhandlung über die deutsche Litteratur*, Frankfurt.
- AUGSTEIN, Rudolf, 1968 : *Preussens Friedrich und die Deutschen*, Frankfurt : Fischer.
- AUSTIN, John L., 1970 : *Quand dire, c'est faire*, Paris : Seuil.
- AYRENOFF, Cornelius von, 1789 : *Schreiben an den Herrn Grafen Max von Lamberg*, in : *Sämmtliche Werke* 3, Wien/Leipzig, pp. 367-392.

---

<sup>26</sup> Fassmann, 1718-1740, vol. 6, pp. 697-699. Traduction A.S.

- BURKE, Peter, 1981 : *Helden, Schurken und Narren*, Stuttgart : Klett-Cotta.
- FASSMANN, David, 1729 : *Der gelehrte Narr*, Freyburg.
- FASSMANN, David, 1718-1740 : *Gespräche zu dem Reiche derer Todten*, Leipzig : Cörus.
- FASSMANN, David, 1735 : *Neu=entdeckte Elisäischen Felder*, Frankfurt et Berlin : s.n..
- FLÖGEL, Karl Friedrich, 1789 : *Geschichte der Hofnarren*, Liegnitz et Leipzig : Siegert.
- (FREDERIC, Dauphin de Prusse,) 1740 : *Anti-Machiavel ou Essai de critique sur le Prince de Machiavel*, publié par Voltaire, La Haye : van Duren.
- FREDERIC II, Roi de Prusse, 1780 : *De la Littérature allemande ; des défauts qu'on peut lui reprocher ; quelles en sont les causes ; et par quels moyens on peut les corriger*, Berlin : G.J. Decker, Imprimeur du Roi.
- GAXOTTE, Pierre, 1972 : *Frédéric II*, Paris : Fayard.
- HABERMAS, Jürgen, 1988 : *Theorie des kommunikativen Handelns*, 2 vols., Frankfurt : Suhrkamp.
- JERUSALEM, Johann Friedrich Wilhelm, 1781 : *Lettre sur la littérature allemande*, Berlin : Decker, Imprimeur du Roi.
- KÄSTNER, Erich 1972 (= thèse Leipzig 1925) : *Friedrich der Große und die deutsche Literatur*, Stuttgart : Kohlhammer.
- NICK, Friedrich, 1861 : *Die Hofnarren, Lustigmacher, Possenreisser und Volsknarren*, Stuttgart : Scheible.
- SLOTERDIJK, Peter, 1983 : *Kritik der zynischen Vernunft*, 2 vols., Frankfurt : Suhrkamp.
- VOLTAIRE, François Marie Arouet de, 1892 : «Mensonges imprimés», in: Erich Schmidt (éd.) : *G.E. Lessings Übersetzungen aus dem Französischen Friedrichs des Großen und Voltaires*, Berlin : Erich Schmidt.

## La langue, le pouvoir et le corps

Patrick SERIOT  
*Université de Lausanne*

On peut résumer la question des rapports entre l'individu et la société de la façon suivante : 'Comment un homme est-il à la fois différent de tous les autres hommes, semblable à certains hommes et semblable à tous les hommes?'

(*Encyclopedia Universalis*, art. «Individu et société»)

La linguistique soviétique des années 1920-1930 n'est pas un discours autiste, figé, monocorde, mais au contraire un vaste champ d'investigations et d'expérimentations, bigarré, contradictoire et paradoxal. Loin de se contenter de baliser les voies d'une politique, elle a, entre autres buts, celui de repenser les rapports entre l'individu et la collectivité. Certes, ses objectifs sont souvent pratiques : œuvrer à «liquider l'analphabétisme» (*likbez*), à créer des alphabets, à normaliser des langues de littérisation récente. Mais derrière ces tâches à la fois grandioses et terre à terre se profile une réflexion de caractère anthropologique de première importance, qui n'a sans doute pas été envisagée dans toutes ses dimensions.

Au nom du dépassement de la «crise de la linguistique bourgeoise», de nombreuses tentatives sont faites pour passer de la psychologie individuelle à une «psychologie sociale», sur une échelle de valeurs parfaitement explicite : tout ce qui est collectif est valorisé, au détriment de ce qui est individuel. Or il y a plusieurs façons de construire la collectivité comme objet de discours. Bien vite des tensions très fortes apparaissent autour de la définition des groupes, de leur degré de détermination par rapport à l'individu, mais aussi des limites *latérales*. Le groupe peut être vertical : la nation toute entière, avec ses différentes classes, parlant de différentes façons la *même* langue, ou bien horizontal : une immense classe sociale (par

exemple les prolétaires du monde entier, sans référence à l'appartenance nationale, qui expriment un *même contenu*, indépendamment de leur mode d'expression). Une troisième solution est l'émiettement extrême des groupes. On étudie alors la langue des paysans de tel village, la langue des ouvriers de telle ville, voire de telle usine ou atelier, etc.

De Marr à Staline, de Vološinov à Danilov, plusieurs conceptions du rapport langagier de l'individu au groupe s'affrontent, parfois dans des débats violents, parfois dans le silence. Mais cette période cruciale du discours sur la langue en URSS présente l'intérêt de poser des questions fondamentales sur le rapport langue / société, langue / espace politique, pouvoir / institutions linguistiques, et de déboucher ainsi sur une interrogation anthropologique : tout groupe ne peut être groupe (et pas collection d'individus) que par le lien — ténu ou dense, souvent plus hétérogène qu'homogène — d'une pratique singulière : la langue.

Or, quelque chose de l'ordre d'un renversement radical a eu lieu à l'époque stalinienne. Ce phénomène, que L. Trotsky appelait le «Thermidor stalinien»<sup>1</sup>, a été étudié dans l'histoire de la philosophie<sup>2</sup>, mais, à ma connaissance, pas dans le domaine du discours sur la langue<sup>3</sup>. La thèse que je voudrais soutenir ici est que le «retour au bon sens» de l'intervention de Staline en linguistique en 1950 a certainement beaucoup plus à voir avec une vision totalitaire de la société que les théories hyper-sociologistes de la période précédente, aussi bien du côté marriste que de celui du *Jazykfront* ou de leurs épigones.

C'est par opposition à cette période de tensions extrêmes des années 1920-30 qu'on va tenter, enfin, d'établir que le «totalitarisme mou» de la

---

<sup>1</sup> L. Trotsky : «Thermidor et bonapartisme», 26 novembre 1930, sans indication de source, disponible sur :

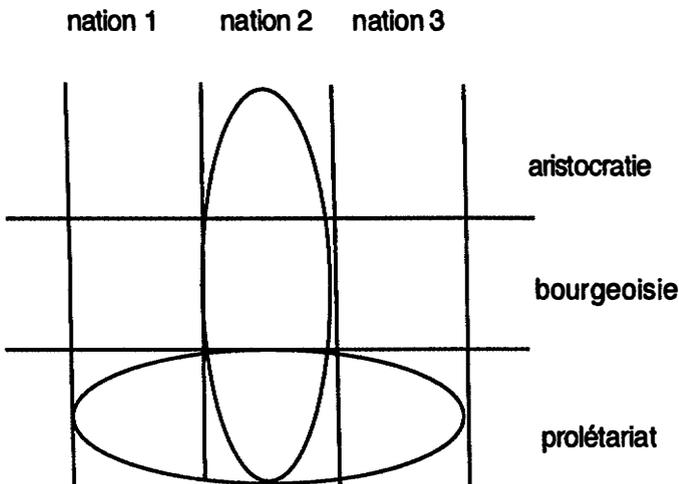
<http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/11/301126a.htm>.

<sup>2</sup> Cf. Zapata, 1983.

<sup>3</sup> Par «discours sur la langue» on entend ici un domaine beaucoup plus vaste que la linguistique proprement dite, en tant que discipline scientifique délimitée et définie professionnellement et sociologiquement dans les universités et à l'Académie des sciences. Il s'agit de l'ensemble hétéroclite des textes qui n'ont de commun que le fait de contenir le mot «langue». Tout texte de loi sur la planification linguistique, tout manifeste poétique, toute rêverie utopique sur une langue universelle, toute introduction à une grammaire parlant de la beauté ou de la supériorité de la langue étudiée, tout texte littéraire portant des jugements sur la façon dont parlent certaines personnes ou sur l'impossibilité de dire certaines choses dans une langue ou une autre, sont partie intégrante de ce corpus aux frontières floues. Le «discours sur la langue» a ceci de particulier en Russie d'être extrêmement sensible à l'insécurité identitaire et aux tensions qu'elle provoque. Le présent travail s'inscrit dans une recherche plus large, qui étudie le discours sur la langue en Russie comme révélateur des courants de fond qui traversent la culture russe.

période brejnévienne est sans doute le plus pernicieux, et de mettre ainsi à mal des représentations forgées *a posteriori*.

Les années 1920 avaient commencé en URSS par une crispation entre deux modèles antithétiques et réducteurs : le *psychologisme* (pour Baudouin de Courtenay et Šaxmatov, la langue n'existe que dans la parole des individus, et l'idée de langue nationale n'est qu'une abstraction sans aucun fondement dans la réalité<sup>4</sup>) et le *sociologisme* (pour Vološinov la structure de la parole est elle-même posée comme intégralement et exclusivement d'ordre *social*). Très vite, cependant, un consensus se dégage autour de l'idée que l'individu n'existe qu'en tant qu'*être social*. Mais c'est la définition même du groupe qui faisait alors problème. Entre la limite haute (l'humanité, terme trop généralisant, trop abstrait, anti-historique) et la limite basse (l'individu, autre abstraction désincarnée, détachée de ses conditions socio-historiques d'existence), le seul mode *réel* d'être des humains est déclaré être le *groupe*.



Le problème des limites ne concerne pas seulement les contours extérieurs, mais également la constitution interne de la collectivité. On aime-

<sup>4</sup> «La langue n'existe que dans les cerveaux individuels, dans les oreilles et le psychisme des individus, ou personnes, constituant une communauté linguistique donnée. La langue d'une ethnie, ou langue nationale, est pure abstraction, une construction généralisante créée à partir de toute une série de langues réellement existantes. Une telle langue ethnique, ou nationale, est faite de la somme des associations des représentations linguistiques avec les représentations extra-linguistiques, associations qui ne sont propres qu'aux individus, et, dans un sens abstrait, à titre de moyenne, également aux peuples et aux ethnies.» (Baudouin de Courtenay, 1904).

rait étudier ici le passage entre deux représentations de l'identité collective dans le discours sur la langue en URSS : de la division à l'unité monolithique, de l'hétérogénéité à l'homogénéité, de la lutte de classes à l'unanimité angélique. Autrement dit, lire les linguistes pour y déchiffrer une société se pensant elle-même. Dans les 2 cas, c'est l'image du groupe comme *corps* qui est en jeu.

Mais le passage entre les 2 pôles de l'opposition n'est pas une stricte chronologie, comme l'affirme la critique trotskyste, tout au plus peut-on dégager des *dominantes* à différentes époques, en une chronologie non-linéaire.

## 1. LA LANGUE MULTIPLE, OU LA SOCIÉTÉ DIVISÉE

### 1.1. EVOLUTIONNISME ET THÉORIE DES SURVIVANCES

Dès le début des années 1920 commencent à apparaître des travaux en linguistique portant des titres tels que «La composition sociale de la langue russe contemporaine»<sup>5</sup>. Cela n'empêche pas des ouvrages traditionalistes de continuer de paraître (le livre *Questions fondamentales de la linguistique*, de P. Buzuk, paru en 1924, est un exemple d'approche psychologique la plus traditionnelle, dans la lignée de Potebnja)<sup>6</sup>. Mais de plus en plus nombreux sont les articles qui ont pour but de montrer comment la langue russe, en cette «période de transition vers le socialisme», est traversée par la lutte des classes. Le discours sur la langue colle de près à l'approche différentielle, «marxiste», de la société : si la société russe soviétique est *encore* divisée en classes antagonistes, il est normal de chercher des traces et des conséquences de cette division dans la langue elle-même.

Dans ce genre de travaux, la société soviétique russophone est tout sauf homogène. Mais un point particulier est à dégager : la cohabitation de classes diverses n'est autre que la coexistence de couches temporelles différentes. En dehors de la classe dominante il y a *survivance* d'anciennes classes correspondant à d'anciens modes de production, en même temps

<sup>5</sup> Les travaux des années 1920 sur la division sociale de la langue, ou «dialectologie sociale», sont très nombreux. Certains titres ressemblent étonnamment aux travaux de sociolinguistique produits dans le monde francophone dans les années 1970 : en plus de Danilov, 1929, cf. Vinokur, 1923, 1924; Jakubinskij, 1924, 1930; Šor, 1926; Sergievskij, 1927; «Čto čitajut...», 1928; Špil'rejn, 1929; Žirmunskij, 1929, 1930; Ivanov & Jakubinskij, 1930.

<sup>6</sup> Buzuk, 1924. Il s'agit de la seconde édition d'un ouvrage paru en 1918 à Odessa sous le titre de *Očerki po psixologii jazyka* [Essais sur la psychologie du langage].

qu'un embryon de nouvelles forces productives. C'est ainsi que la division, vestige d'un état ancien de la société, est considérée comme une anomalie, appelée à disparaître lors de l'inéluctable passage au socialisme, et jamais une condition nécessaire de la socialité.

Ainsi, pour Jakubinskij la paysannerie russe au début du XXème siècle est une classe-survivance, qui cherche à s'adapter à un mode de production nouveau. Elle est isolée, éclatée. Mais le mode de production capitaliste arrive à la campagne, détruisant le vecteur superstructurel traditionnel de communication (la «langue de la paysannerie») et apporte sa propre superstructure : la langue des relations du marché capitaliste.

L'histoire de la langue de la paysannerie sous le capitalisme est l'histoire de l'adaptation linguistique active de la paysannerie aux relations langagières du capitalisme. (Jakubinskij, 1930, p. 85)

Si la langue est une superstructure, il est normal que cette superstructure se modifie à mesure que se modifie la base économique. Mais le «Grand Tournant» de 1929 est aussi un glissement terminologique important. A partir des années trente, on s'emploie moins à décrire les usages de parties de la population qu'à élaborer un objet encore à construire : la nouvelle «langue littéraire», qui, de langue des travailleurs, ou langue du prolétariat, va bientôt devenir la langue du peuple russe tout entier, puis celle de la nation russe.

En changeant notre milieu, nous nous changeons nous-mêmes. L'ouvrier et le kolkhozien de notre Union [Soviétique, P.S.], en abattant les anciennes formes de vie, en construisant l'Etat socialiste, en même temps se transforment eux-mêmes. Les formes de la vie quotidienne et de la langue se modifient, la vision du monde se transforme. [...]

De nos jours, la langue de la culture ancienne, appelée langue littéraire, est entrée dans une telle décrépitude, est devenue si insuffisante, qu'elle ne peut plus répondre à toutes les demandes des masses ouvrières et paysannes en matière de langue.

L'étude et la collecte de la langue ouvrière et paysanne donnera à nos écrivains, dramaturges, enseignants et travailleurs sociaux de toutes sortes de grandes possibilités pour utiliser de la façon la plus large la langue authentique des travailleurs.

Bien sûr, il y a dans cette langue beaucoup de choses superflues, malades, contre lesquelles il faut lutter.

Tout cela rend indispensable de constituer des dictionnaires de la langue ouvrière et paysanne vivante. (Mirtov, 1931, p. 191)

## 1.2. LA DIALECTOLOGIE SOCIALE

On assiste à Moscou à la fin de 1930 au dernier sursaut d'une opposition au marrisme au nom du marxisme et de la «méthodologie correcte» : il s'agit du groupe de linguistes appelé le *Jazykfront* («Front linguistique», sur le modèle du *Litfront*, ou «Front littéraire»). Ses membres, tous jeunes<sup>7</sup>, partageaient avec les marristes un certain nombre de positions sur la nature du langage : la langue est une superstructure, elle a un caractère de classe. Leur argument principal consiste à considérer la parole contemporaine comme seul objet légitime de l'analyse linguistique (c'est pour cela qu'ils rejetaient les recherches «paléontologiques» des marristes). Ils insistaient sur les *faits empiriques* comme point de départ de toute analyse, dans une perspective qu'on appellerait aujourd'hui «sociolinguistique», mais avec une orientation pratique, revendiquant un rôle actif et pratique des linguistes dans la construction du socialisme. Ainsi G. Danilov cherche-t-il à tout prix à mettre au jour des particularités de la langue des prolétaires qui soient absentes dans celle des autres classes, tout particulièrement celle des ouvriers de choc (*rabočie-udarniki*). Il est évident pour lui qu'à la division de la société *correspond* la division de la langue. Revendiquant explicitement une rupture avec le travail traditionnel des linguistes, qui ne cherchaient qu'à reconstituer l'état le plus ancien d'une langue, il consacre son travail à étudier la division sociale en synchronie. Pendant l'été 1927 il effectue une enquête dans le bourg de Beliki, région de Poltava en Ukraine<sup>8</sup>.

Son but est d'«appliquer, en analysant l'un des nombreux parlers ukrainiens, la méthode d'étude marxiste des processus langagiers, [...] de fixer les processus langagiers caractéristiques de l'époque où nous vivons, celle de la Révolution d'Octobre» (p. 163). Mais il ne se contente pas d'un simple enregistrement empirique des faits :

nous nous étions fixé pour tâche de donner à ces faits une explication scientifique (montrer, avant tout, comment parfois la langue sert de porte-voix à la classe sociale et d'instrument dans la lutte de classe, pour, en fin de compte, indiquer les perspectives générales d'évolution de chaque parler (*ib.*).

---

<sup>7</sup> Le principal représentant du *Jazykfront* était G.K. Danilov (1896-1937), membre du PC depuis 1917 et doctorant de Polivanov. Parmi les plus connus on trouve T.P. Lomtev (1906-1972) et J.V. Loja (1896-1969).

<sup>8</sup> Publiée dans Danilov, 1929. Il est à noter que tous ces textes sont quasiment méconnus en dehors du domaine russe. Aucun n'est mentionné dans une anthologie de la sociolinguistique comme Hymes, 1964.

Danilov reçoit l'appui des fonctionnaires locaux du Parti et des instituteurs du village, qui l'aident à trouver des «représentants typiques» de chaque classe sociale représentée dans le village : essentiellement des paysans pauvres (*bednota*) et des paysans riches (*kulaki*), classés en fonction de leur rapport au travail (les uns sont exploités, les autres exploitent le travail d'autrui). On notera la définition *a priori* des «représentants typiques» (que Danilov appelle les «clients» de son enquête : *klienty*). Il pratique deux séances de deux heures d'entretien pour chaque «représentant typique», informé des buts de l'enquête, et prié de raconter sa biographie. Danilov note le degré d'instruction de ses «clients», leur situation sociale, leurs biens, leurs éventuels défauts de prononciation, leur façon de s'habiller, etc. Il note «auprès des représentants de quel groupe social est en usage tel ou tel fait de langue». Il utilise également les documents écrits qui se rapprochent de l'oralité : autobiographies des candidats à l'entrée au Parti, originaux des articles destinés aux journaux muraux. Ces 25 entretiens ont été vérifiés par «les membres de l'intelligentsia locale, vivement intéressés par la culture de la langue» (p. 165). Au bout de deux mois d'enquête Danilov a rassemblé un matériau lui permettant de mettre en évidence les «divisions de classe dans le parler étudié» dans le domaine du lexique, de la syntaxe et du style.

On se heurte bien sûr aux limites classiques de ce genre d'enquête : il n'y a aucune possibilité de *prouver* que les listes de mots et d'expressions rencontrées sont *typiques* des groupes sociaux qu'il a définis *a priori* : même si ses «clients» ne sont pas considérés comme des individus, mais des «représentants typiques», il n'a devant lui que des *unités*, sans la moindre enquête statistique. La *typicité* est donnée à l'avance, elle n'est pas le produit d'une investigation.

Cet article rencontra immédiatement après sa parution une opposition virulente<sup>9</sup>. Or ce ne sont pas des considérations de méthode qui la motivent, mais toujours cette même interrogation sur les limites du groupe. Il est reproché à Danilov son «fatalisme» lorsqu'il ne fait qu'«enregistrer» le fait que le prolétariat et l'appareil du Parti en Ukraine utilisent le russe et non l'ukrainien. Pour Vol'fson, Danilov, sous ses allures «radicales», ne fait qu'encourager une politique de russification, donc chauvine, à l'égard du prolétariat ukrainien, alors qu'une position authentiquement marxiste est de faire tomber les barrières entre le prolétariat ouvrier et les masses paysannes, entre les villes et la campagne : il faut que les ouvriers et l'appareil du Parti «assimilent la langue de la campagne» (en Ukraine, en Biélorussie), qu'ils «apprennent la langue natale (*rod-*

---

<sup>9</sup> Vol'fson, 1930; Kaganovič, 1931.

*nojazyk*) de la paysannerie»<sup>10</sup>. C'est la politique de «l'alliance» (*smyčka*) dans le domaine linguistique.

Mais, comme souvent, les adversaires partagent les mêmes présupposés. S. Vol'fson, membre de l'académie de Biélorussie, attaque Danilov sur la question des langues des minorités, en l'occurrence le biélorussien. Dans la première partie de l'article il tient une position violemment anti-puriste : la langue nationale est une fiction (cf. N. Marr), dans chaque langue il y a deux langues, tout comme dans chaque nation il y a deux nations (Lénine), et la langue est le reflet de la structure de la société :

Les changements dans la langue pendant les périodes révolutionnaires reflètent la nouvelle répartition des rapports de force entre les classes et le passage de l'hégémonie sociale d'une classe à une autre. (Vol'fson, 1930, p. 10)

Un des aspects les plus intéressants de l'article est l'insistance sur le fait que la sémantique n'est pas uniforme dans la langue : *les mots changent de sens en fonction de l'idéologie de ceux qui les emploient*<sup>11</sup>.

Les lignes de fracture linguistique à l'intérieur d'une société de classes ne disparaissent jamais. Aux époques où 'la taupe de la lutte de classes' sape les tréfonds de la société, ces lignes de fracture sont l'une des nombreuses barrières permettant aux classes dominantes de s'isoler des couches sociales inférieures. Les mêmes mots acquièrent dans la langue nationale un sens différent en fonction de la domination dans cette nationalité d'un groupe social ou d'un autre. (Vol'fson, 1930, p. 10)

Ainsi, pendant la Révolution française, le mot «patriote» signifiait «sujet du Roi» pour les aristocrates, mais «ami du peuple» pour les révolutionnaires. Pendant la guerre civile en Russie, les Blancs emploient le mot «tovarišči» ('camarades') de façon méprisante pour désigner les communistes, lesquels emploient au contraire ce même mot de façon laudative pour désigner les membres de leur parti. On reconnaît la perspective de P. Lafargue, dont la brochure «La langue française pendant et après la Révolution» (1894) est traduite en URSS en 1930.

Le tournant des années 1920-1930 est fait de coups de boutoir et de va-et-vient dans la construction des objets du discours sur la langue. Mais la direction d'ensemble se précise dans la première moitié des années 30 :

---

<sup>10</sup> Vol'fson, 1930, p. 15.

<sup>11</sup> A une distance de cinquante ans, c'est la thèse essentielle de Michel Pêcheux et des chercheurs qui l'entouraient, cf. Pêcheux, 1975.

le passage de la division à l'indivision, de l'hétérogénéité à l'homogénéité se manifeste tout particulièrement dans le thème du «peuple» (*narod*), qui, de *partie*, devient *Tout*, dans le glissement d'une définition sociale à une définition nationale.

Ainsi, Žirmunskij étudie les problèmes de langue dans les sociétés capitalistes<sup>12</sup>, il ne se risque pas, comme Jakubinskij ou Vol'fson, à aborder le problème épineux de la société soviétique elle-même. Pour lui il semble clair qu'une société sans classes ne peut plus avoir de division linguistique. Mais ce groupe serait-il le prolétariat mondial, une nation socialiste, ou bien la nation toute entière, en tant que telle?

La société capitaliste, de par sa division essentielle en deux classes antagonistes, ne peut être que bilingue :

L'observation directe de la société capitaliste contemporaine nous montre de façon patente qu'y est présente une différenciation conditionnée par les rapports de classe. A côté de la langue des classes dominantes, qui est la langue dominante de cette société, on trouve d'autres dialectes sociaux : les divers parlars paysans, le langage populaire (*prostorečie*) des petits bourgeois des villes, la langue dialectalement marquée des ouvriers. En fait, le trait caractéristique de l'évolution langagière de la société capitaliste est son *bilinguisme* fondamental : à la langue unie de la classe dominante (langue «commune», «nationale», «littéraire», selon une terminologie qui n'est pas encore suffisamment établie) s'opposent les dialectes territorialement divisés (*razdroblennye*) des groupes sociaux en situation de subordination (la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine, en partie le prolétariat, surtout à l'aube de son développement, quand il n'a pas encore perdu ses liens de mode de vie avec la paysannerie et la petite bourgeoisie). (Žirmunskij, 1936, p. 6)

Si tous les auteurs de l'époque sont d'accord sur le fait qu'à société divisée correspond nécessairement une division de la langue, ce qui rend inutilisable par principe la notion de langue nationale, en revanche, le problème n'est pas simple de savoir si la société soviétique (et la *nation* russe) est *déjà* une société sans classe, donc avec une langue littéraire unique, ou *encore* une société de classes antagonistes. Dans ce dernier cas, il faut à la fois étudier les *différentes langues dans la même langue*, et œuvrer à construire la nouvelle langue littéraire de la nouvelle classe hégémonique. Là encore, deux options : deux langues différentes, ou deux variantes de la même langue? Pour Vol'fson ou Jakubinskij, il est clair qu'il

---

<sup>12</sup> Il fait remarquer, par exemple, ce fait étonnant que la langue de la classe dominante est en même temps la langue officielle de l'Etat, «objet d'enseignement en tant que langue maternelle (*rodnoj jazyk*), même dans les cas où, en réalité, la langue maternelle des enfants est le dialecte local (par exemple dans les écoles de village)» (*ib.*, p. 7)

s'agit bien de langues et non de variantes : les paysans biélorusses parlent une autre langue que les prolétaires, il va donc falloir *construire* une langue nouvelle pour lui donner un *contenu* nouveau, prolétarien, soviétique.

'Envisager la langue d'une culture nationale comme la pratique langagière maternelle de masse de toute la population, affirme N. Marr, est non scientifique et irréaliste. La langue nationale en dehors de son appartenance sociale, de classe, est à l'heure actuelle une fiction'<sup>13</sup>. Si, selon Lénine, 'dans chaque nation il y a deux nations', nous avons toutes les raisons de dire que dans chaque langue il y a deux langues. (Vol'fson, 1930, p. 12-13)<sup>14</sup>

L'identité de langue des différentes classes sociales d'une même nation ne pourrait être réalisée qu'à condition que ces classes soient anéanties, ce qui est impossible sous le capitalisme. La différence dans la psychologie et l'idéologie de classe de la société de classe ne peut que déterminer les langues des différentes classes en tant que langues différentes, parce que la langue n'est pas seulement un moyen technique d'expression et de transmission des idées et des sentiments, mais avant tout un fait appartenant à la psychologie et à l'idéologie. (Ivanov et Jakubinskij, 1920, p. 62)

Au fur et à mesure qu'on avance dans les années trente se manifeste une confusion constante entre langue de classe et langue littéraire de la classe hégémonique, bientôt appelée le «peuple tout entier».

Nos écrivains débutants ne pourront être des participants conscients de l'histoire contemporaine de la langue russe ni la diriger (or c'est précisément ce qu'ils doivent faire) sans se faire une idée claire du fondement de classe des processus qui se font jour actuellement dans la langue russe, et en particulier de la composition de classe du russe contemporain. (Jakubinskij, 1930, p. 80)

---

<sup>13</sup> Marr, 1928, p. 142.

<sup>14</sup> Vol'fson fait ici allusion à un célèbre texte de Lénine écrit en 1913 : «Kritičeskie zametki po nacional'nomu voprosu» [Remarques critiques sur la question nationale] : «Il y a deux nations dans chaque nation moderne, dirons-nous à tous les sociaux-nationalistes. Il y a deux cultures nationales dans chaque culture nationale. Il y a la culture grand-russe des Puriškevič, des Gučnov et des Struve, mais il y a aussi la culture grand-russe qui est caractérisée par les noms de Černyševskij et de Plexanov. Il y a ces mêmes deux cultures dans tout ce qui est ukrainien (*v ukrainstve*), tout comme en Allemagne, en France, en Angleterre, chez les juifs, etc.» (OC., t. XVII, s.d., p. 143).

## 2. LA LANGUE-UNE : LE RETOUR A L'ORDRE (DU CORPS)

Peu à peu la division (interne) est évacuée dans l'altérité (externe), au profit d'un discours unanimiste : le «peuple tout entier» parle une langue unique : la langue nationale, qui va bientôt devenir la langue *littéraire* nationale. Les cloisons horizontales sont abolies au profit des limites verticales.

Ce passage de la classe à la nation en tant qu'objet privilégié du discours sur la langue est celui de la division à l'union, ou plutôt à une totalité indivise<sup>15</sup>.

La nation, à l'époque stalinienne, puis brejnévienne, est constituée comme un espace politique homogène, non-contradictoire, non scindé en groupes antagonistes, non clivé, en parfaite coïncidence avec lui-même, où les individus sont en fusion totale avec le groupe, sans regroupements internes, sans intermédiaires, et en division absolue avec un Autre pensé comme parfaitement extérieur. C'est une nouvelle topologie qui se crée : un prolétaire russe est ainsi russe avant d'être prolétaire, alors que dans les années 1920 c'était l'inverse.

Cette nouvelle période du discours sur la langue en URSS conserve bien des similitudes avec la précédente, en particulier la survalorisation du collectif au détriment de l'individuel. Ce sont les limites extérieures de la collectivité qui vont changer, mais pas la fascination pour le collectif. Ainsi, en 1929, Meščaninov inscrit l'ordre d'apparition des pronoms personnels dans l'histoire du passage de la propriété collective à la propriété privée :

Les pronoms personnels et la notion de singulier sont liés à la perception individuelle de la personne, c'est-à-dire à un phénomène tardif de la vie sociale. Les pronoms personnels ont été précédés par des pronoms possessifs indiquant non pas l'appartenance à des personnes individuelles, mais à une collectivité dans sa totalité. Du reste, ces pronoms, les premiers à être apparus, ne sont nullement initiaux, ils sont étroitement liés à la prise de conscience de la représentation du droit de propriété. (Meščaninov, 1929, p. 87)

Mais le plus étonnant est sans doute maintenant le discours continuiste, qui va chercher dans la linguistique russe de l'époque romantique la caution de cette survalorisation du principe collectif. Ainsi Gorki, dont un texte de 1909 est constamment cité à partir de la fin des années 30 :

Le peuple n'est pas seulement la force qui crée toutes les valeurs matérielles, il est la source unique et inépuisable des valeurs spirituelles. [...]

---

<sup>15</sup> Sur le fait que toute société, même «artificielle» comme celle des espérantistes, ne peut être viable que du fait même de sa division incessante, cf. Michéa, 1979.

Dans le mythe et dans l'épopée, tout comme dans la langue, le moteur principal de notre époque, se manifeste de façon nette la création collective du peuple tout entier, et non pas l'opinion individuelle d'un seul individu. 'La langue, dit Buslaev<sup>16</sup>, était une partie intégrante, essentielle, de cette activité indivise dans laquelle chaque personne prend une part vivante, mais sans se distinguer encore de la masse compacte du peuple tout entier'.

Que la formation et la construction de la langue soit un processus collectif, cela est établi de façon irréfutable et par la linguistique, et par l'histoire de la culture. (M. Gorki : «Razrušenie ličnosti» (1909), p. 26-27, repris dans *Sobr. soč. v 30 t.*, t. 24, M. : Goslitizdat, 1953, p. 26-27)

Ce peuple tout entier, à partir de la fin des années 30, puis à l'époque brejnévienne, va être supposé parler la langue unique de la nation : la «langue littéraire russe». Toute division est évacuée dans l'altérité, au profit d'un discours unanimiste.

## 2.1. L'AMOUR

Que la «grande langue russe», dans les écrits para-linguistiques soviétiques de l'époque brejnévienne, soit un objet d'amour, innombrables sont les citations qui le peuvent attester. Mais l'URSS n'est pas composée des seuls russophones, et cet amour peut recouvrir des attitudes qu'il n'est pas indifférent d'opposer.

### 2.1.1. LE RUSSE, LANGUE MATERNELLE DES RUSSOPHONES

L'amour de la langue maternelle peut naître de la lecture d'un livre de grammaire, qui conjoint alors dans un même mouvement l'amour et la connaissance de l'objet étudié :

Ce livre suscite l'intérêt envers la langue russe, l'amour de la langue russe. (Prokopovič *et al.*, 1972, p. 6)<sup>17</sup>

---

<sup>16</sup> Fedor Ivanovič Buslaev, 1818-1897, professeur de linguistique slave à l'Université de Moscou de 1847 à 1881.

<sup>17</sup> On pourrait multiplier à l'infini les injonctions à l'amour de la langue, dans bien d'autres pays, et principalement (mais pas uniquement) dans des périodes «autoritaires». Ainsi pour l'Allemagne de Bismarck, Andrée Tabouret-Keller (1996, p. 331) rapporte que chaque mois un prix de 40 marks était attribué à l'auteur d'un travail traitant de matière excellente de l'enseignement de l'allemand à l'école. En 1893 le premier article récompensé était intitulé «Was hat der Lehrer an der zweisprachigen Schule zu tun, damit seine Schüler die deutsche Sprache lieb gewinnen und gern gebrauchen?» [Que doit faire le maître d'une école bilingue pour que ses élèves prennent goût à la

Mais, aboutissement de l'étude, l'amour de la langue est en même temps une condition d'accès à l'objet :

Pour assimiler ces ressources linguistiques, pour savoir utiliser ces possibilités du russe, il faut étudier sans relâche la langue russe, s'efforcer de pénétrer l'essence de ses lois, d'en prendre pleinement conscience, et, cela est l'essentiel, aimer cette langue. (Šermuxamedov, 1980, p. 210)

Enfin, cause et conséquence du savoir, l'amour se nourrit, se soutient de l'étude de l'objet-langue :

Souvenez-vous que le véritable amour de la langue russe est impossible sans de profondes et vastes connaissances de cette langue, sans une acquisition constante et persévérante de ses richesses de sens et d'expression. (Ljustrova, 1982, p. 154)

La «langue maternelle» en russe se dit *rodnoj jazyk*, qu'on pourrait traduire littéralement par «langue natale». *Rodnoj*, en effet, est lié à *rod*, «lignée», «race», «tribu», «clan», «souche» (cf. latin *gens*, grec *genos*), base de dérivation commune à un grand nombre de vocables fréquemment usités dans un discours sentimental et patriotique : *roždenie* «naissance», *roditeli* «parents», *rodina* «patrie», *narod* «peuple», et tous les syntagmes formés avec l'adjectif *rodnoj* : *rodnaja reč'* «le parler natal», *rodnoe slovo* «le Verbe natal», *rodnaja strana* «le pays natal», *rodnoj kraj* «la région où l'on est né», *rodnaja literatura* «la littérature nationale», etc. Certaines redondances ne sont pas à exclure : *rodnoj narod* «son propre peuple». On peut trouver, dans un discours aux accents nationalistes *rodnoj sintaksis* «la syntaxe de la langue maternelle». L'adjectif *rodnoj* est étroitement lié à l'idée de parenté par le sang : *rodnoj brat* «le frère de sang», *dvojurodnyj brat* «le cousin» (= le frère de sang au deuxième degré).

*Rodnoj jazyk* serait ainsi la langue du clan, du groupe, tout en étant la langue de la naissance, celle reçue dans et par la naissance.<sup>18</sup> L'équiva-

---

langue allemande et à son emploi?]. Comme pour nos textes soviétiques, on voit que cet amour n'est pas donné d'avance puisqu'il faut constamment le solliciter.

<sup>18</sup> On pourrait risquer le néologisme de «langue native», sur le modèle de «locuteur natif», lui-même calque de l'anglais «native speaker», cf. «native tongue». Mais pourrait-on aller alors jusqu'à «langue indigène», puisque le mot *native* a aussi le sens d'*indigène*? Andrée Tabouret-Keller propose «langue initiale» pour échapper à tout naturalisme. Mais c'est justement la référence naturaliste qu'il importe de mettre en avant ici : *langue initiale* pourrait faire penser qu'on peut en changer plus tard, ce que la terminologie *rodnoj jazyk* exclut totalement : il s'agit d'une perspective *fixiste*, ou *fatale*, pour laquelle on ne peut pas plus changer sa langue «native», ou «natale» que le lieu ou l'heure de sa naissance : il est simplement absurde de penser qu'on peut changer sa mère...

lence manifeste langue/Patrie est ainsi sous-tendue par la racine *-rod-*, commune à *rodnoj jazyk* et *rodina*. Car aimer la langue russe, c'est en même temps — et c'est la même chose dans nos textes — aimer la Patrie, celle où la langue russe est parlée, celle où la langue russe est née :

Les amis de la langue russe sont unis par l'amour du Verbe natal, du pays natal, par l'intérêt envers son passé héroïque, son présent glorieux et son avenir radieux. (Ljustrova *et al.*, 1982, p. 154)

C'est alors que l'amour de la langue maternelle peut relever d'une injonction, devoir du citoyen au même titre que l'amour de la Patrie :

L'amour de la langue russe est une partie intégrante de ce sentiment que nous appelons l'amour du pays natal. Chaque Soviétique, chaque Russe doit connaître et aimer sa langue. [...] Il faut aimer et sans cesse étudier la langue russe. (Paustovskij, 1953, cité par Šermuxamedov, p. 52)

Car, dans cet amour, c'est bien aussi de devoir qu'il s'agit :

Avant tout, il faut aimer sa patrie soviétique. (Archives personnelles du maréchal K.K. Rokossovskij, *Literaturnaja Gazeta*, avril 1982)

Mais la terre natale (*rodnaja zemlja*) ou la langue maternelle (*rodnoj jazyk*) sont deux aspects d'une même notion : la Patrie (*Rodina*), qui, en URSS, est constamment référée à l'image de la Mère à un niveau supérieur : la Mère-Patrie (*Mat'-Rodina*). Ainsi, faire précéder d'une injonction l'amour de la langue maternelle ou de la Mère-Patrie, ne serait-ce pas désigner symboliquement l'amour dont on ne peut rendre compte, celui que toujours on tait : l'amour (du corps) de la mère, tout en lui assignant une sublimation et lui fixant un interdit? Ce point de fixation sur la langue, M. Pierssens l'a dénommé logophilie, amour de la langue par les «fous de la langue». Il est important de se demander si l'on peut déceler ou non dans les textes de vulgarisation scientifique soviétique des années brejneviennes une «logophilie d'un type nouveau», de savoir quels sont les traits spécifiques de l'amour de la Grande langue russe en Union Soviétique.

## 2.1.2. DEFENDRE LA LANGUE

Une des conséquences de la logophilie des textes soviétiques sur la langue est le besoin de défense de la langue maternelle et de son intégrité. Là encore, une métaphore est intarissable, métaphore de la pureté et de la souillure dont doit être préservée la langue :

Les Soviétiques doivent constamment, de façon inlassable, avoir soin de la langue russe, de sa pureté, de la conservation et du développement de son expressivité, de sa richesse d'images, de sa force. (Šermuxamedov, p. 204)

Les éléments malfaisants et pernicious, dangereux pour la pureté de la langue, sont clairement désignés, ce sont l'influence étrangère et le bas langage :

Nous devons faire en sorte que [...] le russe ne soit pas souillé par les argotismes, les mots étrangers superflus, les vulgarismes. (Šermuxamedov, p. 205)

Et c'est un discours moral qui sera la caution suprême de la défense de la langue, rappelant ainsi le «style stalinien» en linguistique :

L'indifférence envers la langue, une utilisation indigente de la langue, une attitude négligente envers elle, son avilissement, sa détérioration, sont absolument inadmissibles. (Paustovskij, 1953, cité par Šermuxamedov, p. 52)

La défense de la langue, cependant, peut avoir une motivation politique bien précise : façonner un instrument efficace pour «influencer les masses». C'est en tout cas la position de Lénine, rappelée dans *L'encyclopédie du russe* de 1979 :

«SUR LA PURIFICATION DE LA LANGUE RUSSE (Réflexions de temps libre, c'est-à-dire en écoutant les interventions en réunion.) Nous pervertissons la langue russe. Nous utilisons des mots étrangers sans nécessité. Nous les utilisons incorrectement. [...] la langue des journaux, chez nous, commence à se dégrader. [...] Je dois reconnaître que, si l'emploi des mots étrangers sans nécessité m'irrite (car cela rend difficile notre influence sur les masses), certaines fautes de ceux qui écrivent dans les journaux peuvent me mettre véritablement hors de moi. [...] N'est-il pas temps de déclarer la guerre à la dénaturation de la langue russe?» (écrit en 1919 ou 1920, 1ère publication le 3 décembre 1924 dans la Pravda, n° 275). (cité dans *Encyclopédie du russe*, 1979, article «Langue russe»)

Cette conception utilitaire de la parole claire qu'avait Lénine entre très exactement dans le cadre de la prophylaxie sociale (la lutte contre les «parasites»), qui s'applique également à la langue dans les années brejnéviennes :

C'est d'une façon nouvelle que résonnent maintenant les paroles prophétiques de M. Gor'kij, qui appelait à lutter pour la pureté de la langue russe. Rappelons ces paroles :

'Parmi les tâches grandioses de l'édification d'une culture nouvelle, d'une culture socialiste, figure la tâche consistant à organiser la langue, à la débarrasser de la pacotille parasitaire. [...] La lutte pour la pureté, pour la justesse sémantique, pour la netteté de la langue, est une lutte pour un instrument de culture. Plus acéré est cet instrument, et plus il est victorieux'. (M. Gor'kij, *Œuvres complètes*, t. 27, p. 169-170, cité par Šermuxamedov, p. 204).

La prophylaxie sociale a donc bien pour but la défense d'un organisme, d'un corps, puisque les atteintes à ce corps sont désignées comme pathologiques : B. S. Švarckopf (art. «Bureaucratismes dans la langue», *Encyclopédie du russe*) dénonce la «dégradation» de la langue comme une «maladie». Qu'est-ce alors que la langue, pour que son unité, son intégrité, puissent être, comme pour la patrie, déclarées en danger? Qu'est-ce que ce tout qu'on peut se dire aimer? Cet objet «introuvable»<sup>19</sup> qu'on s'acharne à défendre et à illustrer, tout en le «construisant» et le jalonnant d'interdits? Cet ensemble de déclarations que nous avons rapportées rappelle par bien des points la vision idéologique de la langue française dans la France de la IIIe République<sup>20</sup>. Mais une différence essentielle nous semble être due à la reconnaissance du caractère multinational et donc multilingue de l'URSS.

## 2.2. LES ALLOPHONES ET LA «DEUXIEME LANGUE MATERNELLE»

Tout autre, en effet, est le problème de l'amour du russe par les non-russophones, car la relation amoureuse y est nécessairement, a priori, d'une nature différente, puisqu'elle ne concerne plus la langue maternelle. Mais la passion n'y est que plus vive, ou du moins présentée comme telle. Le livre de Šermuxamedov nous livre ainsi des pages entières d'anthologie littéraire de poètes et d'écrivains non-russes de l'Union Soviétique, chantant à l'unisson, en russe, leur amour de la langue russe. Le «poète soviétique ouzbek contemporain Mirmuxsin», par exemple écrit :

La langue de la mère est devenue langue du poète.  
Devenu mûr, j'en appris une autre,  
C'était la langue russe, langue chère à mon coeur.  
C'est en russe qu'a retenti le fier appel de la liberté,  
C'est en russe qu'a parlé au peuple notre Ilyitch.

<sup>19</sup> Cf. le titre du livre de F. Gadet et M. Pêcheux : *La langue introuvable* (Maspero, 1981)

<sup>20</sup> Cf. Maingueneau, 1979 et 1982.

Aime-la, mon ami, comme le peuple l'aime,  
C'est un pont entre les hommes, c'est l'unité et l'union  
(cité par Šermuxamedov, 1980, p. 107).

Il est ainsi possible de trouver, pour chaque république fédérée, un poète aimant la langue russe, tel ce Kirghize s'adressant à l'Occident :

Le célèbre poète kirghize Kubanič Akaev a exprimé sous une forme poétique cette idée de la grande mission du peuple russe et de la langue russe :

'Sachez donc, Londres, Paris, Washington,  
Que je suis amoureux de Moscou, de la Russie.  
Ecoute, ô monde : j'aime cette langue  
Qui en russe est puissante et grande.  
Comment pourrais-je ne pas soigner le vers de Pouchkine?  
C'est en russe que j'ai appris le marxisme,  
Mon frère russe m'a donné le drapeau.  
Avec notre Lénine en son cœur vit  
Tout ce peuple de deux cent millions d'hommes.  
A la face du monde entier, je suis fier  
De ta langue, glorieuse Russie!  
(cité par Šermuxamedov, 1980, p. 65).

Or, paradoxal, le rapport des non-Russes à la langue russe l'est doublement, puisque le thème qui revient le plus fréquemment dans les déclarations de principe concernant le russe pour les non-Russes est que cette langue est devenue pour eux une «deuxième langue maternelle» (*vtoroj rodnoj jazyk*) :

Il est nécessaire d'explicitier pour quelles raisons sociales le russe est devenu la deuxième langue maternelle de tous les peuples du Daghestan. (Gamzatov, 1983, p. 247)

L'éminent écrivain turkmène, Héros du Travail socialiste, Berdy Muradovič Kerbabaev (1894-1974), auteur d'œuvres remarquables, devenues partie intégrante du trésor de la littérature soviétique, écrivait : «Le russe est devenu pour nous, les membres des autres nationalités, une deuxième langue maternelle. Néanmoins la grammaire du russe est très complexe. C'est pourquoi il faut étudier le russe dès l'enfance.

(cité par Šermuxamedov, 1980, p. 91)

Cette formulation, constante dans les textes consultés, a suscité, certes, quelque scepticisme de la part de linguistes étrangers :

En dépit de certaines proclamations, il est pour le moins prématuré d'affirmer que le russe est devenu la 'deuxième langue maternelle' de tous les peuples soviétiques. (Creissels, 1977, p. 28)

Or, l'enjeu de la discussion n'est pas le même ici. Il ne s'agit pas de savoir *s'il est vrai que* le russe est devenu la deuxième langue maternelle des peuples non-russes, mais de comprendre les raisons de cette affirmation ressassée dans la propagande officielle. Il n'est pas ici question d'accuser la linguistique soviétique de «mensonge», en comparant les déclarations avec les «faits», mais d'étudier la cohérence interne de ce discours officiel, ses déterminations politiques et idéologiques, et surtout ne pas le prendre pour un travail de linguistes, susceptible de nous donner des indications sur la situation «réelle» du russe en URSS<sup>21</sup>.

Continuons alors de suivre la métaphore. Si le russe est devenu la deuxième langue maternelle des non-Russes, la Russie est par conséquent également leur seconde «mère» :

Il nous a été donné de comprendre  
En russe les lois de la fraternité,  
Parce que l'amitié, c'est la Russie,  
Notre mère, qui nous l'apprend.

(Murzo Tursin-zade : Les lois de la fraternité, cité par Šermuxamedov, 1980, p. 138)

C'est ainsi que, dédoublement imaginaire de la langue maternelle, l'amour de la langue russe trouve ses ultimes conséquences dans la *demande d'adoption* :

Les peuples du Daghestan ressentent à chaque instant un attachement pour cette langue, au sujet de laquelle l'écrivain lak Effendi Kapiev a prononcé ces paroles remarquables : 'O grande langue russe! Je me tiens devant toi à genoux : adopte-moi et bénis-moi!' Ce n'est pas seulement une phrase imagée : on trouve dans cette phrase tout l'amour des Daghestanais pour la grande langue russe, qui les unit aussi bien entre eux qu'avec les autres peuples de notre immense pays. (Gamzatov, 1983, p. 247)

Il est du plus grand intérêt d'essayer de comprendre pourquoi et comment il est possible d'aimer la mère d'un autre comme si c'était la sienne. Il importe de noter que les formes d'amour de la langue russe par les non-Russes semblent ne se distinguer en rien de celle des Russes, si ce n'est, sans doute, par les outrances de la passion. Et si les signifiants *mat'*

<sup>21</sup> A la différence de Legrand (1978), par exemple, qui reprend mot pour mot les formulations de Dešeriev, Budagov, etc.

et *more* ne sont pas liés en russe comme *mère* et *mer* en français, il n'en est pas moins troublant de retrouver dans un poème du poète balkar Maksim Gettuev intitulé «La langue russe» cette transposition de l'amour envers la mère dans la fascination d'une étendue aquatique profonde et sans limites, accueillante et apaisante, liquide qui étanche la soif tout en aiguissant le désir, images dont les récits psychanalytiques de rêves œdipiens abondent :

Qu'est-ce qui ressemble à la mer? me demandera-t-on,  
 — La langue russe, répondrai-je sans hésiter.  
 Telle la mer, elle réchauffe la terre,  
 Par un été de sécheresse, elle offre la fraîcheur.

Ses eaux, qui se répandent sans limite,  
 Brillent de l'inextinguible lumière du soleil;  
 Vers les gens de bien dans les pays lointains  
 Roulent ses eaux, apportant un salut chaleureux.

La langue russe est une mer sans limites!  
 Au fond de la mer j'ai trouvé ce que j'attendais :  
 J'ai pêché la clé qui fait trouver la joie,  
 Cette clé, c'était le mot russe. [...]

Le mot russe, je l'ai bu sans trêve,  
 Comme une bruissante eau de source;  
 Mais j'avais beau boire ce liquide vivant,  
 Ma soif était plus forte d'année en année.

Langue russe! En elle, comme dans une mer sans fond,  
 Je puise mes forces pour des décisions audacieuses,  
 Elle inspire un travail plein d'abnégation,  
 Au nom de splendides réalisations à venir.

(cité par Šermuxamedov, 1980, p. 111)

Cette immersion dans la langue, qui renvoie à la métaphore traditionnelle du «bain de langue», peut ainsi recouvrir un phénomène bien curieux, que nous ne pourrions que poser en ces termes : qu'en est-il du complexe d'Œdipe envers la mère adoptive? Comment peut-on *aimer comme la sienne* une langue qui n'est pas sa langue maternelle? Ce discours sur la «deuxième langue maternelle» est rendu cohérent par la série métaphorique du lien familial :

- la famille unie de tous les peuples de l'Union Soviétique
- le grand frère
- les peuples-frères

- les républiques-sœurs
- la mère Russie
- la mère-Patrie

C'est la *métaphore familiale* qui rend possible et concevable la multiplicité de petits corps dans le grand corps qu'est l'Union Soviétique, pyramide asymétrique où, parmi les langues qui voisinent, une langue se trouve en même temps englober et transcender les autres, une langue qui est à la fois le tout et la partie, langue «égale entre les égales» (Šermuxamedov) : la *Grande langue russe*. C'est le lien familial qui permet de rendre non-contradictories la notion de société sans divisions internes et la reconnaissance des différentes «nationalités», la Grande langue russe comme langue maternelle (première ou «deuxième») de tous les peuples de l'Union Soviétique et l'existence de langues hétérogènes entre elles, tout comme la pratique de la prophylaxie sociale permet de concilier l'idéal de l'intégrité de la langue russe envisagée comme un corps vivant, et l'entreprise de purification de ce corps de ses «parasites». La Grande langue russe, langue qui rassemble les membres d'une même famille, est totalement irréductible aux autres langues, elle est d'une nature fondamentalement différente, en ce qu'elle seule<sup>22</sup> permet de rendre transparente à elle-même une société déclarée homogène, de mettre en communication avec lui-même le «peuple-un», selon l'expression de Claude Lefort<sup>23</sup>, peuple uni dans un même amour de son instrument de communication.

### 2.3. L'IDENTITE, L'APPARTENANCE ET LE DISCERNABLE.

Le rapport des parties au tout, dans la métaphore familiale, ne fait pas moins problème que le rapport des parties entre elles, ou que celui de chaque partie à elle-même. C'est ainsi que se pose le problème de l'unité identitaire, de l'Un et du Tout. Si l'on peut parler des langues des «peuples de l'Union Soviétique», c'est qu'en Union Soviétique il y a des «peuples». Mais qu'est-ce qu'un «peuple», dans sa forme dénombrable? Est-ce une donnée du réel ou un objet de discussion? Un «peuple», en URSS, c'est une entité discrète, en oui ou en non, et non en plus ou en moins. Mais un peuple peut disparaître en tant que tel, pour réapparaître bien des années plus tard<sup>24</sup>. Un peuple doit s'opposer comme un tout aux autres peuples :

<sup>22</sup> Sur les raisons intrinsèques qui sont supposées avoir permis à la seule langue russe de jouer ce rôle en URSS, cf. Sériot, 1984.

<sup>23</sup> Cf. Lefort : «L'image du corps et le totalitarisme», dans Lefort, 1981.

<sup>24</sup> Cf. les Tatars de Crimée, reconnus en tant que «nationalité» en 1921, déportés collectivement en Sibérie en 1944, qui voient leur République supprimée, leur personnalité

Dans la 'symphonie humaine' née de la Révolution d'Octobre, selon l'expression de A.V. Lunačarskij, culture de la société communiste future, les cultures des peuples d'Asie Centrale et du Kazakhstan forment les sons qui, unis aux cultures des autres peuples-frères, constituent une 'libre et riche harmonie' (Lunačarskij). (Šermuxamedov, 1980, p. 113)

Un peuple, c'est une ligne qui ne peut pas être vide dans le *passport*, c'est une rubrique de formulaire dans une réponse à un questionnaire (cf., par exemple, les recensements) : on appartient toujours à un peuple, à une nationalité<sup>25</sup>. Donc il y a des peuples. Ces peuples sont *discernables* entre eux. Et pourtant, les limites du discernable sont hautement mouvantes. C'est ainsi qu'on voit des «petits peuples» décider de se fondre dans le corps d'un autre peuple, plus grand, métamorphose où se mêlent l'amour, l'ambivalence, le trouble<sup>26</sup> et la rigueur administrative puisque, à l'aboutissement du processus d'absorption, il y aura à nouveau une identité, quoique différente, il n'y aura toujours qu'une réponse au questionnaire, qu'un nom donné à la nouvelle appartenance, qui ne se distinguera en rien de celle des autochtones du peuple absorbant :

Certaines nationalités ou groupes ethniques peu nombreux, à la suite d'une longue relation amicale avec des nations plus importantes, ont totalement reconnu leur communauté avec elles. Ainsi, par exemple, de 1926 à 1939 les Pomors, qui habitent dans le nord de la région d'Arkhangelsk, les Kamtchadals, les Kerjaks, qui habitent dans le territoire de l'Altaï, et d'autres, ont cessé de se considérer comme des nationalités à part et se sont totalement joints aux Russes. [...] Ces processus de consolidation des langues dans notre pays se caractérisent par le fait que les locuteurs de ces langues se sont eux-mêmes volontairement unis à d'autres peuples, car cela répondait parfaitement à leurs intérêts, cela favorisait leur développement économique et culturel. (Šermuxamedov, 1980, p. 35)

Ce qui est vrai des peuples l'est aussi des langues :

Dans les publications spécialisées d'avant la Révolution ou de la période soviétique jusqu'aux années 50, on discernait les langues kaïtagh et kou-

---

nationale niée, leur langue nationale déclarée «langue non écrite». Réhabilités en 1967 en tant que «population tatare ayant résidé en Crimée», ils n'en ont pas moins perdu leur lien au territoire (cf. Canère d'Encausse, 1978, p. 236-245).

<sup>25</sup> La terminologie est extrêmement instable. Certes, *Volk* n'est pas *Nation*, mais *peuple* (*narod*) et *nationalité* (*nacional'nost'*) sont fréquemment employés l'un pour l'autre en Union Soviétique. Les catégories romantiques sentimentales et les catégories administratives se recouvrent et s'interpénètrent.

<sup>26</sup> Lacan y aurait sans doute vu le rapport sexuel enfin rendu possible : on devient le corps de l'autre, par osmose, par absorption totale.

batch. Par la suite on les reconnut comme des dialectes de la langue darghienne, et leurs locuteurs, lors du recensement national, se sont désignés eux-mêmes comme Darghiens. (Gamzatov, 1980, p. 125)

Qu'en est-il alors du «discernable» dans la langue? (cf. Milner, 1978)? Qu'est-ce qu'un peuple, qu'est-ce qu'une langue, si leurs limites peuvent être modifiées par le souhait des intéressés ou une décision administrative? S'il y a des langues, c'est qu'il y a «de l'Un» (Milner, 1978), mais les limites de l'Un, dans nos textes soviétiques, peuvent devenir étrangement floues, de même que la hiérarchie des inclusions est fort élastique : si l'on inclut de l'«Un» dans un «Un» plus vaste, les «langues», après cette opération d'inclusion, sont vite nommées «dialectes». Or le problème du discernable dans la langue, problème épistémologique propre à la linguistique, touche de fort près à la politique. Par exemple, le moldave est-il du roumain? ou une variété, un dialecte du roumain? ou bien une langue différente? Le carélien est-il ou n'est-il pas du finnois, l'azerbaïdjanais ne fait-il qu'un avec le turc, ou s'agit-il de deux langues différentes? La question a-t-elle un sens? Elle a, en tout cas, un effet, car, administrativement, on ne peut pas parler quelque chose qui soit indifféremment l'un ou l'autre<sup>27</sup>. Il faut donc choisir le nom de sa langue<sup>28</sup> comme on choisit son appartenance à un peuple, dans un cadre administratif préexistant : les Tatars et les Bachkirs parlent des langues si proches qu'elles ne sont pas loin d'être la même langue, mais les différences entre elles ont été artificiellement renforcées, y compris dans l'orthographe, rendant nécessaire un choix strict devant une alternative. (cf. Creissels, 1977, p. 4). Mais il en va de la nationalité (estonienne, kirghize) comme de la citoyenneté (soviétique) : c'est le sort des émigrés soviétiques (ceux qui ont, en émigrant, renié la patrie : les renégats, *otšepency*) de n'avoir plus de statut reconnaissable, de n'avoir plus de lieu prévu dans la topologie soviétique. Ce sont des membres inutiles, séparés du corps. Mais s'ils ne sont plus membres du peuple (russe, par exemple), alors quelle langue parlent-ils? Le silence fut total en URSS à ce sujet, mais l'enjeu est bien, aussi, la langue; qu'on pense, par exemple, à Solženicyn, reconstituant un dictionnaire des termes oubliés, pour forger minutieusement une «vraie» langue russe, plus authentique que celle utilisée en URSS. Où est la langue ? Comment l'atteindre?

<sup>27</sup> Cf., par exemple, à l'époque communiste, le problème du macédonien et du bulgare. Le macédonien était une langue officielle en Yougoslavie, mais était considéré comme «du bulgare» en Bulgarie, ce qui permettait au gouvernement bulgare de ne pas accorder le statut juridique de minorité nationale aux Macédoniens de Bulgarie. Sur ce sujet, cf. Sériot, 1997.

<sup>28</sup> Cf. Tabouret-Keller, 1997.

### 3. DU RAPPROCHEMENT DES EXTREMES : OU EST LA GAUCHE, OU EST LA DROITE? // LE (BON) SENS RETROUVE

#### 3.1. LA LANGUE-UNE DU PEUPLE-UN

Si la démocratie est la défaite de l'identification de la société à un corps, on définira dans notre perspective le totalitarisme comme le fait d'effacer les signes de la division sociale, de bannir toute indétermination. Le «peuple-Un»<sup>29</sup> constitue une société transparente à elle-même, mais cet idéal de transparence révèle une effroyable opacité. L'un des linguistes thuriféraires du régime à l'époque brejnévienne, Budagov, s'élève ainsi contre l'idée de voir «plusieurs langues dans la même langue» :

En réalité, de telles différences, en soi importantes et intéressantes, ne rompent jamais l'unité de la langue nationale (*obščėnacional'nyj jazyk*), pourvue d'une longue tradition. Dans des cas semblables, il faut bien sûr parler non pas de différentes langues à l'intérieur d'une même langue (*contradictio in adjecto*), mais de variantes d'une même langue, de sa stratification fonctionnelle, de ses formes et aspects variés. S'il en était autrement, aucune compréhension ne serait possible entre les gens parlant la même langue. Or, à l'époque de la révolution scientifique et technique, tout comme avant, les gens parlant la même langue, en général, se comprennent parfaitement, malgré la complexité de la langue elle-même et la multiplicité grandissante de ses aspects. (Budagov, 1975, p. 11)

Ce qui vient d'être dit ne signifie nullement que la langue doive être assimilée à l'idéologie. Grâce à la langue les gens parviennent à la compréhension (justement 'parviennent', souvent en surmontant des difficultés) entre tous les membres de la société, y compris entre des représentants d'idéologies différentes. La phrase *la révolution ouvre au peuple la voie du savoir* peut être interprétée de façon différente par des représentants d'idéologies différentes. Et pourtant ce dont il s'agit est clair pour tout le monde. En revanche, une construction comme *cette table ronde est rectangulaire* est obscure, elle ne remplit aucune fonction linguistique (fonction communicative, fonction de nomination, fonction d'expression de la pensée ou des sentiments), c'est pourquoi elle n'a rien à faire avec la langue. (*ib.*, p. 20)

---

<sup>29</sup> L'expression est de Claude Lefort, 1981.

### 3.2. CORPS DE LA NATION, CORPS DES LOCUTEURS

L'anthropologie raciale soviétique des années 1950-60 est un domaine étonnamment peu étudié<sup>30</sup>. Je ne ferai que signaler ici que le thème de la «racio-génèse» (*rasogenez*) du peuple russe a fait l'objet de très nombreux travaux en URSS dans des établissements de recherches aussi prestigieux que l'Institut d'ethnographie de l'Académie des sciences et le Département d'anthropologie de l'Université de Moscou, qui ont entrepris entre 1955 et 1959 une «Expédition anthropologique russe», consistant à faire des mesures anthropométriques de «17000 hommes et femmes russes adultes, originaires de 107 districts différents de la RSFSR»<sup>31</sup>. Les mesures craniométriques, les tableaux comparatifs de la couleur des cheveux ou de l'iris de l'œil, par leur recherche obsessionnelle des «types» anthropologiques, ressemblent à s'y méprendre à ceux des travaux de l'anthropologie raciale de collaborateurs du régime de Vichy en France<sup>32</sup>. Ce thème de recherche ouvre des perspectives passionnantes à une recherche comparée des conceptions sur l'anthropologie somatique et l'anthropométrie en Union Soviétique et dans les pays européens. Mais ce qui importe ici est que la recherche des *types* dans le livre de Bunak débouche sur ce qu'on attendait : une théorie des *correspondances* entre les «types anthropologiques régionaux» et les «provinces dialectologiques»<sup>33</sup>

### 3.3 UN DISCOURS CONSERVATEUR SUR LA SOCIÉTÉ?

On n'indiquera que brièvement ici ce qui pourrait relever d'un livre à soi tout seul : l'idée de prépondérance totale du social sur l'individuel, tant prônée dans le discours sur la langue en Union Soviétique tout au long de son histoire, trouve son origine aussi bien dans l'idéologie conservatrice slavophile du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle que dans la philosophie sociale des «ultras» français, ces grands penseurs réactionnaires et contre-révolutionnaires que furent Joseph de Maistre (1753-1821) ou Louis de Bonald (1754-1840). L'attribution de la paternité de la sociologie à la pensée conservatrice du XIX<sup>ème</sup> siècle fait l'objet de la thèse de Robert

---

<sup>30</sup> Sur l'anthropologie soviétique des années 1920-30, cf. Bertrand, 2002 ; sur l'anthropologie post-soviétique, cf. Laruelle, 2000. Sur les relations entre l'anthropologie soviétique des années brejnéviennes et les théoriciens de l'apartheid en Afrique du Sud, cf. Sériot, à paraître.

<sup>31</sup> Bunak, 1965, p. 3.

<sup>32</sup> Cf. Montandon, 1935, et la revue *L'Ethnie française*, dirigée par G. Montandon et publiée pendant les années d'occupation allemande en France.

<sup>33</sup> Bunak, 1965, p. 274.

Nisbet *la tradition sociologique*.<sup>34</sup> On rappellera simplement que, pour L. de Bonald,

L'homme n'existe que par la société et la société ne le forme que pour elle. (Théorie du pouvoir politique et religieux, Préface, *Œuvres*, 1818, vol. XIII, p. 3, cité par Koyré, 1971, p. 132)

## CONCLUSION

En fait, les adversaires disent la même chose : soit à chaque classe sa langue soit à chaque nation la sienne, dans tous les cas on a affaire à une conception essentialiste, de coïncidence parfaite entre groupe clos et expression.

Il est utile, alors, de rappeler toutes les dimensions qui ont disparu ou qui sont niées dans cette vision totalitaire du corps parlant. Celle du *discours*, d'abord, en refusant que plusieurs discours puissent se partager la même langue. Celle du *sujet*, du désir et du manque, ensuite. Celle du *sens*, enfin, et de sa non-coïncidence à un consensus bien fait.

Il reste à étudier les avatars du rapport à la langue dans le discours savant et grand public en Russie à l'ère post-soviétique.

Mais ce sera pour une autre fois...

© Patrick Sériot

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAUDOUIN DE COURTENAY, Jan, 1904 : art. «Jazyk i jazyki», *Enciklopedičeskij slovar' Brokxauza i Efrona*, t. 81. [La langue et les langues]
- BERTRAND Frédéric, 2002 : *L'anthropologie soviétique des années 20-30*, Bordeaux : Presses Universitaires de Bordeaux.
- BOGDANOV Aleksandr, 1985 : *L'étoile rouge, roman utopique*, Lausanne : L'Age d'Homme (édition originale : *Krasnaja zvezda, utopičeskij roman*, Moskva, 1907).

---

<sup>34</sup> Nisbet, 1984.

- BUDAGOV Ruben, 1975 : «Čto takoe obščestvennaja priroda jazyka?», *Voprosy jazykoznanija*, n° 3 [Qu'est-ce que la nature sociale de la langue?]
- BUNAK V., 1965 : *Proisxoždenie i étničeskaja istorija russkogo naroda*, Moskva : Nauka. [L'origine et l'histoire ethnique du peuple russe]
- BUZUK P, 1924 : *Osnovnye voprosy jazykoznanija*, Moskva : Dumnov. [Questions fondamentales de linguistique]
- CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, 1978 : *L'Empire éclaté*, Livre de poche.
- CREISSELS Denis, 1977 : *Les langues d'URSS (Aspects linguistiques et sociolinguistiques)*, Paris : Institut d'Etudes Slaves.
- *Čto čitajut vzroslye rabočie i služuščie po belletristike. Materialy vyboročnogo obsledovanija čitatel'skix formuljarov moskovskix profsojuznyx bibliotek*, Moskva : Izd. MGSPS Trud i kniga. [Quelle littérature lisent les ouvriers et employés adultes. Matériaux d'enquête sur les demandes des lecteurs des bibliothèques syndicales de Moscou]
- DANILOV Georgij, 1929 : «Jazyk obščestvennogo klassa (po dannym govora mest. Belik Poltavskogo okruga)», *Učenyje zapiski Instituta jazyka i literatury RANION*, vyp. 3, Moskva, p. 163-194. [La langue d'une classe sociale (d'après les données du parler de la ville de Beliki, province de Poltava)]
- E.D.R., 1979 : *Russkij jazyk – Enciklopedija*, F. Filin (éd.), Moskva [Encyclopédie du russe]
- GADET Françoise & PECHEUX Michel, 1981 : *La langue introuvable*, Paris : Maspero.
- GAMZATOV P., 1980 : «Razvitie jazykovoju žizni Dagestana v uslovijax zrelogo socialističeskogo obščestva», *Voprosy jazykoznanija*, n° 3, p. 123-128. [L'évolution de la vie linguistique au Daghestan dans les conditions de la société socialiste mûre]
- HYMES Dell (éd.), 1964 : *Language in Culture and Society, a Reader in Linguistics and Anthropology*, New York : Harper and Row.
- IVANOV A. & JAKUBINKIJ Lev, 1930 : «Klassovyj sostav sovremennogo russkogo jazyka : jazyk krest'janstva», *Literaturnaja učeba*, n° 6, p. 51-66. [La composition de classe du russe contemporain : la langue des paysans]
- JAKUBINKIJ Lev, 1924 : «O sniženii vysokogo stilja u Lenina», *LEF*, n° 1 (5), p. 71-80 [Sur l'abaissement du style élevé chez Lénine].
- — 1930 : «Stat'ja četvertaja. Klassovyj sostav sovremennogo russkogo jazyka : jazyk krest'janstva», *Literaturnaja učeba*, n° 4, p. 80-92. [4e article. La composition de classe du russe contemporain : la langue des paysans]
- KAGANOVIČ S.K., 1931 : «Bor'ba s velikoderžavnym šovinizmom i mestnym nacionalizmom v oblasti jazykovedenija», *Literatura i is-*

- kusstvo*, n° 4, p. 88-95. [La lutte contre le chauvinisme de grande puissance et le nationalisme local dans le domaine de la linguistique]
- KOYRE Alexandre, 1971 : *Etudes d'histoire de la pensée philosophique*, Paris : Gallimard.
  - LAFARGUE Paul, 1894 : «La langue française avant et après la Révolution», *L'Ere nouvelle*. Rééd. in Louis-Jean Calvet (éd.) : *Marxisme et linguistique*, Paris : Payot, 1977, p. 79-144. Traduction en russe : Pol' LAFARG : *Jazyk i revoljucija. Francuzskij jazyk do i posle revoljucii*, Mokva-Leningrad : Academia.
  - LARUELLE Marlène, 2000 : «Lev Goumilev (1912-1992). Biologisme et eurasisme en Russie», *Revue des Etudes Slaves*, fasc. 1-2, p. 163-190.
  - LEFORT Claude, 1981 : «L'image du corps et le totalitarisme», in *L'invention démocratique*, Paris : Fayard.
  - LEGRAND J., 1978 : «La sociolinguistique en URSS», dans *Actes du colloque de sociolinguistique de Rouen*, J.B. Marcellesi et B. Gardin éd., Lille : P.U.L.
  - LJUSTROVA Z., SKVORCOV L. & DERJAGIN V., 1982 : *Druz'jam russkogo jazyka*, Moskva. [Aux amis de la langue russe]
  - MAINGUENAU Dominique, 1979 : *Les livres d'école de la République, 1870-1914 (Discours et idéologie)*, Paris : Le Sycomore.
  - — 1982 : «La Droite et la Gauche face à la clarté de la langue française, un consensus illusoire sous la IIIe République», *Archives et documents de la S.H.E.S.L.*, n° 2.
  - MARR Nikolaj, 1924 : *Jafetičeskaja teorija*, Baku : Azgiz. [La théorie japhétique]
  - MEŠČANINOV Ivan, 1929 : *Vvedenie v jafetidologiju*, Leningrad : Priboj. [Introduction à la japhétidologie]
  - MICHEA Jean-Claude, 1979 : «Kial venkis esperanto?», *Critique*, n° 387-388, p. 661-674.
  - MILNER Jean-Claude, 1978 : *L'amour de la langue*, Paris : Seuil.
  - MIRTOV A.V., 1931 : «Sostavlenie oblastnogo rabočego slovarja», *Russkij jazyk v sovetskoj škole*, n° 5, p. 191-192. [La constitution d'un dictionnaire ouvrier régional]
  - MONTANDON Georges, 1935 : *L'ethnie française*, Paris : Payot.
  - NISBET Robert, 1984 : *La tradition sociologique*, Paris : P.U.F.
  - PAUSTOVSKIJ Konstantin, 1953 : article dans *Pionerskaja Pravda*, 23 février 1953.
  - PÊCHEUX Michel, 1975 : *Les vérités de La Palice*, Paris : Maspero.
  - PIERSSENS Michel, 1976 : *La Tour de Babil*, Paris : Ed. de Minuit.
  - PROKOPOVIČ N. & BELOŠAPKOVA V., 1972 : Préface au livre de V. Vinogradov : *Russkij jazyk*, Moskva [La langue russe].

- SERGIEVSKIJ M., 1927 : «Problemy social'noj dialektologii v istorii francuzskogo jazyka XVI-XVII vv.», *Učenyje zapiski In-ta jazyka i literatury RANION, t. 1 (Lingvističeskaja sekcija)*, p. 20-33. [Problèmes de dialectologie sociale dans l'histoire de la langue française au XVIe et XVIIè siècles]
- SERIOT Patrick, 1984 : «Pourquoi la langue russe est-elle grande? (matériaux pour une recherche)», in *Essais sur le discours soviétique*, n° 4 (Univ. de Grenoble-III), p. 57-92.
- — 1997 : «Faut-il que les langues aient un nom? Le cas du macédonien», in A. Tabouret-Keller (éd.) : *Le nom des langues. Les enjeux de la nomination des langues*, Louvain : Peeters, p. 167-190.
- — (à paraître) : «La pensée ethnociste en URSS et en Russie post-soviétique».
- ŠERMUXAMEDOV S., 1980 : *Russkij jazyk — velikoe i mogučee sredstvo obščeniija sovetskogo naroda*, Moskva. [La langue russe, grand et puissant moyen de communication du peuple soviétique]
- ŠOR Rozalia, 1926 : *Jazyk i obščestvo*, Moskva : Rabotnik prosveščeniija [Langage et société].
- ŠPIL'REJN I.N.; REJTYNBARG D.I.; NECKIJ G.O., 1929 : *Jazyk krasnoarmejca*, Moskva-Leningrad : Gos. In-t èksperimental'noj psixologii. Sekcija psixotexniki. [La langue du soldat de l'armée rouge]
- TABOURET-KELLER Andrée, 1996 : «Le mot *Volk* dans la presse à destination des maîtres d'écoles primaires des populations allemandes à l'étranger (*Auslandsdeutsche Volksschule*) entre 1890 et 1939», in P. Sériot (éd.) : *Langue et nation en Europe centrale et orientale du XVIIIème siècle à nos jours*, Cahiers de l'ILSL (Lausanne), n° 8, p. 329-348.
- — (éd.), 1997 : *Le nom des langues. Les enjeux de la nomination des langues*, Louvain : Peeters.
- VINOKUR Grigorij, 1923 : «Jazyk nèpa, očerk pervyj», *Nakanune*, 273, 1-e marta, p. 2-3; «Jazyk nèpa, očerk vtoroj», *Nakanune*, 353, 8-e ijulja, p. 2-3 [La langue de la NEP].
- — 1924 : «Jazyk našej gazety», *LEF*, n° 2(6), p. 117-140 [La langue de nos journaux].
- VOL'FSON S., 1930 : «Jazyk i klassovaja bor'ba», *VARNITSO*, n°5, p. 10-20. [Langue et lutte de classes]
- ZAPATA René, 1983 : *Les luttes philosophiques en URSS (1922-1931)*, Paris : PUF.
- ŽIRMUNSKIJ Viktor, 1929 : «Problemy kolonial'noj dialektologii», *Jazyk i literatura*, 3, Leningrad, p. 179-220. [Problèmes de dialectologie coloniale]

— — 1936 : *Nacional'nyj jazyk i social'nye dialekty*, Leningrad : Xudožestvennaja literatura [La langue nationale et les dialectes sociaux]



## Alphabet «chauvin» ou alphabet «nationaliste» ?

Elena SIMONATO-KOKOCHKINA  
*Université de Lausanne*

0. Nous sommes en 1930, année du XVI<sup>e</sup> Congrès du Parti, où Staline intervient au sujet de la question nationale et de la culture nationale. Il parle de deux «déviations» [*uklony*] qui tendent, selon lui, à entraver la politique du parti dans la question nationale, à savoir le «chauvinisme de grande puissance» [*velikoderžavnyj šovinizm*] et le «nationalisme local» [*mestnyj nacionalizm*].

Sans nous interroger sur les causes et les conséquences globales de ce discours de Staline, nous allons voir plus particulièrement comment sa manière de penser la question nationale a influencé, dans les publications de l'époque, la façon de présenter le travail sur la latinisation et la création des alphabets<sup>1</sup>. Nous nous intéresserons également aux contraintes politiques qu'a subies le discours sur cette vaste activité, activité que l'on aurait pu penser purement linguistique<sup>2</sup>.

En effet, si le linguiste N.F. Jakovlev (1892-1974)<sup>3</sup>, un des dirigeants du Comité du Nouvel Alphabet, disait que c'est l'opinion d'un spécialiste compétent qui est importante pour la création de tel ou de tel autre alphabet, souvent dans la pratique, ce n'étaient pas leurs opinions qui étaient prises en compte, mais eux-mêmes devaient louvoyer entre deux

---

<sup>1</sup> Voici une périodisation approximative du travail réalisé dans le domaine de l'«édification linguistique» :

- 1) années 1920 : choix du système d'écriture (l'alphabet latin) ;
- 2) années 1920-1930 : création des alphabets à base latine ;
- 3) 1<sup>e</sup> moitié des années 1930 : unification des alphabets ;
- 4) 2<sup>e</sup> moitié des années 1930 : passage à l'alphabet à base russe.

<sup>2</sup> Nous avons précédemment consacré un article au rapport entre le pouvoir politique et le travail sur les alphabets (Cf. Simonato-Kokochkina, 2003).

<sup>3</sup> N.F. Jakovlev (1892-1974) était spécialiste en caucasologie, linguistique théorique et appliquée, problèmes de phonétique et phonologie, théorie de l'orthographe.

positions, très mal définies et «dialectiquement liées» selon l'expression de Staline, de la politique du Parti dans la question nationale.

## 1. LA POSITION DE STALINE

L'exposé que Staline prononce au Congrès a été, entre autres, publié dans la revue *Kul'tura i pis'mennost' Vostoka* [Culture et écriture de l'Orient], revue spécialement créée par le Comité du Nouvel Alphabet Turk et dont la plupart des articles avaient toujours été consacrés à la réforme de l'écriture, à la latinisation et aux alphabets nouvellement créés pour les peuples sans écriture.

La revue publie en premières pages la résolution du Congrès :

Le Congrès voit au sein du Parti, en lien avec le durcissement de la lutte de classes, s'activer les déviations nationales du côté du *nationalisme local* et du *chauvinisme grand russe*. L'importance principale sur cette étape est représentée par la déviation «de grande puissance» qui tente de réviser les fondements de la politique nationale et cache sous le drapeau de l'internationalisme les aspirations des classes mourantes de la nation grand-russe à recouvrer ses privilèges.

En même temps on voit s'activer la déviation vers le nationalisme local qui affaiblit l'unité des peuples de l'URSS et favorise l'intervention étrangère. (*Rezoljucija* 1931, p. 13)

Le Parti, conclut la résolution, doit renforcer la lutte contre les deux déviations dans la question nationale et contre ceux qui les tolèrent, en renforçant en même temps le contrôle sur le suivi pratique de la politique nationale léniniste.

Dans son exposé intitulé «A propos de la question nationale et de la culture nationale», Staline se propose d'expliquer en quoi consistent les erreurs des diverses «déviations» dans la question nationale, déviations, selon son expression, qui sont moins nettes que la déviation à gauche et la déviation à droite, et que l'on appelait «déviations rampantes» [*polzučie uklony*]. Nous citerons plusieurs phrases de Staline qui ont été par la suite répétées une multitude de fois dans les publications traitant du travail linguistique dans les régions.

D'après Staline, la plupart des gens ne comprennent pas la position du Parti dans la question nationale, position qu'il qualifie de «dialectique».

Nous avons établi l'unité des intérêts économiques des nations de l'URSS. Mais cela ne signifie pas pour autant que les différences nationales aient

été effacées, c'est-à-dire les langues nationales, la culture, les coutumes des diverses nations. (Staline, 1931, p. 7)

D'après lui, en effet, à l'étape actuelle, détruire les régions nationales signifie priver des millions de personnes de la possibilité de recevoir une instruction dans leur langue maternelle et leur fermer la voie de l'édification du socialisme. Il prononce ici sa phrase devenue célèbre :

Il faut laisser les cultures se développer et s'épanouir pour créer les conditions de leur fusion en une culture commune avec une langue commune. (Staline, 1931, p. 7)

Vue ainsi, la position de Staline supposerait donc d'abord un développement des nations, suivi de leur fusion. Il peut sembler bizarre, poursuit-il, que les partisans de la *fusion* des cultures en une seule culture, avec une seule langue, soient en même temps partisans de l'*épanouissement* des cultures nationales. Il n'y a pourtant rien de contradictoire, conclut Staline.

Il est conscient du fait que l'on pouvait déduire de ses propos énoncés précédemment que, puisqu'à la victoire du socialisme les nations doivent fusionner, les langues nationales doivent *se transformer en une langue unie*, et qu'il est donc temps de liquider les différences nationales et de refuser la politique de soutien aux nationalités. Mais, explique Staline, Lénine avait dit tout le contraire, à savoir que les différences entre les nations existeraient pendant très longtemps. Les camarades «déviationnistes», en allant vers l'internationalisme, sont tombés dans le piège du *chauvinisme*. En se prononçant pour une seule langue commune dans les limites d'un même Etat, l'URSS, ils veulent, dit Staline, en fait rétablir les privilèges de la langue autrefois dominante, la langue grand-russe.

L'essence de la déviation vers le *chauvinisme grand-russe* consiste dans l'aspiration à passer outre les différences nationales de la langue, de la culture, des conditions de vie ; dans l'intention de liquider les républiques et les régions nationales ; dans l'aspiration à détruire le principe de la parité nationale et contrecarrer la politique du Parti dans la transformation nationale de l'appareil, de la presse, de l'école et des autres organisations étatiques et sociales. (Staline, 1931, p. 5)

Qu'est-ce que la culture nationale dans les conditions de l'hégémonie du prolétariat ? se demande Staline. «Socialiste par son contenu et nationale par sa forme», répond-il par une autre de ses célèbres formules, une culture qui a pour but de renforcer la dictature du prolétariat et d'éduquer les masses dans l'esprit de l'internationalisme. Lénine, poursuit-il, avait lutté contre le *contenu* bourgeois et non pas contre la *forme* nationale.

La période de la dictature du prolétariat et de l'édification du socialisme en URSS est la période de *l'épanouissement des cultures nationales*, socialistes par leur contenu et nationales par leur forme. (Staline, 1931, p. 5)

C'est en cela que consiste, d'après Staline, le caractère «dialectique» de la manière léniniste de concevoir la culture nationale. Suit une formule passe-partout qui n'explique pas, mais qui se défend de toute explication plus profonde : «Mais cette contradiction est vivante et reflète fidèlement la dialectique de Marx».

Parmi un certain nombre de déclarations confuses, on peut retenir néanmoins que Staline soutient l'idée du développement des cultures nationales et des langues nationales à l'étape présente. En effet, Staline cite comme un des mérites de la politique du Parti dans la question nationale le fait que les «nationalités relativement arriérées comme les Biélorusses et les Ukrainiens, plus proches des Grands-russes que les Tchèques ne sont proches des Allemands, ne se soient pas russifiés après la victoire de la révolution prolétarienne en URSS, mais au contraire, ont connu une renaissance et se sont développées comme nations indépendantes». En effet, en 1931 un décret du Parti appelait à la création des journaux régionaux en langues nationales.

Mais le lecteur se rend vite compte qu'en combattant dans cette direction indiquée par Staline, chacun risque de tomber dans un piège opposé, qualifié de «nationalisme local» [*mestnyj nacionalizm*].

L'essence de la déviation vers le *nationalisme local* reflète l'insatisfaction que ressentent les classes en fin de vie devant le régime de la dictature du prolétariat, leur désir de se refermer sur elles-mêmes en formant leur propre Etat national (...). C'est dans la période de la victoire du socialisme à l'échelle mondiale, lorsque le socialisme se renforcera et entrera dans la vie quotidienne, que les langues nationales doivent inévitablement fusionner en une langue commune, qui ne sera, bien entendu, ni la langue grand-russe, ni allemande, mais quelque chose de nouveau. (Staline, 1931, p. 10)

La distance entre le chauvinisme et le nationalisme, assez vaguement définis dans ce discours, va poser des problèmes dans la pratique. Mais nous voyons ici apparaître un troisième élément, qui recoupe la division des «déviations» en rajoutant un troisième thème de discussion et de critiques, à savoir la thèse de la fusion des langues.

Il s'ensuit de la citation ci-dessus qu'il ne faut surtout pas confondre la victoire du socialisme dans un seul pays avec son équivalent dans le monde entier. Staline est ici, nous semble-t-il, opposé à la fusion de toutes les nations, par exemple, l'idée de la fusion des nations en une seule nation grand-russe avec une langue commune grand-russe est une théorie chauvine.

Cela contredirait, d'après lui, la thèse fondamentale de Lénine que les différences ne peuvent pas disparaître dans un avenir proche, qu'elles doivent persister encore longtemps, même après la victoire de la révolution.

Comment alors, nous demanderons-nous, ces exigences politiques contradictoires étaient-elles conciliables dans le travail concret de l'«édification linguistique» en général et dans le travail sur les alphabets en particulier?

## 2. LES PIEGES DE LA POSITION «DIALECTIQUE» DU PARTI

### 2.1. CONTRE LE CHAUVINISME

En suivant la logique stalinienne, Djakov<sup>4</sup>, dans son intervention au I<sup>er</sup> Plénum du Conseil Scientifique du Comité du Nouvel Alphabet, voit l'alphabet comme moyen de l'essor culturel d'une langue et d'une culture nationale. En effet, d'après lui, l'alphabet véhicule une image forte de la politique linguistique du pays des Soviets.

Les alphabets de l'Europe Occidentale sont l'opposé complet de nos principes d'édification linguistique. Par quoi se caractérisent les alphabets de l'Occident, notamment ceux des nationalités les plus anciennes ? Premièrement, il y règne une forme ancienne, historiquement formée, de l'écriture et de l'orthographe, et l'alphabet ne correspond pas toujours à l'esprit de la langue, ne reflète pas toujours ses particularités. Prenons ainsi l'alphabet anglais, l'alphabet français : la plupart des alphabets qui sont utilisés en Occident ne correspondent pas au caractère de la langue. (Djakov, 1933, p. 172)

Le développement de l'écriture nationale, ainsi que l'édification des alphabets nationaux, sont vus comme une partie fondamentale du développement des cultures de l'Union, nationales par leur forme<sup>5</sup>.

La thèse stalinienne de la lutte sur les deux fronts se fait sentir partout au point de devenir une composante inséparable de tout propos touchant à l'activité sur le travail dans les régions de l'URSS. Mais ce que nous essaierons de montrer, c'est que, dans cette logique stalinienne, tout servira de prétexte à critique, et l'on peut ainsi interpréter tout fait comme «déviationnisme». Djakov cite ainsi deux manifestations du «chauvinisme». D'un côté, écrit-il, ses adeptes se prononçaient contre la

---

<sup>4</sup> Nous ne possédons malheureusement pas de renseignements sur ce personnage.

<sup>5</sup> Djakov, 1933, p. 171.

latinisation et défendaient l'alphabet russe. De l'autre, ils s'opposaient au développement même de l'écriture nationale des peuples non grand-russes.

Umar Aliev, président du conseil scientifique du VCK NA<sup>6</sup>, intervient dans les premières pages du même numéro de *Kultura i pis'mennost' Vostoka* avec une critique des déviations dans la politique linguistique. Ainsi, la lenteur du travail sur la latinisation au Daghestan, en Ouzbékistan et au Kazakhstan est tout de suite qualifiée d'opposition à la latinisation et d'opposition à reconnaître les nationalités, de «survivance du chauvinisme grand-russe»<sup>7</sup>.

On en retrouve un exemple semblable dans une autre revue de la même année, *Prosveščenie nacional'nostej* ['L'éducation des nationalités']. La façon même de présenter les faits tend à se transformer en un cliché. Xasba écrit dans son article «A propos de la création de l'écriture pour les Abazas<sup>8</sup> du Caucase Nord» :

Contourner cela [la création de l'alphabet pour les Abazas] est impossible, ne pas le voir signifie ne pas connaître le passé et le présent des Abazas, cela signifie sous-estimer une minorité, en retombant dans la 'déviation rampante'. (Xasba, 1931, p. 79)

D'autres auteurs qualifient de ce même «chauvinisme grand russe» le simple désir de certaines nationalités de se rapprocher de la Russie. Ainsi, la *Povolžskaja Pravda* [La Pravda de la région de la Volga] du 03.07.1931 voit dans ce qui suit une manifestation caractéristique du *chauvinisme de grande puissance* : le président du Parquet régional d'Astrakhan' disait que la population de sa région n'a pas besoin du nouvel alphabet latinisé et demandait à la place d'adopter l'alphabet russe<sup>9</sup>.

Les manifestations de *chauvinisme de grande puissance* de ce type de la part des fonctionnaires nationaux doivent être mises en évidence et réprimées,

conclut l'auteur.

Un autre exemple de chauvinisme : le journal *Avtonomnaja Jakutija* [La Jakoutie autonome] du 24 juin 1931 écrivait qu'en Jakoutie, les articles

<sup>6</sup> Vsesojuznyj Central'nyj Komitet Novogo Alfavita [Comité Central du Nouvel Alphabet pour toute l'Union].

<sup>7</sup> Aliev, 1931, p. 34.

<sup>8</sup> Les Abazas, ou Abazines, sont des Abkhazes de la Région Autonome des Karatchaï-Tcherkesses.

<sup>9</sup> Aliev, 1932, p. 12.

écrits dans le nouvel alphabet latinisé n'ont pas été publiés dans le journal mural local des ouvriers du bâtiment<sup>10</sup>.

La critique s'affine, comme en témoigne l'exemple qui suit. L'article intitulé «Défendre la ligne générale du parti sur le front de la latinisation» (1932), rédigé par Aliev, critique le vice-président du comité régional du nouvel alphabet de Bachkirie Gabitov. D'après Aliev, cet auteur a tort de déclarer que l'opposition à la création de la langue bachkire «ouvre la voie au chauvinisme grand-russe». Une telle opposition, dit Aliev, non seulement «ouvre la voie» au chauvinisme grand-russe, mais en est une manifestation directe<sup>11</sup>.

L'auteur, en parlant du chauvinisme grand russe, n'a pas dit un seul mot à propos de la tendance de grande puissance du nationalisme tatar envers les Bachkirs ni sur le nationalisme local. (Aliev, 1932, p. 11-12)

Et, ce qui a ici une importance capitale, nous notons que la critique se rapproche toujours plus du travail des linguistes. Dans le Caucase Nord, écrit Aliev, certains professeurs, par exemple Alborov dans son livre *Istori-ja osetinskogo pis'ma* [Histoire de l'écriture ossète] essayaient de prouver que la latinisation de l'écriture n'a rien apporté aux peuples du Caucase Nord, surtout aux Ossètes, mais n'a fait que freiner leur développement culturel. Le professeur Alborov appellerait par cela à retourner à la vieille écriture qui avait été créé par des missionnaires russes pour les Ossètes, avant la Révolution.

Cet exposé est un exemple typique de *chauvinisme de grande puissance* dans les questions de la culture nationale, de la langue et de l'écriture nationales. (Aliev, 1932, p. 14)

En voici également un exemple concernant la création des alphabets. Suxotin présente la façon dont les deux déviations se manifestent dans le travail sur les alphabets :

La déviation vers le *chauvinisme de grande puissance* : sous sa forme la plus ouverte, c'est la propagande pour l'alphabet russe, sous sa forme plus cachée, la lutte contre le nombre élevé de lettres sous l'excuse que, soit disant, l'alphabet russe a moins de lettres ; l'orientation sur l'Occident 'avancé'. (Suxotin, 1932, p. 98)

---

<sup>10</sup> Aliev, 1932, p. 13.

<sup>11</sup> Aliev, 1932, p. 11-12.

L'alphabet commence à être jugé en soi, comme objet du discours politique, sans lien avec la théorie linguistique. Il n'est plus étonnant dès lors de trouver des propos de linguistes qui suivent la logique «dialectique» stalinienne, qui y étaient probablement obligés.

## 2.2. CONTRE LE NATIONALISME LOCAL

Reprenons les propos du même Djakov. A part le chauvinisme, écrit-il, on a dû lutter également contre le *nationalisme local*<sup>12</sup>. Sous le masque de la défense de la culture nationale, explique-t-il, certains intervenants tatars se prononçaient au Congrès turkologique pour l'alphabet arabe. Et ce courant pour défendre l'alphabet arabe avait place presque partout, et l'arabisme était caché par les mots d'ordre d'internationalisme. Ainsi, les intervenants qui se prononçaient contre la latinisation de l'écriture des Ouïgours (peuple turk) et des Tadjiks disaient que les deux peuples vivent non seulement en URSS mais encore à l'étranger, et qu'en adoptant l'écriture latinisée, ils se retrouveraient séparés des travailleurs à l'étranger. Les nationalités en question pensaient donc que le changement de l'ancien alphabet les détacherait des traditions anciennes.

La latinisation, c'est une des formes [de lutte], et notre ennemi a essayé d'utiliser cette forme, tout comme il peut utiliser toute autre forme – même les sovkhoses et les kolkhoses. (Djakov, 1933, p. 173)

Djakov cite quelques exemples de ce «nationalisme local» : les Kirghiz voulaient à tout prix garder dans leur alphabet les « a » et « g » minuscules écrits en italiques. Quant aux Turkmènes, leur alphabet est en principe unifié avec le NTA (Nouvel Alphabet Turc), mais leur « l » correspond au « L » majuscule<sup>13</sup>.

On croit ici comprendre que la position juste consisterait à se situer à égale distance des deux écueils, c'est-à-dire éviter le chauvinisme et le nationalisme, tout en visant l'unification future des langues et des alphabets, la seconde préparant la première. Mais on se rendra compte que le terme même de «fusion», présent dans le discours stalinien, ou «unification», cache un troisième piège.

<sup>12</sup> Djakov, 1933, p. 173.

<sup>13</sup> *Ib.*, p. 174.

### 2.3. CONTRE LES PAN-ISMES

Selon l'expression d'Aliev, «on retrouve toujours des ennemis cachés du nouvel alphabet», et c'est la phrase qui permet d'enchaîner critique sur critique. Une troisième déviation dans la question de la langue nationale serait, en effet, d'après Aliev, incarnée par toute sorte d'idéologies pan-turques, pan-islamistes, etc., qui, «sous le masque d'adeptes' du nouvel alphabet, essayent de promouvoir leurs vieilleries idéologiques hostiles au prolétariat et au pouvoir soviétique»<sup>14</sup>. Ainsi, le linguiste D.V. Bubrix (1880-1949), spécialiste des langues finno-ougriennes, écrit dans son article «Le problème de la langue chez les Caréliens» que dans la République autonome de Carélie, on a proposé de prendre comme langue d'Etat non pas la langue carélienne, ne possédant pas de forme écrite, mais la langue finnoise littéraire, incompréhensible aux masses ouvrières de la Carélie. Conclusion :

Il ne faut pas beaucoup de temps pour prouver que tout cela verse de l'eau au moulin des aspirations *chauvinistes de la Finlande* blanche qui rêve d'envahir la Carélie soviétique et les régions voisines jusqu'à la Volga et à l'Oural. (Bubrix, 1932, p. 42)

Le pan-nationalisme se refléterait également dans le désir des Oudmourtes et des Komis (tous les deux peuples turks !) de passer au «nouvel alphabet turk»<sup>15</sup>.

Comme on peut le deviner, on a surtout beaucoup parlé de panislamisme. Fitrat<sup>16</sup>, écrivait Djakov, pensait que les alphabets tadjik et ouzbek doivent être totalement identiques, car à l'époque de la suprématie de l'alphabet arabe, l'écriture et la littérature tadjik et turk étaient unies. Mais cette unité, d'après Djakov, consistait en la religion et en la culture féodale. Voilà pourquoi, explique-t-il, Fitrat veut cacher derrière la défense de la latinisation ce point de vue panislamiste. On voit, à partir de cet exemple, que toute tentative de motiver l'orthographe par le désir de garder un lien avec l'ancienne écriture est vue comme désir de maintenir le lien avec le passé (féodal)<sup>17</sup>.

Mais en même temps sont critiquées d'autres aspirations de la part de l'intelligentsia nationale, de créer son propre alphabet fermé et de garder

---

<sup>14</sup> Aliev, 1931, p. 35.

<sup>15</sup> Suxotin, 1932, p. 99.

<sup>16</sup> A. Fitrat était un membre du Comité Central du Nouvel Alphabet Ouzbek et partisan de l'alphabet arabe réformé.

<sup>17</sup> Djakov, 1933, p. 173.

toutes les différences qui rendent cet alphabet «national». Et les critiques sont recoupées d'un troisième élément, à savoir la thèse de l'unification des langues, présente dans le discours stalinien :

Nous devons dans tous les cas créer des alphabets dont l'apprentissage soit facile à tous, qui contribuent au *rapprochement culturel* de tous les peuples de l'URSS et n'y fassent pas obstacle. De ce point de vue, *l'unification maximale*, dans la signification des lettres comme dans leur forme, est pour nous un mot d'ordre. (Djakov, 1933, p. 176)

Cette formule corrobore les thèses de Staline sur la fusion ultérieure des langues, mais reste très vague dans la manière de concevoir l'unification : de toutes les langues de l'union, des langues apparentées, des langues des nationalités voisines, autant de solutions qui se prêtent à autant de critiques.

### 2.3. LES DANGERS DE L'UNIFICATION

La deuxième idée de Staline, celle de la fusion ultérieure des langues en une seule, n'est pas moins aisée à mettre en œuvre dans la pratique. A cette époque commence le travail sur l'unification des alphabets vue comme premier pas vers la fusion des langues dans le futur.

Jakovlev parle en 1930, dans son article «L'unification des alphabets pour les langues montagnardes du Caucase Nord», d'unifier les langues «étroitement apparentées» [*blizkorodstvennye*] du Caucase par groupes : le tchéthène et l'ingouche, le kabarde et le kjaxte (bachtcherkesse)<sup>18</sup>. Mais, dans le même ordre d'idées, il propose aussi d'unifier «le petit russe au grand russe». Mentionnons uniquement le fait que Jakovlev se prononce contre la fusion des langues et donc l'unification des alphabets à l'échelle mondiale en critiquant Marr<sup>19</sup>. D'après Jakovlev, poser le problème de l'alphabet tout de suite à l'échelle mondiale c'est oublier que ce problème ne peut être résolu hors des conditions de la communauté socialiste mondiale. Mais nous vivons actuellement l'édification du socialisme dans un seul pays. Il faut résoudre non pas le problème de l'alphabet universel, mais celui de l'unification des alphabets en URSS, comme pas vers l'alphabet universel.

Créer l'écriture universelle à l'étape présente de l'édification socialiste équivaut à créer actuellement une langue universelle unifiée, ce qui contre-

---

<sup>18</sup> Jakovlev, 1930, p. 48.

<sup>19</sup> Jakovlev, 1931a, p. 56.

dit les consignes données par le XVI<sup>e</sup> Congrès et le camarade Staline. (Jakovlev, 1931a, p. 56)

L'alphabet analytique abkhaz de Marr<sup>20</sup> est vu comme une «déviation à gauche» qui contribue en fait à une politique de droite, le refus de tout nouvel alphabet et la conservation de l'alphabet arabe et d'autres vieux alphabets<sup>21</sup>. En même temps, lorsque Jakovlev se prononce en 1930 pour la latinisation de la langue russe, présentée comme élément de l'unification des alphabets, il est aussitôt accusé de «déviation à gauche». La revue *Sovetskoe stroitel'stvo* écrivait : «La juste politique linguistique a également un ennemi 'de gauche' — des projets fantastiques et des projets de 'révolution imminente dans la langue'. La latinisation de l'alphabet russe — voilà une des manifestations de ces 'déviation à gauche'»<sup>22</sup>.

En 1932, les *Thèses du NIJAZ*<sup>23</sup>, en exposant les principes de l'unification des alphabets, parlent déjà de quatre déviations dans le travail sur les alphabets, au lieu de deux chez Staline.

Pour réaliser les tâches de l'édification linguistique, il est nécessaire d'unifier les alphabets à l'intérieur de l'URSS, commence le texte. Le développement des cultures nationales, socialistes par leur contenu et nationales par leur forme, crée les conditions pour que ces cultures fusionnent dans le futur en une culture unie avec une langue unie.

L'unification des alphabets, en créant les prémisses pour unifier les langues, est un des moyens de former dans le futur une langue internationale unie. (*Tezisy*, 1932, p. 92)

Mais dans chaque cas concret, pour chaque nationalité particulière, la question des délais du passage à l'alphabet unifié doit être résolue, vu les tâches concrètes du prolétariat. Le *chauvinisme de grande puissance* s'exprime, d'après les auteurs des *Thèses*, dans l'aspiration d'imposer à tous les peuples de l'URSS le système graphique russe, à conserver les alphabets nationaux sans dépasser le nombre de lettres présentes dans les langues des pays avancés, suite à quoi on ignore les particularités des langues des nationalités «arriérées»<sup>24</sup>. Le *chauvinisme local* consiste, selon

---

<sup>20</sup> Cf. Marr, 1933.

<sup>21</sup> Cf. Suxotin, 1932, p. 102.

<sup>22</sup> Vydrin, 1994, p. 7.

<sup>23</sup> Naučno-issledovatel'skij Institut Jazykoznanija [Institut de recherche scientifique en linguistique], rattaché alors au Commissariat du peuple à l'instruction.

<sup>24</sup> *Tezisy*, 1932, p. 92.

eux, en l'aspiration à conserver ou à créer des formes graphiques particulières pour les langues. Le *pan-nationalisme* consiste dans l'aspiration à unifier un seul groupe de langues dites «apparentées». Enfin, les partisans de *l'unification avec l'Occident* bourgeois, qui désirent l'unification des alphabets nationaux de l'URSS avec certains alphabets bourgeois de l'Occident, sont accusés de préparer idéologiquement une intervention contre l'URSS<sup>25</sup>.

## CONCLUSION

Les problèmes du discours sur la langue dans les régimes totalitaires ont fait l'objet de nombreuses études. Il nous a semblé intéressant de questionner certains aspects de cette problématique sur l'exemple de l'URSS des années 1920-1930, et le discours sur le travail sur les alphabets sert d'exemple édifiant. Cet épisode illustre une fois de plus le poids de la conjoncture sur le travail des linguistes qui étaient chargés d'élaborer les alphabets pour les peuples de l'URSS.

Le lecteur aura deviné notre conclusion. Alphabet «chauvin» ou «alphabet nationaliste», — selon cette logique de Staline qu'il qualifiait de «dialectique», il n'y avait pas de position correcte possible dans le travail sur les alphabets de cette période. Quelque modification qu'on proposât, on était accusé soit de «chauvinisme grand russe» soit de «nationalisme local», sinon de «pan-nationalisme» ou encore de collaboration avec l'Occident bourgeois. On n'avait jamais l'assurance d'occuper la bonne position, même en essayant de suivre la ligne du Parti, qui changeait sans cesse.

J.-Ph. Jaccard, dans son livre sur le thème du «mensonge» soviétique, met en avant son aspect totalisant : la vérité (celle du Parti) était une et unique. Dès les premières années du régime, par exemple dans les articles de Trotsky ou de Lunačarskij, tout est allé dans le sens d'une régulation en fonction de la «ligne générale» du parti, laquelle se confondait avec la vérité<sup>26</sup>. Cette «ligne générale», bien présente dans les propos de Staline cités plus haut, se défendait, nous l'avons noté, de toute critique par l'autoqualificatif de «dialectique». Comme M. Maiatsky le dit dans son article intitulé «Le paradoxe du menteur à la soviétique», le renvoi à la dialectique dans le discours du parti était censé rendre plus flexible la posi-

---

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Jaccard, 2003, p. 25.

tion, mais, surtout, cela hôtait à la doctrine officielle toute chance de se révéler fausse<sup>27</sup>.

On pourrait facilement multiplier les exemples montrant comment les linguistes louvoyaient entre les quatre accusations de ce genre dans leur travail sur la terminologie et sur l'orthographe<sup>28</sup>. Nous ne pouvons que souscrire à ces mots de Vakhtin «de toute évidence, cette approche constitue le nœud de la langue totalitaire»<sup>29</sup>.

© Elena Simonato Kokochkina

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- *Akademija Nauk SSSR respublikam Srednej Azii, 1924-1934, K desjati-letiju nacional'nogo razmeževanija Srednej Azii, 1934, M-L* : Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR. [L'Académie des Sciences aux républiques de l'Asie Centrale, Pour le 10<sup>e</sup> anniversaire de la division nationale de l'Asie Centrale]
- *Rezoljucija, 1933* : «Rezoljucija po otčetnomu dokladu prezidiuma naučnogo soveta VCK NA i sodokladu o naučno-issledovatel'skoj rabote Institutov Narodov Severa, Komiteta NA Tatarii i Burjato-Mongolii», *Jazyk i pis'mennost' narodov SSSR, Stenografičeskij otčet I Vsesojuznogo plenuma naučnogo soveta VCK NA, 15-19 fevralja 1933 g.*, pod red. K. Alaverdova, S. Dimanštajna, D. Korkmasova, A. Nuxrat, Moskva : Izdatel'stvo VCK NA, p. 267-268. [Résolution sur le rapport du Présidium du comité scientifique du VCK NA et co-rapport sur le travail scientifique et de recherche de l'Institut des Peuples du Nord, du Comité de Tatarie et de la Mongolie-Bouriatie]
- *Tezisy, 1932* : «Tezisy metodologičeskogo otdela NIJAZ. Principy unifikacii alfavitov», *Revoljucija i pis'mennost'*, 1-2 (11-12), p. 91-95. [Thèses de la section méthodologique du NIJAZ (Institut de recherche scientifique en linguistique)]. Les principes de l'unification des alphabets]

---

<sup>27</sup> Maiatsky, 2003, p. 43.

<sup>28</sup> Cf. sur le travail terminologique, Jakovlev, 1931b ; *Tezisy*, 1933. N. Vakhtin dans son article donne un exemple des termes qualifiés de «chauvins» et de «nationalistes» dans l'esquimau, malheureusement sans citer sa source (Vakhtin, 2003, p. 257).

<sup>29</sup> Vakhtin, 2003, p. 257.

- *Tezisy*, 1933 : «Tezisy doklada t. Dimanštajna po voprosam terminologii dlja jazykov nacional'nostej, odobrennyj v osnovnom Plenumom», *Stenografičeskij otčet I Vsesojuznogo plenuma naučnogo soveta VCK NA*, 15-19 fevralja 1933 g, pod red. K. Alaverdova, S. Dimanštajna, D. Korkmasova, A. Nuxrat, Moskva : Izdatel'stvo VCK NA., p. 268-269. [Thèses de l'exposé du camarade Dimanštajn sur les problèmes de la terminologie pour les nationalités, approuvées globalement par le Plénum]
- ALIEV U., 1931 : «Pod lozungom XVI parts'ezda k novym zavoevanijam na fronte latinizacii», p. 31-37. [Sous le mot d'ordre du XVI<sup>e</sup> congrès du parti vers de nouvelles conquêtes sur le front de la latinisation]
- — 1932 : «Na straže general'noj linii partii na fronte latinizacii», *Revoljucija i pis'mennost'* 1-2 (11-12), p. 6-14. [En défendant la ligne générale du parti sur le front de la latinisation]
- ALPATOV V.M., 1996 : «The Problem of Choice of Alphabets for the Turkic Languages : History and Present», *Proceedings of the 38<sup>th</sup> Permanent International Alaitistic Conference (PIAC)*, G. Satry (ed), Wiesbaden : Harrasowitz, p. 1-4.
- BUBRIX D.V., 1932 : «Jazykovaja problema u karel», *Revoljucija i pis'mennost'* 1-2 (11-12), p. 38-50. [Le problème de la langue chez les Caréliens]
- CREISSELS D., 1977 : *Les langues d'URSS*, Paris : IES.
- DJAKOV, 1933 : «Itogi i perspektivy latinizacii i unifikacii», *Jazyk i pis'mennost' narodov SSSR, Stenografičeskij otčet I Vsesojuznogo Plenuma naučnogo Soveta VCK NA, 15-19 fevralja 1933*, pod red. K. Alaverdova, S. Dimanštajna, D. Korkmasova, A. Nuxrat, Moskva : Izdatel'stvo VCK NA, p. 171-177. [Bilans et perspectives de la latinisation et de l'unification]
- FIERMAN W., 1991 : *Language Planning and National Development. The Uzbek Experience*, Berlin-NY : Mouton de Gruyter.
- JACCARD J.-Ph., 2003 : «Fausse(s) vérité(s) – vrai(s) mensonge(s)», in J.-Ph. Jaccard (éd.), *Un mensonge déconcertant ? La Russie au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris : l'Harmattan, p. 19-36.
- JAKOVLEV N.F., 1930 : «Unifikacija alfavitov dlja gorskix jazykov Severnogo Kavkaza», *Kul'tura i pis'mennost' Vostoka VI*, p. 44-67. [L'unification des alphabets pour les langues montagnardes du Caucase Nord]
- — 1931a : «'Analitičeskij' ili 'novyj' alfavit ?», *Kul'tura i pis'mennost' Vostoka X*, p. 44-60. [«Alphabet 'analytique' ou 'nouvel alphabet' ?]
- — 1931b : «O principax sozdanija terminologii v nacional'nyx jazykax», *Kul'tura i pis'mennost' Vostoka VII-VIII*, p. 79-92. [Sur les principes de la création de la terminologie dans les langues nationales]

- KRASOVICKAJA T.Ju., 1988 : «NEP i rukovodstvo razvitiem nacional'nyx kul'tur», *Voprosy istorii*, 9, p. 47-51. [La NEP et la direction du développement des cultures nationales]
- MAIATSKY M., 2003 : «Le paradoxe du menteur à la soviétique», in J.-Ph. Jaccard (éd.), *Un «mensonge déconcertant» ? La Russie au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris : l'Harmattan, p. 37-51.
- MAKAROV I.I. & DUBLICKIJ V.N., 1934 : «Narodnoe xozjajstvo i zadači sovetskoj nauki v Kirgizskoj ASSR», *Akademija Nauk SSSR respublikam Srednej Azii, 1924-1934, K desjatiletiju nacional'nogo razmeževanija Srednej Azii*, Moskva-Leningrad : Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, p. 143-168. [La production nationale et les tâches de la science soviétique dans la RSS du Kirghizstan]
- MARR N., 1933 : «Abxazskij analitičeskij alfavit (K voprosy o reformax pis'ma)», *Izbrannye raboty*, vol. II, p. 321-351. [L'alphabet analytique abkhaz (A propos des réformes de l'écriture)]
- SIMONATO-KOKOCHKINA E., 2003 : «Choisir un alphabet, une question linguistique ? Discussions sur le choix des systèmes d'écriture en URSS (1926-1930)», *Le discours sur la langue en URSS à l'époque stalinienne*, édité par P. Sériot, Cahiers de l'ILSL 14, p. 193-207.
- SUXOTIN A.M., 1932 : «Spor ob unifikacii alfavitov», *Revolucija i pis'mennost' 1-2 (11-12)*, p. 95-103.
- VAKHTIN N., 2003 : «Egalité ou fraternité ? Les discussions soviétiques sur la politique linguistique dans les années 1920», *Le discours sur la langue en URSS à l'époque stalinienne*, édité par P. Sériot, Cahiers de l'ILSL 14, p. 247-264.
- VYDRIN A., 1994 : «Jazykovaja politika v Uzbekistane, Fitrat, Polivanov, Stalin i drugie...», *Zvezda Vostoka n 3*, p. 1-7. [La politique langagière en Ouzbékistan, Fitrat, Polivanov, Stalin et les autres]
- XASBA A., 1931 : «K voprosu o sozdanii pis'mennosti dlja abazin Severnogo Kavkaza», *Prosvěščenie nacional'nostej 1: Gosudarstvennoe Pedagogičeskoe Izdatel'stvo*, p. 79-82. [A propos de la création de l'écriture pour les Abazas du Caucase Nord]



## Les métaphores multiples de l'expression 'langue maternelle' : un projet de travail

Andrée TABOURET-KELLER  
*Université de Strasbourg*

### PREAMBULE

Ma contribution concerne la formulation d'un projet de travail à plusieurs, appuyé sur un réseau que les messageries informatiques facilitent aujourd'hui. La visée est comparative : considérant que les différentes expressions désignant la «langue maternelle» constituent un ensemble signifiant hétérogène, tant au cours de l'histoire que dans l'actualité immédiate, la comparaison devrait permettre de mettre en évidence à la fois les aires d'intersections entre deux ou plusieurs ensembles, et les aires spécifiques.

### INTRODUCTION

Je tente de dégager quelques pistes d'investigation, il y en a certes d'autres. Dans son état actuel, mon projet comporte deux volets complémentaires : 1. une étude comparative des expressions qui, dans différentes langues, désignent une langue en tant qu'elle relèverait d'une relation spécifique entre la mère et l'*infans* au sein de laquelle elle remplirait la fonction particulière de l'abord initial du langage, relation et fonction désignées par l'attribut *maternel* ; 2. une analyse, comparative elle aussi, fondée sur les modalités discursives des fonctions idéologiques et politiques que ces expressions étayent.

Ce projet se fonde sur deux thèses. L'une de ces thèses stipule que la langue qualifiée de *maternelle* ne correspond à aucun objet linguistique particulier, mais que cette désignation met en œuvre et résume des associations, voire des réseaux de figures de rhétorique, principalement des méta-

phores, qui diffèrent selon les moments historiques et sociaux des discours qui en font emploi. L'autre thèse concerne de plus près l'objet de notre colloque, à savoir *Le discours sur la langue dans les régimes autoritaires* ; elle se fonde sur l'observation mise en lumière lors de notre premier séminaire, en septembre 2001<sup>1</sup>, selon laquelle les expressions relevées, en particulier *langue maternelle*, figurent dans le discours sur la langue tant dans les régimes autoritaires que dans les régimes démocratiques. Cette thèse stipule que, quel que soit le type de régime, le domaine de la langue est un des domaines par excellence où l'autoritarisme se manifeste – avec l'armée, le droit, l'éducation – pour un ensemble de raisons institutionnelles liées à un idéal, celui de l'unité de l'Etat, unité juridique, administrative, éducative, principalement. Reste alors à préciser pourquoi et comment l'autoritarisme linguistique est exacerbé dans les régimes autoritaires.

Pour la présente investigation, je retiens deux moments concernant la notion de *langue maternelle*, celui de ses origines, celui de ses emplois aujourd'hui. A l'origine, c'est le Moyen- d'Age, aujourd'hui, c'est maintenant depuis une dizaine d'années ; entre les deux, un déplacement considérable du contenu et des emplois du concept s'est produit.

## 1. ETUDE COMPARATIVE DES EXPRESSIONS QUI, DANS DIFFERENTES LANGUES, ASSOCIENT L'ATTRIBUT *MATERNEL* A LA QUALIFICATION NOMINALE DE *LANGUE*

Les expressions retenues concernent deux langues romanes, française avec *langue maternelle*, et italienne avec *lingua materna*, deux langues germaniques, allemande avec *Muttersprache*, anglaise avec *mother tongue*, et, enfin, une langue slave, le russe, avec *rodnoj jazyk*. Il est à noter que français et italien comportent, de plus, les expressions *langue mère* et *madre lingua*. Toutes les expressions de cette liste se caractérisent par l'attribution du mot *mère* ou *maternel* à celui de *langue*, à l'exception de la dernière expression dans laquelle l'attribut *rodnoj* accolé à *langue (jazyk)* réfère à ce qui a rapport à sa propre naissance, les liens du sang, et, par extension, à ce qui est affectivement proche.

L'hypothèse la plus évidente est celle de représentations sémantiques communes. On se proposerait de la vérifier en distinguant le point de vue historique qui doit permettre de repérer et éventuellement de distinguer les ancrages sémiotiques et les filiations notionnelles de ces expressions, et le point de vue fonctionnel qui se propose de cerner les spécificités idéolo-

<sup>1</sup> Crêt-Bérard, 15 septembre 2001 : *La linguistique des dictateurs* (Faculté des Lettres, Section des langues slaves, BFSH 2, CH-1015 Lausanne, <http://www.unil.ch/slav/ling>).

giques actuelles de ces expressions dans les situations et les contextes de leurs emplois. Les niveaux d'analyse suivants pourraient être mis à profit : étymologique (qu'est-ce qui a été transféré, un signifiant? un signifié ?), sémantique (limitations et extensions éventuelles des acceptions sémantiques), sociolinguistique (formations identitaires, schèmes possibles de la mise en discours particuliers à chaque langue).

Dans le cadre de cette étude, seuls des éléments d'information peuvent être présentés. Par ailleurs et sauf exception, je laisse de côté les références bibliographiques dont la mention pourrait occuper à elle seule la totalité de l'espace de ce texte, il convient cependant de signaler que la documentation concernant les expressions du type *langue maternelle* est très inégale selon les langues, premier résultat comparatif qu'il faudrait analyser et interpréter. Par exemple, cette documentation est particulièrement riche en langue allemande. Le linguiste allemand Leo Weisgerber (1895-1985) a conceptualisé le terme dans une œuvre abondante, répétitive, discutable par bien des aspects<sup>2</sup> mais dont certaines contributions, comme *Die Entdeckung der Muttersprache im europäischen Denken*, de 1948, ('La découverte de la langue maternelle dans la pensée européenne'), restent une source importante concernant l'expression en allemand mais également dans les autres langues. Je dois me limiter à un nombre restreint d'exemples, seuls les ouvrages cités figurent dans la bibliographie.

## 2. APPARITION DE L'EXPRESSION *LANGUE MATERNELLE* ET EMPLOIS DE LA NOTION AU COURS DU MOYEN-AGE

Les premières occurrences sont attestées à partir du 12<sup>ème</sup> siècle dans des écrits en latin d'Eglise où la métaphore *maternel(le)* qualifie les idiomes autres que le latin, par exemple, en 1119, «... *episcopus ... idem clericis et laicis materna lingua exposuit*». Au cours des 13 et 14<sup>èmes</sup> siècles, le contexte n'est plus forcément le latin. Chez Dante (1265-1321) par exemple, le contexte est en latin dans le traité *De vulgari eloquio* de 1304 avec *materna locutio* et *materna vulgare*, mais en italien dans la *Divina Comedia* avec l'expression *parlar materno* ; chez John Wyclif (1320-1384), les deux contextes sont également présents, avec en anglais les deux expressions *modir language* et *modyr tongue* (les deux en 1380). Le même phénomène se rencontre dans d'autres situations, mais avec des décalages dans

<sup>2</sup> Weisgerber soutient que communauté de langue (*Sprachgemeinschaft*) et langue maternelle (*Muttersprache*) se déterminent l'une l'autre selon une loi universelle dans laquelle la communauté de langue est indiscutablement présupposée comme déterminante du fait communautaire (1948, pp. 8-13). Position permanente de ses premiers écrits (1929) à ceux d'après 1945 (1949-50, 1971).

le temps, par exemple au Danemark, avec *materna lingua* en 1210 mais *modhormal* au début du 14<sup>ème</sup> siècle. De manière très générale, de tels emplois sont attestés dans pratiquement toute l'Europe de l'Ouest et du Nord. Dans l'ensemble, j'ai recensé

1180 : *materna lingua* (Norvège)  
*materna lingua* (Danemark)  
*materna locutio*, *maternum vulgare*, parler materno (Dante, latin et italien)  
1350 : *moðurmal* (vieil islandais)  
langage commun et maternel (Erasmus, français)  
*modhormal* (danois)  
*modir language*, *modyr tongue* (Wyclif, anglais)  
*modersprake* (bas allemand)

Cette liste est purement indicative : elle illustre cependant que dans une période relativement courte, deux siècles, l'emploi de l'expression se généralise. Pourquoi ?

Les contextes de ces emplois nous donnent une indication. Ils ont tous en commun de faire fonctionner, explicitement ou implicitement, l'opposition entre le latin, alors langue d'Eglise ou langue de l'érudition, et un idiome autre, qualifié de *langue maternelle*. A ce point de mon investigation, je distingue de manière non-exhaustive, quatre univers principaux de discours où cette opposition est opérante : le religieux, le juridique, le littéraire, l'éducatif, je donne de rapides exemples concernant les trois premiers. Que ces univers se croisent, se soutiennent mutuellement ou bien soient en rivalité ne fait aucun doute ; la question est de savoir comment ils sont reliés. Comment fonctionnent ces croisements échappés à notre investigation d'aujourd'hui.

Dans l'univers du religieux, le passage du latin de la Vulgate<sup>3</sup> à une *lingua materna* est déterminant dans l'histoire de la Chrétienté en Occident : il s'agit de la traduction de la Bible dans les idiomes des peuples chrétiens ou à christianiser<sup>4</sup>, traduction dont l'enjeu n'est rien moins que l'accès de l'homme du peuple au texte biblique ; lecteur et commentateur, il peut dès lors interpréter la parole divine. Le pouvoir quasi totalitaire que s'assure l'Eglise sur l'interprétation de cette parole par le biais du latin est

<sup>3</sup> Il s'agit de la traduction latine de la Bible par Saint Jérôme à Bethléem (390-405) ; l'œuvre de Jérôme tente de s'affranchir des anciennes versions faites sur le grec et de revenir à la «vérité hébraïque» ; cette version ne sera reconnue comme authentique qu'au Concile de Trente, en 1546, et ne s'imposera comme version officielle de la Bible catholique qu'en 1592 (Rey, 2000, p. 2188).

<sup>4</sup> Cette tâche est actuellement poursuivie, en particulier par le *Summer Institute of Linguistics* : des idiomes encore sans écriture reçoivent une écriture de sorte à ce que la Bible puisse être traduite et diffusée.

un exemple magnifique, peut-être l'exemple *princeps* dans notre civilisation occidentale, d'un pouvoir politique par la langue. Il faut se rappeler que les 12, 13 et 14<sup>èmes</sup> siècles sont riches de mouvements contestataires – menés par différents réformateurs dont plus d'un paye son engagement de sa vie – dans toute l'Europe de l'Ouest.

Dans une bien moindre mesure intervient dans notre étude, le problème posé par la traduction du texte relatif au don des langues, associé à la descente de l'Esprit Saint sur les apôtres réunis à Jérusalem, dix jours après l'Ascension (suivant les Actes des apôtres).

Dans l'univers du droit, je ne connais pour le moment que le cas français. Il devrait être possible de relever des premières données, telle par exemple la pérennité du latin dans les différents textes juridiques en Europe. En France, au 13<sup>ème</sup> siècle, on pouvait déjà entendre les plaideurs formuler leurs plaidoiries dans «leurs propres mots» mais la transcription se faisait en latin. Un certain nombre d'ordonnances, de Montil-les-Tours (1454), Moulins (1490), puis la bien connue Ordonnance de Villers-Coterêts (1539), participent d'abord à imposer de mettre par écrit les opérations juridiques, tant ce que déclarent «les parties en jugement» que les lois elles-mêmes – Charlemagne déjà en avait souligné la nécessité – mais aussi à unifier leur écriture. Par exemple, l'Ordonnance de Moulins prescrit «en tout le pays du Languedoc» l'emploi du latin dans les transcriptions et ordonne qu'elles soient «redigez par escrit en langage François ou maternel». Le long passage, plusieurs siècles, d'une justice locale et orale à une justice nationale et écrite participe de plusieurs développements : l'unification de l'écriture, sa grammatisation et sa normalisation, la promotion du modèle écrit mais aussi le cadre de cette promotion. En résumé, sous couvert de l'appel au *langage maternel et françois*, il s'agit aussi bien de l'unification du pouvoir de l'Etat au cours même de sa mise en place, c'est-à-dire de sa consolidation qui peut prendre des aspects autoritaires, voire tyranniques, que de la promotion des conditions de la démocratie par l'instauration de la possibilité pour chaque citoyen d'avoir accès aux textes qui le concernent. On peut dire que si l'unification du pouvoir d'Etat est relativement bien réalisée, la compréhension par tous de l'ensemble des textes qui régissent la vie en société est loin d'être atteinte.

Dans l'univers de la création littéraire, il existe de nombreux travaux d'investigation et de description des textes du Moyen-Age écrit dans des langues non latines, ce n'est pas mon domaine. La chantefable française *Aucassin et Nicolette* date du 13<sup>ème</sup> siècle, le passage de Dante au *parlar materno* a déjà été évoqué. Il s'agit de sa part d'un engagement profond qui vise à édifier une culture laïque moderne ; la langue vulgaire doit être fondée scientifiquement (dirait-on aujourd'hui), elle ne doit pas seulement être une transcription hasardeuse du *maternum vulgare* (*De vulgari eloquentia*, 1303-1305) mais mettre à profit tout le savoir de l'époque (philosophique

et scolastique) pour aboutir à une réelle élaboration linguistique (*La Divine Comédie*, 1306-1321)<sup>5</sup>.

Un trait commun caractérise ces trois univers : les expressions *langue maternelle*, *vulgaire*, ou *autre*, sont conceptualisées par opposition au latin. Nous laissons de côté le fait que l'expression *langue* elle-même est une métaphore qui s'appuie sur l'organe anatomique et qu'elle peut fonctionner en complémentarité avec l'expression *tongue*, en anglais, par exemple. Ce trait commun est avant tout leur fonction contestataire et réformatrice au sein de la catholicité, fonction générale en Europe de l'ouest ; dans la même période l'expression soutient la promotion des Etats et de leur pouvoir central, promotion qui va s'étaler sur plusieurs siècles dans certains cas, et sera même très tardive dans les cas de l'Allemagne et de l'Italie. Il ressort que dans le cadre religieux, il s'agit de remplacer le latin par un texte dans une langue qui connaît déjà des formes écrites (le «français» du réformateur Valdo, l'«allemand» de Luther, par exemple) alors que, dans le cadre juridique, il s'agit de mettre d'abord par écrit des coutumes locales non encore écrites et de les unifier ensuite dans une même langue, au sein d'un même territoire de pouvoir. L'écriture d'œuvres littéraires et philosophiques dans une telle langue, peut, quant à elle, être interprétée à la fois comme un appui du mouvement contestataire intra-religieux et comme participation à la mise en place d'institutions non inféodées au pouvoir du latin. Là encore, je laisse de côté le fait qu'à la fin du Moyen Age, pouvoir religieux romain et pouvoir laïc des princes entretiennent des rapports tantôt conflictuels, tantôt de coopération dans lesquels les alliances avec les réformateurs et les esprits forts comme Dante sont promues ou défaites selon les opportunités du moment.

Une fois ces traits généraux dégagés, l'étude comparative devrait être poursuivie de langue à langue. Nous disposons actuellement de solides amorces d'une telle investigation, comparant les cas allemand et français (Goebel, 1986) et anglais et français (Tabouret-Keller, Le Page, 1986), sans doute y a-t-il d'autres études qu'il conviendrait de recenser.

### 3. POUR UNE ANALYSE COMPARATIVE DES FONCTIONS IDEOLOGIQUES ET POLITIQUES QUE CES EXPRESSIONS ETAYENT

Faisons un saut de géant et passons aux temps présents. Dans le vaste chantier dont la mention ici est l'expression d'un vœu plutôt que d'une

---

<sup>5</sup> En 1313, Dante fut condamné à mort par contumace ; il avait, entre autre, préconisé la stricte autonomie des pouvoirs de l'Empereur et du Pape.

réalité, il est possible de dégager une profonde transformation qui touche à la mise en discours de l'expression *langue maternelle* après la fin de la seconde guerre mondiale. Depuis les années cinquante, je n'ai cessé de réunir des informations de première main sur divers terrains et accéder à nombre de documents écrits, en particulier dans le cadre des institutions européennes. Ces activités se poursuivent aujourd'hui.

Au cours de cette seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, il me semble possible de distinguer, en Europe de l'ouest et du nord, trois périodes qui se chevauchent :

- *la période de l'immédiat après-guerre*, disons jusqu'au début des années soixante, pendant laquelle on observe la résurgence d'anciennes revendications nationales et identitaires locales liées à l'emploi d'une langue propre, que ce soit au Pays basque, en Bretagne, en Vallée d'Aoste ou au Pays de Galles. Les langues locales comme le breton ou l'alsacien sont encore parlées dans les familles, voire transmises aux enfants ; l'emploi de l'expression «*langue maternelle*» est relativement fréquent ;

- *la période qui correspond à ce que l'on appelle «les trente glorieuses»*, en gros des années 50 aux années 80, pendant laquelle l'expression de la revendication identitaire, accompagnée de la revendication à une langue propre, généralement qualifiée de maternelle, s'aiguisé, devient plus insistante, voire se généralise dans les Etats ou régions concernés. Dans la même période, la génération des anciens locuteurs de langues locales tend à s'éteindre, ces langues sont de moins en moins souvent transmises dans le sein des familles. Cette revendication trouve alors son expression dans les institutions des Etats qui prennent des mesures en faveur de l'emploi de ces langues, généralement dans le domaine de l'éducation mais pas uniquement ; elle fait également surface dans les institutions internationales à vocation supra-nationale comme le Conseil de l'Europe ;

- *enfin la période actuelle se caractérise par la consolidation des acquis institutionnels en faveur de ces langues locales, quelquefois aussi par de premières contestations* (par exemple dans la Vallée d'Aoste, Fondation Chanoux, 2002). Cette consolidation va de pair avec un déclin de l'usage de ces langues, tant dans les familles qu'en milieu rural où elles étaient longtemps restées présentes dans le commerce quotidien. Ce déclin reflète également le fait que les formes enseignées de ces langues locales sont des formes normalisées qui entretiennent des écarts plus ou moins importants avec les formes vernaculaires.

La mise en discours de l'expression «langue maternelle» se transforme ainsi sur deux plans : revendiquée comme un droit, en particulier pour l'enfant, elle cède la place à d'autres expressions, généralement des noms de langues comme dans les textes du Conseil de l'Europe qui concernent les langues régionales sans employer l'expression «langue maternelle», ou dans les textes législatifs français concernant leur enseigne-

ment. Dans le même temps où l'usage public de ces langues s'amenuise, voire disparaît, l'emploi s'est imposé de termes généraux comme «langue régionale». Par ailleurs, mais plus récemment, en gros depuis la fin des années quatre-vingt dix, l'emploi de l'expression *langue maternelle* réapparaît dans le contexte bien particulier de la mention d'une langue que l'on a le devoir d'enseigner aux enfants car ils ne connaissent plus leur *langue maternelle*, voire ne l'entendent même plus. En somme, il faut maintenant enseigner la langue maternelle car elle n'est plus parlée. L'argument selon lequel tout idiome doit être sauvé est fréquemment invoqué, il figure en particulier dans le Préambule de la *Charte européenne des langues régionales et minoritaires*<sup>6</sup>.

Selon l'indication donnée dans l'introduction, l'expression russe *rodnoj jazyk* ne correspond pas à celle de langue maternelle qui serait littéralement *materinskij jazyk*. Patrick Sériot qui, depuis notre colloque, a entrepris d'explorer les questions posées par *rodnoj jazyk*, me signale<sup>7</sup> que *rod* dénote à la fois la naissance individuelle (*rody* : accouchement) et la lignée, la souche, le clan, l'appartenance à une communauté dont les limites sont extensibles, par exemple *ruskij narod*, le peuple russe en entier. Par ailleurs, précise-t-il, historiquement il y a en Russie deux langues<sup>8</sup> : le russe vernaculaire, dit slave oriental, non écrit jusqu'au début du 18<sup>ème</sup> siècle, et le slavon, langue de l'écrit d'Eglise, originaire des Balkans du sud, ou vieux-bulgare, de moins en moins compréhensible pour le «simple peuple», à mesure qu'on avance dans le temps. Au début du 18<sup>ème</sup> siècle, paraissent des essais, encore malhabiles, d'utiliser le vernaculaire pour imiter la littérature galante française et transcrire les manuels de construction navale hollandais, essais qui donneront lieu, au tournant du 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles, à une polémique entre les archaïstes et les novateurs pour savoir si on doit faire des néologismes par emprunts et calques du français ou bien par créations à partir du russe ou du slavon<sup>9</sup>. Le russe, insiste Sériot, est une langue profondément mixte.

<sup>6</sup> Le texte complet de la Charte figure, entre autre, in Clairis *et al.*, 1999, p. 255 – 272.

<sup>7</sup> Courriers des 29. 9. , 16.11. et 1. 12. 2003.

<sup>8</sup> Au Moyen Age, la langue des codes et recueils de lois fut le «russe de chancellerie» (*kanceljarskij jazyk*), à morphologie slave de l'est mais au style particulièrement embrouillé et à la syntaxe imitée du slavon.

<sup>9</sup> Au début des années 1970, j'eus le privilège d'assister, à l'université de Daar es-Salaam, à des séances de travail à l'initiative de l'Académie de la langue swahili, dont l'objet était analogue : fallait-il pour les produits d'importation mais aussi pour les concepts scientifiques et philosophiques, forger des termes originaux à partir de racines swahili ou bien s'en tenir à l'emprunt des appellations ou des expressions d'origine ? la difficulté qui donna lieu à la plus importante perplexité, concernait les

De plus, dans le discours sur la langue tant dans la Russie d'antan que dans l'URSS, une distinction a cours entre la langue du peuple, *narodnyj jazyk*, et la langue littéraire *literaturnyj jazyk*, langue châtiée que ne comprend pas le simple peuple mais que les «intellectuels» estimaient représenter pour le libérer des propriétaires terriens. Le simple «peuple» (*narod*, plus près de la notion de *Volk* que l'expression française *peuple*) est source d'inspiration dans le sens qu'il faut apprendre de lui la langue pure de «nos ancêtres», non souillée par les emprunts étrangers, mais elle a aussi l'inconvénient d'être grossière, bref un parler «populaire», ce qui est insupportable pour les dits «intellectuels». Il faut donc éduquer le peuple, slogan de tous les mouvements intellectuels populistes urbains. Ainsi, au-delà de *rodnoj jazyk*, il convient de souligner la tension entre *literaturnyj jazyk*, langue littéraire à ne pas confondre avec la langue de la littérature, langue châtiée et polie par le travail de ceux qui savent manier la langue — pure tautologie évidemment — et *narodnyj jazyk*, langue du peuple, à la fois source d'inspiration, de ressourcement, et en même temps cible d'une activité d'épuration et d'enseignement.

En Ukraine, la situation est différente. L'expression *ridna mova*, équivalente à *rodnoj jazyk*, ne renvoie pas à l'opposition entre vernaculaire et slavon, mais entre vernaculaire et russe, langue de l'opresseur ou du libérateur, selon les options politiques. Depuis l'indépendance, l'ukrainien est la langue de l'Etat, que bien peu maîtrisent, mais qui est objet d'enseignement obligatoire, avec un succès varié selon les régions. Il reste à confirmer — ce qui semble plus que probable, tant en Russie qu'en URSS — l'absence de distinction entre ce qui serait une langue maternelle, au sens allemand de *Muttersprache*, et la langue courante (*Umgangssprache*). Il convient donc, sur bien des points, de viser une étude contrastive plutôt que comparative.

## QUELQUES REMARQUES ET UNE CONCLUSION

Les nouages métaphoriques de l'expression *langue maternelle*, que je pensais mettre au centre de cette communication, n'y sont pas vraiment. Mais une transformation profonde des représentations qui en étayaient les emplois peut être indiquée :

- dans les premiers temps, en gros jusqu'au début du 19<sup>ème</sup> siècle : *un objet à conquérir*, lié à la mère physique, à l'oralité, au territoire, à la communauté, représentations qui se densifient (*verdichten*) par

l'absorption, selon les besoins, d'autres associations, par exemple à une langue mère, à un idéal national, à l'idée d'égalité ;

- dans un second temps, au courant du 19<sup>ème</sup> siècle : *un objet à préserver* (importance du romantisme allemand) que ce soit dans les régions rurales qui tendent déjà à être délaissées, dans les considérables masses migrantes (vers les Amériques, vers la ville ...), dans les territoires annexés suite à des guerres, dans les petites régions, dans les nouveaux Etats ... ;

- enfin, aujourd'hui *un objet du manque*, objet déjà perdu, qui peut unir, sous le couvert de l'expression *langue maternelle*, toutes les images rhétoriques que l'on voudra, et servir toutes les formes d'engagement, des plus nobles et apaisées aux plus sordides et fanatiques.

Par ailleurs, compte-tenu des premiers documents fournis par Patrick Sériot et présentés ci-dessus, nous devons questionner les limites de la méthode comparative en ce qui concerne les cas ouest-européen et est-européen et, sans doute dans tous les cas, avoir recours aussi aux méthodes contrastives.

En introduction, je posais la question de savoir pourquoi et comment l'autoritarisme linguistique est exacerbé dans les régimes autoritaires : de tels régimes ne peuvent fonctionner que quand le plus grand nombre de courroies de transmission du pouvoir sont contrôlées à partir d'un centre ; les démocraties ne sont pas exemptes de tentatives despotiques, en particulier dans le domaine des politiques linguistiques, questions que nous n'abordons pas directement ici, mais qui affluent constamment dans nos exposés. De tels régimes, mais particulièrement les régimes totalitaires qui peuvent se définir par le fait qu'ils ne tolèrent pas d'exception à un pouvoir qui se veut total (Lacoue-Labarthe et Nancy, 1998), s'appuient sur des éléments symboliques parmi lesquels la langue commune, qualifiée de maternelle au besoin, est facile à mettre en œuvre : elle est directement la propriété de chacun, qui, par son biais, peut s'identifier à la «communauté» des autres qui comme lui la parlent. Des agrégats sont construits, le plus prolifique est certes l'agrégat allemand entre *Sprachgemeinschaft* et *Volks-gemeinschaft*. Se profilent ici des questions incontournables : comment se construisent et fonctionnent les relations d'identité ? de la langue au peuple, de la langue à la nation ? de chaque locuteur à de telles relations ? questions à intégrer dans notre chantier de travail. Des pistes d'investigation sont proposées par Pierre Legendre qui préconise que l'identité est relationnelle de manière intrinsèque en tant que lieu de la rencontre du subjectif et du social (Legendre, 2001, p. 29-30) et, plus généralement, que le lien social est assujéti à la relation d'identité (*op. cit.* p. 194). Dans cette optique, un des instruments du «maniement social de l'identité» (*op. cit.* p. 186) serait l'évocation de la langue maternelle, sous ses divers couverts ((Tabouret-Keller, 2002).

En conclusion, il convient de souligner que la réalisation du projet que nous avons esquissé exige de nombreuses collaborations. Or un réseau ne fonctionne pas bien ou même cesse de fonctionner quand les gens n'ont pas l'occasion de se rencontrer et de discuter de vive voix (par exemples, les réseaux de la Fondation Européenne de la Science sur le code-switching pour rester dans notre domaine (Milroy et Muysken, 1995), ou bien le réseau du *International Group for the Study of Language Standardization and the Vernacularization of Literacy* (IGLSVL) (Tabouret-Keller et al., 1997), ont tous fonctionné avec des rencontres.

Quelques étapes peuvent être définies : cerner parmi les nombreuses pistes une piste qui raisonnablement peut aboutir parce qu'elle est délimitée et qu'elle intéresse des collègues qui peuvent y consacrer du temps ; ou bien se borner à fabriquer un livre, pourquoi pas plurilingue, avec différentes contributions autour du thème de la langue maternelle.

A souligner, une difficulté particulière si l'on préconise la comparaison Europe de l'ouest et Europe de l'est, voire l'Europe centrale et orientale (ECO), due au fait que très peu de collègues connaissent les langues slaves par exemple, contre relativement beaucoup qui pratiquent langues romanes et germaniques.

© Andrée Tabouret-Keller

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CLAIRIS, Christos, COSTAOUËC, Denis et COYOS, Jean-Baptiste, 1999 : *Langues et cultures régionales de France*, Paris : L'Harmattan.
- Fondation Chanoux, 2002 : *Una Valle d'Aosta bilingue in un'Europa plurilingue*, [www.fondchanoux.org](http://www.fondchanoux.org).
- GOEBL, Hans, 1986 : «Der 'Muttersprache Not' in der Romania. Eine begriffsgeschichtliche Betrachtung zum Bezeichnungstyp 'langage maternel français'», *Grazer Linguistische Studien*, n° 27, p. 69-88.
- LACOUË-LABARTHE, Philippe et NANCY, Jean-Luc, 1998 [1991, 1<sup>ère</sup> éd.] : *Le mythe nazi*, s.l. : Editions de l'Aube.
- LEGENDRE, Pierre, 2001 : *De la société comme texte. Linéaments d'une anthropologie dogmatique*, Paris : Fayard.
- MILROY, Lesley et MUYSKEN, Pieter (Eds.), 1995 : *One Speaker, two Languages. Cross-disciplinary Perspectives on Code-Switching*, Cambridge : Cambridge University Press.
- REY, Alain, 2000 : *Le petit Robert*, Paris : Dictionnaires Le Robert.

- 
- TABOURET-KELLER, Andrée, 2003 : «La langue maternelle, un carrefour de métaphores», *Diaspora(s), Les langues dépayssées*, n° 2, pp. 21-35.
  - TABOURET-KELLER, Andrée et LE PAGE, Robert, 1986 : «The mother tongue metaphor», *Grazer Linguistische Studien*, n° 27, p. 249-60.
  - TABOURET-KELLER, Andrée, LE PAGE, Robert, GARDNER-CHLOROS, Penelope et VARRO, Gabrielle, 1997 : *Vernacular Literacy. A Re-Evaluation*, Oxford studies in Anthropological Linguistics, Oxford : Clarendon Press.
  - WEISGERBER, Leo, 1929 : *Muttersprache und Geistesbildung*, Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht.
  - — 1954-1959 [1949-1950, 1<sup>ère</sup> éd.] : *Von den Kräften der deutschen Sprache*, Düsseldorf : Pädag. Verlag Schann.
  - — 1971 : *Die geistige Seele der Sprache and ihre Erforschung*, Düsseldorf : Pädag. Verlag Schann.

## **Les langues dans les constitutions algériennes**

Noura TIGZIRI  
*Université de Tizi-Ouzou*

### **DONNEES HISTORIQUES**

L'histoire de l'Algérie, malgré une civilisation berbère qui date de la plus haute antiquité (II<sup>e</sup> millénaire), ne commença officiellement que lorsque les Phéniciens créèrent des comptoirs commerciaux lors de leur arrivée dans ce pays. Vinrent ensuite les Carthaginois, qui reprirent ces comptoirs commerciaux et laissèrent l'intérieur des terres aux Berbères. Au premier siècle avant notre ère, les Romains occupèrent l'Afrique du Nord. Les Berbères réfugiés dans les montagnes (et au Sahara) ne purent être latinisés et même, avec l'avènement du christianisme plus tard, ils résistèrent et gardèrent leurs valeurs culturelles.

En 711, les armées arabo-musulmanes qui avaient quitté l'Egypte en 647, vinrent à la conquête du Maghreb. Les Berbères adoptèrent très rapidement la religion musulmane, mais développèrent une résistance farouche à l'égard de la langue arabe. Après la domination turque qui fit de l'Algérie une province de l'Empire ottoman, la France envahit l'Algérie en 1830.

Lors de la colonisation française, qui a duré jusqu'en 1962, les colons français imposèrent la langue française dans tout le pays. C'était la langue de l'administration, de l'enseignement et de l'affichage. Une loi française de 1938 déclara même l'arabe comme « langue étrangère en Algérie ».

Après la première guerre mondiale, le nationalisme algérien commença à se développer au sein de la bourgeoisie musulmane. Alors vint l'ère des revendications dont la plus importante est l'égalité des droits avec les Européens. Le projet de Blum-Violette qui proposait en 1936, d'élargir à la citoyenneté sans contrepartie religieuse, fut favorablement

accepté par notamment Ahmed Messali Hadj, fondateur, en 1926, de l'Etoile nord-africaine, mais rejeté par les colons français. Ce n'est qu'en 1961, un an avant l'indépendance, que le général de Gaulle, alors président de la République française, signa un décret rendant l'enseignement de la langue arabe dans les écoles primaires obligatoire.

En 1932, parut un ouvrage de Tewfiq al-Madani intitulé *Le livre de l'Algérie*, dans lequel il déclara :

L'islam est notre religion, l'Algérie notre patrie, la langue arabe est notre langue.

Cela conforta les nationalistes arabisants, qui développèrent envers la langue française, langue du colonisateur, une forte intolérance, car pour eux ce n'était pas seulement une langue étrangère, mais un symbole de colonisation et de soumission.

Dès les années 30 éclate un conflit entre le nationaliste Amar Imache dont l'attachement à la tradition berbère est connu et Messali-hadj, autre nationaliste mais d'inspiration arabo-musulmane. Les dirigeants arabo-islamiques réunis au Caire au printemps 1947 créent le comité de libération du Maghreb arabe dirigé par Abdelkrim où il est dit que le Maghreb arabe dont fait partie l'Algérie «...doit son existence à l'islam (...) et fait indissolublement partie des pays arabes...»

Les Kabyles de la fédération de France se sentant exclus de l'histoire, s'élèvent contre ces déclarations en écrivant dans *L'étoile algérienne* sous la plume de Rachid Ali Yahia «l'Algérie n'est pas arabe. Elle est algérienne...»

Suite à la «crise berbériste» de 1948-49 il y a eu une production «berbéro-nationaliste» importante de militants nationalistes qui, tout aussi attachés à l'indépendance nationale, n'en restent pas moins attachés à la langue berbère chantée dans les chants patriotiques *tamazight at-gem at-ternu* ('la langue berbère croîtra et prospérera') (Ait-Amrane, kker a mmi-s umazigh, 2e version)

## L'APRES-INDEPENDANCE

En septembre 1962, Ben Bella fut élu président de la République algérienne démocratique et populaire et suspendit la Constitution du pays en octobre 1963. Dans le préambule de cette constitution (du 10 septembre 1963) il est dit :

L'Islam et la langue arabe ont été des forces de résistance efficaces contre la tentative de dépersonnalisation des Algériens menée par le régime colonial.

L'Algérie se doit d'affirmer que la langue arabe est la langue nationale et officielle et qu'elle tient sa force spirituelle essentielle de l'Islam ; toutefois, la République garantit à chacun le respect de ses opinions, de ses croyances et le libre exercice des cultes.

Cela montre comment le pouvoir algérien de l'époque a abordé la langue sous l'angle du sacré et glorifié l'histoire algérienne en insistant sur l'arabité et l'islamité comme éléments primordiaux de l'identité et de la personnalité algérienne. Ainsi, toute critique envers l'arabisation tous azimuts est mal perçue, car désormais, remettre en question l'arabe c'est critiquer l'islam, ce qui est évidemment très mal accepté dans la société algérienne qui restait profondément attaché à sa religion. Bien sûr, il n'est point fait référence à l'amazighité qui, pour le pouvoir algérien, constituerait un danger pour l'unité nationale. Le processus engagé à l'époque pour la construction du pays a buté dès l'indépendance sur un problème lié aux éléments identitaires. Cette politique d'arabisation et d'exclusion de tamazight est couronnée dès 1962, quand la chaire de berbère de l'université algérienne a été supprimée malgré une demande de maintien et une offre de service expresses présentées par feu Mouloud Mammeri au ministre de l'éducation de l'époque.

Le 19 juin 1965, Ben Bella fut destitué par le Conseil de la révolution que présidait Houari Boumédiène, lequel lui reprochait ses méthodes de gouvernement autoritaires.

A peine installé à la tête du pays, Boumediène, ressentant une forte animosité à l'égard de la langue française, commença une campagne d'arabisation et confia des portefeuilles ministériels aux conservateurs religieux pour promouvoir la langue du Coran que personne ne parlait ni n'utilisait à l'époque. Toute référence à l'identité est évacuée. On ne parlait que de culture nationale, de personnalité nationale, etc.

Dans l'ordonnance du 16 avril 1976 portant sur l'organisation de l'éducation et de la formation, il est dit dans le chapitre 1 relatif aux principes fondamentaux :

Art. 2 : Le système éducatif a pour mission, dans le cadre des valeurs arabo-islamiques et de la conscience socialiste...

Art. 8 : L'enseignement est assuré en langue nationale à tous les niveaux d'éducation et de formation et dans toutes les disciplines.

La constitution du 22 novembre 1976 vient appuyer l'attachement de l'Algérie à l'Islam et à la langue arabe avec les articles 2 et 3.

Article 2 : l'Islam est la religion de l'Etat.

Article 3 : l'arabe est la langue nationale et officielle.

L'Etat œuvre à généraliser l'utilisation de la langue nationale au plan officiel.

Le pouvoir continue à pratiquer une politique d'exclusion et de marginalisation de la langue et de l'identité amazighes. L'Algérie est désormais tournée irrévocablement vers le Moyen-Orient. L'Algérie est arabo-musulmane et toute tentative de revendication est fortement réprimée : revendiquer la langue amazighe était synonyme d'atteinte à l'unité nationale, revendiquer la langue française qui était et qui continue à être la langue de travail était synonyme de collaboration avec la France qui continuait à être vue comme un occupant et colonisateur.

Pendant toute cette période de régime unique, de pensée unique, etc., des rancunes se développaient, des révoltes couvaient.

Après la mort de Boumediène en 1979, Chadli Bendjedid lui succéda. Pour une fois, l'espoir commença à gagner les Algériens qui avaient énormément souffert du régime autoritaire de feu Boumediène. Chadli déçut très vite puisqu'il lui était reproché de dilapider les richesses nationales et son laxisme devant la corruption dans le pays.

Les militants culturels berbères en relation avec l'académie berbère fondée à Paris en 1967 par feu Bessaoud et plus tard avec feu Mouloud Mammeri subirent une répression féroce : arrestations, condamnations «radicalisent la situation et accentuent la politisation de la revendication»<sup>1</sup>. C'est dans ce climat qu'éclatent une révolte et des mouvements de protestation dans toute la Kabylie et la capitale Alger. Le 'printemps berbère' d'avril 1980 a démontré la mobilisation d'une partie des Algériens pour leur identité et leur langue. Les revendications majeures de toute une population (celle de la Kabylie) étaient la reconnaissance de la langue berbère et la liberté d'expression.

En 1988 éclatèrent d'autres émeutes réprimées dans la violence. Les Algériens réclamaient une démocratie, la liberté d'expression et la pluralité linguistique.

Le 13 février 1989, le président Chadli fit adopter par référendum une nouvelle constitution, qui ouvrit l'Algérie au multipartisme mais qui ne prend aucunement compte des revendications relatives à la langue berbère. En effet on peut lire dans le préambule de cette constitution :

L'Algérie, terre d'islam, partie intégrante du Grand Maghreb, pays arabe, méditerranéen et africain, s'honore du rayonnement de sa Révolution du 1er novembre et du respect que le pays a su acquérir et conserver en raison de son engagement pour toutes les causes justes dans le monde.

---

<sup>1</sup> Chaker, 1989.

Ainsi l'Algérie, une fois de plus, est affirmée pays arabe et musulman. En associant à chaque fois l'islam et la langue arabe, on reconnaît encore une fois la sacralisation de la langue arabe qui devient *de facto* intouchable.

Les articles 2 et 3 ferment toutes les issues. L'arabe est la langue nationale et officielle. L'utilisation de l'article défini 'la' ne laisse aucune chance. Il n'y a qu'une seule langue et c'est la langue arabe.

Article 2. — L'Islam est la religion de l'Etat.

Article 3. — L'arabe est la langue nationale et officielle.

Il n'est point fait référence à la langue berbère. La politique culturelle et linguistique ne connaît aucune évolution. Cette constitution prend même soin d'interdire la création d'organisations politiques sur des bases régionales (art. 40/2) et la loi sur «les associations à caractère politique» votée par l'A.P.N en juillet 1989 interdit la formation de partis politiques sur des bases linguistiques.

Dans le but de démocratiser les institutions, des élections municipales ont été organisées en juin 1990. Le Front islamique du salut (FIS), du courant islamiste remporta les élections. Le danger représenté par ce parti, qui multipliait des déclarations sur l'instauration d'une république islamiste pousse les militaires à destituer le président Chadli le 11 janvier 1992 et interrompre le processus de démocratisation, tandis que le Haut Conseil de sécurité (HCS) annulait le résultat des élections.

Après la démission du président Chadli, il y avait une vacance du pouvoir : la constitution prévoit le président de l'APN comme intérimaire du président en cas de décès, de démission... Or il y a eu dissolution de l'assemblée par le président partant. Pour cela un haut comité d'Etat (HCE) composé de cinq membres dont le président est Boudiaf prend en mains les rênes du pays.

Mohammed Boudiaf, un des pères fondateurs du Front de libération nationale, exilé au Maroc depuis 1963 a été appelé à diriger le destin de la nation algérienne le 16 janvier 1992.

Son règne fut de courte durée : au pouvoir depuis à peine 5 mois il est assassiné le 29 juin 1992.

Le HCE, privé de son président, continua à gérer les affaires du pays jusqu'au 30 janvier 1994, date à laquelle la transition fut confiée à Liamine Zeroual, qui fut élu le 16 novembre 1995, président de la république dans le premier scrutin pluraliste de l'Algérie indépendante.

La nouvelle constitution algérienne du 28 novembre 1996, adoptée par référendum, a introduit, pour la première fois la notion d'amazighité dans un texte officiel. On peut lire dans le préambule de cette constitution :

Le 1er Novembre 1954 aura été un des sommets de son destin. Aboutissement d'une longue résistance aux agressions menées contre sa culture, ses valeurs et les composantes fondamentales de son identité que sont l'Islam, l'Arabité et l'Amazighité, le 1er Novembre aura solidement ancré les luttes présentes dans le passé glorieux de la Nation.

Cette évolution politique dans un discours officiel a vite désenchanté les militants de la cause amazighe puisque l'article 3 de cette constitution stipule que «l'arabe est la langue nationale et officielle» et l'article 42 «...les partis ne peuvent être fondés sur une base religieuse, linguistique, raciale, de sexe, corporatiste ou régionale», ce qui exclut dorénavant toute revendication au sein d'un parti de la langue amazighe. Cette constitution va même plus loin dans l'exclusion de l'amazighe avec l'article 178, qui énonce un certain nombre de valeurs intouchables qui sont :

Art. 178. Toute révision constitutionnelle ne peut porter atteinte :  
au caractère républicain de l'Etat;  
à l'ordre démocratique basé sur le multipartisme;  
à l'Islam, en tant que religion de l'Etat;  
à l'arabe, comme langue nationale et officielle;  
aux libertés fondamentales, aux droits de l'homme et du citoyen;  
à l'intégrité et à l'unité du territoire national.

Dans ces droits reconnus intangibles, il n'est point fait référence à l'identité et la langue amazighe, et on les empêche même d'être jamais reconnues. Ainsi, ce qu'on croyait une avancée et une reconnaissance d'une langue et d'identité réclamés par les Algériens n'était en fait que de la «poudre aux yeux». Encore un président qui fait voter une constitution excluant une partie de son peuple à la jouissance de leurs droits et de leur liberté.

Allant au bout de la logique de faire de l'Algérie un pays arabe tel que stipulé dans les diverses constitutions, la loi du 16 janvier 1991 portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe gelée pendant un certain temps, est entrée en vigueur le 5 juillet 1998. Tout texte émanant d'une administration, d'une institution, d'une entreprise privée et même d'une association doit être rédigée en langue arabe. L'objectif de cette loi est d'interdire toute utilisation de la langue amazighe, langue maternelle de 25% d'Algériens et même de la langue française, qui est la langue de travail de la majorité des Algériens. En fait, ceci n'est guère étonnant : quand on parlait de tamazight, on ne faisait référence qu'à l'identité amazighe admise dans les discours officiels et même stipulée dans la constitution, mais dans l'esprit des dirigeants de l'époque il ne pouvait y avoir de langue amazighe.

Le 11 septembre 1998, Liamine Zeroual annonce dans son discours à la nation la tenue d'élections présidentielles anticipées. Il quitte la présidence de la république le 27 Avril 1999.

Suite au boycott scolaire appelé communément «la grève du cartable» de l'année 1994-1995, le pouvoir refusa de reconnaître le tamazight comme «langue nationale», mais accepta de l'institutionnaliser et de l'introduire dans l'enseignement et décida de créer par décret le *Haut Commissariat à l'amazighité* (HCA) avec pour mission :

la réhabilitation et la promotion de l'amazighité en tant que l'un des fondements de l'identité nationale, l'introduction de la langue amazighe dans les systèmes de l'enseignement et de la communication.

Cette victoire est restée très fragile, car ce n'est toujours pas une reconnaissance légale de l'amazighité sur le plan législatif et constitutionnel ; de plus il faut reconnaître que l'enseignement de la langue amazighe, contrairement aux autres langues, est une entreprise à la fois délicate et complexe parce qu'elle reste une langue non normalisée et sans statut, à cause de la fragilité du caractère facultatif de cet enseignement et la précarité du statut de cette langue en tant que discipline à enseigner.

En décembre 1998, Abdelaziz Bouteflika fait part de sa décision de se présenter, en qualité de candidat indépendant, à l'élection présidentielle anticipée d'avril 1999, et est élu Président de la République le 15 Avril 1999.

L'élection du Président Bouteflika à la tête de la République algérienne a donné beaucoup d'espoir aux Algériens, notamment en ce qui concerne les langues, puisque le premier magistrat du pays viole la loi sur l'arabisation en s'exprimant en français même dans les discours officiels.

Mais la langue amazighe reste encore marginalisée. Se rendant à Tizi-Ouzou, capitale de la Kabylie lors de sa campagne électorale pour les présidentielles, il déclare que la langue amazighe sera soumise à un référendum pour son caractère national mais ne sera jamais «langue officielle.» Ces déclarations ont eu l'effet d'une bombe sur la population kabyle. La tension continuait à monter et des colères grondaient.

Conscient que le système éducatif vit une crise, Bouteflika met en place en 2001 une commission de réflexion et de réforme du système éducatif (CNRSE).

Après quelques mois de travail, la commission Benzaghrou propose notamment la réintroduction du français en 2<sup>ème</sup> année de primaire, qui jusque là était enseigné à partir de la 4<sup>ème</sup> année.

Les travaux de cette commission furent gelés suite à des réactions parfois violentes d'islamistes et de conservateurs, qui voyaient en cette réforme un danger pour la langue arabe et la religion. Ali Benmohamed (*El-*

*Khabar hebdo* du 29.03.01), ancien ministre de l'éducation à la tête des contestataires de cette commission, estime que celle-ci n'a pas eu pour but une réforme réelle du système éducatif, mais qu'elle a, par parti pris politique et idéologique, tendu vers un seul but : changer la langue d'enseignement dans l'école algérienne.

Le 18 avril 2001, un jeune lycéen fut tué dans un commissariat par une arme à feu et la révolte éclate dans toute la Kabylie. Certains comptages non-officiels évaluent à plus de 123 le nombre de personnes tuées depuis cette date. La plupart d'entre elles ont succombé aux blessures que leur avaient causées les tirs à balles réelles des membres de la gendarmerie et d'autres services non identifiés.

Pour désamorcer les affrontements et la crise, un mouvement citoyen a vu le jour. Depuis sa création, les violences se sont arrêtées, mais la Kabylie ne veut ni pardonner ni oublier ses morts. Le 'printemps noir', date d'anniversaire du 18 avril 2001 est commémoré chaque année. Une plate-forme de revendication 'plate forme d'El-Kseur' a été rédigée par les délégués du mouvement citoyen le 11 juin 2001. Le point 08 stipule :

Satisfaction de la revendication amazigh dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle) sans référendum et sans conditions et la consécration du tamazight en tant que Langue Nationale et Officielle.

Le Président de la République, en face d'une Kabylie meurtrie et intransigeante propose un amendement de la constitution déclarant «Le tamazight est également langue nationale. L'Etat œuvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variétés en usage sur le territoire national». Il est adopté le 8 avril sans débat par l'écrasante majorité de l'assemblée nationale.

Depuis l'adoption du tamazight comme langue nationale le 8 avril 2003 par l'assemblée nationale, rien de concret n'est remarqué sur le terrain. Une fois de plus, les Kabyles n'y voient qu'une manœuvre politique pour la préparation des élections présidentielles de 2004 que la Kabylie rejetait.

Le 13 août 2003, l'ordonnance N° 03-09 vient compléter celle du 16 avril 1976 N° 76-35 portant sur l'organisation de l'éducation et de la formation. Deux articles 8 bis et 8 ter ont été insérés :

Art. 8 bis — L'enseignement du tamazight, langue nationale, est introduit dans les activités d'éveil et/ou en tant que discipline dans le système éducatif.

L'Etat œuvre à la promotion et au développement de l'enseignement du tamazight, dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire

national, en mobilisant les moyens organisationnels et pédagogiques nécessaires pour répondre à la demande de cet enseignement sur le territoire national.

« Art. 8 ter — La dimension culturelle est prise en charge dans les programmes d'enseignement des sciences sociales et humaines à tous les niveaux du système éducatif.

L'été 2003 voit les résultats de la commission de la réforme du système éducatif appliqués sur le terrain. En effet le 27 août 2003, le conseil du gouvernement approuve quatre projets de décret de création de structures «pour consolider cette réforme» et soutenir le développement de l'enseignement du tamazight. Sur ce point précis, l'un des quatre décrets signés par le chef du gouvernement stipule le projet de création d'un centre national pédagogique et linguistique d'enseignement du tamazight. Le centre, précise le conseil du gouvernement, devra prendre en charge «toutes les questions liées à l'enseignement de tamazight telles la graphie, la lexicologie entre les variantes linguistiques, la grammaire, les programmes, la didactique et les moyens pédagogiques».

La langue amazighe a enregistré récemment une avancée appréciable. En effet, des mesures tant attendues concernant d'abord son institutionnalisation puis sa généralisation dans l'enseignement ont été prises.

En ce qui concerne la langue française elle sera réintroduite en 2<sup>ème</sup> année à partir de septembre 2004.

© Noura Tiziri

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CHAKER S., 1990 : *Imazighen ass-a*, 2<sup>ème</sup> édition, Alger : Bouchène.
- MAMERI, K., 1973 : *Orientations politiques de l'Algérie (Analyse des Discours du Président Boumediène : 1965-1970)*, Alger.
- OUERDANE A., : *La question berbère dans le mouvement national algérien 1926-1980*.

Les constitutions :

- Constitution algérienne du 10 septembre 1963
- Constitution algérienne du 22 novembre 1976
- Constitution algérienne du 23 février 1989
- Constitution algérienne du 28 novembre 1996

**Circulaires ministérielles :**

**Circulaire Ministérielle N°1099/MEN/M.C du 07 novembre 1995**

**Circulaire Ministérielle N° 95/938 du 07 10 95**

**Circulaire Ministérielle N°887 du 05 septembre 1996**

**Circulaire Ministérielle N°95/1085 D.C/MEN du 14 10 96**

**Circulaire Ministérielle N°965 du 01 octobre 1997**

**Circulaire Ministérielle N°789 du 20 08 1997**

**Circulaire Ministérielle N°965 du 01 octobre 1997**

**Circulaire Ministérielle N°271 du 24 mars 1998**

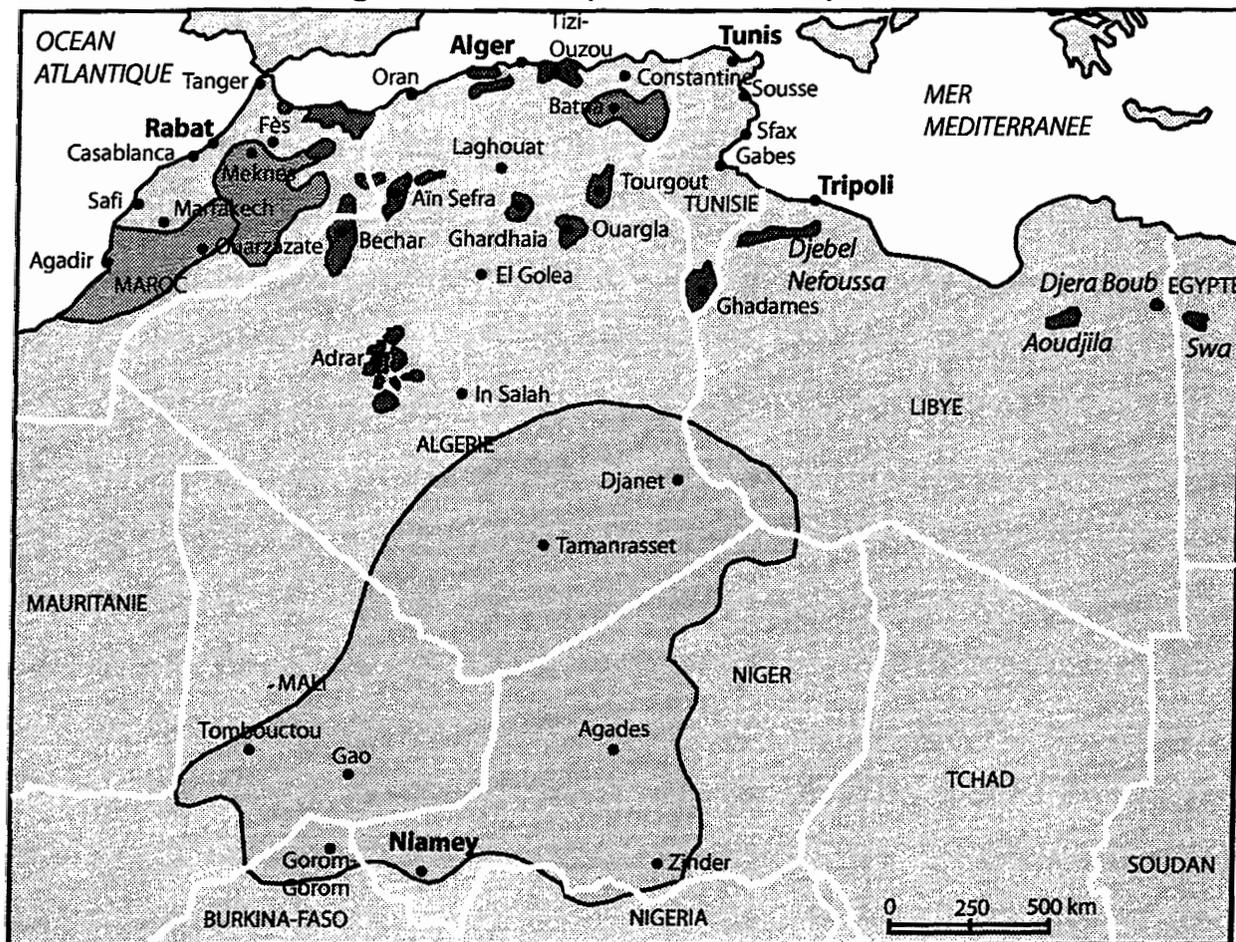
**Circulaire Ministérielle N°561 du 21 05 1998**

**Circulaire Ministérielle N°461 du 04 mai 1999**

**Circulaire Ministérielle N°1461/MEM/SG du 12 09 2000.**

**Plate forme de revendications d'EL Kseur du 11 juin 2001**

# Régions berbérophones d'Afrique du Nord



- |   |  |  |  |
|---|--|--|--|
|  Kabyles                   |  Chaouias                     |  Chleuhs (parler tachelhit)        |  Touaregs (nomades) |
|  Rifains (parler zenatiya) |  Tamazight (parler tamazight) |  Populations berbérophones du Tell |  Berbères des oasis |



## **La Théorie de la Langue-Soleil : une entreprise sans espoir aux marges de la science**

Mehmet UZMAN  
*Université d'Ankara*

Atatürk, Atatürk, nous sommes engagés envers toi  
Nous nous sommes rassasiés à la source de ton soleil!<sup>1</sup>

Après leurs hauts faits politiques et militaires, les dirigeants de la jeune République turque qui venait de remplacer l'Empire Ottoman, divisé en différents Etats-nations après la Première guerre mondiale, entreprirent un programme de réformes radicales dans le domaine de la culture, dans le but de rompre ses liens avec l'Orient. Une composante importante des réformes fut le changement d'alphabet, qui fit passer le turc de l'écriture arabe à l'écriture latine en 1928. Ces réformes qui portaient sur la pratique quotidienne (réforme du costume et changement d'alphabet) furent accompagnées de travaux théoriques. Dans les années 1930, une part considérable de l'énergie du nouvel Etat fut consacrée à ces entreprises intellectuelles, et c'est ainsi qu'apparurent deux théories nouvelles, l'une dans le champ de l'histoire, appelée la Thèse de l'Histoire Turque, et l'autre en linguistique, connue sous le nom de *Théorie de la Langue-Soleil*.

Après le changement d'alphabet, Mustafa Kemal Atatürk tourna son attention pour un temps vers l'Histoire, et en juillet 1932 se tint à Istanbul le premier congrès d'historiens en Turquie. «Le soir même de la clôture du congrès, le 11 juillet 1932, il dit : 'Maintenant le moment est venu de s'occuper de la langue'»<sup>2</sup> Le lendemain il fondait la Société turque d'étude du langage. Par ce fait même, Atatürk impliquait directement l'Etat dans les problèmes de langue. A partir de ce moment, Atatürk s'engagea person-

---

<sup>1</sup> Cité à partir de la traduction anglaise de Lewis, 1999, p. 61.

<sup>2</sup> Lewis, 1984, p. 202.

nellement dans la réflexion linguistique, et consacra un temps considérable à la linguistique et à la direction de la politique linguistique de l'Etat.<sup>3</sup> Deux mois après la création de la Société turque d'étude du langage, le premier Congrès de la langue turque se tint à Istanbul, le 26 septembre 1932. Le troisième de cette série de congrès, en 1936, fut dominé par la Théorie de la Langue-Soleil.

La première publication à avoir mentionné la Théorie fut une courte brochure en 1935, intitulée *Etimoloji, Morfoloji ve Fonetik Bakımından Türk Dili* [La langue turque du point de vue étymologique, morphologique et phonétique]. Cette première publication, non signée, était destinée aux seuls membres de la Société d'étude du langage.<sup>4</sup> Mais le 14 novembre 1935, la Théorie fut présentée au public sous la forme d'un supplément au quotidien *Ulus* (La Nation). L'année suivante, lors du troisième Congrès sur la langue turque en 1936, elle fut présentée devant les scientifiques étrangers, mais sans susciter un intérêt particulier. Les spécialistes étrangers invités au Congrès refusèrent la Théorie «à la grande déception d'Atatürk».<sup>5</sup> Encore une année plus tard, en 1937, c'est à l'étranger que la théorie fut présentée, à la 17ème session du Congrès International d'Anthropologie à Bucarest.<sup>6</sup> D'après le compte-rendu que Dilmen présenta par la suite à Atatürk, la communication fut favorablement accueillie.<sup>7</sup> Atatürk demanda à Dilmen si les participants avaient été informés qu'il avait lui-même joué un rôle important dans la mise au point de la théorie. Dilmen répondit qu'il n'en avait été rien dit, de façon à ce que la discussion se déroule librement. Atatürk répondit «C'est très bien ainsi».<sup>8</sup> Il préférerait ne pas se mettre en avant.

---

<sup>3</sup> Ercilasun, 1993, p. 249.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 251.

<sup>5</sup> Zürcher, 1985, p. 89.

<sup>6</sup> Lorsque Atatürk entendit parler du Congrès de Bucarest, il décida que la Théorie devait être présentée aux participants. Il chargea Tankut de cette tâche, en lui donnant «une pile de ses propres notes manuscrites sur la Théorie», et lui dit, «élabore une thèse à partir de tout ça et va à Bucarest.» (Lewis, 1999, p. 73).

<sup>7</sup> Selon Lewis, cela ne peut pas être confirmé, «car les actes du Congrès ne furent jamais publiés» (Lewis, 1999, p. 73).

<sup>8</sup> Aksoy, 1963, p. 33.

## 1. LA THEORIE

Dans la brochure mentionnée plus haut, l'auteur anonyme citait les ouvrages qu'il avait utilisés «pour confirmer les bases de la Théorie».<sup>9</sup> Il s'agissait de Pekarskij : *Slovar' jakutskogo jazyka* ['Dictionnaire du yakoute']; Hilaire de Barenton : «L'origine des langues, des religions et des peuples, I. partie, Les radicaux primitifs des langues conservés dans le sumérien ou lexique sumérien-français», *Etudes orientales*, n° 7; B. Carra de Vaux : *La langue étrusque, sa place parmi les langues, étude de quelques textes*, et H. F. Kvergitch : *La Psychologie de quelques éléments des langues turques*.<sup>10</sup> Ce dernier titre avait une importance plus grande que les autres pour la Théorie. Il s'agissait d'un article dactylographié de 47 pages, qui avait été envoyé à Atatürk par son auteur en 1935. Selon lui, «l'homme a pris conscience de son identité pour la première fois en concevant l'idée de distinguer les objets qui l'entouraient. Le langage consistait à l'origine en gestes, auxquels s'adjoignaient quelques sons signifiants. Kvergitch trouvait des preuves de sa conception dans les pronoms du turc. M dénote 'soi-même', comme dans *men* 'je', et *elim* 'ma main'. N indique ce qui est près de soi, comme dans *sen* 'tu' et *elin* 'ta main'. Z renvoie à un espace plus large, comme dans *biz* 'nous' et *siz* vous'». <sup>11</sup> Contrairement aux conclusions de Lewis, Kvergitch ne dit pas un mot du fait que le turc ait été la première langue parlée par les êtres humains, il ne mentionne pas non plus le soleil.<sup>12</sup> La référence au soleil dans la Théorie semble être apparue sous l'influence de la Théorie japhétique de N. Marr.<sup>13</sup>

---

<sup>9</sup> Brochure, p. 4

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 4-7

<sup>11</sup> Lewis, 1999, p. 57.

<sup>12</sup> Demircan, 1992, p. 341; Lewis, 1984, p. 20. Même dans la communication qu'il fit au troisième Congrès, il ne fit aucune mention de ces thèmes. Cependant, c'est une autre question qui vient à l'esprit : pourquoi avait-il choisi le turc comme fondement de sa théorie? Il s'agissait d'un choix conscient ou inconscient, mais certainement pas fortuit dans le discours orientaliste à la recherche d'une origine substantialiste. Dans ce type de discours, l'Orient, ou Asie était présenté comme une catégorie ahistorique, stable, «un stade ancien, arrêté dans son évolution, ou non développé de l'histoire européenne» (Carey-Webb, 1998, p. 5). Ce discours a pour particularité d'examiner les phénomènes «primitifs», ou «figés dans l'histoire» pour expliquer les phénomènes «complexes», ou «développés». Cela montre à quel point la Théorie reposait sur des bases psychologiques. Comme le note Khubchandani, «les langues indo-européennes de sédentaires agriculteurs étaient dites supérieures par le fait de présenter une 'flexion morphologique parfaite' par rapport aux langues agglutinantes de type mongol des races nomades et aux langues monosyllabiques de type chinois. Influencés par la théorie dominante de l'évolution génétique, de nombreux philologues occidentaux de l'époque considéraient les caractéristiques de leur propre langue comme un épitomé de

Selon la Théorie de la Langue-Soleil, lorsque l'homme parvint à se dégager de son instinct animal pour atteindre le stade de la perception, il commença à percevoir et distinguer les objets de son environnement. Le premier objet que l'homme distingua fut le soleil, «premier objet de perception», car le soleil représentait tout pour l'homme primitif. C'est alors que l'homme nomma le soleil, qui avait tant d'influence sur lui et sa vie. Il l'appela 'ağ'<sup>14</sup>, parce que 'a' est le son qui est le plus facile à prononcer. Ce premier son a pu rester pendant longtemps une exclamation, se présentant comme 'aa'. Lorsque 'a' est devenu long, il est apparu un son guttural semi-consonantique 'ğ', qui est proche d'une voyelle.<sup>15</sup> Ce 'ağ' fut la racine de premier degré de la langue. Sa signification originale était *soleil*, puis *lumière du soleil, chaleur, feu, hauteur, grandeur, pouvoir/puissance, Dieu, maître, mouvement, temps, distance, vie, couleur, eau, terre, voix*. A mesure que l'appareil vocal de l'homme se développait, d'autres voyelles et consonnes devinrent disponibles, chacune avec son propre spectre de significations.<sup>16</sup> Les phases de ce développement sont les suivantes :

1- La racine de base était «ağ».

2- Au cours du temps, à mesure que les mécanismes articulatoires se développaient, grâce à la transformation de la semi-consonne douce «g», les gutturales **ay, ag, ak, ah** apparurent à partir de la racine de base. Après que «ğ» se fut transformé en «v», **av** et les autres syllabes contenant des labiales devinrent disponibles : **ab, am, ap, af**. Ce furent les racines de premier degré.

3- A part les consonnes que l'on vient de mentionner, les autres consonnes ne se combinent pas avec la voyelle (V) directement. Les mots ne peuvent se présenter que sous la forme «ağ+V+ autre consonne (ağ+a+d>ad)». Au cours du temps, «ğ» et la voyelle du milieu de la syl-

---

l'évolution des langues, et pensaient que les traits 'exotiques' tels que l'agglutination ou la monosyllabité caractérisaient des langues 'figées', en quelque sorte des langues primitives, qui ne s'étaient jamais épanouies jusqu'à devenir indo-européennes!» (1984, p. 174). Quoi qu'il en soit, le choix de Kvergitch fut probablement un hommage rendu à Atatürk.

<sup>13</sup> Demircan, 1992, p. 341; Zürcher, 1985, p. 87; İmar, 1966, p. 238.

<sup>14</sup> «ğ» fut choisi avec un double but : il devait être la première consonne, et disparaît facilement pour faciliter l'élaboration des formes subséquentes. En réalité, il s'agit d'un son apparu relativement récemment dans l'histoire du turc. Comme le souligne Zürcher, «le système phonétique du turc moderne apparaît comme une projection de la langue primordiale, comme si cela allait de soi» (1985, p. 86).

<sup>15</sup> Ercilasun, 1993, p. 252.

<sup>16</sup> Lewis, 1999, p. 57-8.

labe disparurent, et des mots comme **ad, at, an, ar, al, ac, ač, as, aǵ, az, aj** virent le jour.

4- Avec l'évolution du vocalisme, ces radicaux primaires et secondaires comportant uniquement la voyelle **a** furent prononcées avec les autres voyelles **ı, i, e, o, ö, u, ü**.<sup>17</sup> Selon la Théorie, le sens des mots n'était pas déterminé par les voyelles, mais par les consonnes. Au début, tous les mots étaient composés sur le modèle voyelle+consonne en une syllabe. Par la suite, les syllabes se sont combinées pour signifier des choses et des faits plus complexes. Au cours du temps, certaines syllabes devinrent des suffixes.

Selon les deux principes de ce système, dans tout mot il doit y avoir un radical de la forme **V+ ğ** (par exemple, **aǵ, eǵ, etc.**), et toutes les syllabes suivent toujours le modèle **V+C** (V=voyelle; C=consonne).

Ces règles peuvent être formalisées de la façon suivante :

Les radicaux de premier degré étaient **V + (y, g, k, h, v, b, m, p, f)**;

Les radicaux de second degré étaient **V + (d, t, n, r, l, c, ç, s, ğ, z, j)**.

Les suffixes présentent également la forme **V + C**, et présentent sept catégories différentes :

**V + (m, b, p, v, f, g, y)** signifie tout objet ou sujet, ainsi que la possession.

**V + n** signifie tout être ou mouvement près de l'objet ou du sujet.

**V + (s, c, ç, j, z)** signifie un vaste espace avec l'objet ou le sujet dans cet espace, et la relation entre l'objet ou le sujet et cette chose.

**V + l** signifie des concepts et des objets ou des sujets indéfinis, généraux, imperceptibles.

**V + (t, d)** indique que le mot est positif, et signifie la complétude du sens du mot.

**V + (k, g, h, v, b, m, p, f)** complète l'objet et la pensée.

**V + r** signifie la centralisation et la récurrence de la présence et de l'être de tout sujet, objet et pensée en un certain point ou espace.<sup>18</sup>

Voici un exemple d'analyse comparée réalisée avec la méthode de la Langue-Soleil.

### *FEU*

D'après M. Hilaire de Barenton :

*Pi* (feu) + *e* (temple) + *u* (autel) : feu de l'autel et du temple.

Selon la Théorie de la Langue-Soleil :

<sup>17</sup> Ercilasun, *ibid.*, p. 253-4.

<sup>18</sup> Ercilasun, *ibid.*, p. 254.

*Ef* = chaleur

+ *eğ* = l'objet qui rend clair le sens de la chaleur

+ *uğ* = suffixe qui complète le concept.

*Ef* + *eğ* + *uğ* > feu («e» et «ğ» ont disparu).<sup>19</sup>

### SPORT

*iğ*+*is*+*ip*+*or*+*ot*

*iğ* : radical qui signifie le mouvement.

*is* : signifie la relation du mouvement à un vaste espace ou une pluralité.

*ip* : racine principale qui représente une action et un mouvement dans l'espace.

*or* : signifie la récurrence et la permanence du mouvement dans la racine principale.

*ot* : dans la racine principale, signifie la permanence de l'action et du mouvement spécifiques.<sup>20</sup>

Comme il est facile de le voir, la Théorie reposait sur des raisonnements extrêmement simplistes. L'évolution historique des mots était purement et simplement passée sous silence, et une relation était établie directement entre les formes contemporaines et les hypothétiques formes primordiales des mots.<sup>21</sup> C'est bien pourquoi cette méthode absolument invérifiable a pu être appliquée à presque n'importe quel mot. On sautait hâtivement de minces preuves à des conclusions détaillées et péremptoires. De plus, il n'y avait guère de nouveautés dans ce qu'apportait la Théorie. Le soleil, l'origine du langage, les premiers mots, la psychologie de l'homme primitif, etc., étaient des thèmes fréquemment abordés et examinés dans diverses théories et dans des buts variés au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle. Il y avait déjà eu, par exemple, une théorie de la Langue-Lune proposée par Ernest Böklen en 1922.<sup>22</sup>

La Théorie de la Langue-Soleil, quant à elle, s'occupait de problèmes de glottogénèse et de linguistique comparée, et insistait sur les radicaux des mots et sur la valeur signifiante des consonnes.<sup>23</sup> Elle cher-

<sup>19</sup> Dilmen, 1936, p. 11.

<sup>20</sup> Ercilasun, *ibid.*, p. 257.

<sup>21</sup> Comme le fait remarquer Lewis avec ironie, la Théorie ne s'embarrassait pas «d'expliquer comment l'humanité avait progressé du 'Aa!' primitif au caractère sublime de 'foi, espérance et charité' ou 'sunt lacrimae rerum' de Virgile, ou même à un énoncé aussi commun que 'allons faire une promenade dans le parc'» (1999, p. 57).

<sup>22</sup> Korkmaz, 1995, p. 781; Levend, 1949, p. 394.

<sup>23</sup> Dans la Théorie, il y a une relation iconique de causalité entre signifiant et signifié.

chait à expliquer par l'influence du soleil l'apparition du langage et l'origine des mots, et examinait les facteurs d'évolution des mots et du langage dans la préhistoire et dans la psychologie de l'homme primitif.<sup>24</sup> La Théorie reposait ainsi en fait essentiellement sur des arguments psychologiques, anthropologiques et archéologiques, soumis à l'observation et à l'expérimentation. Contrairement à ce qui se dit habituellement, la Théorie de la Langue-Soleil, dans la brochure mentionnée plus haut, ne prétendait pas que la langue turque était l'ancêtre de toutes les langues.<sup>25</sup> Comme les arguments de la Théorie étaient très généraux et tautologiques, et que sa base scientifique était très faible, semblable opinion apparut spontanément, particulièrement dans les ouvrages de vulgarisation des écrivains officiels et des pseudo-savants.<sup>26</sup> De plus, ce genre de déclarations, qui proclamait que toutes les langues trouvaient leur origine dans le turc et les jeux étymologiques était apparu avant que la Théorie ne soit lancée, tout particulièrement après la reconnaissance officielle de la Thèse Historique Turque lors du Premier Congrès historique turc en 1930.<sup>27</sup> En fait, la Théorie de la Langue-Soleil était le corollaire et la concrétisation de cette thèse, qui affirmait que la civilisation néolithique avait trouvé son origine parmi les tribus proto-turques en Asie Centrale, et s'était diffusée dans le monde entier grâce aux migrations à l'âge de pierre et à l'âge des métaux. Au cours des migrations, ces tribus avaient disséminé les mots de leur culture parmi les autres peuples. C'est pourquoi le turc était la première langue du monde civilisé. On essayait de fournir des preuves de cette thèse en analysant des mots français, allemands ou anglais, ou des emprunts à l'arabe ou au persan, toujours avec la méthode de la Théorie de la Langue-Soleil. Cette activité «défensive» avait pour but de «légitimer l'existence de la République Turque en Anatolie, de remonter à l'histoire pré-islamique turque (en Asie Centrale) pour promouvoir la laïcité, pour séparer de l'islam la nouvelle identité nationale, et pour mettre les Turcs au rang des créateurs de la civilisation mondiale, ce qui faisait d'eux une partie à part entière du monde moderne, composé de nations et d'Etats souverains».<sup>28</sup> Mais l'objectif principal de cette entreprise était de gagner en dignité aux yeux de

---

<sup>24</sup> Tankut, 1938, p. 25.

<sup>25</sup> Voir également : Dilaçar, 1975, p. 479 et Tankut, 1938, p. 25. L'article de Tankut en 1938 apparaît comme un pas en arrière.

<sup>26</sup> Comme le fait remarquer Zürcher, la plupart d'entre eux n'étaient pas des «linguistes de profession» (1985, p. 88). En un laps de temps très bref, les choses devinrent incontrôlables, et des analyses pour le moins inconsidérées parurent dans les journaux et revues.

<sup>27</sup> Pour ce genre de textes, cf. Ercilasun et al., 1997, p. 521-550.

<sup>28</sup> Aydın, 1993, p. 227.

l'Occident, de surmonter le sentiment d'infériorité envers lui, en démontrant l'existence et la compétence des Turcs, et de «créer une fierté nationale parmi les intellectuels et le peuple».<sup>29</sup>

## QUI ETAIT L'AUTEUR DE LA THEORIE?

Bien que la brochure ait paru sans signature, il ne fait pas de doute que c'est Atatürk qui l'a écrite. Il se passionnait pour les mots et l'étymologie, ce qui fournit un grand nombre de termes techniques à la langue turque, particulièrement en mathématiques. C'est sans doute en partie à cause de cet héritage qu'aujourd'hui encore l'étymologie est si importante dans les départements de philologie turque en Turquie. Il est, à vrai dire, tragique que personne sauf lui ne croyait en la Théorie. On notera que, après sa mort, pas un des fanatiques de la Théorie n'écrivit un traître mot sur ce sujet.<sup>30</sup> Un personnage intéressant, dans ce contexte, est Ahmet Cevdet, à propos de qui Zürcher écrit que c'est «l'un des rares linguistes un peu sérieux de la Société».<sup>31</sup> Selon ce qu'on peut lire dans son autobiographie, c'est à lui que Kvergitch avait d'abord envoyé son article, deux mois avant qu'Atatürk le reçoive, parce que Kvergitch pensait par erreur qu'il était le chef de la Société de la langue turque. Après un examen sommaire, Cevdet le rangea dans son tiroir comme non argumenté et dépourvu de valeur. Pourtant, on voit le même Ahmet Cevdet analyser un mot difficile comme *filozof* 'philosopher' avec la méthode de la Langue-Soleil au troisième Congrès de la langue turque. Il est intéressant qu'il choisissait toujours de tels mots universels et intraduisibles. Une autre de ses analyses est celle de *müzik* 'musique', dans une série d'articles parus dans le journal *Ulus*.<sup>32</sup> Tout était fait en fonction du seul Atatürk. H. R. Tankut, un bon contributeur de la Théorie, qui faisait des cours en ce sens aux beaux jours de la Théorie, «annula brutalement ses conférences après la mort d'Atatürk. Lorsque ses étudiants lui en demandèrent la raison, il répondit : 'Après que le Soleil a disparu, la Théorie peut-elle survivre?」<sup>33</sup>

<sup>29</sup> Ercilasun, 1993, p. 197.

<sup>30</sup> Il en était ainsi probablement parce que la Théorie n'attirait pas l'intérêt des spécialistes faisant autorité à l'étranger.

<sup>31</sup> Zürcher, 1985, p. 88

<sup>32</sup> Ercilasun et al., 1997, p. 607-15. Dans son autobiographie il ne fait aucune mention de son engagement en faveur de la Théorie, qu'il appelle «un étrange épisode de notre révolution culturelle» (p. 342). On doit pourtant lui rendre son dû, car, si la majorité des partisans de la Théorie n'a rien laissé de valable en linguistique turque, ses études ont gardé une certaine valeur scientifique.

<sup>33</sup> Lewis, 1984, p. 208.

## POURQUOI?

Cette question vient souvent à l'esprit : *pourquoi* cette «étonnante Théorie»<sup>34</sup> a-t-elle été promue?

Aussi bien la Théorie de la Langue-Soleil que la Thèse sur l'Histoire Turque ont été suscitées en réponse aux idées occidentales sur la civilisation, l'origine du langage, de l'univers, de la vie, des espèces, de la société, etc. Dans ces idées visant à cartographier le monde, à catégoriser les nations et les races, les historiens, les anthropologues, les ethnographes étaient, depuis plus d'un siècle, partis en quête des origines, des prototypes, des grands récits, du point zéro du temps. L'Occident avait résolu le problème de ses racines en se plaçant au sommet même de la civilisation «égypto-gréco-romano-hébraïco-chrétienne».<sup>35</sup> Ce faisant, il avait montré sa supériorité, dans une ligne d'évolution prétendument universelle, en cherchant une origine privilégiée d'où étaient issus des peuples privilégiés. Dans ce jeu des origines, exacerbé dans un discours nationaliste et positiviste, nulle place n'était accordée aux Turcs, «un peuple singulièrement privé d'inventivité»,<sup>36</sup> hôtes non désirés venus d'Asie, vivant quelque part entre les Arabes, «race raffinée et subtile» et les Persans, «race encline à la philosophie».<sup>37</sup> Ce type d'arguments sur les Turcs et les Ottomans, sur l'Orient en général, se trouve en abondance dans le canon orientaliste.<sup>38</sup> Mais ce qui apparaît comme crucial dans l'expérience turque est une crise d'iden-

<sup>34</sup> Heyd, 1954, p. 34.

<sup>35</sup> Aydın, 2001, p. 345.

<sup>36</sup> E. J. W. Gibb, cité par Holbrook, 1994, p. 19. Le «Grand Récit» de Gibb, œuvre en six volumes, avait dominé non seulement la critique littéraire turque dans la période de transition vers la littérature moderne, mais encore «les perspectives des ardents révolutionnaires et réformateurs turcs.» (Andrews, 1997, p. 6).

<sup>37</sup> Renan, cité par Hentch, 1996, p. 174 (retraduit par moi, *M.U.*). Les sociétés arabe et persane avaient également subi une trivialisatoin orientaliste, à partir d'autres traits, formant un véritable bric-à-brac. Il semble que malheureusement il n'y a pas moyen d'échapper à l'orientalisme, et qu'aucune société ne peut en être indemne! La critique de ce discours dépasse les limites de ce travail.

<sup>38</sup> Il faut dire que l'image que les Turcs recevaient d'eux-mêmes était particulièrement dépréciative. On peut en trouver un bon exemple dans l'extrait suivant de Gibb : «La grande race à laquelle appartiennent les Ottomans, cette race qui inclut non seulement les Turcs *aussi bien* occidentaux qu'orientaux, mais *tous* les Tatars et Turcomans ainsi que les Mongols, n'a *jamais* produit aucune religion, philosophie ou littérature qui portât la marque de son génie propre.» (Holbrook, *ibid.* p. 24, souligné par moi, *M.U.*) «Ces prétentions au savoir universel» avaient pour effet de «rabaisser» toute culture «qui ne soit pas précédée de l'épithète 'grande' et 'universelle'» (Jusdanis, *ibid.* p. 7), tout en suscitant un grave complexe d'infériorité chez les fondateurs de la nouvelle République Turque; ce sentiment semble avoir été particulièrement virulent chez Atatürk et ses proches partisans.

tité et d'originalité, qui a eu une place déterminante dans l'idéologie des intellectuels turcs des débuts de la République, particulièrement, de façon, pourrait-on dire, pathologique, en ce qui concerne Atatürk et ses proches.<sup>39</sup>

Le retrait territorial des Ottomans s'était accompagné d'un abandon d'une vision du monde cosmopolite, passant d'une identité multiculturelle à une identité nationale. La fête était finie, et chacun était rentré «chez soi». Le temps était venu d'être «singulier et unique», cet héritage multiculturel était désormais considéré comme «étranger», responsable de la défaite d'une homogénéité nationale dont l'absence était ressentie comme une faute.<sup>40</sup> La culture ottomane était ainsi, dans sa totalité, caractérisée comme une imitation des prototypes originaux arabe et persan, du point de vue respectivement culturel (religieux) et littéraire. Ayant adopté ce paradigme positiviste et raciste du groupe dominant<sup>41</sup>, les fondateurs de la République Turque adhèrent à leur tour à cette quête des origines. Elle devait se trouver aux âges les plus anciens, dans le passé pré-islamique, enfouie sous la terre, puisque l'histoire connue des Turcs ne recevait aucun certificat des normes modernes de la civilisation. Ce devait donc être un passé qui changerait l'opinion courante en faveur des Turcs. C'est ainsi qu'ils se mirent à chercher leurs racines, refuge pour leur identité nationale, sous les ruines d'autres peuples, tels que les Hittites et les Sumériens, qui présentaient l'avantage qu'aucun de leurs descendants n'était en position de réclamer quelque droit sur ces vestiges. Ils cherchèrent des affinités avec les cultures anciennes qualifiées de «grandes» par les spécialistes faisant autorité, stratégie habituelle pour les peuples marginaux encore aujourd'hui.

---

<sup>39</sup> L'un des promoteurs de la Théorie raconte que «Atatürk devient furieux à la lecture du célèbre texte de Max Müller commençant par 'C'est un vrai plaisir de lire une grammaire turque.' Il était choqué par la suite : 'mais aucune société n'aurait pu concevoir ce que l'esprit humain a produit, si elle avait été laissée à elle-même dans les steppes de Tatarie', ce qui semblait impliquer que les anciens Turcs vivaient isolés en terres sauvages, en dehors de toute civilisation» (Lewis, 1984, p. 204).

<sup>40</sup> Il y avait un grand nombre d'emprunts arabes et persans en turc, qui, tout comme la culture ottomane en général, était présenté comme un vaste mélange de ces langues. «La nation turque, dit un jour Atatürk, qui est parfaitement capable de protéger son territoire et sa sublime indépendance, doit aussi libérer sa langue du joug des langues étrangères» (Lewis, 1999, p. 42). Semblable orientation puriste était devenue inévitable pour toutes les nouvelles nations. Dans le cas du persan, un équivalent «soft» de la Théorie de la Langue-Soleil proclamait «la plupart des mots 'culturels' en arabe étaient en fait des emprunts au persan» (Jazayery, 1983, p. 255). Chaque nation, du point de vue de ses élites, était en lutte contre un «Autre» qu'elle s'était elle-même créé.

<sup>41</sup> Les tendances à la pensée raciale de certains des premiers nationalistes turcs se trouvaient corroborées dans la définition qu'Atatürk faisait de la nation comme d'un «Etat unitaire, une langue, une patrie, une race et une origine communes et un lien historique et moral» (Çelik, 2001, p. 84; souligné par moi, *M.U.*).

C'est dans ce but qu'ils adhèrent à des hypothèses qui alléguaient qu'un certain nombre de peuples, à l'origine incertaine descendaient de Turan.<sup>42</sup> Une fois qu'ils se furent appropriés ces conceptions et ces arguments, ils essayèrent de se défaire de leur subordination en entrant dans un royaume dont la création ne devait rien à leurs efforts. De par le fait même que la Théorie parlait un langage subalterne, ils durent adopter la manière de parler des dominants, et utilisèrent des mots empruntés.<sup>43</sup> A cet égard il faut noter l'énorme influence de linguistes monogénétilistes comme Trombetti et N. Marr. L'influence de ce dernier est particulièrement claire dans le choix du soleil comme symbole et dans son mode d'interprétation. En 1933 il fit un voyage en Turquie, et ses travaux furent soumis à examen. Une de ses conférences fut traduite en turc, peu de temps après qu'Atatürk eut demandé à ses linguistes d'étudier l'article de Kvergitch.<sup>44</sup> Atatürk ne fit jamais référence à Marr, bien que son équipe ait grandement bénéficié de l'apport de ce dernier, sans doute parce que la doctrine marriste s'appuyait sur le matériau des langues caucasiennes («japhétiques»)<sup>45</sup>. Dans une certaine mesure, les thèses de Marr faisaient concurrence à la Théorie de la Langue-Soleil.<sup>46</sup> Pourtant les linguistes proches d'Atatürk s'en firent une alliée, essentiellement sur le plan idéologique, puisqu'elle mettait en question la linguistique indo-européaniste.

## APRES LA THEORIE

Si la Théorie de la Langue-Soleil n'eut aucun succès auprès des linguistes à l'étranger, elle fut en revanche utilisée en Turquie comme un procédé magique destiné à enrayer le mouvement puriste, qui se trouvait engagé dans une impasse. En effet, si tous les mots de toutes les langues étaient d'origine turque, il n'était plus nécessaire de faire barrage aux mots étrang-

<sup>42</sup> «Atatürk, en entendant que Rawlinson avait écrit en 1851 qu'il ne voyait rien d'indo-européen ou de sémitique en sumérien, fut enchanté et dit : 'Vous voyez?' Par la suite il fit se pencher sur le sumérien tous ses collaborateurs.» (Lewis, 1984, p. 204).

<sup>43</sup> Comme le fait remarquer Jusdanis, «L'autre doit adopter les valeurs et l'idéologie du dominant dans le but de démontrer ses propres capacités. Cette stratégie, cependant, aboutit au résultat paradoxal d'une perte d'autonomie» (1991, p. 26).

<sup>44</sup> Emre, *ibid.*, p. 344.

<sup>45</sup> En fait, cette dénomination (japhétique) avait été lancée en 1767 par James Parsons dans un livre intitulé *The Remains of Japhet, being historical enquiries into the affinity and origins of the European languages*. Dans les dernières années de sa vie Marr la reformula de façon assez différente (J. P. Mallory, 2002, p. 13).

<sup>46</sup> Ses partisans s'étaient attaqués à l'analyse de certains mots que Marr n'avait pas réussi à expliquer (Inan, 1936, p. 70).

ers. Il ne fut jamais possible, cependant, de freiner totalement les tendances à la purification.

La Théorie ne fut qu'une anecdote scientifique dans l'histoire de la linguistique, mais l'esprit qui entoura son apparition continue encore aujourd'hui à se manifester de temps en temps sur la scène académique turque.<sup>47</sup> Les promoteurs de ces conceptions s'accrochent avec obstination à cette idéologie catastrophique, en ne tenant aucun compte des discours autres.

© Mehmet Uzman

(traduit et adapté de l'anglais par Patrick Sériot)

#### REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANDREWS, W. G., 1997 : «Ottoman Lyrics. Introductory Essay, in Black, N. and M. Kalpaklı», *Ottoman Lyric Poetry: An Anthology*, University of Texas Press.
- ATATÜRK, M. K., 1935 : *Etimoloji, Morfoloji ve Fonetik Bakımından Türk Dili*, Ankara. (Abb. Booklet)
- AYDIN, S., 1993 : *Modernleşme ve Milliyetçilik*, Gündogan press, Ankara. [Modernisation et nationalisme]
- — 1993 : *30'ların Tezlerine Geri Dönüş : Anadolu'da 'Proto-Türkler' in Yeniden Keşfi*, Toplum ve Bilim, Spring (96). [Un retour aux thèses des années 30 : la redécouverte des 'Proto-Turcs' en Anatolie]
- CAREY-WEBB, A., 1998 : *Making Subject(s): literature and the emergence of national identity*, Garland Pub., NY.
- ÇELİK, N. B., 2001 : «Kemalizm : Hegamonik Bir Söylem», in *Modern Türkiye'de Siyasî Düşünce : Kemalizm*, İstanbul : İletişim press. [Le kémalisme : un discours hégémonique]
- DEMİRCAN, Ö., 1992 : *Güneş-Dil Teorisi*, in *20. Yüzyıl Yazıları*, Ankara : C. Aksoy et al. (ed.),.

---

<sup>47</sup> On assista à une recrudescence de ce type de travaux, mettant en avant l'autochtonisme turc en Anatolie, autour de 2002, au moment des négociations avec l'Union Européenne et du paroxysme de la question kurde (pour une bonne analyse critique de cette production, cf. Aydın, 2003, pp. 8-32).

- DİLAÇAR, A., 1975 : *Kemalizmin Dil ve Tarih Tezi Atatürk Devrimleri I. Milletlerarası Sempozyumu Bildirileri*, İstanbul. [La thèse sur la langue et l'histoire du kémalisme]
- DİLMEN, N., 1936 : «Güneş-Dil Teorisi», *Türk Dili ve Edebiyatı Bülleten*, N° 19.
- EMRE, A. C., 1960 : *İki Neslin Tarihi*, İstanbul. [L'histoire de deux générations]
- ERCİLASUN, A. B.: 1993, *Dilde Birlik*, Ankara : Ecdad press. [L'unification dans la langue]
- HEYD, U., 1954 : *Language Reform in Modern Turkey*, Jerusalem.
- HENTCH, T., 1996 : *Hayali Doğu*, İstanbul : Metis press. [L'Orient imaginaire]
- HOLBROOK, V. R., 1994 : *The Unreadable Shores of Love : Turkish Modernity and Mystic Romance*, University of Texas Press, Austin.
- İNAN, A., 1936 : *Güneş-Dil Teorisi Üzerine Ders Notları*, Ankara. [Quelques notes sur la Théorie de la Langue-Soleil]
- JAZAYERY, M. A., 1983 : The Modernization of the Persian Vocabulary and Language Reform in Iran, in FODOR, I. and C. Hagege : *Language Reform : History and Future*, V.I, II, III, Hamburg, Buske Verlag, pp: 241-267.
- JUSDANIS, G., 1991 : *Belated Modernity and Aesthetic Culture: Inventing National Literature*, The Regents of University of Minnesota.
- KHUBCHANDANI, L. M., 1984 : «Language Modernization in the Developing World», *International Social Science Journal*, 36 (93).
- KORKMAZ, Z., 1995 : *Türk Dili Üzerine Araştırmalar*, TDK press, Ankara. [Recherches sur la langue turque],
- IMAR, G., 1966 : «Le Mouvement de 'Latinisation' en U.R.S.S.», *Cahiers du monde russe et soviétique*, VI, pp. 223-239.
- LEVEND, A. S., 1949 : *Türk Dilinde Gelişme ve Sadeleşme Safhalar*, Ankara. [Les phases de développement et de purisme dans la langue turque]
- LEWIS, G. L., 1999 : *The Turkish Language Reform : A Catastrophic Success*, Oxford U. press.
- — 1984 : «Atatürk's Language Reform as an Aspect of Modernization in the Republic of Turkey», in *Atatürk and Modernization of Turkey*, J. M. Landau (ed.), Westview Press.
- MALLORY, J. P., 2002 : *Hint-Avrupalıların İzinde*, Dost Press, Ankara. [A la recherche des Indo-Européens]
- TANKUT, H. R. veş : Günaltay, 1938, Dil ve Tarih Tezlerimiz Üzerine Gerekli Bazı İzahlar, *Türk Dili-Bülleten*, n° 29-30, p. 26-30. [Quelques explications sur nos thèses relatives à l'histoire et à la langue]

- ZÜRCHER, E. J., 1985 : «La théorie du 'langage-soleil' et sa place dans la réforme de la langue turque», in S. Auroux et al. (éd) : *La linguistique fantastique*, Paris : Denoël, p. 83-91.

## **La sémantique idéologique entre Marr et Staline**

Ekaterina VELMEZOVA  
*Université de Lausanne*

### **0. LE MARRISME : UN COURANT DISPARU OU MAUDIT DE LA LINGUISTIQUE SOVIÉTIQUE**

Il existe peu de pays où la linguistique ait été fréquentée de si près par le pouvoir politique qu'en URSS. La fameuse discussion publique de 1950 en constitue un bon exemple. Ses deux personnages-clés sont le dictateur politique J. V. Staline et le linguiste N. Ja. Marr.

Pendant la vie de ce dernier (1864-1934) et après sa mort, sa théorie linguistique fut longtemps «doctrine officielle» dans la linguistique soviétique. Mais en 1950, lors de la discussion publique dans le journal *Pravda*, elle fut désapprouvée et mise en échec par J. Staline (1879-1953). Par la suite, les éloges immodérés à l'adresse de Marr furent très vite remplacés par des accusations nombreuses, en particulier celle de manque de valeur scientifique dans ses théories.

En Russie actuelle, on n'étudie que très peu le marrisme. C'est un courant linguistique qu'on peut appeler «oublié», voire «maudit», car on l'associe trop vite au nom de Staline. En fait, les années du «culte de la personnalité» de Marr en linguistique coïncident presque avec celles du culte de la personnalité de Staline en politique. Pourtant, les chercheurs semblent parfois oublier que c'est précisément Staline qui a mis fin au culte de la personnalité de Marr en linguistique.

Les relations complexes de ces deux figures majeures de la vie soviétique dans les années 1920-1950 seront analysées dans la première partie de cet article. La deuxième partie sera consacrée à l'analyse du contenu linguistique de l'intervention stalinienne : nous essaierons de reconstruire l'objet principal de la critique stalinienne pour montrer que

Staline a sélectionné dans le marrisme certaines théories au détriment d'autres comme objets de sa critique.

## 1. MARR ET STALINE : AVANT LA DISCUSSION DE 1950

### 1.1. L'ARRIVEE DU MARRISME 'AU POUVOIR' EN URSS : 1926-1928

Marr était devenu académicien avant la Révolution, en 1912. Il obtint ce titre grâce à ses travaux dans le domaine des études philologiques et orientales, et non purement linguistiques. Ce n'est que plus tard qu'il commença à publier des articles proprement linguistiques.

La première étape dans l'évolution de ses conceptions fut la *théorie japhétique*, selon laquelle on pouvait distinguer entre autres une famille de langues particulière, la famille japhétique, dont, notamment, le géorgien et les langues sémitiques faisaient partie. Cette hypothèse rencontra une certaine approbation chez certains linguistes renommés, comme par exemple I.A. Baudouin de Courtenay (1845-1929)<sup>1</sup>. Pourtant, Marr ne s'est pas arrêté à cette étape. Dans les années 1920, il a renoncé à la notion même de famille de langues, en la remplaçant par celle de *stade* dans le développement langagier<sup>2</sup>. C'était la fin de sa théorie japhétique et le début de la *Nouvelle doctrine du langage* (*Novoe učenie ob jazyke*).

Il est important de noter que cette étape de l'activité linguistique de Marr coïncide plus ou moins avec le début de son rapprochement avec le marxisme<sup>3</sup>. Par exemple, les citations tirées des travaux des classiques du marxisme-léninisme (K. Marx, F. Engels, V.I. Lénine et, enfin, Staline) n'apparaissent dans les articles de Marr qu'à partir des années 1927-1928, c'est-à-dire, seulement une douzaine d'années après la Révolution. Même les collaborateurs les plus proches de Marr affirmaient que

<sup>1</sup> Cf. en particulier Boduën de Kurtenè (Baudouin de Courtenay), 1901, p. 17; *id.*, 1904, p. 113; *id.*, 1930, p. 349.

<sup>2</sup> «La rupture définitive [*des marristes avec l'héritage linguistique du passé – E.V.*] date de 1923. [...] La théorie japhétique dans sa forme ancienne n'existait plus, la 'nouvelle théorie du langage' a pris sa place» [Alpatov, 1991, p. 31] (toutes les citations ont été traduites du russe et de l'anglais en français par nous. – *E.V.*). Pourtant, à la même page, l'historien de la linguistique se réfère à l'article de Ju. Zycar' (Zycar', 1987, p. 22) pour indiquer une autre date de transformation de la théorie japhétique en «nouvelle théorie du langage» : 1924.

<sup>3</sup> Sur la composante marxiste du marrisme, cf. Alpatov, 2003, pp. 6-8.

Encore en 1924, Marr ne comprenait pas vraiment l'importance du marxisme pour la japhétidologie<sup>4</sup>.

## 1.2. LA RENCONTRE DE MARR ET STALINE AU XVI<sup>ÈME</sup> CONGRES DU PARTI COMMUNISTE EN 1930

Le XVI<sup>ème</sup> Congrès du Parti Communiste de l'URSS en 1930 fut une étape importante dans les relations entre Marr et Staline. C'est le premier congrès du Parti au cours duquel le culte de la personnalité de Staline s'est manifesté dans toute son ampleur. C'est là aussi que Marr a énormément gagné en popularité, car Staline a plusieurs fois répété l'une des thèses marristes – celle sur la fusion de toutes les langues dans le futur :

A l'époque de la victoire du socialisme à l'échelle mondiale, quand le socialisme sera devenu plus fort et sera entré dans la vie quotidienne, les langues nationales devront inévitablement se fondre en une seule langue commune, qui, bien sûr, ne sera ni du grand-russe, ni de l'allemand, mais quelque chose d'autre<sup>5</sup>.

Marr aussi prononça un discours à ce congrès. Il y représentait les chercheurs soviétiques et, en tant que vice-président de l'Académie des Sciences de l'URSS (fonction qu'il occupait depuis peu), il prit la parole après le rapport de Staline. Cette rencontre de Marr et Staline au XVI<sup>ème</sup> Congrès du Parti fut probablement la seule dans leur vie<sup>6</sup>. Il est intéressant de noter que, tout en prononçant son discours au Congrès, Marr n'était pas encore membre du Parti communiste. Il restait toujours un «bolchevik sans parti». Pourtant, après le Congrès, toujours en 1930, il entra au Parti Communiste.

Dans ses travaux, Marr mentionne plus d'une fois le discours de Staline au congrès, non seulement sa thèse sur la fusion de toutes les langues<sup>7</sup>, mais aussi et surtout l'expression stalinienne «le développement des cultures nationales dans leur forme et socialistes dans leur contenu» (*nacional'nye po forme i socialističeskie po sodržaniju*)<sup>8</sup>, prononcée au congrès.

<sup>4</sup> Aptekar', 1934, p. 41.

<sup>5</sup> Staline, 1953 (1930), p. 51.

<sup>6</sup> Cf. sur ce sujet Alpatov, 1991, p. 94.

<sup>7</sup> Marr, 1931b, p. 120.

<sup>8</sup> Marr, 1931a, p. 311; Marr, 1933a, p. 381; Marr, 1933b, p. 443

### 1.3. LE MARRISME ENTRE 1930 ET 1950

L'écrasement idéologique en automne 1930 du groupe *Jazykofront*, dont les membres (G.K. Danilov (1896-1937), T.P. Lomtev (1906-1972), Ja.V. Loja (1896-1969), K.A. Alaverdov (1883-1946) et autres) étaient opposés à certains points du marrisme, a confirmé, une fois de plus, la victoire du marrisme en tant que courant linguistique en URSS.

Marr meurt en 1934. On peut distinguer deux étapes dans l'évolution du marrisme en URSS après sa mort :

- 1934-1948, la période de la domination du marrisme «passif», pendant laquelle de nombreux chercheurs pouvaient, tout en citant Marr, en réalité ne pas être d'accord avec sa doctrine ;
- 1948-1950, la période du marrisme «actif», qui a imposé aux linguistes soviétiques un retour réel aux thèses principales de la conception marriste.

Ainsi, vers 1950, la domination du marrisme en tant que courant linguistique officiel en URSS semblait définitive. Rien ne présageait de changements très proches. C'est alors que, tel un coup de tonnerre dans un ciel bleu, la fameuse «discussion linguistique» a commencé.

### 2. LA 'LIBRE DISCUSSION' DANS LE JOURNAL *PRAVDA* EN MAI – JUILLET 1950 : LA PARTIE LINGUISTIQUE DE L'INTERVENTION STALINIENNE

La discussion dans le journal *Pravda* a commencé le 9 mai 1950. Pendant environ un mois et demi avant l'intervention stalinienne du 20 juin, le journal a publié des articles de trois types – «pro-marristes», «neutres» et «anti-marristes». Il va sans dire que l'article du dictateur soviétique (écrit, vraisemblablement, à la suite des entretiens entre Staline et le linguiste géorgien A.S. Čikobava (1898-1985)) comptait parmi ces derniers.

Des centaines de pages ont été déjà écrites sur l'article de Staline, aussi bien que sur le fait même de l'intervention ouverte de la dictature politique soviétique en linguistique. La plupart des analystes se sont donné pour but de présenter et d'analyser la discussion linguistique de 1950 sous le jour des événements de la vie politique et sociale en URSS. De plus, les linguistes, les historiens de la linguistique, les journalistes et même les écrivains ont essayé de trouver les raisons de la décision de Staline d'intervenir dans la linguistique<sup>9</sup>. Chacun poursuivait ses buts : ainsi, A. Soljenitsyne essaya de mettre au jour la psychologie du dictateur avec

---

9 Alpatov, 1991, pp. 181-184; L'Hermitte, 1987, pp. 73-75; Gorbanevskij, 1988; Soljenitsyne, 1990, pp. 102-107.

tous ses caprices, R. L'Hermitte présenta toute la situation sous le jour d'une «perversion» qui serait intrinsèque au pouvoir communiste, presque tout le monde se donna pour but de découvrir les raisons de l'intervention stalinienne dans la politique intérieure et extérieure de l'URSS dans les années 1950.

Pour notre part, nous essaierons de concentrer notre attention sur l'analyse du *contenu proprement linguistique* de cette intervention, pour comprendre ce que cette action politique signifiait pour la linguistique. Il faut essayer de comprendre contre quoi, dans la conception linguistique de Marr, Staline s'élevait avant tout. Bien sûr, le dictateur politique attaquait le marrisme dans son ensemble — et pourtant, il semble que contre certains fragments de la doctrine marriste il ait protesté plus que contre d'autres. Aujourd'hui, cette tentative de reconstruire l'objet principal de la critique stalinienne nous semble de première importance pour l'histoire de la linguistique en général. En fait, aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après l'intervention stalinienne, il devient de plus en plus évident que la discussion linguistique de 1950 eut des conséquences non seulement positives (et avant tout, la réhabilitation de nombreux linguistes de grande valeur qui n'étaient pas d'accord avec les postulats du marrisme<sup>10</sup>), mais aussi négatives. Parmi ces dernières, on peut mentionner le «refoulement», pour des années et même des décennies entières, de toute une série de problèmes linguistiques, comme par exemple la sociolinguistique, l'étude des stades anciens de l'évolution langagière (surtout dans le contexte des correspondances entre l'évolution de la pensée et du langage), etc.

Quels ont été les thèmes principaux de la critique que Staline a opposée aux positions marristes ?

Après l'article du dictateur publié dans la *Pravda* du 20 juin 1950, ses réponses «aux lettres des lecteurs» ont été publiées dans les périodiques *Bolševik* (29 juin 1950) et *Pravda* (4 juillet et le 2 août 1950). L'article du 20 juin a été composé d'après le modèle d'un dialogue avec «un groupe de

---

10 Comme Staline a lui-même remarqué en décrivant la situation en linguistique pendant les années avant la discussion de 1950, «pour une attitude critique à l'égard de l'héritage de N. Marr, pour la moindre désapprobation de la doctrine de N. Marr, de précieux collaborateurs et chercheurs en linguistique étaient relevés de leurs postes ou rétrogradés. Les linguistes étaient appelés à de hautes fonctions non pour leurs qualités de travail, mais selon qu'ils reconnaissaient sans réserve la doctrine de N. Marr» [Staline, 1950, p. 176]. C'est pourquoi il ne serait pas juste de considérer les conséquences de l'article stalinien comme négatives par excellence (cf. par exemple l'opinion suivante : «*Heureusement* (mis en italique par nous – E.V.) pour les linguistes du Troisième Reich, Hitler – à la différence de Staline – n'a pas considéré les problèmes théoriques linguistiques assez importants pour leur consacrer un décret» [Hutton, 1999, p. 57]).

jeunes camarades». Staline se donnait pour but de répondre aux quatre questions suivantes :

- Est-il vrai que la langue est une superstructure par-dessus une base?<sup>11</sup> (Staline a donné une réponse négative à cette question);
- Est-il vrai que la langue a toujours porté et porte un caractère de classe, qu'il n'existe pas de langue commune et unique pour la société, langue dépourvue d'un caractère de classe, mais appartenant au peuple tout entier?<sup>12</sup> (la réponse était aussi négative);
- Quels sont les signes caractéristiques de la langue?<sup>13</sup> (dans ses raisonnements sur l'évolution des langues, Staline *de facto* revenait aux conceptions des néo-grammairiens, qui reconnaissaient, à la différence des marristes, la parenté des langues);
- La *Pravda* a-t-elle eu raison d'ouvrir une discussion libre sur les questions de linguistique?<sup>14</sup>

Il est probable que cet ordre de questions correspondait à leur degré d'importance pour Staline (en fait, il n'avait même pas besoin de répondre à la dernière question : bien sûr, la *Pravda* a eu raison d'ouvrir cette discussion, si Staline en personne décida d'y participer!). En plus, ce sont précisément les réponses aux deux premières questions qui présupposaient la compétence de Staline dans le domaine de la philosophie marxiste — ce dont il était le premier à parler (la déclaration publique de sa compétence marxiste pouvait être l'une des raisons principales de son intervention dans la linguistique en 1950) :

Un groupe de jeunes camarades m'a prié d'exposer dans la presse mon opinion sur les problèmes de linguistique, et spécialement dans la partie qui concerne le marxisme en linguistique. N'étant pas linguiste, je ne puis naturellement pas donner pleine satisfaction aux camarades. Quant au marxisme en linguistique, comme dans les autres sciences sociales, c'est une question dont je peux parler en connaissance de cause. Voilà pourquoi j'ai consenti à répondre à quelques questions posées par des camarades<sup>15</sup>.

Dans les publications suivantes dans *Bolševik* et la *Pravda*, Staline mettait ses lecteurs en garde contre la surestimation des études sémantiques («sémasiologiques») pour la linguistique ; à son insu, il manifestait son ignorance en comptant parmi les «formalistes» tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec le marrisme, et distinguait deux époques dans l'évolution des langues : avant la victoire du socialisme à l'échelle mondiale («le croise-

---

11 Staline, 1950, p. 147.

12 *Ibid.*, p. 154.

13 *Ibid.*, p. 166.

14 *Ibid.*, p. 175.

15 *Ibid.*, p. 147.

ment des langues s'effectue au cours d'une lutte pour la domination de l'une des langues»<sup>16</sup>) et après («les langues nationales auront la possibilité, dans leur collaboration, de s'enrichir mutuellement en toute liberté. [...] ensuite les langues [...] fusionneront en une seule langue internationale commune, qui ne sera naturellement ni l'allemand, ni le russe, ni l'anglais, mais une langue nouvelle qui aura absorbé les meilleures éléments des langues nationales»<sup>17</sup>).

En somme, dans ses réponses, Staline présentait ses opinions sur le caractère de l'influence mutuelle des langues dans leur évolution, aussi bien que sur la nature même de la langue.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la vision générale du premier problème par Staline ne contredisait point les conceptions marristes<sup>18</sup>. Les désaccords principaux entre Marr et Staline concernaient plutôt leurs opinions sur la nature de la langue. En s'élevant contre la considération de la langue parmi les catégories de la superstructure aussi bien que contre la surestimation des études sémantiques, Staline, probablement sans s'en rendre compte, rejetait un concept très important introduit en linguistique par les marristes : il s'agit de la notion de *sémantique idéologique*, dont nous allons maintenant aborder l'analyse.

### 3. LA NOTION DE SEMANTIQUE IDEOLOGIQUE

#### 3.1. LA SEMANTIQUE IDEOLOGIQUE CHEZ MARR

La célèbre thèse des «marxistes en linguistique» — depuis M. Bakhtine et V. Vološinov jusqu'à L. Althusser et M. Pêcheux — sur la non-transparence des mots et sur leurs significations apparaissant plutôt dans la parole (ou dans le discours) que dans la langue, est d'autant plus pertinente lorsqu'il s'agit de textes de haut niveau d'abstraction, où derrière les mots et même des termes anodins à première vue, des sens inattendus peuvent se cacher. Ce fait révèle tout l'intérêt, pour les historiens de la linguistique, d'analyser la terminologie des travaux particuliers. Cette analyse est d'autant plus d'actualité pour l'étude de ce courant «maudit» que le marrisme reste toujours pour beaucoup d'historiens de la linguistique en

---

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 193.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 194-195.

<sup>18</sup> Au contraire, ce sont les points de vue semblables de Marr et Staline sur la fusion de toutes les langues dans le futur qui avaient beaucoup contribué à l'instauration du «culte de la personnalité» de Marr en linguistique, ce qui s'était révélé avec évidence déjà au XVIème Congrès du Parti en 1930 — cf. plus haut, point 1.2.

Russie. L'importance d'une analyse sémantique détaillée de la terminologie chez les marristes consiste, avant tout, dans le fait qu'elle devrait permettre d'établir des parallèles inattendus entre les travaux marristes et d'autres recherches datant de la même époque. Il s'agit de textes qui, à la différence du marrisme, n'ont jamais été «refoulés» ensuite ni «maudits». Ainsi, une possibilité apparaît d'étudier le marrisme non du point de vue des événements et des faits extérieurs, par rapport à l'histoire de la linguistique (parmi lesquels on peut compter, entre autres, l'intervention stalinienne de 1950), mais d'expliquer le grand succès du marrisme dans les années 1920-1930 du point de vue de la logique interne dans l'évolution de la linguistique. Cela n'a pas encore été fait jusqu'à présent, malgré toute l'attention portée au marrisme comme phénomène social et même politique de la vie soviétique des années 1920-1950<sup>19</sup>.

La sémantique idéologique est l'un des concepts marristes qui exige l'étude la plus poussée. Il remonte à la *Nouvelle doctrine du langage* de Marr, mais — encore un paradoxe — Marr ne le mentionne jamais dans ses travaux<sup>20</sup>. Ce sont ses collègues et ses élèves les plus proches qui écriront plus tard sur ce sujet, essentiellement V.I. Abaev (1900-2001), de tous les marristes, celui qui s'est le plus intéressé à la sémantique. En revanche, de nombreuses pages ont été remplies par Marr à propos de ces notions clés : *idéologie* et *sémantique*.

### 3.2. LA SEMANTIQUE DE MARR ETAIT-ELLE AUTRE?

C'est par ses recherches sémantiques que Marr affirmait avoir fait la plus grande contribution à la linguistique, reprochant, en revanche, à la «linguistique bourgeoise» (aux néo-grammairiens, avant tout) l'étude de la forme linguistique et une attitude méprisante envers le sens :

<sup>19</sup> Cf., néanmoins, les travaux de P. Sériot sur ce thème : Sériot, 1999, chap. 5; Sériot, 2000.

<sup>20</sup> Il faut faire ici une réserve : on ne peut parler de «tous» les travaux de Marr qu'avec une grande prudence. Il s'agit non seulement du fait que beaucoup de ses notes n'ont jamais été publiées et restent toujours dans les archives (leur nombre peut atteindre plusieurs milliers, selon les calculs approximatifs de certains de ses biographes — cf. par exemple Mixankova, 1949, p. 517). Même si l'on parle de ce qui a été publié, aujourd'hui il n'y a probablement pas une seule personne sur terre qui puisse dire qu'elle a lu l'intégrale de Marr. En fait, beaucoup de ses travaux ont été publiés dans des périodiques régionaux et difficiles d'accès, tandis que d'autres ont été composés dans des langues «exotiques», comme par exemple le géorgien, sa langue maternelle. C'est pourquoi, en guise de corpus représentatif, nous avons choisi les cinq volumes de ses *Izbrannye raboty* [Œuvres choisies] (Marr, 1933-1937), et si nous disons qu'un certain terme n'est jamais mentionné chez Marr, il s'agit uniquement de ces cinq volumes.

L'ancienne théorie du langage avait tout à fait raison de prétendre avoir exclu la pensée de sa compétence, car elle étudiait la parole sans étudier la pensée. Il y avait dans cette théorie des lois de la phonétique pour expliquer les phénomènes sonores, mais il n'y avait pas de lois de la sémantique, de lois sur la naissance du sens, sur la compréhension de la parole et de ses parties, y compris les mots.<sup>21</sup>

Certes, la sémantique n'a jamais été et n'a pas pu être le côté le plus fort de la conception linguistique des néo-grammairiens<sup>22</sup>. Il serait faux, néanmoins, de prétendre qu'il n'y avait pas de sémantique dans la linguistique avant le marrisme. Il serait certainement peu réaliste d'attendre de Marr les références à des philologues peu connus comme, par exemple, C.R. Reisig (1792-1829), dont le travail *Vorlesungen über lateinische Sprachwissenschaft*<sup>23</sup> et ses nombreux commentaires ont, selon certains historiens de la sémantique<sup>24</sup>, donné naissance à la sémantique du XIX<sup>e</sup> siècle. Pourtant, il est peu probable que Marr n'ait jamais rien entendu sur les livres beaucoup mieux connus de A. Darmesteter (1846-1888)<sup>25</sup> et de M. Bréal (1832-1915)<sup>26</sup>, parus pendant les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Ecrits sous l'influence des néo-grammairiens, ces livres ont été néanmoins consacrés essentiellement aux problèmes de sémantique. Et surtout, Marr ne pouvait pas ignorer les raisonnements sur le sens des signes linguistiques de F. de Saussure (1857-1913)<sup>27</sup> et A. Meillet (1866-1936)<sup>28</sup>. A la différence de la plupart des travaux des néo-grammairiens qui ont été écrits en allemand, les travaux de Darmesteter, Bréal, de Saussure et Meillet ont été composés en français<sup>29</sup> et il est peu probable que Marr, qui maîtrisait cette langue et était allé plusieurs fois en France pour son travail,

---

21 Marr, 1931b, p. 103.

22 Bien qu'on ne puisse pas dire qu'ils ignoraient absolument le côté sémantique de la langue : cf. en particulier le travail de K. Brugmann (1904) sur les démonstratifs en indo-européen.

23 Reisig, 1839.

24 Gordon, 1982, p. 1.

25 Darmesteter, 1886.

26 Bréal, 1897.

27 Saussure, 1949 (1916).

28 Meillet, 1906.

29 Cette situation était typique pour la linguistique de la fin du XIX<sup>e</sup> – début du XX<sup>e</sup> siècle : non seulement la direction principale des recherches linguistiques était en train de changer (de la forme vers le sens), mais le centre des recherches linguistiques se déplaçait peu à peu depuis l'Allemagne, ce berceau de la linguistique néo-grammairienne, vers d'autres pays, en particulier, les pays francophones.

les ait ignorés<sup>30</sup>. Qu'est-ce que Marr sous-entendait donc en disant qu'il n'y avait pas de sémantique dans l'«ancienne doctrine du langage»? La réponse à cette question se trouve dans l'analyse de l'autre mot-clé dans l'expression «sémantique idéologique»: l'*idéologie*.

### 3.3. L'IDEOLOGIE : UNE NOTION PIEGE

Déjà en lui-même, le mot *idéologie* est un grand mystère. Nombreux sont ceux qui l'utilisent dans le discours scientifique et pourtant presque personne n'en donne une définition précise, d'où des malentendus de toutes sortes. Que voulait dire ce mot pour Marr?

Comme nous l'avons déjà vu<sup>31</sup>, tout l'héritage linguistique de Marr peut être divisé en deux parties inégales par la frontière temporelle des années 1923-1924. Il n'est pas moins significatif qu'à la fin des années 1920, le sens et l'usage du mot *idéologie* chez Marr changent également. Au début des années 1920, il utilise ce mot dans le même sens que les philosophes soviétiques «officiels»: on arrive à cette conclusion en comparant l'usage de ce mot chez Marr avec la définition du terme *idéologie* dans la première édition de *Bol'shaja sovetskaja enciklopedija*, en 1933 :

On utilise le mot *idéologie* dans deux sens. Premièrement, on entend par idéologie tout un ensemble des formes de la conscience sociale: le droit, la morale, la science, l'art, la philosophie, la religion. Deuxièmement, on entend par idéologie également l'ensemble des idées qui enrichissent certaines formes de la conscience sociale, c'est-à-dire, en ce cas *l'idéologie* signifie la conception générale du monde (*obščee mirovozzrenie*)<sup>32</sup>.

Cette même interprétation du mot *idéologie* est typique des œuvres de Marr écrites au début des années 1920. Selon Marr, une certaine idéologie peut caractériser une certaine structure sociale, aussi bien qu'être reflétée par, en particulier, le discours scientifique qui y est courant. Ainsi, on peut parler de l'idéologie de la société bourgeoise, aussi bien que de l'idéologie de la science — y compris la linguistique — de la société bourgeoise et, d'autant plus, de l'idéologie de la linguistique soviétique, car c'étaient ses propres travaux et les travaux de ses élèves et collègues les plus proches que Marr considérait comme la personnification même de cette dernière :

<sup>30</sup> Cela ne veut pas dire pourtant que Marr ne savait pas l'allemand (il l'a appris encore au gymnase, cf. Mixankova, 1949, p. 10) et qu'il n'a jamais été en Allemagne: il y a effectué plusieurs séjours (*ibid.*, pp. 315 et 450).

<sup>31</sup> Cf. point 1.1.

<sup>32</sup> Zajcev, 1933, pp. 452-453.

Comme chaque doctrine théorique, y compris la linguistique, est le produit des organisations sociales (*obščestvennost'*) et comme nous développons de plus en plus les organisations sociales d'un nouveau type, leur idéologie, loin d'être livresque, contribue au développement de la théorie japhétique<sup>33</sup>.

L'idéologie fait partie de la superstructure, dont l'évolution suit celle de l'infrastructure ou, en d'autres mots, du système économique de la société en question.

Cependant, dans la deuxième moitié des années 1920, Marr élargit la notion d'*idéologie* : à partir de cette époque, l'idéologie, dans sa conception, est reflétée également dans la langue. Ainsi la langue devient automatiquement une catégorie de la superstructure, c'est pourquoi il est tout à fait logique que les changements dans les langues, selon le schéma de l'évolution sociale exposé plus haut, correspondent aux changements dans la structure économique de la société. Comme l'idéologie est un phénomène de classe, toute la langue, son côté formel aussi bien que sémantique, est considérée dorénavant comme un phénomène de classe. Bien sûr, c'est la sémantique de la langue qui reflète, avant tout, l'idéologie de la société en question. Il convient maintenant de revenir à la question de savoir si Marr avait raison ou tort dans ses reproches adressés à la «science bourgeoise». Pourquoi Marr considérait-il qu'il n'y avait pas de recherches sémantiques avant le marrisme ? Il nous semble qu'il s'agit précisément du fait qu'une sémantique qui ne tient pas compte du facteur idéologique n'était, pour Marr, pas digne de porter ce nom. De la même façon que, plusieurs décennies plus tard, W. Labov dira que la sociolinguistique *est* la linguistique<sup>34</sup>, Marr aurait pu dire que la sémantique idéologique *était* la sémantique et qu'aucune autre approche de l'étude du sens linguistique n'était digne de s'appeler ainsi. C'est la réponse à la question de savoir pourquoi les recherches sémantiques occidentales ne sont pratiquement jamais mentionnées dans les travaux de Marr, tandis que toute la linguistique «bourgeoise» se voit reprocher de ne pas s'intéresser à la sémantique, même si cela ne correspondait en rien à la vérité.

---

<sup>33</sup> Marr, 1928a, p. 61.

<sup>34</sup> «Pour nous, notre objet d'étude est la structure et l'évolution du langage au sein du contexte social formé par la communauté linguistique. Les sujets considérés relèvent du domaine ordinairement appelé 'linguistique générale': phonologie, morphologie, syntaxe et sémantique [...]. S'il n'était pas nécessaire de marquer le contraste entre ce travail et l'étude du langage hors de tout contexte social, je dirais volontiers qu'il s'agit là tout simplement de *linguistique*» (Labov, 1976, p. 258).

Mais ce n'est pas tout. Selon Marr, le caractère idéologique de la langue se manifeste aussi dans son côté formel, ses sons, ses phonèmes et même les lettres de son alphabet :

Tel qu'on le comprend aujourd'hui, l'alphabet, aussi bien que la science des sons de la culture de la parole (*učenie o zvukax rečevoj kul'tury*), la phonétique sont indissolublement liés à l'idéologie de la langue sonore. Sans tenir compte de cette idéologie, du contenu des sons de la culture de la parole, sa structure et sa fonction, nous ne pouvons pas créer aujourd'hui ce qui ne sert qu'à son expression technique, l'écriture.<sup>35</sup>

C'est pourquoi la tâche consistant à créer des alphabets pour les peuples sans écriture a été déclarée «idéologiquement importante» : Marr est connu, avant tout, pour son intention de créer un «alphabet analytique» abkhaze, ce qu'il n'a pourtant pas réussi à faire appliquer dans la pratique<sup>36</sup>.

Le fait de considérer la langue parmi les phénomènes de superstructure était partagé par d'autres chercheurs des années 1920-1930, même s'ils étaient adversaires du marrisme dans ses autres principes. Il s'agit en particulier du groupe *Jazykofront*, dont nous avons déjà parlé plus haut<sup>37</sup>. En 1930, ce groupe a lancé une campagne contre le marrisme. En désapprouvant le marrisme, avant tout à cause de sa «paléontologie» et de sa prédilection pour la préhistoire au détriment des problèmes linguistiques actuels, les membres du *Jazykofront*, dans le même temps, acceptaient beaucoup chez Marr, en protestant ainsi contre la «science bourgeoise». Parmi d'autres postulats, ils acceptaient chez Marr le fait de considérer la langue comme un phénomène de la superstructure, le principe de la division sociale de la langue et l'idée des liens entre l'évolution langagière et le développement de la culture matérielle<sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup> Marr, 1928c, p. 54.

<sup>36</sup> L'«alphabet analytique» abkhaze a été officiellement reconnu en Abkhazie en 1924, mais on ne l'a utilisé que pendant deux ans, car il contenait plus de 60 signes et était très difficile à mémoriser.

<sup>37</sup> Cf. point 1.3.

<sup>38</sup> Les historiens de la linguistique qui étudient les relations complexes des marristes avec les membres du *Jazykofront*, préfèrent concentrer leur attention, avant tout, sur leurs différences d'approche, cf. en particulier Alpatov, 1991, pp. 95-96. En grande partie, cela peut être expliqué par leur propre attitude très critique à l'égard du marrisme. Nous poursuivons un autre but : ne pas nous attarder sur les affirmations fantaisistes des marristes (qui sont évidentes aujourd'hui), mais, au contraire, essayer d'expliquer la proximité d'idées entre les marristes et d'autres courants linguistiques. C'est pourquoi ce sont plutôt les affinités qui nous intéressent : dans ce cas particulier, celles des théories marristes et des conceptions du groupe *Jazykofront*.

En particulier, Danilov, l'un des leaders du *Jazykfront*, pensait que ranger la langue parmi les catégories de la superstructure était l'un des succès principaux de la linguistique. Ainsi il critiquait les néogrammairiens, pour qui la langue n'était qu'un «moyen de communication» et qui «ne se sont pas élevés jusqu'à considérer la langue comme un phénomène de la superstructure»<sup>39</sup>. En revanche,

la conquête principale de la théorie japhétique consiste dans l'analyse de la langue comme un des phénomènes de la superstructure, qui dépend du milieu matériel dans son aspect plutôt social que naturel.<sup>40</sup>

Cette «conquête principale» de la théorie japhétique est reconnue par Danilov même dans ses travaux où la conception marriste en général est critiquée :

Alors, la langue, selon Marr... Qu'est-ce que c'est ? Une superstructure sociale et rien d'autre.<sup>41</sup>

Comme le révèle cette citation, la langue, selon Danilov, devrait être comptée parmi les catégories de la superstructure, et s'il n'est pas d'accord avec Marr, c'est seulement parce que ce dernier ne donne aucune précision au sujet des différences entre la langue et les autres catégories de la superstructure :

Il est facile de voir que cette définition convient à la littérature, au droit et à toutes les autres catégories de la superstructure.<sup>42</sup>

De plus, c'est précisément le manque de définition stricte des traits spécifiques de la langue en tant que phénomène de la superstructure, chez Marr, qui constitue, selon Danilov, le défaut principal de la théorie marriste : la préférence donnée à la préhistoire au détriment des problèmes linguistiques plus actuels :

Le manque de compréhension de la nature particulière de la langue et de ses régularités principales à notre époque, la paléontologie avec toutes ses conséquences qui ne donnent aucune possibilité de comprendre la langue des stades particuliers comme une unité dialectique — tout cela empêche

---

<sup>39</sup> Danilov, 1931b, p. 13.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>41</sup> Danilov, 1931a, p. 22.

<sup>42</sup> *Ibid.*

les japhétidologues de connaître l'époque actuelle et de diriger les pratiques linguistiques.<sup>43</sup>

A titre de comparaison, il serait intéressant de montrer une ressemblance frappante de l'interprétation de la notion d'*idéologie* chez Marr et chez V.N. Vološinov (1895-1936). Voici les citations de ce dernier :

Le domaine de l'idéologie coïncide avec celui des signes. [...] La réalité idéologique est une superstructure située directement au-dessus de la base économique. [...] Le signe devient l'arène où se déroule la lutte des classes.<sup>44</sup>

Marr n'était pas le seul à se passionner pour l'*idéologie*.

### 3.4. LA NOTION DE *SEMANTIQUE IDEOLOGIQUE* CHEZ LES MARRISTES

Après la mort de Marr, la notion de *sémantique idéologique* a été développée dans les travaux de ses élèves et collègues — Abaev, essentiellement. Selon Abaev, on peut distinguer deux niveaux dans l'analyse des phénomènes linguistiques. A un certain moment, l'analyse sémantique peut se transformer en idéologique. Quand cela se passe-t-il ? Dans la plupart des cas, quand nous établissons les liens «génétiques» entre une signification et d'autres, qui ont existé avant ou qui existent toujours. Ainsi, écrit-il, si nous ne faisons que constater que le mot latin *pecunia* signifiait 'l'argent', nous restons dans les limites de la sémantique technique, ou communicative. En revanche, dès que nous établissons les liens du mot latin *pecunia* avec un autre mot latin, *pecus* 'le bétail', l'analyse sémantique acquiert une valeur idéologique. Autrement dit, il y a deux sémantiques — la sémantique des significations isolées et techniques (la sémantique technique) et la sémantique de la genèse et des liens réciproques entre les différents mots de la langue, qu'on peut appeler la sémantique idéologique. La comparaison des différents sens techniques nous introduit ainsi dans le cercle des représentations idéologiques qui sont propres à un certain milieu social. Voici ce qu'en dit Abaev :

Nous savons bien le sens actuel du mot *trud* ('travail' – E.V.). En étudiant l'histoire de ce mot, nous apprenons que jadis il signifiait également 'ma-

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>44</sup> Bakhtine (Volochninov), 1977 (1929), pp. 27, 31 et 44.

ladie', 'souffrance'. Nous apprenons donc que le mot *trud* exprimait non seulement la notion d'activité productive (sémantique technique), mais aussi l'interprétation de cette activité comme une 'souffrance', une 'maladie', bref, une certaine idéologie (sémantique idéologique). La même notion, celle de la richesse, est exprimée différemment dans trois langues différentes, le russe, l'ossète et l'allemand. En russe, elle est liée avec le 'dieu', en ossète – avec le 'jour', la 'lumière' (*bonden* provient de *bon* 'jour'), en allemand – avec le 'pouvoir royal' (*Reich*). La sémantique technique de ces trois mots est la même, alors que leur sémantique idéologique est différente. Chacun de ces mots reflète une vision du monde (*mirovozzrenie*) particulière et les conditions particulières de la vie sociale à l'époque de leur formation.<sup>45</sup>

A première vue, ces théories des marristes ne sont qu'une répétition des idées de A.A. Potebnja<sup>46</sup> sur la forme interne du mot (*vnutrennjaja forma slova*). Selon Potebnja, la forme interne du mot, liée à sa structure morphologique et à son étymologie, montrait aux hommes les représentations de leurs propres idées et ainsi servait à rendre les pensées objectives<sup>47</sup>. Or, si l'approche de Potebnja envers la langue était essentiellement psychologique (ce qui était typique de la deuxième moitié du XIXème siècle), les marristes insistaient sur la détermination sociale de la sémantique idéologique, qui exprimerait une vision du monde particulière et les conditions particulières de la vie sociale à l'époque de la formation des mots correspondants.

### 3.5. LA LANGUE N' EXISTE-ELLE PAS?

La notion de *sémantique idéologique* ne devait pas nécessairement présupposer l'existence de liens étymologiques entre les mots correspondants. Plus importants étaient les liens conceptuels, reflétant la vision du monde propre à un certain milieu social. La vision particulière de ce problème par Marr se manifestait dans l'établissement de liens génétiques tout à fait fantastiques entre les mots : on peut même comparer son approche avec le principe de l'étymologie populaire. Ce dernier présuppose l'établissement de liens sémantiques entre des mots dont les formes sont semblables. En

---

<sup>45</sup> Abaev, 1934, p. 34.

<sup>46</sup> Potebnja faisait partie des linguistes peu nombreux à être appréciés par les marristes. Marr lui-même s'est plus d'une fois appuyé sur les étymologies de Potebnja : cf. Marr, 1924, pp. 143 et 149. Quant à Abaev, il écrit : «Les études sur la 'forme interne du mot' sont liées avec la meilleure étape dans le développement de la linguistique indo-européenne, l'époque de sa jeunesse romantique et des recherches audacieuses» (Abaev, 1948, p. 15).

<sup>47</sup> Potebnja, 1989 (1862), p. 213.

d'autres termes, la célèbre thèse saussurienne sur le caractère arbitraire des liens entre le signifiant et le signifié est contestée. La négation de cette thèse chez Marr est sûrement liée avec le principe marriste d'attribuer une valeur idéologique non seulement au côté sémantique de la langue, mais aussi à son aspect formel. Ainsi chez Marr, le côté formel du signe est lié au côté référentiel. Dans ce sens, la déclaration de Marr sur le fait que la langue n'existe pas en elle-même, en dehors de la réalité concrète, est symptomatique :

La langue en son entier est créée par une collectivité humaine. Par sa technique, sa structure et sa sémantique, elle reflète non seulement la pensée de cette collectivité, mais aussi sa structure sociale et son économie. Par conséquent, la langue n'existe pas en tant que telle, toute sa structure n'est qu'un reflet (*otobraženie*) [...]. Les phénomènes linguistiques ne sont réels que dans leurs liens organiques avec l'histoire de la culture matérielle et des organisations sociales.<sup>48</sup>

Une fois de plus, nous revenons au problème des liens entre la langue et la structure sociale dans l'interprétation marriste, qui a suscité les critiques les plus véhémentes de la part de Staline.

#### 4. STALINE CONTRE MARR OU ... ABAEV ?

Pourquoi Staline a-t-il choisi la notion de *sémantique idéologique* en tant qu'objet principal de sa critique ? De toute évidence, le contenu de cette notion ne devait pas correspondre à sa politique idéologique dans les années 1950. Plus exactement, il s'agissait de l'idée de la division de la nation en différentes classes, implicitement liée à la considération de la langue comme phénomène de classe. Dans les années de la guerre (1941-1945) et de l'après-guerre, les objectifs principaux de la politique intérieure et extérieure soviétique (le refoulement des troupes allemandes et, ensuite, la reconstruction du pays) avaient besoin de l'unité idéologique de la nation. C'est pourquoi, l'idée même d'une quelconque division (y compris sociale) était insupportable pour Staline.<sup>49</sup>

---

<sup>48</sup> Marr, 1927, p. 70.

<sup>49</sup> En fait, cette orientation idéologique de Staline s'était manifestée dès les années d'avant-guerre. Ainsi, dans la Constitution soviétique de 1936, l'idée d'un «Etat du peuple tout entier» (*vсенародное государство*) apparaît, ce qui présupposait l'idée de l'homogénéité radicale de la société. Bien sûr, cette Constitution fut adoptée sur le fond de la thèse sur «l'aggravation de la lutte des classes» dans la société soviétique. Pourtant, en général à la fin des années 1930, on menait cette lutte avec les «ennemis de classe» en aspirant à l'unification de la société, d'où la représentation métaphorique

Or cette idée romantique du «peuple tout entier», sans aucune division, était déjà présente dans la conception de la *sémantique idéologique* chez Abaev. Ainsi, écrit ce dernier,

chaque état social (*obščestvennoe sostojanie*) a ses normes particulières de perception et de nomination des objets et des notions de l'expérience. En étudiant la sémantique idéologique des mots que nous utilisons, nous découvrons les efforts cognitifs de l'homme au moment de la perception et de la nomination correspondantes. Ainsi nous pouvons faire des conclusions sur [...] les particularités de la pensée humaine et de sa vision du monde propre à cette époque.<sup>50</sup>

Chez Abaev, la «pensée humaine» et la «vision du monde» sont toujours propres au peuple tout entier et donc elles sont homogènes :

Le vrai charme de toutes les langues consiste dans leurs mystères idéo-sémantiques. Sans les découvrir, personne ne peut dire qu'il sait telle ou telle langue. En revanche, en les maîtrisant, vous pouvez faire des découvertes intéressantes sur la pensée et la vision du monde du peuple, de son passé historique, de sa culture et de sa vie quotidienne.<sup>51</sup>

Ainsi, par exemple, la «révolution idéo-sémantique» du mot *trud* 'le travail', qui aurait été lié avec les notions de *pauvreté, humiliation, souffrance* et qui serait lié en URSS avec celles d'*honneur, gloire, vaillance et héroïsme*,

reflète une grande révolution sociale accomplie par notre peuple.<sup>52</sup>

et, une fois de plus, il s'agit du peuple tout entier.

Quant à Marr, ses déclarations sur la division de la nation étaient — comme tant d'autres — contradictoires. Pourtant, la plupart du temps, il niait l'existence d'une langue nationale, une langue sans divisions et sans différences sociales:

La langue nationale n'existe pas. Il y a une langue de classe (*klassovyj jazyk*) et les langues d'une même classe des pays différents, ayant la même

---

des ennemis de classe comme des «parasites sur le corps de la société», répandue en URSS à cette époque. On considérait donc la division quelconque de la société comme une anomalie dont il fallait se débarrasser au plus vite.

<sup>50</sup> Abaev, 1948, p. 17.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>52</sup> *Ibid.*

structure sociale, ont plus de ressemblances typologiques que les langues des différentes classes d'un même pays ou d'une même nation.<sup>53</sup>

Ce principe de division (sociale et linguistique) de la nation et d'absence de toute langue nationale devait être inacceptable pour Staline, ce qui a provoqué son opposition radicale.

## 5. L'OBJET LINGUISTIQUE DES CRITIQUES STALINIENNES APRES LA DISCUSSION DE 1950

Quel fut le parcours linguistique de la notion de *sémantique idéologique* après 1950 ? Les derniers travaux d'Abaev sur ce sujet datent de la fin des années 1940. C'est la critique stalinienne qui a mis fin au développement de cette notion dans la linguistique soviétique — et pas seulement à cause du fait que l'article de Staline a arrêté l'évolution des conceptions marristes. Déjà dans sa première réponse au «groupe de jeunes camarades», Staline proteste catégoriquement contre la conception de la langue comme superstructure. Ainsi chez lui, le sens de la notion d'*idéologie* devient beaucoup plus étroit que dans les théories marristes. La langue n'est pas une superstructure et donc n'est pas une idéologie. C'est pourquoi cela n'a aucun sens de parler de la valeur idéologique propre aux aspects sémantiques et, plus encore, aux aspects formels de la langue. Devons-nous nous étonner que les travaux sur la sémantique idéologique disparaissent immédiatement après l'intervention stalinienne ?

Pourtant, aujourd'hui l'analyse de cette notion peut être d'une grande importance pour les historiens de la linguistique. Non seulement parce qu'elle sert à établir des liens entre les différents courants linguistiques et ainsi à comparer ce qui semble incomparable : comme nous le voyons, par exemple, le sens de cette notion est pratiquement identique chez les marristes, «maudits» aujourd'hui — et dans les travaux de Vološinov, en particulier, dans son célèbre livre *Le marxisme et la philosophie du langage*. A la différence de Marr, Vološinov n'est pas accusé aujourd'hui de manque de valeur scientifique dans ses théories — plutôt au contraire, tout l'héritage du cercle de Bakhtine suscite un énorme intérêt chez les historiens des idées. Cela signifie que Marr n'était pas seul dans ses recherches et ses conclusions, bien qu'il fût le premier à le prétendre. C'est pourquoi, en réalité, l'intervention stalinienne concernait non seulement Marr, mais aussi d'autres chercheurs soviétiques, même s'ils n'étaient pas marristes. L'analyse de notions particulières, présentées dans l'héritage

---

<sup>53</sup> Marr, 1928b, p. 415.

linguistique du passé, sert à détruire les mythes construits autour de certains chercheurs, sans quoi aucune vraie connaissance n'est possible.

© Ekaterina Velmezova

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABAEV, V.I., 1934 : «Jazyk kak ideologija i jazyk kak texnika», *Jazyk i myšlenie*, II, Leningrad, p. 33-54. [La langue comme idéologie et la langue comme technique]
- —, 1948 : «Ponjatie ideosemantiki», *Jazyk i myšlenie*, XI, Moskva-Leningrad : Izdatel'stvo Akademii nauk SSSR, p. 13-28. [La notion de sémantique idéologique]
- ALPATOV, V.M., 1991 : *Istorija odnogo mifa. Marr i marrizm*, Moskva : Nauka. [Histoire d'un mythe. Marr et le marrisme]
- —, 2003 : «La linguistique marxiste en URSS dans les années 1920-1930», *Le discours sur la langue en URSS à l'époque stalinienne*, éd. par P. Sériot, *Cahiers de l'ILSL*, n°14, Lausanne, p. 5-22.
- APTEKAR', V.B., 1934 : *N.Ja. Marr i novoe učenie o jazyke*, Moskva. [N.Ja. Marr et la nouvelle doctrine du langage]
- BAKHTINE, M.M. (VOLOŠINOV, V.N.), 1977 : *Le marxisme et la philosophie du langage. Essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*, Paris : Minuit (éd. orig. : 1929).
- BODUEN DE KURTENE (BAUDOUIN DE COURTENAY), I.A., 1901 : «Jazykoznanie, ili lingvistika, XIX veka», in BODUEN DE KURTENE, I.A., 1963, Vol. II, p. 3-18. [La science du langage, ou la linguistique, du XIX siècle]
- —, 1904 : «Jazykoznanie», in BODUEN DE KURTENE, I.A., 1963, Vol. II, p. 96-117. [La linguistique]
- —, 1930 : «Problemy jazykovogo rodstva», in BODUEN DE KURTENE, I.A., 1963, Vol. II, p. 342-352. [Les problèmes de la parenté linguistique]
- —, 1963 : *Izbrannye trudy po obščemu jazykoznaniju*, Vol. I-II, Moskva : Izdatel'stvo Akademii nauk SSSR. [Travaux choisis de linguistique générale]
- BREAL, M., 1897 : *Essai de sémantique : Science des significations*, Paris : Hachette.
- BRUGMANN, K., 1904 : *Die Demonstrativpronomina der indogermanischen Sprachen. Eine Bedeutungsgeschichtliche Untersuchung*, (Ab-

- handlungen der philologisch-historischen Klasse der Königlichen Sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften Bd. XXII, nr. 6), Leipzig : B.G.Teubner.
- GORBANEVSKIJ, M., 1988 : «Konspekt po korifeju», *Literaturnaja gazeta*, 25.05.1988. [Le coryphée : un abrégé]
  - GORDON, W.T., 1982 : *A History of Semantics*, Amsterdam / Philadelphia : John Benjamins Publishing Company.
  - DANILOV, G.K., 1931a : «Jafetidologija v naši dni», *Revoljucija i jazyk*, 1931, 1, p. 21-27. [La japhétidologie aujourd'hui]
  - —, 1931b : *Kratkij očerk nauki o jazyke, s priloženiem programmy po osnovam jazykovedenija*, Moskva : Izdatel'stvo Moskovskogo universiteta. [Essai sur la science du langage, avec le programme des principes de la linguistique annexé].
  - DARMESTETER, A., 1886 : *La Vie des mots étudiés dans leurs significations*, Paris : Delagrave.
  - HUTTON, C., 1999 : *Linguistics and the Third Reich*, London and New York : Routledge.
  - L'HERMITTE, R., 1987 : *Marr, Marrisme, Marristes. Une page de l'histoire de la linguistique soviétique*, Paris : I.E.S.
  - LABOV, W., 1976 : *Sociolinguistique*, Paris : Edition de Minuit.
  - MARR, N.Ja., 1924 : «Iz jafetičeskix perežitkov v rusckom jazyke», in MARR (1933-1937), Vol. V, 1935, p. 114-116. [Les survivances japhétiques dans la langue russe]
  - —, 1927 : «Terminy iz abxazsko-rusckix etničeskix svjazej. 'Lošad' i 'trizna'», in MARR (1933-1937), Vol. V, 1935, p. 117-152. ['Lošad' ('cheval') et 'trizna' ('repas funéraire'), termes-révélateurs des liens ethniques russo-abkhazes]
  - —, 1928a : «Aktual'nye problemy i očerednye zadači jafetičeskoj teorii», in MARR (1933-1937), Vol. III, 1934, p. 61-77 [Les problèmes et les buts actuels de la théorie japhétique]
  - —, 1928b : «Počemu tak trudno stat' lingvistom-teoretikom», in MARR (1933-1937), Vol. II, 1936, p. 399-426. [Pourquoi est-il si difficile de devenir théoricien en linguistique?]
  - —, 1928b : «Postanovka učenija ob jazyke v mirovom masštabe i abxazskij jazyk», in MARR (1933-1937), Vol. IV, 1937, p. 53-84. [La nouvelle doctrine du langage à l'échelle mondiale et la langue abkhaze]
  - —, 1931a : «Jafetičeskie jazyki», in MARR (1933-1937), Vol. I, 1933 p. 290-311. [Les langues japhétiques]
  - —, 1931b : «Jazyk i myšlenie», in MARR (1933-1937), Vol. III, 1934, p. 90-122 [Le langage et la pensée]
  - —, 1933a : «Pis'mo i jazyk», in MARR (1933-1937), Vol. II, 1936, p. 379-392 [Le langage et l'écriture].

- —, 1933b : «Sdvigi v texnike jazyka i myšlenija», in MARR (1933-1937), Vol. II, 1936, p. 427-443. [Les changements dans la technique du langage et de la pensée]
- —, 1933-1937 : *Izbrannye raboty*, Vol. I-V, Moskva-Leningrad, Izdatel'stvo GAIMK — Gosudarstvennoe social'no-ekonomičeskoe izdatel'stvo. [Œuvres choisies]
- MEILLET, A., 1906 : «Comment les mots changent de sens», in Meillet A. : *Linguistique historique et linguistique générale*, Vol. I., Paris : H. Champion, 1921, p. 230-270.
- MIXANKOVA, V.A., 1949 : *Nikolaj Jakovlevič Marr*, Moskva-Leningrad : Izdatel'stvo Akademii nauk SSSR.
- POTEBNJA, A.A., 1989 : «Mysl' i jazyk», in Potebnja A.A. : *Slovo i mif*, Moskva [La pensée et le langage] (1862).
- REISIG, C.R., 1839 : *Vorlesungen über lateinische Sprachwissenschaft*, Ed. par F. Haase. Leipzig : Lehnhold.
- SAUSSURE, F. de, 1949 : *Cours de linguistique générale*, 4ème éd., Paris : Payot (1916).
- SERIOT, P., 1999 : *Structure et totalité. Les origines intellectuelles du structuralisme en Europe centrale et orientale*, Paris : P.U.F.
- —, 2000 : «Eurasistes et marristes», in Sylvain Auroux (éd.) : *Histoire des idées linguistiques*, Liège : Mardaga, p. 473-497.
- SOLJENITSYNE, A., 1968 : *Le premier cercle* (traduction du russe). Paris : Robert Laffont. (1958).
- STALINE, J., 1950 : «A propos du marxisme en linguistique», in L.-J. Calvet (éd.) : *Marxisme et linguistique*, Paris : Payot, 1977, p. 145-196.
- 1953 : *Marksizm i voprosy jazykoznanija*, Moskva : Gospolitizdat [Le marxisme et les questions de linguistique] (1930).
- ZAJCEV, S., 1933 : «Ideologija», *Bol'shaja sovetskaja ènciklopedija*, 1ère édition, Moskva, Gosudarstvennoe slovarno-ènciklopedičeskoe izdatel'stvo, vol. 27, p. 452-466 [Idéologie].
- ZYCAR', Ju.V., 1987 : «N.Ja. Marr i sovremennaja baskologija», N.Ja. Marr. *Basko-kavkazskie leksičeskie paralleli*, Tbilisi. [N.Ja. Marr et l'étude moderne de la langue basque].



## Sommaire

P. Sériot et A. Tabouret- Keller :	<i>Présentation.....</i>	1
P. Caussat :	<i>Langue d'autorité et autorité de langue.....</i>	5
J.-J. Courtine :	<i>La prohibition des mots. L'écriture des ma- nuels scolaires en Amérique du Nord.....</i>	19
M. Dubuisson :	<i>Le pouvoir et la langue : le cas du latin 'classique'.....</i>	33
A. Goujon :	<i>Bilinguisme et populisme en Biélorussie.....</i>	45
Ch. Hutton :	<i>Linguistique et anthropologie raciale en Allemagne nazie : sciences contradictoires ou sciences complémentaires?.....</i>	65
J. Joseph :	<i>Créativité linguistique, interprétation et contrôle de l'esprit selon Orwell et Chomsky..</i>	81
G. Klein :	<i>De la langue unitaire à la langue autarci- que : le discours sur la langue pendant le fascisme en Italie.....</i>	93
P. Larcher :	<i>Théologie et philologie dans l'islam médié- val : Relecture d'un texte célèbre de Ibn Fâris (Xe siècle).....</i>	101
A. Lenta :	<i>L'invention de la la langue moldave à l'épo- que soviétique .....</i>	115

H. Merlin-Kajman :	<i>Langue, souveraineté, civilité : l'usage contre l'autorité.....</i>	135
S. Moret :	<i>D'une contradiction interne : l'espéranto, langue neutre ou langue de l'autre ?.....</i>	155
C. Rodríguez-Alcalá :	<i>La construction imaginaire de la nation paraguayenne par le discours sur le guarani langue nationale.....</i>	171
M. Samara :	<i>Sur la politique linguistique et le travail des linguistes sous le régime autoritaire en Albanie (1945-1990) .....</i>	191
D. Savatovsky :	<i>Philologie d'une nov-langue, la LTI de Victor Klemperer).....</i>	205
A. Schwarz :	<i>La linguistique du roi et du fou du roi .....</i>	219
P. Sériot :	<i>La langue, le pouvoir et le corps .....</i>	231
E. Simonato-Kokochkina	<i>Alphabet 'chauvin' ou alphabet 'nationaliste' ?.....</i>	261
A. Tabouret-Keller :	<i>Les métaphores multiples de l'expression 'langue maternelle' : un projet de travail.....</i>	277
N. Tiziri :	<i>Les langues dans les constitutions algériennes.....</i>	289
M. Uzman :	<i>La Théorie de la Langue-Soleil : une entreprise désespérée aux marges de la science.....</i>	301
E. Velmezova :	<i>La sémantique idéologique entre Marr et Staline.....</i>	315
	<b>Sommaire</b>	<b>337</b>